

Université Bordeaux Montaigne  
UFR Sciences des Territoires et Communications  
École Doctorale Montaigne-Humanités (ED 480)

Laboratoire CNRS ADESS UMR 5185

André-Frédéric Hoyaux

Dossier HDR

Volume 2 : Annexes  
Les géographies d'un parcours.  
Des parcours en géographie.

Partie 2  
Production Scientifique et Académique

William Berthomière,	Directeur de Recherches, CNRS MIGRINTER- Université de Poitiers, Rapporteur externe.
Philippe Bourdeau,	Professeur, Université Grenoble-Alpes.
Béatrice Collignon,	Professeure, Université Bordeaux-Montaigne.
Michel Lussault,	Professeur, École Normale Supérieure, Université de Lyon.
Denis Retailé,	Professeur, Université Bordeaux-Montaigne, Rapporteur interne.
Frédéric Tesson,	Professeur, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Rapporteur externe.



# SOMMAIRE

---

## **PARTIE 2 : Production scientifique et académique**

<b>Remerciements</b>	<b>1</b>
<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>Chapitre 1. Épistémologie et Méthodologie de l'habiter</b>	<b>15</b>
<b>Chapitre 2. Au-delà de l'habiter, la question des mobilités et des placements.</b>	<b>127</b>
<b>Chapitre 3. Idéologies et constructions des savoirs géographiques.</b>	<b>207</b>
<b>Perspectives</b>	<b>363</b>





## Remerciements

Ce travail n'est qu'une reformulation plus ou moins consciente, plus ou moins inconsciente, tantôt explicite, tantôt implicite, parfois habile, souvent malhabile, d'un ensemble de travaux qui le devance, qui le dépasse, qui en minimise la portée innovante, révélatrice.

Ce travail n'est en fait qu'un petit caillou mis sur un cairn épistémologique à reconstruire après chaque hiver intellectuel, celui des déterminismes du réalisme naïf. Cairn visible ou invisible à celles et ceux que l'on invite à suivre une piste sans vouloir les y obliger. Petit caillou face aux rochers placés, parfois trop solidement, par d'autres qui nous ont pourtant eux aussi attirés à eux sans qu'ils ne nous envoient de carton d'invitation. Petit caillou face à d'autres petits cailloux qui illuminent la pensée de l'autre comme un ver luisant discret qui ne demande pas d'être vu pour dire le fond de son âme.

Merci donc à tous ceux-là qui ont nourri mes démarches, ont répondu à mes doutes en les cernant, dans le double sens de les expliciter et parfois de les enfermer comme l'on met en quarantaine un virus qui intoxique son esprit alors que le problème est ailleurs. Merci à Tournier de m'avoir fait aimer la littérature et la lecture, à Ionesco de m'avoir permis de mettre de la distance à la « sériosité » des choses qui n'ont pas de sens, à Camus, Sartre et l'ensemble de la philosophie existentialiste qui a rassuré le petit bourgeois que je suis de sa justice naïve, à la phénoménologie de Heidegger, Merleau-Ponty, Patočka, Gadamer, qui a intoxiqué mon petit ruisseau qui coule sans savoir où il va, à la géographie des tournants, celle de Jean-Bernard Racine et Claude Raffestin, de Jean-Paul Ferrier et Henri Chamussy, d'Hervé Gumuchian et Jean-Paul Guérin, de Michel Lussault et Jacques Lévy.

Merci surtout à celles et ceux qui ont tenté parfois en vain de me remettre sur le sentier que j'avais moi-même quitté par faiblesse, par fatigue, par fainéantise. Ils ont pris ce temps de m'aider à réorienter l'horizon que je m'étais fermé pour l'ouvrir à sa propre réalité : Guy Di Méo, Béatrice Collignon, Denis Retaille et tous ceux qui ont un jour amélioré la portée de mes travaux en m'invitant à réaliser de subtiles retouches sur mes textes alambiqués et suffisants d'abstractions.

Merci à la musique qui nourrit mes écrits, qui sévit dans le minimalisme de ses redondances, de ses spirales qui disent l'aporie des dits et des contredits. A la musique qui me libère de mes horizons étriés, de mes subtils mécanismes de rétention d'un soi et de l'autre. Dans le port d'Amsterdam...

Merci surtout à ma vie qui m'a donné cette chance de tenir ce rôle en me plaçant auprès de mes parents dans un univers de livres, de pensées, proches du « gai savoir », en espérant sans doute, qu'à défaut des pensées pénétrantes, des poésies lancinantes, de la parole qui s'écoute parler, je puisse devenir, un jour, un joyeux luron.

Merci enfin à celle qui me fait toujours déjà dépasser ces moments intellectuels, clichés figés d'une pensée toujours en construction, en répétition. Pensée qui naît, ne peut naître que d'un partage renouvelé avec celle qui, nuit et jour, dans les instants les plus improbables, est la glace sans tain, réceptacle, obstacle, oracle de pensées boomerangs qui ne répondent jamais qu'à ce que je vois comme du non-sens de la vie. Pensées qui me taraudent, qui érodent de fragiles construits pour retourner en poussière dans le grand fin fond de notre humanité, ma pugnace fragilité.



---

# Introduction

---



## Précisions de lecture.

---

Ces quinze textes réfèrent aux grandes thématiques qui ont fondé mon parcours intellectuel depuis la fin de ma thèse en 2000 intitulé « Habiter la ville et la montagne : Essai de géographie phénoménologique sur les relations des habitants au Lieu, à l'Espace et au Territoire (Exemple de Grenoble et Chambéry) ». Les deux premières thématiques traitent tout d'abord des enjeux théoriques de l'habiter à travers une généalogie et une mise en contexte géographique en montrant les conséquences à la fois épistémologique et méthodologique qu'implique l'utilisation de ce concept (chapitre 1).

Suite à cette théorisation, un deuxième axe analyse, à travers et au-delà de l'habiter, la reconfiguration sémantique que l'on peut opérer d'un ensemble de concepts utilisés par la géographie (territoire, identité, acteur, corps, métrique, etc.) mais aussi les conséquences opératoires sur la vie quotidienne des divers habitants qui sont en relation avec le monde à travers leur mobilité et leur placement au sein de celui-ci (chapitre 2).

La troisième thématique réfléchit au poids de la construction scientifique sur la construction habitante de l'espace. Le savant conforme-t-il le regard sur ou l'appréhension de l'espace à partir de ces théories plus ou moins expérimentales (portée inductive de la démarche), plus ou moins idéologiques (portée hypothético-déductive de la démarche) ou le plus souvent tautologique (ce qu'Yves Barel appelait « l'autoréférence sans sujet ») ? Par ailleurs, ce chapitre aborde l'utilisation (et donc la manipulation au sens premier et second du terme) qui est faite, à travers les médias, des sciences de l'environnement et de l'aménagement. Il développe l'idée que, derrière une prétendue autorité scientifique, s'impose une normativité sociétale qui naturalise et réifie les travaux des scientifiques. Ce chapitre réfléchit alors sur l'obligation des sciences d'aujourd'hui d'oublier la sainteté de la vérité à travers l'objectivité. Pour ce faire, ces travaux renvoient à la mise en place, au-delà d'une interconnaissance ou d'une inter-voire d'une transdisciplinarité, de ce qui pourrait constituer la logique d'une interobjectivité, c'est-à-dire d'une mise en relation et en relief des différentes objectivités situées (Chapitre 3).

Le parti pris de l'écriture surprendra peut-être. Outre l'idée de présenter les articulations et les réorientations opérées à travers le parcours de recherche, je présenterai un recul critique à travers la réception que mes collègues ont fait de ces textes. Ce recul critique me permettra de replacer, voire de rectifier le sens de ces productions. L'objectif n'est cependant pas de régler mes comptes mais de montrer aussi la fragilité de l'épreuve de médiation à travers l'écriture et d'effectuer une relecture de ces réalisations tout en améliorant peut-être leur compréhension. Ce parti pris entraîne un déséquilibre dans la présentation et l'articulation des textes entre eux car le recul est plus important pour certains que pour d'autres. En effet, des textes de 2013, voire des textes publiés dans des ouvrages peu diffusés, n'ont pas encore eu (ou n'auront peut-être jamais) la même réception que des textes de 2003 ou publiés dans *L'Espace Géographique*. Plus globalement, je n'ai peut-être pas encore pris toute la mesure de l'impact de textes plus récents sur mon parcours actuel ou sur les sciences humaines et sociales dans leur ensemble. Les articles sont présentés dans le sommaire ci-dessous du plus ancien (Texte 1) au plus récent (Texte 15) mais sont ensuite traités au sein de chaque thématique. Ce rangement temporel est effectué en terme de publication, pas forcément d'écriture. Nous y reviendrons par la suite dans la présentation. En effet, des textes plus anciens ont parfois été publiés plus récemment, soit parce qu'ils relevaient de colloque et que le cheminement éditorial est souvent plus long pour ce type

de contribution soit que des textes aient été bloqués par les comités éditoriaux qui en ont retardé la publication.

Toutes ces références sont publiées et accessibles selon les supports choisis par les éditeurs soit en version papier (en format livre : textes 6, 12, 13, 14 et 15 ; ou revue : textes 2, 4, 7, 8, 9, 11), soit en version télématique (textes 1, 3, 5, 10). Pour autant, des références internet permettent de retrouver certaines versions papiers, parfois dans des versions plus longues (cf texte 12, 13, 14 et 15) que celles qui ont été éditées et que celles qui vont être proposées par la suite dans le fil des publications.

Dans le chapitre 1. **Épistémologie et Méthodologie de l'habiter**, on retrouve les textes 1, 3, 7, 8 et 15.

Dans le chapitre 2. Au-delà de l'habiter, la question des mobilités et des placements, on peut classer les textes 4, 12 et 14.

Dans le chapitre 3. **Idéologie et constructions des savoirs géographiques**, on peut intégrer les textes les textes 2, 5, 6, 9, 10, 11 et 13.

D'autres textes seront évoqués (Textes de A à Z) soit dans ce volume soit dans les autres mais ne seront pas joints *in extenso*. S'ils sont structurants de mon parcours, il n'amène pas forcément de nouveauté ou d'angle d'attaque particulier par rapport à d'autres textes présentés. Ils seront, bien entendu, évoqués au sein des trois thématiques abordées. Les deux premiers textes présentés (A, B) sont en cours de publication. Ils sont déjà accessibles soit sous formes télématiques soit sous forme vidéo. Nous avons préféré ne pas les inscrire dans le dossier publications mais ils seront évoqués, outre dans les chapitres explicatifs du parcours scientifique, au sein même du texte original, dans la mesure où ils sont au cœur de nos travaux actuels, ou de certaines parties du *curriculum vitae*. D'autres contributions ont aussi été proposées aux comités de rédaction mais sont seulement en cours de validation éditoriale et ne sont donc pas recensés ici.

Dans les autres textes évoqués par notre abécédaire, nous avons plusieurs types de format d'édition mais aussi différents types de publics abordés : scientifique mais aussi étudiants, à travers des supports pédagogiques proposés par le CNED (Textes V et W) ou la Formation à distance (FAD) de l'Université Bordeaux-Montaigne (Textes Q et R). De même figurent dans cette liste des parutions mineures mais qui nous paraissent fondamentales pour le travail scientifique : article dans une revue grand public (Texte S), actes de colloques ou de séminaires (C, N, O), compte-rendu d'ouvrages (Textes F et G), introduction de textes de collègue (Textes I et M) ou de colloque (Textes D et J). Est également présent dans cet abécédaire un texte proposé en version longue (cf lien internet du Texte H) et non comme ce sera le cas ci-dessous en version chapitre d'ouvrage. Cela permettra ainsi au lecteur de prendre conscience du formatage des productions scientifiques et parfois la perte d'information que ce formatage occasionne. Egalement présents des textes plus anciens n'ayant pas abouti au sein de publications, soit parce qu'ils n'ont pas été présentés, soit parce que les avis des comités me paraissaient non compatibles avec le projet mené. Ils apparaissent cependant au sein des archives ouvertes HAL (Texte K, L).

Reste alors d'autres textes qui nous semblent majeurs et publiés dans des revues importantes ou dans des chapitres d'ouvrages mais qui rejoignent les préoccupations déjà exposées dans les contributions proposées en texte intégral (Textes E, P, T, U et Y).

Dans le chapitre 1. **Épistémologie et Méthodologie de l'habiter**, on retrouve les textes L, U, X, Y et Z.

Dans le chapitre 2. **Au-delà de l'habiter, la question des mobilités et des placements**, on peut classer les textes A, B, N et P.

Dans le chapitre 3. **Idéologies et constructions des savoirs géographiques**, on peut intégrer les textes les textes C, E, H, J, S, T et W.





## Textes Jointes au Dossier Publications.

---

### **TEXTE 1 : Épistémologie et Méthodologie de l'habiter (Chapitre 1.1)**

2002 : « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », **Cybergéo : Revue Européenne de Géographie**, (Epistémologie, Histoire, Didactique), n°216, mis en ligne le 29 mai 2002, 15 p.

URL : <http://www.cybergeo.eu/index1824.html>

### **TEXTE 2 : Idéologies et constructions des savoirs géographiques (Chapitre 3.1).**

2002 : « La dérive du géographe. De la théorie à la rhétorique : où poser les limites de l'argumentation à propos de l'aménagement du territoire ? », **Les Annales de Géographie**, n°626, pp.380-394.

URL : [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo\\_0003-4010\\_2002\\_num\\_111\\_626\\_1982](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_2002_num_111_626_1982)

### **TEXTE 3 : Épistémologie et Méthodologie de l'habiter (Chapitre 1.2)**

2003 : « Les constructions des mondes de l'habitant : Eclairage pragmatique et herméneutique », **Cybergéo : Revue Européenne de Géographie**, (Epistémologie, Histoire, Didactique), n°232, mis en ligne le 15 janvier 2003, 17p.

URL : <http://www.cybergeo.eu/index3401.html>

### **TEXTE 4 : Au-delà de l'habiter, la question des mobilités et des placements (Chapitre 2.1)**

2003 : « De la mobilité à la mobilisation : Les constructions territoriales à l'heure d'internet », **Géographie et Cultures**, n°45, pp.111-133.

### **TEXTE 5 : Idéologies et constructions des savoirs géographiques (Chapitre 3.2).**

2004 : « La Nation et l'Etat belge existent-ils : Réflexions épistémologiques sur les constructions de l'objet géographique », **EspacesTemps.net-Le Journal**, Textuel, 17.02.2004, 14 p.

URL : [http://espacestemp.net/revues.org/imprimer.php?id\\_article=188](http://espacestemp.net/revues.org/imprimer.php?id_article=188)

### **TEXTE 6 : Idéologies et constructions des savoirs géographiques (Chapitre 3.3).**

2005 : **Échelles et Temporalités en géographie**, Paris, Editions Atlande (Diffusion Belin), coll. Clé Concours Géographie, A. Volvey (dir.), 239p. (pp.15-45).

### **TEXTE 7 : Épistémologie et Méthodologie de l'habiter (Chapitre 1.3).**

2006 : « Pouvaient-on habiter un camp de concentration sous le nazisme ? », **Travaux de l'Institut de Géographie de Reims**, n° 115-118 / 2003-2004, pp.123-136.

URL : <http://infoscience.epfl.ch/record/113387/files/regime-habiter.pdf>

### **TEXTE 8 : Épistémologie et Méthodologie de l'habiter (Chapitre 1.4).**

2006 : « Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours habitants », **L'espace géographique**, n°3, Tome 35, pp.271-285.

URL : <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2006-3-page-271.htm>

**TEXTE 9 Idéologies et constructions des savoirs géographiques (Chapitre 3.4).**

2009 : « Petits arrangements avec le développement durable. *Entre production scientifique et instrumentalisation médiatique* », in "Éthique et éducation à l'environnement", **Education Relative à l'Environnement**, vol. 8, Ifrée, pp. 163-183 (avec V. André et L. Couderchet).  
URL : [http://www.revue-ere.uqam.ca/PDF/volumen8/V8\\_10\\_AndreLamatColl.pdf](http://www.revue-ere.uqam.ca/PDF/volumen8/V8_10_AndreLamatColl.pdf)

**TEXTE 10 Idéologies et constructions des savoirs géographiques (Chapitre 3.5).**

2009 : « Comment voir ce qui n'existe pas ou comment faire exister ce qui ne se voit pas. La question de la transparence du savoir géographique », **e-migrinter**, n°4, Poitiers, pp.6-17.  
URL : [http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/e-migrinter/200904/e-migrinter2009\\_04\\_006.pdf](http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/e-migrinter/200904/e-migrinter2009_04_006.pdf)

**TEXTE 11 Idéologies et constructions des savoirs géographiques (Chapitre 3.6).**

2010 : « Critique de la banalisation scientifique des magazines éducatifs à travers les publicités à caractère écologique », **Ecologie & Politique**, n°39, Décembre 2009, Editions Syllepse, pp.73-85 (avec V. André et L. Couderchet).

**TEXTE 12 Au-delà de l'habiter, la question des mobilités et des placements (Chapitre 2.2).**

2010 : « De la *poïesis* comme expression et construction des mondes » in Anne Boissière, Véronique Fabbri et Anne Volvey (dir.), **Activité artistique et spatialité**, Paris, L'Harmattan, coll. « Esthétiques », pp.31-51.  
URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/58/PDF/Hoyaux\\_De\\_la\\_poiesis.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/58/PDF/Hoyaux_De_la_poiesis.pdf)

**TEXTE 13 Idéologies et constructions des savoirs géographiques (Chapitre 3.7).**

2010 : « La pensée géographique de la ville et de l'urbain en France », in Cailly L. et Vanier M. (dir.), **La France. Une géographie urbaine**, Paris, Armand Colin, Coll. « U », chap.4, pp.75-87  
URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/60/94/56/PDF/Hoyaux.\\_La\\_France.\\_Une\\_GA\\_ographie\\_Urbaine\\_Chap.\\_4.\\_La\\_pensA\\_e\\_gA\\_ographique\\_de\\_la\\_ville\\_et\\_de\\_l\\_urbain\\_en\\_France.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/60/94/56/PDF/Hoyaux._La_France._Une_GA_ographie_Urbaine_Chap._4._La_pensA_e_gA_ographique_de_la_ville_et_de_l_urbain_en_France.pdf)

**TEXTE 14 : Au-delà de l'habiter, la question des mobilités et des placements (Chapitre 2.3).**

2013a, « Matérialiser son monde à travers le corps. Réflexions phénoménologiques sur le passage du perceptuel à l'artefactuel », in Mons A. (dir.), **La transition du perçu à l'ère des communications**, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, pp.55-72.  
URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/59/02/20/PDF/Materialiser\\_son\\_monde\\_HOYAUX.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/59/02/20/PDF/Materialiser_son_monde_HOYAUX.pdf)

**TEXTE 15 : Épistémologie et Méthodologie de l'habiter (Chapitre 1.5).**

2013b, « Géographie et phénoménologie. Perspectives théoriques et méthodologiques autour de la proximité et de l'authenticité », in Frère B. et Laoureux S. (dir.), **La phénoménologie à l'épreuve des sciences humaines**, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. Anthropologie et philosophie sociale vol.6, pp.73-88.  
URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/53/PDF/Hoyaux\\_Phenomenologie\\_perspectives\\_theoriques2007.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/53/PDF/Hoyaux_Phenomenologie_perspectives_theoriques2007.pdf)

## Un abécédaire des autres textes à paraître, publiés ou en accès internet.

---

**TEXTE A. 2014 :** « Placement, dé-placement, re-placement. L'enjeu des mobilités pratiques et discursives comme constitution de la place habitante », in *L'espace en partage : Approche interdisciplinaire de la dimension spatiale des rapports sociaux*, Colloque ESO de Rennes des 9-11 Avril.

URL : <http://wikiradio.ueb.eu/broadcast/17069-placement-de-placement-re-placement-l-enjeu-des-mobilités-pratiques-et-discursives-comme-constitution-de-la-place-habitante>

**TEXTE B. 2014 :** « Entre mobilité et déplacement : les trajets quotidiens comme reformulation de la place », in Meissonnier J. et Richer C. (dir.), *Métro, boulot, dodo : Quoi de neuf dans nos routines ?*, Colloque *Mobilités spatiales, fluidité sociale* de l'AISLF de Lille des 26 et 27 mars.

URL : [http://www.cete-nord-picardie.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Hoyaux\\_MSFS2014\\_cle2f3d15.pdf](http://www.cete-nord-picardie.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Hoyaux_MSFS2014_cle2f3d15.pdf)

URL : <http://lille1tv.univ-lille1.fr/collections/video.aspx?id=004f2c9c-44b8-4429-9c2b-037cb2cc1a81>

**TEXTE C. 2014 :** « Construction des savoirs et enseignements de l'écologie politique : Du conformisme à l'interobjectivation de la nature », in Flipo F. (dir.), *Penser l'écologie politique. Sciences sociales et interdisciplinarité*, Paris, Université Paris 7, Actes du colloque, pp.152-155 (avec V.André).

URL : <http://events.it-sudparis.eu/ecologiepolitique/rub2/Actes.pdf>

**TEXTE D. 2012 :** Introduction à l'Atelier 1 « Les découvertes. De l'exploration à la transmission », 10<sup>ème</sup> Colloque Doc Géo, Voyages : Connaissances, perceptions et mobilités, 23 Novembre 2012, *Cahier d'ADES* n°10, pp. 8-9.

**TEXTE E. 2012 :** « L'habiter durable : Des images et récits médiatiques aux réalités habitantes », in "Habiter : L'Ancre territoriale comme support d'éducation à l'environnement", *Education Relative à l'Environnement*, vol. 10, Ifrée, pp.161-178 (avec V.André et L.Couderchet).

URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/54/68/PDF/Habiter\\_Durable\\_Andre\\_Couderchet\\_Hoyaux.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/54/68/PDF/Habiter_Durable_Andre_Couderchet_Hoyaux.pdf)

**TEXTE F. 2011 :** Compte-Rendu dans *Les Annales de géographie*, n°678, p.219 ; de l'ouvrage de Debarbieux B. et Rudaz G., 2010, *Les Faiseurs de montagne*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Espaces & Milieux », 373 p.

URL : [http://www.armand-colin.com/download\\_pdf.php?idd=0&cr=6&idr=5&idart=8053](http://www.armand-colin.com/download_pdf.php?idd=0&cr=6&idr=5&idart=8053)

**TEXTE G 2011 :** Compte-Rendu dans *Les Annales de géographie*, n°678, p.217 ; de l'ouvrage de Authier J.-Y., Bonvalet C. et Authier J.-P. (dir.), *Elire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Lyon, PUL, 433 p.

URL : [http://www.armand-colin.com/download\\_pdf.php?idd=0&cr=6&idr=5&idart=8055](http://www.armand-colin.com/download_pdf.php?idd=0&cr=6&idr=5&idart=8055)

**TEXTE H 2010 :** « La pensée géographique de la ville et de l'urbain en France », in Cailly L. et Vanier M. (dir.), *La France. Une géographie urbaine*, Paris, Armand Colin, Coll. « U », chap.4, version longue de la publication.

URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/60/94/56/PDF/Hoyaux.\\_La\\_France.\\_Une\\_GA\\_ographie\\_Urbaine\\_Chap.\\_4.\\_La\\_pensA\\_e\\_gA\\_ographique\\_de\\_la\\_ville\\_et\\_de\\_l\\_urbain\\_en\\_France.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/60/94/56/PDF/Hoyaux._La_France._Une_GA_ographie_Urbaine_Chap._4._La_pensA_e_gA_ographique_de_la_ville_et_de_l_urbain_en_France.pdf)

**TEXTE I 2010** : « Présentation de « Le développement : Domestication, civilisation, mondialisation » de Denis Retailé », in Bouquet C. (dir.), *Les géographes et le développement. Discours et actions*, Pessac-Bordeaux, MSHA, pp.35-38.

**TEXTE J 2010** : « Introduction » Atelier 2 La Ville rêvée des aménageurs, 8<sup>ème</sup> Colloque Doc Géo, *Villes et Imaginaires : Du rêve au cauchemar*, 22-23 Avril 2010, *Cahier d'ADES* n°8, pp. 45-46.

**TEXTE K 2009** : « Le paysage : Effecteur et opérateur de territorialité », *Archives Ouvertes HAL SHS ADES*

URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/90/PDF/Hoyaux\\_Le\\_paysage\\_Effecteur.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/90/PDF/Hoyaux_Le_paysage_Effecteur.pdf)

**TEXTE L 2009** : « Géographie et phénoménologie », *Archives Ouvertes HAL SHS ADES*

URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/50/PDF/Hoyaux\\_Phenomenologie\\_geographie.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/50/PDF/Hoyaux_Phenomenologie_geographie.pdf)

**TEXTE M 2008** : « De la différence : La tropicalité entre modèle spatial et typification territoriale » (Présentation de « *Isles, Indes, Colonies, tropiques, Sud : Zone et mondialité* » de Denis Retailé », in Velasco-Graciet H. (dir.), *Les tropiques des géographes*, Pessac-Bordeaux, MSHA, pp. 27-29.

URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/40/43/47/PDF/Introduction\\_Texte\\_Denis\\_RetailA\\_Isles\\_Indes.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/40/43/47/PDF/Introduction_Texte_Denis_RetailA_Isles_Indes.pdf)

**TEXTE N 2008** : « Acteurs ou interacteurs ? », in *L'espace social : méthodes et outils, objets et éthique(s), Travaux et Documents de l'UMR Espaces & Sociétés*, n° 27, pp.25-37.

URL : [http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/revue/ESO\\_27/3atelier\\_acteurs.pdf](http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/revue/ESO_27/3atelier_acteurs.pdf)

**TEXTE O 2007** : « La ville, une catégorie non pertinente pour les habitants ? Réflexions autour des structurations conceptuelles et territoriales de l'espace », Séminaire *Individu et ville*, Tours, MSH, 5p.

URL : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/93/PDF/Hoyaux\\_La\\_ville\\_une\\_categorie\\_non\\_pertinente.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/01/93/PDF/Hoyaux_La_ville_une_categorie_non_pertinente.pdf)

**TEXTE P 2006** : « L'élève et son lycée : De l'espace scolaire aux constructions des territoires lycéens », *L'Information Géographique*, n°3, vol.70, pp.87-108 (avec A.Sgard).

URL : <http://www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2006-3-page-87.htm>

**TEXTE Q 2006** : *Lieux-Territoires-Réseaux*, Cours Fondamentale Géographie 1 – Les bases de la Géographie 2, Licence Mention Géographie et Aménagement 1<sup>ère</sup> année, Bordeaux, Formation à Distance – Presses de l'Université Michel de Montaigne.

**TEXTE R 2006** : *Approches sociales et culturelles en Géographie*, Cours d'Approfondissement Géographie 2, Licence Mention Géographie et Aménagement 2<sup>ème</sup> année, Bordeaux, Formation à Distance – Presses de l'Université Michel de Montaigne.

**TEXTE S 2006** : « L'espace au cinéma », *Le mensuel de l'Université*, n° 5 – Mai.

URL : [http://www.lemensuel.net/article.php?id\\_article=302](http://www.lemensuel.net/article.php?id_article=302)

**TEXTE T 2005** : *Échelles et Temporalités en géographie*, Paris, Editions Atlande (Diffusion Belin), coll. Clé Concours Géographie (A.Volvey éd., collectif), 239p. (entre autres pp.160-164 pour la fiche sur « L'ubiquité publicitaire »).

**TEXTE U 2003** : « De l'espace domestique au monde domestiqué : Point de vue phénoménologique sur l'habitation », in Collignon B. et Staszak J.-F. (dir.), *Les Espaces Domestiques– Construire, aménager, représenter*, Paris, Bréal, pp.33-45.

**TEXTE V 2002** : *Analyse des structures et des dynamiques de l'espace*, Cours d'Analyse et de Représentation de l'Espace - Module d'Analyse Spatiale (Série 1), BTS 2<sup>ème</sup> année AGTL (Animations et Gestions Touristiques Locales), Grenoble, CNED, 35 p. + annexes cartographiques.

**TEXTE W 2002** : *Analyse des constructions idéologiques de l'espace*, Cours d'Analyse et de Représentation de l'Espace - Module d'Analyse Spatiale (Série 2), BTS 2<sup>ème</sup> année AGTL (Animations et Gestions Touristiques Locales), Grenoble, CNED, 35 p. + annexes cartographiques.

**TEXTE X 2001** : « Habiter la ville et la montagne : Essai de géographie phénoménologique sur les relations des habitants au Lieu, à l'Espace et au Territoire », *Intergéo-Bulletin*, n°2/2001, pp.59-64.

**TEXTE Y 2001** : « Points de repère et construction territoriale : Quelles méthodes d'analyse pour comprendre les relations ville-montagne à Grenoble et Chambéry », *Espaces & Sociétés*, n°103/2000, pp.165-189

URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k56193773.image.f166.pagination>

**TEXTE Z 2000** : « Habiter la ville et la montagne : Essai de géographie phénoménologique sur les relations des habitants au Lieu, à l'Espace et au Territoire (Exemple de Grenoble et Chambéry) », **Thèse de Doctorat**, Université Joseph Fourier – Grenoble 1, Debarbieux B. (dir.), 782p. + CD-ROM

URL : <http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/04/74/98/PDF/tel-00007867.pdf>



---

# Chapitre 1. Épistémologie et Méthodologie de l'habiter

---





Depuis ma thèse en 2000, l'habiter reste le cœur de mes projets scientifique et pédagogique. Il délimite ma quête intellectuelle vers une meilleure explication de sa dimension constitutive à travers de nouveaux terrains (agglomération bordelaise) ou l'utilisation de nouvelles procédures méthodologiques (utilisation de photos et de cartes mentales réalisées par des habitants, analyse de films d'auteur, analyse de publicités). A la différence d'une vision réductrice de ce concept à un mode de vie ou de faire dans ou avec l'espace qui régirait alors la mise en typologies de ces modes, mon orientation reste bien plus libérale (non pas au sens économique mais philosophico-morale), mondaine (au sens d'un lien choisi avec la constitution d'un monde) dans sa conception épistémologique. A la fois par principe personnel et à la fois par réalisme intellectuel.

**Par principe personnel** car il faut le reconnaître, l'idée même de la mise en place d'une conception mécaniste des façons d'être, de faire et de penser l'espace, la réalité, le monde par les habitants, m'est oppressante. Enfermer les êtres humains dans des modes ou des types de pratiques que ceux-ci soient ou non déterminés par des structures sociales, spatiales ou naturelles me paraît dramatique pour la liberté de l'espèce humaine. Cette mécanicité est pour moi le signe de l'enfermement de l'humanité dans ce que Sloterdijk appelle métaphoriquement la cage ontologique (2000, 27). Le fait d'être dans cette cage représente alors pour moi l'incapacité de l'être humain à se détourner pour une partie au moins des liens déterminants que les injonctions environnementales, contextuelles lui donneraient. Si habiter, c'est se mettre en relation avec des êtres, des objets matériels ou immatériels, c'est pour autant qu'il permette à cet habitant de se réaliser pleinement à travers ces mises en relation. De la même manière, et même si l'habitant semble reproduire les mêmes façons de faire dans, sur et avec l'espace, notamment à travers ses pratiques de mobilité (résidentielle, touristique), ou les constructions matérielles qu'il réalise, cette reproduction, cette identité dans l'action ne peut jamais signifier totalement la même chose pour plusieurs êtres humains qui l'effectuent. Il y a donc bien un point de vue et un point visé qui est inhérent à chaque habitant. C'est en ce sens que la vision est à la fois partielle et partielle car située et situative. L'habitant peut à la rigueur *se mettre à la place* d'un autre habitant mais jamais il ne peut *être à la place* de l'autre. Il peut le dé-placer mais il ne peut jamais occuper totalement la même place, même dans les postures les plus extrêmes de rapprochement des corps (amoureux ou en conflit). S'il partage un contexte, il est le seul à être en situation. De même, et quoi que la neurologie veuille faire croire aujourd'hui, la mécanicité de nos impulsions cérébrales reste inaccessible à notre entendement. La discursivité de nos relations behaviouristes à tel ou tel objet, à telle ou telle couleur, à telle ou telle impulsion reste des ersatz environnementalistes qui nous éloignent de l'habiter, du sens de cet habiter, de sa capacité constitutive pour l'habitant.

L'entreprise de recherche me pousse donc toujours et encore à éclairer cette possibilité que nous avons d'être libres dans nos façons d'être, de faire et de penser, à travers nos interactions, nos transactions d'être humain à être humain, d'être humain aux collectifs sociaux, d'être humain aux objets, ou plutôt aux choses, aux artefacts que nous percevons/constituons. L'ensemble des textes présentés ci-dessous en est finalement l'expression selon des angles d'approche différents. Ces angles sont particulièrement paradoxaux entre les Textes 1, 3, 8, 15 et le texte 7. En effet, on peut lire une sorte de dialectique générative entre le recto et le verso de l'habiter. Si l'habiter, c'est pouvoir se mettre *a minima* en relation de mise à proximité et de mise à distance avec des êtres, des espaces, des souvenirs, dans ce que j'ai nommé la construction territoriale, ôter cette possibilité, c'est empêcher l'être humain d'habiter. De même, le contraindre à une norme d'interprétation et de mise en sens du monde, c'est lui ôter sa deuxième liberté, celle de sa constitution ontologique. Ainsi, dans les camps de concentration, mais on peut

également ajouter dans le système social même qui l'a fondé (le régime nazi du 3<sup>ème</sup> Reich), cette possibilité d'habiter est brisée ou annihilée.

Ces textes posent alors la question de l'animalisation de l'humanité, comprise ici comme la mécanisation des processus d'être, de faire et de penser, à travers la violence physique ou symbolique. Sans que cela soit péjoratif pour l'animal, cette terreur, cette violence organisée, relève d'une volonté de cette société de re-déterminer les existences pour qu'elles ne puissent plus avoir d'espaces de liberté, mais aussi et surtout d'espaces d'indéterminisme. Ces existences peuvent d'ailleurs être comprises pour l'être humain comme pour tous les autres êtres qui existent sur Terre<sup>1</sup>. Mais également, il faut comprendre que si bien entendu l'horreur s'est abattue sur les Juifs, les Tsiganes, les Handicapés mentaux et tous les êtres jugés anormaux pendant cette période trouble des années 1930 et 1940, les autres êtres dits normaux étaient eux-aussi sous le joug de ce déterminisme sociétal. Leur habiter était réduit, hypothéqué à une seule loi. Les bourreaux sont toujours liés à la mesure, donc à la norme, de leurs propres méfaits.

La réflexion amène alors à s'interroger sur les liens de déterminations que la société produit encore aujourd'hui dans ses multiples principes de précautions mais surtout d'aliénations. Finalement, tout semble devoir être prévu et prévisible et l'ensemble de nos travaux de recherches pourvoient à cet enfermement dans nos certitudes *économiques*, c'est-à-dire que nous devons mesurer par nos enquêtes les liens entre l'environnement (au sens étroit d'un artefact toujours déjà perçu et construit) et ce que font ou doivent ou devraient faire les gens. Si les maisons doivent être bâties d'une certaine façon, c'est aussi parce que prétendument elles vont offrir de manière générique une qualité de vie et donc un bien-être généralisé. Si les employés du tourisme nous mènent à voir certains paysages, c'est qu'ils sont forcément beaux et bons pour nos âmes en peine. Et toutes les symboliques du monde propagent alors une économie politique du signe (Baudrillard, 1972) qui doit nous dire ce qui est bon ou mauvais pour nous mais devient une *anomie* ! Toutes les institutions tentent ainsi de normaliser des offres et donc de normer nos attitudes par rapport à ces offres mais surtout de voir nos réactions à ces offres. Nous sommes bien dans un rapport, par principe mécanique, et non dans une relation qui ouvre à des formes de liberté d'acceptation, de refus. Formes de liberté situées, éphémères, labiles et mobiles.

Il est d'ailleurs assez savoureux de voir qu'aujourd'hui les habitants qui sont jugés comme ceux qui ont, qui auraient le plus de capacités et de compétences sont ceux qui savent, qui peuvent, qui sauront, qui pourront faire face justement à l'imprévisible. Ils auront alors appris à ne pas se laisser enfermer dans des routines, dans des déterminismes. Mais même cette prétendue adaptabilité, vantée par la morale économique contemporaine, peut devenir le joug de ceux qui s'en croient les porteurs, les médiateurs. Ainsi, être capable d'aller dans tous les endroits du Monde en parlant les langues nécessaires à toute situation ne protège pas plus que de rester chez soi sans rien faire car habiter, c'est justement la capacité de se projeter en dehors de nos habitudes, que ces habitudes soient produites à l'aune d'un espace à grande ou à petite échelle géographique.

**Par réalisme intellectuel**, parce qu'à force d'observer et d'écouter les habitants dans leur vie quotidienne, je me suis aperçu qu'ils ne faisaient jamais totalement ce qui était attendu d'eux. Il y avait toujours pour partie de l'indétermination et de l'incommensurable dans leurs actes. Cette indétermination n'était pas forcément liée aux hasards des événements mais à l'actualisation que chaque habitant opérait du potentiel offert par le contexte. Cette actualisation

---

<sup>1</sup> En cela, on peut se rapporter utilement au livre de Charles Patterson ([2002]2008) qui présente le parallèle de cette mécanisation de la violence contre les hommes et les animaux.

génère alors des situations dans lesquelles l'habitant se plonge car d'une certaine manière il les a anticipées en les configurant. Ces situations ne relèvent pas de critères objectivés donc prétendument partageables. En effet, « les situations sont ce à quoi des sujets s'ajustent via les définitions qu'ils en donnent. Ces définitions sont nécessaires pour qu'une décision soit possible : "La définition de la situation est nécessaire avant tout acte de la volonté, car dans des conditions données et avec un ensemble donné d'attitudes, une pluralité indéfinie d'actions est possible ; pour qu'une action déterminée apparaisse il faut que ces conditions soient sélectionnées, interprétées et combinées d'une certaine façon, et qu'une systématisation des attitudes soit atteinte, de sorte que l'une d'elles devienne prédominante et se subordonne des autres" (Thomas & Znaniecki, 1927, *The Polish Peasant in Europe and America*, Chicago, University of Chicago Press, vol. I, p.68). [...] En d'autres termes, les gens traitent les situations en fonction de ce qu'ils pensent qu'elles sont et du sens subjectif qu'elles ont pour eux, du point de vue qui est le leur » (De Fornel M. et Quéré L., 1999, 10).

Cette posture, que j'appelle aujourd'hui constitutiviste, est donc aussi situationniste pour les courants interactionnistes et ethnométhodologiques sur lesquels se fondent en grande partie mes travaux même si parfois certains de ces derniers ont été découverts peu ou bien après ma thèse. Qu'importe puisqu'ils concourent à suivre les mêmes perspectives que j'avais tenté d'esquisser dans mes recherches, tant du point de vue théorique (Texte 1) que méthodologique (Texte 3). Notamment à travers l'utilisation de la technique des doubles entretiens qui devaient me permettre d'accéder justement au traitement des situations en fonction de ce que les habitants pensent, c'est-à-dire du sens qu'ils ont fondé ou fondent en fonction d'un contexte. Je percevais alors que ce contexte ne pouvait être réifier selon des critères plus ou moins objectivés ou pertinents qu'opérerait une analyse normative voire pire, une analyse qui verrait prétendument la totalité des éléments de ce contexte de façon extérieure et neutre. Mais plutôt, il devait être conçu comme modifiable et modulable selon les situations et les actions qui doivent s'y développer mais aussi les interactions ou les transactions qui y apparaissent de manière plus ou moins soudaine au regard de l'habitant lui-même, et non au regard de tous. « L'agent humain ne se contente donc pas d'analyser la situation dans laquelle il se trouve ; il la constitue véritablement. Ce qu'il fait en découpant dans son environnement une zone de pertinence sur laquelle son attention va se focaliser et en prélevant dans son "stock de connaissances" les éléments nécessaires pour la configurer » (De Fornel M. et Quéré L., 1999, 11).

Ainsi, au sens interactionniste et ethnométhodologique, on ne peut jamais reproduire deux situations identiques car ni ceux qui les configurent ni les éléments qui pourraient en être des configurants potentiels ne peuvent être totalement les mêmes d'un point de vue à l'autre. C'est en cela que le champ spatial par l'emplacement même des participants au sein d'une action située offre des éléments d'indétermination, c'est-à-dire de mouvements, du corps et de l'esprit, à travers l'espace et le temps. Et si la géographie, c'est la description ou l'écriture de la Terre, cette description et cette écriture doivent être vues avant tout comme des éléments de mise en situation, et au-delà de mise au monde par l'habitant, de l'habitant. Par les agencements et les arrangements spatiaux qu'il analyse, mais aussi à travers les interactions sociales qu'il organise, qu'il observe, l'habitant structure sa place et celle des autres au sein du monde.

Certes, la science a pour fonction de trouver du générique, de la loi, de construire du catégoriel, des classements dans l'immensité de ce qu'elle observe, analyse, décrit mais cette genericité n'a pour fonction que la constitution imaginaire d'un partage, d'un commun, nécessaire bien entendu pour la vie en société. Mais ce commun ne peut jamais déborder ce pour quoi il est fait, il a une utilité, c'est-à-dire le partage d'un champ de possibles au sein d'une forme de sécurité et non le partage d'un champ de sécurités au sein d'une seule forme de possibilité.

Au-delà, si pour aider à la décision, la science doit proposer ce générique, ces récurrences, du représentatif qui va aller dans le sens du plus grand nombre, encore faut-il que les techniques d'appréhension méthodologique soit intellectuellement solvables. Trop souvent aujourd'hui, on applique, on pourrait plutôt dire, on plaque un système technique pour répondre à n'importe quelle question. C'est devenu une grande habitude des sciences de l'espace (Géographie, aménagement, architecture) d'utiliser l'outil enquête par entretiens semi-directifs pour n'importe quelle commande. Ce phénomène ne fait que s'accroître depuis la mise en place de l'hystérie fonctionnelle entre recherche et commande publique. Celle-ci passant par le truchement subtil des stages en Licence Pro, en Master Recherche ou en Master Pro. De fait, le temps de la réflexion sur la meilleure utilisation d'une technique d'enquête, particulière à une problématique spécifique, étant systématiquement devenu trop long. De ce fait, la portée heuristique de la méthodologie de mes propres travaux sur la question est très faible. J'ai pu en percevoir les enjeux dans certaines réponses à commande dans le cadre de stages communs de Licence pro notamment.

## Chapitre 1.1. Texte 1.

2002 : « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l’habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d’habiter », *Cybergéo : Revue Européenne de Géographie*, (Epistémologie, Histoire, Didactique), n°216, mis en ligne le 29 mai 2002, 15 p.

---

Cet article expose la dimension théorique de ma thèse (2000) sur les apports de la phénoménologie à la géographie, notamment à travers une compréhension renouvelée de l’habiter. Bien que non exclusivement novateur en géographie (Buttimer A., 1976 ; 1979 ; Ferrier J.-P., 1982 ; 1986 ; 1998 ; Lévy J., 1994 ; Roux M., 2002), et encore moins en philosophie, cet article et celui publié en 2003 (Voir **Texte 3 Chapitre 1.2**) plus méthodologique et pragmatique, au sens strict du terme, ont participé à lancer un renouveau épistémologique sur cette question (Stock M., 2004 ; 2005 ; 2006a et b ; Lazzarotti O., 2006a et b ; Baudry H., 2007), avant qu’elle ne devienne semble-t-il centrale depuis quelques années. En témoigne les nombreux ouvrages programmatiques (Paquot T., Lussault M. et Younès C. (dir.), 2007 ; Lévy J. (dir.), 2008 ; Charbonneau J., Germain A. et Molgat M., 2009 ; Morel-Brochet A. et Ortar N., 2012, Berque A., De Biase A. et Bonnin P., 2012 ; Besse J.-M., 2013), suite à la pléthore de colloques en tous genres sur ce sujet ; son apparition au programme des concours du CAPES et de l’Agrégation, en lien avec les manuels du secondaire (en 6<sup>ème</sup> notamment) ; et enfin son inscription comme un des concepts clés de notre discipline (Frelat-Kahn B. et Lazzarotti O. (dir.), 2012 ; Clerc P. et alii, 2012) qu’a traduit l’un des derniers Festival de Géographie de Saint-Dié-les-Vosges.

Ces deux articles ont ouvert un ensemble de débats et ont parfois nourris bien des incompréhensions sur leur signification et surtout sur leur portée (Lazzarotti O., op.cit. ; Stock M., op.cit.). Ce volume me permet de retravailler la réception de ces anciens travaux et de montrer les incompréhensions légitimes parfois, de connivences d’autres fois de mes collègues.

Ce qui est intéressant concernant cet article, c’est qu’à l’époque, le comité de rédaction avait convoqué quatre relecteurs dont un philosophe suisse pour vérifier que je ne disais pas trop de bêtises sur la phénoménologie et en particulier sur Heidegger. Surprenant qu’aujourd’hui, sa convocation permanente ne s’étaye pas plus et que l’on en reste le plus souvent à une image tronquée, typifiée qui contente les uns et les autres. On parle parfois de lynchage médiatique, on est souvent là dans un lynchage scientifique facilité par la caricature de l’apport d’un auteur. J’en arrive même à me demander pourquoi on continue d’en parler. Faire semblant de rien serait pour certains quand même plus honorable au regard du passé sulfureux de l’auteur. Choisir d’autres auteurs apparaît alors la bonne solution (Peter Sloterdijk, Maurice Merleau-Ponty, Tetsurô Watsuji) ou tout simplement l’utiliser pour feindre qu’on l’ait lu mais dénigrer son apport sous prétexte de bien-pensance mais pourtant perpétuellement ressassé tant par des façons mimétiques de travailler, à partir de l’étymologie notamment (Brunet<sup>2</sup>) ! Bizarrement, l’utilisation plus avisée de dimensions somme toute très proches de celle avancée par Heidegger est inexistante. On pense en particulier à Jan Patočka ([1960-1976]1988) ou Gunther Anders ([1948]2003) que l’on ne peut cette fois accuser de « nazisme » !

---

<sup>2</sup> A travers son dictionnaire co-dirigé avec Robert Ferras et Hervé Théry, 1992 ; mais aussi le Tome 1 de sa nouvelle encyclopédie de géographie (Brunet, 2001)

Je dois par ailleurs beaucoup au travail de relecture de ma référente au sein du comité de rédaction de *Cybergéo* pour cet article et celui de 2003 : Béatrice Collignon. Un vrai travail de complémentarité rédactionnelle qui fait évoluer les textes vers leur meilleur ou leur moins pire. Elle participe, avec quelques autres, à construire l'image que j'ai de ces collègues qui font passer l'autre avant leur propre carrière et qui dans les décomptes des publications ne retrouvent pas le décompte de leur investissement réel pour l'évolution de notre discipline et de celles et ceux qui la font ! Au-delà de ce travail commun sur mes textes, notre collaboration se poursuivra à plusieurs occasions, me permettant d'étendre aussi mes réseaux d'actions au sein de la discipline à travers colloques (Les Espaces Domestiques : Texte U) ou activités diverses (Invitation de ma part à sa participation au festival Géocinéma organisé à Bordeaux). Depuis peu, j'ai la chance de l'avoir comme collègue au sein de l'Université Bordeaux Montaigne où elle a insufflé un vent de renouveau concernant la géographie sociale et culturelle à travers ses activités pédagogiques et sa présence au laboratoire.

Au-delà de l'historiographie de ce texte, il est surtout intéressant de voir comment il structure encore ma démarche de recherche aujourd'hui, ma quête en quelque sorte. En effet, en relisant récemment l'introduction de ce texte, je peux percevoir combien il demeure prégnant dans les démonstrations que je veux opérer encore aujourd'hui sur le constitutivisme. Seul grand changement, j'utilisais à l'époque plutôt le terme de constructionnisme.

« D'un point de vue conceptuel, il est utile de revenir sur les deux principales primarités inhérentes à l'être humain mises en exergue par Heidegger et qui compose cet *habiter de l'être-là qui est au monde* : celle de l'être dans sa relation à un monde, le sien (par sa construction territoriale) et celle de l'être dans sa relation à lui-même (par sa constitution ontologique).

Dans un premier temps, cette mise en perspective demande de mieux appréhender le passage conceptuel qui va d'une *interprétation objectiviste* de l'environnement, du Monde comme déterminant et déterministe et dans lequel l'individu se trouve peu ou prou déterminé, à l'*interprétation constructionniste* du monde qu'effectue l'être-là qui est au-monde par la mise en relation intentionnelle qu'il effectue avec des cadres territoriaux (spatiaux, sociaux et temporels) qui structurent en retour son action quotidienne.

Dans un second temps [2.2], il devient intéressant d'analyser comment ce monde construit induit de façon corrélative **la constitution** même d'un système de valeurs qui détermine l'interprétation des phénomènes qui se déroulent en ce monde et la compréhension ontologique qui est faite de ce monde par et pour l'être-là qui est au-monde ».

Epuré des termes un peu jargonnant, qui ont pour fonction de présenter les différences épistémologiques par rapport aux termes existants, mais qui font peur voire rebutent par principe, les éléments du dispositif épistémologique actuel restent les mêmes que ceux d'hier. L'être humain existe au sein d'un monde, ou plutôt au sein d'un artefact de monde, d'une configuration d'un monde situé qu'il s'est constitué et au sein duquel il prend place. C'est en cela qu'il se détermine lui-même au sein de ce monde où il a construit des figurants (des objets ou des êtres) et des con-figurants (des objets ou des êtres qu'il partage avec d'autres êtres). C'est en cela que chaque être humain, chaque habitant vit dans un monde unique, car personne ne peut se mettre totalement à sa place au même moment que lui et dans la même configuration que lui. Car si tout autre être peut supposer à un moment se mettre à la place de au sens de l'occupation spatiale, la situation perçue elle-même a déjà changé dans le temps et dans son organisation socio-spatiale. Un habitant ne peut par exemple plus se voir lui-même tel que son co-habitant le voyait juste auparavant puisqu'il a changé l'emplacement où il se trouvait. Il peut certes se représenter *a posteriori* à peu près le même dispositif mais même en imaginant une perception d'un dispositif objectivable, rien ne dit que l'habitant voit les mêmes éléments configurants du dit

dispositif. Cela paraît anecdotique mais cela ne l'est finalement pas car il ne peut jamais y avoir une totale identité dans les introjections de l'extériorité opérés par plusieurs habitants. De même, il n'y a jamais la même projection d'un habitant à l'autre sur un même objet, un même être. Son être est mobile et labile, il se projette au près ou au loin, à l'extérieur ou en lui. Et il est bien difficile de déchiffrer, même pour les tenants d'une surinterprétation neurologique du cerveau à travers l'utilisation immodérée du scanner de dire et de faire dire objectivement ce que pense un individu.

Seules de rares situations semble lui faire perdre sa capacité d'exister, d'habiter. C'est le cas lors des phénomènes de *décharge* (Canetti E., [1960]1966, 14-15), c'est-à-dire quand l'être perd sa condition d'individuation et se plonge dans ce qu'Abensour appelle le Tous-Un (1997), une sorte de mutilation de cette capacité de projection labile et mobile de l'être humain.

« "Le monde réel" n'est donc pas le monde perçu, lequel est de l'ordre de l'*expérience vécue*. Le monde réel est une référence virtuelle que se donnent les théoriciens afin de distinguer ce qui est "vrai" et ce qui est "faux" dans les expériences perceptives des vivants. Mais une objection vient à l'esprit : si les choses ne sont pas comme on avait cru, si l'on est victime d'illusion perceptives, d'erreur d'interprétation, d'hallucination peut-être, est-ce qu'on ne sera pas forcé de revenir de ce prétendu "monde perçu" qui n'existe qu'en imagination au seul vrai monde réel, le monde physique qui existe en fait ?

Sans doute ! Mais n'oublions pas que le monde de l'erreur corrigée, le monde auquel on fait retour comme étant le "vrai" sera à nouveau un monde perçu. Que pourrait-il être d'autre ? *Nul ne fait jamais retour au monde physique en tant que tel*. L'unique monde qui soit capable d'intégrer la dissonance locale que nous appelons "erreur" ou "illusion" et, en l'intégrant, sans cesse de retisser par-delà cette dissonance la toile de fond sans couture du quotidien est le monde de nos espoirs et de nos craintes.

Toutes les fois que le monde perçu nous déçoit, nous en appelons au monde "réel" que nous habitons. Or, ce monde perçu est tout à fait réel pour le vivant dans la mesure où il effectue actuellement l'opération de le projeter. Il a un contour dans la mesure où ce vivant le configure. Il est fait d'une matière résistante dans la mesure où des forces de contact, de pression, de glissement, etc. sont exercées contre lui. Cet "être réel" est donc "réel pour", comme la conscience est "conscience de" : est-il donc privé de tout support, hormis celui, purement interne, de l'acte qui le pose ? » (Berthoz A. & Petit J.-L., 2006,48-49).

L'être humain pose donc des actes, et en tant que tel il est acteur. Un acteur qui se place en plaçant les autres. L'être humain perçoit et se représente un monde mais non pas un monde objectif et objectivable mais un monde à sa mesure (d'où l'importance de travailler les métriques) qu'il constitue à travers et pour lui.

En ce sens, on ne peut être que d'accord avec Olivier Lazzarotti quand il introduit son ouvrage programmatique *Habiter. La condition géographique* de 2006 par le titre suivant : « Habiter : se construire en construisant le monde ». On ne peut que l'être d'autant qu'il reprend explicitement des énoncés produits dans nos propres travaux doctoraux dont il a eu connaissance dès leur publication (2000). Mais alors pourquoi cette incohérence par rapport à sa propre citation lorsqu'il effectue des critiques à notre encontre sur notre supposé anthropocentrisme et nous citant alors pour preuve de cette erreur épistémologique : « Habiter, c'est donc se construire à l'intérieur d'un monde par la construction même de celui-ci ». Quid de la différence de l'énoncé ? Quand la lutte des places est aussi institutionnelle ! Mais nous y reviendrons.





André-Frédéric Hoyaux

## **Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter**

### **Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

### Référence électronique

André-Frédéric Hoyaux, « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Epistémologie, Histoire de la Géographie, Didactique, document 216, mis en ligne le 29 mai 2002, consulté le 18 juin 2013. URL : <http://cybergeo.revues.org/1824> ; DOI : 10.4000/cybergeo.1824

Éditeur : CNRS-UMR Géographie-cités 8504

<http://cybergeo.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://cybergeo.revues.org/1824>

Document généré automatiquement le 18 juin 2013.

© CNRS-UMR Géographie-cités 8504

André-Frédéric Hoyaux

## Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter

- 1 Cette contribution propose une réflexion épistémologique sur les apports de la phénoménologie, plus particulièrement heideggérienne, au concept d'habiter (Heidegger, [1954] 1958 ; [1969] 1976). Elle prolonge ou vient en complément de nombreux travaux de philosophes (Besse 1997, 2000 ; Chrétien, 1983 ; Liiceanu, 1983 ; Makowski, 1994a ; Maloutas, 1988 ; Marcel, 1940 ; Moutsopoulos, 1967 ; Patocka [1960-1976] 1988, [1965-1976] 1995 ; Sartre, 1943), d'architectes (Amphoux et Mondada, 1989 ; Korosec-Serfaty et Condello, 1989 ; Norberg-Schulz, [1979] 1981), mais aussi de quelques géographes s'étant intéressés à la phénoménologie existentielle et à ses apports pour une meilleure compréhension du rapport de l'être au monde (Berque, 1996a, 1996b, 1997 ; Bureau, 1991 et 1996 ; Buttimer, 1976, 1979 et 1980 ; Dardel, 1946 et [1952] 1990 ; Entrikin, 1976 ; Ferrier, 1986 et 1998 ; Lafaille, 1986 ; Lévy, 1989 ; Pezeu-Massabuau, 1993 ; Racine, 1986 ; Relph, [1976] 1980 ; Seamon, 1980 ; Strohmayer, 1998 ; Tuan, 1971 et 1975).
- 2 Cette réflexion épistémologique entend clarifier les liens, les fonctions et les raisons de la construction des liens qui seraient mis en place entre le cadre de vie des habitants et la façon qu'ils ont de le vivre, de s'y fondre mais aussi de lui donner du sens. En effet, si de nombreuses études en sciences cognitives ont réfléchi à la mise en connaissance du rapport entre l'individu et son environnement, elles ont omis d'analyser le sens de ce rapport pour la constitution même de l'être qui est au monde. Pour la phénoménologie, habiter n'est pas se fondre dans un creuset spatial et y développer des façons de faire et d'être déterminées par celui-ci. Pour elle, il est nécessaire de penser l'individu comme l'acteur d'une partie au moins de sa réalité géographique, — celle de *son monde dont il s'entoure* — par la construction territoriale qu'il opère *dans le Monde qui l'entoure*, mais aussi comme l'acteur de sa réalisation en tant qu'être qui fait sens.
- 3 Cette double dimension, qui institue véritablement l'habiter de l'être-là qui est au-monde (ou en une formule moins expressive mais plus géographique : de l'habitant), engage alors des principes épistémologiques renouvelés desquels découle en amont une conceptualisation phénoménologique et ontologique de l'habiter et en aval une utilisation pragmatique de doubles entretiens éclairant cette double dimension.
- 4 [1] D'un point de vue conceptuel, il est utile de revenir sur les deux principales primarités inhérentes à l'être humain mises en exergue par Heidegger {1889-1976} et qui compose cet *habiter de l'être-là qui est au monde* : [2] celle de l'être dans sa relation à un monde, le sien (par sa construction territoriale) et celle de l'être dans sa relation à lui-même (par sa constitution ontologique).
- 5 Dans un premier temps [2.1], cette mise en perspective demande de mieux appréhender le passage conceptuel qui va d'une *interprétation objectiviste* de l'environnement, du Monde comme déterminant et déterministe et dans lequel l'individu se trouve peu ou prou déterminé, à l'*interprétation constructionniste* du monde qu'effectue l'être-là qui est au-monde par la mise en relation intentionnelle qu'il effectue avec des cadres territoriaux (spatiaux, sociaux et temporels) qui structurent en retour son action quotidienne.
- 6 Dans un second temps [2.2], il devient intéressant d'analyser comment ce monde construit induit de façon corrélative la constitution même d'un système de valeurs qui détermine l'interprétation des phénomènes qui se déroulent en ce monde et la compréhension ontologique qui est faite de ce monde par et pour l'être-là qui est au-monde.
- 7 D'un point de vue méthodologique, il devient nécessaire de mettre en perspective deux niveaux d'appréhension différents par l'utilisation de doubles entretiens : le premier s'attachant à

récolter des significations, des informations sur le monde de l'être – ce qui permet de mettre en perspective sa dialectique de mise à proximité *versus* mise à distance des choses, êtres, souvenirs qui composent et configurent son monde et ; le second s'attachant à comprendre pour quelles raisons l'être-là qui est au-monde a besoin de donner telles *significations* sur son monde, et quel est justement le *sens* de l'intentionnalité (cette «conscience d'être conscience de» selon Husserl {1859-1938}) de ces significations apportées à propos de son monde. Car s'il est indispensable d'aborder le primat de la relation, il devient aussi nécessaire d'appréhender méthodologiquement les contenus efficients et intentionnels créés par l'être qui en est la source.

- 8 Pour réfléchir à cette intentionnalité que l'être projette dans son monde, il faut tout autant analyser ce monde constitué par l'être que comprendre les motivations, les intentions de l'être qui le constitue. En effet, à côté d'une étude objective des conditionnements que propose le contexte environnemental de l'individu, il paraît pertinent de comprendre l'importance ontologique qu'institue la relation au monde de l'être dès que ce dernier entre en relation avec lui et le signifie par ses actes ou ses discours. Car au-devant de cette signification semble se dessiner le sens qui permet de comprendre «en vue de quoi» cette signification est mise en place par l'individu à tel endroit, à tel moment ou en relation avec telle personne.

### Points de vue conceptuels : la double dimension de l'habiter de l'être-là qui est au-monde.

- 9 Dès qu'il est au monde, l'homme est toujours déjà en *relation* avec lui-même et avec l'environnement naturel et social dans lequel il se trouve. A vrai dire, l'homme ouvre le monde autant qu'il s'y situe (Salanskis, 1997, 22). Et c'est justement parce qu'il est *toujours déjà* en relation avec un monde que l'homme est avant tout un être-au-monde – les tirets exprimant cette relation indéfectible qui ne s'achève qu'à sa mort. Par cette particularité, Heidegger insiste sur l'interrelation qui se réalise entre l'homme et la terre où il s'incarne, où il prend chair en tant que corps et conscience dans un lieu, une communauté humaine et un temps donnés. A partir du moment où l'on conçoit cette indéfectibilité, il est alors possible d'admettre que «si l'*Être-au-monde* engendre en un sens l'espace et le monde, il engendre aussi le sujet au sens d'un sujet localisé, inséré» (Salanskis, 1997, 22), dans un *là*.
- 10 Pour Heidegger, «l'homme est dans la situation d'être-jeté» (Heidegger, [1946] 1953-1983, 109). Mais ce n'est pas l'homme qui se jette, c'est «l'Être lui-même qui destine l'homme à l'ek-sistence de l'être-le-là comme à son essence» (Heidegger, [1946] 1953-1983, 97). Cela signifie que l'homme est une singularité qui exprime, par le fait d'être un *là* dans un lieu, une communauté humaine et un temps donnés, une compréhension singulière d'un Être universel, Être qui se doit de s'ouvrir à sa singularité en se projetant dans un monde. Ce projet (pro-jet : jeter en avant de, à terre) est la signification du «ek» de ek-sistence. L'homme a pour nécessité «de se jeter en avant de» l'Être et de «se tenir debout» (sistence – du lat. *sistere*) dans un monde, un monde de «significativité» [ou de «significabilité» selon les traductions] (Salanskis, 1997, 92), c'est-à-dire un monde d'*informations* (de *significations portées* qui semblent données à l'être par le monde) et de *significations* (que l'être semble *apporter*, donner au monde), spatiales, sociales et temporelles. Monde que l'être-là *conforme* par le fait même qu'il s'y relie et qui devient alors *l'avoir lieu* d'une découverte (celle du monde) et l'être même de sa propre découverte.

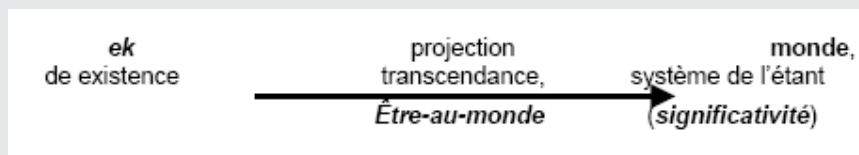


Figure 1 : De l'ek-sistence comme ouverture d'un monde.

- 11 Quand l'Être vient au monde, il choisit *de facto* le contexte spatial, social et temporel de ce monde dans lequel il vient s'incarner, prendre chair en tant qu'être-là (Henry, 2000). Mais cet Être choisit ce contexte, en ce sens qu'il s'y projette et en quelque sorte le constitue, en

s'ouvrant à son historicité, à ce qu'il doit être et faire ou pense devoir être et faire (ce qui revient *herméneutiquement* au même) pour évoluer en conscience. Cette prise de conscience de l'être-au-monde par le là qu'il habite prend consistance quand on analyse avec Heidegger l'étymologie même du terme «habiter» : «A l'origine *bauen* veut dire habiter. Là où le mot *bauen* parle encore son langage d'origine, il dit en même temps *jusqu'ou* s'étend l'être de l'«habitation». *Bauen, buan, bhu, beo* sont en effet le même mot que notre *bin* (suis) dans les tournures *ich bin, du bist* (je suis, tu es) [...] Que veut dire alors *ich bin* (je suis) ? Le vieux mot *bauen*, auquel se rattache *bin*, nous répond : «je suis», «tu es», veulent dire : j'habite, tu habites. La façon dont tu es et dont je suis, la manière dont nous autres hommes *sommes* sur terre est le *buan*, l'habitation. Être homme veut dire : être sur terre comme mortel, c'est-à-dire : habiter» (Heidegger, [1954] 1958, 173).

- 12 Si l'habiter exprime l'Être de l'homme, l'Être de l'être-là, alors le choix d'être un là, c'est-à-dire d'être cet être projeté en un monde, celui qui est là et non ailleurs, est co-déterminé d'un côté par les significations qui configurent ce monde choisi, et de l'autre par le sens donné à l'intentionnalité de ce choix. En ce sens «les deux modes constitutifs, et originels au même titre, selon lesquels l'être-là est son «là», seront dénommés le sentiment de la situation et la compréhension. [...] Le sentiment de la situation et la compréhension sont déterminés à un même niveau originel par le *discours*» (Heidegger, [1927] 1964, [133] 167).
- 13 Par son discours, l'être-là qui est au-monde est toujours à la base d'une double responsabilité, celle de la création du sens de son existence, et celle de la prise de conscience du sens de l'Être. L'être-là devient alors en cette détermination, le point névralgique d'une réalisation (celle d'un être-au-Monde) et d'une transcendance (celle d'un Être-au-monde). D'une réalisation dans le Monde, dans cet espace environnant empli de lieux et de personnes, de mémoires et d'actions. D'une transcendance en ce Monde par le choix d'être un là dans celui-ci et d'y affronter alors son immanente condition. Ce «choix» n'exprimant en rien ici l'idée d'une liberté ou d'une intention factice et éphémère de l'être, mais entérinant seulement le projet lui-même, celui qui fait que l'être-au-monde est «jeté-là» en ce monde, et qu'il s'entrevoit alors en son intentionnalité. Choix que cet être peut concevoir par l'interprétation qu'il fait du monde et de lui-même comme «le fait de la nécessité, du hasard ou de l'absurde» (Boutinet, [1990] 1999, 46).
- 14 Ce «là» est donc la rencontre du projet de l'Être d'être-au-Monde par son ek-sistence dans son monde (en tant qu'être-situé) et du projet de l'Être en tant qu'Être-au-monde de comprendre son ouverture, sa «déclosion»<sup>1</sup>, son choix de venir habiter là à tel endroit et d'y prendre sens tout en le constituant.

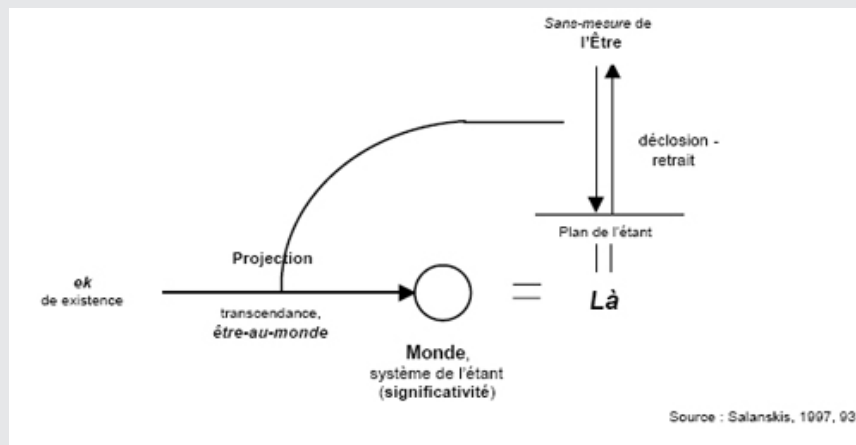


Figure 2 : La double dimension du là de l'Être.

- 15 S'il faut comprendre que l'être est *au* monde, non pas *dans* le monde, qu'il n'est ni importé ni exporté à l'intérieur d'un monde, c'est parce qu'il *séjourne* auprès des choses et avec autrui et c'est ce séjour qui met à portée ces choses et ces êtres, — en tant que l'être-au-monde

s'y relie — et qui configure *son* monde, *ses* multiples territoires qui le compose. Mais ce séjour ouvre également à une compréhension de la constitution ontologique de l'être-là. Car ce séjour découvre autant la fonctionnalité de l'habiter que la symbolique de celui-ci. Séjourner, pour l'être-là qui est au monde, c'est être et demeurer, c'est se comprendre par la portée de ce qu'il construit (physiquement par le bâtir notamment, mais aussi, symboliquement, par la construction même de ses territoires) et se comprendre par la prise en compte du là où il est, en tant que ce là ouvre à la construction de son monde, de même qu'il précise la nécessité que ce monde advienne en tant que réalité construite. Pour Heidegger : «le rapport de l'homme à des lieux et, par des lieux, à des espaces réside dans l'habitation. La relation de l'homme et de l'espace n'est rien d'autre que l'habitation pensée dans son être» (Heidegger, [1954] 1958, 188). De ce fait, la question de l'espace ne peut être distinguée de la question ontologique de l'être. Mais cette question ontologique doit être entendue dans la double acception de l'être de l'espace et de l'espace de l'être.

- 16 Car : «Quand nous faisons – comme on dit – retour sur nous-mêmes, nous revenons vers nous à partir des choses sans jamais abandonner notre séjour parmi elles» (Heidegger, [1954] 1958, 188). Habiter pour l'être-là, c'est donc se construire à l'intérieur d'un monde par la construction même de celui-ci. Habiter devient alors explicitement le point d'inflexion de l'être-là, entre l'être-là qui est *au-monde* et l'être-au-monde qui est *là*, entre le bâtir et le penser, entre le monde fait par l'être et l'être fait par le monde, entre le construire sa maison et le se construire à partir de la pensée de ce construire (sa maison), entre la construction territoriale et la compréhension de sa nécessité pour la constitution de l'être-là (Heidegger, [1954] 1958, 170-193 et 224-245 ; [1958] 1966, 51-60).
- 17 Dans cet entre-deux de l'habiter s'exprime d'abord la métaphore du bâtir, celui que l'être-au-monde opère par sa construction territoriale. Construction territoriale qui permet à cet être de structurer son monde (en le délimitant, en se distinguant, en mémorisant) tout en s'y structurant par le fait même d'y avoir constitué une sécurité ontologique : «Habiter, être mis en sûreté, veut dire : rester enclos [...] dans ce qui nous est parent [...], c'est-à-dire dans ce qui est libre [...] et qui ménage toute chose dans son être» (Heidegger, [1954] 1958, 176). Habiter, pour l'être-là, c'est donc se laisser advenir par la compréhension des êtres, des choses, des lieux, des souvenirs au sein desquels il séjourne, et qu'il protège, qu'il ménage parce que ces êtres, ces choses, ces lieux, ces souvenirs sont le trait fondamental de ceux/ce qui l'habite.
- 18 L'être-là habite donc tout d'abord l'espace pour autant qu'il le territorialise, c'est-à-dire, pour autant qu'il circonscrive, qu'il *institue* justement ce monde auprès duquel il a cette sécurité ontologique qu'il s'est lui-même *constituée* par le sens. Habiter devient alors véritablement la dispensation d'un monde, par «ce qui, dans le dire est en déploiement» (Heidegger, [1959] 1976, 185) et l'être-là le ménage pour le bien fondé de ce qu'il est au Monde et de ce qu'il Est au monde. «Habiter est le trait fondamental de l'être (*Sein*) en conformité duquel les mortels sont. Peut-être, en essayant ainsi de réfléchir à l'habiter et au bâtir, mettons-nous un peu mieux en lumière que le bâtir fait partie de l'habiter et comment il reçoit de lui son être (*Wesen*)» (Heidegger, [1954] 1958, 192).
- 19 Toute préoccupation pour des choses et des lieux du monde, toute prévoyance pour les êtres qui l'entourent arrime l'être-là aux choses et aux êtres du monde mais cet arrimage au monde, à son monde, ne demeure pas dans le strict affairément au sens d'un affairément pour l'affairement. Chaque mouvement de la chair dans l'exhaustivité sensori-motrice du corps (corporelle, visuelle, etc.) et de ses pensées enjoint l'être-là à comprendre le monde, son monde, c'est-à-dire ce qu'il est par la construction même de celui-ci. L'être-là n'*explique* pas le Monde, il n'en est pas capable. En revanche, il explique *son* monde, le projette, dans la coexistence (Moutsopoulos, 1967, 237), dans la rencontre de l'autre, par le discours. Ou il se l'explique à lui-même par sa propre réflexion sur ses actes auprès du monde – actes dont fait également partie le discours.
- 20 Le monde de l'être-là n'est donc en rien factice. Mais sa concrétude est liée à sa construction en tant qu'être-au-monde, à partir des relations qu'il entretient avec les choses qui le composent. Cette concrétude ne relève pas d'un rapport aux constructions elles-mêmes en tant que bâtiments (au sens habituel) où viendraient vivre les populations comme dans un donné

préexistant. Les bâtiments ne sont rien d'autre que ce qu'ils sont, dans leur pauvreté ou leur richesse architecturale et urbanistique supposée. En revanche l'être-au-monde édifie ses propres constructions, ses propres bâtiments comme signe de ce qu'il est là dans le monde, c'est-à-dire dans la relation qu'il entrouvre avec lui-même. «Nous n'habitons pas parce que nous avons bâti», mais nous bâtissons et avons bâti pour autant que nous habitons, c'est-à-dire que nous sommes les habitants et sommes comme tels» (Heidegger, [1954] 1958, 175). C'est parce que l'homme a toujours déjà pensé ce qu'il est et qu'il veut être qu'il peut construire.

- 21 L'architecte ou l'urbaniste semblent être les générateurs de cette construction mais ils n'en sont que des intercesseurs fonctionnels et métaphoriques. Ils bâtissent des maisons et des immeubles, mais ne font pas *avoir lieu la relation*, et donc n'ont aucun espoir de construire *a priori* le monde d'un autre être. Ils construisent seulement, mais c'est là l'essentiel (espérons pour eux), leur propre monde. Car si l'habitant semble leur avoir cédé des prérogatives fonctionnelles, il ne peut en rien leur abandonner sa propre construction symbolique (Mangematin, Nys et Younès, 1996, 6-7). L'architecte bâtit des maisons et des immeubles parce qu'il est comme tel un habitant qui donne forme à des maisons et des immeubles. Mais ce n'est pas parce que le poète ne bâtit pas de maisons ou d'immeubles que ces derniers ne prennent pas forme dans ses pensées et ses écrits. De même, ce n'est pas parce que l'être-au-monde se détourne de la tâche de se bâtir sa propre maison qu'il ne construit pas chaque jour l'habitat dans lequel il séjourne. Cet habitat, c'est avant tout son monde, cet espace de dispensation qu'il *est* autant qu'il *a*.

### Les relations fondamentales d'*avoir* et d'*être* de l'habitant

- 22 Après avoir mis en perspective de manière philosophique la double dimension de l'habiter, il est intéressant d'entrevoir maintenant comment l'habitant [2.1] construit l'avoir (les significations, ses projections, ..., son monde) et [2.2] constitue l'être (le sens, son ouverture,...son ontologie) de ce monde où il habite.

#### L'être dans sa relation à un monde

- 23 Selon une lecture cognitive, l'être est constamment entouré d'un monde fait d'objets, d'êtres vivants et de personnes plus ou moins éloignés qui sont agencés dans l'espace comme une altérité qui semble figée dans l'ici et le maintenant. Pourtant, si cette altérité du monde, dans lequel l'être se meut et agit, est potentiellement en *lien* avec son appareil sensoriel, l'être ne va entrer en *relation* qu'avec certains éléments de cet environnement, que cela soit par des actes sensori-moteurs, par la pensée ou le discours. D'une certaine façon, l'être va faire sortir de l'ombre, c'est-à-dire actualiser à sa conscience, certains éléments potentiellement présents dans son monde environnant. A l'inverse, certains éléments, qui ne sont pourtant pas objectivement présents, vont être projetés par cet être dans l'actualité de sa conscience, par des actes de pensées ou de discours mettant à proximité des événements réels ou imaginés.
- 24 Cette appréhension, cette actualisation à la conscience de certains éléments potentiellement présents «objectivement» dans l'extériorité ou nichés dans la mémoire que l'être possède d'un vécu antérieur, permet à ce dernier de réaliser une sorte de détournement dans le rapport conditionnant ou causal qui devrait en théorie s'établir entre lui et l'environnement. De ce détournement découle alors un rapport symbolique qui permet à l'individu d'actualiser son propre champ de connaissance, en investissant certains éléments qui l'environnent d'un sens propre, créé par lui-même et évacuant peu ou prou la connotation figurée par le déterminisme d'une lecture dite «objective». De ce fait, au-delà des *liens* que chaque être peut potentiellement entretenir dans sa quotidienneté avec ce monde environnant, il y a création de *relations* particulières avec certains éléments de ce monde environnant mais aussi et surtout un transfert (projection – introjection) effectué par l'être sur des éléments non présents dans la sphère de proximité objective. L'être n'entre donc pas forcément en *relation* avec des personnes, des espaces, des temps qui lui sont pourtant objectivement proches et, en revanche, il peut rapprocher à lui, — c'est-à-dire en sa pensée et sa conscience — des éléments sociaux, spatiaux, mais aussi temporels qui ne sont pourtant pas dans la sphère objectivement proche.
- 25 Cette sélection d'éléments présents (qu'organise le couple perception – représentation) et/ou cette configuration d'éléments non présents (qu'agence le couple présentification –

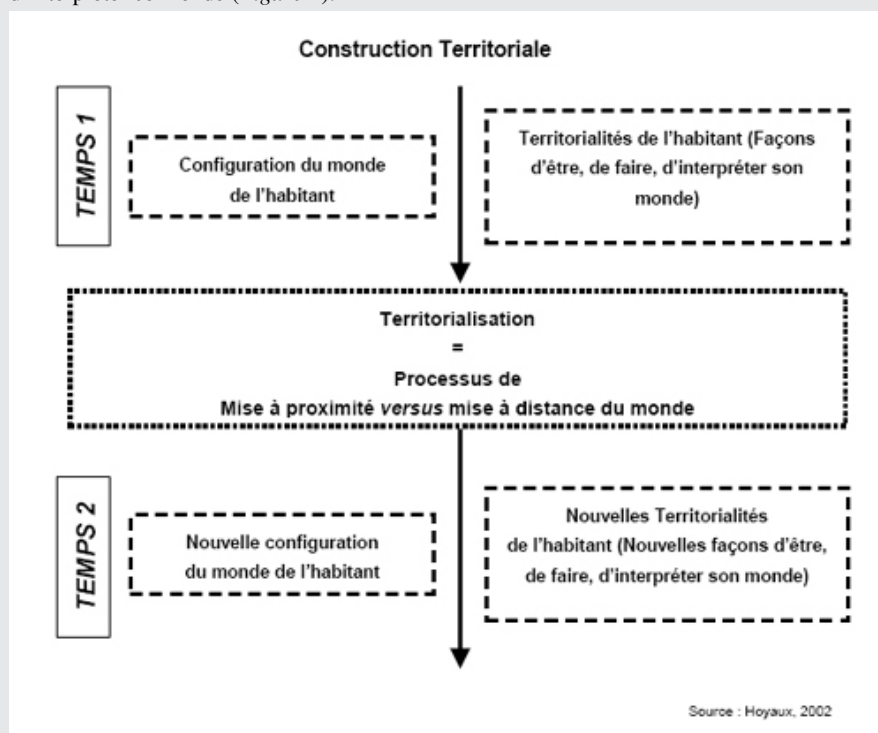


imagination) expriment l'intentionnalité de l'être en tant qu'il est un être-là qui est au-monde et transforment de ce fait les *éléments* précités en *phénomènes*. L'agencement de ces divers phénomènes, dans ce qu'on appelait initialement le monde environnant objectif, se transforme alors en ce que Heidegger nomme le «monde ambiant» de l'être-là. Ce monde est tissé par les manières d'être, de faire et de discourir de l'être-là qui est au-monde. Manières d'être, de faire et de discourir qui organisent les territorialités de cet être-au-monde, dans la mesure où ces territorialités (spatiale, temporelle, sociale) modifient la part objective des rapports au monde qu'entreprendrait un homme rationnel face aux catégories d'espace (spatialité), de temps (temporalité) et de personne (socialité). Territorialités qui sont structurantes «de» et structurées «par» la territorialisation permanente de l'être-au-monde, et cela justement à partir du couple perception - imagination.

- 26 A tout instant, l'être qui se relie au monde et le territorialise devient l'acteur d'une phénoménologisation, d'une appréhension du monde. Appréhension que Schütz {1899-1959} définit comme «la saisie mentale non seulement des perceptions mais aussi des souvenirs et des images de l'imagination» (Schütz, [1941-1967] 1970, 316). Pour Husserl, cette appréhension se rapporte «aux actes de représentation intuitive, donc d'une part, aux actes de la *perception* et, d'autre part, aux actes de la *présentification [de l'imagination]* (*Vergegenwärtigung*), par exemple, ceux de la remémoration, de la représentation imaginaire ou de la représentation par l'image au sens habituel de ce mot (mêlée de perception)» (Husserl, [1921] 1963/1974, [234] 281). Transposée au concept géographique, la construction territoriale de l'être-au-monde relèverait donc tout autant des actes perceptifs (qui entretiendraient la relation paysagère *stricto sensu*) que des actes d'imagination ou de présentification imaginative (qui ouvriraient sur la relation territoriale *lato sensu*).
- 27 Ainsi, l'approche phénoménologique travaillant sur l'être-au-monde ne peut se réduire aux dispositions perceptives de l'environnement immédiat de l'être comme le laisse trop souvent sous-entendre la phénoménologie de la perception. Car l'être, en existant, c'est-à-dire en se construisant son monde par sa projection dans celui-ci, appréhende tout autant son environnement immédiat (par l'acte perceptif) qu'un au-delà de cet environnement (par l'acte d'imagination). Selon cette acception, la construction territoriale ne relève pas uniquement d'actes sensori-moteurs (perceptifs, kinesthésiques, cinesthésiques), mais se prolonge aussi sur l'imagination, sur la pensée intentionnelle qui surimpose à l'environnement objectif des éléments non présents mais présentifiés à la conscience de l'être. Dès lors, il faut comprendre que l'expérience qu'entretient l'être avec le monde n'est pas l'expérience d'objet clairement assigné à l'apparaître de sa conscience.
- 28 Selon Merleau-Ponty, s'il semble qu'avant toute expérience nous avons engrammé de manière inconsciente un «espace primitif» qui détermine peu ou prou la position et les mouvements de notre corps dans l'espace, cela n'épuise pas les éléments essentiels de notre être-au-monde qui surmonte toujours ces contraintes topologiques par l'insertion même de son être dans un monde. En effet, s'il existe des dimensions fondamentales telles que les distinctions anthropologiques entre haut et bas, devant – derrière, droite – gauche, semblent le montrer, il n'empêche qu'«il ne faut pas se demander pourquoi l'être est orienté, pourquoi l'existence est spatiale, pourquoi [...] notre corps n'est pas en prise sur le monde dans toutes les positions, et pourquoi sa coexistence avec le monde polarise l'expérience et fait surgir une direction. La question ne pourrait être posée que si ces faits étaient des accidents qui adviendraient à un sujet et à un objet indifférents à l'espace. L'expérience perceptive nous montre au contraire qu'ils sont présupposés dans notre rencontre primordiale avec l'être et que l'être est synonyme d'être situé» (Merleau-Ponty, 1945, 291).
- 29 Par exemple, quand l'être est en ville, il ne perçoit pas clairement — au sens qu'il ne peut consciemment décrire l'ensemble des objets qui s'y trouvent — l'environnement dans lequel il se meut : les personnes qu'il croise, les enseignes d'un nouveau magasin, les papiers qui traînent par terre, le vélo et la voiture qui passent, etc. Il ne perçoit que certaines données qui *a priori* viennent tout autant à lui qu'il va vers elles. De même, il peut penser à d'autres lieux, à d'autres personnes, sans que ces pensées ne soient forcément déterminées par le monde

environnant immédiat. Car ces choix perceptifs et d'imagination résultent une nouvelle fois de l'intentionnalité de l'être d'être dans le monde tel qu'il apparaît à lui (Hoyaux, 2001).

30 Il sera donc nécessaire pour comprendre les fondements de la construction territoriale de coupler la sélection «de» l'acte perceptif (conditionné par les représentations) et la configuration «par» l'acte d'imagination (conditionnant une présentification). Ce sont à partir de ces deux actes (autant par la projection elle-même que par les significations que l'être lui donne), celui de perception et celui d'imagination, que l'être-là qui est au-monde prend chair. En prenant chair, l'être-là produit en fait les signes distinctifs, pour lui-même et pour les autres, de sa construction territoriale. Celle-ci re-configure à tout instant le monde de l'habitant et transforme peu ou prou ses territorialités, c'est-à-dire ses manières d'être, de faire, de penser, d'interpréter ce monde (Figure 3).



**Figure 3 : L'irréversible processus de la construction territoriale**

### L'être dans sa relation à lui-même

31 Chaque être-là est donc le bâtisseur et l'habitant de son monde, monde de dispensation jusqu'où s'étend l'être de son habitation. Pour l'être-au-monde, le fait d'avoir des territoires qu'il s'est appropriés, auprès desquels il fonde ses routines quotidiennes, notamment en compagnie d'autres êtres avec lesquels il s'identifie à des façons d'être et de faire détermine l'avoir lieu de son habitation dans laquelle il est. Ainsi comprendre l'habiter de l'être-là, c'est bien comprendre l'être par le là qu'il habite, au sens où ce là exprime les relations qu'il entretient avec le monde, son monde *mondanisé*, territorialisé, et non au sens d'un rapport avec une situation donnée qui préexisterait par le bâti. Car «le monde dans lequel [l'être-là] est n'est pas la somme des étants qui composent l'univers des choses subsistantes ou à portée de la main. L'être du soi suppose la totalité d'un monde qui est l'horizon de son penser, de son faire, de son sentir – bref, de son souci» (Ricœur, 1990, 360).

32 L'analyse ontologique de l'Être-là en tant qu'Être-comprenant-le-monde passe donc inmanquablement par une analyse phénoménologique de l'être-là en tant qu'être-territorialisant-son-Monde. «L'analyse phénoménologique des structures fondamentales de l'existence humaine a toujours lieu «en vue de la question du sens de l'Être». Elle appartient donc toujours à l'ontologie fondamentale, c'est-à-dire à la «topologie de l'Être» qui met



phénoménologiquement en évidence les structures de l'horizon existentiel et temporel dans lequel et à partir duquel seulement l'Être vient à être compris et interprété. Cet horizon d'ouverture et d'apparition de l'Être à la compréhension, fût-elle implicite, est conçu comme le champ de dévoilement de la présence immédiate des choses et des êtres à un étant qui a en propre de pouvoir lui-même être présent aux choses et aux êtres, mais aussi à soi-même. Cet horizon, ce champ complexe dont *Être et Temps* entreprend de manifester phénoménologiquement la «structure d'être», est ce que Heidegger appelle *das Dasein*. [...] Le *Dasein* se comprend comme *étant-le-«là»* de l'Être ; non point comme le lieu-réceptacle de l'Être, mais comme le lieu dimensionnel, l'espace de déploiement propre, le champ de manifestation et de dispensation de la présence de l'Être.

33 [...] Le *Dasein*, espace de dispensation, d'ouverture et de manifestation de l'Être, constitue l'apparaître de l'Être, son sens, son «phénomène», dont la phénoménologie de *Être et Temps* met au jour les structures. Il est comme la condition de possibilité, fondée dans l'Être, du mode d'être de l'homme ; mode d'être qui se caractérise par l'«existence» et l'«être-dans-le-monde». Et cette condition de possibilité ne fait qu'un avec le phénomène originaire de «dévoilement» ou de «révélation» de l'Être, à quoi s'identifie la «vérité», et qui fait de l'homme «la clairière de l'Être» : le «lieu» de l'Être où l'Être, dans cet étant qu'est l'homme, fait apparition et vient en question, jusqu'à pouvoir apparaître dans sa différence avec tout étant» (Guest, 1985, 344-346). En ce sens, seule l'analyse de la construction territoriale de l'être-au-monde permet de comprendre ou d'entrevoir en compréhension le là de l'Être et l'être-là dans toute sa richesse et sa complexité. Cette compréhension est l'accès à soi, à sa vérité, par soi, par la révélation que l'être-là se donne à lui-même. En un mot, c'est le sens que l'Être donne et se donne de ce qu'il fait et pense par sa présence en un là, en un champ de dispensation, en un monde, c'est donc le sens des significations projetées par cet agir dans le monde. Sens qui ne réfère en rien à un subjectivisme fortuit qui permettrait à l'être de s'imaginer tel qu'il est. Non, ce sens, c'est bien plutôt ce qui fonde ontologiquement l'agir dans le monde de l'être-là.

34 En effet, pour Heidegger, ce «sens est défini par le domaine du projet ; et le projet est l'accomplissement du *Dasein* [de l'être-là], c'est-à-dire de l'instance ek-statique face à l'ouverture de l'être». De ce fait, «Le *Dasein* [l'être-là], ek-sistant, déploie du sens» (1976, 433). Mais ce sens est alors à différencier *a priori* des significations apportées par les diverses territorialisations. *A priori* car c'est dans l'événement même de la parole que l'Être s'entrevoit pour l'être-là. Heidegger indique d'ailleurs que si «sens, au sens courant, signifie signification. [...] le sens est ici compris comme donation de sens, c'est-à-dire comme attribution d'une signification» (1976, 434). Or pour Heidegger, l'objectif principal n'est pas uniquement «de fournir une nouvelle signification de l'être, mais bien d'ouvrir l'écoute pour la parole de l'être — d'être interpellé par l'être. Il s'agit pour être le Là, d'être interpellé par l'être» (1976, 434). Cette interpellation passe par la *prise de conscience* de l'être qui s'oblige à recentrer toujours toute analyse de l'être-dans-le-monde sur l'être-là lui-même (Heidegger, 1976, 461).

35 L'être-là ne peut donc se comprendre et comprendre son habiter que s'il réfléchit en lui-même au *pour quoi* il est là, c'est-à-dire en vue de quoi il a construit et continue de construire son champ de dispensation comme il le construit. Par cette lecture, Heidegger agence bien le concept d'habiter selon une dialectique entre construction territoriale et constitution ontologique de l'être-là, et cela au sens où la construction territoriale s'établit sur un système territorialité - territorialisation qui se fonde à partir de cette constitution ontologique de l'être-là. En effet, les structures territoriales, celles des territorialités de l'être-au-monde qui *réfèrent* chaque fois à un état signifiant de l'être-là dans un je - ici - maintenant (toujours dépassé) se trouvent dynamisées par les territorialisations successives, qui *se réfèrent* chaque fois à ce monde de significations préétablies, disponibles, tout en transformant les prérogatives signifiantes dans le sens de la finalité de l'être-là lui-même. C'est pour se faire qu'il faut analyser les territorialités de l'être-au-monde, c'est-à-dire les relations de l'être auprès de et avec son monde qui fondent son champ de dispensation (spatial bien sûr mais aussi social et temporel), et qu'il faut examiner en quoi ces relations constituent ou plutôt sont un signe du sens de l'être.

- 36 Ces signes, qui permettent à l'être-là de se comprendre en son monde et donc d'accéder à la nécessité ontologique de son habiter *là* en ce monde, sont ce que Heidegger nomme les significations ou les référents-signifiants (selon les traductions). «L'être-là est en familiarité originaire avec ce en quoi il s'est déjà compris. Cette familiarité avec le monde ne suppose pas nécessairement une clarté théorique des rapports constitutifs du monde en tant que tel. Toutefois, la possibilité d'élaborer explicitement une interprétation ontologique et existentielle de ces rapports se fonde elle-même sur cette familiarité avec le monde qui, pour l'être-là, est constitutive de lui-même ; en effet, cette familiarité avec le monde s'intègre à la compréhension de l'être, elle-même caractéristique de l'être-là. Cette possibilité peut être expressément saisie dès que l'être-là se propose une interprétation originelle de son être et de ses possibilités. [...]»
- 37 De manière générale, toute *compréhension* [...] implique une révélation préalable des rapports auxquels il vient d'être fait allusion. Demeurant dans la familiarité de ces rapports, la compréhension se les pro-pose comme ce à quoi elle se rattachera. Elle obtient d'eux et en eux la direction de son rattachement. Nous dénommons *signi-fication* ce qui caractérise, en tant que tels, ces rapports de rattachement. Familier de ces rapports, l'être-là se «signifie» à lui-même son être et son savoir-être : il se les donne à comprendre originellement, et relativement à son être-au-monde. [La possibilité d'être] en vue de [laquelle] l'être-là existe signi-fie un circuit de finalité ; celui-ci signi-fie la fin d'une destination, et cette fin la destination elle-même qui, à son tour, signi-fie un étant destiné à cette fin. Ces divers rapports s'articulent en une totalité originelle ; ils sont ce qu'ils sont comme la signi-fication qui permet à l'être-là de se donner à lui-même la compréhension apriorique de son être-au-monde. Nous appelons *significabilité* l'ensemble de ces rapports de signi-fication. Cette significabilité est ce qui forme la structure du monde, de ce à quoi l'être-là, en tant que tel, est toujours-déjà» (Heidegger, [1927] 1964, [86-87] 113-114). Les significations que l'être semble projeter aux hasards de discours contingents relèvent donc bien de sa constitution ontologique, c'est-à-dire du système de valeurs qui fait sens pour lui et met constamment en perspective la grille d'interprétation du monde qu'il s'est progressivement construit.
- 38 Heidegger montre combien l'analyse ontologique de l'être-là passe par le monde de significations que l'être produit à propos du monde par son faire, son dire, son penser ; préoccupé, prévoyant, coexistant. «L'être-là *mien* ne se «découvre» *de prime abord* à soi que dans la mesure où il *néglige* ou *ignore* ses soi-disant «impressions» et le «pôle actif» auquel celles-ci se rapportent. L'être-là se trouve «soi-même», de prime abord, dans *ce qu'il* fait, dans ses besoins, dans ses attentes, dans ses préventions — dans l'étant disponible intérieur au monde ambiant dont il se *préoccupe* de prime abord» (Heidegger, [1927] 1964, [119] 150). L'être-là ne peut donc s'ouvrir à lui-même qu'en s'immisçant dans la réalité de son agir auprès du monde. En ce sens, habiter, pour l'être-là, c'est penser le monde qu'en tant qu'être-au-monde, il *est*. C'est donc penser l'ensemble des rapports de signification de l'être-au-monde (qu'il met en place par ses territorialisations – du faire, du dire, du penser à) en tant que structuration de son monde, de ses multiples territoires. Car ses territoires doivent être considérés comme «la structure du monde» dans laquelle se trouve toujours-déjà l'être-là. Ces divers territoires sont la structure du monde telle que la configure l'être-là qui est au monde. Et c'est bien à partir de cette structure du monde en tant qu'elle est con-formée par les rapports de significations multiples que l'être-là entretient avec divers lieux, êtres, choses, souvenirs dont il s'entoure, que l'être-là peut comprendre son habiter.
- 39 Dès lors, toute explicitation du monde par l'être-là 1° permet à celui-ci de se comprendre dans l'entrebâillement de son intentionnalité et de sa finalité ; 2° permet au monde lui-même de prendre corps en tant que choses et êtres, qui ont pour finalité d'être là pour l'être. Par l'acte même de signification, l'être-là habite mais également fait prendre place à ce auprès de quoi il habite. En tant que tels, les choses et les êtres sont vrais, ils existent parce que *j'* existe, non en tant que je suis moi-même en moi-même, mais en tant que je suis moi-même auprès d'eux. L'habiter doit donc se comprendre comme le double moment de l'existence de l'être-là, être-soi hors de soi, c'est-à-dire Être-au-monde autant qu'être-au-Monde. Ce double moment est donc à la fois celui de la phénoménologie et celui de l'ontologie, celui du monde des significations et celui du sens de l'Être. Double moment qui se recouvre dans l'efficiance

même de la présence humaine. Le là auprès du monde (dans un territoire) renvoyant au Là du séjour de l'Être auprès de celui-ci. Le là spatial, social et temporel de la construction territoriale amenant à penser pour l'Être à son Là historial mais aussi – en créant des néologismes peu esthétiques à l'écoute – à son Là *géographial* et *sociétal*. En un mot, à ce lien fondamental qu'engage l'incarnation de cet Être.

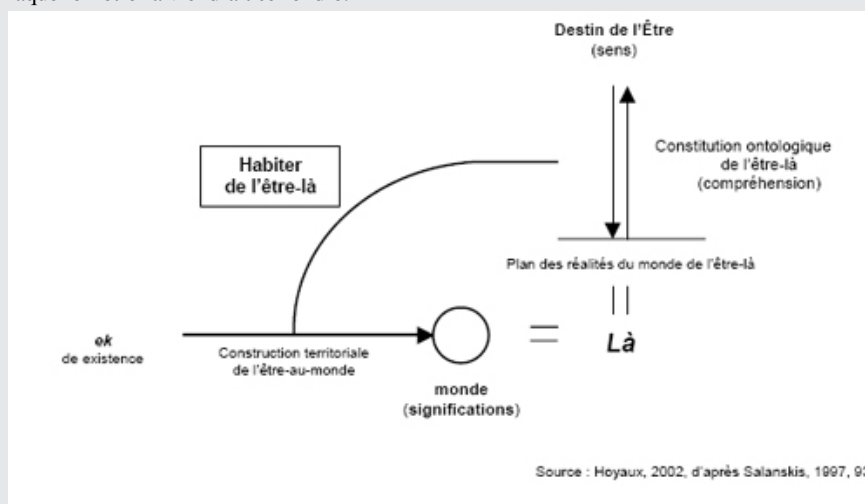
40 Incarnation qui ne se résume pas à un temps ou un moment de l'Histoire, pas plus qu'à un espace du Monde ou à un type de Société, mais qui s'éclaire au devant de la construction territoriale de l'être-au-monde par le sens que cet être se donne sur ce qu'il conçoit être son devenir, son ouverture et sa communion auprès du monde. Car, «soutenir la thèse «Le *Dasein* [l'être-là] est historial» [géographial et sociétal], ce n'est pas suggérer simplement la donnée de fait ontique selon laquelle l'homme représente un «atome» plus ou moins important dans le mouvement de l'histoire [de la géographie et de la société] mondiale et n'est que le jouet des circonstances [contexte] et événements, mais c'est poser le problème : dans quelle mesure et en raison de quelles conditions ontologiques l'historialité [la géographialité et la sociétalité] apparten[nen]-t-elle[s], au titre de constitution essentielle, à la subjectivité du sujet «historial» [géographial et sociétal] ?» (Heidegger, [1927-1977] 1964/1986, [382] 446).

41 Seul l'être-là lui-même peut entrevoir cette subjectivité en tant qu'elle est essentielle à sa constitution ontologique et en tant qu'elle peut l'être pour le monde. Cela incombe au rôle que se donne l'être-là à être ce qu'il est dans le monde, dans une pure responsabilité, dans un pur ménage vis-à-vis de ce monde, de son monde. Son historialité (comme sa géographialité et sa sociétalité), l'être-là ne la possède pas, il la découvre tout en l'investissant. C'est l'idée même de projet qui rejaillit alors. Mais comme le rappelle P. Ricœur, «il n'est pas d'élan vers le futur qui ne fasse *retour sur* la condition de se trouver *déjà* jeté dans le monde. Or ce retour sur soi ne se borne pas à revenir sur les circonstances les plus contingentes et les plus extrinsèques de nos choix imminents. Il consiste, de façon plus essentielle, à ressaisir les potentialités les plus intimes et les plus permanentes tenues en réserve dans ce qui paraît constituer seulement l'occasion contingente et extrinsèque de l'action. Pour dire ce rapport étroit entre anticipation et *déréliction*, Heidegger se risque à introduire les notions apparentées d'«*héritage*», de transfert, de transmission. Le terme «d'héritage» – *Erbe* – a été choisi en raison de ses connotations particulières : pour chacun, en effet, la *déréliction* – l'être-jeté – offre la configuration unique d'un *lot* de potentialités qui ne sont ni choisies ni contraignantes, mais dévolues et transmises. En outre, il appartient à un héritage de pouvoir être reçu, pris en charge, assumé » (Ricœur, 1985, 135-136). La *déréliction* exprime donc cette forme de responsabilité de l'être-là d'être authentiquement ce là qu'il est en tant qu'être-au-monde, en résumé, d'être l'être qu'il est. «En parlant de *déréliction*, nous cherchons à rendre *la facticité du fait contraignant l'homme de prendre lui-même son être en charge*» (Heidegger, [1927] 1964, [135] 169). L'idée de *déréliction* tente donc de dépasser l'objectivité supposée des contraintes et des chances qui sont toujours nourries d'interprétations extrinsèques. Cette idée ouvre plutôt l'être-là à ses potentialités intrinsèques, à sa responsabilité d'en assumer l'existence, c'est-à-dire d'assumer le fait que ses potentialités soient jetées avec lui par la construction même de son monde, et du système interprétatif qui s'en trouve généré autant qu'il génère ce monde.

42 Dès lors, la compréhension qu'établit l'être-là sur son habiter recourt à l'idée de destin, non dans l'idée que l'être-là subit la fatalité de ce qui advient sans qu'il ne puisse à aucun moment prendre part à l'action qui se déroule en lui, à partir de lui et autour de lui, mais dans l'idée que c'est lui qui construit la réalité du monde dans lequel il est (sa destinée) et que c'est à partir de cette construction qu'il donne sens à ce qu'il est (sa finalité). P. Ricœur montre que le destin relève pour Heidegger de «l'historial originaire de l'être-là, qui réside dans la résolution authentique et dans lequel l'être-là se transmet de lui-même à lui-même, libre pour la mort, selon une possibilité héritée, mais également choisie. [...] A ce niveau, contrainte et choix se confondent, comme aussi impuissance et toute puissance, dans le concept surdéterminé de destin» (Ricœur, 1985, 137).

43 C'est que pour Heidegger, l'être-là doit se comprendre dans la double dimension de l'habiter de l'être-là, par le là qu'il est, et le là qu'il pense être ou plutôt se pense être. Mais cet être qu'il est se révèle tout autant à partir de l'histoire de sa vie, c'est-à-dire dans l'«entre-naître-

et-mourir» de son historicité (Ricœur, 1985, 131-132), qu'à partir de l'espace de dispensation auprès duquel il se situe, c'est-à-dire dans l'entre-lieu-et-espace de sa *géographialité*, qu'à partir de la communauté d'élection avec laquelle il coexiste, c'est-à-dire dans l'entre-toi-et-soi de la *sociétalité*<sup>2</sup>. Car comprendre pour l'être-là, l'historicité, la géographialité et la sociétalité de son Là, c'est comprendre l'entrouverture de ce pour quoi il est là, de ce pour quoi il a fait le choix d'être là en tant qu'il est toujours déjà en charge de lui-même par la dérélition. C'est donc aborder l'idée du contexte en tant que là, c'est-à-dire en tant que c'est l'être lui-même qui fait choix, et prend en charge la responsabilité de ce choix de l'histoire, de l'espace et de la communauté de vie dans lesquels il est. Histoire, espace et communauté de vie qui co-déterminent alors semble-t-il potentiellement la communauté de pensée, la culture dans laquelle l'être-là viendrait se fondre.



**Figure 4 : La double dimension de l'habiter de l'Être-là.**

44 C'est bien dans cette idée de destin que surgit le *hiatus* entre la sociologie toujours teinté d'un matérialisme historique et/ou d'une sur-reproduction sociale et la phénoménologie ontologique. En effet, trop souvent encore, les sciences sociales dans leur ensemble, et donc la géographie en particulier, interprètent l'existence de l'homme dans sa relation au monde comme l'inaltérable reproduction dont découlerait un clone cybernaute agissant sous les effets multiples d'un contexte toujours déjà là, *systemisé* et prédéterminant. Pourtant, la nature humaine, sa conscience d'être homme, fait fi de la *neuronalité* des rapports aux objets, de ce qui semble toujours aller de soi (en positif ou en négatif d'ailleurs), pour créer l'éthique de la relation à ce qui l'entoure et à soi. Éthique de la relation qui n'est jamais que le sens (direction et intention) du choix d'être là, mais aussi le sens du choix de dire et de faire en ce là où cet être existe.

45 Certes, des géographes ont depuis longtemps dépassé ce hiatus mais les méthodes qu'ils ont utilisées ont souvent fragilisé la mise en perspective qu'ils voulaient effectuer. Par exemple, la double dimension de l'être-là rejoint certains développements sur l'historicité et la géographicalité proposés par Éric Dardel {1899-1967} dès la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>3</sup>. Pour autant, elle suppose aujourd'hui d'en concevoir un développement pragmatico-herméneutique. Et c'est ce développement qui débouche sur la nécessité d'une transfiguration des deux concepts majeurs de l'œuvre de Dardel – ceux d'historicité et de géographicalité – en ceux d'historialité et de géographialité. Car ces deux concepts insistent sur la responsabilité constitutive de l'être-là qui est au monde par l'acte même du dire qui signifie le monde et fait sens pour le là qui s'y insère. Cette évolution qui se doit d'être réalisée par la géographie phénoménologique est ainsi comparable à l'évolution herméneutique qu'a entreprise Paul Ricœur vis-à-vis de Heidegger pour la philosophie, en passant notamment de l'idée spéculative d'authenticité à celle pragmatique d'attestation.

- 46 «L'attestation [...] se présente d'abord comme une sorte de croyance. Mais ce n'est pas une croyance doxique, au sens où la *doxa* – la croyance – a moins de titres que l'*épistémé* – la science, ou mieux le savoir. Alors que la croyance doxique s'inscrit dans la grammaire du «je-crois-que», l'attestation relève de celle du «je-crois-en». Par là elle se rapproche du témoignage, comme l'étymologie le rappelle, dans la mesure où c'est *en* la parole du témoin que l'on croit» (Ricoeur, 1990, 33). Cette croyance du «je-crois-en» devient «une espèce de *confiance*. [...] Ce sera un des leitmotiv de notre analyse : l'attestation est fondamentalement attestation *de* soi. Cette confiance sera tour à tour confiance dans le pouvoir de dire, dans le pouvoir de faire, dans le pouvoir de se reconnaître personnage de récit [...] L'attestation sera celle de ce que l'on appelle communément conscience morale. [...] Et si l'on admet que la problématique de l'agir constitue l'unité analogique sous laquelle se rassemblent toutes nos investigations, l'attestation peut se définir comme l'assurance d'être soi-même agissant et souffrant. Cette assurance demeure l'ultime recours contre tout soupçon ; même si elle est toujours en quelque façon reçue d'un autre, elle demeure attestation de soi. C'est l'attestation de soi qui, à tous les niveaux – linguistique, praxique, narratif, prescriptif –, préservera la question qui ? de se laisser remplacer par la question quoi ? ou la question pourquoi ?» (Ricoeur, 1990, 34-35).
- 47 L'attestation est donc la vérité que l'être-là qui est au monde se donne à lui-même pour expliciter le sens des actes qu'il pose en ce monde. L'herméneutique de soi est donc une herméneutique de soi *en tant* que l'être est là auprès du monde, c'est donc une herméneutique existentielle. A la différence de la pensée scientifique qu'exemplifie le cogito cartésien, l'herméneutique de soi n'atteste pas de la vérité du Monde, mais seulement de la vérité à soi de son monde. L'habiter, en cette tournure herméneutique, ne peut donc en rien se référer à un bâtir qui expliquerait en amont le rapport de l'être à celui-ci. Que cette explication soit scientifique ou hermétique (autre nom de l'herméneutique classique qui fonctionne à partir d'explications symboliques préétablies) d'ailleurs ! Car toute référence de l'être-au-monde à ces types d'explication n'attesterait en rien de la véracité des explications elles-mêmes (scientifique ou hermétique) mais attesterait bien plutôt de la vérité que l'être-là se donne à lui-même à partir de cette explication. Explication qui est alors utilisée par l'être-là pour donner sens à sa relation au monde. Sens qui est donc toujours déjà authentique !
- 48 Ces conceptions se retrouvent de façon évidente chez Dardel puisqu'il déclare dès 1946 : «Être, cela ne peut consister pour l'homme à persister simplement dans l'être. Être c'est avoir à être, c'est avoir des décisions à prendre, agir ou s'abstenir, résister ou oser. Se laisser vivre, éviter les décisions ou simplement les questions, être sans combat ni problème, c'est précisément manquer son historicité, fuir son destin, retomber sous la détermination des facteurs naturels. Le Devenir désigne cette intensité dans l'être, propre à un existant qui dépasse l'état de nature et se détermine lui-même» (Dardel E., 1946, 19). En 1952, il ajoute que la géographicité doit être entendue comme la «relation concrète [qui] se noue entre l'homme et la Terre» et qui intervient pleinement «comme mode de son existence et de son destin» (Dardel E., [1952] 1990, 2). Pour autant, sa méthode pour éclairer ces relations de l'être-là avec le monde et avec lui-même demeure empiriquement rivée à une sémiologie intransigeante de type hermétique, pétrie encore trop souvent, comme chez Heidegger, par des jugements de valeurs.
- 49 Si pour Dardel, «la connaissance géographique a pour objet de mettre en clair ces signes, ce que la Terre révèle à l'homme sur sa condition humaine et son destin» ([1952] 1990, 2), on échappe dans son analyse à la constitution ontologique que l'être-là opère lui-même de son monde pour demeurer dans une interprétation symbolique et structuraliste, fût-elle experte, des pratiques discursives, corporelles, picturales qu'effectue cet être (Hoyaux, 2000, 111-117). Cette analyse rejoint en tout point celle de Jean-Marc Besse, lorsqu'il indique que l'on ne peut s'arrêter à la seule étude sémiologique car elle «fait de l'espace un objet, et [...] la formulation des lois objectives» qui réglementent le système signifiant présuppose la rupture avec l'expérience vive du sens au sein de laquelle Dardel prétend s'enraciner, et que l'herméneutique contemporaine tente de retrouver au terme de la traversée du système des signes» (Besse, 1988, 46). En réalisant cette herméneutique traditionnelle ou hermétique, c'est-à-dire moins compréhensive que purement interprétative, on peut ainsi

reprocher méthodologiquement (et non pas philosophiquement) à Dardel de s'intéresser à l'homme en tant qu'habitant pensant mais pas se pensant.

50 Pour atteindre cette double dimension signitive (qui donne des significations sur le monde tout en le construisant) et réflexive (qui interroge ces significations données au monde et à soi-même), il est alors intéressant d'utiliser une approche pragmatico-herméneutique, combinant méthodes qualitatives d'entretiens et d'interprétations. Ces points de vue méthodologiques, ainsi qu'une réflexion sur l'éthique des sciences de l'habitation découlant de l'ensemble épistémologique (concept et méthodes) sont ainsi développés dans un autre article paru dans *CyberGéo* et intitulé : «Les constructions des mondes de l'habitant : Eclairage pragmatique et herméneutique».

---

### Bibliographie

- Amphoux P. et Mondada L., 1989, «Le chez-soi dans tous les sens», *Architecture & Comportement*, n° 1, vol. 5, 135-150.
- Berque A., 1996a, *Etre humains sur la Terre : Principes d'éthique de l'écoumène*, Paris, Gallimard, coll. «le débat», 212 p.
- Berque A., 1996b, «The question of space : from Heidegger to Watsuji», *Ecumene : A Journal of Environment. Culture. Meaning*, n° 4, vol. 3, 373-383.
- Berque A., 1997, «Milieu et logique du lieu chez Watsuji», dans Besse et Roussel (dir.), *Environnement : Représentations et concepts de la nature*, Paris-Montréal, L'Harmattan, coll. «Les Rendez-Vous d'Archimède», 91-106.
- Besse J.-M., 1988, «Lire Dardel aujourd'hui», *L'Espace Géographique*, n° 1, Tome XVII, 43-46.
- Besse J.-M., 1990, «Géographie et existence d'après l'œuvre d'Eric Dardel», dans Dardel, [1952] 1990, *L'Homme et la Terre : Nature de la réalité géographique*, Paris, CTHS, coll. «Format» n° 6, 135-175.
- Besse J.-M., 1997, «La Terre et l'habitation humaine : La géographie phénoménologique d'après Eric Dardel», dans Berque et Nys (dir.), *Logique du Lieu et Œuvre Humaine*, Bruxelles, OUSIA, coll. «Recueil» n° 7, 163-188.
- Besse J.-M., 2000, *Voir la Terre : Six essais sur le paysage et la géographie*, Arles, Actes Sud / ENSP / Centre du Paysage, 162 p.
- Boutinet J.-P., [1990] 1999, *Anthropologie du projet*, Paris, PUF, coll. «Psychologie d'aujourd'hui», 350 p.
- Bureau L., 1991, *La Terre et Moi*, Québec (Canada), Les Editions du Boréal, 273 p.
- Bureau L., 1996, «Habiter : Question d'adresse», dans Wunenburger et Poirier (eds.), *Lire l'Espace*, Bruxelles, OUSIA, coll. «Recueil» n° 6, 131-142.
- Buttimer A., 1976, «Grasping the dynamism of lifeworld», *Annals of the Association of American Geographers*, n° 2, vol. 66, 277-292.
- Buttimer A., 1979, «Le temps, l'espace et le monde vécu», *L'Espace Géographique*, n° 4, Tome VIII, 243-254.
- Buttimer A., 1980, «Home, Reach, and the Sense of Place», in Buttimer and Seamon (eds.), *The Human Experience of Space and Place*, London, Croom Helm, 166-187.
- Chrétien J.L., 1983, «De l'espace au lieu», dans Damian et Raynaud, «Les symboles du lieu : l'habitation de l'homme», *Les Cahiers de L'Herne*, Tacou (dir.), Paris, Les Editions de l'Herne, 117-138
- Corbin H., [1938] 1968, «Avant-propos de H. Corbin », dans Heidegger, [1929-1955] 1968, *Questions I et II*, Paris, Gallimard, coll. «tel» n° 156, 13-20.
- Dardel E., 1946, *L'Histoire, science du concret*, Paris, PUF, coll. «Nouvelle Encyclopédie Philosophique» n° 39, 143 p.
- Dardel E., [1952] 1990, *L'Homme et la Terre : Nature de la réalité géographique*, Paris, CTHS, coll. «Format 6», 199 p.
- Dewitte J., 1992, «Monde et Espace : La question de la spatialité chez Heidegger», dans Couloubaritsis (ed.), *Le temps et l'Espace*, Bruxelles, OUSIA, coll. «Recueil» n° 3, 211-219.
- Entrikin J.N., 1976, «Contemporary Humanism in Geography», *Annals of the Association of American Geographers*, n° 4, vol. 66, 615-632.



- Ferrier J.-P., 1986, «Habiter / Penser la Terre : géographie et idée de l'avenir (Nouveau Moyen Age et sortie de «crise»)», *Méditerranée : Revue géographique des Pays Méditerranéens*, n° 3, tome 58, 3-10.
- Ferrier J.-P., 1998, *Le contrat géographique ou l'habitation durable des territoires : Antée 2*, Lausanne, Editions Payot / Jacques Scherrer Editeur, coll. «Sciences Humaines», 251 p.
- Guest G., 1985, «Heidegger ou la question de l'être», dans Grateloup (dir.), *Les Philosophes. Tome 2 : De Hume à Sartre*, Paris, Hachette, coll. «Le Livre de Poche» série «biblio essais» n° 4236, 335-357.
- Heidegger M., [1927] 1964, *L'Etre et le Temps*, Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque de philosophie», trad. Boehm et De Waelhens, 324 p.
- Heidegger M., [1927-1977] 1964/1986, *Etre et Temps*, Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque de Philosophie» série «Euvres de Martin Heidegger», trad. Vezin, 590 p.
- Heidegger M., [1929] 1938, «Qu'est-ce que la métaphysique ?», dans Heidegger, [1968] 1990, *Questions I et II*, Paris, Gallimard, col. «Tel» n° 156, trad. Corbin et Munier, 23-84.
- Heidegger M., [1954] 1958, *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, coll. «Tel» n° 52, trad. Préau, 349 p.
- Heidegger M., [1958] 1966, «Hebel : L'ami de la maison» dans Heidegger, [1966/1976, *Questions III et IV*, Paris, Gallimard, coll. «Tel» n° 172, trad. Hervier, 41-64.
- Heidegger M., [1959] 1976, *Acheminement vers la parole*, Paris, Gallimard, coll. «Tel» n° 55, trad. Beaufret, Brokmeier et Fédier, 260 p.
- Heidegger M., [1969] 1976, «L'Art et l'Espace», dans Heidegger, 1966/1976, *Questions III et IV*, Paris, Gallimard, coll. «Tel» n° 172, trad. Beaufret et Fédier, 269-276.
- Heidegger M., 1976, «Les Séminaires», dans Heidegger, 1966/1976, *Questions III et IV*, Paris, Gallimard, coll. «Tel» n° 172, trad. Beaufret et Fédier, 355-488.
- Henry M., 2000, *Incarnation : Une philosophie de la chair*, Paris, Editions du Seuil, 374 p.
- Hoyaux A.-F., 2000, *Habiter la ville et la montagne : Essai de Géographie phénoménologique sur les relations des habitants au Lieu, à l'Espace et au Territoire (Exemple de Grenoble et Chambéry)*, Grenoble, IGA (Université Joseph Fourier), Thèse, 792 p + 1 CD-ROM.
- Hoyaux A.-F., 2001, «Points de repère et construction territoriale : Quelles méthodes d'analyse pour comprendre les relations ville-montagne à Grenoble et Chambéry ?», *Espaces et Sociétés*, n° 103 / 2000, 165-189.
- Husserl E., [1921] 1963/1974, *Recherches Logiques. Tome 3 : Eléments d'une élucidation phénoménologique de la connaissance (Recherche VI)*, Paris, PUF, coll. «Epiméthée», trad. Elie, Kelkel et Schérer, 322 p.
- Korosec-Serfaty P. et Condello M., 1989, «Demeure et altérité : Mise à distance et proximité de l'autre», *Architecture & Comportement*, n° 1, vol. 5, 165-177.
- Lafaille R., 1986, «La géographie phénoménologique et la tentation transcendantale», *Le Géographe Canadien*, n° 3, vol. 30, 277-281.
- Lévy B., 1989, *Géographie humaniste et littérature : L'espace existentiel dans la vie et l'œuvre de Hermann Hesse (1877-1962)*, Genève, Le concept moderne, Thèse n° 326, 397 p.
- Liiceanu G., 1983, «Repères pour une herméneutique de l'habitation», dans Damian et Raynaud, «Les symboles du lieu : l'habitation de l'homme», *Les Cahiers de L'Herne*, Tacou (dir.), Paris, Les Editions de l'Herne, 105-116.
- Makowski F., 1994a, «Où sommes-nous ? ; Habiter (poétiquement ?) le village planétaire», dans Nancy (éd.), *Les Cahiers Philosophiques de Strasbourg*, n° 1, 61-65.
- Maloutas T., 1988, «Ontologie et conceptualisation de l'espace : Esquisse d'une approche phénoménologique», *Espaces et sociétés*, n° 52-53, 205-224.
- Mangematin M., Nys P. et Younès C. (eds.), 1996, «Avant-Propos», dans *Le Sens du Lieu*, Bruxelles, OUSIA, coll. «Recueil» n° 5, 5-9.
- Marcel G., 1940, *Essai de philosophie concrète*, Paris, Gallimard, coll. «folio essais» n° 350, 359 p.
- Merleau-Ponty M., 1945, *Phénoménologie de la perception*, Paris, Gallimard, coll. «Tel» n° 4, 531 p.
- Moutsopoulos E., 1967, *La conscience de l'espace*, Gap, Editions Ophrys, 366 p.
- Norberg-Schulz C., [1979] 1981, *Genius Loci : Paysage, ambiance, Architecture*, Sprimont (Belgique), Pierre Mardaga éditeur, trad. Seyler, 213 p.
- Patocka J., [1960-1976] 1988, *Qu'est-ce que la phénoménologie ?*, Grenoble, Editions Jérôme Millon, coll. «Krisis», trad. Abrams, 325 p.

- Patocka J., [1965-1976] 1995, *Papiers phénoménologiques*, Grenoble, Editions Jérôme Millon, coll. Krisis, 298 p.
- Pezeu-Massabuau J., 1993, *La Maison : Espace réglé, espace rêvé*, Montpellier, GIP RECLUS, coll. «Géographiques», 154 p.
- Racine J.-B., 1986, «De l'Être et du phénomène dans la pratique de la géographie», dans *Georhythmes N°4 : Recherches géographiques*, Genève, Département de Géographie, 7-23.
- Radkowski G.-H. (de), 2002, *Anthropologie de l'habiter : Vers le nomadisme*, Paris, PUF, 166 p.
- Relph E., [1976] 1980, *Place and placelessness*, London, Pion Limited, 156 p.
- Ricœur P., 1985, *Temps et récit. Tome 3 : Le temps raconté*, Paris, Editions du Seuil, coll. «Points Essais» n° 229, 533 p.
- Ricœur P., 1990, *Soi-même comme un autre*, Paris, Le Seuil, coll. «Points Essais» n°330, 425 p.
- Salanskis J.-M., 1997, *Heidegger*, Paris, Les Belles Lettres, coll. «Figures du Savoir» n° 1, 155 p.
- Sartre J.-P., 1943, *L'être et le néant : Essai d'ontologie phénoménologique*, Paris, Gallimard, coll. «Tel» n° 1, 683 p.
- Schütz A., [1941-1967] 1970, *On Phenomenology and Social Relations*, Chicago-London, The university of Chicago Press, coll. «The Heritage of Sociology», 327 p.
- Seamon D., 1980, «Body-subject, time-space routines, and place-ballets», in Buttimer et Seamon (eds.), *The Human Experience of Space and Place*, London, Croom Helm, 148-165.
- Strohmayr U., 1998, «The event of space : geographic allusions in the phenomenological tradition», *Environment and Planning D : Society and Space*, n° 1, vol. 16, 105-121.
- Tuan Y.-F., 1971, «Geography, phenomenology, and the study of human nature», *The Canadian Geographer*, n° 3, vol. XV, 181-192.
- Tuan Y.-F., 1975, «Place : An experiential perspective», *Geographical Review*, n° 2, vol. LXV, 151-165.

### Notes

1 La notion de décloison exprime l'idée que c'est en se projetant dans un là du monde que l'Être s'ouvre à son existence et, en s'ouvrant à cette existence, se déclôt de l'a-temporalité, de l'a-spatialité et de l'a-socialité de son *sans-mesure*. Car jusqu'à l'instant de sa naissance, l'être-là à venir n'est pas, il n'existe donc nulle part, dans aucun lieu, dans aucun temps, dans aucun agrégat social. C'est quand l'être-là qui vient au monde se déclôt du sans-mesure de l'Être, en existant, en se projetant dans un là, qu'il crée sa géographie, discrimine et discrétise son monde à sa mesure. Mais ce *sans-mesure* de l'Être doit également être compris de façon pragmatique (ce qu'exprime d'ailleurs l'idée de *constitution ontologique* sur laquelle nous reviendrons) car l'être-là qui est au monde, quand il fait sens, c'est-à-dire quand il s'explique le monde à lui-même, à partir de systèmes de valeurs infra ou supra-logiques, reproduit ce sans-mesure, puisqu'il retourne alors en quelque sorte dans une cloison interprétative du monde et de lui-même, qui est ni jugeable, ni critiquable.

2 P. Ricœur signale que «le passage abrupt d'un destin singulier à une destinée commune est rendu intelligible par le recours, trop peu fréquent dans L'Être et le Temps, à la catégorie existentielle du Mitsein : être-avec. Je dis : trop peu fréquente, car, dans la section consacrée au Mitsein (§ 25-27), ce sont principalement les formes déchues de la quotidienneté qui sont accentuées sous la catégorie du «on». Et la conquête du Soi est toujours opérée sur fond de «on», sans égard pour les formes authentiques de communion ou d'entraide. Du moins le recours au Mitsein, en ce point critique de l'analyse, autorise-t-il à joindre le Mitgeschehen au Geschehen, la co-historialité à l'historialité : ce qui définit précisément la destinée commune» (Ricœur, 1985, 137)

### Pour citer cet article

#### Référence électronique

André-Frédéric Hoyaux, « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Epistémologie, Histoire de la Géographie, Didactique, document 216, mis en ligne le 29 mai 2002, consulté le 18 juin 2013. URL : <http://cybergeo.revues.org/1824> ; DOI : 10.4000/cybergeo.1824



**À propos de l'auteur****André-Frédéric Hoyaux**

ahoyaux@iga.ujf-grenoble.fr  
ATER Laboratoire TEO UMR 5038, Institut de Géographie Alpine,  
14bis, avenue Marie Reynoard, 38100 Grenoble

---

**Droits d'auteur**

© CNRS-UMR Géographie-cités 8504

---

**Résumés**

Cet article a pour objectif de réfléchir au concept d'habiter à partir des avancées contemporaines des géographes et des philosophes travaillant sur la phénoménologie, et ensuite d'énoncer les implications pragmatiques, épistémologiques et conceptuelles qui en découlent pour la géographie traitant de l'évolution des territoires des habitants.

**Between territorial construction and ontological constitution of the inhabitant : Epistemological introduction about the contribution of phenomenology to Dwelling concept**

The aim of this paper is to discuss the dwelling concept from contemporary propositions of geographers and philosophers working on phenomenology, and then to state the pragmatcal, epistemological and conceptual implications which ensue for the geography dealing with the evolution of inhabitants' territories.

**Entrées d'index**

**Mots-clés** : habiter, géographie phénoménologique, habitants, construction territoriale, constitution ontologique

**Keywords** : dwelling, phenomenological geography, inhabitants, territorial construction, ontological constitution



### Chapitre 1.2. Texte 3.

2003 : « Les constructions des mondes de l'habitant : Eclairage pragmatique et herméneutique », *Cybergéo : Revue Européenne de Géographie*, (Epistémologie, Histoire, Didactique), n°232, mis en ligne le 15 janvier 2003, 17 p.

Dans un premier temps, cet article était conçu pour être lié directement à celui de 2002 (voir **Texte 1 Chapitre 1.1**). Cybergéo a préféré le dissocier et en approfondir le contenu. L'idée initiale était en effet, de montrer le lien indéfectible entre organisation théorique, organisation méthodologique et résultats induits par ce couplage. Dissocier ces deux articles semblait induire l'empirie de la démarche alors que celle-ci était très située au moment où je l'avais mise en place. Elle était *quasi* liée à une méthode, pédagogiquement intitulé démarche hypothético-déductive. Elle répondait à une épistémologie particulière (la phénoménologie), au-delà même de toute problématique posée. Mais elle suivait une thèse en montrant ses limites, notamment à travers la question de l'enjeu du discours soit vu comme distorsion potentielle par rapport à une authenticité (Heidegger M., [1927]1964) ou comme attestation de ce que l'on croit être (Ricoeur P., 1990), c'est-à-dire soit vu comme relevant d'une erreur de jugement par rapport à une essence normative de l'Être (Heidegger) ou, comme une fiction, que le chercheur peut comprendre, avant de la juger (Ricoeur). La méthode devant permettre d'éclairer cette attestation, ce couple symbolique dont je parlerai à nouveau dans le **Chapitre 1.3 Texte 7**.

C'est d'ailleurs le grand problème de mes lecteurs de thèse n'ayant fait qu'un survol paresseux sur quelques chapitres clés voire sur quelques mots clés et ayant pris pour argent comptant des propos sans les recontextualiser dans l'ensemble de la démarche. Il faut dire que l'ensemble était fastidieux mais quand le raccourci de la lecture se couple avec des raccourcis de l'explicitation des raccourcis de la lecture, la catastrophe n'est pas lointaine dans l'ineptie des propos : « ruralisme » ; « localisme » ; « l'étranger est dangereux », travail sur « l'inné et l'acquis », etc. On est jamais loin d'une chaîne de causalité métaphorique surprenante : Hoyaux travaille à partir de Heidegger donc Hoyaux est heideggérien, et puisque Heidegger est ruraliste (pour ne pas dire fasciste, raciste ou autre) Hoyaux est ruraliste...

Autour de cet article et du précédent, il a fallu attendre plusieurs années pour que se découvrent les chantres d'un anti-heideggérianisme stérile. Leurs travaux étant plus liés justement ou injustement à des questions de place dans l'institution que de démarche de recherches. Cette remarque perçue comme déplacée peut-être par certains recourent des mêmes procédés que de reprocher à un philosophe sa posture d'habitant à un moment situé de l'histoire. J'ai été dès ma thèse un des premiers à soulever l'aporie philosophique et méthodologique de Heidegger notamment concernant la question de l'authenticité. En revanche, analyser le « déloignement » (*Ent-Fernung*) comme relevant d'une posture ruraliste, localiste, monotopique est une imposture intellectuelle (Stock M., 2006b). Pour le moins, une « mésinterprétation » (Olivier de Sardan). En effet, la proximité est ce qui se révèle dans la configuration mentale que l'habitant structure à chaque instant de par sa constitution même. En ne bougeant pas ou en se déplaçant, il structure un horizon mental qui rapproche divers éléments visibles ou non visibles, ou plutôt qui seraient physiquement ou non physiquement observables par le plus grand nombre, que ces éléments soient proches ou éloignés, que ces éléments réfèrent à des espaces, des personnes, des événements.

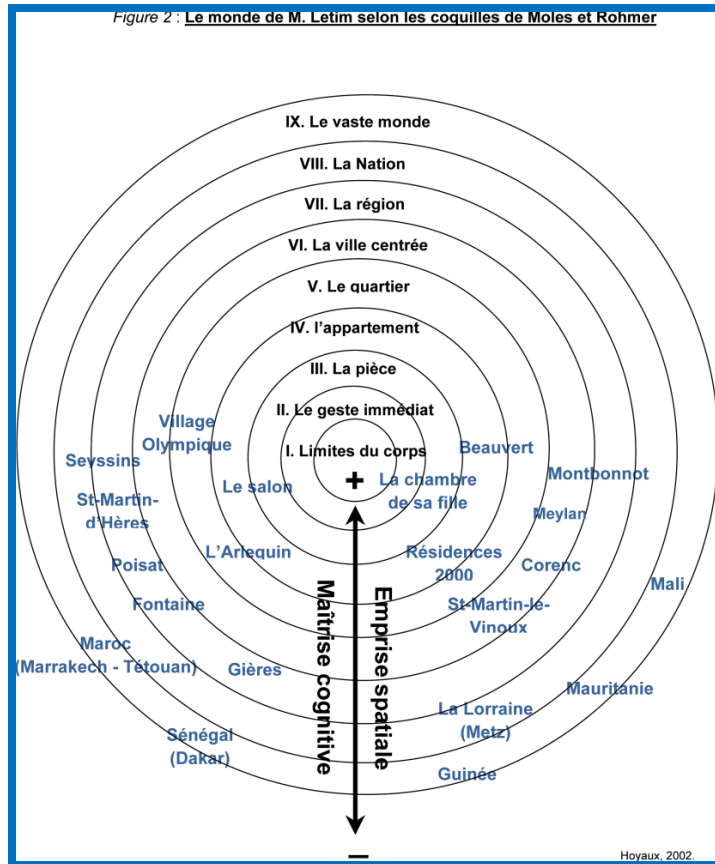
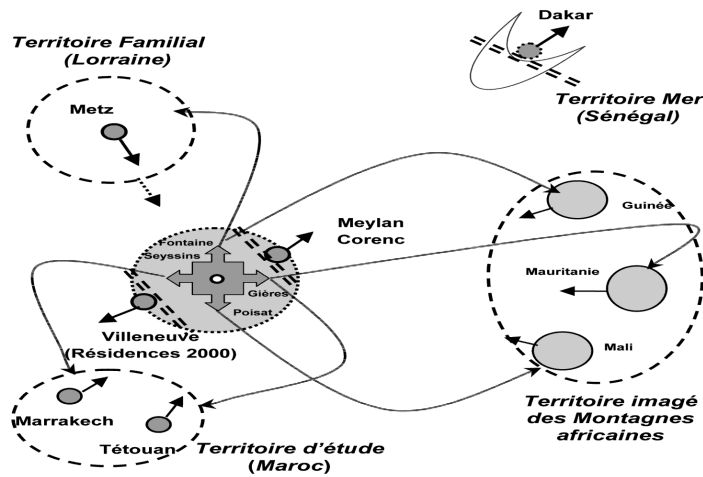
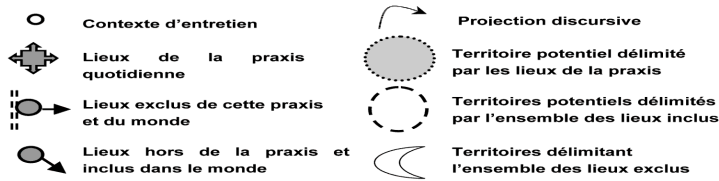
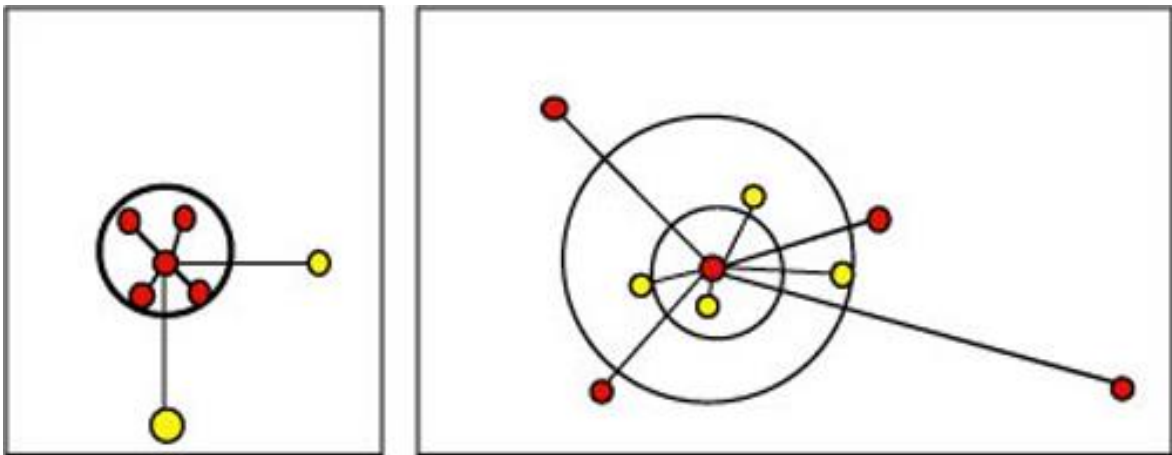


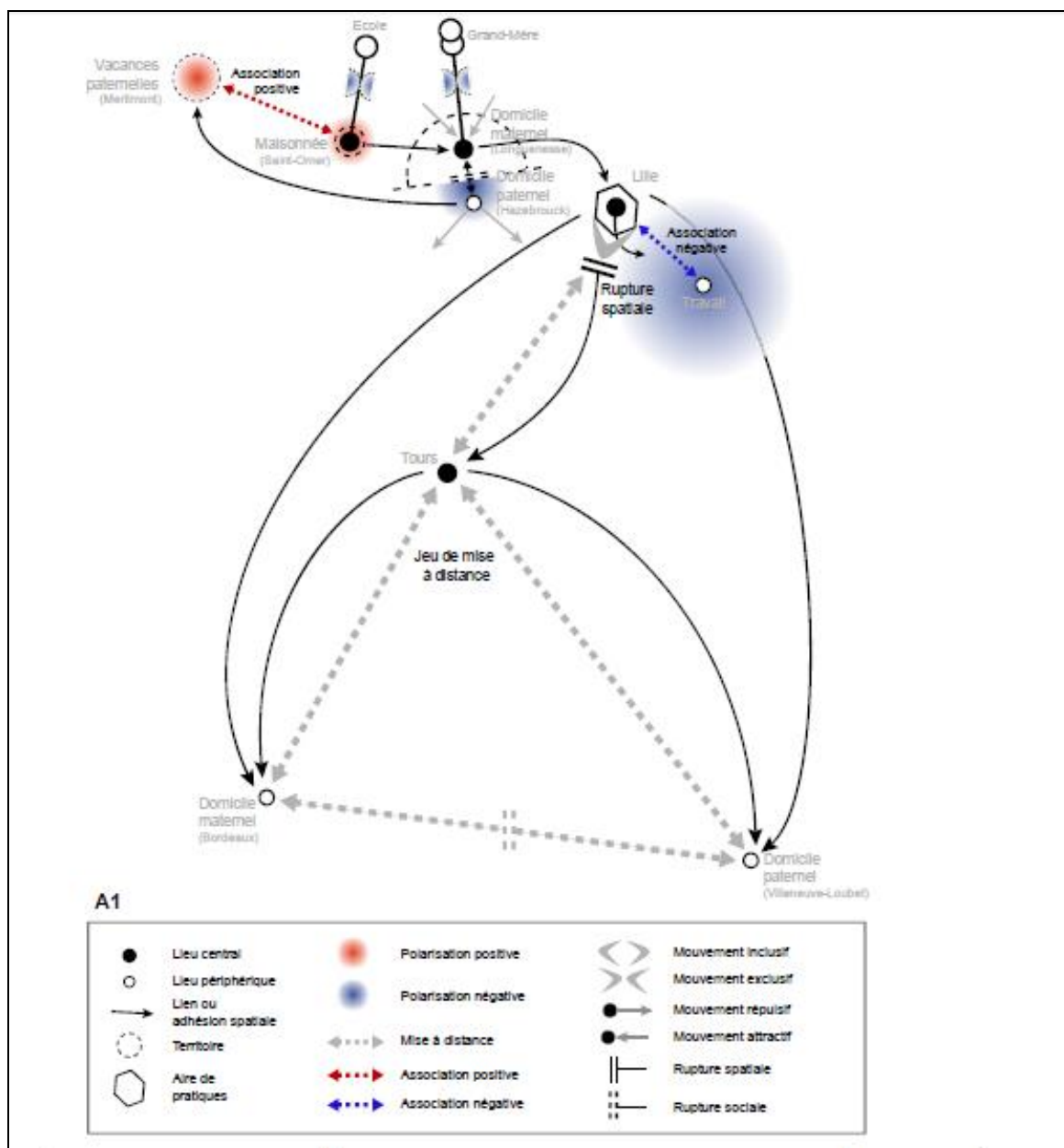
Figure 3 : Proposition de configuration phénoménologique du monde de M. Letim



Cet article, pourtant sur le net, n'a pas eu de grandes répercussions dans la science géographique, pourtant il structurait globalement les mêmes éléments que celui publié plus tard en 2006 dans *L'espace Géographique* (Texte 8) dont l'utilisation supposée (tout au moins la citation) a été beaucoup plus forte. Surtout, à travers une cartographie certes sommaire et sans doute apparue trop naïve pour le lecteur un peu trop rapide, il mettait en exergue l'idée de liens multiples avec plusieurs entités spatiales, et surtout les rapports de mises à proximité et mises à distance par rapport à ces éléments spatiaux. Par ces schémas, il y avait bien éclairage d'une constitution d'un monde au sein duquel l'habitant vivait vraiment en situation (notamment ici selon les temps de l'entretien), au sein duquel, il n'avait pas des relations cognitives simplistes comme pouvait le laisser penser parfois la lecture des travaux d'Abraham Moles. Ce dernier formalisant de manière trop structurale un lien entre distance objective et maîtrise cognitive et emprise spatiale. Mais ces entités spatiales à travers ces mises à proximité n'exprimaient pas non plus des lieux au sens de simple *topoi* localisé donc au sens restrictif et naïf d'un habiter polytopique évoqué par M. Stock (2006a) qui jouerait uniquement de la mobilité pour habiter. Habiter étant aussi cette capacité de se projeter sans se mouvoir physiquement. Si le schéma ci-dessous de Mathis Stock montre qu'il est nécessaire de dépasser l'idée que la cognition et l'appropriation des lieux est supérieure en fonction de la distance à un point de résidence, ce dépassement ne s'opère pas uniquement dans le faire des mobilités touristiques ou résidentielles mais aussi dans la mobilité mentale qu'impose chaque situation vécue. Par situation vécue, nous n'entendons pas seulement celle où *a priori* un habitant aurait objectivement rencontré un contexte au sens d'une pratique spatiale mais aussi l'ensemble des spatialités subjectivement établies à travers la mise à proximité et la mise à distance des éléments de l'espace (êtres, lieux, choses) qu'effectue l'habitant à un moment donné de son existence.



Dès lors, au sein de l'évocation d'un récit, ces différentes unités spatiales sont autant d'éléments d'une même *chôra*. Finalement, sans y penser, je mettais en lumière par cette cartographie naïve une différenciation entre les métriques topographiques et topologiques proposées par Jacques Lévy, Denis Retaille, ou Christian Grataloup. Aujourd'hui, à bien y repenser, ma dialectique se fonde sur une opposition typologique entre une métrique topographique (logique du lieu *topoi*) et une métrique chorégraphique (logique du lieu *choré-chora*). J'y reviendrai dans le texte inédit. Cette cartographie des lieux situés a à la fois impulsé des réflexions de jeunes collègues (notamment Benoît Feildel, 2010, 364, voir ci-dessous) et s'est mise en parallèle de travaux plus systématiques sur l'habiter (Lévy J., 2008) et la logique du lieu entre chorétique et topique (Berque A., 1998, 442-445).



Le polytopisme de Mathis Stock imagine une durée de l'action, il analyse l'aspect cumulatif des lieux abordés, lieux plus ou moins conservés comme pertinents dans l'action (résidence principale, secondaire, lieux de villégiature, lieux de résidences de personnes importantes pour l'existence de l'habitant, lieux de travail). Mais cette débauche de mobilités qui semblerait s'accroître (encore que l'histoire permettrait sans doute de remettre en cause ce fait simpliste pour certaines catégories d'acteurs qui de l'antiquité à nos jours avaient une mobilité développée selon les moyens techniques à disposition comme aujourd'hui nous pourrions soulever l'idée que certaines catégories d'acteurs ne bougent plus du tout...en terme de distance euclidienne) n'implique pas forcément un sentiment de globalisme ou de mondialisme chez les habitants qui sont ainsi mobilisés par les travaux scientifiques de ces chercheurs.

Plus que du polytopisme, trop lié à une vision déterministe et ancrée du *topos* (même s'il y en a plusieurs), c'est vers une réflexion sur la *chora* travaillée notamment par Berque et sur la corporéité que j'analysais la perpétuelle constitution de la réalité spatiale, sociale et temporelle de l'habitant. Cette constitution était certes structurante de configuration(s) spatiale(s) et d'identité(s) qui lui étaient plus ou moins associée(s) dans la durée (d'où la possibilité de parler de

territoire et de territorialité) mais elles étaient surtout très labiles dans le temps (d'où l'idée de territorialisation permanente). L'idée de territoire, territorialité, territorialisation, exprimant alors le vieux processus TDR (Territorialisation – Déterritorialisation – Reterritorialisation) de Claude Raffestin. A chaque instant, l'individu constitue un monde, celui dans lequel il se voit exister. D'où l'idée de déjà là. Mais à l'inverse de la conception fixiste de la durée (c'est certes contradictoire mais nécessaire pour comprendre) que certains imaginent, c'est-à-dire visionnant l'instant d'après comme relevant de l'instant d'avant donc déterminé par l'instant d'avant dans un monde fixé (le monde A construit par l'habitant déterminant le monde B de l'habitant l'instant d'après), notre conception voulait présenter l'idée qu'à chaque instant de son action, l'habitant projette au-devant de lui le monde dans lequel il croit être et non pas dans le monde (inexistant au demeurant) où il est. Inexistant, car à jamais seulement approché par la compilation des variantes constitutives des mondes de chacun d'entre-nous, un monde intersubjectif en quelque sorte. Monde intersubjectif qui peut certes être utilisé comme étant la réalité ou une partie de la réalité mais ne servant à toute fin utile qu'à permettre une configuration projetée devant soi à chaque instant.

Par cette traduction d'une chorégraphie, c'est-à-dire, par la mise en lumière du mouvement incessant de l'habitant auprès des êtres, des espaces, des souvenirs, ce texte posait, à l'inverse des inepties sur l'idée de localisme de mes travaux, que la constitution du monde de l'habitant se développe à chaque instant au sein de sa conscience à travers une mise à proximité d'êtres, de lieux, de souvenirs qui pouvaient pourtant être éloignés « physiquement », au sens d'une mesure euclidienne. De cette mise à proximité en action découlait des actes, notamment ceux de la mobilité. Actes de mobilités qui pouvaient alors être investis dans des constitutions postérieures de cet habitant comme référent intime de son placement dans le monde, c'est-à-dire dans le social également, bien entendu !

Si j'avais pu avoir d'autres outils techniques ou être mieux à même de les appréhender à l'époque, il aurait été préférable dans la construction de mes cartographies habitantes de montrer le monde réellement constitué, comme ancré autour de l'être, comme une bulle, un deuxième corps ou plutôt comme prolongement du corps. Monde non pas proche objectivement mais mis à proximité par la projection de l'habitant « auprès de » et cela à travers la cospatialité permanente qu'il peut effectuer avec sa pensée comme avec les nouveaux outils technologiques. Il aurait presque été souhaitable de mettre ces espaces comme collés à l'être. Et au contraire, de repousser encore plus les éléments mis à distance. Mais la géographie, comme la plupart des sciences de l'espace, voit la dissociation des lieux comme des entités autonomes et ne peut les concevoir dans leur continuité ou leur unité avec un corps lui-même situé et localisé.





## Les constructions des mondes de l'habitant : Éclairage pragmatique et herméneutique

### *The constructions of the inhabitants' world : Pragmatic and hermeneutic light.*

Hoyaux André-Frédéric

[Andre-Frederic.Hoyaux@wanadoo.fr](mailto:Andre-Frederic.Hoyaux@wanadoo.fr)  
Professeur au Lycée Français de Zurich

#### **Résumé :**

Dans un article précédent, j'ai exposé les apports théoriques de la phénoménologie au concept d'habiter tel qu'on peut les utiliser en géographie (*Cybergeo*, n° 216). Le présent article tente au contraire d'illustrer concrètement ces différents apports en les couplant à une analyse socio-linguistique. Il expose ainsi des méthodes et techniques pouvant parfaitement s'intégrer dans une investigation géographique qui traite des relations des habitants à leur environnement. L'utilisation de ces méthodes, à la fois pragmatique et herméneutique, et l'utilisation de techniques de double entretiens (semi-directifs et exploratoires), permettent de repenser les constructions que les habitants se font du monde et le sens qu'ils lui donnent.

**Mots-clés :** Habiter, discours, double entretien, approche pragmatique, approche herméneutique, éthique des sciences de l'habitation.

#### **Abstract :**

In a previous article, I have presented the theoretical contributions of phenomenology to the concept of dwelling such as we can use them in geography. Through the analysis of a concrete case the present article tries to make more explicit these different contributions of phenomenology and the possibility of suggesting methods and techniques which fit perfectly into this type of investigation in geography. In this way the use of methods which are both pragmatic and hermeneutic and the use of techniques of double interviews allow to rethink the constructions which inhabitants make about the world and the meaning which they give to them.

**Keywords :** Dwelling, arguments, double interview, pragmatic approach, hermeneutic approach, ethics in the human science of dwelling.

Cet article s'intéresse aux constructions discursives que les habitants font sur le monde (constructions territoriales) et le sens que ces derniers lui donnent (constitution ontologique). Il fait suite à un précédent article publié dans *Cybergeog* qui exposait les apports conceptuels de la phénoménologie concernant une relecture épistémologique de l'habiter (*Cybergeog* n°216). Cette relecture appelait à une nouvelle prise en compte méthodologique de la réalité telle que l'habitant la fonde par la forme (les configurations territoriales qu'il inscrit implicitement par son discours) et le sens (les systèmes de valeurs dont il use pour expliciter son discours). En effet, elle prenait acte du hiatus herméneutique dans le discours habitant entre *ce qu'il dit* et *le sens de ce qu'il dit*. Hiatus herméneutique car le plus souvent, c'est le chercheur lui-même qui *explique* le discours de l'habitant, selon ses propres cadres d'interprétation, et non l'habitant qui *explique* lui-même son discours pour à la fois éclairer ses constructions territoriales et leurs raisons d'être pour lui.

Il s'agit ici d'exposer [1] l'ensemble méthodologique qui permet de répondre de façon pragmatique et herméneutique aux diverses questions soulevées par cette démarche exploratoire, mais aussi et surtout de montrer que cette méthode permet une lecture concrète et géographique des discours. Car au-delà de l'apport philosophique dans lequel on cantonne trop souvent la phénoménologie, il y a un intérêt non négligeable, pratique et concret, pour la géographie, à mieux comprendre l'habitation à partir de cette approche et ainsi de mieux interpréter l'évolution du monde et des territoires qui le composent. Ce type d'investigation remodèle alors la nature même de l'appréhension des sciences de l'habitation et de l'aménagement du territoire par les chercheurs. En cela, il pose clairement les jalons [2] d'une éthique des sciences de l'habitation en questionnant la place et la responsabilité des chercheurs dans la mise en configuration des territoires d'aujourd'hui.

### 1. Pour une approche pragmatico-herméneutique des discours habitants.

Cet ensemble méthodologique doit être construit dans l'optique d'appréhender tout à la fois la *construction territoriale* de *l'être-là qui est au-monde* (ou pour faire plus simple mais moins explicitement phénoménologique de *l'habitant*), et aussi la *nécessité ontologique* de cette construction pour cet être-là. Il faut donc, d'une part, pouvoir mettre en perspective le système inhérent aux constructions territoriales, entre les dialectiques de rapport au monde qu'effectue l'être dans celui-ci (territorialisations) et le produit de ce rapport dans l'abstraction de l'ici et maintenant de l'être-au-monde (territorialités), d'autre part, comprendre en vue de quoi ce système « territorialisations – territorialités » est nécessaire pour la constitution ontologique de l'Être. Cette double analyse devant permettre de percevoir la résultante de cette constitution sur la construction territoriale de l'être-au-monde et, si possible, de réfléchir sur son lien avec la société dans son ensemble.

Pour accéder à cela, il semblait judicieux de travailler à partir du discours oral, c'est-à-dire de recueillir plus spécifiquement les significations produites lors d'actes d'énonciation<sup>1</sup>. Ce choix de travailler sur les significations plutôt que sur les faits découle de l'idée phénoménologique d'intentionnalité de l'être-là qui est au monde. En effet, s'il n'existe pas de liens objectifs avec l'environnement et les faits qui s'y déroulent ; s'il n'existe que des relations sous-jacentes que l'homme entretient avec *son* environnement, c'est-à-dire avec la situation du monde qu'il organise autour de lui en s'y projetant et qui détermine *sa* réalité

<sup>1</sup> Parler d'énonciation, plutôt que de discours, revient à minimiser les contextes de production des énoncés pour insister sur les énoncés eux-mêmes en tant que parole ou langage, c'est-à-dire en tant que révélateur authentique de l'être-là qui est au-monde. L'objectif n'étant pas ici, comme celui de la plupart des chercheurs travaillant sur le discours, de décrypter et d'interpréter de quelque façon que ce soit les représentations sociales qui fonderaient les manières d'être des habitants tant dans ce qu'ils disent que dans la manière dont ils le disent.

d'être-au-monde ; alors seul le dire peut permettre d'entrevoir ces constructions territoriales autant que sémantiques<sup>2</sup>.

Ainsi, « la possibilité que le langage se réfère à la réalité suppose que nous soyons déjà tournés vers la réalité et reliés à elle par divers liens que le discours vient seulement porter au langage. [Dès lors,] ce langage n'est plus un langage-objet, c'est-à-dire un langage portant sur les choses, il est un langage portant sur notre relation aux choses » (Ricœur, [1968] 1995, 908). L'analyse qui sera conduite ici ainsi que les moyens mis en œuvre pour la formuler sont donc inhérents à l'idée que seul l'être-au-monde lui-même peut expliciter cette relation particulière et en donner du sens. Et donc que seul le langage peut permettre à une tierce personne d'avoir accès à cette relation par les significations données et le sens créé à propos de ces dernières.

Pour ce faire, l'aspect théorique de cette mise en place s'est essentiellement borné à travailler sur les écrits de Heidegger et de P. Ricœur. Ce sont les seuls (avec dans des domaines plus sociologiques : J. Habermas et Schütz), à avoir tenté de réfléchir à « la greffe du problème herméneutique sur la méthode phénoménologique » (Ricœur [1960-1969] 1969, 7). Greffe qui permet de manier avec précaution les deux temps de l'explicitation du langage : celui de l'interprétation au sens strict du terme — avec toutes les conditions structurales d'une analyse herméneutique de la symbolique langagière (textuelle mais aussi orale) —, et celui de la compréhension en tant que mode d'être de l'être-au-monde (Heidegger [1927] 1964, [142-153] 178-191).

Cependant, à l'inverse de l'herméneutique classique qui tend essentiellement à travailler sur les textes, cette recherche se fonde sur le discours « banal » des habitants. Car l'intention n'est pas ici de réaliser une sorte d'exégèse des grands textes de la littérature et d'en extraire la substantifique moelle symbolique ni de réinventer l'Histoire de la pensée, mais de penser autant que faire se peut la pensée d'aujourd'hui — celle qui est en train de se faire ou de poindre au sein des habitants — et d'en comprendre la mise en place dans leur argumentation banale. Car pour que le commun des mortels puisse « se montrer en lui-même et de lui-même [...] il y aura lieu, dès lors, d'entreprendre un exposé introduisant à l'être de l'être-là, relativement à cette constitution fondamentale qu'est, pour lui, la banalité quotidienne » ([1927] 1964, [16-17] 33). En ce sens, cette recherche s'attache aussi à comprendre l'imagination à l'œuvre dans les actes insignifiants, les routines des comportements, des discours, des manières de faire et d'être, que produisent les habitants dans la quotidienneté de leur existence. Mais cet intérêt accordé à l'imagination n'a pas pour objectif de dénouer, comme un psychanalyste, les fils de nos pulsions, mais d'analyser son rôle dans la construction territoriale.

Pour suivre ces préceptes, il est nécessaire de trouver une méthode qui permette :

1° d'inviter l'habitant à s'exprimer sur le monde dans lequel il vit au quotidien, et cela dans la banalité de ses relations à celui-ci ;

2° de lui permettre d'explicitier cette relation au monde qu'il entretient quotidiennement pour qu'il puisse lui-même, de lui-même et pour lui-même interpréter cette relation au détour des questions qu'il pouvait se poser sur celle-ci.

<sup>2</sup> L'ensemble de cette partie méthodologique doit beaucoup aux apports de la socio-linguistique et notamment des travaux de Lorenza Mondada sur les constructions de la réalité spatiale des individus (Mondada, 1987 ; 2000 ; et Amphoux et Mondada, 1989).

Les objectifs poursuivis par la mise en place de cette méthode visent donc :

- 1° à comprendre quelles sont les structures, si structures il y a, qui se mettent en place de manière essentielle pour soutenir cette relation au monde ;
- 2° à appréhender en quoi ces structures ont une nécessité fondamentale pour la constitution même de l'être-là qui est au monde.

L'objectif n'est cependant pas de décrire de manière rigoureuse, au sens strict de Husserl, les actes de langage, pour atteindre leur essence. Car quoique l'attitude du chercheur de mettre entre parenthèse ses jugements sur ce qu'il analyse soit une bonne manière de procéder, il ne peut atteindre une quelconque objectivation de structures pouvant s'appliquer à tout un chacun. L'idée est plutôt de travailler dans un premier temps sur le **langage existentiel** produit dans la quotidienneté par les habitants, avec tous les arrière plans cognitifs, volitifs et émotionnels qui le parcourent ; et dans un second temps sur le **langage ontologique**, c'est-à-dire sur le langage qui donne sens à l'être d'être ce qu'il est là où il est. Si pour certaines personnes, leurs actions et leurs intentions dérivent d'une croyance en Dieu, en la Réincarnation, en Rien, en l'Homme, etc., le souci du chercheur n'est pas de juger leur possible réalité objective, que cela soit scientifiquement ou philosophiquement, mais bien d'analyser en quoi la portée ontologique de cette croyance agit sur leur construction territoriale actuelle (en ce sens, cette méthode parle de structures).

Pour ce faire, il est utile de reprendre la structuration méthodologique de l'analytique existentielle de l'être-là proposée par Heidegger. Celle-ci associe une **réduction**, une **construction** et une **déconstruction** (Franck, 1986, 22-24).

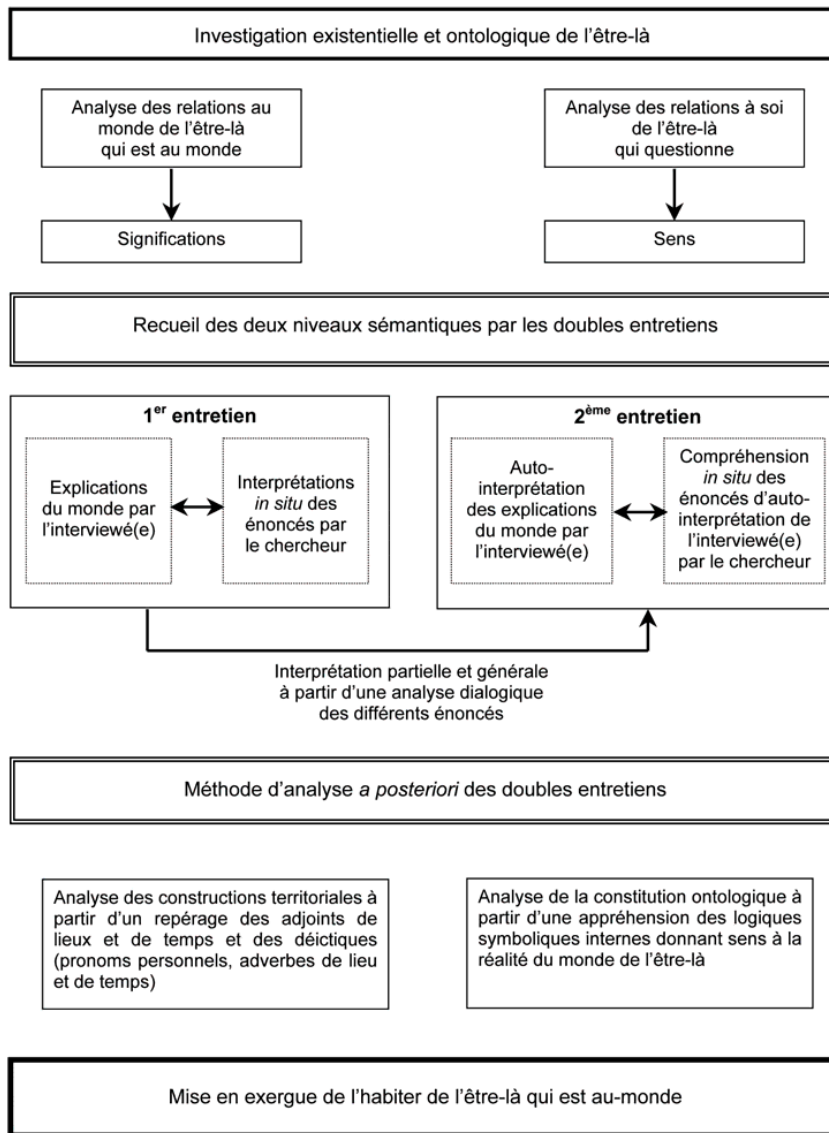
Cette structuration méthodologie relève d'un triple principe :

- 1° celui de référer toute analyse au regard des préoccupations de l'être-au-monde lui-même ;
- 2° de permettre à ce dernier de construire les schémas explicatifs du pourquoi il est là où il est en fonction de ces dites préoccupations ;
- 3° de revenir (de détruire, de déconstruire) avec l'être-au-monde (sur) cette construction signifiante entre préoccupation et schémas explicatifs (jugements de valeurs, catégories) et d'en déceler les fondements ontologiques pour l'être-là lui-même. Fondements conçus tout autant comme le système de valeurs constitutif de l'être-là qui est au monde et comme réflexion sur son incarnation en tant que là dans celui-ci.

A l'aval de ces objectifs méthodologiques, il devient donc intéressant de réaliser des doubles entretiens pour conserver les deux temps de l'appréhension de la relation au monde de l'être (*Figure 1*). Ces deux temps devant mener, l'interviewé(e) et l'intervieweur à respecter le « cahier des charges » fixé. Dans le premier entretien, le chercheur produit en compagnie de l'interviewé(e) un ensemble de significations sur son monde quotidien et sur ses relations à celui-ci. Ces significations offrent alors la possibilité de constituer un champ d'interprétation existentielle (territoriale) à partir de l'appréhension de ces significations et d'entrevoir en vue de quoi ces significations peuvent être formulées. Champ d'interprétation que le chercheur - intervieweur propose durant le second entretien à l'interviewé(e) pour qu'ils puissent débattre ensemble des conclusions tirées *a priori* et, si nécessaire, c'est-à-dire presque toujours, y apporter des modifications. Au-delà, le second entretien permet à l'interviewé(e) par une sorte de maïeutique d'exprimer lui-même le sens de cette construction signifiante (territoriale), par la constitution d'un champ d'interprétation ontologique de son habiter, c'est-à-dire de la compréhension du sens que ces significations ont pour cet(te)

interviewé(e), dans le contexte de son existence présente, mais aussi de façon plus générale, de sa vie.

Figure 1 : Résumé de la méthodologie des doubles entretiens.



Hoyaux, 2002.

La première phase cherche à obtenir une sorte de typologisation quasi structurale des manières d'être et de faire que l'habitant construit territorialement face au monde. Typologisation qui vise à montrer la possibilité de catégoriser trois rapports principaux face à ce monde (mise sous la main [inclusion], à portée de la main [délimitation], hors de portée de la main [exclusion]), convertibles en trois entités géographiques (Lieu – Territoire – Espace) reconnaissables dans le discours de chaque habitant et permettant de mieux spécifier le couple mise à distance – mise à proximité.

La deuxième phase espère atteindre une compréhension polyphonique du sens que prend pour les habitants le fait d'habiter la Terre. Polyphonique, car cette phase de compréhension ne peut être réduite à une analyse. En effet, le chercheur se doit d'accepter le sens proposé dans l'*authenticité* discursive (dans l'attestation), et de comprendre « en quel sens l'acte même du discours, par son caractère de référence à quelque chose sur quoi on parle [le paysage, le territoire, la ville, la montagne par exemple], présuppose une réalité extralinguistique ; [...] réfléchissant sur cette postulation ontologique du langage, on s'interrogera sur le renvoi de notre être à l'être, qui précède le langage et rend possible la référence de notre discours à *ce qui est* » (Ricœur, [1968] 1995, 902). En ce sens, l'objectif est de comprendre les logiques symboliques, les systèmes de valeurs internes qui permettent un tant soit peu à l'être-là de justifier les actes qu'il inscrit territorialement dans son monde.

Sans revenir de manière exhaustive sur les résultats obtenus par la mise en place de cette méthodologie (Hoyaux, 2000, 382-608), il est toutefois intéressant de s'arrêter sur les deux points qui engagent réellement l'apport de la phénoménologie dans l'analyse des relations [1.1] de l'être avec le monde et [1.2] de l'être avec lui-même.

### 1.1. Des coquilles de l'homme à la multidimensionnalité du monde de l'être-là

A partir de l'exploration des entretiens, il semble important d'insister sur l'idée que le monde de l'habitant ne peut *pas* être compris dans sa représentation monolithique d'environnement proche ou dans sa configuration en cercles concentriques de moins en moins connus à partir d'un point origine où se trouverait l'habitant. Il doit au contraire relever de la multidimensionnalité qui recouvre dans ce propos, le fait :

1° que chaque habitant possède un monde à *sa* dimension, c'est-à-dire qui lui est nécessaire pour pouvoir *être* ;

2° que chaque monde *a* sa dimension, c'est-à-dire qu'il peut résulter de multiples configurations différentes selon l'habitant.

Cette double acception ne se prolonge pas sur l'idée que la connaissance que l'habitant possède de son monde s'échelonne selon des poupées russes, des sphères emboîtées les unes dans les autres, de l'ici à l'ailleurs absolu ou — de façon plus complexe selon les « coquilles de l'homme » — des « limites du corps » au « vaste monde » en passant par celles du « geste immédiat », de la « pièce », de « l'appartement », du « quartier », de la « ville », et de la « région » (Moles et Rohmer, [1972] 1978, 102). Ainsi, des éléments du vaste monde peuvent être mis à proximité, avoir lieu pour l'habitant (un endroit important à l'autre bout de la Terre) et inversement des éléments du geste immédiat être mis à distance au sens de la préoccupation de l'être (une montre). Certes, dans la simple prise en compte du corps au sens physique, la « quantité d'efforts » à fournir par l'habitant pour aller dans cet endroit du vaste monde est « très grande », mais au sens phénoménologique, l'effort n'est plus en cause, mais bien plutôt la relation *corporéique*, en chair et en pensées avec ce lieu.



Ainsi, s'il y a bien centralité de l'être-au-monde et nécessité pour lui de mettre à proximité son monde, cette mise à proximité ne dépend pas uniquement de la distance objective entre lui et les éléments ainsi rapprochés à sa conscience. Car « Le voisinage, [...], ne produit pas entièrement la proximité, mais au contraire : la proximité fait advenir à soi le voisinage » (Heidegger, [1959] 1976, 194). Ainsi, des éléments éloignés dans le temps et l'espace peuvent être présents à la conscience de l'être-au-monde et inscrire son mouvement, sa réflexion et ses actions dans l'ici et maintenant. De même, certains éléments potentiellement présents peuvent être absents dans l'activité perceptive, cognitive et réflexive et signifier implicitement une volonté de les refouler. En réalité, il semble nécessaire de redéfinir, pour chaque être, un monde, qui est le sien, et qui caractérise ses propres rapports spatiaux, sociaux et temporels.

Des configurations schématiques, reposant sur des morceaux d'entretiens, permettent de rendre compte des deux versants de la construction territoriale des habitants — celui du monde configuré et celui des territorialisations qui configurent. Le premier étant le reflet statique de cette construction car il est référé au(x) contexte(s) d'énonciation et aux adjoints de lieu et de temps qui en spécifient les limites lors de cette énonciation (par exemple la référence à des toponymes, à des personnes, à des temps de la vie) ; le second étant quant à lui son reflet dynamique puisque même dans la statique relative et situationnelle de l'entretien, l'argumentation du discours amène à indexer tout énoncé, c'est-à-dire à concevoir l'interaction des énoncés entre eux. Interaction qui permet de voir le rapport inclusif ou exclusif qu'opère l'habitant avec ces lieux, choses, êtres, souvenirs dont il parle. A partir de quelques énoncés et de l'indexation que l'on peut en faire, il est donc possible de configurer le monde de l'être-là dans la multidimensionnalité des différents territoires qu'il rapproche ou exclut.

Pour montrer le besoin de dépasser la compréhension du monde de l'être-là selon les « coquilles de l'homme » de Moles et Rohmer, il est nécessaire d'appliquer les énoncés d'un habitant selon une grille d'analyse cognitive (Figure 2) puis de la présenter selon une analyse phénoménologique (Figure 3). A partir des quelques passages suivants de M. Letim<sup>3</sup>, habitant de la Villeneuve, un des quartiers en ZUP de la région grenobloise, on peut mieux comprendre le jeu susmentionné de la dialectique territoriale de mise à proximité versus mise à distance du monde et les délimitations fonctionnelles et symboliques, créatrices du monde de l'être-là, qui en découlent.

**Est-ce que quand on est dans un paysage de mer ou de plaine, on a une façon d'être qui est différente de quand on va dans des vallées très encaissées ou dans des villes fortifiées où y'a des murailles ? Est-ce que vous avez ressenti des impressions différentes ?**

Non, moi j'inverserais j'dirais que c'est plutôt parce que j'suis comme ça que j'ai besoin d'avoir un paysage pas fermé mais un paysage qui m'accompagne, qui **me donne des limites**, qui me sert de repère, de toucher, ouais **qui m'enveloppe**, c'est un peu comme ça que j'dirais, dans ce sens là. Je pense que si je vis **au bord de la mer**, j'aurais pas cet accompagnement et donc j'serais plutôt moins bien que si je suis dans un environnement qui m'enveloppe. **Y a un côté**

<sup>3</sup> Sans que cela soit fondamental pour une compréhension onto-phénoménologique des relations de l'être-là qui est au-monde, on peut cependant signaler, pour rester dans les cadres habituels d'interprétations sociologiques, qu'à l'époque des entretiens, c'est-à-dire en janvier et mars 98, M. Letim, architecte, vivant à Grenoble depuis 1977, après y avoir été étudiant de 1963 à 1967, avait 56 ans, vivait en couple avec sa seconde femme (beaucoup plus jeune que lui), et venait d'avoir avec elle, quelques mois plus tôt, son quatrième enfant.

protecteur par un environnement comme ça qui me convient donc j'pense que c'est lié à mon tempérament

**Oui mais l'enveloppe peut être encore plus restreinte ! Est-ce que ça vous plairait autant de une nouvelle fois j'prends...**

C'est pour ça que j'préfère habiter en bordure de montagne plutôt que dans la montagne. Il me semblait que c'était à côté, là, en vue de la montagne. Je repense toujours c'est drôle quand je vois Grenoble je pense toujours à Marrakech où je vais retourner d'ailleurs avec plaisir. Y a le plaisir d'avoir quelque chose de très très plat et puis cette chaîne enneigée est quelque chose de profondément satisfaisant à pouvoir contempler un tel panorama donc le plat qui vient border et si j'suis alors dans quelque chose de plus serré c'est vraiment trop, là c'est étouffant. Grenoble vous avez les cimes un peu au loin, vous avez comme de l'espace, c'est ouvert. Dans quelque chose de très fermé, non, là j'trouve, ça pourrait être oppressant, alors que quelque chose de pas du tout fermé, c'est pas oppressant mais c'est un peu, j'dirais inquiétant, c'est peut-être un petit peu fort mais j'ai pas la même satisfaction, ça s'sent pas hein, ça se vit, j'le vis implicitement hein c'est complètement j'essaie de mettre des mots sur des questions que je me suis jamais posées. J'ai vécu au bord de la mer, pourtant, j'ai vécu pendant deux ans à Dakar. Le côté mer m'a jamais convenu donc c'qui me plaisait, c'qui me faisait rêver, c'était rejoindre les montagnes de Guinée, rejoindre les montagnes du Mali, au pays Dogons, là je rêvais ou Mauritanie. Je rêvais de retrouver ces montagnes mais la mer m'a jamais fait rêver.

[...]

...habiter Meylan, ça me plairait pas, comme habiter aux résidences 2000 là. Y a un côté ghetto de population qui me gêne beaucoup. Et puis aussi un côté monotone au point de vue urbanisme, c'est-à-dire c'est du résidentiel pur et dur, y'a pas de variété de population. Est-ce que ça me gênerait sur un plan idéologique, sur un plan concret, j'en sais rien, mais c'est vrai que j'aime bien quand même, si j'aime bien voir des jeunes, des vieux, des blancs, des bruns, des noirs. J'aime bien cette..., je sais pas.

**Diversité ?**

Voilà, cette diversité ! Je me sens valorisé. Je me dis, je vis dans un milieu divers. J'ai pas l'impression d'être dans un camp de concentration ou de luxe. Et puis y'a aussi les commerces, les transports. Voilà ce qui fait que Meylan c'est loin. C'est les bagnoles, la rocade sud, c'est le boulevard Jean Pain, c'est des choses que j'aime pas du tout.

[...]

**Pour territoire, vous verriez deux dimensions alors : une dimension un peu institutionnelle et une dimension personnelle ?**

Voilà. Mais si je dois pas du tout intellectualiser, c'est vrai que territoire, c'est plus l'endroit où j'ai mes racines, si je vois en gros dans mon existence, peut-être. Je me suis, voyez, euh, parti, c'est dur de séparer intellect et être. Après réflexion, territoire effectivement, c'est d'abord en gros où je me sens bien, d'où je pars, d'où je suis.

**Vous dites, c'est un peu mes racines. Alors vos racines vous les voyez à Villeneuve ou vous les voyez aussi ailleurs ?**

Je les vois dans mon appartement mais après je les vois sur l'axe Grenoble et je les vois après, à un autre niveau plus éloigné sur ma région d'origine qu'est la Lorraine, qu'est Metz, ce qui veut dire que je serais capable d'avoir des



émotions quand on va parler de Lorraine et j'aurais des émotions si je suis en France et qu'on parle de Grenoble. Y'a un territoire de naissance qui par magie est devenu, s'est transporté à l'endroit où j'habite.

**Alors je vois que vous lisez le monde. Est-ce que quand vous voyez les informations sur Metz ou la Lorraine, ça...**

Ah oui. Ça focalise, évidemment ! Ou sur Grenoble !

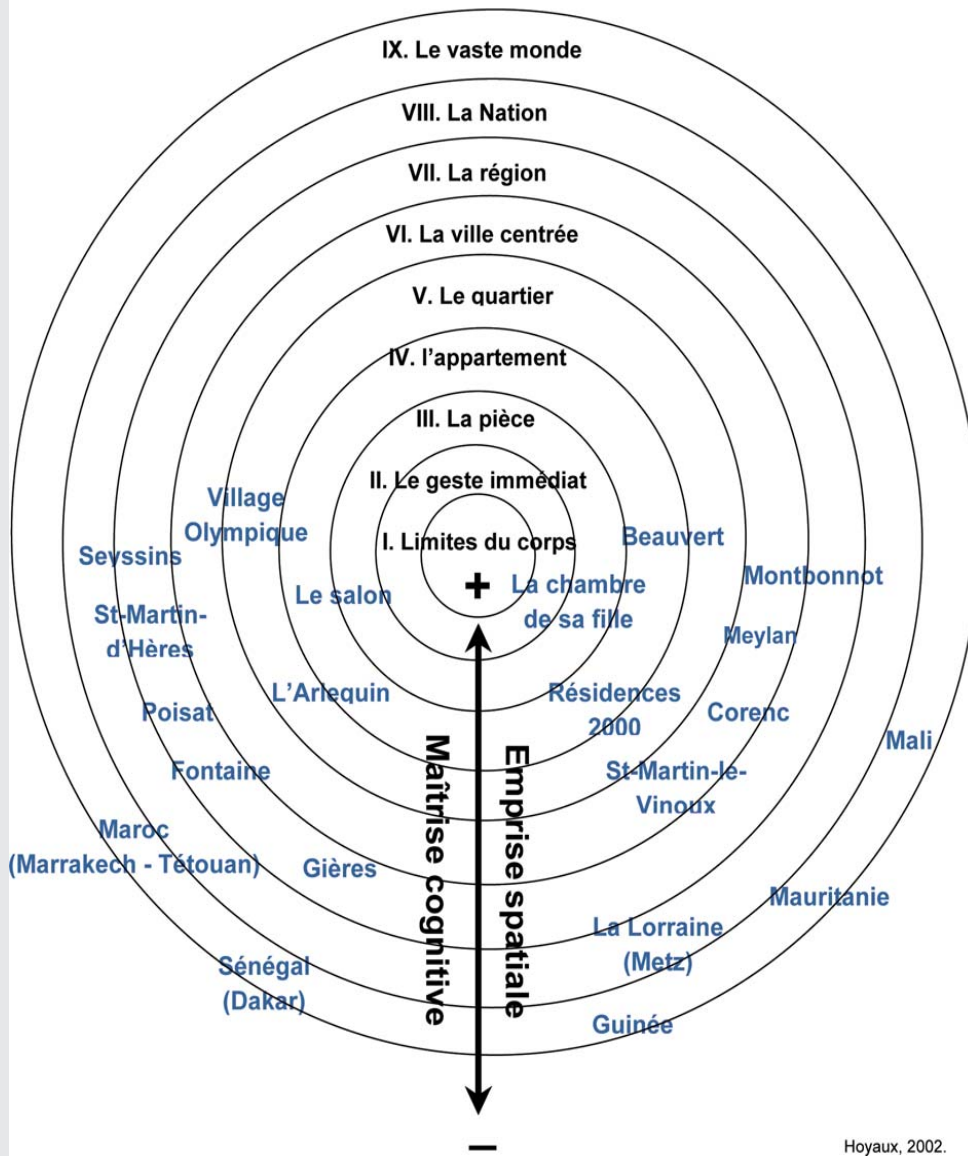
**Les deux espaces euh le territoire...**

Plus privilégiés ou je dirais par extension, [des espaces sur lesquels j'ai vécu des choses fortes](#), donc c'est attaché un peu à mon expérience de vie.

Loin de s'échelonner selon la gamme cognitive de l'ici à l'ailleurs, le monde de M. Letim, diffus dans sa spatialité (de « la chambre » à « l'Afrique ») se recroqueville dans sa mondanité selon divers lieux et territoires perpétuellement rapprochés par l'évocation intérieure (le penser) et extérieure (le dire). Evocation qui *a contrario*, de par sa violence symbolique implicite (qui semble donc ne pas vouloir se dire) ou explicite, exclut d'autres lieux et territoires qui peuvent pourtant être proches (la « Résidence 2000 » se situe en effet à 100 mètres de son appartement). Mais que ces lieux soient liés à la praxis quotidienne ou à des souvenirs de voyage, ils sont toujours déjà investis de significations, qui sont elles-mêmes toujours déjà indexées au monde en train de se configurer au revers de sa construction territoriale.

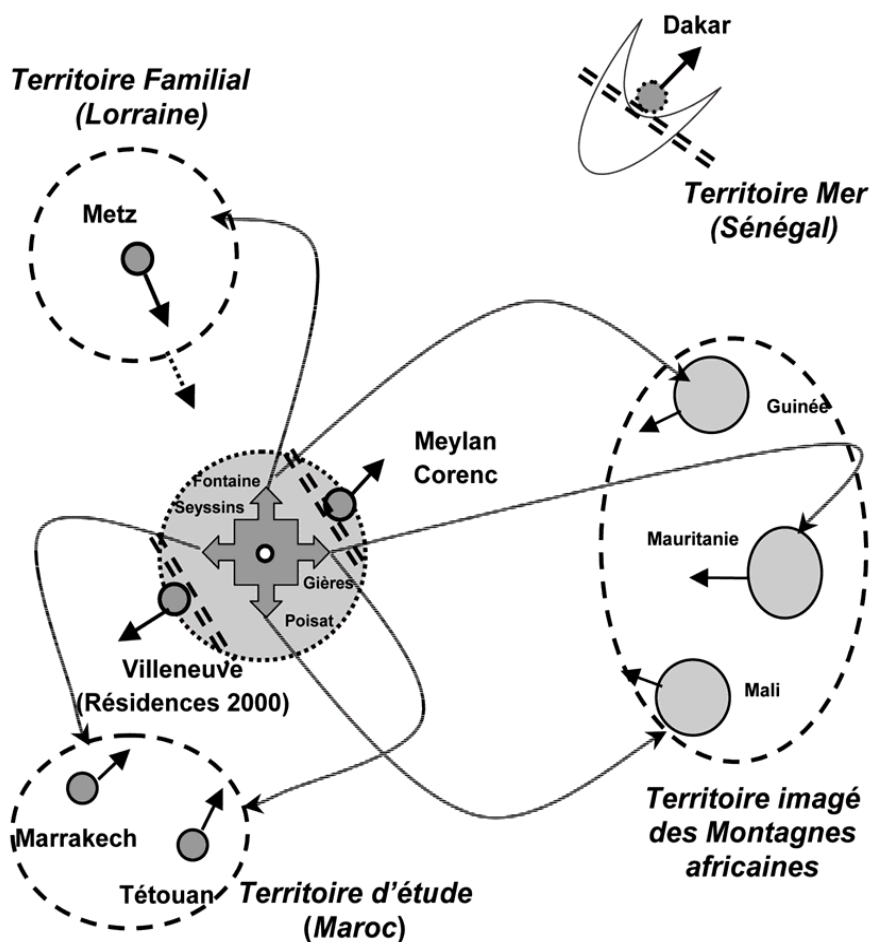
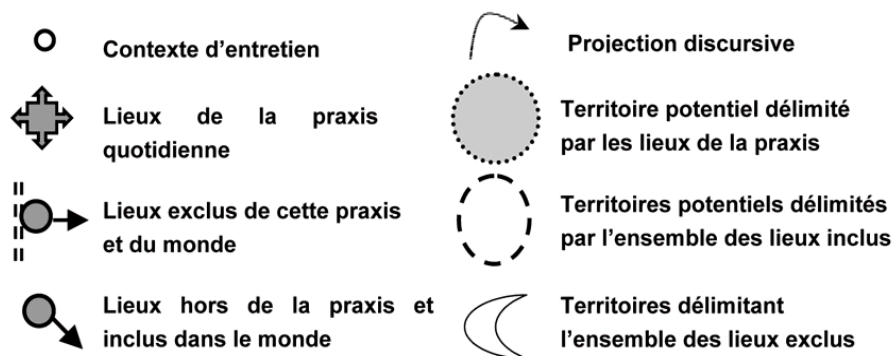
Les deux figures qui suivent permettent de mettre en exergue l'aspect statique des configurations proposées par les coquilles de Moles et Rohmer et le besoin d'en dynamiser la lecture par l'intégration des territorialisations habitantes. Ainsi, en évoquant ces lieux, ces êtres, ces souvenirs, l'être dessine son monde et l'interprétation qui les assigne à leur interpellation inclusive et exclusive. Mais cette interpellation ne fait pas toujours, pour autant, sens d'elle-même. Car si les significations catégorisent la réalité du monde de l'habitant, elles ne rendent pas forcément compte des raisons fondamentales de cette catégorisation. Si le discours évoque une praxis quotidienne, il n'atteste pas forcément des nécessités de perpétuer cette praxis, d'en donner du sens pour perpétuer une sécurité intérieure.

Figure 2 : Le monde de M. Letim selon les coquilles de Moles et Rohmer



Hoyaux, 2002.

Figure 3 : Proposition de configuration phénoménologique du monde de M. Letim



Source : Hoyaux, 2000.

## 1.2. De la constitution ontologique comme mise en sens du là de l'être qui est au monde

Il s'agit maintenant d'aborder les implications des systèmes de valeurs que l'habitant se constitue à toutes fins utiles pour expliciter sa construction territoriale, ses pratiques, ses discours, ses relations. Dans ce but, on peut repérer des énoncés qui sont enfermés dans leur propre cercle herméneutique, c'est-à-dire que ces énoncés expliquent et justifient les constructions territoriales de l'habitant, mais ils ne peuvent s'expliquer en eux-mêmes ; ce sont en quelque sorte des croyances. Ces croyances peuvent parfois être coordonnées entre elles par ce que l'on appelle, selon les chercheurs, un système de valeurs, une conception du monde ou une idéologie. Ces croyances justificatrices sont de divers ordres, des plus fonctionnels au plus symboliques, c'est-à-dire des plus objectivantes aux plus subjectivantes, de la présence d'une autoroute à proximité justifiant d'un achat d'appartement à la croyance en Dieu justifiant de tel type de relations aux autres (communauté ethno-religieuse), de tel type de pratiques touristiques (pèlerinages) ou de tel type d'orientation et de construction architecturale d'une maison (Pezeu-Massabuau, 1993, 45-57). Ces croyances ne recourent donc pas forcément aux mêmes préoccupations élémentaires – ce qui fait déjà sens en soi – ni à une reproduction sociale et/ou culturelle qu'une éducation aurait forcément forgé.

S'il est clair que les différentes réflexions d'un habitant peuvent omettre de révéler (intentionnellement ou non) parfois la portée et l'influence qu'opère ce système de valeurs sur lui, sur ses pratiques corporelles, discursives, il est tout aussi évident que ce système lui est d'une certaine manière caché au sens où l'habitant ne comprend pas toujours le comportement qu'il tient dans le monde. Là-dessus, le chercheur tente de trouver une base d'appréhension en structurant les données autour d'éléments, de schèmes, d'images qui permettent de voir des correspondances efficaces idéologies - pratiques spatiales, alors que **ce système de valeurs apparaît avant tout comme infra-logique pour l'habitant**, dans la mesure où il ne conçoit pas ce système comme constitué par lui mais bien plutôt **comme un donné initial** qui n'a pas besoin d'être explicité. Pour autant, qu'il le veuille ou non, l'habitant explicite toujours ses actions dans le monde à partir d'un ou plusieurs systèmes de valeurs. C'est en ce sens que l'on peut parler de constitution ontologique, puisque l'habitant constitue ce qu'il est par la rencontre de ce donné et la finalité que ce donné apporte pour comprendre le sens de sa construction territoriale.

A partir de quelques morceaux d'entretiens de M.Letim, on peut ainsi montrer à quel point les explications que donnent et se donnent les habitants sur les relations qu'ils entretiennent avec le monde sont très diversifiées et possèdent une unité forte et logique. Celle-ci concourt à penser que l'habitant constitue un schéma explicatif global du monde, une conception du monde. L'ensemble des analyses que l'on peut alors effectuer n'a pas pour vocation d'expliquer mais bien plutôt de comprendre en repérant les chaînons marquants qu'inscrivent les habitants pour interpréter les actes qu'ils posent dans le monde ou la compréhension qu'ils ont de celui-ci. Le deuxième entretien a d'ailleurs en lui-même valeur de démonstration puisque les questions sont le plus souvent des interprétations du premier entretien que l'habitant tend à expliciter sur les mêmes bases de compréhension, voire sur des bases différentes mais qui permettent toutes deux d'appréhender l'unité des fins et des moyens entre construction territoriale et constitution ontologique.

**Vous avez l'impression qu'il y a quand même des différences de comportements entre les gens qui vivent en ville et en montagne ?**

Je me sens plus libre en ville, de par l'anonymat de la ville, qu'à la campagne où je crois que j'aurais un peu peur d'être prisonnier d'un qu'en dira-t-on ou d'un certain mode de vie qui serait un peu imposé par l'environnement humain, donc je me sens plus libre à la ville.

**Pourtant dans les idées de création de Villeneuve ou du Village Olympique, c'est quand même une volonté de créer une sorte de village**

Tout à fait ! Je crois que je vous le disais, c'est un bon compromis entre le village avec son côté convivial, de rencontres et en même temps le côté anonymat. C'est une chose que j'apprécie, cette conciliation entre deux termes qui seront apparemment opposés. **On est anonyme et en même temps, on connaît facilement les gens que l'on souhaite rencontrer, qui sont pas forcément les voisins les plus proches.** Alors qu'à la campagne, il me semble que, **ne serait-ce que pour des questions de dépendance, on est plus dépendant de ses voisins immédiats, d'où tenu à plus de civilités quoi.** Alors qu'ici finalement, on peut s'affranchir de ça, ce qui veut pas dire qu'on n'est pas bien avec son voisin, mais si on s'entend pas avec son voisin, on s'entend avec le voisin d'après, on peut très bien court-circuiter le voisin d'à côté et être très bien sans être en guerre d'ailleurs.

**Alors est-ce qu'au niveau social vous avez l'impression plutôt d'être le jouet de la société ou au contraire d'être conscient de vos actes et que chaque chose que vous faites est quelque chose que vous avez voulu fortement ?**

A une époque, je pensais être maître de ma vie, enfin relativement maître de ma vie et de vivre ma vie consciemment et volontairement par des actes volontaires. Maintenant, j'en suis moins sûr. **Je me sens plus en situation d'essayer de résister à des forces impressionnantes qui cherchent à faire de moi un consommateur moyen, quantifié, quantifiable.** Et donc je suis en situation de résister désespérément à cette situation, de continuer à être un individu et de pas être un élément de masse.

**Est-ce que parfois vous vous dites que vous pouviez pas être ailleurs qu'ici, que quelque part c'est vous qui avez choisi...**

Je crois que les actes que j'ai fait, qui ont conditionné la vie où j'en suis, **ce sont des actes que j'ai fait volontairement, avec un peu d'enthousiasme même, donc un peu volontariste avec peut-être un excès de conscience ou peut-être à l'inverse, un peu subjugué par une idéologie.** Et y'a eu des hasards qui en plus ont renforcé ces actes. Oui voilà, j'ai plutôt l'impression qu'il y a eu des actes qui ont fait que si je suis là, ça résulte de choix que j'ai fait de manière plus volontariste et plus jubilatoire, plus enthousiaste à une époque de ma vie, et là-dedans je suis la lancée de ces choses-là actuellement.

**Quand vous dites : y'a des hasards qui ont conforté mes choix...**

C'est un hasard que j'habite ici. Habitant Paris, j'ai voulu habiter ce quartier et je ne savais pas qu'il y aurait l'école d'architecture juste à côté. Qu'est-ce que je pourrais dire encore comme hasard ? **Bien habitant ce quartier, j'ai été amené à rencontrer des situations qui ont fait que j'étais amené à prendre tel acte ou à faire ou à prendre telle décision pour telles vacances.** Quels sont les actes essentiels dans la vie : le boulot, les enfants, les gens qu'on rencontre. Je dirais que depuis 20 ans, les gens... tout ce que je vis, ce sont des choses que j'ai rencontrées, que j'ai pas prévues en venant ici, mais que j'ai rencontrées ici, à partir d'ici ou de Grenoble. Parce que c'est vrai que quand je voulais revenir... Quand je suis parti

de Grenoble, Villeneuve n'existait pas. En 67, je voulais revenir à Grenoble, peu importe le quartier, donc pour moi Grenoble, y'avait une image de quelque chose de possible qui était d'ailleurs lié beaucoup à la montagne, quelque chose qui était travail-montagne, la vie de travail. La vie professionnelle et la montagne. Même que c'était un fantasme de célibataire.

[...]

**Dans l'entretien, y'a eu une contradiction entre la démarche volontariste dont vous avez parlé au début et l'envie de partir. Je vous cite : si je devais partir, ça me chicanerais un peu mais j'ai envie de partir.**

Oui, c'est vrai. Je vis plus. Je sais pas vous dire souvent. En ce moment, je l'ai un peu moins. Y'a des périodes, j'ai souvent cette envie de partir, freinée par le fait que je sais pas très bien où aller, freinée aussi par le fait de l'énergie qu'il faut faire pour déménager. Mais c'est vrai que c'est lié au fait que je me dis que j'aurais peut-être envie de voir autre chose, peut-être pour mieux apprécier Villeneuve en vivant ailleurs mais peut-être aussi plus simplement par le fait que j'en ai marre de certaines nuisances : les jeunes, je vous expliquais, les jeunes. Le fait que j'ai toujours l'impression d'être obligé de faire des compromis et de jamais sentir de compromis en face, donc de plus en plus me sentir mangé et donc ben le jour où ça arrivera à m'atteindre directement dans l'appartement comme quelque fois les bruits, ça m'arrive de dormir en haut là quand j'ai mes quatre enfants donc moi je dormais en haut et les bruits de couloir, ça se produisait pas souvent heureusement, mais si c'était systématique... Et justement, dans les escaliers, qu'il y ait des jeunes qui fassent les cons, la java les nuits, ben c'est sûr que ça va me mettre en mauvais état. Y'a deux jours, là, j'ai failli m'accrocher avec un Maghrébin en mobylette en Vespa qui est venu carrément sous la galerie très calmement me couper la route et s'arrêter carrément pratiquement devant moi. Moi je lui ai demandé de me laisser passer et puis ça a pris tout de suite des proportions. De me prendre sur le même terrain que lui, un peu sur le rapport de force. Et je me disais si jamais un jour, ben ça se passait mal, que je me fasse casser la gueule ou j'en sais rien et que je me sente pas soutenu par des voisins maghrébins, ben j'aurais peut-être envie de partir, j'aurai sans doute envie de partir. Donc y'a ces nuisances alors qui sont peut-être liées au vieillissement, moins de tolérabilité [sic], un peu plus de rigidité. Donc ça me paraît pas contradictoire, non, c'est vrai que j'ai pas envie de partir et puis y'a des moments où j'ai vraiment envie de partir.

[...]

**Est-ce que quelque part vous sentez parfois que vous inventez des logiques externes ?**

Tout à fait.

**Et des visions négatives ou pas correspondant avec votre idéologie justement de ce que doit être une maison, de ce que doit être un quartier, de ce que doit être un espace et que en fait *a posteriori* vous inventez une logique pour ne pas partir.**

Tout à fait.

**L'élément qui vous est propre, c'est de ne pas partir. Et puis vous en inventez en fait une collecte d'informations que vous transformez de telle manière que vous puissiez dire non, je vois bien que je ne dois pas partir.**



Tout à fait. **Je cherche des raisons qui vont conforter mon choix**, qui vont aller dans le sens de maintenir ce choix et peut-être un jour de le renverser complètement.

[...]

C'est vrai qu'en même temps je me dis, **les raisons profondes pour lesquelles je suis là, ou je pars pas ou je pars, ou je veux partir ou je veux pas partir**, je les connais pas vraiment hein ! Y'a tout un discours qui cherche à justifier a posteriori par des arguments plus ou moins, je sais pas comment, quels mots leur mettre, vrais. Je sais pas quels termes mais je sais pas si c'est un argument mais en vous écoutant, y'a un argument moi qui me... enfin une chose qui me touche beaucoup, c'est **une chose qui me détermine beaucoup, c'est mon rapport à la bagnole, à la voiture**, et j'avoue, j'aime pas rouler en voiture, en ville en particulier. J'aime pas les embouteillages, ça me fait très peur. J'exagère sans doute parce que quelque fois je me suis surpris dans une bagnole avec l'autoradio, pouvoir être très détendu, dans une situation très plaisante, mais de manière générale, **c'est vrai que j'aime pas être en bagnole et surtout en bagnole en ville**. Et je trouve ici, là, à l'Arlequin, au 150. Je dirais, j'hésiterais avec le 170, mais même, je préfère presque le 150 au 170, hein ! Si je devais dire, je trouve que j'ai un compromis intéressant dans mon rapport à la ville, pour ma vie professionnelle, pour ma vie familiale compte tenu du rapport que j'ai à la bagnole.

**Donc pour vous, c'est la peur de la voiture ou...**

Oui qui joue un rôle très important, très très important. A tel point que quelque fois je suis étonné. J'interroge des collègues qui habitent à 15-20 kilomètres qui viennent tous les jours ou deux fois par jour. Là je serais à 15-20 bornes, j'irais peut-être pas tous les jours, peut-être que je serais obligé de rester plus sur... alors par contre j'aurais plus d'espace, ça c'est sûr, une chose dont je souffre ici, c'est, j'ai pas assez d'espace. Le fait qu'on soit, en fait, on est quatre, mais y'a deux, les grands enfants qui sont pas là mais qui occupent encore partiellement l'espace. En fait donc c'est comme si on était six mentalement ici. Et quand j'interroge ces collègues qui eux ont de l'espace, ils me disent ben non, c'est vrai qu'ils peuvent venir décalés par rapport aux horaires de pointe. Ils souffrent pas mais c'est vrai que moi j'ai pris l'habitude depuis 20 ans que je suis ici, même plus, hein, 76, oui, 20 ans, 22 ans, **j'ai pris l'habitude d'un mode de fonctionnement et d'un rapport à la bagnole où je roule peu en bagnole, bon, c'est une chose que j'apprécie. Non, peut-être que j'en paye un prix sans doute par ailleurs.**

En frisant la caricature qui ne sied pas à ce type d'analyse mais qui est inhérente à l'obligation de concision d'un article, on peut cependant remarquer que la confrontation de ces divers morceaux d'entretien permet de décrypter les schémas d'interprétation que l'habitant met en place pour justifier de ses *positions* concernant le Monde et celles et ceux qui l'habitent, mais aussi de sa *situation* en tant qu'il est là parmi ce Monde au sein duquel il configure son propre monde. Par cette confrontation, on comprend progressivement comment l'habitant constitue le sens de ses positions et de sa situation à partir des logiques intimes qu'il met en place pour se sentir en sécurité là où il est (**sécurité corporéique**) et justifie pleinement le fait d'y être (**sécurité ontologique**).

L'interpénétration des interprétations que donne cet habitant sur le fait de rester dans son appartement est tout à fait évocatrice de l'inhérence du sens que l'on se donne et de

l'inertie des faits et des constructions territoriales qui en découlent. Entre l'acte volontaire des années 1970 de vouloir vivre dans un quartier où la mixité sociale et culturelle était présentée comme le summum d'une prise de conscience de gauche et le désagrément occasionné aujourd'hui par des enfants de familles maghrébines qui courent dans les coursives et qui du fait de la configuration architecturale des immeubles font du bruit au-dessus de chambres mal insonorisées et mal isolées, les projections discursives évoluent, la façon de voir le monde, les autres se transforme et le sens que l'habitant doit se donner pour continuer de justifier le fait d'être là se métamorphose. Les prétentions de cet habitant concernant son système de valeurs semblent diminuer au profit d'éléments plus triviaux ou plus fonctionnels (la peur d'utiliser la voiture). Mais ces éléments lui permettent cependant de conforter ses sécurités corporéique et ontologique en perpétuant l'idée qu'il est mieux là qu'ailleurs, et cela indépendamment de tous les désagréments qu'il peut avoir par ailleurs.

De manière générale, en reprenant l'ensemble des analyses proposées lors des recherches doctorales (Hoyaux, 2000), on a pu remarquer que l'argumentation habitante relie de manière forte les deux niveaux de lecture du monde que sont la construction territoriale et la constitution ontologique. En effet, autant le système de valeurs semble être un sous-bassement déterminant la construction territoriale, autant l'explicitation de la construction territoriale fonde de par sa justification le système de valeurs. Ainsi, on peut se demander si ce n'est pas *a posteriori* que l'habitant rattache sa construction territoriale à des éléments plus insondables qui donneraient une sorte de portée philosophique ou scientifique plus élevée à son argumentation ou à la réalité des actes qu'il a déjà effectués. Certes, rattacher l'idée de valeurs à celle de justifications minimise la portée du sens entrevue dans l'Être-là. Cela ne fait peut-être que renforcer encore la portée du *là* de celui-ci, sa portée essentiellement constructive. Mais comment l'être-là pourrait-il vivre sans donner sens à ce qu'il est, que ce sens soit compris comme une justification ou non ?

Tout cela confirme les limites de cette analyse qui a rarement entrevu le « en vue de quoi » de la construction territoriale et le en quoi le fait d'être là est une nécessité ontologique pour l'habitant. On peut juste atteindre parfois le pourquoi et le comment de leur relation au monde, le pourquoi ils font ce qu'ils font et le comment ils le font. Il faut donc entrevoir le sens comme la projection des pensées de l'être sur son monde, voire sur le là de ce monde. En quelque sorte, les pensées de l'être-là créent le là de son être, son territoire et les constructions qui s'y opèrent. En cela, on peut conclure que : « La conscience crée une vue du monde, et la conscience de soi consiste à se voir et à s'évaluer soi-même en tant que partie de ce monde. Les deux (la simple conscience et la conscience de soi) sont influencées par notre environnement. Un enfant ne naît pas avec la conscience d'un monde stable et extérieur. Ceci est plutôt atteint lentement et de façon hésitante à travers les manipulations continues par l'enfant de ses entours. La conscience de l'enfant s'étend (prend une expansion) ainsi à partir d'un sens de soi et du monde relativement indifférencié jusqu'à une compréhension qu'il existe un monde stable et indépendant dans lequel l'enfant se trouve situé. Cette conscience du monde est accompagnée par une conscience de soi d'être dans le monde. Cela signifie que nous ne voyons pas seulement le monde à partir d'un endroit quelconque mais que nous sommes aussi capables de nous voir nous-mêmes de l'extérieur de nous-mêmes, quelque part ailleurs » (Sack, 1997, 17-18).

Toutefois, il ne faut pas croire que l'habitant a toujours la nécessité impérieuse de prendre du recul sur lui-même pour pouvoir mieux s'appréhender en conscience. Car cela voudrait dire que les actes et la conscience de soi ne sont pas reliés l'un à l'autre ou sont reliés de manière artificielle. Il semble au contraire que ce sens est constitutif de l'être-là qui est au



monde car c'est le moyen que cet être-là possède pour voir le monde tel qu'il le voit. Sinon, dans un contexte donné, les constructions territoriales seraient mécaniquement identiques.

## 2. Pour une éthique des sciences de l'habitation

Penser l'habiter de l'être-là qui est au-monde, ce n'est pas seulement rester rivé à l'expérience vécue de l'habitant dans l'immédiateté et l'irréversible production de sa praxis, c'est aussi et surtout tenter de repenser le procès de connaissance que chaque être fait du monde – que ce procès de connaissance soit désigné, selon les catégories habituelles, comme relevant du commun ou de l'expert. Ce procès de co-connaissance est une mise en sens de l'être-là lui-même sur ce qu'il est, sur ce qu'est le monde et sur ce qu'il est en ce monde. Mais encore faut-il que l'habitant anime quotidiennement la volonté de ce procès, et qu'il s'ouvre à sa, à une « conscience morale » (selon Ricœur), à sa, à une éthique personnelle. C'est en effet dans cette entrouverture qui l'habite et qu'il habite que ce procès de connaissance devient éthique.

Car « avant de devenir “caractère”, “essence”, “manière d'être” et, sur le tard “objet de l'éthique”, *ethos* a signifié “séjour habituel”, “habitation”. La manière d'être habituelle de quelqu'un, sa structure habituelle, apparaît ici comme réflexe de ce “séjour habituel”, du mode d'habitation. Le mode d'être devient une empreinte de l'habitation, de la même façon qu'à son tour, toute habitation porte en elle la présence résiduelle de l'être qu'elle abrite. [...] “Dis-moi comment tu habites, je te dirai qui tu es” : en pensant à *ethos*, on pourrait suggérer cette maxime à l'homme grec. Une éthique originaire ne serait pas, par conséquent, une science du caractère et des mœurs mais une science de l'habitation » (Liiceanu, 1983, 106-107). Science de l'habitation qui ne réfère pas ici aux disciplines traditionnelles des sciences de l'aménagement de l'espace (architecture, urbanisme, géographie), mais à l'élucidation qu'effectue chaque être-là (et parmi eux, les architectes, urbanistes, géographes) sur lui-même, sur le sens qu'il donne à sa nécessité ontologique d'être là sur terre et à partir de ce là d'avoir des réflexes territoriaux (éthologique), des manières d'être au-monde. L'éthique devient de ce fait le moyen de ne pas se soumettre à ses réflexes, à cette inconscience, mais d'assumer les choix (implicites ou explicites) et les discriminations que conforment les constructions territoriales, sémantiques, interprétatives. Constructions qui génèrent (et non pas l'inverse) les façons d'aménager l'espace, d'architecturer des signes, de sémantiser la ville. Signes qui sont autant d'éléments qui participent implicitement ou plus souvent explicitement d'une violence symbolique entre les hommes. Violences que *conforme* l'habitant (et entre autre l'architecte, l'urbaniste) à partir de sa relation positive ou négative avec des bâtiments et cela à la mesure du sens qu'il veut se donner et donner au monde.

L'éthique s'applique donc aussi et surtout au chercheur lui-même. Ce dernier devant revenir de façon permanente sur le mode de production de sa recherche. Mais revenir sur ce mode de production, c'est toujours-déjà vouloir le déconstruire, dans la mesure où cette déconstruction n'est pas une destruction au sens d'an-nihiler son contenu et notamment les propos de ceux qui ont participé à l'élaboration de ce contenu. C'est au contraire construire la pensée du monde, à partir de la mise en perspective du propre cercle herméneutique dans lequel le chercheur se trouve et qui détermine peu ou prou le système idéologique qui en fonde son propos, et les résultats qui en paraissent efficaces. De ce fait, toute position conceptuelle est elle-même productrice de procédures d'interprétation spécifiques (le fameux cercle herméneutique) qui comme d'autres doivent être mises sous les feux croisés de la critique, de leur propre critique.

Cette façon de faire de la connaissance devient constructionniste et non pas seulement constructiviste, car en dernière analyse elle rapporte toujours la *construction* du monde au sens que celui qui l'interprète lui donne et non pas au système de valeurs qu'il utilise pour donner sens. Cette distinction paraît superflue et pourtant elle discerne le « donner sens » du « donner *du* sens ». Le donner *du* sens ne s'abandonne pas aux catégories, ne les légitime pas *a priori* comme étant ultimes et pour tous, ne s'y attache pas avant même d'y penser, de les réfléchir pour soi, c'est-à-dire de s'interroger justement sur le *pour quoi* de leur efficacité.

Car le constructionniste ne s'arrête jamais à l'échafaudage qu'il réalise, mais bien plutôt à la nécessité qu'il a eue d'échafauder ce qu'il échafaude. Dès lors, les constructionnistes n'ont même pas pour vocation d'analyser la production scientifique et son argumentation car c'est avant tout à eux-mêmes qu'ils doivent rendre des comptes et non pas à ceux qui pourraient les juger sur les bases d'un monde qui n'a pas de sens pour eux. Cette position n'est pas individualiste, car elle rend compte au contraire de la préoccupation du chercheur de toujours se remettre en question tant au niveau théorique que méthodologique, et aussi de sa préoccupation à ne pas flouer ceux qui pourraient croire, du fait de la simplicité et de la limpidité de ces propos, à la scientificité et à la réalité de ce qu'il avance. Cette méthode est, on ne peut plus pragmatique, hyperréaliste, car elle met chaque chercheur devant le fait accompli de son *là* dans le monde, c'est-à-dire qu'elle le met devant sa propre mise en chemin qui est toujours une quête de l'adéquation entre ce qu'il est et ce qu'il pense être. Adéquation que nul autre que soi peut éclairer sous peine de toujours demeurer dans l'impensé de ce qu'il est, dans un rapport ré-actionnel face au Monde en général.

La dé-construction n'a ainsi pas pour vocation de remplacer des idées ou des façons de faire par d'autres idées ou d'autres façons de faire, pour la seule et bonne raison que celles-ci seraient meilleures, plus performantes, plus morales ou plus à même de répondre à la société d'aujourd'hui. La déconstruction n'est pas une destruction périphérique qui s'extasie sur la nouveauté sans réfléchir aux conséquences de ces choix nouveaux. Elle est bien plutôt une mise en lumière de ce qu'est celui qui expose ses idées et ses façons de faire. Elle est une mise en sens de l'être-là dans sa particularité existentielle et ontologique, c'est-à-dire dans son contexte dont la configuration du monde est l'expression. Contexte qui n'est donc plus l'ensemble des paramètres mesurables scientifiquement dans l'environnement de l'habitant, mais bien plutôt l'ensemble des paramètres chosifiés, ceux que l'habitant prend réellement en compte.

De ce fait, il faut comprendre que la déconstruction d'une part s'émancipe de l'idée de vérité absolue, car la vérité est mondaine, c'est-à-dire relationnelle donc relative ; et d'autre part elle remplace tous les contextes externalisés par les habitants et utilisés par ceux-ci pour expliquer le pourquoi des choses, des événements, par des contextes internalisés qui précisent en quoi les effets ne réfèrent qu'aux causes que les habitants se donnent comme efficientes (et non aux causes objectives). Mais même à vouloir déconstruire les abus déterministes des contextes sociaux et spatiaux au regard de l'expérience des autres, le déconstructionniste ne peut totalement s'extraire de son propre contexte, de son propre cercle herméneutique, de ce système de valeurs qui conditionne ses propres préoccupations. Si les habitants sont libres et responsables de leur choix d'être là dans le Monde, il n'en demeure pas moins que le chercheur qui s'intéresse à cette liberté et à cette responsabilité ne fait qu'exprimer sa propre préoccupation envers ces deux problèmes et que ceux-ci sont générés en amont par sa propre idéologie personnelle. En ce sens, la déconstruction est une énième construction.

Ainsi, la géographie qui traite de près ou de loin de l'aménagement du territoire et qui a notamment pour vocation de réfléchir aux périmètres pertinents de l'aménagement, aux

limites dites naturelles, qui font cette prétendue cohérence des territoires toujours déjà plus ou moins constitués, ne peut demeurer figée dans ses appréciations sur la naturalité des choses et des êtres qui en découleraient<sup>4</sup>. L'être vit certes entouré d'objets et d'individus qu'il perçoit et conçoit dans le jeu sans fin de la représentation, mais cette représentation demeure sa représentation ou plutôt la présentation qu'il se fait de ce qui est et de ce qu'il est. Cette présentation est donc une construction, autant territoriale que sémantique. Territoriale, car il pose des limites. Sémantique, car à l'intérieur de celles-ci, il interprète le monde d'une certaine façon, il le catégorise. Dès lors, si le rapport à l'environnement semble toujours déjà clos pour l'homme, la relation au monde, elle, est *a priori* ouverte pour l'être qui construit son là autant qu'il y existe.

Le développement de cette contribution permet de conclure sur l'idée que l'existence de l'être-là qui est au monde relève de trois domaines fondamentaux dont le géographe ne peut omettre d'analyser les réalités et les interactions qui les relient s'il veut perpétuer une pensée scientifique sur la construction humaine des territoires :

- l'existence de l'être-là est **ontologique** puisque l'Être peut être considéré comme l'intelligence intime de l'être-là qui *s'existentialise* à travers l'être-au-monde particulier qu'est l'entité humaine. Les représentations ne sont que le résultat des déviations que l'être-au-monde fait subir à la disposition originelle qui l'anime ;
- l'existence de l'être-là est **logique** puisque l'on voit mal comment une existence ponctuelle (celle de l'être-là) pourrait précéder un désir d'être, à moins que d'accepter l'idée d'un surgissement occasionnel, fortuit et aléatoire d'un étant terrestre qui, en tout état de cause, n'aurait à répondre de rien dans la mesure où seul un « caprice » de la nature lui aurait donné naissance ;
- l'existence de l'être-là est **éthique** puisqu'on ne peut tenir pour moralement responsable quelqu'un qui n'aurait pas été mis au courant à l'avance des ennuis et des risques qu'il encourt à ne pas respecter telle ou telle consigne ou à trop s'écarter d'un itinéraire conseillé.

C'est essentiellement en tant que médiateur de ce troisième point que le géographe possède une position éminente dans l'évolution du Monde. Celle de mettre au courant les habitants sur les choix d'existence et donc de société qui relèvent d'une vie en commun. Mais il doit les responsabiliser dans ces choix, pourtant parfois contraignants, car c'est l'acceptation de ces contraintes à soi qui permet à l'être-au-monde de se responsabiliser pleinement de ce qui est et donc de ce qu'il est. En effet, plus un événement est perçu en amont comme une contrainte (naturelle et sociale), plus les habitants qui en sont touchés en aval se déresponsabilisent de l'événement et des raisons de son avènement.

Et même si on peut tous concevoir un jour ou l'autre la totale absence de responsabilité humaine face à certains fléaux de la nature, cela ne change rien à la réalité du monde que les habitants construisent, puisqu'ils le construisent sous leur propre responsabilité et non sous la responsabilité conjointe de la nature. Celle-ci n'étant somme toute qu'un élément du monde que l'homme se fait quand il habite. Ainsi, la nature *est*, –comme tous les

<sup>4</sup> Certes, le travail des géographes, concernés par l'aménagement du territoire, est ici présenté de façon caricaturale. Pour autant, cette caricature ne fait que broser les traits les plus accomplis de deux réalités de la recherche d'aujourd'hui dans le domaine de l'aménagement. D'une part, il est clair que l'effet des thématiques proposées aujourd'hui par les programmes de recherche, dont les donneurs d'ordres sont plus ou moins clairement définis et impliqués, module le champ des travaux entrepris et surtout (et encore) la teneur des propos qui y sont tenus. D'autre part, la volonté plus ou moins implicite (et louable) du chercheur de changer les choses qui sembleraient ne pas aller, tend à le faire stigmatiser trop souvent des éléments de conditions ou de structures qui seraient explicatifs de ces dits dysfonctionnements. Éléments de conditions et de structures qui tendent alors pour ces chercheurs à définir des naturalités dans les causalités et à s'abstraire justement du sens que l'être-là constitue à propos de ces supposées conditions et structures.

principaux référents anthropologiques qui nous font exister, car elle nous habite autant que nous l'habitons. Penser le monde de façon systémique, ce n'est donc pas seulement se dire que l'on est contraint par l'ensemble de ses variables car l'on en reviendrait en sciences sociales aux travaux du possibilisme vidalien. C'est aussi accepter la métaphore de « l'effet papillon » non seulement dans le sens où chaque geste, chaque parole, chaque déplacement, chaque acte, chaque pensée perturbe l'ensemble du monde, mais aussi dans le sens où cette perturbation fait sens et a un sens pour celui qui l'exécute.

Ainsi le Monde doit être entrevu comme un « Un » Monde constitué d'une multitude d'habitants. Mais si ce Un Monde conditionne de façon systémique certains paramètres qui interfèrent avec l'existence de certains voire de tous les habitants du Monde, ces derniers n'existent pas tous de la même façon dans celui-ci et donc ne peuvent pas même concevoir être responsables de certaines choses blâmables par d'autres. Un habitant utilisant du charbon pour chauffer sa famille ne conçoit pas qu'il pollue l'atmosphère et participe peut-être au réchauffement de la planète et donc à l'exhaussement des mers qui recouvriront les maisons d'autres familles. Cet habitant est responsable de son monde (sa famille) pas du Un Monde. L'adéquation entre les différents habitants (celui qui se chauffe et celui qui est inondé) relève donc d'une prise en compte différente du territoire de chacun et d'une compréhension mutuelle sur ce qui fait l'importance du monde de l'autre. De ce fait, « les données de l'évaluation n'ont ni statut particulier, ni légitimité particulière, elles représentent seulement une construction nouvelle à prendre en compte dans la recherche du consensus » (Guba et Lincoln, 1989, 103). La légitimité doit donc seulement s'astreindre à tenter de comprendre pourquoi l'autre existe tel qu'il existe dans son monde car c'est cette compréhension qui laisse l'autre être ce qu'il est.

« Être, c'est d'abord et avant tout être intéressé : *inter-esse*, être parmi les autres et les autres choses, concerné par tout ce qui nous concerne et nous concerne » (Ferrié, 1998, 8). Être, c'est donc bien d'abord être dans un monde, se relier à lui, s'y intéresser, s'en responsabiliser (Berque, 1996a ; Ferrier, 1998, 191-208 ; Sack, 1997, 20-26). Être ne peut donc mener à l'indifférence, mais mène-t-il pour autant à l'implication voire à l'activisme ? C'est bien évidemment un problème crucial. L'atavisme occidental pousse à répondre par l'affirmative mais l'action entraîne parfois l'in-différence, c'est-à-dire la volonté d'imposer sa propre ressemblance, en refusant le système de valeurs des autres ou en surinterprétant leur(s) désir(s) de liberté, de modernité, de sécurité, d'identité, etc.

Habiter le monde, c'est donc être responsable de ce là que l'on est au-monde. Responsable, non dans la moralité du dire et du faire, qui a toujours déjà construit le monde parfait d'où le bonheur et le bien-être sourdent, mais dans l'éthique du sens que l'on se donne de *son* dire et de *son* faire en relation avec le monde. « La géographie en tant que savoir de la terre risque de trouver ici sa véritable destination : en dégageant et en préservant cet univers fragile du sens sans lequel la terre n'est plus monde, il s'agira pour la géographie de préserver les conditions, pour la pensée comme pour l'action, d'une habitation humaine de la terre. C'est, peut-être, finalement, lui donner une destination éthique [...] une manière de rendre le monde habitable » (Besse, 1997, 188). Mais rendre habitable le monde, c'est d'abord accepter l'incompréhension comme entrebâillement de soi au sens de l'autre, avant même que de tenter d'agir en commun pour le bien de tous. C'est admettre l'inefficace de l'intersubjectivation des actes et des faits et l'inopérante volonté d'un construire unique tant que ce construire ne fait pas sens pour ceux qui l'habitent. De ce fait, si le Monde et ses habitants veulent trouver la voie de leur bien-être, il faut qu'ils s'attachent à comprendre l'ampleur éthique et le sens pour eux du second terme (être) plutôt que le jugement sur ce que serait le sens commun du premier (bien).

### Conclusion

Exposer la mise en application pragmatique d'un cas concret sur la construction territoriale et la constitution ontologique de l'habitant permet de réfléchir aux conditions épistémologiques dans lesquelles les sciences de l'habitation, et notamment la géographie, fondent leurs analyses et les implications que ces conditions possèdent sur une réflexion territoriale. En effet, la reproductibilité de la méthode utilisée ici sur un seul cas montre combien la structuration du monde par l'habitant est identique (construction territoriale = mise à proximité *versus* mise à distance du monde), mais aussi combien la mise en sens est différente (Hoyaux, 2000) et combien l'aménagement du territoire (dans ses dimensions matérielles et symboliques) paraît relativement absent des préoccupations habitantes.

Dans nos sociétés dites de consommation, le discours des habitants sur le monde qui les entoure semble participer en fait d'une « exception culturelle ». En effet, avant d'énoncer les conditions qui semblent nécessaires, qu'ils *leur faudrait avoir*, pour mieux vivre, les habitants exposent avant tout leurs façons d'être et de penser le monde dans lequel ils sont. L'implicite et le sens de leur discours sur le monde tend ainsi à être aussi important que les conséquences de leurs actions quotidiennes dans le monde. Et cela en dehors de toute distinction de catégories sociales, générationnelles ou sexuelles. En ce sens, les analyses pragmatiques et herméneutiques des discours habitants sont d'un grand secours pour compléter les analyses sur l'aménagement du territoire telles qu'elles sont réalisées à partir d'analyses socio-démographiques ou politiques. Elles les complètent car elles posent un regard différent sur les prétendues requêtes des uns et des autres à ce sujet. En effet, au-delà des attentes prononcées par les habitants en ce qui concerne la nécessité de créer de nouvelles configurations politiques, ou de nouvelles conditions d'habitabilité, il y a nécessité de comprendre réellement le sens de ces attentes. Ce sens est souvent déconnecté de la réalité telle qu'énoncée par les chiffres des sondages ou des statistiques mais aussi des significations que les spécialistes leur donnent car ce sens est centré sur le système de valeurs de l'habitant et non sur celui du spécialiste. Ainsi, la mise en catégorie qu'effectue l'habitant par sa construction territoriale (mise à proximité *versus* mise à distance) et sa constitution ontologique (inhérence du système de valeurs qui explicite cette construction territoriale) a souvent peu à voir avec l'évidence des actions aménagistes.

En s'attachant à comprendre les mécanismes de l'habiter chez l'être-là qui est au monde, on prend conscience qu'il n'est pas simple de passer du projet singulier au projet collectif. Ou au contraire peut-être, on s'aperçoit que la nature humaine trouve toujours à réaliser sa singularité et cela même au sein de projet commun auquel elle n'a pas participé. Car si les conditions d'existence dans lesquelles vivent les habitants peuvent déterminer les façons d'être et de faire de ces derniers, ces façons d'être et de faire sont moins des finalités catégorielles d'identification sociale et/ou territoriale que des composantes nécessaires à leur construction territoriale et à leur constitution ontologique en tant qu'habitant. Ces composantes, matérielles et symboliques, au-delà de toute échelle de valeurs que l'on peut leur associer objectivement, permettent en effet à chacun de construire son monde et de lui donner sens. Mais si ce monde construit et le sens que l'habitant lui donne font fi pour partie des conditions existentielles, c'est non pas parce qu'il recourt à ces dites conditions comme une nécessité exclusive pour se construire territorialement ou se constituer ontologiquement, mais bien parce que l'habitant ne peut faire autrement que se construire territorialement et se constituer ontologiquement à partir de ce qui l'entoure. En un mot, arriver à *être* avec ce qu'il a.



Car si dans une perspective objective, on ne peut soutenir l'idée que l'être a *choisi* les conditions dans lesquelles il se trouve, on est cependant obligé d'admettre qu'au vu des discours qu'il tient, cet être *construit* son monde et *se construit* le sens et l'idée même d'être là à partir de ce monde. Si l'*individu* n'a peut-être pas le choix d'avoir ce qu'il a, l'*habitant* a toujours toute latitude de construire *ce qu'il est* à partir de ce non choix de *ce qu'il a*. En cela, la responsabilité du géographe relève moins d'une réflexion sur les rapports des habitants avec les conditions du système-monde, que de la condition de donner la possibilité à chacun d'être un habitant. Car si l'individu ne peut rien construire à partir de ce qu'il a, il ne peut habiter, donc il ne peut *être*. Pour cela, il faut donner à chacun le loisir de penser le monde, et non de le penser pour lui.

### Bibliographie

- Amphoux et Mondada, 1989, « Le chez-soi dans tous les sens », *Architecture & Comportement*, n° 1, vol. 5, 135-150.
- Berque, 1996a, *Etre humains sur la Terre : Principes d'éthique de l'écoumène*, Paris, Gallimard, coll. « le débat », 212 p.
- Besse, 1997, « La Terre et l'habitation humaine : La géographie phénoménologique d'après Eric Dardel », dans Berque et Nys (dir.), *Logique du Lieu et Œuvre Humaine*, Bruxelles, OUSIA, coll. « Recueil » n° 7, 163-188.
- Ferrier, 1998, *Le contrat géographique ou l'habitation durable des territoires : Antée 2*, Lausanne, Editions Payot / Jacques Scherrer Editeur, coll. « Sciences Humaines », 251 p.
- Franck, 1986, *Heidegger et le problème de l'espace*, Paris, Les Editions de Minuit, coll. « Arguments », 132 p.
- Guba et Lincoln, 1989, *Fourth Generation Evaluation*, London, Sage Publications.
- Heidegger, [1927] 1964, *L'Etre et le Temps*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de philosophie », trad. Boehm et De Waelhens, 324 p.
- Heidegger, [1959] 1976, *Acheminement vers la parole*, Paris, Gallimard, coll. « Tel » n° 55, trad. Beaufret, Brokmeier et Fédier, 260 p.
- Hoyaux, 2000, *Habiter la ville et la montagne : Essai de Géographie phénoménologique sur les relations des habitants au Lieu, à l'Espace et au Territoire (Exemple de Grenoble et Chambéry)*, Grenoble, IGA (Université Joseph Fourier), Thèse, 792 p + 1 CD-ROM.
- Hoyaux, 2002, « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », *Cybergeo : Revue Européenne de Géographie*, n° 216, <http://www.cybergeo.presse.fr/ehgo/hoyaux/article.htm>, 16 p
- Husserl, [1913] 1950, *Idées directrices pour une phénoménologie*, Paris, Gallimard, coll. « TEL », n° 94, trad. Ricœur, 567 p.
- Jonas, [1979] 1990-1995, *Le Principe de Responsabilité : Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Les Éditions du Cerf – Flammarion, coll. « Champs » n° 402, trad. Greisch, 470 p.
- Liiceanu, 1983, « Repères pour une herméneutique de l'habitation », dans Damian et Raynaud, « Les symboles du lieu : l'habitation de l'homme », *Les Cahiers de L'Herne*, Tacou (dir.), Paris, Les Editions de l'Herne, 105-116.
- Moles et Rohmer, [1972] 1978, *Psychologie de l'espace*, Paris-Tournai, Casterman, coll. « Synthèses contemporaines », 246 p.
- Mondada, 1987, « Dire l'espace : Pouvoir du discours et verbalisations spatiales », *Espaces et Sociétés*, n° 48-49, 169-185.

- Mondada, 2000, *Décrire la ville : La construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*, Paris, Anthropos-Economica, coll. « Villes », 284 p.
- Pezeu-Massabuau, 1993, *La Maison : Espace réglé, espace rêvé*, Montpellier, GIP RECLUS, coll. « Géographiques », 154 p.
- Radkowski (de), [1963-1968] 2002, *Anthropologie de l'habiter : Vers le nomadisme*, Paris, PUF, 166 p.
- Ricœur, [1960-1969] 1969, *Le conflit des interprétations : Essais d'herméneutique*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 506 p.
- Ricœur, [1968] 1995, « Ontologie », *Encyclopædia Universalis*, Tome 16, 902-910.
- Ricœur, 1990, *Soi-même comme un autre*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Essais » n°330, 425 p.
- Ricœur, 2000, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 681 p.
- Sack, 1997, *Homo Geographicus*, Baltimore and London, The John Hopkins University Press, 292 p.
- Salanskis, 2001, *Sens et philosophie du sens*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. « Philosophie », 256 p.
- Schütz, [1941-1967] 1970, *On Phenomenology and Social Relations*, Chicago-London, The university of chicago Press, coll. « The Heritage of Sociology », 327 p.

---

© CYBERGEO 2003

HOYAUX A.-F., CYBERGEO, No. 232, 15 janvier 2003





### Chapitre 1.3. Texte 7.

2006 : « Pouvait-on habiter un camp de concentration sous le nazisme ? », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n°115-118/2003-2004, pp.123-136.

Ce texte, devenu très confidentiel, vu le peu de diffusion de cette belle revue qu'était le TIGR, a été pour moi un des plus importants moments de ma formation au niveau conceptuel. En effet, imaginant l'habiter comme le moyen de répondre de façon existentielle à la double construction territoriale et ontologique/idéologique, j'ai tenté de penser le non-habiter, ou l'habiter minimal. L'idée étant de démontrer que sans habiter, on ne peut donner sens à sa propre vie, on ne peut tout simplement pas exister ou se donner envie d'exister. En suivant l'idée de Heidegger selon laquelle c'est justement l'habiter qui délimite le classement différentiel entre êtres humains et animaux, j'ai tenté d'éclairer cela à travers la mise en condition « animale » de l'homme par l'homme au sein des camps de concentration.

Cette conception de l'existence même d'une condition animale pose évidemment des questions idéologiques en amont sur la conception différenciée que nous avons de l'animal et de l'homme (animalité versus humanité ; instinct versus réflexivité, etc.). L'homme est-il inclus ou exclu, partie prenante ou excluante de cette condition. Est-il ou retrouve-t-il selon son évolution, ses choix ( ? ) les conditions dans lequel il aurait été ? Tout cela recourt à la volonté scientifique de classement, donc de discrimination au sens premier et second du terme : clarification des différences (d'un côté je peux ranger les hommes ; de l'autre les animaux) et hiérarchisation des éléments séparés par ces différences (l'homme est supérieur voire inférieur à l'animal). On retrouve cette problématique dans de nombreux ouvrages contemporains (Ferret ; Garcia T., 2011) et leurs prolongements épistémiques et surtout idéologiques sur d'autres champs des sciences humaines et sociales, lorsque cette discrimination apparaît aux chercheurs comme étant là aussi pertinente par principe : la question du genre par exemple.

Ce travail m'a surtout amené à traiter d'autres supports que les entretiens, notamment les récits de personnes ayant connu, vécu, habité (?) les camps. Souvent autobiographique, toujours fictionnel, ces discours relèvent fortement d'une construction de la réalité qui m'a permis d'étendre l'idée que je me faisais du caractère constitutif qu'opère le discours même, pas seulement à raconter le passé mais à constituer le présent à travers le passé, pas seulement dans un esprit de compensation par rapport à ce passé (dans une conception dialectique) mais de réalisation présente à travers (« avec » comme dirait Stock) ce passé construit (le terme « re-construit » fausserait l'actualité de toute constitution mémorielle ou autre).

J'ai surtout été porté à travailler des auteurs traitant de la violence dans les camps ou ailleurs, la violence « animale » ou plus sûrement « humaine » de l'homme sur l'homme (Sofsky W., [1996]1998 ; Traverso E., 2002 ; Patterson C., [2002]2008). C'est aussi une période où ma réflexion s'est portée sur le non-différentiel entre violence physique et violence symbolique (Bourdieu). Pour moi, l'une ou l'autre peuvent être appréhendées dans la constitution individuelle de la même manière et avec les mêmes conséquences sur les représentations et les pratiques de l'habitant. On entre là dans l'idée incommensurable d'une métrique de la souffrance. Il y a donc une aporie à vouloir mesurer ce qui est très ou peu violent. Je ne me permettrais donc pas de rentrer dans ce type de discours moraux qui imaginent que la gifle est pire qu'un mot. Ils fondent les mêmes maux... parfois et selon ! Si ce propos semble déplacé de la part d'un géographe, il n'en est rien si l'on veut appréhender l'existence au sein des camps de concentration, ou de tout univers carcéral. Même sans violence physique immédiate (des coups par exemple) les récits de

celles et ceux qui ont vécu dans les camps montrent que le seul fait de ne pouvoir retrouver le même endroit pour dormir ou manger ; ou le seul fait de ne jamais pouvoir conserver un objet « personnel » systématiquement détruit ou subtilisé, ou le seul fait de ne pas pouvoir parler avec la même personne chaque jour, était/pouvait être parfois bien plus déstructurant mentalement.

C'est donc bien la relation symbolique (qui renvoie à l'étymologie de ces deux parties d'un vase brisé qu'on recolle et qui signifie aujourd'hui la conjonction plus ou moins libre ou normative d'un signe et d'un sens) qui délimitait le domaine d'appréhension d'une violence. Mais au-delà de cette humanité symbolique, il y avait aussi l'idée qu'une animalité de la possession d'un espace, qu'une territorialité donc au sens éthologique du terme (Hall E., [1966]1971), était prépondérante...pour exister tout simplement.

Cela a cependant conforté mon idée que sans appréhender ce système symbolique, on ne pouvait « comprendre » la constitution même de l'habitant. Toute impression ou toute appréhension d'une construction ou d'une déconstruction de la réalité par l'être humain est avant tout liée au sens donné, au système de références, de renvois de ce sens par l'être lui-même et non par celui du scientifique, même si ce dernier croit dans sa fiction savante que lui et lui seul est en capacité de concevoir l'objectivité de la réalité et le sens « normatif » qu'il faut lui donner.

Ces travaux ont aussi orienté mes enseignements à l'Université, notamment ceux d'Habiter & Mobilités. Avec les étudiants de L3, nous travaillons ainsi des extraits de film sur le totalitarisme spatial qui va des heures sombres de notre histoire jusqu'à la mise en place des grands ensembles en France. Car finalement, quelle différence entre l'architecture d'un Albert Speer et d'un Le Corbusier ? En quoi ôte-t-elle toute capacité de mise en sens du monde par celles et ceux qui sont censés habiter les lieux qu'ils construisent ? Et comment, sans cette capacité de sémantisation, un être peut-il vraiment habiter ? Car s'il y a possibilité de sémantisation de l'espace, celui-ci semble pourtant pré-codé, pré-interprété. La liberté semble confusément abandonnée à la puissance de la masse soit par le formalisme de la mise en place physique de corps contenus (les grandes messes du Troisième Reich) soit par le formalisme de la mise en place physique de corps contenant (les modules standards des unités d'habitation). Le sens se perdant dans la contenance, le tenir ensemble par principe. Le Tous-uns s'évanouissant au profit du Tous-Un (Abensour M., 1997) !

Travaux de l'Institut de Géographie  
de Reims, n° 115-118, 2003-2004, pp. 123-136

## POUVAIT-ON HABITER UN CAMP DE

## CONCENTRATION SOUS LE NAZISME ! <sup>1</sup>

*André-Frédéric  
HOYAUX*

Maître de conférences,  
Université Bordeaux 3 –  
UMR 6588 MITI, équipe  
TIDE

*« Il y a de l'être là où il y a  
résistance »  
M. Dorra, 2001, 23.*

**Mots-clés : Habiter - système totalitaire - violence - régime nazi - camp de concentration - construction territoriale - construction idéologique.**

**Résumé** - Cette contribution pose la problématique de l'habiter dans les contextes de violences physique et symbolique. A partir de l'exemple des camps de concentration sous le régime nazi, elle met en perspective les liens fondamentaux entre les deux facettes de l'habiter : celle de la construction territoriale et celle de la construction idéologique de l'individu. A partir de cette mise en perspective, elle insiste sur le fait que ces deux facettes de l'habiter doivent être un minimum conservées pour que l'individu puisse résister aux contraintes extrêmes de l'existence. A l'inverse, elle décrit les stratégies des systèmes totalitaires pour briser autant que faire se peut cette résistance et aliéner les sociétés et les peuples qui les habitent.

**Keywords : Dwelling - totalitarian system - violence - nazi regime - concentration camp - territorial construction - ideological construction.**

**Abstract** - This article deals with the issue of dwelling in the contexts of physical and symbolic violences. Taking in account the example of the concentration camps under the nazi regime, it puts in perspective the fundamental links which exist between the two facets of dwelling: the one which refers to the territorial construction and the other which refers to the ideological construction of the individual being. From this putting in perspective, it insists upon the fact that both facets of dwelling must be kept at least in a small quantity in order that the individual being should resist the extreme constraints of existence. Conversely it describes the strategies of the totalitarian systems which try to break as much as possible this resistance and to alienate the societies and peoples which dwell in these systems.

**Schlüsselwörter : Wohnen - Totalitäres System - Gewalt - Nazi-Herrschaft - Konzentrationslager, Territoriale Konstruktion, ideologische Konstruktion.**

**Zusammenfassung** - Dieser Beitrag geht der Frage des Wohnens in Kontexten von physischer und symbolischer Gewalt nach. Von Beispielen der Konzentrationslager unter dem Nazi-Regime ausgehend, stellt er die Beziehungen von zwei grundlegenden Aspekten des Wohnens dar: die Perspektive der Territorialkonstruktion und die der ideologischen Konstruktion des Individuums. Von da ausgehend behauptet der Aufsatz mit Nachdruck, dass diese zwei Aspekte des Wohnens mindestens erfüllt sein müssen, damit das Individuum extremen Zwängen standhalten kann. Er beschreibt ebenfalls die Strategien von totalitären Regimen, um diesen Widerstand zu brechen und die diese bewohnenden Gesellschaften und Völker zu entfremden.

<sup>1</sup> Je me permets de dédier cette note d'intention à Mme Suzanne Mathieu épouse Guimbretière et à sa mère, Justes devant les nations, pour service rendu à l'humanité aimante durant la Seconde Guerre mondiale.

En ces périodes de commémoration de la libération des camps d'Auschwitz, à l'heure où les médias compilent des interviews d'anciens déportés et nous présentent des documentaires sur la réalité des camps, il est intéressant, au-delà des contingences habituelles liées aux existences de tout un chacun, de comprendre comment ces rescapés ont fait pour résister à la violence physique et symbolique du pouvoir nazi, là où d'autres sont morts submergés par l'acharnement totalitaire. De comprendre comment ces femmes et ces hommes ont réussi à Être au-delà même du non-sens totalitaire, c'est-à-dire à Habiter au-delà de la violence qui régit la destruction volontaire de la relation au monde.

Une telle analyse part du principe que pour appréhender l'habitation de l'homme en période de paix, on peut utilement poser sa question à travers sa négation, c'est-à-dire à travers l'impossibilité réservée à des êtres humains d'exister en tant qu'ils sont des êtres qui construisent leur monde spatial, social et temporel et arrivent à toute fin utile à donner du sens à ce monde pour eux-mêmes et pour ceux qui les entourent. Ainsi, les déportés qui ont su résister aux principes mortifères des camps sont ceux qui ont su garder une relation avec un monde réel ou imaginé hors de ces camps. Ils ont su préserver ce hors là nécessaire à toute existence, c'est-à-dire créer une singularité territoriale au sein d'un non-lieu.

En effet, si habiter, c'est se construire territorialement dans le monde et pouvoir ainsi s'approprier, s'identifier, se projeter à chaque instant sur un lieu du Monde, alors les rescapés sont ceux qui ont su éclairer par leur intensité pratique (par le faire du corps) et pragmatique (par le dire et le penser de l'esprit) une entité spatiale (un endroit, un paysage), sociale (une personne, les amis du travail) ou temporelle (un souvenir, un à-venir), que celle-ci soit proche ou lointaine, et à laquelle ils ont voué une préoccupation, une empathie ou un intérêt particulier.

Et si habiter, c'est aussi se constituer ontologiquement, c'est-à-dire se donner du sens par ce que l'on est ou croit être en ce monde et donner du sens au monde pour soi et ceux qui nous entourent, alors les rescapés sont ceux qui ont réussi à conserver au mieux, de manière follement restreinte, cette double donation de sens, celle qui permet à l'être humain de mettre le monde à sa mesure physiquement et intellectuellement et de contrôler autant que faire se peut toute situation et celle qui pourrait advenir (Hoyaux, 2002 ; 2003).

En cela, à la suite d'Hannah Arendt, « il conviendra de poser cette question importante : dans quelle mesure des êtres humains vivant sous la terreur totalitaire répondent-ils encore à la représentation que nous nous faisons habituellement de l'homme ? » (Arendt, 1990, 177).

La question ici posée n'a pas bien entendu pour objectif de revenir sur les débats houleux entre historiens sur la question de la spécificité historique de l'extermination des Juifs, des Tsiganes ou des déficients mentaux et physiques allemands à partir de 1933 et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, le camp de concentration (Konzentrationslager) se distingue du camp d'extermination par le fait même qu'on n'y détruit pas systématiquement la personne physique. Au sens de Merleau-Ponty,

on peut dire qu'on tente de détruire sa chair ou sa corporéité mais pas forcément son corps physique (Dastur, 2001). Ainsi, dans le camp de concentration, si l'on ne détruit pas l'homme on tente de détruire son humanité, c'est-à-dire les traits de sa personnalité, de sa volonté, de sa singularité.

Et cette humanité, c'est le fondement ontologique de l'habiter, au sens certes restreint d'un contexte épistémologique qui relève des analyses existentialistes. Elles sont donc sous-tendues par les concepts de monde et d'être-au-monde. Selon ces derniers, chaque être humain a toujours déjà un monde et se relie à lui dès sa naissance et en tout instant de son existence. Cependant, ce monde n'est pas compris comme un monde clos, une cage ontologique pour reprendre les termes de Peter Sloterdijk, mais un monde ouvert que l'être construit par ses pratiques et ses pensées, réelles ou imaginées.

Si l'habiter s'origine dans l'idée d'être-au-monde, c'est-à-dire d'être projeté au devant de lui-même en se tenant debout (*ek-sistere*) face au monde, en le construisant et en se réalisant en son sein par-delà l'horizon perceptible, il devient pertinent de montrer comment le système totalitaire nazi va produire, que ce soit pour les déportés ou les non déportés, un monde clos sans perspective autre que celle qu'on leur impose.

Certes, ce sont les camps de concentration qui représentent les points extrêmes de cette systématisation d'enfermement physique et mental mais le monde « normal » sera lui aussi sous le joug de cette systématisation (Fallada, [1965] 2002 ; Klemperer, [1995] 2000 ; [1995-1996] 2000). Car celle-ci a pour objectif ultime de biologiser le monde, de le rendre métaphoriquement bestial (Mosse, [1990] 1999) pour le rétrograder au stade d'environnement (au sens existentialiste) et dénier à tous les êtres (déportés ou non) d'avoir leur monde, donc une humanité qui va au-delà des forces de l'habitude mécaniste, déterministe et centripète.

Cette attitude volontariste de ségrégation et de cloisonnement pratique et pragmatique qu'imprime par essence le régime totalitaire a ainsi pour finalité de naturaliser les conditions des différents existants, notamment selon les races pour le nazisme (Traverso, 2001 ; 2002). Cette naturalisation est supposée conduire les uns à vivre uniquement sous le déterminisme des processus biologiques de l'animalité (dans les camps, les ghettos), et les autres sous le déterminisme des procédures intellectuelles soumises à la « tyrannie de la logique » de l'homme supposé supérieur (Arendt, [1951] 1972, 223).

Pour éclairer ce double fondement de l'habiter, l'analyse devra montrer comment le régime nazi a systématisé dans les camps de concentration d'abord en Allemagne (Ulm, Dachau, Nohra, Lugau, Plauen, Oranienburg), puis en Pologne (qui seront souvent associés à des camps d'extermination dès 1941) et dans l'ensemble des pays sous l'influence du III<sup>ème</sup> Reich, des techniques physiques et psychiques pour empêcher toute possibilité d'habiter le monde pour les déportés (d'abord des prisonniers politiques puis essentiellement des Juifs ou des Tsiganes). Cette systématisation avait pour but d'ôter toute possibilité à ces derniers d'exister au sens phénoménologique du terme (et non pas forcément au sens biologique du vivre), c'est-à-dire d'empêcher qu'il puisse être acteur au moins pour partie de leur réalité, — celle du monde dont chaque être s'entoure —, et de se réaliser en tant qu'être dans celui-ci.

## 1. La violence nazie : généalogie et/ou ontologie européenne ?

La question des camps nous amène aussi à repenser le sens de la violence inhérente au régime nazi. Doit-on positionner cette violence dans une généalogie (Traverso, 2002), dans un contexte historique précis ou doit-on au contraire y voir les signes de manières d'être et de faire plus profondément ancrées dans les habitus culturels d'une nation européenne (Sofsky, [1996] 1998), dans une ontologie ? Car au regard des fondements idéologiques de cette nation, – si tant est qu'elle existe en tant que tel –, on assiste à une quête effrénée de la totalité, territoriale et géopolitique, philosophique et morale, religieuse, etc. C'est dans l'orbe de cette tyrannie de la logique, d'une argumentation qui se satisfait à elle-même, que se sont toujours énoncées les réalités des camps de concentration. Hannah Arendt rappelle qu'ils « existaient avant que le totalitarisme n'en fasse l'institution essentielle de cette forme de gouvernement. Ils sont apparus, pour la première fois, pendant la guerre des Boers, et la notion juridique d'"internement de protection" a d'abord été utilisée dans les pays gouvernés de manière impérialiste, l'Inde et l'Afrique du Sud. Ce terme a servi par la suite, en raison de son caractère équivoque, de fondement "juridique" à toutes les arrestations effectuées en Allemagne nazie pour internement dans les camps de concentration : on pouvait l'interpréter comme signifiant la protection de la société vis-à-vis de la population des camps ou bien la protection de cette dernière contre la prétendue "colère du peuple" » (Arendt, [1972-1982] 1990, 175).

Les camps sont donc présentés initialement comme des zones de rétention administrative, de « rééducation » pour reprendre les termes d'Himmler dès mars 1933, des zones combinées de protection pour ceux qui sont dans et hors des camps. On protège seulement les uns des autres en leur refusant – d'un prétendu commun accord tacite – toute relation d'altérité, avec un monde autre, une pensée autre, un alter, relation qui préfigure justement le principe même de l'habiter. La limite étanche qui fonde la systématisation du rejet de l'altérité se trouve alors inscrite par l'idéologie dominante comme fonction secondaire de l'identité. Celle-ci, fondée sur la race, la classe, la nation détermine ce qui est à rejeter, à refuser, à impenser !

De ce fait, même si dans une certaine conception culturaliste, on peut soulever l'objection que comparaison n'est pas raison, et s'il faut bien entendu se garder de tout moralisme et de tout poncif bien-pensant, n'est-il pas possible d'émettre l'idée que nombre de femmes et d'hommes sont encore aujourd'hui mis à l'écart pour le bien-être des autres, pour éviter leurs colères (celles de payer trop d'impôts, de payer pour ces autres, mais surtout d'en avoir peur) et leur représailles : immigrants, personnes âgées, déficients mentaux, handicapés physiques, SDF, prisonniers, chômeurs, etc. Cette possible comparaison, d'essence ontologique, tient des fondements mêmes de la société qui, comme le rappelle avec acuité Wolfgang Sofsky, « n'est fondée ni sur un besoin irrésistible de sociabilité ni sur les nécessités du travail [mais bien plutôt sur] l'expérience de la violence qui réunit les hommes. La société est un dispositif de protection mutuelle. Elle met fin à l'état d'absolue liberté. Désormais, tout n'est plus permis. [...] La guerre de tous contre tous ne consiste pas en un bain de sang perpétuel, mais à en avoir

peur sans arrêt. Ce qui déclenche et fonde la socialisation, c'est la peur qu'ont les hommes les uns des autres » (Sofsky, [1996] 1998, 12). Dès lors, « le constant accroissement de la violence tient bien plutôt au projet même de l'ordre. La campagne contre toute déviance, l'expulsion des marginaux, la persécution des étrangers, tout cela était inscrit d'avance dans la charte fondatrice du pouvoir » (Sofsky, [1996] 1998, 17).

Cette mise à l'écart relève de la lente et inéluctable re-construction d'un Monde total (Freitag in Dagenais 2003 ; Pinard in Dagenais, 2003) voué à l'assentiment de la sphère économique. Et cela au sens où les femmes et les hommes mis à l'écart de notre société mondialisée sont observés, expliqués, compris comme des flux d'êtres déséconomiquement externes. Leur existence est abolie par les membres d'un système absurde, sourd à leur non-conformité prétendue. Non-conformité, qui pour l'être conforme, appelle à une destruction administrative : ces derniers ne devant pas obtenir de carte de sécurité sociale, de carte d'identité, de permis de conduire, etc. payé par la collectivité. Il coûte trop cher au système monde post-historique, post-critique, post-réflexif, total ! Il ne rentre pas dans les cases que la société informatisée, nanotechnologique, génétique s'évertue de concocter pour notre supposé bien-être : gain de temps, gain de poids, gain de sécurité, gain d'argent surtout. Mais pour qui fondamentalement ? Pour quel être ?

Car ce monde total, normal, engramme en chaque individu l'esprit de la dé-mesure, et renvoie son existence à l'incommensurable d'une seule idée, celle de la conformation de ses problèmes et de ses solutions, de ses espoirs et de ses désirs à la rationalité instrumentale. Et c'est cette rationalité instrumentale, cette machinerie institutionnelle qui doit nous inviter à réfléchir aujourd'hui à ces nouvelles formes de violence que connaît l'habiter européen, celle du tout sécuritaire (Le Monde Diplomatique, 2003), et celle de la lente fascisation des esprits vouée à des néo-nationalismes identitaires (Duplan, 2003 ; Tévanian et Tissot, [1998] 2002) qui rappelle parfois quelques figures sociologiques de l'avant seconde guerre mondiale (Burrin, [1986] 2003). La première forme de violence recourt à l'idée d'ordre, la seconde, qui lui est sous-jacente, à celle de la norme.

D'un côté, « le rêve de l'ordre, c'est le rêve d'éliminer totalement l'ambivalence, le rêve d'une parfaite transparence, d'une société en verre. Rien ne doit échapper à l'œil des gardiens, car même le plus petit événement pourrait être la cellule germinale d'une subversion » (Sofsky, [1996] 1998, 21). Cet œil des gardiens semble s'imposer à chaque individu mais en fait il se l'impose le plus souvent à lui-même, par le truchement, l'excuse de la décision collective, car il ne sait pas se responsabiliser, se poser à lui-même ses propres limites imaginaires, abstraites. C'est en ce sens que l'homme crée des techniques de surveillance de plus en plus performantes : caméras urbaines, radars automatiques, bureaux vitrés des entreprises, cartes d'identité avec photos et bientôt empreintes digitales et codes génétiques, bracelets électroniques des prisonniers. Ces techniques de surveillance s'innervent dans le voyeurisme actuel, ce panoptisme à bon marché, qui permet à chacun d'entre-nous de contrôler l'autre et de nourrir en boucle rétroactive son impression d'accéder à des formes de pouvoir sur celui-ci. Cette immatérialisation des techniques de surveillance remplace la matérialisation ancestrale de la limite, celui du front pionnier comme celui des barbelés, celui des Etats comme celui des camps de concentration (Razac, 2000). Car cette frontière physique et symbolique que les institutions de contrôle ont toujours voulu inscrire dans



l'espace pour s'approprier et défendre leur territoire avait justement pour but de créer le dans et le hors, le connu et l'inconnu, le sécurisé et le dangereux dans l'esprit des communautés humaines... se sentant homogènes.

De l'autre côté, « l'ordre, cela signifie la définition de normes et de la normalité, la production d'une uniformité, l'exclusion et l'oppression de quelque différence que ce soit » (Sofsky, [1996] 1998, 17). Il faut générer de l'homogénéisation dans les façons d'être et de vivre, et dans les significations que les hommes donnent à ces façons d'être et de vivre ; c'est la culture du cercle herméneutique qui s'anoblit de lui-même puisque l'individu ne comprend jamais une réalité qu'avec les cadres interprétatifs dont il dispose. Ainsi, « avant la norme, rien ne détermine ce qui est normal ou anormal. La mesure prise produit elle-même les occasions qu'elle a de s'appliquer » (Sofsky, [1996] 1998, 21). Promulguer des lois, c'est alors imprimer la mesure étalon de nos interprétations dans « le gigantesque mécanisme de régulation » qu'instille le pouvoir politique qu'il soit démocratique ou totalitaire. C'est créer la décharge qui va orienter les significations que les membres d'un groupe « élu » donnent à leur relation au monde. « C'est l'instant où tous ceux qui en font partie se défont de leurs différences et se sentent égaux » (Canetti, [1960] 1966, 14). Si la mécanique nazie fonctionne aussi bien dès les années 1930, c'est justement parce que chaque discours d'Hitler est une décharge qui conforte et conforme les décisions du peuple allemand.

Mais au-delà, le simplisme herméneutique, qui ne se fonde d'ailleurs pas forcément sur le terreau de l'ignorance, mais bien plutôt sur la lassitude collective face à l'impossible compréhension de la totalité complexe des mondes sociaux, économiques et politiques d'une période donnée, aboutit inmanquablement à la radicalité des langages de ceux qui tiennent le pouvoir. Et malheureusement, « aucun langage n'est plus convaincant que le langage de la violence. Il n'a pas besoin de traduction et ne laisse aucune question en suspens » (Sofsky, [1996] 1998, 20).

Les débats historiographiques qui se nourrissent sur la question de savoir si le nazisme était un fascisme ou un totalitarisme paraissent donc superfétatoires à l'aune de la pensée sur l'habiter et de son évolution préoccupante. Sans aller jusqu'à déclarer que l'habiter contemporain relève des mêmes symptômes et déviations de l'habiter tel que mis en place dans les camps de concentration, on peut toutefois se demander si la généalogie de la violence nazie tel que l'énonce Enzo Traverso (2002) ne préfigure pas les différents types de violence qu'elle soit physique ou symbolique que nous connaissons aujourd'hui et qu'avaient déjà analysé avec pertinence Sofsky ([1996] 1998 ; 2002), Bourdieu (1994 ; 2001) ou Foucault (1975).

Sans vouloir aucunement choquer la mémoire des personnes ayant connu la shoah, il est temps de se demander en quoi le camp de concentration n'est pas l'un des signes précurseurs du fondement ontologique de notre société actuelle, celui d'une mise en place instrumentale – autant intellectuelle que technique – d'une "violence civilisée", celle d'un « fétichisme de la science » et de la réalisation de « projets de planification autoritaire et d'ingénierie sociale » (Traverso, 2001, 19). Cette planification economiciste s'ancre dans les valeurs bureaucratiques des pays développés dont Joseph Billig [1967] 2000



et Zygmunt Bauman (2002) notent qu'elles sont au cœur de la société allemande des années 1930 par l'intermédiaire de son système industriel. Ce système industriel englobe le système concentrationnaire, philosophiquement – car il recourt au même volonté d'ordre, de hiérarchie –, et matériellement car c'est l'homme qui en devient la matière première. Pour ces auteurs, la shoah n'est donc pas un accident de l'histoire, une tragédie interne à l'histoire juive, mais bien plutôt le signe tangible d'un usinage de nos mentalités. Car ces projets de planification sont systématiquement associés à une batterie argumentative sur leurs bienfaits supposés pour l'habiter des populations élues ou non élues, ainsi le travail ne rendait-il pas libre (*Arbeit macht frei* pouvait-on lire à l'entrée des camps). L'habiter est alors compris au sens le plus caricatural d'une meilleure qualité de vie, expurgée des scories sociales que seraient les figures génériques de « l'étranger », du « pauvre », du « vieux », du « fou », du « libertaire », devenues catégories de l'anormalité dans la culture européenne... (Foucault, 1999).

Dans cette batterie argumentative, d'anciennes terminologies – instinct, peuple, mondial, vision du monde (*weltanschauung*), étranger à l'espèce –, semblent ainsi s'associer à de plus récentes – naturellement, terroir, système, réseau, insécurité, immigration – pour perpétuer implicitement, voire de plus en plus explicitement, des langages totalitaires (Faye, 1972 ; Klemperer, [1947] 1996) qui ont pour objet de normer les réflexions de tous les citoyens sur ce que serait justement ce bon habiter et le bon habitant qui va avec. Mais l'argumentation n'est pas une composante récente de notre humanité. La rhétorique grecque inscrivait déjà cet espace de la discrimination idéologique. Pour autant, elle est ici inscrite comme une des figures tutélaires majeures de la violence car elle s'incarne, de même que la mise en scène architecturale (Abensour, 1997), comme le média par excellence du pouvoir qui en est justement l'implicite de sa raison d'être (Sofsky, [1996] 1998).

L'étude sur l'habiter dans les camps de concentration sous le nazisme englobe donc de nombreuses facettes – philosophique, géographique, politique, idéologique, psychologique, sociologique, historique – qui interagissent entre elles pour construire la situation abordée. Et nous sommes conscients que le champ proposé ici est très clairement restrictif tant par sa dimension épistémologique que par son contexte spatial (camp de concentration) et temporel (sous le régime nazisme), – mais peut-il en être autrement tant le champ d'investigation des totalitarismes et des entreprises génocidaires dans l'histoire est vaste et délicat – ; il permet cependant de développer les fondements même de l'habiter, et au-delà des figures de la violence dans la construction des territoires (Sofsky, 2002).

Pour aborder ce champ d'analyse, la démarche méthodologique doit s'inscrire autant sur des recherches d'historiens et spécialistes de la question concentrationnaire (Bensoussan, 1998 ; Billig, [1967] 2000 ; Brossat, 1996 ; Sofsky, [1993] 1995 ; Traverso, 2002 ; Wiewiorka, 1992 ; 2005) que sur d'éminentes descriptions et interprétations produites par certains de ceux qui ont réussi à échapper d'Auschwitz, de Dachau ou de Buchenwald pour les camps les plus connus tels que Bruno Bettelheim ([1960] 1972), Primo Lévi ([1958] 1987 ; [1995] 2000), David Rousset ([1946] 1965), Anne-Lise Stern (1994) ou Stanislav Zámečník ([2002] 2003), mais aussi de camps plus « insignifiants » à nos mémoires communes (Gandersheim) mais dans lesquels pour autant l'horreur était aussi « obscurité, manque absolu

de repère, solitude, oppression incessante, anéantissement lent » (Antelme, 1957). Enfin, il est à noter que d'autres formes de récits, notamment documentaires (Shoah de Claude Lanzmann; De Nuremberg à Nuremberg de Frédéric Rossif ; La libération des camps nazis, etc.), voire filmiques (Nuit et Brouillard d'Alain Resnais, La liste de Schindler de Steven Spielberg, Amen de Costa Gavras, Le Pianiste de Roman Polanski), rendent utilement service à la compréhension qualitative (car relative à la mémoire que ceux qui restent en ont) des faits et des actes, des sentiments et des affects, même s'ils sont parfois teintés de moralité et d'idéologie. A côté de la rudesse des chiffres et des récits, ils animent cette abstraction que peut parfois représenter l'horreur et l'absurdité et dans laquelle les « Juifs », les « Tziganes », les « Noirs » étaient confinés.

## **2. Briser les constructions territoriales et la constitution ontologique de l'homme.**

Comme nous l'avons dit, la construction territoriale relève de cette nécessité pour l'homme de se relier à des entités spatialisées, socialisées et temporalisées qui sont visibles dans sa réalité présente ou dans sa réalité mnémorique. Cette relation permet à l'homme de construire son identité d'être humain, d'en délimiter son contour corporel, de son corps à son champ d'action. Elle permet ainsi de créer en lui des niveaux d'investissement du monde spatial, social et temporel selon différents champs et seuils qui fondent ses « logiques topologiques ». Ces dernières « entourent nos définitions de ce qui est à moi/à toi, privé/public, autochtone/étranger, proche/lointain, central/périphérique... : toutes ces représentations personnelles, qui changent socialement, et qui ont tant d'importance dans nos relations interpersonnelles. Là se trouvent les fondements de tant de nos lois et règlements, la source des codes de nos pratiques qui savent être conviviales, comme de nos recours à l'arbitrage ou à la force ; le fondement aussi des conditions nécessaires et/ou suffisantes pour que soit garantie effectivement l'autonomie de chaque "agent" concerné » (Ferrier J.-P., 1986, 5).

La construction territoriale permet donc à l'homme de créer cette extensivité territoriale délimitée par ses soins qui lui assure une forme de liberté d'expression (champ des significations à toute fin pratique) et de mouvements (champ des pratiques à toute fin signifiante). Dans le cas des camps de concentration, l'analyse tentera de montrer que l'idée des concentrationnaires est justement de briser cette possibilité d'extensivité territoriale choisie. En effet, pour ces derniers, l'objectif est de briser toute possibilité pour l'être humain de se projeter sur un monde autre que celui du camp, c'est-à-dire d'empêcher la mise en place de toute relation physique ou psychique à quelque chose (des objets, des routines, des souvenirs) ou avec quelqu'un (les membres de sa famille, les autres déportés), et cela en concentrant systématiquement toutes les dimensions de ses territoires au seul camp de concentration, mais aussi en uniformisant ses temporalités en une non-réalité du présent, inscrite comme l'instant inéluctable où l'on fait ce que l'on nous dit de faire sans poser de question, sans offrir alors la possibilité de donner du sens à ce que l'on fait et ce que l'on est.

Pour analyser cette systématisation totalitaire des camps, il est intéressant de présenter de manière systématique les différentes formes de violence physique et mentale qui avaient pour but de briser les

constructions territoriales. Là aussi, l'analyse trouve sa positivité dans la mise en lumière des éléments qui ont permis à celles et ceux qui en ont réchappé, de comprendre en fait comment ils ont fait pour s'en sortir (dans tous les sens du terme), c'est-à-dire pour se projeter hors de ce néant, de cette déréalisation territoriale du camp et poursuivre l'expressivité de leur être-au-monde dans ces anti-espaces et ces anti-temps.

Pour illustrer ce propos, il est possible de présenter de façon introductive deux exemples significatifs proposés par Bruno Bettelheim sur l'organisation scrupuleuse mise en place par les SS pour anéantir des deux principales dimensions de l'habiter : la construction territoriale et la constitution ontologique de l'être humain.

D'un côté, il montre que la construction du monde des déportés au fil du temps se trouve inscrite dans une spirale centripète qui se coupe progressivement de la réalité des anciens territoires pratiqués par ces derniers : "A la différence, caractéristique, des 'nouveaux', les 'anciens' n'étaient plus capables d'évaluer correctement le monde extérieur, non dominé par la Gestapo. Alors que les nouveaux prisonniers persistaient à considérer le monde du camp comme irréel, pour les 'anciens', il était devenu la seule réalité. La conscience de la réalité du monde extérieur dépendait en grande partie de la force des liens affectifs du prisonnier avec sa famille et ses amis, de la vigueur et de la richesse de sa personnalité et de sa capacité à préserver des centres d'intérêt et des attitudes qui avaient eu de l'importance pour lui. Plus ses centres d'intérêt étaient variés, et plus il cherchait à en tirer parti dans le camp, plus il parvenait à protéger sa personnalité contre un appauvrissement trop rapide. [...] Lorsqu'on demandait aux "anciens" pourquoi ils parlaient si peu de leur avenir hors du camp, ils admettaient fréquemment qu'ils n'étaient plus capables de s'imaginer vivant dans un monde libre, prenant des décisions, s'occupant d'eux-mêmes et de leur famille " (Bettelheim, [1960] 1972, 219-220).

D'un autre côté, il montre que la constitution ontologique se trouve annihilée par la perte de la volonté de tout engagement ou de toute prise de responsabilité. Cette perte de volonté est le signe tangible d'une déstructuration de toute forme de conception idéologique (religieuse, politique, etc.) personnelle sur soi et le monde. Celle-ci passe d'abord par la perte de la liberté, mais par l'absurdité des actions engagées par les SS et puis par les déportés eux-mêmes sous la contrainte du camp. Ainsi, toute possibilité de faire sens pour soi est niée par les SS, tant au niveau du sens de l'action des SS par rapport aux déportés qu'au niveau du sens de l'action de l'être par rapport à lui-même. Cette interdiction s'inscrivait même sur l'acte ultime, celui d'organiser sa propre mort. A priori, pour les SS, dont le rôle était à terme d'exterminer les Juifs ou les Tsiganes ; "plus le nombre des suicides était élevé, plus leur besogne en était facilitée. Mais, même dans ce cas, la décision ne devait pas venir du prisonnier. Un S.S. pouvait provoquer un prisonnier à se tuer en se jetant contre le grillage électrifié de la clôture. Mais si un prisonnier tentait de se tuer de sa propre initiative et n'y réussissait pas, le règlement, édicté à Dachau en 1933, prévoyait qu'il recevrait vingt-cinq coups de fouet et serait mis au cachot pendant une période prolongée. On peut penser qu'on punissait ainsi son échec. Mais [...] il s'agissait beaucoup plus de punir un acte d'autodétermination." (Bettelheim, [1960] 1972, 205-206).

Ainsi, à côté de la violence physique, les concentrationnaires utilisaient les dispositifs les plus extrêmes de la violence symbolique, c'est-à-dire la possibilité offerte à tout régime totalitaire de mettre en conformité une population entière vis-à-vis des "us et coutumes"... "aléatoires" ! de quelques-uns, en l'occurrence les gardiens SS des camps.

L'analyse tentera donc de montrer qu'au-delà de la cruauté des tueries, de l'absurdité réfléchie de l'appareil tortionnaire conditionnant le hasard de la survie des uns plutôt que des autres (Lévi P., [1995] 2000), les seuls êtres humains qui ont réussi à résister aux camps de concentration ont été ceux qui ont su préserver autant que faire se peut une part de leur habitation, c'est-à-dire une part de leur relation avec un monde, le leur et non seulement celui du camp, et une part de relation avec eux-mêmes et non seulement avec leur tortionnaire et le non-sens de leur action.

La discrimination permet à l'homme de structurer sa sécurité ontologique autour des valeurs idéologiques qu'il se donne. Lui ôter cette possibilité, c'est lui ôter la possibilité de stabiliser toute réflexion sur la construction de la réalité qu'il a configurée avec le monde spatial, social et temporel qui l'entoure. C'est donc lui ôter toute possibilité de se projeter dans son monde. L'idéologie de la terreur a pour principe au-delà de la violence physique d'annihiler toute possibilité de construction mentale de la réalité.

### 3. L'inhabitabilité du nazisme.

Le régime nazi, comme tous les régimes totalitaires, a créé l'annihilation des besoins soit en les contentant (pour le peuple) soit en les supprimant (pour les déportés). Et c'est en cela qu'il a également détruit le temps et l'espace des hommes pour le remplacer par ceux du mythe, de l'identité factice de la race élue en ôtant toute pensée de l'autre.

Car l'être humain en habitant désire se construire un monde dont il dépend. Et ce sont les dimensions mêmes de cette dépendance qui délimitent le champ de son habitation et de son inhabitation du monde. S'il est préoccupé par quelque chose, dans l'attente de quelqu'un, dans l'extase permanente vers un monde, il est aussi pétri d'habitudes, de certitudes qui sont autant de barrières à cette sortie dans le hors-là. Cette force de l'habitude détermine des façons d'être, de faire et de penser qui se sédimentent plus ou moins au cours des événements, qui au gré des complexes possibles s'affranchissent ou non des situations et de ce qu'on leur fait dire de manière normative, unipolaire et hermétique. Pourtant, "le danger d'échanger la nécessaire insécurité où se tient la pensée philosophique pour l'explication totale que propose une idéologie et sa *Weltanschauung*, n'est pas tant le risque de se laisser prendre à quelque postulat généralement vulgaire et toujours pré-critique, c'est celui d'échanger la liberté inhérente à la faculté humaine de penser pour la camisole de la logique, avec laquelle l'homme peut se contraindre lui-même presque aussi violemment qu'il est contraint par une force extérieure à lui" (Arendt, [1951] 1972, 218).

Penser l'habiter, c'est penser l'idéologie morale et philosophique qu'elle génère. Ainsi, pour Heidegger, habiter c'est "être mis en sûreté [...] rester enclos dans ce qui nous est parent, c'est-à-dire dans ce qui est libre et qui ménage toute chose dans son être. Le trait fondamental de l'habitation est ce ménagement" (Heidegger, [1954] 1958, 176). Derrière ce ménagement, il y a l'idée d'une acceptation tautologique pour l'être, d'être ce qu'il a à être au sein de l'être de ce qu'il a. Mais encore faut-il concevoir la finalité – si finalité il y a – de l'avoir à être et la détermination – l'authenticité dirait Heidegger – de l'être de ce qu'il a. Ce sont cette finalité et cette détermination qui posent problèmes car leurs interprétations diffèrent d'un être, d'un collectif à l'autre, d'un vécu contingent à l'autre. Sur celles-ci, chacune et chacun peut développer ses idées, et celles-ci sont le plus souvent pensées dans et comme une totalité. Elles nourrissent un champ d'interprétations, des réalités qui nous entourent, qui se trouve toujours déjà confiné en lui-même dans un cercle herméneutique. Le problème de ce confinement idéologique, c'est que s'il apporte la nécessaire sécurité dont les êtres humains ont besoin pour affronter le Monde et construire leur monde en son sein, il généralise les phénomènes et les événements qui se sont déroulés sous la logique d'une idée avant d'en totaliser et d'en naturaliser l'efficacité générative pour tous les événements et phénomènes à venir.

De ce point de vue, l'erreur heideggérienne tient à cette fonction hermétique, par principe cloisonnante et normative, qu'il a attachée au sens de l'être, au revers de ce concept d'authenticité et d'obéissance au destin. On y retrouve la force ambivalente des mots noués dans la Kriegsideologie (Communauté, mort, destin) et transformée en « puissance » des idées par le régime hitlérien qui s'est repue jusqu'à plus soif de cette compromission parfois naïve des intellectuels allemands (Losurdo, 1998).

Car comme le rappelle Arendt, en réalité, « les idéologies ne s'intéressent jamais au miracle de l'être. Elles sont historiques, occupées du devenir et du disparaître, de l'ascension et de la chute des cultures, même si elles essaient d'expliquer l'histoire par quelque "loi naturelle". Le mot 'race' dans le racisme ne signifie aucunement une curiosité authentique au sujet des races humaines en tant que domaines d'exploration scientifique ; il est une idée qui permet d'expliquer le mouvement de l'histoire comme un processus unique et cohérent » (Arendt, [1951] 1972, 216-217). Dans le cas des camps de concentration, l'acceptation commune de cette idéologie – celle des gardiens mais aussi à la longue celle des prisonniers – accélère la naturalisation de cette réalité imaginée, mythifiée et génère la perte définitive de tout ancrage territorial pour les déportés.

Ainsi, ce sont vraisemblablement les femmes et les hommes qui ont su se départir de leur sécurité ontologique, c'est-à-dire de leur cercle herméneutique initial, et modifier ainsi leur champ d'interprétation des événements non plus à l'aune de la détermination et de la finalité de l'essence philosophique, religieuse, morale de leur présence sur Terre, tel qu'ils la concevaient jusqu'alors, qui ont réussi à survivre dans les camps de concentration. Ils ont réussi à garder un monde auquel se relier, auprès duquel espérer. Ce monde construit passait parfois par un égocentrisme sécuritaire et il est d'ailleurs à noter le sentiment de culpabilité qui s'exprime très souvent chez les rescapés. Sentiment non pas seulement fondé sur le fait de cette incompréhension d'avoir eu de la chance par rapport à d'autres membres de leur famille, de leur clan

; mais aussi d'avoir été autrement que ce qu'il/elle pensait être, de s'être vu faire ou dire des choses qu'il/elle ne pensait pas faire ou dire (Bettelheim, Levi, Stern). Être différent de l'humain que l'on croyait être en tentant pour autant de ne pas être étranger à soi-même pendant et après l'abomination. C'est dans cet interstice, au-delà du raisonnable, de l'explicable a posteriori que naît la souffrance de ceux qui ont vécu les camps. C'est dans cette ab-surdité que l'être ne veut parfois plus s'entendre et se rendre peut-être, comme Primo Levi, sourd à lui-même (Cravetto, 2000).

### Références bibliographiques.

- ABENSOUR M., 1997, *De la compacité. Architectures et régimes totalitaires*, Paris, Sens & Tonka.
- ANTELME R., 1957, *L'espèce humaine*, Paris, Gallimard.
- ARENDT H., [1951] 1972, *Les origines du Totalitarisme : 3. Le système totalitaire*, Paris, Le Seuil.
- ARENDT H., [1963] 2002, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, Paris, Éditions Gallimard.
- ARENDT H., [1972-1982] 1990, *La nature du totalitarisme*, Paris, Éditions Payot.
- AUDI P., 2004, *Où je suis : Topique du corps et de l'esprit*, La Versanne, Encre Marine.
- BAUMAN Z., [1999] 2002, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette Littératures.
- BAUMAN Z., 2002, *Modernité et Holocauste*, Paris, La Fabrique Éditions.
- BENSOUSSAN G., 1998, *Auschwitz en héritage ? D'un bon usage de la mémoire*, Paris, Éditions Mille et une nuits.
- BETTELHEIM B., [1960] 1972, *Le Cœur conscient*, Paris, Éditions Robert Laffont – Hachette Littératures.
- BILÉ S., 2005, *Noirs dans les camps nazis*, Monaco, Les Éditions du Rocher / Le Serpent à Plumes.
- BILLIG J., [1967] 2000, *L'Hitlérisme et le système concentrationnaire*, Paris, PUF.
- BOURDIEU P., 1994, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Éditions du Seuil.
- BOURDIEU P., 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Éditions du Seuil.
- BROSSAT A., 1996, *L'épreuve du désastre. Le XXème siècle et les camps*, Paris, Éditions Albin Michel.
- BURRIN P., [1986] 2003, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery. 1933-1945*, Paris, Éditions du Seuil.
- CANETTI E., [1960] 1966, *Masse et puissance*, Paris, Éditions Gallimard.
- CHESNAUX J., 1996, *Habiter le temps*, Paris, Bayard Éditions.
- CRAVETTO M.L., 2000, *Fidélité à l'après. A propos du suicide de Primo Levi et de l'intériorité du Mal*, Paris, Éditions Kimé.
- DAGENAIS D. (dir.), 2003, *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec (Canada), Les Presses Universitaires de Laval.

- DASTUR F., 2001, *Chair et langage : Essais sur Merleau-Ponty*, La Versanne, Encre Marine.
- DORRA M., 2001, *Heidegger, Primo Levi et le séquoia. La double inconscience*, Paris, Éditions Gallimard.
- DUCHER G., 2005, *Les camps tragiques*, Paris, Éditions Cartouche.
- DUPLAN C., 2003, *Mon village à l'heure Le Pen*, Paris, Éditions du Seuil.
- FALLADA H., [1965] 2002, *Seul dans Berlin*, Paris, Éditions Denoël.
- FAYE J.-P., 1972, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann.
- FERRIER J.-P., 1986, « Habiter / Penser la Terre : géographie et idée de l'avenir », *Méditerranée : Revue géographique des Pays Méditerranéens*, n° 3, tome 58, p. 3-10.
- FILHOL E., [2001] 2004, *La mémoire et l'oubli : L'internement des Tsiganes en France, 1940-1946*, Paris, L'Harmattan / Centre de recherches tsiganes.
- FOUCAULT M., 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Éditions Gallimard.
- FOUCAULT M., 1999, *Les anormaux. Cours au Collège de France 1974-1975*, Paris, Gallimard / Seuil.
- GRAUMANN C. F., 1989, "Vers une phénoménologie de l'être-chez-soi", *Architecture & Comportement*, 5 - 2, p. 111-116.
- HEIDEGGER M., [1927] 1964, *L'Être et le Temps*, Paris, Gallimard.
- HEIDEGGER M., [1954] 1958, *Essais et conférences*, Paris, Gallimard.
- HOYAUX A.-F., 2002, "Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant. Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter", *Cybergéo: Revue européenne de géographie*, n°216, 18p.
- HOYAUX A.-F., 2003, "Les constructions des mondes de l'habitant : éclairage pragmatique et herméneutique", *Cybergéo : Revue européenne de géographie*, n° 232, 23p.
- HOYAUX A.-F., 2003, "De l'espace domestique au monde domestiqué. Point de vue phénoménologique sur l'habitation", in Collignon B. et Staszak J.-F. (dir.), *Espaces domestiques. Construire, habiter, représenter*, Paris, Bréal Éditions, p. 33-45.
- KENEALLY T., [1982] 1984, *La liste de Schindler*, Paris, Éditions Robert Laffont.
- KLEMPERER V., [1947] 1996, LTI (Lingua Tertii Imperii). *La langue du Troisième Reich. Carnets d'un philologue*, Paris, Éditions Albin Michel.
- KLEMPERER V., [1995] 2000, *Mes soldats de papier. Journal 1933-1941*, Paris, Éditions du Seuil.
- KLEMPERER V., [1995-1996] 2000, *Je veux témoigner jusqu'au bout. Journal 1942-1945*, Paris, Éditions du Seuil.
- LACOUÉ-LABARTHE P. et NANCY J.-L., [1991] 1998, *Le mythe nazi*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'aube.
- Le Monde Diplomatique, 2003, « Obsessions sécuritaires », *Manière de voir*, n° 71.
- LEVI P., [1958] 1987, *Si c'est un homme*, Paris, Julliard.
- LEVI P., [1986] 1989, *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, Paris, Éditions Gallimard.

- LEVI P., [1995] 2000, *Le devoir de mémoire*, Paris, Éditions Mille et une nuits, Entretien avec Bravo A. et Cereja F.
- LOSURDO D., 1998, *Heidegger et l'idéologie de la guerre*, Paris, PUF.
- MOSSE G.L., [1990] 1999, *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette Littératures.
- RAVAISSON F., [1838] 1997, *De l'Habitude*, Paris, Éditions Payot & Rivages.
- RAZAC O., 2000, *Histoire politique du barbelé*, Paris, La Fabrique Éditions.
- ROUSSET D., [1946] 1965, *L'Univers concentrationnaire*, Paris, Les Éditions de Minuit / Hachette Littératures.
- ROUX M., 2002, *Inventer un nouvel art d'habiter. Le ré-enchantement de l'espace*, Paris, L'Harmattan.
- SERFATY-GARZON P., 2003, *Chez soi. Les territoires de l'intimité*, Paris, Armand Colin / SEJER.
- SLOTERDIJK P., 2000, *La domestication de l'être*, Paris, Mille et une nuits (Arthème Fayard).
- SOFISKY W., [1993] 1995, *L'organisation de la terreur. Les camps de concentration*, Paris, Calmann-Lévy.
- SOFISKY W., [1996] 1998, *Traité de la violence*, Paris, Gallimard.
- SOFISKY W., 2002, *L'ère de l'épouvante. Folie meurtrière, terreur, guerre*, Paris, Gallimard.
- STERN A.-L., 2004, *Le savoir-déporté. Camps, histoire, psychanalyse*, Paris, Éditions du Seuil.
- SURYA M. (dir.), 2000, « David Rousset », Lignes, Nouvelle série n° 02, mai, Paris, Éditions Léon Scheer.
- TAYLOR K., [1938] 1998, *Inconnu à cette adresse*, Paris, Éditions Autrement.
- TÉVANIAN P. et TISSOT S., [1998] 2002, *Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Paris, L'esprit Frappeur.
- TRAVERSO E., [1995] 1997, *Pour une critique de la barbarie. Ecrits sur l'histoire des Juifs et de l'antisémitisme*, Lausanne, Éditions Page Deux.
- TRAVERSO E. (éd.), 2001, *Le Totalitarisme. Le XXème siècle en débat*, Paris, Éditions du Seuil.
- TRAVERSO E., 2002, *La violence nazie, une généalogie européenne*, Paris, La fabrique-éditions.
- VAN CAMP H., 2003, *Auschwitz oblige encore. Tentative pour penser le mal absolu à partir du bien toujours relatif*, Paris, L'Harmattan.
- WIEVIORKA A., 1992, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Hachette.
- WIEVIORKA A., 2005, *Auschwitz, 60 ans après*, Paris, Éditions Robert Laffont.
- ZÁMEČNIK S., [2002] 2003, *C'était ça, Dachau 1933-1945*, Paris, Le Cherche-Midi / Fondation Internationale de Dachau.



## Chapitre 1.4. Texte 8.

2006 : « Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours habitants », *L'espace géographique*, n°3, Tome 35, pp.271-285.

---

Une grande fierté d'avoir réussi à publier dans cette revue qui apparaissait pour moi comme « la » revue de référence. Il m'a fallu du temps pour accéder à ce petit graal personnel. Pour ce faire, j'ai bénéficié du changement dans la direction du comité de rédaction. Denise Pumain et Marie-Claire Robic ayant redonné un souffle moins sectaire aux articles publiés. Pourquoi cette animosité de ma part. Parce que j'ai subi l'opposition et/ou l'incompréhension de son ancien directeur – Roger Brunet. J'ai en effet plusieurs fois proposé des textes à cette revue, soutenue en cela par l'un de mes mentors disciplinaires, l'un de mes pères géographiques, Jean-Paul Ferrier, membre du comité de rédaction à l'époque. Pour autant, je me suis cassé les dents ! Certains diront par mon incompétence rédactionnelle et scientifique, mais aussi sans doute par mon heideggérianisme supposé ! Car là était ma culpabilité. Parler de Heidegger ! Affabulation dira-t-on, peut-être... mais les échos de ces réunions ont confirmé ce fait. Qu'importe car, en fin de compte, n'y avait-il pas plus heideggérien que Brunet lui-même, attiré lui aussi par les étymologies et la poétique des mots (Brunet R., 2001 ou Brunet R., Ferras R. et Théry H., 1992). Il était (il est encore sans doute) en cela moins Pierre Bourdieu (*L'ontologie politique de Martin Heidegger* (1988)) ou Theodor Adorno (*Jargon de l'authenticité* ([1964]1989)) qu'Augustin Berque qu'il a publié à de nombreuses reprises dans cette revue.

Le seul intérêt d'évoquer tout ceci est de montrer aux jeunes chercheurs que des idées, des postures toutes louables et intéressantes qu'elles puissent être peuvent être mises en quarantaine ou à l'index, voire pire ignorée de la science géographique parce qu'elle ne cadre pas avec celles et ceux qui ont les bonnes places dans l'institution. Mais aussi que le temps joue en faveur de celles et ceux qui savent attendre. Car le seul avantage de cette mise à l'écart temporaire, c'est le caractère mûri (pas blet) de ce texte. S'il reprend et complète les deux textes évoqués précédemment (1 et 3), il présente de façon plus simple la démarche globale, notamment méthodologique à travers les doubles entretiens et l'utilisation de la sociolinguistique pour appréhender ce que j'appelais à l'époque les trialectiques fonctionnelles de la construction territoriale autour de la mise à proximité vs mise à distance du monde. Il me permettait de compléter mes analyses des discours habitants à travers les travaux de mon autre mentor, la sociolinguiste de l'urbain Lorenza Mondada que j'avais pu rencontrer plusieurs fois, tout d'abord dans les séminaires mis en place par mon directeur de thèse Bernard Debarbieux au sein du laboratoire TEO de Grenoble, mais aussi en suivant ses enseignements portant sur l'interactionnisme symbolique et l'analyse des vidéos successivement à Bâle et à Lyon.

De même, ce texte a finalement bénéficié de la maturation liée à la mise à plat de ma démarche grâce aux différentes présentations orales pour les postes de MCF qui en ont peut-être simplifié la compréhension un peu trop « brute de décoffrage » des deux textes précédents. Cela réinterroge alors la portée de précision chirurgicale de nos travaux et des écrits que nous publions. Et de ce qu'attendent les lecteurs. Car, comme évoqué plus haut, ce texte a eu plus de diffusion/citation que les précédents, comme il a eu plus de diffusion/citation que la thèse. Que retient-on d'un ouvrage de 700 pages si ce n'est des caricatures d'idée sur lesquelles pourtant on s'extasie sur la forme. La thèse semble plus complète qu'un article ou un ouvrage qui n'aurait pas présenté, avec moult détails, les terrains abordés, les méthodologies utilisées, les différentes références bibliographiques travaillées, etc. Que n'entendons-nous pas dire sur tel chercheur

faisant du commerce d'ouvrages sur le dos des chercheurs sérieux qui travaillent avec précisions. En fait, la capacité d'écriture n'est pas la même et il y a là aussi de la place pour toutes et tous dans le grand jeu de la mise en visibilité de soi et de nos recherches, quel que soit celui qui les éclaire. Je pense, et cela à l'encontre de mon anti-genrisme, que nous avons plusieurs facettes et plusieurs niveaux d'écritures selon l'âge (qui serait alors ici la clé de la typicité). Je me rends compte ainsi qu'aujourd'hui, l'utilité que je donnais à la précision s'estompe progressivement au profit d'un éclairage plus générique d'idées ou de concepts abstraits qui ne sont pas fondés forcément sur moult détails et exemples de recherches.

De plus, ma démarche constitutive m'amène à penser que pour bien entrevoir la subtilité des construits que nous mettons chacun en place dans notre vie quotidienne, il est en fait utile de réfléchir à une autogéographie, car n'est-on pas les seuls à pouvoir éclairer au mieux (et sûrement pas en entier car nous nous leurrons aussi de notre propre fiction) cette constitution et les spatialités qui en sont générés. Bien sûr, pour un regard de chercheur sérieux, tout est souvent à travailler, à préciser et pourtant j'ai l'impression que les intuitions que j'ai, sont plus précises, plus aiguisées que certains développements proposés par d'autres chercheurs (avec je l'admets rétrospectivement un total manque d'humilité). J'avoue prendre alors un grand bonheur d'amener les étudiants que j'ai la chance d'encadrer à tester ce que je pense être des intuitions/innovations. Intuitions/Innovations que, dans une grande déception quand j'étais plus jeune, et avec un grand recul aujourd'hui, je retrouve parfois déjà produite chez d'autres contemporains ou utilisés depuis des décennies par des maîtres plus anciens. Je pense ici à l'idée de métagéographie ou d'interobjectivité que j'avais retrouvé alors après les avoir énoncés respectivement dans les écrits de Raffestin et de Latour, heureusement ou malheureusement dans des définitions très éloignées des miennes. Plus souvent, je pense que notre démarche intellectuelle partage la même ontogénèse (à travers les mêmes lectures et/ou à travers les mêmes procédures de recherches) que certains collègues plus ou moins anciens et que nous aboutissons aux mêmes idées sans forcément qu'il y ait de plagiat incessant. L'idée est alors de laisser la place à toutes et tous de proposer des éclairages plus ou moins achevés sur leurs travaux et que ces avancées, qui finalement ne nous appartiennent pas, soient offertes aux autres pour qu'elles ou ils puissent les valoriser.

## PRAGMATIQUE PHÉNOMÉNOLOGIQUE DES CONSTRUCTIONS TERRITORIALES ET IDÉOLOGIQUES DANS LES DISCOURS D'HABITANTS

André-Frédéric Hoyaux

Belin | *L'Espace géographique*

2006/3 - Tome 35  
pages 271 à 285

ISSN 0046-2497

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2006-3-page-271.htm>

Pour citer cet article :

Hoyaux André-Frédéric, « Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours d'habitants »,  
*L'Espace géographique*, 2006/3 Tome 35, p. 271-285.

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

EG

2006-3

p. 271-285

## Discours d'habitants

Pragmatique  
phénoménologique des  
constructions territoriales  
et idéologiques dans  
les discours d'habitants

ANDRÉ-FRÉDÉRIC HOYAUX

Maître de conférences,  
université Michel de Montaigne-Bordeaux 3  
CNRS UMR 6588 MITI équipe TIDE  
andre-frederic.hoyaux@u-bordeaux3.fr

**RÉSUMÉ.**— Cet article élabore une méthode d'analyse phénoménologique des relations qu'entretiennent les habitants avec le monde qui les entoure. Il tente de repenser ces relations en montrant qu'elles instituent l'habitant comme un être projeté dans un monde, compris ici comme contexte de son existence mais aussi comme contexte d'interprétation de cette existence. Cette mise en perspective, opérée à partir des discours d'habitants, implique de réviser la procédure conceptuelle et méthodologique d'appréhension de ces relations tant du côté des explications que l'habitant donne du monde que des explications qu'il se donne à lui-même pour le comprendre et se comprendre selon son cercle herméneutique.

CONSTRUCTION IDÉOLOGIQUE,  
CONSTRUCTION TERRITORIALE,  
DISCOURS, PHÉNOMÉNOLOGIE,  
SOCIOLINGUISTIQUE

**ABSTRACT.**— *Phenomenological pragmatics of territorial and ideological constructs in dwellers' views.*—

This article develops a method of phenomenological analysis of the relationships that dwellers maintain with the world around them. It attempts to rethink those relationships by showing that they position the resident as a being projected into a world that is understood here as both the context of the dweller's existence and the context of the interpretation of that existence. This perspective based on dwellers' views prompts a review of the conceptual and methodological procedure for addressing those relationships both in terms of the explanations the dweller gives of the world and in terms of the explanations that the dweller gives to him/herself in order to understand that world and him/herself in accordance with his hermeneutic circle.

IDEOLOGICAL CONSTRUCT,  
PHENOMENOLOGICAL APPROACH,  
SOCIOLINGUISTICS, TERRITORIAL  
CONSTRUCTION, VIEWS

Cet article propose une méthode d'investigation permettant de mieux appréhender les tenants et les aboutissants des liens qu'entretient l'habitant avec *son* monde. Cette méthode, qui tente de réfléchir aux conditions et aux modalités concrètes de cette investigation, repose sur la production et sur l'analyse d'énoncés effectués lors d'actes de discours. Ce parti pris concernant l'utilisation du discours comme révélateur des liens entre l'habitant et le Monde découle de l'idée fondamentale selon laquelle la réalité vécue est *construite* en grande partie par le langage (Paillé, Mucchielli, 2003). Ce projet consiste, à un autre niveau de complexité abordé entre autres par la phénoménologie, à penser l'homme comme acteur de sa réalité – celle du monde dont il *s'entoure* –, et de sa réalisation en tant qu'être dans celui-ci.

© EG  
2006-3  
271

Suivre ce développement, c'est alors redécouvrir les fondements philosophiques de la phénoménologie existentialiste (Heidegger, Merleau-Ponty, Patočka, Sartre) et de l'herméneutique phénoménologique (Ricœur, Gadamer) et les arrimer aux méthodes qui les ont peu ou prou mis en perspective par leurs interactions pragmatiques avec la réalité vécue des habitants: l'ethnométhodologie de Garfinkel (1984), le constructivisme phénoménologique de Schütz (1987) ou la sociologie cognitive de Cicourel (1979). Ébaucher cela, c'est aussi soutenir l'idée qu'on ne peut proposer *a priori* de loi générale qui définirait dans l'absolu la relation qu'entretient l'habitant avec son environnement, mais aussi l'habitant avec lui-même, sans faire un détour par ce qui se passe à l'intérieur de sa conscience. Si de nombreuses études en sciences cognitives ont réfléchi à la mise en connaissance de ce rapport par des explications logiques, elles ont souvent omis de comprendre le sens de ce rapport pour la constitution même de cet habitant. Car comprendre ce sens, c'est avant tout ne pas vouloir l'expliquer en vérifiant sa véracité à l'aune de logiques hypothético-déductives (Amphoux in Grosjean, Thibaud, 2001) ou en le calant artificiellement sur des modèles spatiaux mais au contraire le laisser s'exprimer dans toute l'ampleur de sa complexité territoriale.

### Pour une approche phénoménologique des discours de l'habitant

Lorsque l'on veut réfléchir à l'intentionnalité que l'habitant projette quand il s'entoure de son monde, il faut tout autant analyser ce monde construit *par lui* que comprendre les motivations *pour lui* de cette construction. Si le premier temps de la construction (le *par lui*) peut se révéler sous diverses formes expressives – la littérature, les pratiques corporelles, la construction de bâtiments, le discours, etc. – qui permettent à l'habitant d'assigner des sentiments aux choses et aux êtres dont il s'entoure, à tout ce qui de près ou de loin le préoccupe, le second temps (le *pour lui*) est plus strictement rivié à la parole de cet habitant qui rend compte du « en vue de quoi » ces constructions premières sont effectuées à tel endroit, à tel moment ou en relation avec telle personne.

Cette réflexion épistémologique engage alors des principes méthodologiques renouvelés qui doivent tenter d'aller au-delà de la simple analyse constructiviste qui, si elle interprète à distance, de son regard prétendument « neutre », les raisons d'être des discours de l'habitant, ne le fait qu'en objectivant leurs causes et leurs effets. Une analyse qui veut interpeller l'avis même de l'habitant sur ces raisons d'être, – et donc ne plus le considérer, selon la formule de Garfinkel, comme un « idiot culturel » (*cultural dope*) –, doit modifier l'investigation épistémologique, conceptuelle, et instrumentale en la centrant pour partie au moins sur une auto-interprétation de cet habitant. Cette analyse développée notamment par la sociologie compréhensive (Mucchielli, 1996) ou l'ethnométhodologie (Quéré, 1985) est alors amenée à concevoir une dichotomie dans le champ sémantique sur lequel elle travaille, entre les significations qui sont produites lors des discours de l'habitant et le sens que ces significations possèdent pour celui-ci, et non pour le chercheur. En effet, ce dernier ne doit intervenir que comme médiateur d'une construction au deuxième degré (Schütz, 1987), comme le révélateur des explicitations de l'habitant: c'est-à-dire des explicitations qu'il donne et se donne sur ses intentionnalités.

Pour aborder les intentionnalités des habitants, il est possible d'utiliser des techniques d'entretiens approfondis (*depth interviewing*) développés, notamment en géographie, par les courants humaniste et phénoménologique (Eyles, Smith, 1988). Par la répétition compassionnelle, ou par les variations sur un même thème, ces

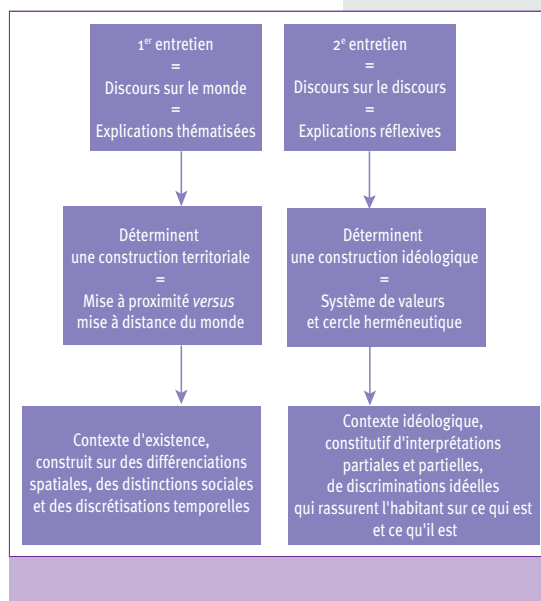
techniques permettent d'éclairer des récurrences praxéologiques – pratiques et pragmatiques – et *in fine* l'auto-analyse de l'interviewé. Mais si l'on veut réfléchir plus spécifiquement aux raisons d'être de ces deux temps (significations-sens) dans les configurations de telle ou telle relation au monde, il est intéressant de proposer une systématisation du double entretien comme cadre à la fois productif et réflexif (fig. 1). Pour ce faire, il est d'abord nécessaire de récolter un premier discours, sur ces relations au monde (temps productif des significations), et ensuite s'ouvrir sur un second discours, sur les raisons d'être de ces relations (temps réflexif du sens).

Si le premier discours peut être compris comme relevant de la production d'énoncés sur différentes thématiques, c'est-à-dire de significations que l'habitant donne sur le monde, le second doit être perçu comme une création d'idées que l'habitant se donne et donne à celui qui l'écoute sur ce qu'il a voulu dire, c'est-à-dire le sens de ses significations données dans un premier temps. Ce double temps conceptuel amène alors le chercheur à orienter sa recherche qualitative vers une technique du double entretien: le premier semi-directif ou « focalisé » permettant la production thématique de significations, le second exploratoire amenant l'habitant à réfléchir sur les significations qu'il a produites lors du premier entretien.

L'utilisation du premier entretien permet de clarifier de façon pragmatique la construction territoriale des habitants, c'est-à-dire tout la fois d'appréhender, par l'entremise du discours, l'action territoriale que ces habitants opèrent en tout instant dans le monde et la résultante spatialisée (par les construits matériels, par les mobilités, par l'évolution des représentations spatiales) que cette action détermine. Cette construction territoriale permet à l'habitant :

1° d'approprier, d'identifier, de projeter à chaque instant un lieu du Monde – c'est-à-dire d'éclairer par son discours une entité spatiale (un endroit, un paysage), sociale (une personne, les amis du travail) ou temporelle (un souvenir, un à-venir), que celle-ci soit proche ou lointaine – à laquelle l'habitant voue une préoccupation, une empathie ou un intérêt particulier;

2° de s'approprier, de s'identifier, de se projeter lui-même au sein d'un territoire plus vaste auquel appartient le lieu mis à proximité par l'habitant. Territoire qui semble, selon les divers jeux rhétoriques que l'on découvre par ailleurs lors des entretiens avec cet habitant, être tout à la fois délimité et délimitant sans pour autant que cette dialectique discursive ne fonde clairement une limite. Ces jeux rhétoriques, notamment métonymiques et syllogistiques (Debarbieux, 1995) animent en effet des relations de contenu à contenant (l'endroit dans le paysage, le paysage dans une région; la personne dans le collectif d'amis du travail, les amis du travail dans l'ensemble des amis; le souvenir dans une tranche de vie, l'à-venir dans un projet de vie), mais aussi de surimpositions de certaines



parties pour le tout (un endroit évoqué exprimant l'image de l'ensemble de la ville [Lynch, 1976; Ledrut, 1973]; le caractère ou le comportement des amis exprimant les valeurs ontologiques ou historiques de l'endroit où ils habitent). Ce territoire mis en lumière éclairant à son tour, en son sein, un ensemble potentiel d'autres lieux qui sont co-occurents au lieu mis à proximité initialement (un autre endroit du paysage ou un autre paysage de la région; un autre ami du collectif d'amis du travail ou un autre collectif d'amis, ceux d'enfance par exemple, dans l'ensemble des amis; un autre souvenir dans la tranche de vie remémorée<sup>1</sup> ou un autre projet dans la tranche de vie espérée). Ensemble de lieux co-occurents qui sont en quelque sorte mis à portée de cet habitant au sein de ce territoire, au sein d'un panorama sur lequel l'habitant peut venir piocher à tout instant de nouvelles entités spatiales, sociales et temporelles;

3<sup>o</sup> de bricoler (Bonetti, 1994) alors, dans la succession temporelle de son existence, un monde connu, *son monde*, fait d'un ensemble de territoires plus ou moins nombreux et plus ou moins proches les uns des autres. Ensemble de territoires qui semble toujours découvert mais qui reste toujours à découvrir dans l'en-deçà et l'au-delà des diverses entités non encore éclairées ou tout simplement cachées par le discours habitant. À côté de ces entités qui sont d'une certaine manière toujours inexistantes à l'habitant, qui sont en quelque sorte indifférentes à la construction territoriale qu'il effectue dans son actualité discursive, d'autres entités sont quant à elles clairement mises à distance par cet habitant. Cette mise à distance exprime un refus de l'habitant de les territorialiser, c'est-à-dire de pouvoir y être identifié, de se les approprier, d'y projeter quelque intérêt positif. Pour autant, ces diverses entités existent pour lui, et si elles ne participent pas de ses territoires, elles participent cependant de son monde en tant qu'entité spatiale et/ou sociale tout à la fois transitionnelles et transactionnelles. Transitionnelles car elles créent une échelle progressive entre le connu et l'inconnu, entre l'identité et l'altérité, entre l'ici et l'ailleurs. Transactionnelles car leur évocation dans le discours montre qu'il y a débat à l'intérieur même de l'habitant sur sa position territoriale dans son monde. Ce *monde* semble ainsi toujours déjà construit avant même que l'habitant ne le construise par ses discours ou plutôt avant même qu'il n'ait pris conscience de la construction elle-même. Cette construction territoriale (fig. 2) est une mise en configuration sociale, spatiale et temporelle d'un monde, celui de l'habitant. Ce *monde* a pour vocation, dans le *je-ici-maintenant* de son énonciation, d'être pour l'habitant, le monde propre à l'accomplissement de sa sécurité ontologique (Giddens, 1987). Celle-ci étant constitutive et constituée par un ensemble de *distinctions sociales* (So), de *différenciations spatiales* (Sp), et de *discretisations temporelles* (Te) qu'animent des trialectiques fonctionnelles de mise à proximité *versus* mise à distance, trialectiques d'inclusion (dans) – occlusion (auprès de et avec) – exclusion (hors) des diverses entités spatiales, sociales et temporelles mises en lumière par les discours de l'habitant sur le Monde (fig. 3).

Ce monde propre à la sécurité ontologique de l'habitant lui permet, au-delà de sa configuration, de sa mise en forme quasi cartographique, de son impression d'*avoir son monde*, d'*être son monde* (celui qu'il construit, dont il s'entoure), c'est-à-dire d'être sa propre vision du Monde (celui qui l'entoure, la Terre). Cette vision doit être comprise au double sens de mise en place (du Monde) et de possession (par le sens qu'il lui donne et se donne en même temps du Monde). Toute construction territoriale relève donc bien de la nécessité pour l'habitant de se construire (et de se sécuriser) par la construction même de son monde. Cette tautologie montre que c'est à partir de la construction qu'il fait de

1. Voir le livre de Georges Pérec, *Je me souviens* (1978), qui montre à merveille cette discretisation du temps que l'habitant organise en se remémorant son passé, en le reconstruisant territorialement par découpage du continu temporel abstrait.



son monde que l'habitant peut comprendre les possibilités qui l'animent et le chemin qui contribue à ce qu'il soit ce qu'il est.

L'utilisation du deuxième entretien permet alors de clarifier cette compréhension, c'est-à-dire l'interprétation que l'habitant se fait de lui-même et à lui-même selon son ou ses systèmes de valeurs. Ces systèmes de valeurs sont le plus souvent clos sur eux-mêmes, ce sont des cercles hermétiques, en ce sens que toute recension intellectuelle qu'opère l'habitant sur son propre discours est en elle-même une totalité interprétative datée, située, socialisée qui ne peut se regarder de l'extérieur en train de se penser. Ce cercle hermétique est en quelque sorte le dieu caché (Dieu, le hasard, la science, la psychologie, l'État, la mondialisation, etc.) de tous les discours que tient l'habitant sur son monde, que ces discours réfèrent implicitement ou explicitement à ce dieu caché.

Suite aux développements proposés par Gadamer, qui en est sans doute le théoricien le plus accompli (Gadamer, 1976-1996, p. 286-333), Christian Ferrié montre que le cercle hermétique se repaît de préjugés, de valeurs *a priori*, de *discriminations idéologiques* (Id).

En effet, « tout interprète est prisonnier de présuppositions, historiquement déterminées, qui agissent dans son dos en orientant à son insu la perspective et la teneur de son interprétation : ces présuppositions forment l'horizon préalable qui enferme ainsi, en fait encerclé à l'origine tout essai interprétatif » (Ferrié, 1999, p. 222). De même que la construction territoriale, la construction idéologique se fonde sur un toujours déjà là constamment recomposé. Cette recomposition impulsée autant qu'impulsant le discours lui-même que tient l'habitant en explicitant (en s'expliquant) ses constructions territoriales, modèle alors ces dernières. Car dans l'encercllement hermétique qu'il opère avec son système de valeurs, l'habitant tend à rigidifier ses limites spatiales, sociales et temporelles et à conforter son indifférence vis-à-vis d'espaces, d'individus, d'histoires envers lesquels il n'a aucune préoccupation et aucun intérêt, et qui ne participent donc aucunement de son monde.

Dans cette dialectique circulaire entre les constructions territoriales, la configuration du monde de l'habitant qui en découle et les constructions idéologiques qu'il y opère ou qu'il développe, l'ouverture au changement provient d'émergences relationnelles. Pourquoi relationnelles ? Parce que ce n'est ni le changement d'extériorité du Monde ni le changement d'intériorité de l'habitant qui peut changer sa construction du Monde mais bien la relation qui s'actualise de l'un à l'autre. Relation qui s'actualise différemment à un moment donné, dans une situation donnée, avec la présence ou non d'autres individus, dans le potentiel présent de part et d'autre de son champ corporel. Actualisation de la relation en soi inexplicable (par le chercheur) et non explicitable (par l'habitant) et pourtant fondatrice de ses discours sur le Monde et sur lui-même.

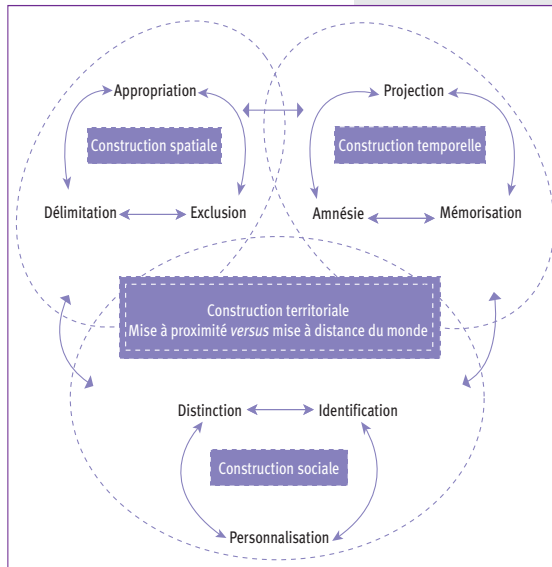
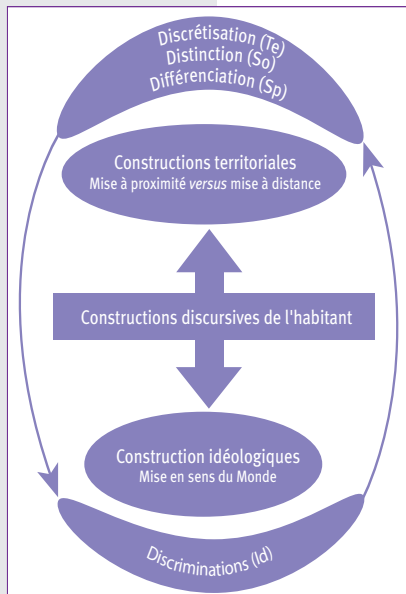


Fig. 2 / Les trialectiques fonctionnelles constitutives de la construction territoriale des habitants





**Fig. 3/ La double dimension territoriale et idéologique des discours de l'habitant**

### Apports de la sociolinguistique pour interpréter les discours de l'habitant

L'approche phénoménologique utilisée ici va s'intéresser aux entretiens dans la mesure où ils permettent de considérer « le langage et la cognition comme *mapping* efficace de l'espace » (Mondada, 2000, p. 61), c'est-à-dire comme des indicateurs de la configuration du monde qu'intente tout habitant par son discours. Ce discours étant une mise en forme de l'espace, c'est-à-dire la conception située, socialisée, datée du monde de l'habitant. Discours qui est donc tout à la fois « structuré et structurant, configuré dans les actions et les configurant » (Mondada, *ibidem.*). Quand elles sont ramenées à des préoccupations sur l'appréhension du Monde par l'habitant, les verbalisations sur l'espace permettent de s'intéresser à la construction territoriale de cet habitant, tant dans la configuration que celui-ci se donne de l'espace par la mise en forme de son monde, que dans la dialectique territoriale de mise à proximité *versus* mise à distance qui configure ce dit monde tout en étant un tant soit peu déterminée par lui. Du point de vue d'une analyse de pragmatique phénoménologique, il faut alors comprendre qu'à chaque instant, un monde stable existe au revers du discours de l'habitant,

mais que cette stabilité par essence éphémère se trouve reconstruite par l'énonciation, par le processus discursif lui-même.

L'analyse des discours permet donc de s'attacher, d'une part, à relever en quoi les énoncés agencent les avoir *lieu* dans une configuration générale du *monde*, et par extension en quoi cette configuration constitue alors une sorte de carte mentale, et d'autre part, à s'intéresser en quoi ces énoncés sont l'expression du système territorial (permanence des territorialités-processus de territorialisations) mis en place par cet habitant pour interagir avec ce qui l'entoure et se construire à partir de cette interaction. Dans l'entretien, on s'attache alors dans un premier temps à considérer les entités statiques spatiales, sociales et temporelles (noms de lieux; personnes ou groupe de personnes; événements) et à les indexer dans une configuration globale du monde de l'habitant; pour, dans un second temps, tenter de voir en quoi ces éléments de repérage sociaux, spatiaux et temporels sont mis à proximité, à portée ou à distance par l'habitant selon des jeux d'inclusion, d'occlusion et d'exclusion).

Pour ce faire, dans l'acte d'énonciation, on peut s'intéresser, d'une part, au *repérage absolu* qui renvoie aux entités statiques, et d'autre part, au *repérage relatif* qui permet de comprendre comment ces entités statiques sont mises en jeu par inclusion, occlusion ou exclusion dans la construction territoriale de l'habitant.

1° « **Le repérage absolu** est centré sur l'environnement et plus précisément sur des repères fixes et immuables, dont les coordonnées absolues nord-est-sud-ouest sont un exemple. Dans ce système peuvent servir de repère les éléments du paysage, comme la direction dans laquelle souffle le vent ou s'oriente un courant marin, le sommet d'une montagne, l'orientation d'une rivière, en étant en fait abstraits et idéalisés dans des usages conventionnalisés » (Mondada, 2000, p. 63). Le repérage absolu consiste par exemple en l'utilisation de la toponymie. Ce lieu peut être plus ou moins connu, plus ou

moins investi d'expérience personnelle, plus ou moins clairement situé, mais il a cependant lieu et il ouvre alors sur les autres sphères des relations au monde de l'habitant.

Ce repérage absolu s'organise dans le discours autour des « adjoints » ou « compléments ». Ces adjoints de lieu ou de temps ne sont souvent pas indispensables à une phrase déclarative. Les indiquer ajoute chez l'habitant à ses intentions de configurer clairement son monde. Cependant, même dans la dénomination de lieux, d'êtres ou de souvenirs particuliers, c'est l'activité énonciative entourant cette dénomination qui permet au chercheur d'interpréter la place réelle de ces derniers pour l'habitant-locuteur, c'est-à-dire d'appréhender, par l'indexation à la situation globale de l'entretien, si ce lieu est mis à proximité ou à distance de l'habitant. En effet, « il serait absurde de retenir une description sans l'associer aux positionnements qui la modalisent et lui confèrent sa valeur énonciative : ce constat motive l'analyse des opérations qui situent et définissent la valeur et l'intelligibilité de la spatialité pour les participants engagés dans l'interaction, davantage que les produits de ces opérations à un moment donné de l'interaction. Il en ressort une spatialité faite avant tout de mouvements, de dynamiques. Ceci est le cas même lorsque la tâche consiste à nommer les lieux, à leur attribuer une catégorie descriptive – car la dénomination même prend son sens par rapport aux pertinences qui apparaissent localement au fil du déploiement séquentiel » (Mondada, 2000, p. 122). Ainsi, il y a un intérêt non négligeable à travailler sur les repérages relatifs pour pouvoir interpréter l'intérêt réel que porte l'habitant envers ses lieux, et par extension envers toutes les entités spatiales, sociales ou temporelles dont il parle.

2<sup>o</sup> Le **repérage relatif** « est centré sur les participants de l'énonciation et fait intervenir, à côté des repères et des repérés, le locuteur, par rapport auquel l'objet à repérer est localisé. C'est pourquoi ce repérage a été aussi appelé déictique [...]. Les repères déictiques s'organisent autour de [...] l'*origo* de la *deixis* [du point origine de la désignation], définie par la triade « *je-ici-maintenant* ». Celle-ci est structurée spatialement par l'opposition – binaire, ternaire ou multiple selon les langues – entre les termes désignant l'« ici » et ceux désignant l'« ailleurs », définie non seulement par rapport à la distance de l'énonciateur, mais aussi à d'autres dimensions, faisant intervenir leur position sur un axe vertical (en haut *vs* en bas), ainsi que la localisation dans un territoire spécifique (vers la mer *vs* vers la forêt) [...] ou encore la présence ou l'absence de l'objet repéré dans le champ visuel, son accessibilité, son ancienneté ou sa nouveauté dans le discours » (Mondada, 2000, p. 62).

Ce repérage relatif est bien l'expression de la construction territoriale qui permet à l'habitant, dans l'acte d'énonciation, de configurer ses territoires au sein de son monde. Cette construction anime une échelle de mise à proximité *versus* mise à distance des entités éclairées par le discours. Échelle qui correspond à la structuration binaire, ternaire ou multiple dont parle L. Mondada et à laquelle on peut référer les idées d'inclusion, d'occlusion et d'exclusion des diverses entités (lieux, êtres, souvenirs-projets) au sein du monde de l'habitant. Ces trois types de structuration insistent sur le fait qu'il n'y a plus d'objet situé en tant que tel mais des relations particulières à des choses, des êtres, des souvenirs particuliers. L'habitant, par son discours, remplace donc la configuration euclidienne de l'espace par une configuration phénoménologique (voire topologique) de son monde. Car « la description de l'espace [dans l'interaction verbale de l'entretien] va de pair avec un positionnement de son énonciateur. D'une part, l'espace qu'il décrit n'est pas pour lui une étendue homogène, neutre, appréhendée par un œil abstrait et objectif mais un territoire où il s'inscrit, dont la topographie est articulée en lieux plus ou moins

centraux, plus ou moins saillants, dont la structuration est liée à ses activités, réseaux, habitudes. D'autre part, parce que l'objet de la description est souvent un espace complexe, qui ne saurait se réduire à sa morphologie, et dans la définition duquel la sociabilité est aussi importante que la matérialité» (Mondada, 2000, p. 115).

En fait, «la notion de *deixis* – qui est simplement le terme grec signifiant l'action de montrer ou indiquer, [...] – nous sera utile en ce qui concerne les traits orientationnels de la langue, ceux qui ont trait au moment et au lieu de l'énoncé. Ce qu'on appelle les pronoms personnels (je, tu, il) ne constitue qu'une des classes des éléments dont le sens doit être établi par référence aux *coordonnées déictiques* de la situation d'énoncé. Parmi les autres éléments qui comportent une composante de *deixis*, il y a les adverbes de temps et de lieu tels que *ici* et *là* («dans le voisinage du locuteur»: «pas dans le voisinage du locuteur»), *maintenant* et *alors* («au moment de l'énoncé»: «pas au moment de l'énoncé»). Ce ne sont là que les exemples les plus évidents de la manière dont la structure grammaticale de la langue reflète les coordonnées spatio-temporelles de la situation d'énoncé. La situation d'énoncé est *égocentrique*: le rôle de locuteur passant d'un participant à l'autre dans la conversation, le centre du système déictique change (*je* étant utilisé par chaque locuteur pour se désigner, *tu* ou *vous* étant utilisé pour désigner l'auditeur). Le locuteur est toujours au centre de la situation d'énoncé» (Lyons, 1970, p. 213).

De ce fait, le chercheur doit clairement positionner les conditions mêmes qu'établit la technique d'entretien qu'il utilise. Dans le cas des doubles entretiens :

- la situation d'énoncé a quasiment toujours été l'une des pièces du lieu de résidence habituel des interviewé(e)s (cuisine ou salon). Plus qu'égocentrique, cette situation d'énoncé était *égocentrée*, car même si toute relation part de l'habitant, le monde qu'il se construit n'est pas forcément tourné vers un égotisme absolu. En étant écocentrée, on ajoute l'idée de responsabilité de la relation qu'entretient l'habitant envers son monde (dans une relation d'ipséité) et on enlève cette conception mécanique (plus qu'animale) du tout pour moi (dans un rapport égoïste). Cette situation d'énoncé est également et déjà la marque d'une pratique territoriale du lieu de résidence qui est spécifique à la personne interviewée;
- de plus, selon l'hypothèse proposée, il y a une différence entre le domaine statique des adjoints de lieu et de temps (d'où l'idée de configuration du Monde) et le domaine dynamique des déictiques (d'où l'idée de construction territoriale). En effet, d'un côté, les adjoints de lieu et de temps ne bougent pas par principe d'une situation donnée à une autre. On peut considérer que la même personne interviewée à différents endroits conservera les mêmes relations, les mêmes *avoir lieu*, qu'elle se trouve ici ou ailleurs;
- en revanche, les déictiques (dans leur extensivité commune des linguistes) sont nécessairement rattachés à la situation d'entretien car l'interviewé(e) pondère de lui-même le déictique (*ici*, *là*, *là-bas*, *au-delà*, *proche*, *loin*, etc.) en fonction de l'emplacement qu'il suppose être communément admis par lui et son auditeur: tel quartier à côté d'ici ne peut plus l'être à côté d'un autre endroit. C'est en ce sens qu'il y a nécessité d'indexer un contexte énonciatif qui permet justement de savoir la teneur de la dialectique de mise à proximité *versus* mise à distance. Toutefois, cela n'enlève rien au fait qu'un déictique exprimant initialement la distance (*là-bas*, *au-delà*) puisse selon l'interviewé(e) se traduire phénoménologiquement par l'impression de voisinage (de contrée lointaine rapprochée).

Sans revenir sur toutes les catégories déictiques (pronoms personnels, adverbes de lieu et de temps, pronoms démonstratifs) qui sont amplement définies, parfois avec une certaine rigidité, dans les ouvrages de J. Lyons (1970) et de C. Kerbrat-Orecchioni

(1999, p. 39-78), il faut surtout retenir que les déictiques ont pour vocation de montrer, d'indiquer, de désigner un lieu, une chose, une personne, un événement auprès duquel ou avec lequel l'habitant se relie tout en indiquant la tension de cette relation (inclusion, occlusion, exclusion).

### Approche pragmatique des constructions territoriales et des configurations du monde

Pour éclairer les constructions territoriales et la configuration du monde de l'habitant de manière phénoménologique, l'approche pragmatique proposée par les socio-linguistes est donc la plus appropriée car elle inscrit l'étude du langage en acte, c'est-à-dire à la fois comme « *langage en situation*, actualisé au cours d'un acte d'énonciation particulier : il n'y a pas de dit sans dire ; [et comme] *langage agissant*, et modifiant en permanence l'univers du discours : il n'y a pas de dire sans faire » (Kerbrat-Orecchioni, 1995, p. 878). Pour donner un exemple de cela, l'utilisation de courts extraits d'entretiens avec une habitante de Grenoble va permettre d'interpréter les diverses entités spatiales, sociales et temporelles, mises en perspective dans certains énoncés, en les indexant à la situation générale mise en place plus globalement dans le discours de l'interviewée, et de déterminer alors sa construction territoriale.

Le passage utilisé ici aborde de manière thématique la relation à l'environnement proche du lieu de l'interview. On pourrait le considérer comme le territoire de la vie quotidienne de cette habitante, bien que cette dernière travaille et loge toute la semaine à Lyon pour poursuivre des études.

*Ça englobe quoi pour vous l'agglomération grenobloise ?*

Ben [rires] toutes les villes qui touchent de près ou de loin Grenoble, dont la vie est rattachée à celle de la ville de Grenoble.

*Pour vous, par exemple, vers le Grésivaudan, quelle serait la dernière commune de l'agglomération grenobloise ?*

Ben je dirais Lumbin [silence] ouais Lumbin et puis Brignoux de l'autre côté.

*Quelle est la différence que vous voyez avec les communes qui se trouvent après ?*

Et bien après, elles sont plus rattachées à la ville de Pontcharra. Donc c'est déjà moins grenoblois vraiment. Elles vivent souvent..., les lycées, fin les lycéens vont à Pontcharra plutôt qu'à Grenoble ou à Meylan. Donc on sent qu'il y a une espèce de limite vers Lumbin.

*D'accord. Et par exemple, vers la chuse de Voreppe, vers Voiron ?*

Ben, je connais moins mais moi je dirais Voreppe [rires]. C'est déjà loin [rires] mais c'est encore rattaché à la vie de Grenoble, je pense.

*Et les villages qui sont en contrefort des montagnes environnantes, par exemple, Seyssins, Seyssinet ou Corenc, est-ce que ça vous paraît appartenir à l'agglomération grenobloise ?*

Ouais.

*Et si l'on prend par contre des villages un peu plus lointains comme Le Sappey, ou Lans-en-Vercors ?*

Lans-en-Vercors, ça me paraît être en dehors, et Le Sappey en dedans.

*Le Sappey en dedans ?*

Ouais, ça vit plus, fin, [rires] c'est l'impression que ça me donne. Peut-être parce que je connais plus de gens qui habitent au Sappey qu'à Lans-en-Vercors [rires] mais Le Sappey, c'est quand même, fin, c'est tout près quoi, c'est à un quart d'heure de Meylan, c'est pas plus que Lumbin [rires]

Ce passage permet de mieux cerner les délimitations fonctionnelles et symboliques du territoire grenoblois de cette habitante qui, s'il n'est pas le seul territoire de son monde, en est cependant le principal. Cette habitante se caractérise explicitement comme Grenobloise alors même qu'elle ne vit à Grenoble que depuis quatre ans mais qu'elle y est née par hasard lors d'un déplacement de ses parents qui résidaient à Bordeaux à cette époque. Lieu de naissance qui est d'ailleurs donné par elle comme la principale justification de l'identité d'une personne.

Au-delà de cette mise en situation, l'extrait montre, d'une part, qu'un ensemble de toponymes (Grenoble, Lumbin, Brignoux, etc.) permet de configurer le monde de cette habitante; d'autre part, que la présence d'indicateurs de position (« en dedans », « en dehors », « c'est déjà loin », « c'est tout près ») organise les dialectiques de mise à proximité *versus* mise à distance inhérentes à la construction territoriale habitante. Ainsi, le lecteur attentif pourra reconnaître que la disposition des lieux qu'elle inclut dans son territoire n'est pas *équipolaire*. Celle-ci agence essentiellement ce territoire vers la vallée du Grésivaudan menant de Grenoble à Chambéry (Lumbin, Brignoux) ou l'un des massifs qui le surplombe (la Chartreuse). Les autres lieux cités à proximité de Grenoble (Voreppe, Lans-en-Vercors) sont peu ou prou exclus du territoire et cela indépendamment de la distance réelle entre son lieu de résidence et les lieux mis en discours. Ainsi, la distance entre Lumbin d'un côté et Voreppe de l'autre par rapport au lieu de résidence est *quasi* équivalente.

En fait, l'intérêt réside plutôt dans la dialectique de mise à proximité *versus* mise à distance de ces différents lieux par cette jeune femme. Lumbin, Brignoux, Pontcharra sont explicitement inclus dans son territoire toujours déjà découvert. Cette inclusion est révélée par son savoir précis sur l'affectation des élèves dans tel ou tel lycée, mais pas n'importe lesquels, principalement ceux polarisés sur le territoire de son « petit copain ». Territoire qui réfère après indexation à l'espace du collectif des lycéens qu'elle a pu côtoyer lorsqu'elle était encore à ce niveau scolaire (c'est-à-dire l'année précédant l'entretien). Cette inclusion des divers lieux est encore renforcée par l'occlusion (la fermeture) de son territoire, notamment par la délimitation qu'elle pose explicitement « vers Lumbin ». Quant à l'inclusion spatiale du Sappey (village en surplomb et à une dizaine de kilomètres de Grenoble), elle est renforcée par la mise en perspective qu'effectue cette habitante à partir de l'évocation de relations sociales (« peut-être parce que je connais plus de gens ») et temporelles (« Le Sappey, c'est à un quart d'heure de Meylan », son lieu d'habitation). Relations d'identification (au collectif des gens que je connais au Sappey) et de mémorisation (des souvenirs que j'ai eu d'y aller) qui coordonnent cependant plus une mise à portée potentielle qu'une mise à proximité immédiate (sans doute liée à l'implication une nouvelle fois de ma question), dans la mesure où elle s'inscrit, selon les jeux rhétoriques énoncés plus haut, dans un cadre général et non dans une relation précise actualisée (« les gens », « c'est pas plus loin que Lumbin »).

En revanche, il y a, d'une certaine manière, une volonté implicite d'exclure Voreppe et Lans-en-Vercors de son territoire. Plus encore que le fait de dire explicitement qu'elle les connaît peu, il est impossible d'indexer une situation qui prouverait le contraire. Cette habitante ne parle jamais de cette partie de la région grenobloise qui va du Sud de Grenoble en direction du Trièves, jusqu'au Nord en direction de Lyon, en passant par le Vercors dans son ensemble. Tout cet espace n'a aucune raison d'être chez cette habitante et surtout il n'en aurait sûrement pas eu si je n'en avais pas parlé

préalablement dans mes questions. En effet, mes questions ont induit tant Voreppe que Lans-en-Vercors alors qu'elles n'ont pas induit Lumbin, Brignoux, Pontcharra. D'où l'importance d'un protocole le plus neutre possible en ce domaine.

Le territoire grenoblois de cette habitante est donc fortement polarisé en direction de Chambéry comme si son panorama territorial tournait le dos à Grenoble et s'ouvrait uniquement sur la vallée du Grésivaudan en direction de la Savoie. Pour cette habitante, l'ensemble de la vallée du Grésivaudan en amont de Grenoble agence ainsi un ensemble de lieux co-occurents et potentiellement préhensibles à tout instant de l'entretien. On remarque ainsi comment la prise en compte des adjoints de lieu et des références à des personnes situées permet de co-déterminer à la fois la configuration du monde de l'habitant (ensemble des lieux inclus et exclus), de son territoire de la vie quotidienne (ensemble des lieux inclus autour de son lieu d'habitation), mais aussi les tensions dialectiques qui en agencent les diverses configurations.

### Système de valeurs et construction idéologique du Monde

À partir des travaux sur la pragmatique, on peut également découvrir les systèmes de valeurs qui sont mis en place par l'habitant, c'est-à-dire considérer les énoncés dans la ré-interprétation qui en est faite par l'habitant lui-même suite aux interprétations posées par le chercheur (en cours d'entretien ou plus spécifiquement après le premier entretien) ou suite aux propres explicitations de l'habitant (dans une sorte de maïeutique auto-révélatrice). On peut alors tenter de clarifier les tenants idéologiques, les conceptions du monde qui sous-tendent les constructions territoriales de cet habitant, ses actions dans le monde et les configurations qu'il réalise de son monde par ses actions.

Pour ce faire, il est intéressant de croiser la technique d'analyse de Robert Martin proposée ci-après avec l'herméneutique philosophique. Cette dernière permet de conserver la construction idéologique dans sa réalité hautement symbolique, en tant qu'elle est explicitée par l'habitant lui-même qui s'y relie. En effet, la compréhension du sens tel que l'on peut l'entrevoir par la technique de ré-interprétation de R. Martin se place plutôt au niveau infra-idéologique. Les grands systèmes de valeurs ne sont pas explicités en tant que tels (l'habitant ne dit pas forcément qu'il croit en Dieu, au hasard, ou à la psychologie freudienne) mais indexent la situation générale de l'énonciation et permettent justement par petites touches de re-constituer l'implication générative de ces systèmes de valeurs.

Par le long extrait proposé ci-dessous, R. Martin délimite de façon tout à fait pertinente les apports de la pragmatique dans le champ d'une interprétation compréhensive. « La thèse que nous allons défendre est que la pragmatique de l'énoncé est à la fois :

- le lieu où l'énoncé impose un système de représentations, tout un ensemble de croyances, de convictions, une idéologie si l'on veut ;
- le lieu où les représentations, les conceptions de l'univers imposent à l'énoncé une interprétation » (Martin, 1983, p. 232).

Ce que l'on représentera ainsi : l'analyse pragmatique de l'énoncé est bien le lieu où l'énoncé impose un système de valeurs, c'est le niveau du sens que l'habitant donne et se donne à être. Mais elle est aussi le lieu où ces valeurs imposent à l'énoncé une interprétation donc une construction signifiante de la part de celui qui énonce ces valeurs. Poursuivant sa démarche pragmatique, R. Martin ajoute, « 1° Ainsi l'énoncé *Ils se sont mariés bien qu'ils n'aient pas d'enfant* tend à imposer l'idée qu'on ne se marie pas si l'on

n'a pas d'enfant. Le morphème concessif "bien que" véhicule dans l'anti-univers un monde des attentes qui suggère une telle conclusion. [...] En somme la pragmatique de l'interprétation consiste dans l'explicitation des contenus présuppositionnels et du contenu des "attentes". En tant que mécanismes, présupposition et "attentes" appartiennent à la sémantique; en tant que contenus, ils relèvent de la pragmatique. 2° La procédure est inverse dans la *ré-interprétation*. Supposons que notre ami Pierre ait la conviction, gauchisante, que le mariage est le signe le plus détestable de l'embourgeoisement. Et pourtant Pierre s'est laissé fléchir: il s'est marié. Dès lors l'énoncé Pierre s'est marié, prononcé avec mépris, signifiera qu'«il est misérablement embourgeoisé». Paraphrase pragmatique, évidemment liée à la situation: une signification nouvelle se superpose au sens virtuel de la phrase. L'énoncé a été ré-interprété» (Martin, 1983, p. 232-233).

Le but de la démarche proposée ici n'est pas de savoir s'il est positif ou négatif que Pierre se soit marié mais bien de savoir en quoi le fait qu'il soit gauchisant a joué et joue encore sur sa construction territoriale vis-à-vis du mariage. Toutefois, parallèlement, il faut aussi souligner le fait qu'il existe une infinité de possibilités idéologiques qui mènent à ne pas vouloir se marier ou au contraire à vouloir se marier. Se marier ou non n'est donc pas toujours régi par la même construction idéologique, alors qu'il peut pourtant produire une construction territoriale partiellement équivalente, tant par la pratique du mariage elle-même que dans l'argumentation qui en est faite par les mariés ou ceux qui ne veulent pas l'être.

Pour tenter de présenter succinctement en quoi un système de valeurs peut déterminer la construction territoriale de l'habitant et à l'inverse comment cette construction territoriale, qui est nécessairement le garant de la sécurité ontologique de l'habitant, peut former son système de valeurs, la construction idéologique de son monde, j'ai pris le parti d'exposer ce court extrait d'un deuxième entretien. Celui-ci s'est inscrit en fait sur un non-dit de cette habitante qui paraissait surprenant. En effet, cette dernière n'a pas clairement évoqué cette région, alors que, par ailleurs, j'avais pu, par des entretiens avec un autre membre de sa famille, comprendre l'importance de celle-ci dans l'organisation familiale:

*Alors êtes-vous férue de Bretagne?*

Non!

*Pas du tout alors?*

Non! Non! [rires] Franchement pas même!

*Vous n'aimez pas du tout?*

Non! C'est ma hantise la Bretagne.

*Vous avez peur d'aller là-bas?*

Ouais!

*C'est pour ça que vous n'aimiez pas la mer?*

Non, c'est pas pour ça parce que quand je suis à la mer, ça va, ça se passe bien. C'est la Bretagne! C'est la région, c'est l'ambiance Bretagne, elle me va pas du tout!

*Qu'est-ce qui vous déplaît là-bas?*

[soupirs] Que les gens sont hyper conservateurs. Que les idées, elles évoluent pas du tout!

Fin, qu'il y a surtout beaucoup de personnes âgées donc ça reste très...

Vous avez vraiment l'impression que la Bretagne c'est une...

C'est une prison!

*...c'est une région qui n'a que des personnes âgées?*



Non. Cette année, j'ai eu un contact un peu différent parce que j'ai été dans un club de voile donc j'ai connu plus de jeunes. Et c'est vrai qu'ils font beaucoup pour faire changer les choses et c'est super ce qu'ils font. En même temps, ils remettent les traditions au goût du jour quoi et c'est bien ce qu'ils font. Mais moi je crois que j'y arriverai jamais.

*Ces traditions-là, vous avez l'impression que ça ne vous correspond pas ?*

J'aime bien quand j'y suis parce que c'est toujours sympa, il y a de l'ambiance, ça bouge bien. Mais quand je suis ici par exemple, j'écouterai jamais de la musique bretonne, ça me sort par les yeux [rires], alors que mon frère il adore ça

*Oui, j'ai vu [elle rit] et votre maman aussi elle m'a dit qu'elle aimait bien ?*

Oui [rires]

*Donc voilà une différence ?*

[rires] Je crois que c'est lié à ce que j'y ai vécu ! parce que ça jamais..., fin, ça s'est toujours très mal passé !

*Quand vous étiez en Bretagne ?*

Ouais ! Donc j'ai beaucoup de mal maintenant parce que je stresse tellement avant d'y aller que ça se passe forcément pas bien en fait.

*Et c'était plus en rapport avec l'environnement ou en rapport avec la famille que ça se passait mal ?*

Les deux ! C'est bizarre, avec ma famille là-bas ça se passe pas bien, enfin c'est rare que ça se passe bien. Et puis c'est bizarre, j'arrive là-bas, je suis malade et je suis malade tant que j'y suis. Mais malade physiquement. J'ai une maladie et c'est pénible je suis tout le temps malade quand je suis là-bas. Mais c'est parce que vous êtes déjà... Dès avant de partir, vous avez envie de... Ben je sais pas à quoi c'est dû mais en tout cas [rires communs] c'est franchement pénible [rires]. Donc c'est vrai que ça me fait pas aimer les lieux beaucoup et puis je suis pas une fana d'humidité et de temps breton [rires]. Y en a qui aime, ma maman entre autres. Moi j'aime pas du tout [rires] donc ça me casse les pieds et je fais que râler, voilà [rires].

Par ce court extrait, on peut entrevoir tout d'abord et très clairement les constructions territoriales à l'œuvre en ce qui concerne cette contrée mise à distance par cette habitante. Cette mise à distance de la Bretagne s'observe notamment par l'utilisation des repérages absolus (les toponymes) et des repérages relatifs (les déictiques ou indicateurs de lieux) en tant qu'ils sont mis en relation avec l'ensemble des jeux d'indexation qui leur sont assignés dans son discours («c'est ma hantise la Bretagne»; «l'ambiance Bretagne, elle me va pas du tout» ou «quand je suis ici, j'écouterai jamais de la musique bretonne [de là-bas]»; «là-bas, ça se passe pas bien», «j'arrive là-bas, je suis malade»). Constructions territoriales qui n'agencent pas seulement des relations de différenciations spatiales, mais aussi des relations sociales et temporelles. Les relations sociales s'opèrent par des distinctions, notamment avec sa mère («je suis pas une fana d'humidité et de temps breton. Y en a qui aime, ma maman entre autres»), plus globalement avec la famille de sa mère originaire de Bretagne («avec ma famille là-bas, ça se passe pas bien»), et avec son frère («j'écouterai jamais de la musique bretonne, ça me sort par les yeux, alors que mon frère il adore ça»), mais aussi dans une moindre mesure par des identifications avec les jeunes du club de voile. Quant aux relations temporelles, elles s'inscrivent principalement dans des discrétisations qu'initie la mémorisation d'événements négatifs et l'oubli implicite de ce qui a pu se passer agréablement, notamment par la minimisation de la période au club de voile et le fait que de toute façon même si «c'est bien ce qu'ils font, je crois que j'y arriverai pas».

Cette volonté d'exclure de ses territoires une entité pourtant très souvent pratiquée lors de vacances se double progressivement dans son discours d'une construction idéologique qui donne sens à cette exclusion. Cette construction idéologique permet alors à



cette habitante de justifier un tant soit peu cette opposition qui paraît de principe. Celle-ci intervient plus particulièrement à propos des penchants conservateurs des gens qui habitent la Bretagne. Penchants conservateurs qui renvoient pour cette habitante aux personnes âgées qui peupleraient majoritairement la Bretagne, aux idées qui n'évolueraient dès lors pas du tout, et en fin de compte à une prison. Indexé à la situation globale des entretiens réalisés avec cette habitante, il semble clair que l'ensemble des griefs opposés à la Bretagne renvoie explicitement à de mauvais rapports avec ses grands-parents dont les relations n'ont guère été appréciées lors de sa jeunesse («Je crois que c'est lié à ce que j'y ai vécu! parce que ça jamais..., fin, ça s'est toujours très mal passé!»). Ces griefs conditionnent alors l'ensemble des relations que cette habitante entretient avec la Bretagne tant au niveau spatial (idée d'enfermement, de délimitations imposées et non désirées), que social (idée de l'omniprésence des personnes âgées, de l'impossibilité de fonder du commun) et temporel (idée de non évolution des idées, d'impossibilité d'y faire des projets).

À côté de ces justifications, d'autres éléments périphériques renforcent encore le système de valeurs s'opposant à toute entente avec ce que représente la Bretagne. Ces éléments d'autorité se construisent sur du sens commun, des images d'Épinal ressassées à foison. C'est en particulier le cas de l'humidité. Mais en fin de compte, c'est le bien-être de cette habitante qui s'en trouve aujourd'hui déconstruit. Le bien-être est avant tout constitué par le sentiment de sécurité ontologique, c'est-à-dire par l'adéquation entre les pratiques du corps et de l'esprit et les lieux et les personnes auprès desquels l'habitant projette des sentiments positifs. Ici, cette habitante ne fait pas corps avec les lieux et les personnes («j'arrive là-bas, je suis malade et je suis malade tant que j'y suis. Mais malade physiquement»). Son esprit ne veut (ne peut!) donc pas s'y fondre. S'y fondre serait s'y perdre. D'ailleurs, si je n'avais pas posé ces questions au sujet de la Bretagne, cette habitante ne m'en aurait sûrement pas parlé car, pour elle, la Bretagne doit rester absente de son monde et cela même si elle est encore amenée à devoir s'y rendre.

L'utilisation des doubles entretiens permet donc de comprendre la relativité des relations qu'entretient l'habitant avec le Monde et avec lui-même. Cette relativité n'est pas déconnectée de la réalité de ce Monde pour celui qui le vit mais elle compense par les constructions territoriales les effets toujours déjà déterminés des conditions d'ancrage spatial, de reproduction sociale, de routine temporelle de ce Monde. En configurant son monde, l'habitant prend corps et âme avec le Monde, il s'en trouve alors responsabilisé. Et c'est par cette prise de responsabilité qu'il le sécurise et se sécurise au sein de celui-ci.

Si cette utilisation permet un éclairage de cette relativité vécue par l'habitant, il faut rester conscient du fait que cette intra-subjectivation du monde tend à singulariser les territoires de chacun. Elle échappe donc à la raison aménagiste qui tente au moins pour partie de générer du collectif dans sa production d'espace à habiter. Pour autant, il n'y a pas d'incompatibilité entre ces approches mais des complémentarités à construire. Le problème demeure la lecture même de ces territoires. Relèvent-ils uniquement de l'apparence extérieure que les construits formalisés sur la Terre (maison, quartier, ville, réseaux) révèlent, ou doivent-ils être appréhendés dans les significations que les habitants eux-mêmes se donnent ou leur donnent? Certes l'aménageur, le politique, appellent à plus de lisibilité, celle des chiffres et des réalités concrètes, mais celles-ci enjoignent aussi un décentrement vis-à-vis de leur objectif, en tout cas supposé, celui d'améliorer le bien-être des habitants qui ne résulte pas *ipso facto* de la qualité de vie potentielle proposée (Racine in Derycke, Huriot, Pumain, 1996).

## Références

- AMPHOUX P. (2001). « L'observation récurrente ». In GROSJEAN M., THIBAUD J.-P. (eds), *L'Espace urbain en méthodes*. Marseille : Éditions Parenthèse, p. 153-173.
- BONETTI M. (1994). *Habiter, le bricolage imaginaire de l'espace*. Paris/Marseille : Desclée de Brouwer, coll. « Re-connaissances ».
- CICOUREL A.V. (1979). *La Sociologie cognitive*. Paris : PUF, coll. « Sociologies d'aujourd'hui ».
- DEBARBIEUX B. (1995), « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique ». *L'Espace géographique*, tome XXIV, n° 2, p. 97-112.
- DERYCKE P.-H., HURIOT J.-M., PUMAIN D. (dir.) (1996). *Penser la ville. Théories et modèles*. Paris : Anthropos-Economica.
- EYLES J., SMITH D. (eds) (1988). *Qualitative Methods in human geography*. Cambridge/Oxford : Polity Press/Basil Blackwell.
- FERRIÉ C. (1999). *Heidegger et le problème de l'interprétation*. Paris : Éditions Kimé.
- GADAMER H.-G. (1976-1996). *Vérité et méthode : les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*. Paris : Éditions du Seuil.
- GARFINKEL H. (1984). *Studies in ethnomethodology*. Cambridge : Polity Press.
- GIDDENS A. (1987). *La Constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*. Paris : PUF, coll. « Sociologies ».
- GROSJEAN M., THIBAUD J.-P. (eds) (2001). *L'Espace urbain en méthodes*. Marseille : Éditions Parenthèse.
- HOYAUX A.-F. (2000). *Habiter la ville et la montagne : essai de géographie phénoménologique sur les relations des habitants au lieu, à l'espace et au territoire (exemples de Grenoble et Chambéry)*. Grenoble : Institut de Géographie alpine (Grenoble 1).
- HOYAUX A.-F. (2002). « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter ». *CyberGéo : Revue européenne de géographie*, n° 216. <http://www.cybergeopresse.fr/ehgo/hoyaux/article.htm>
- KERBRAT-ORECCHIONI C. (1995). « Sémantique ». *Encyclopædia Universalis*, tome xx, p. 873-879.
- KERBRAT-ORECCHIONI C. (1999). *L'Énonciation : de la subjectivité dans le langage*. Paris : Armand Colin.
- LEDROUT R. (1973). *Les Images de la ville*. Paris : Anthropos.
- LYNCH K. (1976). *L'Image de la cité*. Paris : Bordas-Dunod.
- LYONS J. (1970). *Linguistique générale : introduction à la linguistique théorique*. Paris : Larousse.
- MARTIN R. (1983). *Pour une logique du sens*. Paris : PUF.
- MONDADA L. (2000). *Décrire la ville : la construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*. Paris : Anthropos-Economica.
- MUCCHIELLI A. (1996). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.
- PAILLÉ P., MUCCHIELLI A. (2003). *L'Analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin-VUEF.
- PATOCKA J. (1988). *Qu'est-ce que la phénoménologie ?* Grenoble : Éditions Jérôme Million.
- PEREC G. (1978). *Je me souviens*. Paris : Hachette Littératures.
- QUÉRÉ L. (1985). *Problèmes d'épistémologie en sciences sociales*. Tome III : *Arguments ethnométhodologiques*. Paris : EHESS, CNRS, Centre d'études des mouvements sociaux.
- RACINE J.-B. (1996). « Entre paradigme critique et visions humanistes ». In DERYCKE P.-H., HURIOT J.-M., PUMAIN D. (dir.) (1996). *Penser la ville. Théories et modèles*. Paris : Anthropos-Economica, p. 201-258.
- SCHÜTZ A. (1987). *Le Chercheur et le Quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*. Paris : Librairie des Méridiens.

## Chapitre 1.5. Texte 15.

2013b, « Géographie et phénoménologie. Perspectives théoriques et méthodologiques autour de la proximité et de l'authenticité », in Frère B. et Laoureux S. (dir.), *La phénoménologie à l'épreuve des sciences humaines*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. Anthropologie et philosophie sociale vol.6, pp.73-88.

---

Ce texte est la réécriture d'un texte produit pour un colloque organisé à Liège en Belgique par le sociologue Bruno Frère et le philosophe Sébastien Laoureux en...mai 2007. Ma participation à ce colloque était là encore un grand bonheur pour moi car il me permettait enfin de me confronter à ceux vers lesquels on m'assignait d'être (les philosophes) tout en me déniaient le droit d'en revendiquer la légitimité, que je ne demandais d'ailleurs pas. Je ne m'auto-désigne en effet pas comme un philosophe (et encore moins comme un sociologue) bien que certains de mes collègues et surtout quasi l'ensemble de mes étudiants, eux, me désignent comme tel ! Sans que je ne sache trop pourquoi car je ne pense pas utiliser plus de compétences rhétoriques que mes collègues ni manipuler plus d'abstractions conceptuelles ni être plus déconnecté du terrain que la plupart. Je suis un géographe, et pas seulement un géographe de cabinet, compulsant frénétiquement des ouvrages, et notamment de phénoménologie. Je suis géographe au sens où ma démarche tente de montrer l'importance de l'espace comme référent des façons d'être, de faire et de penser des habitants et en quoi cela conditionne des spatialités particulières dans leurs activités quotidiennes ! Analyse de l'espace comme référent et comme déterminant des spatialités qui doivent être réécoutes par la philosophie comme la sociologie pour améliorer leurs propres travaux. Ce colloque proposait en quelque sorte l'inverse de cette invitation puisqu'il fondait sa problématique sur l'utilisation des méthodes phénoménologiques dans les autres sciences humaines et sociales. Il faudrait imaginer mettre en place un colloque identique sur ce que la géographie apporte aux autres sciences humaines et sociales.

Cette participation a été également un grand bonheur car elle m'a permis de rencontrer des chercheurs de renom avec lesquels j'ai pu discuter et développer mes arguments, notamment Luc Boltanski qui travaillait alors sur la souffrance et la mise à distance de celle-ci par les êtres humains. Nous avons pu alors dissenter sur la définition même de la souffrance comme construction sociale plus ou moins normative, plus ou moins symbolique et la capacité des êtres humains à affronter celle-ci par une mise à l'écart plus ou moins consciente par les êtres eux-mêmes, par leur entourage et par la société dans son ensemble. Cela m'a permis de réfléchir à nouveau sur les jeux plus spatiaux de cette mise à distance au sein d'une posture interactionniste, qui dépasse la simple distance euclidienne. L'espacement n'est pas que spatial, l'espacement n'est pas que macro ou par rapport à l'extérieur de soi. Il y a aussi une spatialité du corps et on le met parfois lui aussi à distance de nous-mêmes, c'est-à-dire à l'esprit ou à la conscience de celui qui est censé pourtant le porter.

Le cœur du projet de ce texte, outre de confronter une démarche commune, était de préciser pour le monde extérieur une sorte d'historiographie de la géographie et de montrer comment elle aussi pouvait avoir besoin de la phénoménologie pour appréhender l'espace et mieux comprendre ou différemment celles et ceux qui le vivent. Les concepts de proximité et d'authenticité étaient ainsi abordés car s'ils sont centraux dans la phénoménologie heideggerienne, ils sont également centraux dans les travaux géographiques contemporains soit dans sa dimension économique (la proximité présentée aujourd'hui comme une rente de situation à travers le localisme, l'écologisme ; l'authenticité comme ressource patrimoniale), sociologique (la proximité comme expression de la mitoyenneté, du voisinage, l'authenticité

comme justification de l'identité individuelle, collective, culturelle), ou politique (la proximité à travers les reconfigurations des projets de territoire, l'enjeu des frontières ; l'authenticité à travers la légitimation de la nation et de l'Etat).

Mon seul regret est que la partie sur l'authenticité ait été quelque peu escamotée par les directeurs de publication car elle insistait mieux sur le fait que l'authenticité est une fiction comme d'autres référents qui agitent notre action au sein de l'espace. A l'inverse de la croyance d'Heidegger qui finalement enferme l'habitant (l'être-au-monde ou l'être-là qui est au monde) dans une rencontre obligée avec son Être, sorte de substance parfaite mais normative, l'authenticité doit être vue selon moi comme une énième construction que nous projetons face à nous comme notre propre perfection identitaire individuelle ou collective. Mais cette perfection identitaire devient une cage ontologique car elle fixerait nos instincts à être comme tel sans que nous ne puissions plus faire autrement, elle nous enlève notre part de monde que nous constituons de fait quand nous habitons. Elle confine alors les êtres à ne plus être eux-mêmes mais à partager de fait des façons d'être, de faire et de penser qui seraient en théorie, et par principe les bonnes. Pourtant, être authentique, au-delà d'être une gageure, est une fiction que l'habitant est le seul à pouvoir estimer en propre car elle relève de sa croyance à être d'une certaine façon au sein du monde. Cette propriété doit rester un point de vue et un point visé réflexivement travaillé par chaque habitant et non devenir un donné, pour éviter alors, au sens métaphorique, l'animalisation de l'humanité, pris dans ses instincts du « devoir » être.

L'analyse rétrospective de ce texte me permet également de soulever une interrogation à laquelle je ne peux cependant répondre complètement. Nombre de mes collègues traitant de l'habiter compare souvent mes travaux à ceux d'Augustin Berque et nous mettent ensemble dans le même panier d'une géographie phénoménologique. Pour Mathis Stock : « En France, deux spécialistes en la matière, A. Berque et A.F. Hoyaux, explorent cette voie herméneutique et phénoménologique. Ancrer la géographie dans les sciences humaines et sociales est central pour cette approche. La thèse centrale est la suivante : l'espace n'existe pas indépendamment des interprétations des êtres humains, et c'est le sujet qui met en œuvre ces interprétations » (Stock M., 2006c, 27). Pour Olivier Lazzarotti : « Augustin Berque (2000) d'une part, et André-Frédéric Hoyaux (2000) de l'autre, privilégiant l'introspection sur le rapport aux autres, en sont aujourd'hui les principaux tenants dans une logique qui fouille dans le « mystère de la nature humaine » les clés majeures de la compréhension des hommes » (Lazzarotti O., 2006b, 88). Et il est vrai que les parallèles sont évidents et le sont de plus en plus, comme le prouve les derniers écrits d'Augustin Berque (2012) traitant de la poétique ou les travaux plus anciens sur les différences d'appréhension à réaliser entre l'analyse du *topos* et de la *chora* pour notre réflexion sur la spatialité. Pour autant, nous n'avons finalement jamais réalisé voire même participé à des colloques ensemble ni eu d'échanges de recherche depuis près de 15 ans. Les seules relations datent de ma volonté d'avoir un poste à l'EHESS juste après ma thèse et une critique de sa part sur un article qui n'a jamais vu le jour avant même que je ne commence ma thèse. Il n'y a pourtant aucun jeu de place de ma part (et sûrement encore moins de la sienne) mais j'ai l'impression que les réseaux ne sont pas les mêmes et que certains groupes de recherches fonctionnent en circuit fermé. Si j'observe les auteurs ayant participé à son dernier colloque sur la thématique de l'habiter : *Donner lieu au monde. La poétique de l'habiter* (Berque Augustin, De Biase Alessia et Bonnin Philippe, 2012), je me rends compte que l'on retrouve à peu près les mêmes auteurs que ceux des colloques plus anciens de la fin des années 1990 publiés par les éditions OUSIA. Sans faire ici une genrification générationnelle, il y a un parti pris plus philosophique chez Berque que chez moi. Car je me vis explicitement comme géographe (sans que ce ne soit une posture ou un étendard à défendre de manière obtuse) et si j'ai été heureux de participer à ce colloque en Belgique, c'est aussi parce que l'on m'invitait en tant que géographe et non en tant que philosophe.

Bruno Frère et Sébastien Laoureux (dir.)

**LA PHÉNOMÉNOLOGIE  
À L'ÉPREUVE DES  
SCIENCES HUMAINES**

ANTHROPOLOGIE ET PHILOSOPHIE SOCIALE

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	9
<b>L'unité de l'épochè à l'épreuve de sa mise en pratique. Anthropologie, psychiatrie, religion</b> .....	17
<i>Nathalie Depraz</i>	
<b>« Je ne me sens pas vieillir ? ». Le vieillissement à l'épreuve de l'imagination phénoménologique</b> .....	33
<i>Emmanuelle Tulle</i>	
<b>Pour une approche sartrienne de l'inconscient, de l'espace et du récit de vie</b> .....	57
<i>Jean-Marie Gauthier</i>	
<b>Géographie et phénoménologie. Perspectives théoriques et méthodologiques autour de la proximité et de l'authenticité</b> .....	73
<i>André-Frédéric Hoyaux</i>	
<b>L'opposition du monde vécu et du monde technique dans l'élevage d'animaux de rente. Usages de la notion de participation, entre phénoménologie et anthropologie</b> .....	89
<i>Frédéric Keck</i>	
<b>La phénoménologie pour un nouveau rapport pragmatiste au monde social</b> .....	109
<i>Patrick Baert</i>	
<b>Promesses et impasses sociologiques de la phénoménologie</b> .....	135
<i>Bruno Frère et Sébastien Laoureux</i>	
<b>Bibliographie</b> .....	159
<b>Notices biographiques</b> .....	169



# Géographie et phénoménologie

## Perspectives théoriques et méthodologiques autour de la proximité et de l'authenticité

André-Frédéric HOYAUX

*Université de Bordeaux 3*

### **La géographie phénoménologique vers une sécurité ontologique**

Ce chapitre a pour objet de préciser les apports de la phénoménologie à la géographie, notamment sur les questions relatives aux méthodes d'appréhension et de conception de la relation de l'homme à l'espace. De l'analyse de ces apports découle une réflexion globale sur le concept d'habiter nourri à la fois de la relation de l'homme à l'espace (dite construction territoriale) et de l'homme à lui-même à travers cette relation à l'espace (dite constitution ontologique). Ces relations invitent à travailler sur deux champs d'investigations phénoménologiques qui sont utiles à la géographie, celui d'éloignement et d'authenticité.

L'intérêt d'approfondir ces deux concepts relève du fait qu'ils coordonnent une constellation de notions qui sont aujourd'hui fondamentales dans les sciences humaines et sociales traitant de l'espace. C'est notamment le cas de la question des mises à proximité et des mises à l'écart du monde qui sont opérées par chaque habitant en tant qu'il est un individu et/ou le représentant-participant d'un ou de plusieurs collectifs (famille, association, groupe de travail). Ces dialectiques s'articulent pour partie autour des questions de mobilités réelles (permises par routes, autoroutes, trains, TGV, avions, bateaux) ou virtuelles (celle de la mobilisation d'êtres ou d'entités spatiales par les communications effectuées à travers les TIC tel que téléphone, téléphone portable, internet) ; mais aussi pour partie autour du type de mesure de la réalité qu'effectue cet habitant (Hoyaux, 2003a). En effet, le choix d'autres types de métriques que celle qui réfère à l'étendue,

*La phénoménologie à l'épreuve des sciences humaines*

interfère avec celle-ci. La distance-étendue, spatiale au sens strict, se construit aussi à partir de métriques sociogènes que structurent par exemple les dialectiques représentationnelles de la sécurité et de l'insécurité ; de la normalité et de l'anormalité ; de la légalité et de l'illégalité, de l'identité et de l'altérité, structurées elles-mêmes par de grands référents le plus souvent construits autour des notions de race, de genre, de religion, de classe.

Ce phénomène de structuration de la dimension spatiale dans l'organisation du social (construction territoriale) s'ancre alors dans un ou des ensembles de justifications qui tentent d'objectiver au mieux, de donner autorité et véracité à la réalité vécue par l'habitant. En cela, un imaginaire du « dire » et du « faire authentique » se construit. Sa vocation est de valider, de donner pertinence, d'apporter un autre type de sécurité, ontologique cette fois, qui permet d'interpréter et de comprendre la réalité selon des prérequis non discutés et non discutables.

L'approche proposée mènera le lecteur dans une démarche constructiviste voire constructionniste de la réalité. En amont, par l'appréhension de la réalité du monde, en tant qu'elle est éclairée par la construction de la mise en relation elle-même lorsqu'elle est énoncée à travers les manières de dire, de faire et de penser. En aval, par l'interprétation des manières de faire, de dire et de penser (au revers d'énoncés, de cartes mentales, de pratiques spatiales) et la compréhension par l'être-au-monde lui-même de la cohérence de ces/ses constructions (par la réflexivité sur une constitution ontologique).

Mais pour arriver à mieux introduire cette utilisation de la phénoménologie en géographie, il semble nécessaire d'en présenter une historiographie qui met en perspective les deux principaux « tournants » épistémologiques et méthodologiques qui lui ont permis d'en intégrer des éléments essentiels. Cet éclairage introduira alors les conséquences sur les manières de faire et d'interpréter la réalité géographique. J'aborderai ensuite les trois éléments fondamentaux que la phénoménologie permet d'atteindre et qui peuvent être utiles à la géographie en général, bien au-delà de l'usage que nous en faisons dans l'analyse qui suit ensuite. Cette analyse s'ouvrira alors par la mise en question du concept d'éloignement pour se refermer par celle du concept d'authenticité.

### **Les tournants de la géographie. Petite historiographie d'une science qui pense travailler sur les liens entre Homme et Espace**

Sans entrer dans des débats complexes, on peut distinguer différentes écoles en géographie dont les conceptions s'échelonnent de la dimen-



sion sociale « pure » du spatial à la dimension spatiale « pure » du social. En voici résumées les principales conceptions :

On peut circonscrire un premier groupe de chercheurs pour qui les interactions sociales semblent se mettre en place sans qu'aucune référence aux lieux ne soit utilisée. Même les rapports intersubjectifs qui sont censés fonder les liens sociaux « ignorent généralement l'espace géographique : les interactions sociales ne sont pas placées sur terre » (Buttimer, 1979 : 248). L'espace semble ne pas avoir de réalité fondatrice. Il demeure confiné dans un rôle d'espace-support sur lequel la société pose ses empreintes au gré des progrès techniques qui s'y font jour.

Pour d'autres, qui ont suivi la mouvance post-structuraliste et pré-constructiviste des recherches sur les représentations spatiales ou socio-spatiales, l'espace peut être l'instigateur de ces dites représentations. Celles-ci permettent d'arrimer chez l'individu la conscience de valeurs communes au groupe social et/ou spatial auquel il veut s'identifier et auquel il croit appartenir. Certes, l'espace est ici porteur de significations mais celles-ci semblent normer les attitudes des individus qui en sont les médiateurs.

Parfois, les « individus » ne sont plus entrevus comme de simples objets normés par le groupe et les représentations que ce groupe porte et génère, mais comme des « acteurs » possédant leurs logiques propres qu'ils peuvent parfois mettre en acte de façon autonome. Les actions quotidiennes qu'effectuent l'acteur dans l'espace ou vis-à-vis du groupe réfèrent toujours à des nécessités stratégiques qui lient assignation à une place et désignation à une classe, ce qui mène aux dialectiques intra- et inter- entre lutte des places et lutte des classes.

Pour d'autres encore, héritiers des comportementalistes, l'environnement semble renvoyer l'individu, selon divers processus cognitifs (sensation, perception, apprentissage), à des images mentales pré-formées par ses représentations socio-culturelles ou personnelles, ce qui engage alors son action dans cet environnement. Excepté les filtres que génèrent parfois les intentions humaines, le stimulus de l'environnement semble impliquer directement la réaction humaine. Cette façon de concevoir les choses est appliquée de manière encore plus radicale par certains chercheurs qui conçoivent l'environnement comme agissant de manière quasi fusionnelle sur les comportements des hommes qui l'habitent et le jalonnent. Ici, les attitudes ne sont plus déterminées par des représentations mais par l'environnement lui-même. Cette approche réfère alors explicitement à la géobiologie. Ces chercheurs mettent l'accent sur le fait que « l'homme, comme d'autres êtres vivants, suit des rythmes et des cycles neurophysiologiques qui se déroulent selon

*La phénoménologie à l'épreuve des sciences humaines*

des enchaînements successifs et qui influencent le comportement d'une façon profonde » (Buttimer, 1979 : 249). L'être humain entre alors en résonance avec l'environnement naturel (montagne) ou culturel (église, temple) dans lequel il se trouve et conditionnerait alors peu ou prou le ressenti physiologique, psychologique, voire spirituel de l'individu.

Dans une mouvance moins béhavioriste, certains chercheurs travaillent sur l'impact qu'occasionne l'espace topologique (la ville comme labyrinthe, la montagne comme barrière) sur les manières d'agir des individus. Cet espace-contrainte déterminerait peu ou prou l'existence et les rapports à l'espace, au temps et à la société des individus.

Pour d'autres enfin, qui promeuvent une géographie phénoménologique ou existentielle, le monde environnant propose un cadre de vie potentiel autant naturel que social dont dispose l'individu dans l'actualité de sa présence, de ses rencontres dans l'espace et le temps, et la volonté qu'il a de se construire par la prise de conscience de ces rencontres. L'individu dispose de son monde ambiant car quoiqu'il y soit entouré d'influx multiples, naturels (climatique, géomorphologique, géobiologique) et sociaux (politique, urbanistique, sociologique) qui semblent potentialiser des ressentis physiologiques, kinesthésiques et psychologiques, il n'en demeure pas moins que ces influx ne déterminent pas dans l'absolu, dans la totalité ses façons d'être, de faire et de signifier son monde. En cela, il devient explicitement un habitant, acteur pour partie au moins de ses pratiques et de ses représentations et du sens qu'il leur donne.

Cette lecture peut s'inscrire sur un axe temporel qui voit naître le premier tournant géographique opéré dans les années 1950-1970 entre les déterministes soit spatiaux, soit sociaux, soit économiques, soit historiques et les constructivistes. Les premiers indiquent que l'homme est agi par les conditions naturelles, sociales, économiques, historiques dans lesquelles il se trouve. Ces modes de faire, d'être ou de penser découlent peu ou prou du contexte socio-spatial dans lequel il vit. Les seconds insistent quant à eux sur le fait que l'homme est aussi, voire toujours, acteur de l'environnement dans lequel il se trouve car il le construit matériellement mais aussi symboliquement et dès lors en induit projectivement les formes sociales et spatiales actuelles et potentielles.

Cependant, s'inscrire dans une démarche constructiviste (tournant épistémologique) appelle également un nouvel appareillage méthodologique qui n'est plus confiné au seul descriptivisme mais s'appuie également sur une herméneutique existentielle. Cette transition vers une nouvelle procédure méthodologique plus ouverte au sens que les habitants donnent eux-mêmes à ce qu'ils vivent, font et pensent, ouvre sur le deuxième tournant géographique.



Pour concevoir l'habitant comme une singularité, c'est-à-dire comme le centre premier et ultime de toute analyse sur le monde dans lequel il vit, il est utile d'employer une méthode qui permet d'évacuer la chosification et l'aliénation de l'explication réalisée encore trop souvent par les sciences sociales sur les discours que l'être humain tient sur son monde. Car si les sciences sociales analysent couramment les discours à l'aune des structures sociales ou des systèmes de représentations socio-spatiales, elles oublient bien souvent que le chercheur d'une part ne trouve jamais que le reflet de ce que la personne qu'il appréhende veut bien lui montrer, et d'autre part que la découverte qu'il tente d'exprimer n'est que le reflet de l'interprétation qu'il fait de ce qu'il cherche par le biais de ce qu'il est en partie lui-même.

Toute chose ou personne est toujours montrée/cachée à celui qui tente d'en parler, alors même que celui qui parle est lui aussi montré/caché pour lui-même. En ce sens, le discours est symbolique et cet aspect symbolique court-circuite les causalités unidirectionnelles stimulus-réponse, qu'elles soient dues à l'environnement naturel ou culturel.

### **Quelques concepts clefs pour une géographie phénoménologique**

La phénoménologie permet d'élucider cette interférence dans les causalités efficientes du monde environnant sur l'homme. Celle-ci permet d'exprimer la relation homme-terre sans se fourvoyer ni dans une chosification sociale – d'où aucun sens ni aucune conscience ne peut être comprise pour et par l'être humain lui-même –, ni dans un relativisme néantisant qui expliquerait l'homme comme un électron libre agissant de manière éphémère dans un espace neutre.

La méthode phénoménologique permet en réalité au chercheur d'atteindre trois éléments fondamentaux pour toute recherche qualitative travaillant sur ce système symbolique :

*A. L'idée d'objectivation* inhérente à l'effort de ce que les phénoménologues nomment la « réduction phénoménologique » (Husserl, Schütz). Elle a pour principe, non de nier l'existence du monde extérieur, mais de suspendre les croyances émises à l'encontre de son existence, c'est-à-dire « de s'abstenir à dessein et systématiquement de tous les jugements liés directement ou indirectement à l'existence du monde extérieur. Empruntant des termes de technique mathématique, Husserl nomma cette procédure "mise entre parenthèses du monde" » (Husserl, [1913] 1950 : 187-205). Cette « mise entre parenthèses du monde » ne s'applique pas seulement à « l'existence du monde extérieur, avec toutes les choses qui s'y trouvent, inanimées, incluant les semblables, les objets culturels, la société et ses institutions », mais elle

*La phénoménologie à l'épreuve des sciences humaines*

s'applique aussi « à notre croyance [en] la validité de nos déclarations sur ce monde et son contenu » (Schütz, [1945] 1995 : 61). Dès lors, dans le discours que tient le chercheur (les questions qu'il pose par exemple) ou dans l'interprétation qu'il fait du discours qu'il étudie, il se doit de suspendre tout jugement de valeur, pour diminuer autant que faire se peut les biais liés à ses propres constructions idéologiques.

**B. L'idée d'herméneutique** (Dilthey, Gadamer, Ricœur, Heidegger), comprise comme science de l'interprétation, et dont l'utilité découle pour partie du point précédent. En effet, lorsque l'on étudie l'homme et les relations qu'il entretient avec le monde qui l'entoure, il est intéressant de le laisser s'exprimer et s'interpréter lui-même sur les discours et les pratiques qu'il dispose à leur égard. De ce fait, le chercheur ne doit plus se présenter comme celui qui explique tout en fonction de ses *a priori* idéologiques, mais comme un médiateur qui tente le mieux possible de comprendre et d'interpréter au plus près le sens qui émanerait des discours de ceux qu'il écoute. Cette nécessité de dépasser l'explication positive pour parvenir à l'interprétation et à la compréhension découle du fait que cette recherche aborde des « types d'expérience dans lesquels une vérité se manifeste [mais] qui ne peut être vérifiée par les moyens dont la science dispose » (Gadamer, [1960/1990] 1976/1996 : 12). La méthode phénoménologique n'est plus une « démonstration », mais une « monstration », celle du phénomène lui-même, que celui-ci soit naturel ou non. Cependant, quand ce phénomène est l'homme lui-même dans son rapport à lui-même, en son Être, la phénoménologie devient une ontologie. De ce fait, analyser la relation au monde environnant qu'ont les êtres humains mêle à la fois une phénoménologie – monstration des actes, des discours opérés envers ce monde – et une ontologie – monstration du sens fourni à propos de ces actes.

**C. L'idée de symbolisation** (Cassirer, Bachelard, Durand) qui découle de l'acte d'interprétation. En effet, « la tâche d'interprétation, s'opposant au travail analytique qui vise à rendre compte d'une explication causale des faits, s'attache surtout *au sens et à sa compréhension*. La phénoménologie et l'anthropologie structurale accordent à la compréhension un caractère essentiel, « fondateur », dans tout acte de connaissance de l'homme. Elles nous conduisent en effet à pénétrer le sens des signes produits par l'homme (niveau du symbolique différencié du réel) » (Sauvageot, 1987 : 37). Pour pénétrer ce sens, il est alors nécessaire de rattacher le discours à des structures de significations, dans la mesure où cet acte offre toujours un éclaircissement, une ouverture au sens de ce qui au départ était caché (cf. les indexicaux).

Cette trilogie constitue en fait le champ méthodologique de la phénoménologie herméneutique appliquée aux sciences humaines et sociales traitant notamment de l'espace. L'acte herméneutique en constitue le



centre névralgique. Car l'attitude d'interprétation des structures intentionnelles de l'expérience, qui est inhérente à la volonté du chercheur mais aussi de l'interviewé(e) de comprendre ensemble leur monde singulier et commun, en interaction, donc en construction, articule le pourquoi (objectivation scientifique) et le comment (la symbolisation) de cet acte.

Dans cet acte herméneutique, deux temps de sémantisation du monde sont abordés : celui des significations (celui d'explication et d'interprétation) et celui du sens (celui d'explicitation et de compréhension). De ce fait, récolter des données qui relèvent de chacun de ces deux temps peut appeler à l'utilisation d'une technique de double entretien (Hoyaux, 2006), le premier plutôt semi-directif et focalisé sur des thématiques relevant du rapport de l'habitant à l'espace, le second plus ouvert et exploratoire, de « réactivation » ou de « justification » qui permet à l'habitant de réfléchir à l'évocation de ce rapport. En effet, si les significations peuvent être abordées par l'interprétation en tant que telle, le sens ne peut l'être que par la compréhension. Celle-ci relève alors d'une double interprétation, ou en d'autres termes, comme l'interprétation d'une interprétation. Si l'interprétation est une lecture du monde qui entoure l'habitant, la compréhension est une lecture de l'habitant lui-même par lui-même. Cependant, en tant que chercheur, on ne peut qu'exprimer des interprétations, qu'elles soient socio-anthropologiques ou ontologiques. Interprétations et non compréhension, car dans l'absolu, même en laissant s'exprimer l'habitant lui-même sur ses propres mises en significations, le chercheur – à part s'il laisse l'interview dans sa « virginité », sa description originelle par l'être-au-monde lui-même – ne peut s'abstraire d'une quelconque interprétation, ne fût-ce que par la mise en forme du travail d'écriture.

En cela, la méthode d'interprétation phénoménologique tente d'éviter les analyses de la sociologie positive qui fait de la société une réalité objective et de l'acteur social un idiot culturel (*cultural dope*) (Garfinkel in Quéré, 1985) dont les comportements sont prédéterminés par un ensemble préconstruit de jugements de valeur et qui est incapable d'interpréter de façon pertinente la réalité qu'il observe et vit. Au contraire, une approche phénoménologique doit toujours donner priorité à l'interprétation des interlocuteurs, en tant qu'ils sont co-constructeurs et co-interprètes de la réalité dont ils tentent d'éclairer les contours.

Par cette méthode, d'obédience ethnométhodologique et à vocation herméneutique, on aborde d'une part en « co-observateur » la réalité spatiale vécue de chaque personne interviewée ; d'autre part on passe avec elle « d'un langage parlant, que nous parlons, à un langage révélant où l'être même s'adresse à nous. [...] Ce n'est plus simplement une sorte de clé dont nous usons pour ouvrir, mais c'est plutôt l'être qui nous ouvre par la clé des langages symboliques » (Ricoeur, 1962 : 169).

*La phénoménologie à l'épreuve des sciences humaines*

Cette méthodologie permet de mieux comprendre les filiations qui subsisteraient entre la façon qu'ont les êtres humains d'habiter dans le monde socio-spatial qui les entoure, et leur façon d'être au monde en tant qu'ils viennent s'y réaliser personnellement ; c'est-à-dire, entre des significations prédéterminées (telles que les étudiaient les sociologues positivistes) par les contextes socio-spatiaux du monde environnant de l'être humain, et une sémantisation structurante liée à son expérience de ce monde environnant. Filiations qui seraient d'ordre herméneutique, car elles permettent non seulement de « restaurer le sens et la plénitude du sens » (Ricœur, 1962 : 166), mais elles autorisent aussi chaque humain à passer, d'une image qu'il se donne à être (ou à voir) pour suivre les normes, à sa symbolicité de sujet pensant le monde et se pensant en tant qu'il *est* au monde.

Mais du fait que tout acte, et en particulier celui du discours, est intentionnel (Schütz, [1945] 1995 : 60 et 71), le chercheur n'a pas à juger le contenu de ce discours mais à en comprendre les bases qui en constituent le sens pour la personne. Pour appréhender ce sens, il faut concevoir l'être humain comme ouverture d'un monde. En effet, avant et en dehors de toute présence humaine, l'espace est tel qu'il est dans son absoluité. En revanche, quand apparaît l'être humain, celui-ci ouvre un monde qui lui est propre car nul autre être humain ne peut se positionner à sa place ni percevoir, concevoir, donc se représenter exactement la même chose que lui, et cela même s'il vise les mêmes éléments qui lui sont disponibles. À chaque instant, les contextes de perception et de cognition du monde, même si ce monde est connu, seront nouveaux. Ils se seront transformés non en tant que tels (les objets étant peut-être restés à leur place et l'individu ayant peut-être récupéré la même position) mais dans la relation que l'homme en a. Cette relation est donc à la fois spatialisée/spatialisante et temporalisée/temporalisante.

Cela implique donc bien deux primarités inhérentes à l'être humain, celle de l'être dans sa relation à lui-même et celle de sa relation à un monde, le sien. Dès sa naissance, l'être humain est « toujours déjà » en relation avec un monde, il est être-au-monde. Les tirets exprimant cette relation qui ne s'achève qu'à sa mort. Par cette particularité, Heidegger insiste sur l'indéfectibilité du lien et de l'interrelation qui se réalise entre l'être humain et la terre où il s'incarne, où il prend corps en tant que chair et conscience dans un lieu et un temps donnés.

« L'homme est dans la situation d'être-jeté » (Heidegger, [1946] 1953-1983 : 109). Mais ce n'est pas l'homme qui se jette, c'est « l'Être lui-même qui destine l'homme à l'ek-sistence de l'être-le-là comme à son essence » (Heidegger, [1946] 1953-1983 : 97). L'homme est bien une singularité qui exprime, par le fait d'être un *là* dans un lieu et un



temps donnés, une compréhension singulière d'un Être universel, Être qui se doit de s'ouvrir à sa singularité en se projetant dans un monde. Ce projet (pro-jet : jeter en avant de, à terre) est la signification du « ek » de ek-sistence. L'être humain a pour nécessité « de se jeter en avant de » l'Être et de « se tenir debout » (sistence – du lat *sistere*) dans un monde. Un monde spatial mais aussi social. Un monde de significations qui *artefactualise* toute réalité mais qui n'épuise jamais l'émergence du sens et sa totale substance.

De ce fait, l'Être de l'être-au-monde ne peut être conçu pour l'habitant que comme une configuration constituante et constitutive de ce qu'il est, croit, pense. Il s'en remet à elle pour justifier à toute fin utile, que ce soit philosophiquement, psychologiquement, socialement, etc., de l'opérativité de sa compréhension du monde et de lui-même. Si pour les philosophes, l'Être de l'être-au-monde est un concept, une sorte d'objectivité ; pour le géographe travaillant avec des habitants pensant leur monde, c'est un horizon ontologique qu'ils convoquent pour donner sens à ce qu'ils sont, font, et pensent dans, sur et en ce monde.

Mais, parler de singularité et de primat de l'être, ne signifie pas que l'homme n'entre pas en interaction avec d'autres hommes. En fait, il est toujours déjà en relation avec d'autres êtres et constitue alors par cette rencontre avec l'altérité sa propre identité faite de distinction et d'identification. Ainsi, pour Patocka,

Dans l'interpellation personnelle, la caractéristique originaire de l'espace vécu en tant qu'enracinement s'approfondit – il apparaît que le « là-bas » et « l'ici » sont indissolublement liés au « tu » et au « je », que le « tu », le « je », le « il » et le « ça » fondamental (l'environnement indifférencié, l'horizon universel) sont indissolublement liés à l'articulation originelle de l'espace. (Patocka, [1960-1976] 1988 : 306-307)

Toutefois, cette conception inter-individuelle appelle à une ouverture sur le social qu'offre l'analyse de l'intersubjectivité proposés par les phénoménologues sociaux (Schütz, Luckmann, 1973 : 59 ; ou Berger, Luckmann, [1966] 1996 : 36-44). Cependant, en introduisant l'*a priori* du sens commun et de l'intersubjectivité d'un collectif, le chercheur postule le social, mais n'étudie par la relation de l'être à celui-ci. Relation dépendant essentiellement de l'intentionnalité de l'être-au-monde dans l'ici – maintenant – je de sa conscience.

Après avoir mis en perspective le passage conceptuel qui va d'une *interprétation objectiviste* de l'environnement, du Monde, comme déterminant et déterministe et dans lequel l'habitant se trouve peu ou prou déterminé, à l'*interprétation constructionniste ou constitutiviste* (Honneth, [2005] 2007) du monde qu'effectue l'être-là qui est au-monde par la mise en relation intentionnelle qu'il effectue avec des cadres

territoriaux (spatiaux, sociaux et temporels) qui structurent en retour son action quotidienne, il devient intéressant d'analyser :

1° comment ce monde que l'habitant se met à proximité induit une mise à distance des objets, personnes, lieux, souvenirs qu'il agence, organise, et ménage autour de lui ;

2° comment l'habitant justifie cette construction dialectique de mise à proximité *versus* mise à distance (dite construction territoriale) par l'utilisation de référents moraux ou idéologiques, c'est-à-dire par la constitution ontologique d'un système de valeurs qui détermine l'interprétation des phénomènes qui se déroulent en ce monde et la compréhension ontologique qui est faite de ce monde par et pour lui.

Ces deux questions qui recourent aux deux tournants géographiques (épistémologiques et méthodologiques), amènent à prolonger notre étude sur les questions de l'é-loignement ou du *déloignement* heideggérien ainsi que sur celle de l'authenticité. Toute deux interpellent l'idée de proximité au sens spatial mais aussi social ou idéologique. En termes géographiques, on parlera de coprésence (ou de cospatialité) pour le *déloignement*. On pourra également traiter des critères de justifications qui constituent la mise en récit et la mise en scène de l'espace que l'habitant pratique et à partir duquel il agence les places des autres habitants, et autres choses qui l'entourent (au sein de ce monde coprésent).

### **Du *déloignement* phénoménologique à la coprésence géographique : l'essence de la proximité**

L'intérêt de la géographie pour la phénoménologie tient de leur traitement conjoint de la distance. La phénoménologie montre que ce traitement ne peut se restreindre à une mesure euclidienne des rapports entre être et monde qui pourrait être objectivée par toutes et tous. Non, il y a systématiquement transformation de cette mesure « objective » à travers un ensemble de filtres plus ou moins physiologiques, psychologiques, ontologiques. Même si des codes sont établis par une communauté, par la société à travers des lois, des normes, des métriques particulières : le mètre, l'heure, le 0, etc., pour permettre le partage signifiant des diverses mesures de la distance, son appréhension, son interprétation, sa signification diffèrent selon les individus. Cette mesure du monde n'est donc pas unique ni à travers le temps ni à travers l'espace, ni au regard des habitants qui vivent au même moment et en un même espace. Chacun construit sa métrique, son type de mesure de la distance à la fois spatiale, sociale et temporelle selon ses éléments biographiques, idéologiques, téléologiques. L'être agence donc son monde à partir de son corps et à travers ce corps qu'il projette face à lui en son esprit



(Zumthor, 1993 : 19). Cet agencement est systématiquement une mise à proximité des autres êtres, des autres choses (bout d'espaces, paysages, souvenirs, idées, etc.) qui effacent, invisibilisent à chaque instant le reste, le hors monde, le hors là (Serres, 1994 : 61-85). Ce reste n'existe donc pas en soi ! Ce n'est même pas un ailleurs, c'est rien ! Si l'ailleurs, si l'au-delà, si le là-bas est évoqué, c'est qu'il participe *déjà* du monde de l'être. Certes, il est mis à distance par le langage, par la pratique de l'espace mais cette distanciation est construite à travers la proxémie, par l'essence même de la proximité qui se constitue à l'aube du besoin de différenciation. Car sans avoir le pouvoir de mettre loin ce qui m'est objectivement proche, comment pouvoir mettre à proximité ce qui peut être objectivement loin.

Le déloignement estime en fait que le monde de l'habitant est un monde de proximité, non en tant que toutes les choses et autres habitants qui l'entourent sont proches spatialement au sens d'une métrique (d'une mise en mesure) euclidienne mais au sens où la constitution que l'habitant fait à chaque instant de ce monde et qui détermine le contexte de son action lui apparaît comme étant proche, là sous-la-main, même si ce sous-la-main n'est qu'une aperception, une représentation voire une pure imagination.

Chaque situation construite *in vivo* par l'habitant, et dans lequel il pose les bases de son action voire de ses actes, ne part pas du champ exhaustif de ce qui est objectivement présent dans l'espace. Encore que, il faut tout de suite admettre que personne ne peut objectivement exprimer cette exhaustivité dans la mesure où aucun appareil de mesure ne rendra jamais cette exhaustivité. De même, la lecture constitutiviste proposée ici, et qui découle pleinement de la posture heideggérienne, montre que l'objectivité se base sur des mises en mesure que les habitants ne partagent jamais complètement ni en termes de dispositifs et de normes culturels ni en termes de ressentis mentaux.

L'habitant configure en fait cette situation « instantanée » à partir, avec, et à travers un ensemble de référents ou de configurants spatiaux (autres habitants, objets, paysage) qui sont tout à la fois co-présents (présents « physiquement », « corporellement » avec l'idée d'une distance euclidienne proche de 0) et co-spatiaux (présents « mentalement », « corporéïquement » avec l'idée d'une distance euclidienne plus ou moins importante mais dont la distance « merleau-pontienne » serait elle aussi de 0). Les premiers seraient, selon une définition objectiviste, perceptible par l'habitant à travers sa vision. Les seconds seraient quant à eux des référents ou configurants mis à proximité par l'habitant soit parce des éléments présents lui font penser à d'autres éléments non présents soit parce que des moyens techniques lui permettent de médiatiser ces éléments dans son espace de perception actuelle.

*La phénoménologie à l'épreuve des sciences humaines*

Cette co-spatialité est parfaitement introduite par Merleau-Ponty quand il énonce que « le rapport des choses et de mon corps est décidément singulier : c'est lui qui fait que, quelquefois, je reste dans l'apparence et lui encore qui fait que, quelquefois, je vais aux choses-mêmes ; c'est lui qui fait le bourdonnement des apparences, lui encore qui le fait taire et me jette en plein monde. Tout se passe comme si mon pouvoir d'accéder au monde et celui de me retrancher dans les fantasmes n'alliaient pas l'un sans l'autre » (Merleau-Ponty, 1964 : 23).

En réalité, ce jeu des mises en présence combine le plus souvent perception (voir un paysage cf. extrait G70), et action corporelle (aller quelque part, éviter quelqu'un ou un quartier) mais ces dernières peuvent être prédisposées par la pensée ou même être totalement constituées par celle-ci *via* l'imagination, de même que l'acte de perception (regarder la montagne) peut attirer physiquement l'individu vers tel endroit (pour le pratiquer corporellement) ou l'amener à penser à telle ou telle chose (à l'histoire des gens qui y vivaient) ou à telle ou telle personne (à sa fille qui s'y trouve) ou à tel ou tel lieu autre...mais déjà présent en puissance, en potentialité effective (cf. extrait V64).

J'ai besoin d'avoir un paysage, pas fermé, mais un paysage qui m'accompagne, qui me donne des limites, qui me sert de repère, de toucher, qui m'enveloppe. (G70)

Je repense toujours c'est drôle quand je vois Grenoble je pense toujours à Marrakech où je vais retourner d'ailleurs avec plaisir. (V64)

La technologie contemporaine semble alors être potentiellement un accélérateur de mises à proximité et ouvrir *quasi* à l'infini le monde des êtres. On pourrait ainsi supposer que les évolutions techniques contemporaines (TIC) semblent avoir enfin réalisé le rêve d'ubiquité inhérent à l'*homo sapiens* de par ses déplacements ou de par ses croyances. Pour autant, Heidegger précisait déjà en son temps, que

toutes les formes d'accélération auxquelles nous sommes aujourd'hui, de bonne ou de mauvaise grâce, contraints de participer, tendent à surmonter l'éloignement. La « radio » [la télévision, le téléphone, *Internet*, etc.] par exemple, permet[tent] aujourd'hui à l'être-là d'accomplir un é-loignement du « monde » dont il n'est pas encore possible de mesurer tout le sens pour l'être-là lui-même ; cet é-loignement se fait sous la forme d'une extension du monde ambiant quotidien. ([1927] 1964 : [105] 134)

Mais cette extension ne se résume pas à un assemblage de lieux et de territoires toujours plus nombreux et toujours plus exhaustivement découverts.

Car, il faut comprendre que « la capacité accrue d'é-loigner le plus distant ne conduit pas à élargir notre horizon au-delà de notre monde



ambiant mais, au contraire, à intégrer l'é-loigné au système de renvois de ce monde ambiant » (Heidegger, [1927] 1964 : [105] 134).

L'exemple ci-dessous, certes caricatural, est pour autant idéal-typique de nombreux discours reçus lors d'entretiens effectués avec de nombreux habitants dans les agglomérations de Grenoble, Chambéry, Lyon, Genève ou Bordeaux.

Ben quand je vivais à Flumet, fin, ben j'étais bien moins ouvert. Et là, j'ai encore fait, je me suis ouvert sur le monde asiatique, là, y a très peu de temps, parce que mon amie est Asiatique. J'ai toujours eu une répulsion des Asiatiques, hein, une aversion. Puis là, ben de l'avoir connue, ben je viens de m'ouvrir sur leur monde et je les considère vraiment différemment. Donc c'est, ben, c'est évolutif. [...] (silence) Ben, y a un truc bizarre. Ben, je vais vous le dire. C'est assez intime. Quand je fais l'amour avec une fille d'un pays, après ma relation avec, l'autre pays change totalement. Et quand je vais dans ce pays, je me sens chez moi. (rires) C'est étrange. (rires) J'ai eu une aventure y a quelques années avec une Américaine et depuis ce temps là et ben, en Amérique, et ben maintenant j'y vais, comme si j'étais chez moi. Fin, je me sens... Y a un verrou qui a sauté. Et ce peuple et ben j'ai des relations plus faciles avec lui. (G11)

L'analyse de l'é-loignement montre donc la relativité des rapports à l'espace, au temps et aux personnes qu'entretient l'être avec le monde. Cette relation au monde exprime avant tout un monde de significabilités, qu'entrouvrent à chaque instant les constructions territoriales de l'être-au-monde. Constructions qui engagent donc toutes les prédications qu'effectue l'être à l'encontre de ses rapports au monde, ceux de la distance (spatiale), de la profondeur (sociale), de la longueur (temporelle) et constitue pleinement la place qu'il se donne au monde et le sens qu'il donne à sa place au sein de celui-ci.

Cette conception anté-prédicative est bien exprimée par Heidegger :

Un chemin « objectivement » plus long peut être plus court qu'un chemin « objectivement » très court, si ce dernier est « un véritable calvaire » et s'il paraît à celui qui le parcourt infiniment long. [...] Et si même nous usons d'une mesure plus nette, en disant qu'« il y a une demi-heure d'ici à la maison », cette mesure encore doit être tenue pour une simple évaluation. Une « demi-heure » n'est pas égale ici à trente minutes, mais à une durée dénuée de « longueur », si l'on entend par longueur une extension quantitative. Cette durée se comprend en termes de « préoccupations » quotidiennes. Même là où il existe des mesures précises et « officielles », l'éloignement s'évalue de prime abord selon la prévoyance. (Heidegger, [1927] 1964 : [106] 135)

Les distances entre les choses, entre l'être et les choses, ainsi que la durée, correspondent bien aux relations qu'entretient l'être dans sa pré-

*La phénoménologie à l'épreuve des sciences humaines*

occupation auprès de son monde, que ces relations soient considérées comme bonnes ou mauvaises, trop courtes ou trop longues.

Ce passage permet d'ouvrir sur la question du jugement de valeur et de l'authenticité des actions qui coordonnent le sens donné au monde (*s.l.*). Celui-ci n'est plus à concevoir comme la mise en place d'une vérité en tant que telle pour l'être-au-monde, c'est-à-dire en tant que ce jugement de valeur pourrait se comprendre en soi, sans le relier à ce pourquoi ce jugement de valeur est justement émis. Tout jugement de valeur est par principe à référer au couple mise à proximité vs mise à distance du monde exprimé par l'être-là lui-même dans la situation où il le formule. En cela l'axiologique rejoint l'ontologisation du géographique, c'est-à-dire cette subtile forme de construction de l'altérité à travers la mise à distance de l'ailleurs et de l'autre au sein même de ce qui est proche au sens phénoménologique. Le lointain phénoménologique n'existant pas comme précisé précédemment. En cela, l'authenticité ne se trouve pas nichée dans un en-soi situé vers lequel l'être se rendrait en procession pour y trouver force et énergie, vérité et pureté, mais bien plutôt il se construit à l'aune d'un pour-soi situant à partir duquel le jugement se tient et construit de fait la situation et la sécurité que l'on considère la plus adéquate à notre prospérité ontologique.

Heidegger précise justement la teneur de cette indexation à la situation de l'énonciation.

Pour qui a été formé à la considération de la « nature » et des distances « objectivement » mesurées entre les choses, il y aura risque de tenir pour « subjectives » cette explicitation de l'éloignement et cette manière d'évaluer. Mais il s'agirait alors d'une « subjectivité » qui nous découvre, peut-être, ce qu'il y a de plus réel dans la « réalité » du monde et qui n'aurait rien à voir avec l'arbitraire « subjectif » et les « opinions » subjectivistes touchant un étant qui « en soi » serait autre. C'est la faculté d'éloignement, exercée par l'être-là dans sa prévoyance quotidienne, qui nous découvre l'être-en-soi du « monde vrai », c'est-à-dire de l'étant auprès duquel l'être-là, en tant qu'il existe, est toujours-déjà présent. (Heidegger, [1927] 1964 : [106] 135)

Ainsi, analyser le jugement de valeur en tant que tel n'a aucun intérêt pour le chercheur en sciences humaines et sociales. En revanche, il permet de caractériser l'éloignement de l'être-au-monde, par son côté hédoniste notamment. Le propre et le mal-propre, les bonnes et mauvaises odeurs, les ambiances sûres et inquiétantes sont des jugements qui ne sont intéressants que dans la mesure où ils permettent à l'être-au-monde de configurer un territoire, un monde signifiant pour soi et les autres qui coexistent avec lui, mais aussi, au-delà, de comprendre ce pour quoi son territoire est signifié comme tel.



Dans les discours tenus, les habitants sont donc des configureurs de monde, celui-ci ne s'agence pas en fonction des distances et des formes matérielles qui l'empêchent prétendument de voir la réalité spatiale qui l'entoure. Certes, il y a des murs qui enferment et réduisent le monde de l'être à sa plus simple expression, mais il y en a d'autres qui ne jouent qu'un rôle de voilement de la réalité du monde de l'être. Dès lors, la matérialisation de la distance à travers des bulles formelles (l'espace du geste, l'espace de la pièce, l'espace de la maison, l'espace du quartier, etc.) telle que proposée par Moles et Rohmer paraît se restreindre à une analyse dialectique et non phénoménologique au sens heideggérien du terme. Cette matérialisation, si elle existe, se constitue dans des bulles labiles et mobiles qui fluctuent en fonction des projets réels ou imaginés de l'habitant. Encore que cette labilité et cette mobilité ne découlent pas de son déplacement dans l'espace. De même qu'à l'inverse, la configuration du monde de l'habitant peut se sédimer sur un espace, une configuration donnée alors même qu'il se déplace. Sans appuyer la métaphore, l'être se joue des focales, des rétrécissements, des agrandissements, des angles et des perspectives pour construire son monde. Qu'importe sa taille et les jeux de déformations qu'ils y développent à travers les vides et les pleins, l'obsolescence ou la modernité imaginée des espaces et des lieux, il met tout à proximité car cette proximité mentalement construite est son seul moyen de connaître la sécurité ! Pas forcément celle des caméras, des digicodes, des empreintes digitales, encore que cela pourrait y pourvoir un jour dans l'imaginaire collectif et donc dans la réalité constitutive des êtres mais plutôt encore aujourd'hui, celle des ancrages spatiaux mais aussi mentaux. Ces ancrages ont pour vocation de matérialiser un monde, de le configurer sous l'égide d'une représentation normée, répétitive, mimétique pour permettre à l'habitant de trouver ou plutôt de faire valoir sa place dans la société, et de perpétuer à la fois sa rente de situation et de position.



---

## **Chapitre 2. Au-delà de l'habiter, la question des mobilités et des placements.**

---



Les textes présentés dans ce deuxième chapitre sont intimement liés aux précédents. Le choix de les dissocier dans un chapitre différent est qu'ils mettent en œuvre plusieurs types d'éclairages des mondes constitués par l'habitant à travers ce que j'ai appelé leur mobilisation d'espaces, c'est-à-dire cette capacité que nous avons de nous projeter ailleurs sans forcément bouger. Cette mobilisation s'opère à travers la pensée mais aussi de plus en plus à travers les outils techniques qui nous permettent de communiquer avec d'autres habitants qui ne sont pas coprésents. Si les moyens de communication existent depuis des siècles et permettaient déjà aux individus de se projeter dans un monde autre, l'instantanéité promise par le téléphone puis par le téléphone portable, les mails, facebook, skype, Whatsapp... a renforcé les idées d'une part, de l'instantanéité de ses projections et d'autre part, de vérité de celles-ci par la mise face à face de l'autre, parfois même en voyant en chair et en os, celui ou celle avec qui l'on communique. Cette véridicité donne une portée réaliste à un monde que la pensée confine dans l'imagination.

Cette constitution de mondes s'opère également par un ensemble d'artefacts mis en œuvre par l'habitant qui lui permettent d'exprimer et parfois de faire durer la configuration de mondes au sein desquels il veut être ou au sein duquel il veut être placé. Ce chapitre rassemble ainsi des textes ayant travaillé sur d'autres démarches méthodologiques que celle des double entretiens. Ces textes (12 et 14) ont abordé différents types de représentations du monde réalisés par les habitants soit à notre demande (réalisations de cartes mentales, de dessins, de photos) soit déjà présents dans l'espace (artefacts du souvenir). Ils avaient pour but de voir comment l'habitant poétise l'espace, comment il le crée avant même que de s'y plonger ou de s'y plonger en le créant. Comment cette création joue des informations et des conformations que l'habitant veut projeter à celles et ceux qui vont le regarder, les passants pour les artefacts dans l'espace, le chercheur pour les cartes mentales et les photos produites. Informations et conformations qui sont autant d'éléments qui permettent à l'habitant de se placer pour lui-même et l'autre, de dire qui il ou elle est au sein de la situation présente.

Comme le rappelle Daniel Céfai, « la situation a une structure dramatique. Elle rassemble des personnes qui entrent dans le jeu, occupent des places d'énonciation et d'action, se positionnent sur scène, en coulisses ou dans la salle, et jouent des drames [...] les intentions comme les motivations des acteurs se découvrent en cours d'action, et leur annonce n'est qu'un élément de configuration de la situation ; la performance n'est pas l'expression d'une visée subjective, elle est diffuse dans le cours d'action et elle est vulnérable, menacée d'être embarrassante, sinon offensante ou humiliante, ou pire d'être frappée de discrédit face à un public. La présentation de soi n'est donc pas une "gestion calculée des apparences", au sens où on l'entend d'ordinaire : faire bonne ou piètre figure, perdre ou sauver la face dépend du respect séquentiel d'un ordre cérémoniel ou conventionnel » (Céfai D., 2007, 15).

Ces textes analysent donc ces performances à travers l'utilisation et la création de ces éléments transitionnels et transactionnels (sans leur donner forcément une portée psychanalytique) que sont les cartes, les photos, les artefacts. Ces analyses sont effectuées sans jugement de valeur de la part de l'enquêteur puisque l'enquêté s'auto-juge et par là-même exprime au-delà de la réalisation qu'il effectue (monstration des espaces mis en évidence) une mise en valeur de ce qu'il est ou veut montrer à l'autre, aux autres. Ainsi, derrière un ensemble de conventions, de conformations à dessiner par exemple le monde, il y a un ensemble de subtilités, de petites touches « anormales » qui expriment justement les mises en relation que l'habitant effectue, en propre, avec l'espace. La dimension créative n'est pas en soi un travail sur le représentationnel conçu alors trop souvent comme un ersatz de réalité, mais bien comme la réalité elle-même, c'est-à-dire comme le monde configuré en acte. En cela, je conçois l'analyse de ces représentations dans une lecture non représentationnelle, courant qui fait florès aujourd'hui

dans une posture finalement peu innovante car, de mon point de vue, tout bonnement phénoménologique.

Cette position est importante à analyser car elle permet de bien appréhender le passage conceptuel entre mobilité et mobilisation et au-delà entre coprésence et cospatialité (Lévy et Lussault, 2003). Ce passage complexifie alors les lectures structuralistes qui opposent de manière trop formelle le fixe et le mobile, et les attitudes habitantes ou modes d'habitation qui seraient attachées à ces structures formelles, notamment le sédentaire et le nomade. La position développée ici rejoint alors la posture constructiviste évoquée par Jean-Louis Le Moigne à propos des remarques proposées sur la carte par A. Korzybsky ([1931] 1980, *Science and Sanity, Lakeville (USA) The International Non-Aristotelician Lib.Pub.Cy*). S'attachant à montrer que la connaissance est « une représentation de l'expérience cognitive », J.-L. Lemoigne déclare : « Cette connaissance évaluée de l'expérience du sujet cogitant doit enfin lui être accessible par la médiation artificielle de représentations construites par lui à l'aide de système de symboles. Cette hypothèse fondatrice de toute connaissance n'est peut-être pas propre au seul paradigme constructiviste. Mais le sera, le complément suivant : cette représentation construit la connaissance qu'ainsi elle constitue. On ne peut plus dire, dès lors, avec Korzybsky : "La carte (ou la représentation) n'est pas le territoire (ou un réel connaissable indépendant du sujet) ", mais "la carte exprime la connaissance expérimentale du territoire par le sujet, qu'ainsi parfois elle transforme" ; ou pour faire bref "si la carte n'est pas le territoire connaissable, le territoire connu devient la carte". Cette réponse "phénoménologique" du paradigme constructiviste au problème conceptuel que pose à toutes les épistémologies (du réalisme à l'idéalisme) la signification de la correspondance entre la connaissance et sa représentation va le conduire à privilégier le caractère "opérationnel" de la notion de représentation en même temps que le caractère expérimental (ou phénoménologique) de la notion de connaissance. Le sujet connaissant ne représente pas des choses, mais des opérations (ou des interactions) et la connaissance qu'il en construit par des représentations est elle-même opératoire, ou active » (Le Moigne J.-L., 1995, 69).

Dès lors, ce qui est mis en relation avec l'habitant, ce n'est pas la carte en tant que représentation, ni la carte en tant qu'expression des interactions entre des éléments du territoire ou plutôt entre le sujet et des éléments du territoire. Car la carte conçue comme représentation de l'expérience du territoire par le sujet devient un objet, un ayant été qui ne peut plus alors se comprendre dans l'actualisation de son utilisation par l'habitant. Ainsi, ce qui est mis en relation avec ce dernier, c'est, dans un premier temps, la carte elle-même en ce qu'elle est à sa place dans le territoire de celui-ci ; dans un deuxième temps, c'est le support lui-même en tant qu'espace esthétique qui permet par exemple à l'habitant de se distinguer socialement (selon les valeurs qu'il attribue à l'art) des uns et des autres ; et dans un troisième temps (ou dans le temps 0 de la préoccupation initiale qui est déjà projetée auprès de lieux ou avec des êtres éloignés), ce sont les choses, les êtres et les lieux eux-mêmes qui se trouvent imaginés et ainsi rapprochés (é-loignés ou déloignés selon les traducteurs de Heidegger) à partir de la carte. Mais Heidegger montre que pour é-loigner, l'être-au-monde, l'habitant, a également besoin de s'orienter et que c'est en ce sens qu'il utilise le signe ou un système de signes (en l'occurrence ici, celui de la carte). « En tant qu'il est être-à ... é-loignant, l'être-là a également un caractère d'orientation. Toute approximation inscrit d'avance une direction aux environs, d'où s'approche l'é-loigné, qui, par là, se trouve pourvu d'une place. La préoccupation prévoyante est un é-loignement qui oriente. Ce mode de préoccupation inclut le besoin du "signe", qui se trouve ainsi fondé dans l'être-au-monde de l'être-là ; cet outil a la tâche d'indiquer les directions de manière explicite et aisément maniable. Il tient ouverts, sous un mode explicite, les environs dont use la préoccupation prévoyante : les directions où les choses doivent être disponibles, où l'être-là doit se rendre, vers où les choses doivent être portées, d'où elles doivent être emportées. Dès que l'être-là est, il s'est déjà, en tant qu'é-loignant et orientant, découvert un entour » (Heidegger M., [1927] 1964, [108]

137). La carte permet donc d'être toujours déjà auprès du lieu où l'on séjourne, d'abstraire l'endroit où le je – ici – maintenant croit être. Que l'habitant lise une carte chez lui ou sur la route, il est toujours-déjà projeté auprès de sa contrée lointaine. Projection qui façonne l'ensemble des relations qu'il tient avec les êtres (il s'identifie aux idées, aux mœurs des lieux, se distingue de ceux qui vantent d'autres régions) les lieux (il se les approprie, délimite les lieux de sa considération) les événements (il rapproche à soi l'à-venir, « les projets » ou l'ayant-été « les souvenirs »). L'habitant est donc en mouvement et par ce mouvement, il concrétise le monde au sein duquel il se meut. Mais surtout il se place comme orientant le mouvement et ce vers quoi il se rend par la mobilité (pratiques spatiales) ou la mobilisation (l'utilisation d'une carte).

Ce déloignement est inhérent à l'être humain et à ses nécessités de sociabilité et d'accessibilité, donc de mise à proximité (et donc de mise à distance) des autres êtres et des ressources matérielles et immatérielles qui lui permettent de subsister. Mais surtout toute mobilité est aussi potentiellement un déplacement au sens d'une potentielle mobilité sociale. Cette mobilité sociale étant comprise ici comme la possibilité de changer de place, c'est-à-dire de changer l'assignation que l'on a à être quelque part, au sein d'un endroit en fonction de la désignation sociale, à travers notre statut, notre fonction, notre rôle, que les autres nous donnent et/ou nous-mêmes croyons avoir. Donc, dans l'effectuation même d'une spatialité, qu'elle soit réalisée par le mouvement du corps physique (dans sa corporalité au sens du *topos*) ou du corps mental (dans sa corporéité au sens de la *chôra*), l'habitant est toujours en instance de changer sa place au sein du monde spatial et social. Chaque situation (constituée par lui au regard des autres et des potentialités de l'espace au sein duquel il se trouve) de la plus singulière à la plus quotidienne lui offre cette éventualité.

Les textes proposés ci-après sont en fait les ébauches de ces nouvelles conceptions que je suis pleinement en train de travailler aujourd'hui. Elle prolonge ma réorientation provoquée par l'accompagnement des travaux d'Emmanuelle Petit sur la lutte des places autour des artefacts du souvenir dans les Alpes du Nord (Petit E., 2009 ; 2012) et l'incorporation dans une posture phénoménologique des travaux réalisés dans la même orientation par Michel Lussault (2009). Mes travaux plus récents (voir Textes A et B) permettent aussi de relire de manière plus géographique et sans le pathos de la lutte des classes, les textes fondateurs sur la question de la place, des sociologues François Flahault (1978), Vincent De Gaulejac [1987]1999 et Isaac Joseph (1991 ; [1998]2003). Ils s'inscrivent dans une perspective proche des travaux de Vincent Kaufmann (2004 ; [2008]2011) sur la motilité et sur ceux de l'espace géographique comme constituant de Sandrine Depeau et Thierry Ramadier (2011).

## Chapitre 2.1. Texte 4.

2003 : « De la mobilité à la mobilisation : Les constructions territoriales à l'heure d'internet », *Géographie et Cultures*, n°45, pp.111-133.

Ce premier texte est en fait une ouverture réflexive sur la portée offerte par les technologies naissantes de permettre la mise à proximité sans mobilité au sens d'un mouvement du corps physique. L'idée était que les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) comme on les appelait encore à l'époque, permettaient de se substituer à notre capacité mentale de projection hors du contexte objectif où l'habitant était censé être (en stabulation). Ce texte préfigurait alors deux axes de travaux effectués par la suite, le premier autour des conformations que la publicité met en place à travers son discours pour montrer justement cette capacité à la proximité que permettent les nouveaux moyens de communication (voir Texte T 2005 sur l'ubiquité publicitaire) ; et plus récemment en quoi les capacités à la mobilités avec ou sans mouvement permettaient de traduire une position sociale au sein de la société ou plutôt au sein du monde que l'habitant se constitue. En quoi le fait d'utiliser ses compétences à se projeter réellement et virtuellement ou de manière anticipée auprès de lieux autres, à travers ce que Vincent Kaufmann appelle la motilité [2008]2011, permet de procéder à une mobilité sociale, c'est-à-dire une reconfiguration de son statut, son rôle et donc de sa place au sein de cette société, de ce monde (voir Texte A 2014 et Texte B 2014).

Ces derniers travaux sont le résultat d'analyses effectuées à travers deux années de terrain réalisées par les étudiants de L3 (enquêtes quantitatives) et de Master 1 Recherche (enquête qualitative) auprès d'habitants de Pessac (banlieue bordelaise) au sujet de leur mobilité pour conduire leurs enfants à l'école, au collège, au lycée, et au-delà vers leur travail. En quoi, ils construisent des chaînes de déplacements et utilisent diverses stratégies pour minimiser ces derniers. Les enquêtes qualitatives (double entretiens) ont permis de mettre alors en lumière la nécessité pour les parents de se raconter à travers l'évocation de leur mobilité, de dire qui ils ou elles étaient ou aspiraient à être, de mieux comprendre qu'au-delà de cette routine, il y avait des innovations construites en situation qui permettaient à l'habitant de s'imaginer modifier sa place au sein de son monde, de s'imaginer réaliser une mobilité sociale au-delà de la seule mobilité spatiale.

Dans la mesure où mes travaux et ceux surtout d'Emmanuelle Petit, de Michel Lussault et d'Olivier Lazzarotti (2006a) ont ouvert la voie sur la question de la place, l'idée a germé que le déplacement n'était plus à entendre comme une simple mobilité spatiale mais comme un déplacement, c'est-à-dire non pas seulement un simple changement d'emplacement au sens spatial du terme mais aussi un changement réel, imaginé, projeté de la désignation portée par les autres sur soi ou de soi sur soi-même (auto-désignation) au sens social. Ainsi, l'ensemble des mouvements physiques ou non sont aussi et peut-être surtout pour moi l'expression d'une volonté de se dé-placer au sein des situations constituées. En cela, les deux textes qui suivent sont des révélateurs à travers des artefacts créatifs de cette mobilité mais aussi surtout de ce placement de l'habitant au sein de la situation d'entretien elle-même.

A bien relire le texte de 2003, chaque évocation d'un espace configure la place de celui qui parle mais aussi de toutes celles et ceux qui l'entourent. Cette place et la place des autres sont construites de manière sibylline, sans que les habitants ne voient la portée des classements des autres qu'ils effectuent de manière naturellement insidieuse.



## LES CONSTRUCTIONS TERRITORIALES À L'HEURE D'INTERNET : DE LA MOBILITÉ À LA MOBILISATION

André-Frédéric HOYAUX

*Lycée Français de Zurich / UMR 5038 Territoires*<sup>1</sup>

**Résumé :** Cet article propose une réflexion sur la manière dont les habitants construisent leur monde. Il émet l'idée que ce dernier ne relève pas seulement des différents lieux que l'habitant pratique concrètement (par ses mobilités qu'elles soient routinières ou non, quotidiennes ou non), mais aussi de la mobilisation d'entités éloignées que l'habitant rapproche à lui par la pensée ou l'imagination. Ces mobilisations, qui semblent aujourd'hui prendre de l'ampleur avec le développement des nouveaux outils d'information et de communication, ont pour but de mettre virtuellement à proximité des choses, personnes, souvenirs qui sont chers à l'habitant. En s'appuyant sur une analyse d'entretien, cet article tente de montrer la nécessité de prendre en compte ces processus de mobilisations pour mieux comprendre comment se construit le monde de l'habitant et le sens qu'il y projette par sa construction.

**Mots-clés :** Construction territoriale, monde de l'habitant, discours, approche sociolinguistique.

**Abstract :** *This paper offers a reflection on how people build their world. It puts forward the idea that a world is not only the result of the practical uses of its inhabitant – through their daily and routine-based mobility (or not) –, but is also influenced by more distant entities that the inhabitants brings over by thought on through imagination. These "mobilizations", which nowadays seem to be increasing with the development of the new means of communication, virtually links. The inhabitant's heart to things, persons or memories that are decribed to him or her. Using interviews, this paper argues you of the necessity to take into account these processes of mobilization in order to understand better how the inhabitant's world is being built, and the meaning the inhahitant casts into this world through its construction.*

**Keywords :** *Territorial construction, inhabitant world, discourse, sociolinguistic approach.*

---

1. Professeur d'Histoire-Géographie au Lycée Français de Zurich / Laboratoire Territoires – UMR 5038 – 14bis, avenue Marie Reynoard, 38100 Grenoble, courriel : Andre-Frederic.Hoyaux@laposte.net.



Cet article étudie la manière dont chaque habitant structure son monde à partir des discours qu'il tient sur son environnement, que celui-ci soit proche ou éloigné du lieu d'où il parle. Il montrera que cette structuration est une construction de la réalité spatiale et sociale de l'habitant qui permet à ce dernier de délimiter son monde et ses bases d'interprétation, créant *in fine* de la proximité praxéologique (lié à sa *praxis*) et idéologique. Cette structuration s'effectue à la fois par des déplacements entendus comme des actes "de voyager vers pour être auprès" et des mobilisations définies ici comme des actes "de faire venir à soi sans se déplacer". Si les mobilités s'analysent à partir des pratiques observées, les mobilisations ne peuvent être mises en évidence que par l'analyse des discours que tiennent les habitants sur le monde. Cette seconde direction de recherche, qui sera ici privilégiée, apporte ainsi de nouvelles perspectives aux nombreux travaux de recherche sur la structuration des pratiques ou des mobilités spatiales (Chardonnel, 2001 ; Bonnet et Desjeux, 2000).

La prise en compte de la parole des habitants tendrait à minimiser les macrostructures que les réalités statistiques mettent en perspective, pour au contraire se porter sur le sens qu'elles possèdent initialement pour les habitants qui en sont prétendument produits et producteurs. Pourtant, éclairer ces mobilisations, c'est aussi éclairer l'utilisation des nouveaux moyens qui les permettent (internet, le téléphone portable) et de façon concomitante, se demander en quoi les nouveaux moyens de communication accentuent les mobilisations habitantes et diminuent ou plus sûrement transforment les types de mobilités.

Cette recherche s'inscrit donc pleinement dans le champ d'une géographie du quotidien (Di Méo, 1999) qui fait de l'habitant le référent de son analyse (Ferrier, 1998). Pour la réaliser, elle choisit d'éclairer cette analyse d'une teinte phénoménologique (Heidegger, 1964 et 1958 ; Patocka, 1988), tout en utilisant des méthodes qualitatives de collecte d'informations (enquête et entretien personnalisé) et d'interprétation pragmatique des discours tenant pour beaucoup de la sociolinguistique, (Mondada et Söderström, 1993a et b, 1994).

Ce processus de construction de la réalité du monde de l'habitant implique que l'on accepte de poser le discours comme une pratique qui, si elle n'est pas spatialisée, est tout du moins spatialisante, ou mieux territorialisante, et cela dans la mesure où le discours posséderait un pouvoir performatif immédiat et/ou de projet<sup>1</sup>. Une telle conception

---

1. Pour Michel Lussault, "une telle approche s'appuie sur une attention toute particulière portée au(x) langage(s) conçu(s) en même temps comme un instrument de représentation et un instrument d'action. En effet, ces énoncés de l'économie sémiotique produite par les acteurs, pour être représentatifs, ne ressortissent pas seulement au domaine du constatatif, c'est-à-dire enregistrant un état du monde (*World to Word*), mais aussi à celui des performatifs, qui ajoutent au monde un état, en permettant à la pensée de se frayer le

dérive de la performativité d'Austin (1970) mais elle étend son champ de connexion dire-agir à n'importe quel énoncé. Elle soutient alors l'idée que "dire, c'est faire", dans l'instant même de l'énonciation comme dans la prévision de ce qui va être fait à plus ou moins long terme. Si le plus souvent la mobilité a trait au déplacement spatial (que ce soit celui des hommes, des marchandises ou des capitaux), et la mobilisation connote l'idée d'engagement social, l'exposé présenté ici insistera plutôt sur leur performativité territoriale au regard d'une analyse menée auprès des habitants, c'est-à-dire tant spatiale que sociale et temporelle. L'un renvoyant aux deux autres et inversement. En effet, tant la mobilité (les pratiques dans le monde) que la mobilisation (le discours sur le monde) sont des traits expressifs des relations spatiales, sociales et temporelles qu'organise l'habitant avec le monde. Dès lors, pour les phénoménologues, il n'y a plus ni mobilité (dans le monde) ni mobilisation (sur le monde), mais des intérêts et des préoccupations qu'établit l'habitant (auprès de son monde).

Pour le démontrer, je vais m'attacher, dans un premier temps, à spécifier le cadre conceptuel mis en place pour comprendre la construction du monde de l'habitant et la méthode d'analyse des discours. Dans un second temps, je proposerai une interprétation de quelques énoncés tirés d'entretiens effectués auprès d'une habitante de Grenoble, puis montrerai la nécessité de concevoir le monde de l'habitant<sup>1</sup> comme un archipel de territoires plus ou moins éloigné de son domicile officiel.

L'utilisation d'un seul double entretien pour étayer les constructions territoriales habitantes dans une approche dite culturelle paraîtra sans doute surprenante. Toutefois, comme j'ai pu repérer la même structuration dans la quasi totalité des cas que j'ai étudiés (Hoyaux, 2000), cette analyse micro-sociale et idéographique est suffisante pour déceler ce que Merleau-Ponty a pu appeler les structures du comportement (1990). Ces structures sont déterminées chez chaque habitant à la fois par des schèmes anthropologiques, des prérequis culturels, des typicalités sociales, et l'intentionnalité que celui-ci nourrit en tant qu'être-au-monde. Viser la singularité, ce n'est donc pas dénier l'idée de culture, c'est au contraire rendre distincts les fonctionnements particuliers et communs au revers de cette singularité. En somme, comme le projet phénoménologique de Merleau-Ponty avait tenté de le faire, c'est mettre en perspective les structures fondamentales que recouvrent ici les dialectiques fondatrices de l'identité (identification-distinction), de

---

chemin *Word to World* (pour reprendre l'heureuse formule de D. Bounoux, 1993, *Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Larousse). Le mot performatif est ici employé dans une acception assez large, pour indiquer qu'il faut considérer toute énonciation comme un agir social suivi d'effets" (M. Lussault, 2000).

1. Pris ici de manière générique et dans un genre neutre.

la propriété (appropriation-exclusion) et de la mémoire (souvenir-oubli) (Hoyaux, 2002).

Car à partir du moment où l'on conçoit que chaque habitant construit phénoménologiquement un monde qui est le sien, l'objectif méthodologique n'est plus de rendre compte, par des analyses statistiques, des régularités comportementales, pratiques et discursives, du plus grand nombre, de façon exogène, mais de comprendre en interne comment ces régularités sont structurées de la même manière par tout un chacun.

### **Des énoncés comme embrayeurs de la construction territoriale**

Pour engager cet objectif méthodologique et théorique, il est tout d'abord nécessaire de rendre compte des deux versants de la construction territoriale des habitants, celui du monde structuré (autour de leurs divers territoires) et celui des territorialisations qui le structure. Le versant du monde structuré part de l'hypothèse que celui-ci est le reflet statique de cette construction car il se rapporte au(x) contexte(s) d'énonciation (l'endroit d'où parle l'habitant), mais aussi à des repérages spatiaux, sociaux et temporels sur lesquels l'habitant se projette par le discours et qui spécifient chacun à leur manière certaines limites ou points d'ancrage dudit monde. Le versant des territorialisations, quant à lui, doit être conçu comme le reflet dynamique de cette construction puisque l'argumentation du discours amène à concevoir l'interaction des énoncés entre eux et à mettre en perspective le type de relation (inclusion / exclusion) aux points d'ancrage (spatiaux, sociaux et temporels) mentionnés ci-dessus.

L'utilisation des entretiens est pertinente car elle met en perspective le langage et la cognition comme "configurateur" efficace du monde de l'habitant qui est à la fois "structuré et structurant, configuré dans les actions et les configurant" (Mondada, 2000, p. 61). À partir de quelques énoncés et de leurs indexations à la situation d'entretien, il est possible d'entrevoir une configuration du monde de l'habitant et de façon conjointe, de concevoir l'échelonnement dialectique, entre mise à proximité et mise à distance, inhérent à la territorialisation. Car, plus que le simple fait de considérer tous les éléments existentiels qui sont toujours déjà là pour l'habitant, et sont donc constamment mis-sous-sa-main<sup>1</sup>, il faut considérer que cette structuration interne module une

---

1. L'utilisation des tirets inscrit la relation phénoménologique que l'habitant effectue avec des choses, lieux, personnes, événements en construisant son monde. En effet, ces choses, lieux, personnes, événements peuvent être objectivement hors de portée de sa main (sans tirets) alors que dans sa construction territoriale, il les rapproche à lui, il les met sous-sa-main (avec tirets).

dialectique de l'en deçà et de l'au-delà territorial, d'une part par la mise-hors-de-portée de choses, de lieux, de personnes, d'événements vécus envers lesquels l'habitant veut se distancier (relation spatiale), se distinguer (relation sociale), (s')oublier (relation temporelle) (où l'en deçà est discursivement mis dans l'au-delà) ; d'autre part, par la mise-à-portée de choses, de lieux, de personnes, d'événements que l'habitant ne connaît pas mais que pourtant il s'approprie, envers lesquels il s'identifie, y fonde ses souvenirs (où l'au-delà est discursivement mis dans l'en deçà).

L'analyse des discours permet de s'attacher à relever en quoi les énoncés de l'habitant agencent les mises "sous", "à portée" ou "hors de portée"-de-la-main les choses, lieux, personnes, événements dans une configuration générale de son monde. Cette analyse offre aussi la possibilité de comprendre en quoi ces énoncés sont l'expression de la construction territoriale que cet habitant met en place pour interagir avec ce qui l'entoure et se construire à partir de cette interaction. La configuration du monde par l'habitant peut alors être représentée, selon les apports de la phénoménologie existentialiste, selon quatre entités différenciées (le lieu, le territoire, le monde, l'espace) que l'on peut résumer comme suit :

- le lieu, est l'entité mise-sous-la-main par la projection de l'habitant auprès d'un lieu (au sens commun d'unité spatiale : la gare par exemple), d'une chose (le train) ou d'un être (une personne du train). Le lieu est donc à considérer comme l'entité (entière puisque indépendante de l'échelle) d'actualisation du projet dans l'instant de son effectuation (par le dire, le voir, etc.) ;

- le territoire, est la sphère découverte à partir de cette mise sous-la-main du lieu. L'interpellation ou la sortie de l'ombre d'une entité spatiale (choses ou êtres) se fonde toujours à l'intérieur d'un champ spatial plus vaste, déjà ouvert, et co-occurent à l'interpellation elle-même du lieu. Ce champ peut appartenir à l'environnement qui entoure – au sens courant – l'habitant ou s'organiser autour de territoires lointains, certes inaccessibles à la sensation sensori-motrice de l'habitant mais en quelque sorte "mis-à-portée-de-la-main" par celui-ci. Si ce champ est co-extensible au lieu découvert (que celui-ci soit proche ou lointain selon le sens commun), il permet surtout d'en découvrir potentiellement d'autres en son sein. Le territoire peut alors être compris comme la sphère de potentialité d'autres projets à l'intérieur de laquelle peuvent être actualisés d'autres lieux : l'ensemble d'un quartier pour la gare, la gare pour le train, l'ensemble des voyageurs pour la personne ;

- le monde de l'habitant est la sphère réunissant l'ensemble des territoires, des espaces découverts par les différentes relations qu'effectue l'habitant au cours de son existence. Sphère qui peut s'étendre ou se contracter selon l'histoire de celui-ci et qui contient potentiellement toutes les choses, tous les lieux, toutes les personnes, tous les événements

co-présents dans l'extension territoriale de toutes les mises-à-portée-de-la-main de l'habitant. Cette sphère est actualisable car, d'un côté elle permet la mise sous-la-main ou non des lieux et l'ouverture à divers territoires toujours déjà rencontrés, et de l'autre, elle est inhérente à l'évolution existentielle de l'habitant qui l'actualise selon ses préoccupations du moment. À la différence du territoire, le monde est aussi une sphère qui comprend des territoires rejetés, connus mais non acceptés comme tels jusqu'à nouvel ordre. Cette sphère renforce *a contrario* l'imperméabilité spatiale et l'intransigeance sociale du territoire ;

- l'espace, en tant que sphère insondable et inexistante puisque à jamais absente de la préoccupation de l'habitant. L'espace est "entièrement indifférencié en lui-même, sans la possibilité de distinguer l'une quelconque de ses parties des autres, sans la possibilité de définir en son sein un quelconque point de référence ni, partant un lieu, [il] devient un simple néant vide de contenu" (Patocka, 1988, p. 34). Vide qui se trouve toujours déjà potentialisé par le trop plein de l'existence de l'habitant en son monde. L'espace diffère donc du monde au sens où c'est une sphère qui n'est même pas rejetée ou refoulée, elle est juste indifférente à toute présence physique et à toute pensée de l'habitant.

Pour éclairer, au travers de l'acte d'énonciation, cette configuration du monde de l'habitant dans l'agencement de ses constructions territoriales (territoires / territorialisations), il est intéressant de relever d'une part, les repérages absolus (l'état de son monde), et d'autre part, les repérages relatifs (les dynamiques territorialisantes).

1° "Le repérage absolu est centré sur l'environnement et plus précisément sur des repères fixes et immuables" (Mondada, 2000, p. 63). Le repérage absolu consiste par exemple en l'utilisation de la toponymie qui signale le nom d'un lieu. Ce lieu peut être plus ou moins connu, plus ou moins investi d'expérience personnelle, plus ou moins clairement situé, mais il a cependant lieu et il ouvre alors sur les autres sphères des relations au monde de l'habitant.

C. Kerbrat-Orecchioni montre que ce repérage (ou référence) absolu s'organise autour des "adjoints". Dans "Pierre habite à Lyon", Lyon est référence absolue" (Kerbrat-Orecchioni, 1999, p. 41). On voit bien l'intérêt qu'une recherche sur le territoire peut porter à ce type de constituants de l'énonciation, et cela d'autant plus que ces derniers ne sont pas indispensables à une phrase déclarative. "Les adjoints de lieu, de temps [...] sont facultatifs [...], on peut les enlever sans affecter le reste de la phrase" (Lyons, 1970, p. 256). Les indiquer ajoute bien pour l'habitant à ses intentions de configurer clairement l'ensemble des territoires qui constituent son monde.



L'intérêt repose également sur la relation qui existe entre ces repères absolus et les repères relatifs. Leur relation est importante car elle cautionne l'unité de la construction territoriale (territoires / territorialisations). Dans la dénomination de lieux fixes, c'est l'activité énonciative entourant cette dénomination qui permet d'interpréter la place réelle de ce lieu pour l'habitant. Pour comprendre les délimitations fonctionnelles des territoires d'un habitant, le chercheur doit donc appréhender, par l'indexation à la situation globale de l'entretien, la mise à proximité ou à distance des différents lieux énoncés. Pour L. Mondada, "il serait absurde de retenir une description sans l'associer aux positionnements qui la modalisent et lui confèrent sa valeur énonciative" (Mondada, 2000, p. 122).

2° Le repérage relatif n'est donc plus centré sur le contexte mais "sur les participants de l'énonciation et fait intervenir, à côté des repères et des repérés, le locuteur, par rapport auquel l'objet à repérer est localisé. C'est pourquoi ce repérage a été aussi appelé déictique [...]. Les repères déictiques s'organisent autour de [...] l'*origo* de la *deixis* définie par la triade "je – ici – maintenant". Celle-ci est structurée spatialement par l'opposition – binaire, ternaire ou multiple selon les langues – entre les termes désignant "l'ici" et ceux désignant "l'ailleurs", définie non seulement par rapport à la distance de l'énonciateur et/ou l'énonciataire, mais aussi à d'autres dimensions, faisant intervenir leur position sur un axe vertical (en haut *vs* en bas), ainsi que la localisation dans un territoire spécifique (vers la mer *vs* vers la forêt) " (Mondada, 2000, p. 62).

Ce repérage relatif est donc bien l'expression de la territorialisation de l'habitant puisqu'il permet dans l'acte d'énonciation de configurer le territoire selon l'échelle même de la construction territoriale de cet habitant. Échelle de mise à proximité *versus* mise à distance qui correspond à la structuration binaire, ternaire ou multiple dont parle L. Mondada et à laquelle je rapporte pour ma part la mise-sous-la-main du lieu, la mise-à-portée-de-la-main du territoire, et la mise-hors-de-portée-de-la-main du monde de l'habitant. Ces trois types de territorialisation du monde insistent sur le fait qu'il n'y a plus d'objet situé en tant que tel mais des relations à des choses, des êtres, des événements. L'habitant, par son discours, remplace donc la configuration euclidienne de l'espace par une configuration phénoménologique (voire topologique) de son monde.

Sans revenir sur toutes les catégories déictiques (c'est-à-dire les indicateurs de lieu et de position tels que les pronoms personnels, adverbess de lieu et de temps, pronoms démonstratifs), il faut surtout retenir qu'elles ont pour vocation de désigner une chose, une personne, un événement auprès duquel ou avec lequel l'habitant se relie tout en indiquant la tension (acceptation / rejet) de cette relation. Pour illustrer l'apport des repérages absolus et relatifs, il est intéressant d'utiliser des extraits d'entretiens dont on peut interpréter les adjoints de lieux en les



indexant à la situation générale mise en place dans le discours, et en déterminer alors la construction territoriale.

À partir d'entretiens réalisés avec une habitante de Grenoble, on peut par exemple concevoir que la configuration territoriale de son agglomération grenobloise correspond à peu de chose près au territoire de sa vie quotidienne, construit par les domaines sensori-moteurs de l'activité de toute personne (corporelles et visuelles notamment). À peu de chose près puisqu'à l'inverse des analyses habituelles, c'est bien plutôt la mise en perspective des différents lieux quotidiennement territorialisés qui configure le territoire de l'habitant et non la délimitation institutionnelle dans laquelle il viendrait semble-t-il s'y fondre.

Mais comme cette habitante de Grenoble se projette par ses pensées dans ce même quotidien auprès de régions lointaines, il ne peut y avoir complet recouvrement entre les deux, entre le territoire (au sens commun du géographe) dans lequel l'habitante vit au quotidien (lieu de travail, lieu de course, lieu de sport, etc.) et le territoire dans lequel elle *ek-siste*, c'est-à-dire où elle se tient "auprès de" et "avec". Pour montrer cela, il est intéressant de restreindre l'analyse aux lieux renvoyant à l'agglomération dans laquelle cette personne vit. Ce peut être le cas si l'on s'intéresse au passage statuant sur les limites de cette agglomération.

Dans l'extrait qui suit, il est intéressant de remarquer que cette personne habitant Grenoble configure un en deçà et un au-delà à cette ville, comme si celle-ci était un point de passage dans un processus d'existence. Certes, Grenoble existe en lui-même en tant que lieu, mais il y a autour de l'énoncé se consacrant à une définition exacte des limites de l'agglomération, la mise en place d'une double itération territoriale, celle d'un ailleurs qu'emblématise Grenoble, ailleurs dans lequel cette personne a toujours voulu être, c'est-à-dire la montagne et celle d'un toujours déjà là du creuset familial qu'on aspire à quitter.

Extrait 1 (1<sup>er</sup> entretien, p. 4)<sup>1</sup>

"- Agglomération grenobloise ça englobe quoi pour vous ?

- Agglomération grenobloise, je dirais que ça va de... ben de Saint-Egrève quand on se dirige vers Lyon, jusque mettons vers Meylan quand on se dirige par là-bas et puis jusqu'à Échirolles, Vizille étant déjà en dehors, c'est les trois points, le triangle qui serait représenté".

La configuration que l'on peut réaliser tente d'inférer tout d'abord les territoires éloignés qui sont dans l'au-delà du territoire de la vie quotidienne. Par exemple, cette habitante n'a pas éprouvé le besoin

1. Les indications réfèrent aux tours de parole repris dans la transcription globale du 1<sup>er</sup> ou du 2<sup>e</sup> entretien. (voir A.-F. Hoyaux, 2000).

d'adjoindre les noms de Lyon et de Vizille pour exprimer les limites de l'agglomération grenobloise. Leur présence a pour but d'ouvrir ce territoire quotidien grenoblois à deux autres territoires d'importance, celui de la prime enfance et de l'adolescence (Lyon) et celui du projet d'adulte : la montagne, ses montagnes, Belledonne et l'Oisans (elle ne parle jamais des autres massifs qui entourent Grenoble : Vercors, Chartreuse).

En trois phrases, cette personne a résumé l'importance de ses principaux territoires et repoussé de nombreux autres. C'est notamment le cas de toutes les communes du Grésivaudan sur lesquelles il semble pourtant y avoir pragmatiquement de sa part une volonté de mise-sous-la-main. Mais, tant par la formulation et l'intonation du repérage relatif "là-bas" que par l'indexation que l'on peut faire, cette volonté est plutôt une volonté de mise à distance, de rupture. Rupture potentiellement indexable à la fin d'un contrat de travail qu'elle vient de subir aux portes mêmes de ce Grésivaudan (à Meylan).

Pour illustrer l'apport plus particulier des indicateurs de lieu et de position (déictiques) dans l'analyse des territorialisations, voici deux autres extraits tirés des entretiens avec cette habitante de Grenoble. Ces derniers permettent de remarquer comment elle transforme la réalité cartésienne des dispositifs spatiaux pour configurer son monde. Transformation qu'elle explicite d'ailleurs elle-même avec une grande perspicacité en montrant à quel point la projection auprès des choses constitue déjà la réalité de notre présence à côté de celle-ci.

Extrait 2 (1<sup>er</sup> entretien, p. 28-29)

"- Comment vous comprenez ce terme d'habiter ?

- Je crois qu'habiter pour moi c'est vraiment se sentir chez soi. Y'a eu des périodes où j'habitais pas Grenoble et chaque fois que je venais à Grenoble j'avais l'impression de rentrer chez moi, de me dire c'est chez moi ! Et pourtant je suis pas née ici, mais c'était chez moi quand même ; je crois que c'est ça habiter même si on n'est pas physiquement là.

- Est-ce que vous avez l'impression que c'est très personnel... ?

- Oui, je crois. Je pense que chaque personne ressent différemment, parce que c'est beaucoup lié à des souvenirs personnels justement. Chaque endroit du paysage ici est lié pour moi à différents souvenirs etc., donc à différentes périodes".

Extrait 3 (1<sup>er</sup> entretien, p. 79-85)

"- L'horizon que vous préférez regarder, c'est la montagne ?

- Ouais, c'est ce côté-là, c'est Belledonne.

- Et ça vous apporte quoi de contempler... ?

*Géographie et cultures*, n° 45, 2003

- Ben je me dis, si je veux dans trente-cinq minutes je peux y être quoi. C'est un peu une évasion que je pratique pas tous les jours mais cette possibilité est là, elle est à portée de main quoi.
- Cet horizon vous le qualifiez comment, comme un cadre, une protection, une ouverture ?
- Une ouverture ! Une ouverture. On voit loin quand même ici. C'est quand on est dans une grande ville dans des régions qui sont plates, on est dans la ville on voit pas au-delà, on n'a pas de point de repère comme ça, et là on a une vision plus large quand même.
- Est-ce que vous avez l'impression que ce regard influe sur votre façon d'être ?
- Ouais, je pense. J'ai l'impression que c'est lié à une espèce de liberté, de disponibilité quoi, pas s'enfermer dans un truc trop rigide, être ouvert à des possibilités, des tas de choses comme ça. Mais c'est vrai qu'il y a des gens qui voient pas du tout ça comme ça qui se sentent enfermés par les montagnes.
- Vous en connaissez ?
- Oui, j'ai déjà vu des gens qui m'ont dit : non, moi les montagnes ça m'angoisse. Même le fait de savoir que quand on quitte un peu Grenoble, on se retrouve dans le silence, c'est pareil, y'a des gens que ça angoisse, la solitude, le silence. "

Ces passages permettent de voir à quel point la statique des lieux est travestie par la phénoménologisation du monde par l'habitant. Cette mise en relation lui permet de transformer l'état du Monde en une configuration de son monde, créée à toutes fins utiles pour son bien-être "territorial". Ce passage montre bien comment les indicateurs de lieu et de position (déictiques) marquent les territorialisations qui sont à l'œuvre et qui s'innervent à partir des projections que cette habitante réalise auprès du monde, ce qui permet de rapprocher les lieux (Grenoble), les choses (les montagnes) dans l'orbe de son territoire. Citons le passage : "je suis pas née ici, mais c'était chez moi quand même. Je crois que c'est ça habiter même si on n'est pas physiquement là". Passage qui renforce, ô combien, l'idée des phénoménologues au sujet de l'inexistence du "je" – ici – maintenant en tant qu'il est toujours dépassé par les projections auprès du monde.

L'extrait 3 permet d'attester à nouveau l'idée de mise-à-portée-de-la-main du territoire montagne, Belledonne en particulier. Belledonne où elle n'est pas constamment présente physiquement mais qui participe pourtant d'un de ses territoires car c'est une "possibilité qui est là... à portée de la main", c'est-à-dire toujours déjà autour d'elle dans son monde, en tant qu'elle est auprès de cette montagne (comme territoire). *A contrario*, pour elle, quand il n'y a pas de montagne, il est impossible de pouvoir se construire son territoire, il n'y a pas de lieux

potentiellement préhensibles (comme ça et là) et en plus, on ne peut le délimiter puisqu'il n'y aucune possibilité de voir au-delà. L'intérêt pour elle est donc d'approuver l'idée qu'elle est bien là où elle est, car comment se construire son territoire dans un monde où elle ne pourrait pas se projeter ?

On peut aussi remarquer comment, dans les énoncés du dernier extrait, l'habitant crée implicitement une délimitation (spatiale) et une distinction (sociale) claire de son territoire. Il y a les villes des pays plats que "j'éloigne" dans l'homogénéité d'un espace inexistant et il y a Grenoble que "je peux délimiter". Il y a aussi des "gens" qui n'aiment pas la montagne et ceux qui l'aiment. Il y a eux, il y a moi / nous.

Enfin, il est intéressant de noter la justification fortement idéologique opérée entre ouverture sur l'horizon et ouverture d'esprit. Cette justification atteste de la réalité du monde de cette habitante et elle donne sens aux pratiques qu'elle y effectue. L'intérêt n'est pas ici de se demander si l'horizon de la montagne est réellement plus ouvert que celui des plaines, il se trouve bien plutôt dans le fait que cette conception est vécue comme telle. Mais plus intéressant encore, cette conception *a priori* explicite les façons d'être et de faire de cette personne. Notons ce passage : "j'ai l'impression que c'est lié à une espèce de liberté, de disponibilité quoi, pas s'enfermer dans un truc trop rigide, être ouvert à des possibilités" et relierons-le au suivant "j'ai déjà vu des gens qui m'ont dit : "non, moi les montagnes, ça m'angoisse. Même le fait de savoir que quand on quitte un peu Grenoble, on se retrouve dans le silence, y'a des gens que ça angoisse, la solitude, le silence". Ce qui peut donner *in fine* l'interprétation suivante : les gens qui ont peur de la montagne ne sont pas ouverts car ils ne sont pas ouverts... à "mon" territoire. Ils (ces gens là-bas que j'éloigne de moi) ne sont même pas capables d'accepter le silence et la solitude alors que cette acceptation est une caractéristique essentielle de l'identification que l'habitant possède envers les autres personnes qu'elle considère comme relevant de son territoire : celui des montagnards.

Le minimalisme utilisé dans les analyses précédentes a donc essentiellement pour objectif de montrer que tout énoncé est déjà en lui-même une construction territoriale puissamment signifiante pour l'habitant et ceux qui l'entourent. À partir du discours, il est possible de montrer les différentes facettes proposées par une réflexion de ce type, en interprétant les différentes dispositions territoriales que l'on peut percevoir sous un énoncé à partir du moment où l'on possède un ensemble d'éléments qui permet d'indexer la situation particulière du locuteur.

**Au-delà des réalités quotidiennes, singulariser son monde**

À partir de la méthodologie avancée ci-dessus, je vais poursuivre l'analyse des énoncés de l'entretien et montrer à quel point la construction territoriale qui transparait dans le discours de cette habitante lui permet de singulariser son monde. Concernant son amour de la montagne et sa volonté de quitter son lieu de jeunesse, voici quelques extraits qui permettent de les indexer à la situation globale de la construction territoriale de cette habitante :

Extrait 4 (1<sup>er</sup> entretien, p. 86-88)

"- Les personnes qui se sentent mal dans les montagnes, vous savez d'où elles sont originaires ?

- En général, ils ne sont pas originaires de montagne. Beaucoup de gens originaires des montagnes ont une espèce d'indifférence vis-à-vis de la montagne. Moi je suis là en extase. Non, moi ça me fait rien qu'ils disent. Mais qu'ils disent qu'ils se sentent mal à cause des montagnes non. S'ils sont nés dedans ils se sentent pas spécialement, c'est devenu partie des meubles quoi. Pour moi c'est plus la réponse à un désir d'enfance que je vivais à Lyon, mais je rêvais depuis toujours d'habiter avec des montagnes devant moi. "

Extrait 5 (2<sup>e</sup> entretien, p. 61-66)

"- Aucune région ne vous marque, on a l'impression que vos racines sont référées sur vous-même, pas sur un passé ?

- C'est un peu vrai. J'ai pas vraiment des souvenirs en fait ils sont très très éclatés. Y'en a qui sont liés à d'autres lieux que la montagne, par exemple à une maison de vacances qu'on avait en Bretagne, mais mes grand-parents étaient pas non plus Bretons. Eux aussi étaient dans un lieu d'adoption. Bon y'a ces souvenirs-là mais c'est quand même très morcelé, c'était une fois par an, une fois tous les deux ans. Bon c'est vrai que Lyon j'y ai vécu entre l'âge de trois ans et l'âge de dix-huit ans mais pour moi la période la plus extraordinaire la plus riche c'est quand même quand je suis venue ici. Du fait que je quittais ma famille, et tout a été lié à ce moment d'épanouissement. Bon j'ai plaisir à retrouver mes parents mais j'ai quand même le souvenir que j'attendais ce moment avec impatience, celui de partir. Je me rappelle avoir eu un jour comme ça en me promenant dans la rue de Lyon un espèce de flash et m'être dit : voilà ce que je vais faire. J'avais vu sûrement dans un prospectus qu'il y avait des écoles à Grenoble. Voilà ce que je vais faire, je vais aller là et puis je vais faire une école à Grenoble. Et donc j'ai attendu ce moment de partir et de venir ici, et pour moi ça a été une année vraiment extraordinaire, enfin même pas qu'une mais... surtout les premiers moments étaient vraiment, ça a peut-être pas

effacé tout le reste m'enfin, j'ai eu l'impression de commencer quelque chose ici !

- C'est une sorte de délivrance alors quand vous arrivez, comme vous l'expliquez ?

- Une sorte de naissance, de seconde naissance, peut-être pas délivrance. J'étais pas prisonnière mais l'impression de découvrir une autre facette de ma personnalité, tout un tas de choses que j'avais jamais faites, une vie sociale aussi, parce que ça j'avais pas bon... j'ai tout découvert en arrivant là. Alors c'est peut-être un peu comme les gens, des fois on dit : ils sont nés quelque part alors ils sont attachés à l'endroit où ils sont nés. Je suis un peu née ici, je crois, je le vois un peu comme ça et c'est vrai que je suis pas très attachée à d'autres lieux. Bon j'avais une grand-mère qui était dans le Berry mais j'aimais pas du tout y aller."

Extrait 6 (2<sup>e</sup> entretien, p. 118)

"- À Lyon, est-ce que vous aviez quand même l'impression d'être entourée par des montagnes ?

- Je voyais quand même les montagnes. On voyait même le Mont Blanc de la maison mais elles étaient loin. Je les voyais au loin et j'en rêvais. Et puis je rêvais d'y aller quoi ! Et puis quand j'avais le cafard, j'allais à la gare et puis je prenais les horaires de train pour Chamonix, parce qu'à l'époque, c'était avant de venir un petit peu par ici, quand j'allais en vacances c'était à Chamonix. Mais bon je connaissais pas les Écrins, l'Oisans, etc. Je connaissais beaucoup Chamonix, et à l'époque je prenais les horaires de train pour Chamonix et puis je regardais ces horaires comme ça, c'était vraiment ce rêve d'évasion."

Tous ces extraits donnent à voir la construction territoriale fortement innervée par la montagne notamment dans son versant dynamique, celui des territorialisations, et cela dans l'ensemble de ses composantes spatiales, sociales et temporelles.

Dans l'extrait 4, on peut repérer une distinction territoriale opératoire selon trois types de personnes, les *alter ego* (nous = ceux qui participent du territoire Grenoble Montagne), les *ego alter* (eux = ceux qui participent d'un en deçà du territoire Grenoble dans le monde de l'habitante, en tant qu'ils sont exclus) et les *alter alter* (autres = ceux qui participent d'un espace qui est en soi inexistant pour elle / la Plaine). Le premier type relève des montagnards (Nous-*Alter ego*, qu'ils soient Grenoblois montagnards ou non-Grenoblois montagnards), le second, des Grenoblois non-montagnards (Eux-*Ego alter*) et le troisième des non-Grenoblois non-montagnards (les Autres-*Alter alter*, ni Grenoblois, ni montagnards). Couplées avec les autres extraits, les relations sociales se déclinent donc au niveau du territoire (voire même du monde de l'habitante tout entier puisqu'il est clair que celui-ci est très restreint à



Grenoble et ses environs) sur le plan de la famille (mari et fille surtout) et sur le plan des amis qui font de la montagne.

Au niveau temporel, on voit combien l'itération des souvenirs liés à la montagne est très forte comme un projet éternellement mis à jour. Notamment celui de la naissance, non pas biologique mais territoriale : vivre à Grenoble. Grenoble comme Chamonix qui sont autant de points d'ancrage, d'avoir lieu, au revers de l'immensité des territoires qu'ils ouvrent : la montagne. Le temps de la rencontre semble pourtant comme compressé dans l'instantanéité du désir fugace, celui des premiers moments, celui de la naissance à soi. Avec le temps, le désir assouvi, les responsabilités familiales, la routine prend le pas. Seule la solitude, celle d'une montée au Saint-Eynard, permet de réassouvir parfois l'instant du désir, celui de sentir le lieu d'en bas sous sa main, celui d'ouvrir à nouveau son monde.

Cette mise à proximité de la montagne l'est aussi au niveau spatial. C'est notamment le cas dans l'extrait 6 lorsque celle-ci raconte qu'elle était à Lyon (ma maison) et qu'elle mettait sous-sa-main, en allant chercher des horaires de train, le lieu Chamonix (le "là-bas"). Chamonix qui ouvrait alors déjà sur le (un ?) territoire "montagne" (le "là"). En ce sens, la gare de Lyon était à l'époque une sorte de lieu d'ouverture comme peut l'être aujourd'hui à un autre niveau, la ville de Vizille (voir extrait 1). Cette histoire n'a donc pour fin qu'une réitération des projections sur ces territoires. La routine a changé ses lieux physiques d'application (Lyon ⇔ Grenoble ; Chamonix ⇔ Oisans, Écrins) mais la mémoire demeure car cette habitante se tient toujours auprès de la montagne et auprès des lieux qui permettent d'y aller (gare de Lyon ⇔ Vizille), c'est-à-dire aussi d'en rêver.

Dans l'extrait 5, l'intensité énonciative est encore plus forte. On remarque une phénoménologisation de l'aspect physique et inaugural de la naissance biologique. Le "là" de la naissance de cette habitante se transfère d'un lieu auquel elle ne fait d'ailleurs pas référence explicitement comme son lieu de naissance, en l'occurrence Paris, constamment refoulé dans son discours, au lieu où elle a toujours (déjà) voulu être : Grenoble. Tout discours sur Grenoble est donc pour cette habitante une itération d'un avoir lieu inaugural. Ne dit-elle pas qu'en arrivant à Grenoble, elle a l'impression "d'une sorte de naissance, une seconde naissance [...] j'ai tout découvert en arrivant là [...] je suis un peu née ici, je crois". Dans cette assertion, on peut noter la puissance pragmatique des indicateurs de lieu et de position (déictiques), entre l'ici et l'ailleurs, l'ici de sa seconde naissance et l'ailleurs de la première. L'ici qui structure alors le "là" de la découverte, celui d'un territoire qui était tout d'abord configuré comme un territoire lointain avant de devenir celui de la vie quotidienne de cette habitante.

Ainsi, l'établissement à Grenoble dérive pour cette habitante d'une projection réitérée depuis des années d'être là dans ce territoire, que celle-ci y soit physiquement présente ou non. Pour elle, la fin a toujours appelé les moyens, même ceux de venir faire ses études dans une école peu estimée : "j'ai fait un choix qui était un peu contre ce qu'on me conseillait parce qu'on me conseillait quand même le X qui était même meilleure comme école et puis moi j'me suis dit, non j'avais vu ce prospectus, là dont on parlait, je reste fidèle à ma ligne, j'étais un peu comme ça, braquée. J'ai dit bon ben tant pis je vais là ! J'avais fait l'école de papeterie, c'était pas du tout un choix qui m'intéressait pour la papeterie particulièrement, c'était vraiment parce que je voulais aller à Grenoble !". Car pour cette habitante, il fallait garder la "ligne", pour éviter l'impondérable hasard, et réinvestir le plus souvent possible l'image publicitaire de Grenoble avec ses montagnes, ses trois tours et ses bulles. Images de la ville qui explicitent même à l'excès l'emplacement de son habitation à portée visuelle de ces différentes entités (montagnes, tours, bulles).

En ce qui concerne son lieu de naissance, il est clair qu'il est toujours présent dans la configuration territoriale de cette habitante mais qu'il est mis-hors-de-portée du territoire grenoblois, dans l'en-deçà territorial. Le passage qui suit permet de comprendre cette contradiction puisque ce territoire participe de son monde mais veut être rejeté. Cette habitante entre en effet en relation avec Paris (sans que rien ne l'ait obligé à le faire) mais c'est pour se distinguer de ceux qui y habitent (ainsi que ceux qui habitent les petites villes) et renforcer le fait d'être-là :

Extrait 7 (1<sup>er</sup> entretien, p. 22)

"- Est-ce que vous pensez qu'il y a une façon particulière d'habiter une ville ?

- Ouais je pense que par exemple les gens qui habitent à Paris ont aussi leur attachement pour leur ville, mais avec un mode de vie qui est vraiment très lié à cette ville. Des habitants de petites villes plus réduites vont avoir eux aussi un mode de vie qui est encore différent. Grenoble c'est une ville qui est... c'est pas Paris, c'est pas une toute petite ville non plus. Donc bon y'a une espèce d'intermédiaire entre les deux."

Cette opposition concernant Paris est réapparue encore plus fortement dans le passage suivant du second entretien. Je tentais de revenir sur le fait que l'habitante ne voulait pas changer de lieu de vie. Cette question faisait suite à l'annonce des pertes d'emploi (décalées dans le temps) de cette habitante et de son mari.

Extrait 8 (2<sup>e</sup> entretien, p. 121-123)

"- Pour revenir sur le fait que vous ne vouliez pas vous déplacer, vous aviez même dit : chercher du travail ailleurs me rendrait malade...

- Ah oui parce qu'à ce moment-là, mon mari avait pas de boulot. Moi je sais pas si j'en avais déjà retrouvé donc on était dans une période où tout le monde nous disait : il va peut-être falloir que vous cherchiez sur Paris et si vous cherchez sur Paris vous trouverez tout de suite, etc. J'avais énormément de pression là-dessus et donc j'avais un peu la haine par rapport à ça.

- Vous ne vouliez absolument pas aller à Paris en tout cas ?

- Ah ben non. Je ne voulais pas quitter les Alpes parce que ce serait complètement une autre vie quoi. Non ça me disait rien ! Pour moi ça serait un peu, comment dire, choisir son lieu de vie en fonction de son travail, c'est dommage quoi, parce que bon c'est vrai que pour moi le travail y'a pas que ça et je veux faire l'inverse. "

Au-delà de la construction territoriale, ce passage permet d'éclairer l'importance du contexte des entretiens. Ces derniers se sont espacés d'environ deux semaines à un mois. Pour cette habitante, ils sont intervenus dans une période difficile où les territorialisations et la configuration territoriale pouvaient être chamboulées du jour au lendemain. L'opposition à Paris a par exemple été réactivée du fait que la ville était possible comme nouveau lieu de vie. Paris était de fait réintroduit dans le monde de l'habitante (par les relations verbales avec les autres), et cette obligation a démultiplié l'énergie de mise-hors-de-portée, notamment par l'arrimage d'un ensemble d'arguments se posant contre cette possibilité. Cela montre combien les rapports discursifs sont éphémères : une façon d'être peut se potentialiser différemment selon l'actualité de chaque personne. Ainsi, s'il y a un fond territorial qui relève d'une configuration de territoires plus ou moins stables, chaque jour peut modifier la territorialisation des habitants et même transformer à long terme la prégnance de ces territoires.

Par cette analyse d'ensemble, on perçoit mieux l'interaction entre le monde de l'habitant et les territorialisations qu'il y effectue, c'est-à-dire entre le toujours "déjà là" et le "en train de se faire". Mais, si les territorialisations peuvent faire évoluer la configuration du monde, cette évolution se déroule cependant à l'intérieur même du monde par l'échelonnement discursif des mises -sous, -à portée, et -hors-de-portée-de-la-main des lieux et territoires. Ainsi, le monde de l'habitant doit être entrevu comme un système entrouvert. Il est par définition ouvert mais il est fortement délimité à l'origine et c'est à l'intérieur de celui-ci que les interactions s'effectuent.

### Du territoire en poupées russes au territoire multidimensionnel

À partir de l'exploration des entretiens, il semble nécessaire de dépasser la représentation monolithique du monde de l'habitant, et de relever sa multidimensionnalité. Terme notamment utilisé par G. Di Méo (1999, p. 77) et qui recouvre le fait : 1° que chaque habitant possède un monde à sa dimension, c'est-à-dire qui lui est nécessaire pour pouvoir être ; 2° que chaque monde a sa dimension, c'est-à-dire qu'il peut résulter de multiples configurations différentes selon l'habitant.

Cette double acception ne se prolonge donc pas sur l'idée d'un monde en cercles concentriques, en poupées russes, en sphères emboîtées les unes dans les autres, (celles des limites du corps, du geste immédiat, de la pièce, de l'appartement, du quartier, de la ville, de la région, du vaste monde) dont la plus éloignée du je-ici-maintenant de celui qui parle (celle du vaste monde) serait aussi la moins connue par ce dernier (Moles et Rohmer, 1978, p. 102). En effet, que cela soit certains lieux du vaste monde, certaines personnes *a priori* hors du contexte social habituel de l'habitant, ou certains souvenirs chronologiquement très éloignés, tous ces éléments objectivement hors de portée de l'habitant peuvent être mis à proximité par ce dernier. Cependant, à chaque fois, la "quantité d'efforts" à fournir par l'habitant semble plus "grande". C'est notamment le cas si l'on se réfère aux déplacements virtuels que l'habitant doit effectuer pour rejoindre des lieux éloignés. Pour autant, au sens phénoménologique de la mobilisation, l'effort corporel n'est plus en cause, mais bien plutôt la relation en chair et en pensées avec ces lieux, personnes, événements.

Il est donc nécessaire de dépasser l'étude des territoires pour eux-mêmes dans leur prétendue circonscription sociale et spatiale, pour parvenir à élucider les constructions territoriales multiples, en archipel. Toutefois, la construction d'un monde fait de territoires en archipel n'induit pas exclusivement la mise en place de pratiques archipélagiques (car l'habitant peut se projeter ailleurs que là où il se trouve physiquement sans pour autant se déplacer) et inversement des pratiques archipélagiques (avion, internet) n'impliquent pas de fait un monde de ce type (puisque l'habitant peut désirer restreindre son monde à son environnement proche pour mettre justement à distance les obligations qu'il a de se déplacer dans tel ou tel lieu éloigné). Ainsi, le monde de l'habitant résulte de la composition de personnes, de souvenirs, de paysages lointains sur lesquels il se projette, soit par les actes sensori-moteurs, soit par des actes d'imagination (de conscience). Si l'intentionnalité de l'habitant dépend au moins en partie du contexte dans lequel ce dernier se meut, ce qui peut alors accentuer telle prise en compte territoriale, cela ne veut pas dire qu'en passant dans un endroit en TGV, l'habitant se sentira forcément appartenir à celui-ci. En revanche, vivre trente ans dans une même ville organise progressivement

les manières de faire et d'être de l'habitant, même si ce dernier peut au début revendiquer son appartenance à d'autres territoires.

De manière fonctionnelle, il ne faut bien évidemment pas négliger totalement la prégnance des distances physiques sur les pratiques habitantes. Encore qu'aujourd'hui, la distance se trouve compressée dans le temps et l'espace par les nouveaux moyens de communication. Mais si l'évolution de ces moyens accentue les mobilités des habitants, celles-ci sont concrétisées tout autant par leurs déplacements d'un environnement "concret" à un autre (voyages), que d'un environnement "concret" à un environnement "imaginé" (téléphone, internet). Évidemment, les termes "concret" et "imaginé" sont mal venus d'un point de vue purement phénoménologique, mais ils explicitent à quel point l'évolution des réseaux télématiques et des réseaux de transport peut organiser aujourd'hui la dispersion des territoires de l'habitant ou tout du moins leur réticularisation.

L'ensemble des recherches que j'ai pu effectuer (Hoyaux, 2000) montre combien les mondes des habitants doivent être pensés dans la pluralité de leurs configurations territoriales. Celles-ci relèvent pour certains de la contiguïté (monde au territoire unique), pour d'autres de la connexité (monde de territoires en réseau), pour d'autres enfin, de la connectivité (monde de territoires en archipel). Les territorialisations, moteurs de ces configurations, déclinent quant à elles un ensemble complexe de processus de mise à proximité de ce monde par le dire et le faire, comme autant de discriminations, de différenciations et de discrétisations<sup>1</sup> de la réalité spatiale, sociale et temporelle. Car même dans la volonté de l'habitant de mettre-hors-de-portée de son monde des lieux, des choses, des personnes, ces lieux, ces choses et ces personnes doivent être entrevus comme participant néanmoins de son monde, car sinon l'habitant ne pourrait jamais être confronté à lui-même puisque cette confrontation passe par la relation à l'autre, au hors-de-soi. Sans adversité, comment l'habitant pourrait-il donc savoir qui il est ?

En ce sens, la dialectique de mise à proximité *versus* mise à distance reste toujours dans l'idée de monde. On ne peut exclure ce que l'on ne connaît pas. Mais il ne faut pas entendre ce terme de connaître dans l'analyse objective d'être allé dans un endroit par exemple. Les personnes connaissent un lieu dès qu'elles se relient à lui (co-naissance = naître avec), même dans la pure imagination (au sens courant). Car cette imagination a justement pour raison d'être de permettre à l'habitant de créer parfois un second terme efficace à sa territorialisation. En mettant à proximité ce qu'il s'imagine être le lieu qui lui correspond le mieux, l'habitant se donne la possibilité de mettre à distance ce qu'il a dans la

---

1. Au sens où le temps n'est jamais perçu comme continu mais ponctué et construit d'événements plus ou moins anciens ou à venir qui le rendent discret.



réalité des faits "objectifs", et dès lors il conserve autant que possible une sorte d'équilibre dans le conflit.

Parler de construction territoriale, c'est s'abstraire des descriptions objectives de la réalité. Pour l'habitant, ce qui est objectivement pratiqué peut ne pas avoir d'importance et ce qui est subjectivement pratiqué en avoir beaucoup. Le chercheur, pour comprendre cela, doit concevoir ces relations et surtout tenter d'éclaircir en quoi elles jouent réellement sur l'évolution de son monde, mais aussi du Monde et des sociétés qui l'animent. Car il ne faut pas croire que l'imagination reste sans lendemain. La relation de projet dans un ailleurs imaginé peut devenir réalité efficiente et s'actualiser un jour en déplacement, en changement de lieu d'existence, en pratiques différentes. La mobilisation affecte donc les mobilités comme les mobilités peuvent affecter les mobilisations.

L'intérêt n'est pas pour autant rendu à une analyse prédictive car la construction territoriale dépasse le carcan des réalités, notamment statistiques. Le monde de l'habitant n'est pas figé dans ses limites. Elles sont lâches et perméables, à l'épreuve de l'existence qui en contrarie la forme. Ainsi, les configurations territoriales de l'habitant n'évoluent pas forcément en fonction des changements techniques survenus dans les moyens de communication (notamment internet). Car cela voudrait dire que les moyens sont plus forts que ceux qui les utilisent. Et l'utilisation n'est pas raison ni construction. La correspondance entre l'utilisation d'un moyen de communication n'implique pas son rôle dans la construction territoriale de celui qui l'utilise. À la rigueur, le moyen de communication peut devenir un médiateur de cette construction au sens où pour s'identifier et/ou se distinguer, tel habitant peut utiliser tel moyen plutôt qu'un autre. De même pour s'approprier son territoire, un habitant utilisera la marche à pied et rendra compte alors de l'exhaustivité de sa (dé)marche, tandis qu'un autre se contentera de le regarder de loin ou d'y penser pour y projeter ses intérêts et ses préoccupations.

La construction territoriale s'impose donc à toutes formes de conditions, que celles-ci soient de l'ordre des contraintes ou qu'elles soient de l'ordre des possibles, car la nécessité de cette construction dépasse pour l'habitant le simple cadre d'un laisser être qui serait totalement induit par ces dites conditions et non au moins en partie par son intentionnalité. Travailler sur ce sujet amène donc à prendre en compte l'ensemble des entités territoriales qui sont mobilisées par l'habitant, mais aussi l'ensemble des facteurs symboliques qui indexent cette mobilisation, et permettent de comprendre la réalité de ce qui est dans le monde de chacun. Le monde de l'habitant n'est pas un état : ni dans son être (la territorialité), ni dans son avoir (les territoires), il est lié à un processus (les territorialisations). Il n'est pas naturel, au sens où il aurait des limites claires et stables et impulserait de lui-même une façon



d'être aux habitants qui l'habiteraient, puisqu'il est constamment reconfiguré pour l'extérieur et de l'intérieur. Il est relatif car il est relationnel.

De ce fait, la réflexion sur la construction des territoires par les habitants doit considérer, à côté de l'analyse des pratiques spatiales et des mobilités, l'idée de mobilisation. En effet, si les pratiques spatiales permettent aux habitants de signifier à la fois l'appropriation d'une portion d'espace et l'identification à une collectivité, il est clair aussi qu'à côté de ces pratiques spatiales "objectivées", on ne peut passer sous silence l'appréhension de lieux ou d'entités territoriales qui sont hors du champ immédiat des mobilités habitantes (déplacement domicile-travail ; domicile-lieux de loisirs ; domicile-commerce ; etc.). Ainsi, l'idée de mobilisation ne requiert pas forcément un déplacement physique et peut s'effectuer, soit directement par la pensée (des souvenirs de tels ou tels lieux anciennement pratiqués ; des endroits imaginés), soit par des moyens de communication qui mettent en relation l'habitant avec d'autres personnes dans des lieux lointains (téléphone, internet).

Si l'on prend en compte cette mobilisation, on ne peut donc plus restreindre la construction des territoires aux seuls environnements immédiats. Cette conception de la mise à proximité enrichit l'analyse des constructions territoriales habitantes dans la mesure où elle dialectise une mise à distance (appropriation *versus* exclusion ; identification *versus* distinction ; souvenir *versus* oubli). Ce processus dialectique de construction territoriale permet alors de configurer le territoire – au-delà même de l'espace physiquement pratiqué – au sein des différenciations, discrétisations et discriminations ainsi mises en lumière.

En repérant les mobilisations que des habitants effectuent dans leurs discours, on peut donc comprendre de manière plus concrète les constructions qui sont à l'œuvre. Constructions sémantiques d'une part quand ces habitants exposent le sens qu'ils donnent à leurs relations à l'environnement, et constructions territoriales d'autre part quand ils affichent un besoin toujours répété de spécifier et particulariser leurs relations dans un cadre spatialement et socialement défini. Il est donc nécessaire de tenir compte du fait que les habitants construisent leur réalité par le dire, par les significations qu'ils donnent au monde (champ sémantique et herméneutique), et l'appréhension particulière qu'ils en font (champ territorial).

Pour autant, dans les réflexions actuelles au sujet de l'implication des nouveaux moyens de communication sur les types de flux, les réseaux qui soutiennent leur transit et l'aménagement du territoire qui en découle, on reste trop souvent limité à une lecture cybernétique. Les articles sur le sujet traitent soit de l'avènement d'un mutant ployé ou magnifié par la technologie de l'information, soit mettent en évidence, probabilités à l'appui, les besoins et/ou les conséquences de l'évolution

technique liée à ces nouveaux moyens de communication et à l'intensité accrue de leur utilisation. On prend rarement en compte le changement que ces nouveautés génèrent sur la nature même de la construction et de la compréhension du monde que se font les hommes qui l'habitent. L'analyse que j'ai développée débouche sur l'idée d'une amplification de la mise en archipel du monde des hommes en multiples territoires éparpillés au gré des pratiques concrètes mais aussi imaginées. Mise en archipel, non pas synonyme d'éclatement, mais au contraire d'unité territoriale non plus structurée de façon monolithique mais de façon réticulaire et/ou en îles. Tout cela n'est bien évidemment pas nouveau car de nombreux auteurs ont déjà, depuis une dizaine d'années, mis en évidence ce type d'évolution (Ascher, 1995 ; Viard, 1994). L'intérêt ici est de montrer que cette mise en archipel des réseaux fonctionnels est aujourd'hui concomitante de la mise en archipel du monde des hommes. Concomitante et non déterminante, car nul ne peut prouver laquelle de ces deux mises en archipel entraîne l'autre. Je serais cependant d'avis de suivre la démonstration développée par François Ascher dans son ouvrage *Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs* (2000). En effet, comme lui je pense que "même si les événements semblent nous dépasser, nous devons pour agir, nous convaincre que nous pouvons en être les organisateurs" (2000, p. 209). En ce sens, le discours me semble être le meilleur moyen pour l'habitant de contrôler cette organisation et donc de trouver son équilibre territorial et son bien-être physique et mental, ce que j'ai appelé par ailleurs sa sécurité ontologique (Hoyaux, 2000, 2002). Paradoxalement, ceci semble d'autant plus vrai pour les habitants qui ne sont pas *a priori* ce que l'on nomme des acteurs, c'est-à-dire des femmes ou des hommes qui influent prétendument de manière importante sur l'évolution du Monde.

Enfin, l'analyse des discours permet de mieux percevoir la dialectique qui se met aujourd'hui en place entre l'obligation qu'a l'homme d'accentuer sa mobilité, d'aller vers des lieux toujours plus éloignés du foyer mythique (même si la distance-temps est équivalente) et la nécessité qu'il a d'augmenter ses mobilisations ou en tout cas de faire venir à lui les choses, lieux, personnes, souvenirs. Dialectique qui n'est sans doute pas nouvelle dans la mesure où les mobilités ont pu, à certaines périodes de l'histoire et selon les groupes socioculturels, être nombreuses (c'est le cas notamment des guerriers, des croisés, des saisonniers, des marchands, des explorateurs, des pèlerins, des itinérants, etc.) et induire déjà des mobilisations importantes. À l'inverse, les mobilisations importantes de territoires lointains imaginées ou rêvées (les Indes) ont poussé de nombreux explorateurs à braver les affres de la distance par-delà les mers et les montagnes et ont influé sur l'accentuation des mobilités. Les constructions territoriales et la configuration du monde de l'habitant semblent donc nourries de tensions dialectiques qui tendent à équilibrer les excès de l'inertie et du sans limite.

Cette tension dialectique a pour vocation de donner un équilibre à la construction territoriale de chacun d'entre-nous. Elle s'inscrit dans le couple mobilité-mobilisation tout en interagissant avec les différentes structures fondatrices de l'identité, de la propriété et de la mémoire, et cela selon les sexes, les âges, les cultures. Par exemple, j'ai pu remarquer que plus la mobilité d'une personne âgée diminuait, plus la mobilisation qu'elle effectuait par compulsion de souvenirs (de lieux, de personnes, d'événements) était importante. Cette compulsion traduisant la nécessité d'arrimer toujours et encore son monde dans la réalité de sa présence.

À un autre niveau, pour conclure et ouvrir sur de nouveaux chantiers de recherche, on peut se demander si les habitants des siècles précédents n'avaient pas besoin de mobiliser métaphoriquement un "au-delà" paradisiaque pour mieux accepter la dureté existentielle de leur vie quotidienne. Cet au-delà était phénoménologiquement présent en leur pensée comme une sorte de compensation mentale à leur inertie. Par la mise à proximité de cet au-delà, ils arrivaient sans doute à mettre plus facilement à distance leur quotidien. On retrouve aujourd'hui ce type de tension dans des cultures où la religion est encore très prégnante et où elle est parfois appréhendée comme un purgatoire avant la félicité. Dans les cultures occidentales en revanche, ce type d'au-delà semble disparaître de la construction de la réalité du monde des habitants. Cela entraîne sans doute son remplacement par une survalorisation des mobilités qui permettent d'aller toujours plus loin et de décentrer son être dans les périphéries du Monde et non plus seulement dans la périphérie des dieux. Décentrement que d'aucuns nomment parfois la postmodernité.

### Bibliographie

- ASCHER, F., 1995, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob.  
 ASCHER, F., 2000, *Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs : essai sur la société contemporaine*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.  
 AUSTIN, J.-L., 1962, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, dernière édition 1970.  
 BONNET, M. et D. DESJEUX (dir.), 2000, *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF.  
 BOUTINET, J.-P., 1990, *Anthropologie du projet*, Paris, PUF, dernière édition 1999.  
 CHARDONNEL, S., 2001, "Time-Geography", dans L. Sanders (dir.), *Aspects fondamentaux de l'analyse spatiale*, Paris, Hermes, p. 129-156.  
 DI MÉO, G., 1999, "Géographies tranquilles du quotidien : une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales", *Cahiers de Géographie du Québec*, n° 118, vol. 43, p. 75-93.  
 FERRIER, J.-P., 1998, *Le contrat géographique ou l'habitation durable des territoires*, Lausanne, Éditions Payot Lausanne / Jacques Scherrer Éditeur.  
 HEIDEGGER, M., 1927, *L'Être et le Temps*, Paris, Gallimard, dernière édition 1964.  
 HEIDEGGER, M., 1954, *Essais et Conférences*, Paris, Gallimard, dernière édition 1958.

- HOYAUX, A.-F., 2000, *Habiter la ville et la montagne : essai de géographie phénoménologique sur les relations des habitants au lieu, à l'espace et au territoire*, Grenoble, université Joseph Fourier, thèse de doctorat.
- HOYAUX, A.-F., 2001, "Points de repère et construction territoriale : quelles méthodes d'analyse pour comprendre les relations ville-montagne à Grenoble et Chambéry ?", *Espaces et sociétés*, n° 103 / 2000, p. 165-189.
- HOYAUX, A.-F., 2002, "Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter", *CyberGéo : Revue européenne de géographie*, n° 216, <http://www.cybergeo.presse.fr/ehgo/hoyaux/article.htm>, 16 p.
- KERBRAT-ORECCHIONI, C., 1980, *L'énonciation : De la subjectivité dans le langage*, Paris, Armand Colin, dernière édition 1999.
- LUSSAULT, M., 2000, "Action(s) !", dans J. Lévy et M. Lussault (dir.), *Logique de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Paris, Belin.
- LYONS, J., 1968, *Linguistique générale : Introduction à la linguistique théorique*, Paris, Librairie Larousse, dernière édition 1970.
- MERLEAU-PONTY, M., 1942, *La structure du comportement*, Paris, PUF, dernière édition 1990.
- MOLES, A. et E. ROHMER, 1972, *Psychologie de l'espace*, Paris, Casterman, dernière édition 1978.
- MONDADA, L., 1987, "Dire l'espace : pouvoir du discours et verbalisations spatiales", *Espaces et Sociétés*, n° 48-49, p. 169-185.
- MONDADA, L., 2000, *Décrire la ville. La construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*, Paris, Anthropos-Economica.
- MONDADA, L. et O. SÖDERSTRÖM, 1993a, "Du texte à l'interaction : Parcours à travers la géographie culturelle contemporaine", *Géographie et cultures*, n° 8, p. 71-82.
- MONDADA, L. et O. SÖDERSTRÖM, 1993b, "Lorsque les objets sont instables I : Les faits culturels comme processus", *Géographie et cultures*, n° 8, p. 83-100.
- MONDADA, L. et O. SÖDERSTRÖM, 1994, "Lorsque les objets sont instables II : Des espaces urbains en composition", *Géographie et cultures*, n° 12, p. 87-108.
- PATOCKA, J., 1960, *Qu'est-ce que la phénoménologie ?*, Grenoble, Jérôme Million, dernière édition 1988.
- VIARD, J., 1994, *La société d'archipel ou les territoires du village global*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.



## Chapitre 2.2. Texte 12.

2010 : « De la *poïesis* comme expression et construction des mondes » in Anne Boissière, Véronique Fabbri et Anne Volvey (dir.), **Activité artistique et spatialité**, Paris, L'Harmattan, coll. « Esthétiques », pp.31-51.

---

Cette contribution est un texte proposé à la suite du colloque éponyme organisé en mars 2007 à Lille-Villeneuve d'Ascq entre des géographes, des philosophes, des psychanalystes et des artistes-performeurs (notamment des danseurs). Ce colloque sur invitation intervient lors d'une période d'intenses activités d'exposition de mes travaux de recherches (cf Colloque de Liège en Mai 2007) durant une période d'intense implication administrative et politique au sein de l'Université Bordeaux 3 (responsable des licences Géographie et Aménagement, préparation des élections d'une nouvelle équipe au CA de l'Université, préparation de la participation à l'équipe de direction de l'Université autour de Patrice Brun -Président prévu - et de Jean-Yves Coquelin - VP CEVU prévu - au niveau de la formation.

Cette participation est le fruit d'une invitation de ma partenaire rédactionnelle de l'ouvrage *Echelles et Temporalité* dont elle avait été la responsable éditoriale, Anne Volvey. (cf. Chapitre 3.3 Texte 6) deux ans auparavant. Cela prolongeait notre relation étroite. Comme Mathis Stock, Anne Volvey a toujours eu un rôle moteur dans mes productions ; sa constance et sa croyance en la possibilité que les choses se fassent a été un atout pour la réalisation de mes propres travaux. Une impulsion. Cette nouvelle invitation de sa part pour ce colloque m'a permis de proposer des liens avec une autre figure de mon personnage : la poésie. (voir URL : [http://www.poesie.webnet.fr/vospoemes/recherche.php?nbRechercheDunAuteur=1&Auteur=HOYAUX%20Andr%E9-Fr%E9d%E9ric&Pays=&Age=&Vers=&Titre=&mots\\_entiers=](http://www.poesie.webnet.fr/vospoemes/recherche.php?nbRechercheDunAuteur=1&Auteur=HOYAUX%20Andr%E9-Fr%E9d%E9ric&Pays=&Age=&Vers=&Titre=&mots_entiers=)).

Derrière la poésie, il n'y en fin de compte qu'une des figures de l'acte poïétique. « La *poïesis* est l'action de faire en fonction d'un savoir, elle est production d'un objet artificiel, posé en dehors de moi : une œuvre. L'acte est production, technique comme savoir-faire qui s'abolit dans le produit (une fois produit l'action cesse)... La *praxis* au contraire de la *poïesis* qui n'a de valeur que par la fin, l'objet produit, n'a pas un objet en dehors d'elle : elle se vise elle-même comme action orientée vers le bien » (J. Llapasset). De ce fait, le travail du chercheur n'est pas orienté ici vers l'observation des pratiques spatiales mais bien vers la compréhension de la « chose » créée (cartes, images, photos, artefacts). Chose créée car celle-ci est conçue non pas comme un simple « objet » de création, de production mais bien comme l'expression de la relation qu'effectue l'habitant avec le monde et les autres. Si cette expression peut *jouer* des conformations diverses que le chercheur tentera de voir comme plus ou moins déterminantes (voir en cela la réalisation des cartes du monde, d'artefacts du souvenir), celle-ci peut également *se jouer*, sans que l'habitant ne soit toujours conscient, de cette conformation. Finalement, l'intérêt est moins dans ce jeu mais bien dans le sens donné par l'habitant de la création elle-même, du pour quoi il l'a constituée comme telle à la fois à travers l'acte de création et la chose créée.

Mais cela préfigure alors aussi l'élargissement de ce que j'entends par l'acte poïétique. A chaque instant, l'habitant crée une situation au sein d'un contexte. S'il est dans la praxis, c'est au sein d'une chose créée par son acte poïétique incessant. Celle-ci n'est pas un environnement objectif qui l'entoure de la même manière que l'entourerait son voisin situé auprès de lui dans ce même environnement objectif. Non, cette chose est la situation avec laquelle il se met en relation et qui anticipe ce qu'il va faire et ce qu'il est, ce qui lui donne sa liberté et son humanité. En effet,



« la *poiësis* est l'activité libre de l'être humain qui n'est pas subordonnée aux contraintes de la subsistance, elle est création » (Yovan Gilles). Comme énoncé précédemment et dans le Volume 1, l'humanité naît de cette insubordination à la subsistance. Travailler sur l'humanité et la spatialité qui en découle pour les habitants qui la composent, c'est travailler aussi sur les créations de ces habitants, sur le poème du monde qu'ils créent à travers leur mise en place, leur faire lieu (Berque A., 1997).

En cela, on rejoint l'idée que « la poésie, pensée à partir de la Poiësis, apparaît comme un des modes de l'évidence de l'être, et détermine aussi originellement que l'essence de la technique l'être-là de l'homme sur la terre » (« **La question de l'essence du poème** » dans Beda Allemann, 1959, *Hölderlin et Heidegger*, PUF, 271). Ainsi, que ce soit à travers la création/production d'une œuvre (cf. Lefebvre Henri, [1974] 2000, 89-92), ou à travers la pratique spatiale, l'habitant se situe et tente de trouver sa place. Sa projection dans les univers mentaux ou spatiaux recourt à la même source et donc à une quête de résolution du problème : qui je suis et comment être quelque part et quelqu'un à travers ce que je suis/je fais.

esthétiques

activité artistique et spatialité

sous la direction  
d'Anne Boissière  
Véronique Fabbri,  
Anne Volvey

L'Harmattan

© L'Harmattan, 2010  
5-7, rue de l'École-polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>  
[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)  
[harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-296-11259-9  
EAN : 9782296112599

# esthétiques

Cet ouvrage rassemble onze textes d'auteurs d'origine disciplinaire variée (philosophie, géographie, psychanalyse, arts) qui ont en partage un champ factuel commun, l'art (et le plus souvent l'art contemporain), qu'ils abordent à travers un thème commun, la spatialité. L'accent est mis sur l'activité artistique comme processus, plutôt que sur l'œuvre dans son caractère abouti. Ce questionnement trouve sa place dans le champ ouvert au vingtième siècle autour du corps engagé dans l'activité par la phénoménologie, la psychiatrie phénoménologique et la psychanalyse dite transitionnelle qui ont abordé l'expérience d'écriture/dessin et la danse à partir du geste et du jeu (*playing*). La question de l'espace y est centrale, mais directement liée à celle du temps de sa construction.

C'est l'idée d'un espace se formant, se faisant à travers l'activité artistique et inversement celle d'une activité artistique se formant, se faisant avec l'espace comme dimension qui est ici sérieusement considérée — ceci impliquant une éventuelle reformulation de la spatialité de l'objet d'art. Plutôt que de parler d'un rapport entre espace et activité artistique, il serait en ce sens plus juste de parler de la dimension spatiale de l'activité artistique et de la dimension œuvrée de l'espace.

Cet ouvrage a été réalisé avec le concours des institutions suivantes :



Couverture : cliché Fabbri.

L'Harmattan

ISBN 978-2-296-11259-9  
24,50 €



9 782296 112599



## De la *poiësis* comme expression et construction des mondes

ANDRÉ-FRÉDÉRIC HOYAUX

### Résumé

*L'idée centrale du propos s'articule autour de la poiësis comprise comme œuvre fondamentale de la création de mondes (au sens phénoménologique du terme) par les êtres humains. Elle tente d'éclairer les formes et le destin de cette création « allant de soi » chez l'habitant, pleinement « poétique » voire « intuitionniste » chez l'artiste. La création n'est pourtant qu'un artefact qui singe la nature des faits et des effets, dans une quête de l'essence, de l'authentique, de l'inaccessible fondement des structures qui régissent notre humanité, notre Nature ultime. La poiësis est en cela une technique de symbolisation qui permet à chaque être de réorganiser sa relation au monde, notamment à l'espace, au temps et aux personnes et de lui donner du sens. Cette technique est à la fois corporelle et discursive. Elle convoque mouvements et déplacements, présences et répétitions, rencontres et détournements, que cela soit pour l'habitant dans la rue ou le danseur sur une scène de spectacle, que cela soit pour les discussions entre voisins ou des dialogues d'acteurs de théâtre. Toute forme d'expression est donc, en soi, construction des mondes donc poétisation de celui-ci.*

Ce texte travaille l'idée de *poiësis* comme creuset symbolique et métaphorique de l'existence de l'être humain auprès, avec et dans le Monde. Il soutient l'idée que l'être habite en poète pour reprendre l'expression d'Hölderlin, c'est-à-dire qu'il est tout à la

fois le metteur au monde, en scène et en récit de sa propre réalité. En construisant poétiquement cette réalité en ce monde, l'être est alors le creuset d'un jeu dialectique qu'évoque l'étymologie de la *poïesis*, tout à la fois celle de la création et de la production, c'est-à-dire tout à la fois celle du « faire avec » libérateur et celle du « faire dans » conditionnel. Une dialectique naît ainsi entre ce qui relève de l'intuition qui vient ou se pense venir d'elle-même, insondable, et une construction qui se pense génératrice des faits, gestes et pensées ; ou encore, entre une appréhension de la réalité qui relèverait d'une part de processus inéluctables, « naturels », hors intentions humaines et, d'autre part, de procédures humaines qui semblent être passées maîtres du cours des choses, de la nature, des allant de soi (*taken for granted*)<sup>1</sup>.

Aussi parler de poésie, c'est revenir à l'ouverture d'un monde, et de façon concomitante, c'est penser le sens induit, voulu, donné par et pour celui qui acte l'ouverture de ce monde. Car derrière cette expression et cette construction d'un monde se niche l'intentionnalité de cette ouverture pour lui et pour son environnement naturel et social, à travers des agir communicationnel (récits) et instrumental (artefacts) qui en modifient la réalité mais aussi la vision.

Penser cette intentionnalité, c'est donc revenir sur un débat sans fin, voire sans fond, au sein d'une sorte d'entonnoir de la relation, de l'interaction. Qui ou quoi enclenche cette relation, cette interaction, donc cette naissance du monde ? Y a-t-il une temporalité à la construction de la relation ? Ou bien la relation est-elle un ex-nihilo permanent qui n'a pour cadre que ce qu'elle relie ? Y aurait-il des structures fondamentales acquises, engrammées, que l'art poétique, la création artistique délivrerait à notre perception et ensuite à notre construction intellectuelle ? Ou bien sommes-

---

<sup>1</sup> Alfred Schütz, *Éléments de Sociologie Phénoménologique*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques Sociales », trad. Blin, 1998, p. 61.



nous tout simplement le jouet de nos intentions, de nos perceptions, de nos constructions, de notre condition ?

L'artiste œuvre à la compréhension de cette mise au monde, même s'il n'est pas toujours pleinement conscient de celle-ci, c'est-à-dire des tenants et des aboutissants des relations ouvertes par elle. Par l'écrit, le mouvement dansé, l'image, le son, les artistes génèrent en fait un visible et un invisible<sup>2</sup>, c'est-à-dire tout à la fois des intentions conduites pour être vues et des intentionnalités induites, qui sont perçues à l'insu de leur volonté.

Mais au-delà, l'artiste lui-même peut activer ces deux réalités de l'activité artistique. Il peut donc à la fois construire les cadres de sa représentation (le nombre de pieds, de strophes d'un poète ; le nombre de pas, la trajectoire d'un danseur ; le nombre et le type de notes d'un musicien), mais aussi artefactualiser l'insondable, l'inconscient, l'intuitif en contraignant la libération de l'action, celle de celui qui fait et celle de celui qui regarde, qui interprète. En survalorisant les improvisations, le metteur au monde, en scène et en récit, simule ainsi, ou pense provoquer, l'apparition d'un ailleurs originel qui serait le témoin des structures fondamentales de la vie, de l'être humain. Il ne fait bien entendu que repousser l'insondable de l'intentionnalité de l'être. Mais c'est par cette activité de simulation que l'artiste se différencie de l'habitant qui lui aussi construit son monde mais ne pense jamais à son artefactualisation. Ainsi l'activité artistique qui se rend en théorie à la poétique même, ancre cette poétique dans sa technique de poétisation du monde et non dans la poétisation du monde lui-même. Même les courants les moins postmodernes, les moins contextuels, ne peuvent s'absoudre de cette réalité.

*In fine*, si l'activité artistique est une quête de l'insondable, l'artiste, quel que soit sa valeur, aboutit à une réalité d'expression, de construction et d'interprétation des mondes qui, si elles ne

---

<sup>2</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Le Visible et l'Invisible* suivi de *notes de travail*, Paris, Gallimard, 1964.

concourent pas aux mêmes enjeux, relèvent des mêmes structures de mises au monde que celles de l'habitant. Certes, l'artiste permet d'en atteindre parfois l'évidence par des chemins plus courts. Il en éveille ainsi une conscience approfondie par la simulation mais c'est en tant qu'habitant qu'il devient un poète – au sens strict – qui s'ignore. En effet, par ses mobilités, par ses construits, par ses discours, l'habitant met tout autant au monde une réalité à travers laquelle il est en quête de lui-même, de son identité territoriale, c'est-à-dire à la fois sociale, temporelle et spatiale.

En tant que géographe phénoménologue, l'intérêt est ici pour moi de rendre compte de ce travail quotidien de poétisation du monde par les habitants, via leurs discours qu'ils soient verbaux, imagés, voire cartographiés<sup>3</sup>. C'est aussi montrer les incidences de ces discours des habitants sur l'espace, espace évoqué pour s'exprimer, convoqué pour se justifier ou provoqué pour se déplacer. Ces discours construisent ainsi ce que Matthias Youchenko nomme « une carte d'identité topologique »<sup>4</sup>. Celle-ci prend corps par les mouvements et les déplacements qui sont autant de signes du questionnement de l'habitant sur son « d'où je suis », « d'où je viens » et « où je vais » ! Cette carte d'identité relève ainsi d'une écriture du monde au sens déjà évoqué par Dardel de la géo-graphie, de l'écriture (graphein) de la terre (gê)<sup>5</sup>.

Une première écriture des mondes est effectuée par l'expression des êtres en général notamment par leur corporalité (comme mise en mouvement du corps dans sa relation avec l'environnement spatial, social et temporel présent) et par leur

<sup>3</sup>André-Frédéric Hoyaux, « Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours habitants », *L'espace géographique*, n°3, Tome 35, 271-285, 2006.

Et, « Les constructions des mondes de l'habitant : Éclairage pragmatique et herméneutique », *Cybergéo*, n° 232, 2003.

<sup>4</sup> Matthias Youchenko, « La carte de l'identité. Quel territoire dessinons-nous avec nos déplacements ? », *Quant à la danse*, n° 5, 2007, pp. 54-59.

<sup>5</sup> Éric Dardel, *L'homme et la terre. Nature de la réalité géographique*, Paris, Éditions du CTHS, coll. « Format 6 », 1990.

corporéité (comme mise en mouvement de la chair en tant que relation avec l'environnement spatial, social et temporel absent).

L'écriture des mondes s'articule donc autour de la corporalité et de la corporéité. La première plus clairement liée aux fonctionnements, aux déplacements du corps ; la seconde plus clairement liée à cette possibilité donnée à notre corps de ressentir des choses sans que le milieu immédiatement présent pose les conditions de ce ressenti-frissonner par exemple à l'idée d'un souvenir qui s'est déroulé dans un ailleurs social, spatial, et temporel.

L'imagination et la pensée concourent alors à la mise en chair du monde et cela même s'ils ne sont pas spécifiquement des actes du corps, de la corporalité. Tout d'abord, parce que toute visée intentionnelle de l'être-au-monde auprès des choses et avec des êtres relève d'un corps incarné, ensuite parce que cette visée annonce parfois la parole, toujours le sens, tous deux innervés dans le potentiel organique de l'être, enfin parce que du fait même de son ek-sistence, l'être-au-monde a pour demeure de se tenir toujours debout auprès de son monde, en corps et/ou en pensée.

Ainsi, la corporéité révèle l'intentionnalité de l'être-là qui est au-monde. Même si celui-ci est avant tout un corps qui séjourne auprès du monde, pour Patočka :

« La conscience de l'*ego* actuel est donc toujours conscience de l'*ego* dans le corps. Mais ce n'est pas dire forcément : conscience des actes du corps. L'expérience de soi n'est pas toujours expérience du corps : l'imagination et la pensée, par exemple, ne sont pas, au point de vue phénoménal, des actes du corps, ni même du corps-sujet, bien qu'elles puissent s'accompagner de certains vécus somatiques [qui concernent le corps]. L'intuition surtout, la *vive* intellectuelle, n'est pas, malgré cette métaphore corporelle, un acte du corps »<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> Jan Patočka, *Qu'est-ce que la phénoménologie ?*, Grenoble, Éditions Jérôme Milon, coll. « Krisis » 1988, p. 115.

On peut donc dissocier conceptuellement actes du corps, corporalité, et actes de l'esprit, corporéité. L'un étant intégré à l'autre ; l'un portant la possibilité de l'autre.

Une deuxième écriture de mondes est effectuée par l'artiste ou pour être plus précis, par cet être se typifiant comme tel, c'est-à-dire se construisant symboliquement et matériellement comme tel à un moment de son existence par « l'expression », à travers un support de traduction (le papier, le tableau, le corps lui-même) de « l'impression » de cet espace, de ces êtres et de ces choses mises en relation (corporéité et corporalité) à l'intérieur (introjeté) de la pensée et du corps de l'artiste. Expression qui est elle-même à la fois corporelle et corporéique, à la fois biographique et symbolique, mais qui toujours transfigure l'allant de soi en artefact. L'art est en cela une manipulation, une technique pour rendre à la nature ce qui est essentiellement de l'ordre des procédures intellectuelles et cela même au plus fort de l'intuition poétique.

Le monde de l'artiste pourrait donc être analysé de façon trajective, par son double temps projectif et introjectif. L'artiste est continuellement en train de se projeter vers l'extérieur et de projeter cet extérieur vers lui-même pour le transcrire en une nouvelle projection (l'artefact). L'artiste est un médiateur de lui-même qui tend à projeter devant lui ce qu'il est lui-même, tout en permettant à d'autres d'incorporer cette traduction, au sens où parfois l'être humain « normal » pense que l'artiste est mieux à même de traduire le scénario de sa vie qu'il ne pourrait le faire lui-même. Pour cet être, l'artiste serait en quelque sorte le dépositaire des archétypes de notre structuration des mondes, alors qu'il n'en est qu'un passager parmi tant d'autres, à la recherche au contraire d'une émergence capable de l'éveiller à lui-même par les conditions de sens qu'il se représente alors en sa création. L'art est donc la possibilité rendue à l'artiste d'éclairer les structures fondamentales de nos métagéographies communes, c'est-à-dire d'éclairer par l'artefactualisation du monde son actualisation même – sa présence telle qu'elle s'accomplit à notre perception. Et de là, il permet d'analyser les causes premières du rapport de

l'homme à son espace. En cela, et si l'on travaille plus globalement sur tous les êtres humains :

« il faut distinguer le sens de l'être propre où je ne peux être que moi-même, mon *ego*, d'un autre sens où je peux ne pas coïncider parfaitement avec moi-même, où je suis aussi ce que j'*ai*, ce sans quoi je ne pourrais accéder à ce que je ne suis d'aucune manière et que je ne peux, le cas échéant, qu'*avoir*. »<sup>7</sup>

Dès lors, il est clair que « je suis également ce par quoi j'opère le passage à ce que je ne suis pas, et comme ce passage m'appartient nécessairement, je peux dire aussi que je suis nécessairement ce passage. Ce qui rend possible cette structure singulière de mon être, c'est, bien sûr, le fait que j'existe temporellement, que je suis un être libre non seulement déployé dans le temps, mais temporel par toute mon essence. C'est dans cette temporalité que s'enracine aussi la possibilité d'un *renversement* du rapport originaire et normal entre le noyau de l'être libre et ce à quoi il est renvoyé. Seul un être libre peut s'aliéner à son propre égard. »<sup>8</sup>

C'est aussi la possibilité pour cet être, d'être ce passage entre corporalité et corporéité, entre le présent – ce perçu, qu'il soit plus ou moins attendu du fait de la connaissance intime que possède l'être de sa sphère manipulatoire et sensible – et le présentifié, le représenté, « l'éloigné-rapproché ». Car c'est aussi grâce à cela que « s'enracine la possibilité d'un *renversement* du rapport originaire et normal entre le noyau de l'être libre et ce à quoi il est renvoyé », être aliéné à la présence, celle de « l'éloigné-rapproché » comme celle du proche, celle de cette mise en chair de la réalité qui entoure l'être et le sécurise mentalement autant que physiquement, l'un – le mental – jouant par son projet même le rôle de fonction motrice du second – le physique.

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 114-115.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 114-115.

Ce travail repose alors sur l'idée de rendre artiste l'habitant en lui faisant travailler sa représentation du monde. Ces techniques qui utilisent la mise en image, qu'elle soit photographique, picturale ou cartographique, ne sont pas neuves et tendent plutôt à être utilisées de plus en plus dans les nouvelles expériences d'appréhension de la ville à travers la compréhension de ceux qui la vivent<sup>9</sup>.

Pour travailler cette représentation habitante, l'utilisation de la carte mentale permet d'obtenir une œuvre à la fois naïve et réflexive par son caractère médiatique. La carte est à faire, à montrer, à discuter, à révéler dans toutes les dimensions de sa justification opératoire. Mais elle est surtout en elle-même le support d'informations sur le monde tel qu'il est senti, appréhendé par l'habitant en un lieu et un moment donné de son existence.

La carte mentale réfère cependant à une catégorie évoquée par le chercheur, sorte de donneur d'ordre mental qui influence par la terminologie de son questionnement les intentions du dessinateur. Ainsi, selon les intitulés usités, le révélateur n'est pas le même. La représentation « du » monde n'est pas la même que la représentation que l'être effectue de « son » monde. Si la première tend à objectiver la réalité, la seconde tend à la personnaliser, à la subjectiver.

L'opération artistique se révèle ainsi plus pauvre au niveau du sens dans la première, d'où découle une caricature de la réalité. La seconde permet en revanche une libération du sens, notamment dans la diversité de son expressivité. Pour autant, d'autres structures récurrentes en découlent, certes à une autre échelle.

La représentation « du » monde (*Figures 1*) permet d'observer un ensemble de conformations à des apprentissages entretenus depuis la naissance, notamment par les planisphères vus moult

---

<sup>9</sup> Maud Le Floch (dir.), *Un élu, un artiste. Mission Repérage(s)*, Vic la Gardiole, L'Entretemps Éditions, 2006.

Stéphane Gruet (dir.), *Rêves de villes. Les habitants transforment leurs quartiers*, Bouloc, Éditions Poiesis-Aera, 2007.



fois à l'école et qui objectivent une réalité comme centrée sur le monde européen. Mais s'il y a des conformités, il y a aussi des sur-représentations et des sous-représentations par rapport à l'espace dit objectif, c'est-à-dire celui présenté comme tel dans notre système de mesure. Certains espaces sont éludés, surchargés ou modélisés comme autant de touches impressionnistes ou cubistes.

Au-delà, si on donne la possibilité à l'habitant de se concentrer sur « son » monde (*Figures 2*), alors il artefactualise lui aussi la réalité, il technicise cette réalité poétique en réactivant sensations et pensées ! Il convoque ainsi toute la puissance de la représentation. Celle-ci naît de sa capacité à mettre à distance le monde tout en le gardant auprès de soi sous contrôle, ce que Heidegger appelait l'é-loignement (parfois traduit par dé-loignement)<sup>10</sup>. En fait, dé-loigner, c'est construire une mise à proximité mentale (dans une configuration topologique) tout en permettant son éloignement dans la réalité spatiale (dans une configuration topographique).

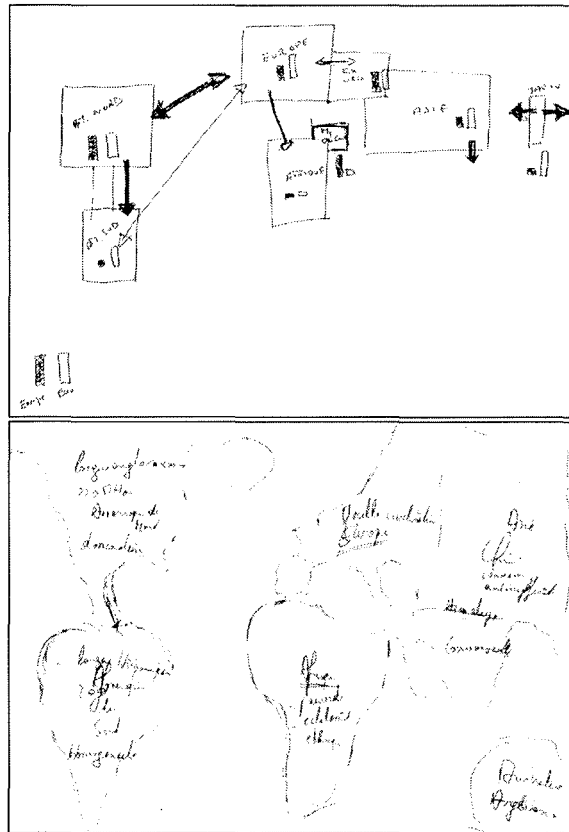
La réalisation de la carte lui permet ainsi de nourrir sa subjectivité, mais surtout d'organiser réflexivement l'unité indivisible qui le constitue en tant qu'être humain situé, daté et socialisé, c'est-à-dire vivant dans un contexte d'énonciation, voire de dénonciation. De même que l'artiste transforme les habitudes picturales (l'impressionnisme, le cubisme, le surréalisme) ou littéraires (le nouveau roman, les situationnistes) en nouvelles habitudes, l'habitant transforme ses habitudes en nouvelles habitudes, car qu'il soit chantre de la dérive ou du relativisme, de la décomposition ou de la déconstruction, il demeure pleinement ancré dans un cadre qu'il se construit lui-même. Ce cadre est aussi nourri des autres mondes construits par ses proches. De concert, il active des inter-mondes labiles et volatiles mais qui sont des instantanés de nos mouvements sociaux-spatiaux et mentaux. Autant

<sup>10</sup> Martin Heidegger, *L'être et le temps* [1927] Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de philosophie », trad. Boehm et De Waelhens, 1964, p. 133.

d'intersubjectivités qui nourrissent en retour l'inter-objectivité collective, c'est-à-dire cette nouvelle compilation des visions standards... donc objectives de la réalité !

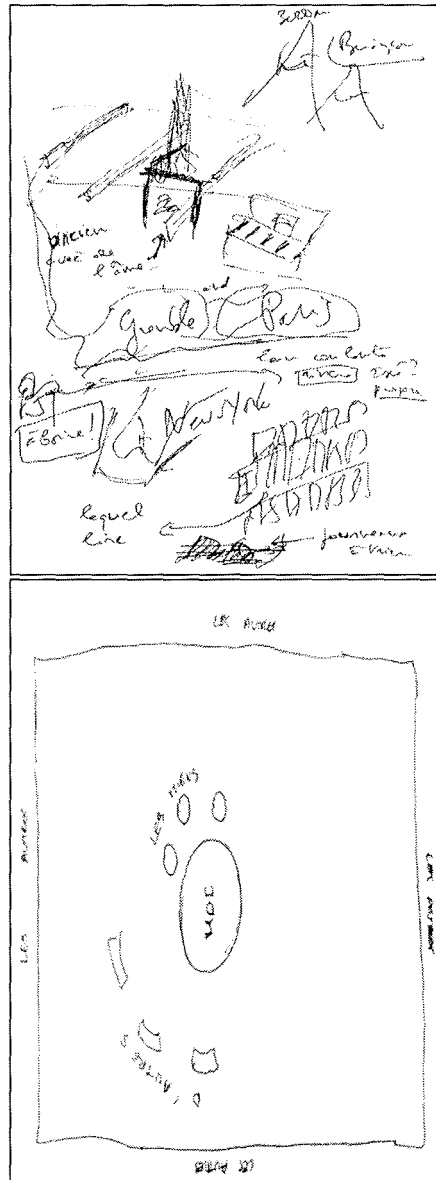
Ces objectivations « du » monde et subjectivations de « son » monde sont donc construites comme auto-centrées sur l'être car celui-ci ne peut faire fi de son indéfectible relation avec ce et ceux qu'ils représentent et se représentent. Il est être-au-monde. Il est lien indéfectible avec l'altérité, autrui et ailleurs. Dans ces relations horizontales avec ces altérités physiques et humaines, l'habitant pose pleinement la question de sa place dans le monde comme le fait le peintre quand il pense à la fois à sa place comme réalisateur de la peinture et à son emplacement pour peindre cette peinture – notamment à travers le choix des perspectives et des modes de création qu'il assume – c'est-à-dire aussi de quel point de vue il nourrit sa réflexion sur celle-ci. Quelle relation ai-je avec ce qui me dépasse non plus spatialement dans le monde topographique mais dans le monde idéologique ? Comment l'habitant peut-il appréhender l'espace sans appréhender sa capacité idéologique d'appréhension de la réalité ?

Les questionnements demeurent chez l'habitant comme chez tout créateur. Pour autant, chez l'habitant, l'espace topologique étouffe sa volonté de repousser au loin ce, celles et ceux qui ne lui ressemblent pas, ou ce avec quoi, ou avec qui, il ne veut pas prendre contact. La carte mentale permet cependant d'accéder pleinement à l'espace topologique de l'être, c'est-à-dire à cet espace artistique qui déforme la réalité en la recomposant, en la symbolisant, c'est-à-dire en collant ensemble les morceaux de son monde que l'être pensait brisé.



Figures 1 : Représentations « conformes » du planisphère [Hoyaux A.F. 2009].<sup>11</sup>

<sup>11</sup> L'ensemble des représentations cartographiques (Figures 1, 2 et 3), appelées également « cartes mentales » en géographie (Gould P. et White R., 1974), a été réalisé au cours d'un séminaire de douze séances sur « La Géopolitique » dans le cadre d'une formation continue intitulée « L'école des gens » pour le compte de l'Équipe de Création Théâtrale de Grenoble de Février à Juin 2003. Dans le même esprit, un travail effectué par A. Berset intitulé *Cartes du monde. Exercice de mémoire* (2006), confirme la « conformation » à cette représentation du Monde par d'autres habitants, Genevois cette fois-ci.



Figures 2 : Un monde forcément à proximité [Hoyaux A.-F., 2009]

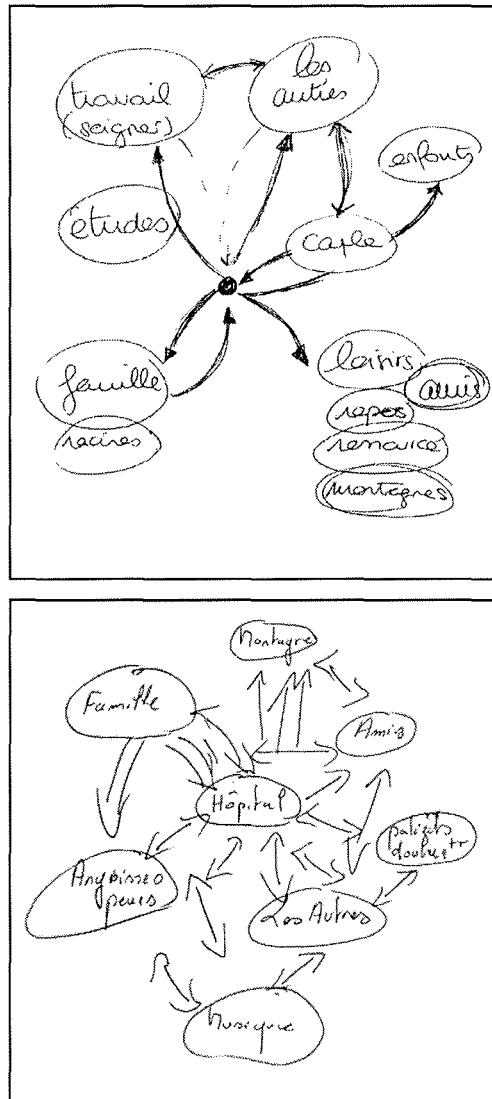
Les cartes mentales permettent également de concevoir que l'identité construite à travers la pratique corporelle n'est pas juste une reproduction d'un habitus mais bien un ensemble plastique de réaffectations symboliques qui naît de nouvelles rencontres permanentes entre ce que le corps est en tant qu'entité et ce que le corps est en tant qu'horizon d'appréhension de l'espace perçu. Chaque nouveau passage, qui emprunte pourtant la même trajectoire, n'implique pas ce même perçu, car cette perception n'est qu'une compilation de ce qui est présent, en tant qu'entité objective, et de ce qui est absent mais présent dans ce perçu.

Cela implique de même chez l'habitant des parcours « typiques », des scénographies rythmées, des « pas à pas » qui se ritualisent et dessinent consciemment ou le plus souvent inconsciemment des trajectoires dans l'espace. L'ensemble de ces trajectoires dessine un réseau plus ou moins dense qui selon l'échelle d'appréhension pourra apparaître comme fondement d'un territoire de par son contenu investi mais aussi le contenant délimité. Ces trajets seront constitutifs de répétitions, de va-et-vient, de cycles de mouvement qui évoquent le temps et la temporalité tout autant dans la durée que dans le surgissement.

Comme le danseur qui se doit de fixer les lignes droites et les courbes à emprunter, même si, selon le metteur en scène, celles-ci peuvent parfois gagner en liberté d'action, l'habitant traverse l'espace en fonction du contexte interactionnel qui devient la scène où il opère ses mouvements, sa corporalité.

La géographie devient une chorégraphie de l'espace ou la mesure de l'écriture du lieu (*choros*) dans l'extension corporelle qui embrasse pour l'habitant le lointain dans la proximité.

Le metteur en scène, à travers danseurs et chorégraphie, artefactualise l'écriture des mondes en mimant les mobilités effectives et les mobilités virtuelles, celles de nos appréhensions imaginatives par l'emprise des nouvelles technologies, mais surtout de la plus belle des technologies, notre pensée et l'appareillage neurologique qui en agence l'espace.



Figures 3 : un monde de graphes qui fait lieu (*choros*) [Hoyaux A.-F., 2009].



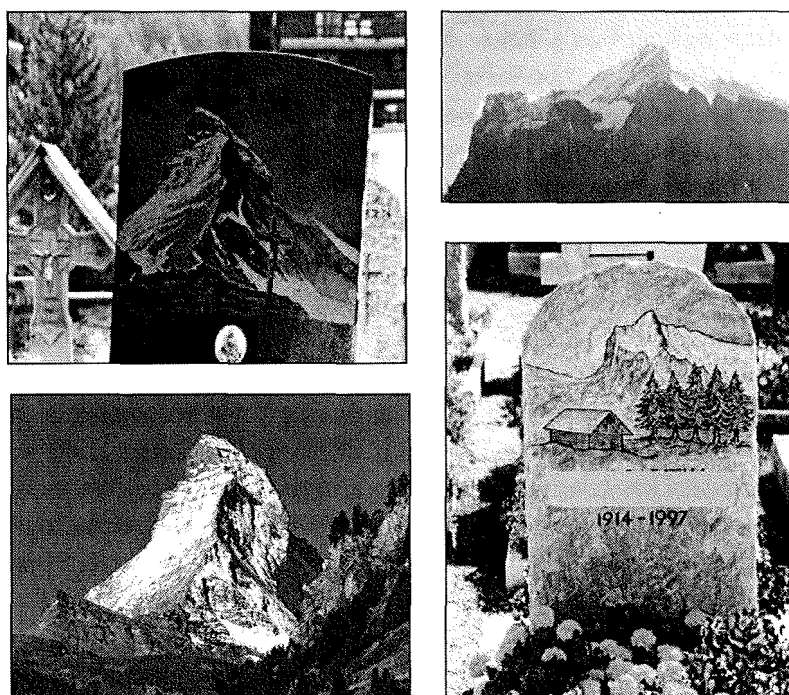
Chaque nœud du système choré-graphié est en lui-même une sphère corporelle où l'individu prend place par sa propre présence physique mais aussi l'intention de ses mouvements qui, potentiellement, entrent, vont entrer ou peuvent entrer en interaction avec d'autres choses ou êtres de l'espace qui l'entourent « au près » ou « au loin ». En cela, il crée autant de situations qui sont elles-mêmes des mondes avec leur propre métrique, c'est-à-dire leur propre mesure, leur propre estimation imaginative de ce à qui et à quoi je pense comme m'étant à proximité et à distance.

Chaque mouvement, chaque déplacement convoque un empiètement de l'espace et dessine les contours, la frontière de ce qui est en et hors du champ du monde tel qu'il est construit par l'habitant. Ce dernier construit en cela le sol sur lequel il peut, veut ou aimerait s'exprimer, voire la scène sur laquelle, l'horizon paysager dans lequel il peut, veut ou aimerait se mouvoir. Le paysage est ainsi formaté lui aussi dans sa plus simple expression, c'est-à-dire celle qui met le moins en danger l'habitant dans ses habitudes. En cela, il construit un ensemble de redondances sémantiques qui ont pour rôle de dupliquer la réalité existante dans cette même réalité. Soit cette duplication se fait de manière imaginative, soit en présentification, soit en matérialisation.

L'exemple des stèles dans les cimetières de « montagnes » des Alpes du Nord<sup>12</sup> est évocateur de ce propos (*Figures 4*). La miniaturisation d'objet de mémoire, représentant un paysage qui se trouve lui-même face à l'objet, traduit, outre des formes rhétoriques qui animent le jeu des échelles, cette volonté de doubler le sens comme s'il était nécessaire pour l'habitant d'assouvir ou de renforcer son besoin d'identité et d'ancrage territorial.

---

<sup>12</sup> Emmanuelle Petit, « Figures de la haute montagne au service de la mémoire collective à Chamonix », Grenoble, MSH Alpes, 2004, pp. 89-114.



*Figures 4* : La représentation des montagnes (Cervin et Wetterhorn) par les vivants pour les morts...et les vivants [Source : Hoyaux A.-F., 2009. Clichés Hoyaux A.-F. et Petit E., Août 2002].

Dans ces figurations, l'acte artistique ne peut être nié. La répétition formelle de la matière renvoie aux mêmes argumentaires que la répétition des trajectoires dansées ou des pieds dans un vers. Cet acte artistique paraît singer la réalité vécue comme la réalité vécue peut découler de l'imaginaire. Car nul ne sait l'antécédence qui invite l'être à se ressourcer dans la similitude, à composer ses significations à la fois à partir d'un référent présent et du signifiant qui est censé l'évoquer, comme ces toiles de maîtres composant un paysage au sein duquel un tableau représente lui-même ce paysage. Ce mimétisme à travers la miniature tend peut-être à évoquer la petitesse de l'homme par rapport à l'essence de la nature.

Comme le rappelle René Ménéard,

« Le dédoublement du concept par l'image donne à l'esprit le moyen de confronter à la poésie ce qui le stimule, grâce à une dimension, même à une sorte de spatialité que la pensée pour autant acquiert. Si je dis "rosée à tête de chatte", ma pensée se meut de la goutte d'eau irisée à une tête de chatte, parcourt le monde, en saisit les correspondances, peut-être l'unité. »<sup>13</sup>

Ainsi, cette unité est conditionnée par la mise à proximité. Celle-ci peut se faire par les déplacements spatiaux, mais elle peut aussi et surtout être assurée par toutes les formes de projections imaginatives, qu'elles se structurent sous les traits des pas d'un danseur, des discours d'un acteur, des esquisses d'un peintre, des ébauches d'un sculpteur ou de toute pensée humaine qui permet à l'être de se rendre auprès du monde, de s'en approcher toujours au plus près, de le toucher au sens merleau-pontien du terme. Cette falsification de la distance « concrète » offerte par la chair relève du fait que :

<sup>13</sup> René Ménéard, *La condition poétique*, Paris, Gallimard, coll. « Espoir », 1959, p. 96.

« Les choses sont le prolongement de mon corps et mon corps est le prolongement du monde, par lui le monde m'entoure. Si je ne puis toucher mon mouvement, ce mouvement est entièrement tissé de contacts avec moi. Il faut comprendre que le se toucher et le toucher comme envers l'un de l'autre. La négativité qui habite le toucher, l'intouchable du toucher, l'invisible de la vision, l'inconscient de la conscience, c'est l'autre côté ou l'envers de l'Être sensible ; on ne peut dire qu'il y soit, quoiqu'il y ait assurément des points où il n'est pas. Il y est d'une présence par investissement dans une autre dimensionnalité, d'une présence de "double fond", la chair, le Leib, ce n'est pas une somme de se toucher (de "sensations tactiles"), mais pas non plus une somme de sensations tactiles + des "kinesthèses", c'est un "je peux". Le schéma corporel ne serait pas schéma s'il n'était ce contact de soi à soi. La chair du monde est indivision de cet Être sensible que je suis. »<sup>14</sup>

Cette capacité phénoménologique d'artefactualisation et de fantasmagorie de la réalité conditionne alors en retour une « falsification » des rapports de mesure de la distance entre les êtres et les choses ou espaces. Elle introduit le paramètre sécurisant de la coprésence constitutive de notre bulle phénoménologique cultivée de proximité.

La question demeure alors : est-ce dans l'habituel que se niche l'extraordinaire poétique et, au-delà donc, est-ce dans la technique, mécanique artificielle de nos façons de « faire avec » et de « faire dans » l'espace que se trouve nichée la poétique – l'innovation du déjà-là ?

La *poiesis* permet de réfléchir les tensions du donné et de l'acquis, de la création et de la re-production, entre essence et existence. Le choix d'un construit formel disant plus que son formalisme, portant sur la forme certes mais aussi sur tous les au-delà de ce choix et de cette forme, l'intentionnalité de l'un et la

---

<sup>14</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Le Visible et l'Invisible* suivi de notes de travail, Paris, Gallimard, 1964, p. 309.

signifiante essentielle de l'autre. Comme le chercheur qui ne peut tout expliquer de ce ou celles et ceux qu'il observe, l'artiste ne peut (voire ne veut) tout expliquer de ce qu'il met en scène, que cela soit volontaire, au sens d'un choix pictural, ou idéologique. Une nature morte par exemple dit plus que ce qu'elle veut bien montrer. De même qu'un vers des plus simples dans sa construction et sa composition lexicale, voire orthographique, peut recouvrir des développements infinis, chaque geste, chaque parole ouvre à une infinie compréhension de notre monde et de notre relation à celui-ci. Tout enfermement de cette potentialité ne peut qu'annihiler l'existence qui est à l'œuvre, ultime création.

Pour autant, si l'espace du monde peut devenir le reflet d'un idiome expressif (à travers les écoles de pensée artistique, les styles littéraires ou picturaux, les artefacts patrimoniaux), il n'empêche qu'il explose toujours *in fine* en multiples perceptions et représentations pour ceux qui le vivent et qui ajoutent alors à sa beauté.

« La beauté est une propriété qui relève seulement de l'ordre humain. C'est pourquoi l'image plastique peut être belle ou laide, selon le goût de qui la regarde. L'image poétique n'est justifiée que par sa référence au sens essentiel de la création. L'homme ajouté à la beauté au monde, qui est marbre et non statue, couleurs et non tableau. Par la poésie, c'est le monde qui s'ajoute à l'homme, lui révèle l'Être, et l'Être n'est qualifié que par lui-même. »<sup>15</sup>

---

<sup>15</sup> René Ménard, *La condition poétique*, *op. cit.*, p. 100.

### Références

ARDENNE P., Un art contextuel. Création artistique en milieu urbain, en situation, d'intervention, de participation, Paris, Flammarion, coll. « Champs » n° 567, [2002] 2004.

BERSET A., *Cartes du monde. Exercice de mémoire*, Genève, Éditions Héros-Limite, 2006.

DARDEL E., *L'homme et la terre. Nature de la réalité géographique*, Paris, Éditions du CTHS, coll. « Format 6 », [1952] 1990.

GOULD P. et WHITE R., *Mental maps*, Baltimore (USA), Penguin Books, 1974.

GRUET S. (dir.), *Rêves de villes. Les habitants transforment leurs quartiers*, Bouloc, Éditions Poiesis-Aera, 2007.

HEIDEGGER M., *L'être et le temps*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de philosophie », trad. Boehm et De Waelhens, [1927] 1964.

HOYAUX A.-F., « Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours habitants », *L'espace géographique*, n°3, Tome 35, 2006, pp. 271-285.

–« Les constructions des mondes de l'habitant : Éclairage pragmatique et herméneutique », *Cybergéo*, n° 232, 2003, 23 p.

LE FLOCH M. (dir.), *Un élu, un artiste. Mission Repérage(s)*, Vic la Gardiole, L'Entretiens Éditions, 2006.

MANGUEL A. et GUADALUPI G., *Dictionnaire des lieux imaginaires*, Paris, LGF, coll. « Livre de Poches », 2002.

MÉNARD R., *La condition poétique*, Paris, Gallimard, coll. « Espoir », 1959.

MERLEAU-PONTY M., *Le Visible et l'Invisible* suivi de notes de travail, Paris, Gallimard, 1964.

MILLET C., *L'art contemporain. Histoire et géographie*, Paris, Flammarion, coll. « Champs » n°709, 2006.

PATOCKA J., *Qu'est-ce que la phénoménologie ?*, Grenoble, Éditions Jérôme Millon, coll. « Krisis », [1960-1976] 1988.

PETIT E., « Figures de la haute montagne au service de la mémoire collective à Chamonix », in Debarbieux B. et Fourny M.-C. (dir.), *L'effet géographique. Construction sociale, appréhension cogni-*



*De la poésie comme expression et construction des mondes*

51

*tive et configuration matérielle des objets géographiques*, Grenoble, MSH Alpes, 2004, pp. 89-114.

POUILLAUDE F., « D'une graphie qui ne dit rien : les ambiguïtés de la notation chorégraphique [2] », *Quant à la danse*, n° 5, 2007, pp. 20-27.

SCHÜTZ A., *Éléments de Sociologie Phénoménologique*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques Sociales », trad. Blin, [1942-1959] 1998.

VAN SWAAIJ L. et KLARE J., *Notre continent intérieur. L'atlas imaginaire*, Paris, Editions Autrement, [1999] 2000.

VOLVEY A. (dir.), *Échelles et Temporalités en géographie*, Paris, Éditions Atlande (Diffusion Belin), coll. « Clé Concours Géographie », 2005.

YOUCHENKO M., « La carte de l'identité. Quel territoire dessinons-nous avec nos déplacements ? », *Quant à la danse*, n° 5, 2007, pp. 54-59.

### Chapitre 2.3. Texte 14.

2013a, « Matérialiser son monde à travers le corps. Réflexions phénoménologiques sur le passage du perceptuel à l'artefactuel », in Mons A. (dir.), *La transition du perçu à l'ère des communications*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, pp.55-72.

---

Ce texte provient d'une collaboration au sein d'un colloque organisé par des collègues d'Information et Communication de l'Université Bordeaux Montaigne. Il prolonge ma période de médiation de mes travaux géographiques auprès d'autres disciplines (cf. plus haut avec philosophie, psychanalyse). Il a permis de renforcer des liens avec mes collègues Patrick Baudry et Alain Mons. Cette contribution est en quelque sorte la poursuite engagée dans le texte précédent (chapitre 2.2. Texte 12). Mais le point de vue est différent, il s'agit ici d'analyser le jeu qui s'effectue entre le corps, la perception de celui-ci et l'acte de création. Ce travail explore évidemment, en géographe, les travaux de Merleau-Ponty notamment, sans en avoir encore appréhendé, je l'avoue humblement, toutes les dimensions. Il m'a surtout permis, à travers le long temps de maturation de la post-production du colloque qui avait eu lieu en 2008 (!), de présenter, après moult tâtonnements une définition du constitutivisme : « Pour le constitutivisme, le monde ne doit pas être conçu comme un donné, un creuset, un conditionnant, qui le déterminerait dans l'absolu mais bien plutôt comme une entité que cet être se projette face à lui, à partir d'un en soi, certes le plus souvent insondable, pour lui et ceux qui l'entourent ; mais dont on peut percevoir certaines traces notamment à travers un ensemble de matérialisations et d'auto-interprétations qui rendent compte de cette relation au monde qu'il effectue avec lui (pour lui-même), et à travers lui (pour les autres) ».

Ainsi, par l'acte de perception, l'individu matérialise un monde. Et à travers cette matérialisation, il se place au sein de celui-ci. C'est donc aussi à travers le corps et les prolongations de celui-ci au sein de l'espace qu'il voit, qu'il constitue, qu'il prend place. L'analyse tend alors aussi à montrer que les discours produits par des entretiens ou les artefacts spatiaux réalisés au sein de l'espace (artefacts du souvenir) sont autant de signes de cette matérialisation. Ce sont des signes d'actualisation permanente de ce qui a été et veut demeurer. Cependant, ils ne doivent pas être considérés comme des ressassements ou des reproductions d'un existant puisque à chaque fois qu'ils sont perçus/conçus à travers leur vision/expression, il constitue un nouveau monde au sein d'une nouvelle situation (celle de l'entretien, celle d'un cimetière). Ce que l'on appelle la mémoire n'est que l'actualisation dans le présent d'un perçu du passé. « La mémoire est "présent du passé". En ce sens, elle est trace et évocation du passé. Mais la trace du passé, nous dit Saint-Augustin, n'est que la trace d'une impression. Saisir la mémoire, ce n'est donc pas saisir tout ou partie du passé tel qu'il s'est passé mais saisir la présence – toujours incertaine – de l'impression qu'en passant ces "choses qui ont passé" ont laissée. La trace, quant à elle est présente, n'existe que comme impression toujours remaniée par le présent. A cet égard, la mémoire est effet du présent plus encore qu'elle n'est l'effet du passé » (Lavabre M.-C., 2001, 12). De ce fait, ainsi conçue, la trace est bien un élément, un effet d'une volonté de placement. L'objet situé qui fait trace est alors en lui-même un signe de ce jeu de placement puisqu'il exprime aussi à travers l'endroit où il se trouve une forme de désignation sociale de celui pour qui il a été fait ou pour celles et ceux qui en commémorent le souvenir.

Toute mise en scène, en récit et en pratique recourt en effet de la même faculté de constituer, à un moment donné, dans un lieu donné, face à un contexte social donné, une situation et à travers elle, de distribuer, selon la matérialisation de chacun, l'idée qu'il a de sa propre place au sein de cette situation.



# LA TRANSITION DU PERÇU À L'ÈRE DES COMMUNICATIONS

Sous la direction  
d'Alain Mons



PRESSES UNIVERSITAIRES DE BORDEAUX

# LA TRANSITION DU PERÇU À L'ÈRE DES COMMUNICATIONS

Sous la direction  
d'Alain Mons

---

PRESSES UNIVERSITAIRES DE BORDEAUX

*Les Presses Universitaires de Bordeaux et Alain Mons remercient le peintre, Marc Desgrandchamps, et la Galerie Zürcher à Paris de leur avoir permis de reproduire gracieusement en première de couverture « La Transition du sensible ».*

**Presses Universitaires de Bordeaux**

Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3  
Domaine universitaire  
33607 PESSAC Cedex - France  
Courriel : [pub@u-bordeaux3.fr](mailto:pub@u-bordeaux3.fr)  
Site internet : <http://pub.u-bordeaux3.fr>  
ISBN : 978-2-86781-848-6

© Presses Universitaires de Bordeaux, Pessac, 2013



## Matérialiser son monde à travers le corps. Réflexions phénoménologiques sur le passage du perceptuel à l'artefactuel

André-Frédéric Hoyaux

Si l'homme se meut dans l'espace, c'est qu'il est en capacité d'en matérialiser l'idée, notamment à travers son corps, soit par la projection physique (corporalité) soit par la projection mentale (corporéité) qu'il opère à travers ce corps auprès de l'espace, d'une portion de celui-ci ou à travers les objets, individus qui s'y trouvent. Espace non pas forcément présent mais aussi présentifié, imaginé, fantasmé (Husserl), artefactualisé. Ce texte tente ainsi d'analyser les phases opératoires qu'instruit l'être avec l'espace dans sa construction du monde au sein et avec lequel il vit et se meut. En cela, l'idée exposée ici est que l'individu ne se meut pas seulement dans un espace objectif, voire même, ne se déplace pas dans un espace représenté, dans une sorte de paysage, un horizon qui défilerait face à lui, et qu'il pourrait mettre à distance pour pouvoir mieux l'appréhender, et s'y diriger. Non, l'idée est que sa chair – corps et âme – habite l'espace de par sa coprésence à celui-ci. Cette coprésence génère ainsi le monde réellement appréhendé par l'individu et auquel il se conforme alors dans ses actes et ses pensées. Cela veut dire qu'il ne réagit pas aux instances matériels « objectives » auxquels ils seraient confrontés, mais qu'il se conforme aux construits matérialisés, aux artefacts mentaux, qu'ils génèrent et qui le génèrent alors. L'individu ne vit pas dans un champ des contraintes mais dans le champ des possibles qu'offrirait ces instances qu'il matérialiserait, et au sein desquelles, il sélectionnerait ainsi les éléments composant son champ d'expression et d'action.

Cette confrontation n'est pas seulement une matérialisation effectuée à partir des matériaux « en présence » mais aussi une matérialisation construite à partir d'un ensemble d'éléments non-présents dans l'espace objectif, que l'individu va puiser dans sa réserve d'artefacts spatiaux, sociaux, temporels qu'il se met en coprésence. Ce déplacement de soi auprès d'objets, de lieux, d'individus, de souvenirs, n'est que la résultante d'un placement de l'individu au sein d'un monde, celui qu'il se constitue au plein sens du terme. Sa réalité quotidienne n'est plus celle que nous croyons tous voir (chercheurs et autres habitants) mais bien irrémédiablement celle liée à son placement et à l'assignation qu'il se donne au sein du monde qui l'entoure. Ce placement ne résulte pas seulement d'un positionnement spatial, sorte de localisation de l'individu dans l'espace objectivé, mais aussi d'un ensemble de statuts et de rôles qu'il se donne (et non plus seulement qu'on lui donne) à jouer dans, avec et à travers cet espace, qui lui fournit autant que faire se peut, les éléments de la réalité de sens qu'il entend se donner (Petit E., 2009).

Cette posture appelle à éclairer en amont les implications théoriques qui lui sont associées. En effet, l'utilisation du terme de construction doit être décortiquée en deux phases épistémologiques qui peuvent pour le moins permettre de dissocier ce qui relèverait du constructivisme de ce que certains nomment le constitutivisme (Honneth, [2005] 2007).

La première phase épistémologique, qui s'est instituée dans les sciences grâce, notamment, aux approches systémiques (Watzlawick, [1981] 1988) et à l'interactionnisme symbolique (Goffman, Garfinkel) interroge le lien qu'un environnement (au sens large) peut avoir avec les individus qui le parcourent. L'individu est face à un cadre structurant soit qu'il y est projeté soit qu'il s'y projette. Le constructivisme serait donc divisible en deux postures, l'une qui part de l'extérieur (le systémisme), l'autre qui part de l'intérieur (l'interactionnisme) ; l'acteur construisant une situation à partir de ce qu'il a sous la main, êtres ou choses, soit en introjetant les conditions de son environnement naturel ou social, soit en projetant les typifications qu'il opère des réalités sociales qui l'environnent, autres êtres mais aussi éléments qui en constituent les significations supposées de leur existence. On reste là dans un mouvement dialectique.

Les sciences de l'espace, même modernes, c'est-à-dire se prévalant d'une forme de constructivisme, se sont toujours données comme rôle de montrer qu'un milieu, qu'un espace, qu'un environnement, déterminait peu ou prou la façon d'être, de faire et de penser des populations qui y vivaient. Soit de par la dimension physique, naturelle

(géographie classique des années 1870 à 1950), économique (géographie économique des années 1950 à 1970) ou sociale (comme c'est le cas depuis les années 1960). Mais aussi de par l'espace lui-même en tant qu'intégrateur d'éléments naturels ou artificiels. L'aménagement et l'urbanisme se positionnent ainsi sur cette stratégie utilitaire de leur discipline. Changeons l'aspect de l'environnement, du paysage, et les choses iront mieux. Quelque soit l'évolution du monde et des conceptions idéologiques que les spécialistes des sciences de l'espace en ont, ce déterminisme demeure encore aujourd'hui omnipotent. S'il faut conserver l'idée d'une forme de détermination ou de causalité entre un milieu, un espace, environnement et la façon d'être, de faire et de penser des personnes qui l'habitent, encore faut-il préciser ce que ces spécialistes appellent milieu, espace, environnement. En effet, ces termes ne peuvent être abordés uniquement dans leur conception matérielle au sens objectif du terme : les montagnes, les bâtiments, et l'ensemble du dispositif morphologique du contexte dans lequel l'individu vit et se déplace.

De même, ces termes ne peuvent plus être compris uniquement en terme de représentations de ce contexte comme une sorte de paysage-nourri du seul dispositif matériel présent objectivement et conditionnant en amont et en aval tout le processus perception-imagination conditionnant alors les actions de l'individu. Ces deux conceptions amènent en effet à continuer de penser que tout changement d'espace, de milieu, d'environnement détermine peu ou prou ce que l'on est, fait et pense. Ces deux conceptions demeurent dans le schéma perceptuel traditionnel qu'ils promeuvent pourtant un déterminisme le plus obtus ou un interactionnisme plus dialectique.

Il semble pourtant utile de comprendre que le schéma perceptuel fait intervenir un dispositif artefactuel que projette l'individu face à lui et qui est en fin de compte le seul qui détermine l'individu intégralement. Si l'on pouvait le décortiquer en plusieurs phases, ce qui n'est évidemment pas le cas puisque tout est instantané, ce schéma perceptuel au sens traditionnel, interviendrait donc en position seconde (effets-causes-effets) et *a contrario* en position active et non réactive (causes-effets). En effet, à travers ce que l'individu projette face à lui et constitue comme éléments spatiaux, sociaux et temporels (artefacts), plus ou moins déterminé par ce qui est physiquement présents, qu'il découvre ce qui le conditionne.

Pour autant, les tenants d'une poétique de l'espace (Sansot, Chalas et Torgue) ont montré avec des méthodologies qualitatives que la réalité

vécue par les habitants ne se comprend pas uniquement à l'aune des structures spatiales et sociales visibilisées (les bâtiments, les catégories socio-professionnelles, les paysages). Un ensemble de détournement sémantique provoque une recomposition, une reconfiguration de la réalité que l'individu se projette face à lui. Tel paysage dit ouvert, agréable, peut être perçu, construit comme enfermant, oppressant. Inversement, tel univers clos, désordonné peut apporter à l'individu sérénité et protection qui lui permettent de se sentir libéré. Cette approche axiologique ne s'épuise ainsi jamais et réfute toute mise en norme et en ordre unique.

Cette posture épistémologique implique donc un deuxième niveau d'appréhension de la réalité qui va au-delà du constructivisme. Ainsi, le constitutivisme indique que c'est seulement l'individu qui institue le monde qu'il voit que cela soit à partir du cadre présent ou de ce qui est justement absent, ou en tout cas non révélé *a priori* par les formes accessibles à l'appréhension commune. Cette attitude qui met en fait à proximité, en coprésence, des éléments (objets, individus, souvenirs) parfois indifférents, parfois liés à l'environnement présent « objectivement », permet de penser au *déloignement* (ou *é-loignement*) heideggérien.

« Ce que l'on tient pour "le plus proche" n'est nullement ce dont "nous sépare" la plus courte distance. Le "plus proche", c'est ce qu'é-loigne la portée moyenne de notre regard, de nos membres, de notre horizon. C'est parce que l'être-là est essentiellement spatial selon le mode de l'é-loignement que son commerce avec la "réalité" se déroule toujours dans un "monde ambiant" é-loigné dans certaines limites variables ; et c'est pourquoi encore ce que nous percevons d'abord par l'ouïe et par la vue n'est pas aussi ce qui, selon la distance [objective], est "le plus proche" de nous. La vue et l'ouïe sont des sens de la "distance", non point en raison de leur portée mais parce que l'être-là, en tant qu'il est é-loignant, se tient le plus souvent en eux. C'est ainsi, que pour celui qui porte des lunettes, objet qui pourtant, selon la distance, lui est proche au point de lui "tomber sur le nez", cet outil est, au sein du monde ambiant, plus éloigné de lui que le tableau accroché au mur opposé. La proximité de cet outil est si faible qu'à l'ordinaire il passe inaperçu. L'outil qui sert à voir, comme celui qui sert à entendre, par exemple l'écouteur du téléphone, manifeste ce caractère propre à l'étant de prime abord disponible, et déjà décrit, de se soustraire à notre attention » (Heidegger M., [1927] 1964, [106-107] 135-136).

Ce que je rapproche de moi ne fonctionne plus uniquement dans la métrique euclidienne de la distance-étendue mais elle est constamment

perturbée par un ensemble de métriques axiologiques : la durée, le coût, le sens que l'être donne aux autres et aux choses. Pour le constitutivisme, le monde ne doit pas être conçu comme un donné, un creuset, un conditionnant, qui le déterminerait dans l'absolu mais bien plutôt comme une entité que cet être se projette face à lui, à partir d'un en soi, certes le plus souvent insondable, pour lui et ceux qui l'entourent ; mais dont on peut percevoir certaines traces notamment à travers un ensemble de matérialisations et d'auto-interprétations qui rendent compte de cette relation au monde qu'il effectue avec lui (pour lui-même), et à travers lui (pour les autres).

En cela, le constitutivisme remet en cause les phénoménologies spatiales proposées de manière structuraliste par Abraham Moles et Elisabeth Rohmer ([1972] 1978). Celles-ci se fonde sur une dissociation ontologique entre un ici et un ailleurs et décline cette opposition fondatrice à travers « une philosophie de la centralité et une philosophie de l'étendue cartésienne ». Pour autant, la proximité, construite par les divers sens de la perception (vue, ouïe, odorat, toucher) ne se construit pas selon un gradient du proche et du lointain sous l'emprise des distances cartésiennes. Ou s'il y a mise en gradient, à travers la « maîtrise cognitive » et « l'emprise spatiale » opérées par l'être humain, celle-ci ne s'effectue pas au sein de la métrique euclidienne. En effet, la perception ne recourt pas aux simples conditionnements spatiaux de la présence-absence des objets qui se trouveraient dans un espace donné selon la distance potentielle de l'individu percevant.

« L'opposition proximité-éloignement, fondée dans le "dedans" originaire [celui du monde de l'être], a une signification qui dépasse les bornes du sensible. Il y a aussi une proximité plus originaire qui se manifeste très nettement là où nous sentons la présence d'une chose "absente" en dépit de tous nos efforts pour l'éloigner et nous en délivrer, ou bien, s'il s'agit d'une chose désirée, malgré tous les obstacles qui s'opposent à sa présence sensible. Bannie de la proximité sensible, elle demeure dans la proximité plus originaire. Le "dedans" originaire n'est pas une simple fonction du monde sensible. Au contraire, le sensible comme tel n'est que l'une des structures de ce "dedans" » (Patocka J., [1960-1976] 1988, 63-64).

L'utilisation catégorielle des « coquilles de l'homme » qui partiraient des limites du corps et iraient jusqu'au vaste monde en passant successivement par « le geste immédiat », « la pièce », « l'appartement », « le quartier », etc. est à revisiter. Le point de départ de notre mise en relation graduée du monde doit donc être ré-interprété ou interprété

de manière complémentaire par d'autres dispositifs épistémologiques, qui vont éclairer la sortie de l'ombre d'êtres, d'objets, de pensées qui sont mis à proximité, alors même que ces derniers ne sont pas présents dans l'environnement immédiat. Le monde constitutif de nos actions ne recouvre donc pas un *umwelt* (monde environnant) nous offrant ces possibles. Au contraire, l'*umwelt* est également fait de toutes ces choses, ces phénomènes « déloignés » même si ceux-ci se trouveraient dans une lecture structurale dans un *aussenwelt* (monde extérieur).

Pour exprimer cela, ce travail va utiliser quelques exemples de discours collectés auprès d'habitants à travers des entretiens, des supports graphiques, des cartes mentales. Ces supports permettront de poser l'hypothèse que nous vivons moins dans le monde « extensif » que dans un artefact de monde, c'est-à-dire dans une configuration d'un monde que l'on se rend visible et qui conditionne *in fine* nos pratiques et nos représentations. Ces matérialisations sont un ensemble d'artefactualisation, de configuration de la réalité, c'est-à-dire le résultat d'un ensemble d'arts de faire, d'être et de penser l'espace, le temps, l'autre. Ces matérialisations fonctionnelles et symboliques que l'être fait de son monde, avec, sur et à travers l'espace, se visibilisent à travers les différents discours qu'il tient en et pour lui et les autres : paroles, dessins, gestes, œuvres d'arts, etc. Cet univers de signes nous est alors pour partie accessible, pour partie inaccessible car l'interprétation du visible est le plus souvent insondable, de même qu'un autre univers, quant à lui invisible, est lui aussi à l'œuvre.

« Je serais capable d'avoir des émotions quand on va parler de Lorraine et j'aurais des émotions si je suis en France et qu'on parle de Grenoble. Y'a un territoire de naissance qui par magie est devenu, s'est transporté à l'endroit où j'habite » (V64)<sup>1</sup>.

Le plus souvent, ce monde est vécu par l'être comme venant à la fois « à son rencontre », car celui-ci paraît accaparer son système perceptuel voire le contraindre dans l'apparition de ce qu'il voit et sent ; mais aussi comme résultant « de la rencontre » qu'il effectue auprès de lui, dans la mesure où il peut penser aller vers ces éléments perçus et conçus en toute liberté. Monde qu'il lui est nécessaire pour pouvoir exister, c'est-à-dire pour pouvoir, *a minima*, se tenir debout (*ek-sistere*) auprès de personnes, choses, lieux, souvenirs qui conditionnent autant que faire se

<sup>1</sup> Les indications entre parenthèses réfèrent à des entretiens effectués auprès d'habitants de divers quartiers des agglomérations grenobloise et chambérienne. Le corpus est accessible sur simple demande auprès de l'auteur.



peut ses façons d'être, de faire et de penser l'espace. Un monde qui lui apportent une forme de sécurité ontologique, c'est-à-dire de bien-être, non seulement d'être bien au sens moral mais d'être bien au sens de la configuration que l'acteur se donne d'être à sa place ou d'être reconnu comme à sa place au sein du monde.

La matérialisation d'un monde, parfois évoquée en termes de paysage ou de territoire, est donc nécessaire à la subsistance de l'être car elle lui apporte les cadres minimaux qui lui assurent l'effectuation d'un certain bien-être construit pour partie sur l'idée d'une répétition des actions qu'il entreprend. Cette répétition ou l'impression de répétition relevant de ses capacités à la représentation, c'est-à-dire à la mise à distance de lui-même par rapport à ces cadres qu'il projette face à lui. Cette capacité permet justement de faire naître la proximité des cadres par la visibilité même qui naît de leur mise à distance. L'enjeu lie donc le perceptuel et l'artefactuel, ces capacités à la fois de mise à distance par la représentation et de mise à proximité par récurrence active de cadres mentaux qu'il construit et qui structurent « artificiellement » la réalité dans laquelle il croit vivre en la redoublant, la figurant, la racontant à travers images, mots, cartes, ou objets façonnés.



Cimetière de Crans Montana (Suisse)  
et Cervin au-dessus de Zermatt (Suisse).



Clichés : Hoyaux A.-F et Petit E.,  
2005.

Le re-souvenir n'est ainsi qu'une actualisation en l'instant de quelque chose ou de quelqu'un qui peut ne plus être présent. Mais cette mémoire est plus que le rappel de cet objet ou de cet être, il est le monde dans lequel celui qui se souvient se trouve plongé. Il structure d'ailleurs ses actions dans le présent et les configurations symboliques qui révèlent autant ce que le disparu était que la place de celui qui reste. Cette mémoire passe parfois par la co-spatialité du corps du survivant et d'un monument du souvenir comme elle passe par de simples pensées que cet être continue à produire en son monde. Les questions de mimétisme figuratif en sont une forme d'expression. En effet, « la perception nous fait assister à ce miracle d'une totalité qui dépasse ce qu'on croit être ses conditions ou ses parties, qui les tient de loin en son pouvoir, comme si elles n'existaient que sur son seuil et étaient destinées à se perdre en elle. [...] Ainsi le rapport des choses et de mon corps est décidément singulier : c'est lui qui fait que, quelquefois, je reste dans l'apparence et lui encore qui fait que, quelquefois, je vais aux choses mêmes ; c'est lui qui fait le bourdonnement des apparences, lui encore qui le fait taire et me jette en plein monde. Tout se passe comme si mon pouvoir d'accéder au monde et celui de me retrancher dans les fantasmes n'allaient pas l'un sans l'autre » (Merleau-Ponty M., 1964, 23).

*« J'ai besoin d'avoir un paysage, pas fermé, mais un paysage qui m'accompagne, qui me donne des limites, qui me sert de repère, de toucher, qui m'enveloppe » (G70).*

Cette capacité phénoménologique d'artefactualisation et de fantasmagorie de la réalité conditionne alors en retour une « falsification » des rapports de mesure de la distance entre les êtres et, entre les êtres et les choses ou espaces. Elle introduit le paramètre sécurisant de la **coprésence** constitutive de notre bulle phénoménologique cultivée de **proximité** spatiale, sociale et temporelle. Cette falsification offerte par la chair relève du fait que « les choses sont le prolongement de mon corps et mon corps est le prolongement du monde, par lui le monde m'entoure. Si je ne puis toucher mon mouvement, ce mouvement est entièrement tissé de contacts avec moi. Il faut comprendre que le se toucher et le toucher comme envers l'un de l'autre. La négativité qui habite le toucher, l'intouchable du toucher, l'invisible de la vision, l'inconscient de la conscience, c'est *l'autre côté* ou *l'envers* de l'Être sensible. [...] La chair du monde est indivision de cet Être sensible que je suis » (Merleau-Ponty M., 1964, 309).



« Vos proches ne sont jamais loin. La distance entre deux villes compte moins que la distance entre deux êtres. Parce que chaque destination a le visage de quelqu'un qui vous est cher. Parce que la liberté n'a pas d'horaires, nos liens sont faits d'autoroute. Pour être avec ceux qu'on aime, partout où on le veut et à n'importe quelle heure. Que ferions-nous sans autoroute. L'autoroute. Un trait d'union entre nous. »

Cette publicité du début des années 2000 tente de rappeler, de nous conformer aussi, à l'idée que chaque regard induit la portée intentionnelle de l'acte de percevoir (Pradines M., 1981, 38-39). L'individu voit au-delà de ce qu'il perçoit. Il construit donc une visibilité invisible, invisible car non partageable par d'autres observateurs que lui. Avoir l'idée de prendre l'autoroute, ou être sur l'autoroute, c'est non pas regarder le paysage qui défile mais être projeté sur le lieu, les personnes dans ce lieu, les souvenirs de ces personnes dans ce lieu que l'on s'est donné d'atteindre... le plus vite possible. Voilà d'ailleurs le *hiatus* car pourquoi aller vite quand on a déjà en l'image le but du déplacement. Pourquoi donc se déplacer alors même que l'on est toujours déjà en place, c'est-à-dire que l'on s'est déjà téléporté auprès de la personne aimée. Cette puissance déïque d'ubiquité (être partout à la fois) mais aussi d'uchronicité (être où l'on veut n'importe quand), doit permettre de construire le cadre sécurisant qui permet à l'être d'être auprès du monde qu'il se configure et non qui est.

De fait, dans cet acte de perception, chacun possède « la conviction que son regard vient sortir de l'obscurité un objet [une forme] qui lui préexistait et dont l'autonomie n'est pas entamée par son évidente dépendance vis-à-vis des variations subjectives » (Barbaras R., 1994, 32). Pourtant, même si le paysage implique l'homme dans une relation sensible, charnelle, émotionnelle avec le monde extérieur et que cet homme se laisse porter par cette relation, par cette perception qu'il a de ce qu'il voit, qu'il sent, qu'il entend... ; il n'en demeure pas moins, que cette perception « est une fonction dont le propre est de nous faire atteindre des objets dans l'espace à travers des états de notre propre personne. [De ce fait, ces états de conscience] sont subjectifs et ne sont pas spatiaux » (Pradines M., 1981 ; 27).

Cela veut donc dire qu'au-delà même des éléments de formes et de matières qui semblent agencer le paysage, la vision de l'espace réel (?) proposée à l'être, sa perception de celui-ci, serait toujours et avant tout assise sur la constitution d'une configuration subjective ou mieux sur la matérialisation d'un monde, d'un univers spatial sans matière « réelle ».

« Là j'étais, on m'a environné de livres plus que j'aurais imaginé pendant un certain temps, ça m'a pas permis de m'évader tellement par la lecture. Par contre, bon ben après, je m'y suis remise. Mais j'ai beaucoup lu pendant mon adolescence et c'est vrai que ça m'a fait beaucoup voyagé. C'était sûrement en compensation de plein de trucs que je pouvais pas vivre vraiment. Et puis là, bon ben depuis quelques années c'est vrai que je, je relis beaucoup. C'est vrai qu'il y a le, en plus où je suis, je dois vraiment, bon, comment dire, bonne lectrice ou bon public ou bon. Quand quelque chose me plaît, je me pose pas de questions, c'est vraiment l'imaginaire qui part. Et là ben oui, là je voyage, je rencontre des gens, je me fais mes petits, mes paysages, mes personnages, mes situations. Ca c'est, voilà, ça fonctionne comme ça. C'est vrai que ça me permet de, ça me permet de voyager. » (C34)

Dès lors, « la perception est beaucoup plus qu'une impression des organes des sens : elle est la représentation, par un moyen de cette impression, d'un objet externe en une place de l'espace » (Pradines M., 1981, 28). Car la perception, et toutes les médiations sensitives en général, permettent avant tout de mettre à distance des objets perçus et d'introduire alors dans le champs du visible de l'être des objets apparemment absents de l'horizon paysager. D'ailleurs, de même que « la sensation est avertisseuse, [...] [qu'elle] est le signe de ce qui affectera » (Pradines M., 1981, 33), on peut comprendre le paysage comme un horizon qui m'avertit de comment *est* le monde qui m'environne (perception), et de comment je *ré-agis* en le percevant selon mes états de conscience. Ces ré-actions sont soit de l'ordre de l'acceptation ou de l'appropriation, soit de celui du refus ou de la défense. Mais ils sont surtout ceux du détournement stratégique : comment faire apparaître des éléments non perceptibles dans le perçu. En figurant et non plus seulement en se représentant, donc en constituant potentiellement une autre réalité que je me présentifie, que je me présente à moi et non en construisant avec celle objectivement présente. L'événement tragique – la mort d'un être cher – permet d'en éclairer parfois plus facilement les contours :

« Je savais plus où j'allais. J'étais en camion, je roulais, je voulais aller à un endroit et puis des fois je m'arrêtais, mais où je vais là ? J'étais pas sur la bonne route. J'étais dans mes pensées. Constamment dans le rêve. Même des fois, moi j'ai repris le boulot une semaine après, j'aurais jamais dû. Enfin, s'il m'est rien arrivé, c'est parce que ça devait pas m'arriver, mais, ou alors on fait par automatisme. Mais sinon, j'aurais dû foutre le camion en l'air, je sais pas. Plus d'une fois. Des fois je savais pas où j'allais. Je travaillais comme un automate, comme un automate. Des conneries, perdre des outils, perdre du matériel, perdre... » (CH30)

En effet, « la sensibilité [...] n'est pas un luxe organique. Elle est l'accompagnement d'une stimulation présentant un intérêt vital et qui à ce titre appelle et provoque immédiatement une réponse appropriée » (Pradines M., 1981, 32). Cette réponse appropriée, quand elle s'opère dans l'espace, crée au niveau de l'individu percevant le paysage, une matérialisation d'éléments perceptibles ou à percevoir capables de répondre à une demande alors qu'ils ne sont pas forcément disponibles. La territorialisation du monde par l'être qui traduit le sens de cette matérialisation peut ainsi se jouer du perceptible en constituant un visible pour lui, invisible aux autres.

La médiation sensible du paysage renvoie à sa façon d'être, dans la contextualité consciencielle de son regard. En effet, s'il faut comprendre qu'en *paysageant*, l'individu crée un passage entre **l'acte de percevoir** des éléments indistincts et **l'intériorisation de ce qu'il perçoit** réellement comme formes dans le paysage, il demeure toujours le problème de l'intentionnalité de l'acte lui-même. Cette intentionnalité renvoie à sa territorialité et au sens que celle-ci possède dans son besoin d'être. Cette expérience de ce qui l'environne, cette pratique de l'espace qui actualise des objets à sa conscience selon le besoin qu'il a de les appréhender à un moment donné se définit par la territorialité. De fait, les différents territoires qui constituent le monde de l'être lui renvoie ce monde extérieur non pas comme une réalité de ce qu'il est mais à la façon qu'il a de l'intellectualiser, de lui donner du sens et de donner du sens à ce qu'il fait, acte en retour sur ce monde extérieur.

De ce fait, il faut développer l'idée que : « Considérer [...] l'acte de perception d'un objet comme une mise en proportion entre deux rapports, à savoir, d'une part, l'activité de l'objet sur la passivité du monde, et, d'autre part, l'activité de mon sens de vision sur la passivité de mon corps, c'est pousser à l'extrême la tendance occidentale à l'abstraction, c'est vider de sa spontanéité le mouvement même de la vie. Or, il est bien évident que lorsque je perçois un objet, d'une part le monde ne s'immobilise pas pour autant (n'oublions pas que le monde, *mundus*, étymologiquement c'est précisément ce qui bouge, ce qui se meut), et d'autre part, mon corps ne reste pas passif en laissant à l'œil seul le soin d'être actif. En d'autres termes, et paradoxalement, pour percevoir correctement un objet j'ai besoin de l'activité – consciente ou inconsciente – de tout mon corps et de l'activité – perçue ou non perçue – du monde tout entier » (Guimbretière A., 1963, 41-42).



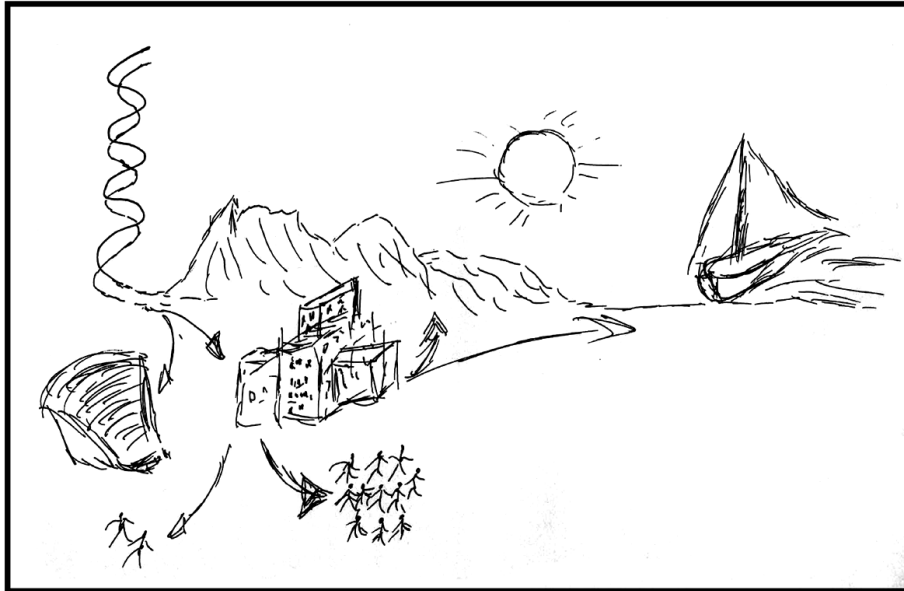
En réalité, ce déplacement, cette spatialité, combine le plus souvent les trois propositions, car la perception (voir un paysage) ou l'action corporelle (aller quelque part, éviter quelqu'un ou un quartier) peuvent être prédisposées par la pensée ou même être totalement constituées par celle-ci *via* l'imagination, de même que l'acte de perception (regarder la montagne) peut attirer physiquement l'individu vers tel endroit (pour le pratiquer corporellement) ou l'amener à penser à telle ou telle chose (à l'histoire des gens qui y vivaient) ou à telle ou telle personne (à sa fille qui s'y trouve).

*« Je repense toujours c'est drôle quand je vois Grenoble je pense toujours à Marrakech où je vais retourner d'ailleurs avec plaisir. » (V64)*

Ces configurations sont évidemment insondables car elles sont construites en l'instant et ne permettent aucune perturbation qui en détournerait l'effet de réalités. L'être humain en habitant le monde, en le matérialisant, l'invente en chaque instant.

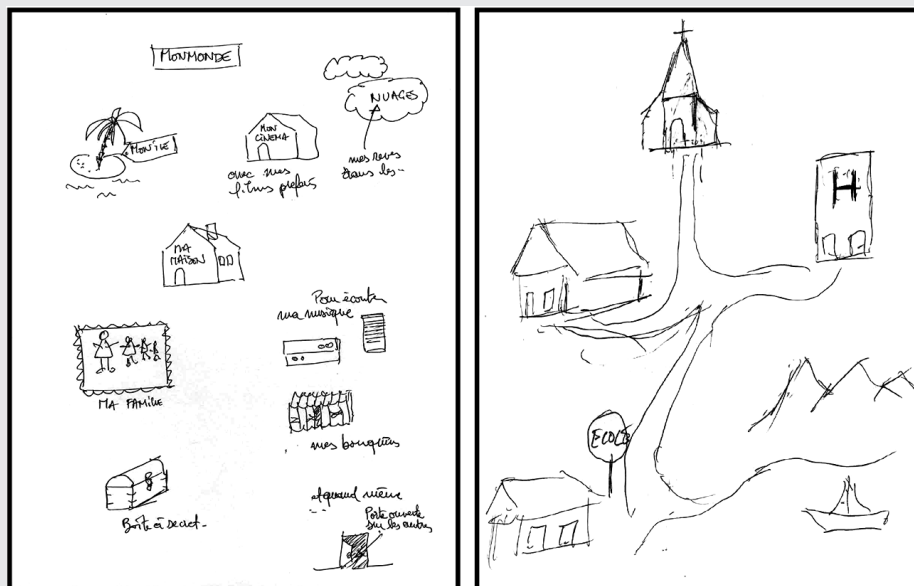
*« Habiter ! Pour moi ça signifie à la fois présence et évolution. Je sais pas comment dire... euh une progres- ouais évolution pas forcément linéaire [...] ouais comment formuler ça... c'est être bien là où on est au moment où on est, sachant que c'est quelque chose qui est toujours en mouvement, c'est pas quelque chose d'immuable pffou... c'est c'est le côté... investir quoi pas invasion. » (C34)*

Le chercheur est donc obligé de passer par des intermédiaires qui le font s'approcher au plus près de cette insondable réalité. L'un des possibles est d'utiliser des dessins qui vont spatialiser la réalité du monde qu'un acteur aura en un temps, un lieu et une relation sociale donné, celui de l'entretien, de la rencontre avec le chercheur. Cette recherche ne peut donc s'abstraire d'une conception interactionniste des choses. Elle ne se déroule pas « en laboratoire » mais en situation. Cela pose évidemment un problème majeur puisque chaque situation est en soi un événement social, spatial et temporel qui motive les configurations, les matérialisations de l'acteur. Seul l'auto-interprétation de l'acteur sur ce qu'il fait peut nous permettre d'approcher le fait qu'il est toujours déjà ailleurs que là où il est, qu'il est à côté de et/ou avec tel ou tel personne, tel ou tel lieu, tel souvenir, tel projet qui se matérialise en son discours de manière complexe. Toute réflexion est toujours l'instant d'après de l'action donc de la perception.



Cependant, les dessins<sup>2</sup> qui sont ici censés représenter une configuration active du monde de l'acteur permettent de percevoir autant que faire se peut un « en train de se faire », celui d'une matérialisation, c'est-à-dire d'un ordonnancement, d'un classement, d'un placement, d'un tracement du monde telle qu'il est structuré par et structurant de l'action de l'acteur. L'intérêt relève du fait que ces dessins sont des représentations des configurations de monde et non des représentations du monde de l'acteur. L'acteur n'est pas dans le paysagement du monde, il est dans la territorialisation de ce monde, à travers le placement, le classement, le tracement. Il ne dit pas comment il est objectivement, même à travers sa subjectivité, il dit ce qu'il est territorialement. Un monde fait de places, de classes et de traces. L'ensemble des choses et personnes auxquelles on a assigné un emplacement et dont on a donné un statut, un rôle, une désignation sociale doivent se trouver là. Et ce là composite, fait d'êtres, de choses, de souvenirs doit également espacer en lui-même et de lui-même chacun des composants, qu'il les relie ou non.

<sup>2</sup> L'ensemble des représentations, appelées également « cartes mentales » en géographie, a été réalisé dans le cadre d'une formation continue intitulée « L'école des gens » pour le compte de l'Équipe de Création Théâtrale de Grenoble de février à juin 2003.



Si tel n'est pas le cas, il y a frustration, ou lutte pour que l'ordre revienne, ordre mental, symbolique ou physique. Car sans cet ordre, nul bien-être ne peut exister ! En cela, l'acteur constitue bien au sens strict son monde. Il ne le construit pas seulement. Il peut le construire avec de la matière qui constitue le monde, mais il le constitue de part la matérialisation.

Ainsi, cette contribution a soutenu l'idée qu'il est nécessaire de dépasser l'analyse partielle qui voudrait que l'individu soit passif et qu'il ré-agisse seulement aux stimuli que lui proposerait son environnement proche qu'il soit naturel et/ou social. En effet, il paraît intéressant, à un autre niveau de complexité, abordé entre autres par la phénoménologie, de penser l'individu comme acteur d'une partie au moins de sa réalité, – celle du monde qui l'entoure –, et de sa réalisation en tant qu'être dans celui-ci. C'est le cas notamment si l'on réfléchit à l'intentionnalité de la conscience que l'individu porte sur *son* monde et qui l'institue alors véritablement en tant qu'être-au-monde.

Si de nombreuses études en sciences cognitives ont réfléchi à la mise en connaissance de ce rapport par des explications logiques, elles ont omis de comprendre le sens de ce rapport pour la constitution même de l'être qui est au monde. Cette réflexion épistémologique engage des principes méthodologiques renouvelés desquels découle en amont une

nouvelle conceptualisation et à l'aval une nouvelle instrumentalisation de cette réflexion. Il est ainsi nécessaire de s'attacher aux valeurs incorporées par chaque être humain pour comprendre quel est potentiellement le dispositif spatial dans lequel et avec lequel il va constituer le monde « réel » (et non la réalité soit disant partagée de l'objectivité d'un monde) qui l'entoure et qui le fera agir, voire s'exprimer. Il est utile d'analyser l'artefact, la matérialisation de ce monde plutôt que de chercher à entrevoir la réalité d'un monde. « Dans le cadre d'une approche axiologique centrée sur l'individu, chaque espace commun de pratique doit être analysé non dans une perspective essentialiste qui le fige *a priori* dans un statut immuable et valable pour tous, mais en tant qu'il s'inscrit dans une spatialité individuelle et/ou collective. La spatialité se cristallise dans des situations pratiques productrices de dispositifs spatiaux agencés par les acteurs dans, par et pour leurs actions » (Lussault M. in Lévy et Lussault, 2003, 336).

Il n'y a pas de rapports d'évidence stables sur le temps long. Il n'y a pas un contexte constitutif de l'ordre « Espace 0 – Temps 0 - » qui générerait notre perception de l'environnement et les actions à mener au sein de celui-ci. Il y a un monde constitué à chaque instant et en chaque lieu et une prise en compte répertoriée selon chaque événement spatial et temporel de ce monde et des façons d'être, de faire et de penser qui s'y associe. L'action est en partie déduite de l'acte et en partie induite par l'acte de percevoir. Le monde que je perçois est aussi le monde que je veux percevoir mais il est aussi la condition de celui que je vais percevoir ensuite. L'idée de projet inhérente à la phénoménologie heideggerienne prend donc sa valeur dans la proximité constitutive de l'être à son monde. Le monde est toujours déjà autour de l'être comme l'être est toujours déjà en son monde. Tout est toujours proche. Et c'est à partir de cette proximité constitutive, phénoménologique, que le proche et le lointain trouvent leurs valeurs, sont constitués. Dans la rhétorique cartésienne des distances euclidiennes, des temporalités cartésiennes et des habitus incorporés et normatifs, la distance et la proximité, axiologique cette fois, prennent alors corps et expression. J'aime ou je n'aime pas sont autant d'éléments d'interprétation du proche et du loin.

« Ben quand je vivais à Flumet, fin, ben j'étais bien moins ouvert. Et là, j'ai encore fait, je me suis ouvert sur le monde asiatique, là, y a très peu de temps, parce que mon amie est Asiatique. J'ai toujours eu une répulsion des Asiatiques, hein, une aversion. Puis là, ben de l'avoir connue, ben je viens de m'ouvrir sur leur monde et je les considère vraiment différemment. Donc c'est, ben, c'est évolutif. [...] (silence) Ben, y a un

truc bizarre. Ben, je vais vous le dire. C'est assez intime. Quand je fais l'amour avec une fille d'un pays, après ma relation avec, l'autre pays change totalement. Et quand je vais dans ce pays, je me sens chez moi. (rires) C'est étrange. (rires) J'ai eu une aventure y a quelques années avec une Américaine et depuis ce temps là et ben, en Amérique, et ben maintenant j'y vais, comme si j'étais chez moi. Fin, je me sens... Y a un verrou qui a sauté. Et ce peuple et ben j'ai des relations plus faciles avec lui. » (G11).

#### BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Barbaras R., 1994, *La perception : Essai sur le sensible*, Paris, Hatier, coll. « Optiques Philosophie » n° 209.
- Debord G., [1988] 1992, *Commentaires sur la société du spectacle*, Paris, Gallimard, coll. « folio » n° 2905.
- Guimbretière A., 1963, « Quelques remarques préliminaires sur le symbole et le symbolisme », *Cahiers internationaux de symbolisme*, n° 2, Genève, Engelson M. (ed.), p. 33-55.
- Heidegger M., [1927] 1964, *L'être et le temps*, Paris, Gallimard, coll. « nrf », trad. Boehm et De Waelhens.
- Honneth A., [2005] 2007, *La réification. Petit traité de Théorie critique*, Paris, Gallimard, coll. « nrf ».
- Hoyaux A.-F., 2003, « Les constructions territoriales à l'heure d'internet : de la mobilité à la mobilisation », *Géographie et Cultures*, n° 45, p. 111-133.
- Husserl E., [1921-1924] 1996, « Imagination - Neutralité (n° 20 des Husserliana XXIII) », dans Beck P., Cabestan P. et Sebbah F.-D. (dir.), « Espace et imagination », *Alter : Revue de phénoménologie*, n° 4, Fontenay-aux-Roses, Éditions Alter, trad. Cabestan P., Depraz N. et Mavridis M., p. 433-452.
- Husserl E., [1921] 1963/1974, *Recherches Logiques. Tome 3 : Éléments d'une élucidation phénoménologique de la connaissance (Recherche VI)*, Paris, PUF, coll. « Épiméthée », trad. Elie H., Kelkel A.L. et Schérer R.
- Laborit H., 1970, *L'Homme imaginant*, Paris, Union Générale d'Édition, coll. « 10/18 ».
- Lévy J. et Lussault M. (dir.), 2003, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.
- Merleau-Ponty M., 1964 (†), *Le visible et l'invisible*, Paris, Gallimard.
- Moles A. et Rohmer E., [1972] 1978, *Psychologie de l'espace*, Paris-Tournai, Casterman, coll. « Synthèses contemporaines ».
- Nogué J., 1936, *La signification du sensible*, Paris, Fernand Aubier, coll. « Philosophie de l'Esprit ».
- Patocka J., [1960-1976] 1988, *Qu'est-ce que la phénoménologie ?*, Grenoble, Éditions Jérôme Millon, coll. « Krisis ».

- Petit E., 2009, «La lutte des places à Chamonix. Quand la mort devient enjeu spatial», *Cybergéo*, n° 475, <http://cybergegeo.revues.org/index22747.html>
- Pradines M., 1981, *La fonction perceptive : Les racines de la psychologie*, Paris, Denoël-Gonthier, coll. « Médiations ».
- Ricœur P., [1970-1986] 1986, *Du texte à l'action : Essais d'herméneutique II*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Essais » n° 377.
- Schütz A., [1941-1967] 1970, *On Phenomenology and Social Relations*, Chicago-London, The university of chicago Press, coll. « The Heritage of Sociology », edited by Wagner H.
- Watzlawick P. (dir.), [1981] 1988, *L'invention de la réalité. Contributions au constructivisme*, Paris, Éditions du Seuil.





---

## **Chapitre 3. Idéologies et constructions des savoirs géographiques.**

---



Ce dernier chapitre formalise en réalité un doute métaphysique. Si les autres textes tentent de donner raison à une forme de liberté des habitants sur Terre d'être pleinement ce qu'ils sont comme humain, l'ensemble des textes qui suivent posent une réflexion sur le rôle de cadrage opéré par les acteurs institutionnels de cette liberté. Par acteur institutionnalisé, j'entends un acteur qui s'est auto-défini ou que l'on a défini comme étant le représentant d'un collectif. C'est un porteur de voix qui parlerait pour plus qu'il n'est parce qu'il aurait une autorité plus ou moins acceptée sur d'autres habitants, d'autres acteurs. En l'occurrence, mes travaux ont portés essentiellement sur les acteurs politiques et scientifiques.

Ces acteurs ont, pour moi, dans le cadre de cette réflexion, un rôle de conformation du sens. Mais s'il conforme, c'est parce que justement, il fait autorité. Quand je dis qu'il fait autorité, c'est qu'il n'est pas discuté par les autres acteurs car il est présenté comme non discutable en soi et pour soi. En soi, car il serait à travers les propos et les arguments énoncés présenté alors comme relevant d'un savoir substantialisé. Pour soi, car derrière cette autorité et cette substantialité, le sens produit sous-entend l'idée d'universalisme. Il ne peut en effet entraîner d'autres visions que celles énoncées, en situation. Ce savoir fait autorité car il fait loi (scientifique) et il a force de loi (politique).

Les articles ou contributions proposées tentent de mettre en avant les figures de cette autorité notamment à travers l'analyse de média (articles, publicités) car c'est dans ces cadres précis où le texte doit être vif et synthétique que l'on retrouve le plus l'esprit de cette autorité. Pour une raison simple, c'est que la démarche de réflexion est escamotée. Les articles de journaux, voire aujourd'hui de plus en plus d'ouvrages écrits pour le grand public, doivent *abstraire* la réalité des démarches, des effets sous prétexte de présenter la *concrétude* des faits. Le premier texte proposé à partir d'un article de Jacques Lévy dans *Le Monde* est évocateur de ce propos. Faisant fi, au sein de cet article, d'une réflexion sur la construction du choix des données statistiques travaillées, elles-mêmes construites par d'autres que lui-même, faisant fi de la construction des informations produites à travers cartes ou tableaux, l'interprétation semble être faite en survol et se détache alors de la construction idéologique de l'auteur lui-même dont l'analyse est présentée comme la seule possible alors qu'elle ne recourt finalement que d'un point de vue, certes tout à fait légitime, mais restant de l'ordre du point de vue situé, daté et socialisé donc fortement placé !

L'ensemble de ces écrits est le pendant théorique de mes enseignements méthodologiques à l'Université concernant le passage entre la donnée et l'interprétation géographique. Ces enseignements partagés, notamment avec Laurent Couderchet, se sont prolongés « logiquement » dans notre réflexion commune au sein de différentes productions scientifiques (chapitre 3.4 Texte 9 et chapitre 3.6. Texte 11). J'y ai défendu l'idée d'interobjectivité, c'est-à-dire le partage de ce qui serait conçu comme une objectivité, et ferait donc autorité comme telle, au sein d'un collectif social, notamment scientifique. Dès lors, pour appréhender voire cerner au mieux l'objectivité, il faudrait, à la manière webero-husserlienne utiliser la méthode des variations (pendant conjoint de l'idéal-type de Weber et de la réduction phénoménologique de Husserl), en éclairant à part égale toutes les objectivités sur un sujet ou une situation donnée de chacun des collectifs sociaux considérés, c'est-à-dire partie prenante de ce sujet ou de cette situation donnée. Les points de vue étant chaque fois relatifs à un collectif social, chercheurs notamment, mais jamais complètement partagé par tous.

L'analyse de ces éclairages différenciés génèrent également mes enseignements sur L'Objet Géographique qui montre comment un objet est inventé à un moment de l'histoire pour une ou des raisons précises, situationnelles, et qu'il est traduit différemment soit dans un même temps selon différents collectifs sociaux ou spatialisés soit à travers le temps. L'objet montage ou le concept d'habiter sur lesquels je travaille en est un bon exemple.



### **Chapitre 3.1. Texte 2.**

2002 : « La dérive du géographe. De la théorie à la rhétorique : où poser les limites de l'argumentation à propos de l'aménagement du territoire ? », *Les Annales de Géographie*, n°626, pp.380-394.

---

Ce texte est la réécriture d'une partie d'un des deux chapitres écrits initialement pour ma thèse. Ils avaient été refusés par B. Debarbieux qui trouvait qu'ils ne s'intégraient pas dans ma démarche doctorale. Je les avais cependant positionnés en annexes (Hoyaux A.-F., 2000, A9 : « Où va l'idéologie du territoire ») car je trouvais qu'ils étaient le prolongement de ma réflexion sur l'habiter des êtres humains, quels que soient leur statut, leur fonction, leur rôle au sein de la société. Ces chapitres apportaient une vision plus prospective et moins introspective (ce qui m'a été souvent reproché) des façons d'être, de faire et de penser de l'habitant. A l'inverse de l'utilisation des entretiens, ils s'intéressaient aux écrits de géographes reconnus qui proposaient en quelque sorte une vision du monde. En effet, ces auteurs réfléchissaient aux conséquences de l'apport de la géographie au monde commun, et proposaient à travers leur réflexion sur l'aménagement du territoire, une façon ou un bon moyen d'habiter le monde ensemble, en société. Mais à travers l'analyse de leur propos, je mettais en perspective en quoi leurs réflexions aménagistes qui pouvaient faire autorité offraient ou pouvaient impulser une direction à la société dans son ensemble. Donner en quelque sorte une référence et du sens à ce qui ne peut en avoir puisque la société ne peut se penser dans la totalité de celles et ceux qui sont censés la fonder. En quelque sorte, à travers leurs idées, ils discutaient d'un ensemble de catégories qui relevait avant tout de l'autoréférence sans sujet (le rural, la ville, la société d'acteurs, la société politique, etc.) comme l'énonce Yves Barel : « le plus bel exemple d'autoréférence sans sujet est l'autoréférence sociale, puisque la "société" est une entité abstraite, un non-être bien incapable de se penser. L'autoréférence sociale est nécessairement indirecte. Les sujets qui pensent pour la société et se posent ainsi en doubles réels de celle-ci, inventent des doubles fictifs pour effectuer cette pensée » (Barel Y., 1984, 216). Et cette invention a d'abord pour vocation de parler de soi à travers ces autoréférences. Et non pour la société qui n'a nul besoin de porte-voix.

Car, ces chercheurs parlaient et se donnaient pour rôle d'être des porte-parole faisant autorité de ce qui constitue ces autoréférences inventées. De ce fait, ma réflexion portait sur l'idée que les chercheurs, comme tous les autres habitants, parlent avant tout d'eux-mêmes à travers leurs travaux, comme les habitants parlent d'eux-mêmes à travers leurs activités quotidiennes. Et l'orientation même des résultats utilisés par nos collègues tenait d'abord et avant tout à l'orientation de leurs idées, donc aussi de leurs façons d'être et de penser. Le choix de travailler sur Roger Brunet et surtout Jacques Lévy était dès lors assez simple puisque c'était de mon point de vue les deux personnages de la géographie qui se mettaient eux-mêmes le plus en récit (Lévy J., 1995).

« Le but de ce chapitre était explicitement de montrer, avant de travailler sur l'argumentation et les systèmes de valeurs des habitants, que les géographes eux-mêmes, bien qu'ils puissent être épris d'objectivité, ne peuvent se départir de leur propre système de valeurs, de leur propre idéologie, qu'ils transmettent à l'ensemble de la communauté humaine dont ils font partie dans une sorte de légitimité qui me semble poser un problème éthique ! Le but était également de préciser que sans cette déconstruction préalable de ces discours idéologiques qui font le territoire d'aujourd'hui, il n'y a pas d'utilité de réaliser des entretiens, d'aller au devant des autres réalités, des autres mondes, ceux des quidams. Pourtant avant de vouloir construire le monde, le chercheur devrait déconstruire le sens qu'il lui donne » (Hoyaux A.-F., 2000, 757).



Le choix d'analyser des textes très précis de Roger Brunet et Jacques Lévy, certes tirés de leurs contextes de recherche plus globaux, relevait aussi de leur valeur médiatique. Ainsi, l'article proposé ci-après, analyse la réception que l'on peut avoir d'un article dans un quotidien de référence, ici *Le Monde*. Outre les arguments d'autorité liés à la reconnaissance scientifique du porteur de voix, à sa place au sein du monde intellectuel (Jacques Lévy est présenté comme Professeur de géographie à l'Université de Reims et... à l'Institut d'études politiques de Paris), le format même d'un article de quotidien renforce l'aspect synthétique et puissamment idéologique du propos. Les questions posées par l'auteur pour nous prendre à témoin (et nous mettre en accusation) délimitent alors le champ même de leur réponse au sein d'une idéologie légèrement populiste car elle permet surtout d'asseoir définitivement les arguments : « Faut-il puiser dans les finances publiques les dizaines de milliards nécessaires pour mettre à l'abri d'une prochaine tempête 5% ou 10% des habitants qui ont, pour une petite part au moins, choisi de vivre dans des zones à risque ? ». Ainsi, l'article met en scène la rhétorique avant de poser les questions à sa fin, à l'inverse de toute expression scientifique normale. L'idée est de prendre à témoin le lecteur et non de le mettre en réflexion.

Cela m'a permis par la suite d'entreprendre, même pour moi-même, une réflexion plus globale sur l'écriture géographique et le rôle performatif, et prescriptif de nos propos. Car à bien entendre et comprendre Jacques Lévy à travers ces autres écrits, notamment sur *l'habiter* (1994), il était pourtant partisan de récolter la parole multiple, de ne pas la réifier derrière une seule posture idéologique. Mais à force de vouloir rendre justice pour un collectif démocratique supposée représentatif de l'ensemble, il déniait le droit aux autres participants de cet ensemble de vivre d'une autre façon. Le choix de vivre devient alors suspect et politiquement insoutenable. Mais à force de parler pour le plus grand nombre, on les oppose à ceux qui n'en feraient pas partie ! On retrouve alors une idéologie qui délimite les lieux où nous devons être, une société de la densité et de la conformité territoriale.

J'ai ainsi pris conscience plus encore que précédemment que « la science ne fait qu'engendrer une histoire (à laquelle on croit ou pas et c'est cela qui est stupéfiant pour nous qui sommes baignés dans le "conte scientifique"). C'est un leurre de croire qu'une science est démonstrative. Elle aboutit, finalement à une croyance, dont on pouvait penser, justement, qu'elle s'en était échappée et l'avait réduite » (Porcher L., 2013, 23). Elle atteste, avec moult théories, moult expérimentations plus ou moins partagées entre chercheurs, d'un cheminement entrepris par un ou des acteurs situés, datés et socialisés. Et même si ces expérimentations sont réalisées dans des conditions qui en permettent leur reproduction, leur vérification et donc leur probable véracité scientifique, elles restent des inventions, des fictions qui sont ou non partagées par les autres acteurs. C'est pour cela que travailler *l'habiter* demande toujours une analyse du sens constitué par l'habitant car c'est ce dernier qui pose les limites mêmes de ce qu'il veut entendre être la réalité.

Dans un travail collectif plus récent qu'il dirige, les *Echelles de l'habiter*, Jacques Lévy prend la juste mesure de la constitution de ce sens mais surtout tente de penser l'implication des résultats mis en lumière pour l'action citoyenne et politique. « C'est à partir de ces réalités, approchées par les statistiques ou par les entretiens, construites par les désirs ou par l'action, dans l'adaptation des agents à la force des choses ou dans des stratégies d'acteurs conquérantes, que l'on peut reprendre le débat sur les territoires politiques pertinents. Ce que nous pouvons retenir de cette contribution à la description des espaces d'aujourd'hui, c'est que l'invitation à un débat proprement politique sur le sujet n'est pas abstraite. Les habitants, *l'habiter*, avec leurs contradictions manifestent, esquissent le dessin de possibles territoires pour la citoyenneté » (Lévy J., 2008, 366)

Encore faut-il appréhender la pertinence supposée de ces territoires politiques et savoir s'il y en a un justement (cf travaux Annales de géographie référant aux travaux de Vanier Martin et Giraut Frédéric, 1999, « Plaidoyer pour la complexité territoriale », in Gouvernance et territoire, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, pp.143-172). Lévy insiste d'ailleurs : « Ainsi l'Île-de-France et, en général, des "pays" métropolitains, calés sur les périmètres des "aires urbaines" ou des SCOT, semblent une échelle incontournable pour traiter des grandes questions stratégiques. Les périurbains sont des urbains spécifiques qui ne peuvent s'affranchir de l'aire urbaine au sein de laquelle ils conçoivent et pratiquent l'urbanité » (2008, 364)

Pourtant, juste avant il énonce de manière très intelligente sur ces dits « espaces pertinents » : « Le module 5 a clairement montré qu'un certain type de régulation étatique est devenu forclos. C'est désormais de gouvernements des espaces qu'il s'agit. La "créativité" spatiale des individus, l'impossibilité de les enfermer dans des aires bornées stables conduisent à rappeler que "tout projet territorial doit prendre conscience des limites de ses limites" Mais si l'État ne contrôle plus les mobilités, la nécessité de gouverner des espaces aux échelons "où les choses se passent" (attention, cela sous-entend quoi ? que l'on peut finalement cerner une espace vécu qui est celui des pratiques !!!) est d'autant plus impérieuse que justement ces espaces politiques sont difficiles à cerner et mobiles dans le temps, et que leur articulation avec les spatialités des composantes de la société (individus, organisations, institutions) ne va pas de soi...Les voisinages des individus se sont affranchis de l'espace administratif, au niveau communal et au niveau supérieur. Les identités sont multiples pour chacun, elles ne fonctionnent pas sur le mode de l'emboîtement hiérarchique, du centralisme ou du fédéralisme. Elles ne se déduisent pas des appartenances juridiques, pas plus que l'inverse. On ne peut donc s'attendre à rencontrer une adéquation automatique entre les espaces individuels —les voisinages emboîtés du plus proche au plus lointain— et les espaces communs à un groupe ou à une société. D'où la nécessité de faire preuve d'impertinence imaginative pour aborder le problème des espaces pertinents... » (Lévy J., 2008, 363), ...en créant un storytelling, un récit collectif, en créant du marketing territorial et identitaire menant les habitants à l'animalité de leur pratique reproductive et tribal, en produisant des « règles pour le parc humain » (Sloterdijk P., [1999]2000), en les infantilisant ?

« Au-delà, le débat entre agglomération morphologique et aire urbaine fonctionnelle peut être nourri par nos enquêtes : en fait, les deux semblent exprimer une part de ce que peut être une société locale aujourd'hui. Les images ci-après, construites par agrégation des cartes des différents individus interrogés dans les trois sites de Paris, Toulouse et Tours expriment de manière assez nette la force du territoire continûment bâti (ou du moins de la partie de ce territoire fonctionnant comme un tout) comme espace de référence, y compris pour ceux qui n'y résident pas et évoluent partiellement dans un espace plus réticulaire et plus lâche. D'où l'idée qui, peut paraître paradoxale au premier abord, que les périurbains ne peuvent se soustraire à leur co-responsabilité (et à leur co-financement) des agglomérations » (Lévy J., 2008, 363). On a envie de dire inversement puisque les urbains utilisent de plus en plus le récréatif du périurbain ! Ou pour le moins des communes non central des agglomérations et/ou des aires urbaines !

De même pourquoi se contenter de la ville quand cette réflexion pourrait s'appliquer également entre les villes voire entre les villes et les communes rurales (dans les deux sens à nouveau) et entre des lieux de pays différents. Certes l'économie libérale pourvoit par exemple cet échange de co-financement par le coût touristique individuel. On a aussi envie de dire que l'impôt et les dotations aux départements et régions devraient pourvoir à cet échange, le problème non posé ici par Lévy c'est qu'il y a une individualisation des coûts portés par toutes les instances administratives quelle qu'elle soit (collectivité territoriale, hôpitaux, ...université)

Mais est-ce parce que soi-disant cela coûte trop cher à la société de conserver un hôpital en milieu dit rural que les individus qui doivent dès lors venir à l'hôpital de l'aire urbaine doivent

payer deux fois le coût (financier mais aussi moral, symbolique) de cette utilisation (celui du déplacement et celui d'une dîme qui serait perçu sur ces navetteurs gêneurs). L'économie d'échelle et ses prétendus avantages est encore à analyser dans la multiplicité de ces démonstrations (trouver des visions différentes de cela) tant économiquement qu'humainement. Car la ville dense sert à quoi sinon à reproduire une autre fragmentation à une autre échelle. Où se trouve dès lors cette liberté dans la constitution de nos métriques individuelles ? Quelle coercition doit émettre la société moraliste soi-disant anti-libérale (ça coûte cher économiquement et environnementalement d'avoir une maison secondaire !!!) ?

La multidimensionnalité des pratiques et des constructions habitantes fait fi des structures quelles qu'elles soient ! Il est contradictoire de parler de faire avec si on a l'idée qu'une structure politique pertinente déterminerait quelque chose de plus ou moins positif ! C'est une simple logique interprétative liée à une épistémologie de départ. De deux choses l'une, soit on pose l'ouverture et alors tout fermé sera de toute façon toujours un entrouvert potentiel soit l'on pose une fermeture et alors autant annoncer que c'est le choix de ce clos, qui peut s'exprimer par des configurants réels ou imaginaires qui déterminent *in fine* nos façons d'être, de faire et de penser.

# Après la tempête : territoires contre réseaux ?

par Jacques Lévy

**D**ANS les zones où elle s'est produite, la double tempête de l'après-Noël a frappé indistinctement tout le monde, villes et campagnes, bourgs et métropoles. Paris lui-même n'a nullement été épargné. Cependant, à mesure que le paysage devient plus net, une différenciation claire de l'espace français se fait jour. Dans les grandes villes, il s'agissait pour l'essentiel, dix jours après l'événement, de réparer les toits et de restaurer les jardins publics. Dans les parties les moins peuplées du territoire concerné, on attendait toujours l'électricité et/ou le téléphone.

Deux constats s'imposent. D'abord, la concentration protège. Dans les villes, les lignes électriques peuvent être enterrées à des prix abordables et, plus généralement, les actions d'équipement, de maintenance ou de reconstruction sont immédiatement plus faciles car, desservant à coût égal davantage d'usagers, elles sont économiquement mais aussi socialement plus rentables.

Avec ses immenses étendues sous-peuplées, la France marque une fois de plus sa différence, et la fragilité d'une partie importante de son territoire. Grâce à ses fortes densités, l'Allemagne peut, elle, enfouir les deux tiers de ses lignes moyenne et basse tension quand, en France, on en est au quart.

Ensuite, ce qui ressort, c'est que le rural n'existe plus. Les petits pays ruraux atteignaient l'équilibre lorsqu'ils s'approchaient de l'autarcie, obtenue, pour l'essentiel, par la production agricole. Or il y a désormais dans ces campagnes très peu d'agriculteurs et, eux-mêmes comme les autres, vivent dans un univers pratique et mental où les échelles pertinentes se sont multipliées, et élargies, jusqu'à la planète. Ce que demandent ces populations dispersées mais urbaines par leur mode de vie,

c'est simplement la possibilité reconfirmée d'un accès au monde de la ville, qui est devenu leur référent quotidien.

Du coup, on voit mieux apparaître une opposition majeure de l'espace français entre territoires et réseaux. Les zones à faible densité constituent, plus que les autres, le domaine des réseaux, avec ses lignes et ses points. Lorsque le vent a soufflé, les routes et les voies ferrées, les lignes électriques et télépho-

Quel enseignement tirer de ces constatations ? L'idée qu'il y aurait ici encore une « exception française » prenant provisoirement l'allure d'une fatalité - d'une tragédie - française ? Sans doute pas, car l'action des hommes sur leur espace se déplace rapidement du registre de la contrainte vers celui de la liberté.

Dans un monde mobile, qui est aussi une société d'acteurs, où l'assignation à résidence, caractéristique des sociétés rurales, laisse

Le débat ne fait que commencer en France. Longtemps, les dispositifs constitutionnels, électoraux et fiscaux organisaient automatiquement les transferts financiers au profit des zones à faible densité au nom d'une ruralité fondatrice et d'un intérêt supérieur de l'Etat, sans vraiment demander leur avis aux intéressés. Une telle conception ne fait plus sens aujourd'hui.

Faut-il, ces prochaines années, puiser dans les finances publiques les dizaines de milliards nécessaires pour mettre à l'abri d'une prochaine tempête 5 % ou 10 % des habitants qui ont, pour une petite part au moins, choisi de vivre dans des zones à risque ? Quelle que soit la réponse, elle sera légitime si on se donne le temps de poser la question.

Le point d'équilibre entre, d'une part, la protection d'identités estimables et d'un patrimoine culturel remarquable et, d'autre part, l'aide au développement de la société et de ceux qui, en son sein, en ont le plus besoin ne peut être fixé dans l'absolu. Définir ce point d'équilibre, c'est précisément ce que l'on peut attendre du politique comme mise en scène dynamique de mésententes réductibles. Quel espace français voulons-nous ? Que sommes-nous prêts à faire pour qu'il advienne ?

Nous sortons dans l'âge des appartenances imposées et mécaniques pour entrer dans celui des solidarités discutées et délibérées. La tempête apporte une « révélation » au sens photographique du terme : une image, devenue pour un instant hyperréaliste, de notre géographie commune. Et, à ce titre, une invitation à réfléchir aux géographies désirables.

*Jacques Lévy est géographe, professeur à l'université de Reims et à l'Institut d'études politiques de Paris.*

**Avec ses immenses étendues sous-peuplées, la France marque une fois de plus sa différence, et la fragilité d'une partie importante de son territoire**

niques, les émetteurs de radio, de télévision et de téléphonie mobile ont soudain, par leur éclipse, coupé ces lieux du reste du monde.

L'autre manière de fabriquer de l'espace, le territoire, offre continuité et contiguïté là où les réseaux sont discontinus et lacunaires. Les territoires permettent des cohésions et des sécurités plus faciles à produire et à maintenir. Dans les sociétés contemporaines, les territoires se trouvent dans les villes et plus spécialement dans les villes qui conjuguent le mieux densité et diversité. La ville a, elle aussi, besoin de réseaux, mais ceux-ci sont alors maillés, capillaires, redondants, en sorte que, à partir d'un point - un quartier, un îlot -, ils permettent des contacts sociaux fiables et stables dans toutes les directions : ils rendent justement possible une « territorialisation » alors même que, là où la population manque pour les activer, les réseaux sont peu connexes, tendus, soumis au moindre incident. Quand l'incident est majeur, c'est la catastrophe.

peu à peu la place à un habitat choisi, l'idéal d'égalité prend de plus en plus la forme de l'équité. La solidarité collective se combine de manière beaucoup plus complexe avec la responsabilité individuelle et, parfois, s'y mêle inextricablement.

Sur chaque dossier, la société politique, électeurs compris, est alors invitée, sur un mode à la fois plus précis et plus pressant, à se prononcer sur la part de la collectivité et la part de l'individu, le rôle de l'autonomie locale et celui des subsidiarités régionales, nationales ou européennes qui la complètent dans l'équipement et l'entretien du territoire. Le débat que la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) et la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ont lancé sur les « schémas de service » a bien intégré cette nouvelle démarche visant la justice spatiale en arbitrant les évaluations, éventuellement contradictoires, que font les habitants sur ce qu'ils exigent de la société et ce qui appartient à leur propre décision personnelle.



## La dérive du géographe. De la théorie à la rhétorique : où poser les limites de l'argumentation à propos de l'aménagement du territoire ?

*The geographer's drift. From theory to rhetoric:  
where to set the limits of argumentation about town  
and country planning?*

André-Frédéric Hoyaux

Université Joseph Fourier, Grenoble I – Institut de Géographie Alpine

Le but de ce texte est de montrer que l'argumentation des géographes travaillant sur l'aménagement du territoire, bien que ces derniers puissent être épris d'objectivité, ne peut se départir de leur propre système de valeurs, de leur propre idéologie, qu'ils transmettent à l'ensemble de la communauté humaine dont ils font partie dans une sorte de légitimité scientifique qui semble pourtant poser un problème éthique en rapport avec la réalité des choses telles que les vivent les habitants qui font ce/ces territoire(s) ! Pourtant, sans opérer la déconstruction préalable de ces discours idéologiques qui font le territoire d'aujourd'hui, il n'y a pas d'utilité de penser démocratiquement le Monde, d'appeler à la participation des habitants pour l'améliorer, et donc d'aller au devant des réalités, des mondes de ces habitants, de ces « usagers-citoyens ». Ainsi, avant de vouloir construire un monde bien pensé, le chercheur devrait déconstruire le sens qu'il lui donne.

### 1 Pourquoi analyser les propos de Jacques Lévy ?

J'ai pris le parti de réévaluer la pertinence de ces propos sur l'aménagement du territoire et sur la construction territoriale (territorialité-territorialisation) des habitants qui l'habitent en les mettant en perspective auprès d'un auteur qui me semble fondateur de la pensée géographique contemporaine sur ce sujet, en l'occurrence Jacques Lévy (1993, 1995, 1999a, 1999b, 2000). Ce recadrage ne s'intéresse pas au concept de territoire en tant que tel mais bien plutôt aux conséquences possibles des logiques géopolitiques du territoire, des interprétations idéologiques en surplomb, que cet auteur effectue. En effet, si dans son propos, Jacques Lévy a pour leitmotiv de redonner *place* à l'homme pris individuellement ou collectivement comme référent d'analyse, sa méthodologie et sa démarche d'analyse ne semblent

Ann. Géol., n° 626, 2002, pages 380-393, © Armand Colin

pas concourir à ce principe et à l'éclairage des volontés réelles de l'habitant (si celui-ci en possède d'ailleurs).

Sans vouloir ni prétendre en rien atteindre à l'analyse exhaustive des écrits de Jacques Lévy sur le sujet, je voudrais cependant montrer à partir de la déconstruction de certains de ses propos: 1) que le géographe doit se méfier de vouloir *s'impliquer* dans des considérations politico-administratives alors qu'il n'est pas armé méthodologiquement pour faire des jugements de valeurs (sur ce qu'est un bon ou un mauvais territoire par exemple) si ce n'est en son nom propre d'habitant et non de scientifique ! 2) que l'analyse macrogéographique de la réalité, celle de la totalité, n'apporte pas plus à la compréhension du Monde, des mondes, que l'analyse réalisée à partir des habitants eux-mêmes qui font et vivent ces mondes en existant. Que la responsabilisation et la participation des hommes (de tous les hommes) à leur devenir ne passent pas forcément par un choix déjà prédéfini par les conditions du moment mais que ce choix reste toujours à construire par les projets mêmes de chaque être-au-monde.

La géographie se trouve toujours dans l'entre-deux conceptuel de l'objectivation de son champ d'étude et de l'apport que ce champ d'étude peut avoir pour la société. Autant certaines sciences ont la prétention de croire que tout ce qu'elles produisent est nécessairement bon pour le progrès de notre civilisation sans toujours réfléchir aux conséquences que cela implique comme nouvelle réalité, autant les géographes conservent souvent une certaine réserve vis-à-vis des dangers que toute innovation, que tout choix politique, social, spatial peut engager. Cette réserve est mère de sûreté, et cela même si, en dernière analyse, c'est toujours l'habitant qui fait choix dans ce qui lui est proposé quoi que les géographes puissent dire et quoi que les tenants des chaînons médiatiques tentent de lui faire croire. Dans le champ de la géographie qui traite du territoire, le géographe a donc plus pour vocation d'éclairer les différentes possibilités territoriales que d'influer sur leurs réalités, d'éclairer les choix de société que de s'immiscer sur leur mise en place politique. Ou alors, et de manière paradoxale, plus le géographe veut prendre parti dans ce qui se fait, plus il doit s'entourer de précautions méthodologiques qui, à tous égards, multiplient son recul vis-à-vis même de ses interventions. Il ne devient pas médiatique mais médiateur. La frontière est certes perméable et c'est bien entendu au géographe, être territorial parmi d'autres, de se retourner de façon permanente sur les limites qu'il pose et qu'il s'impose avant même que de tenter de les imposer aux autres.

## 2 Les théories sur l'optimum territorial ne sont-elles pas vouées à l'échec ?

Dans un article (presque) déjà ancien, Jacques Lévy pose la question « A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire ? » Et y répond par : « Oui, mais pas de celui qu'on croit » (Lévy J., 1993, 102-103). Il me semble



prétentieux aujourd'hui de réitérer cette remarque bien que l'ensemble de cet article semble y concourir. Mais le territoire s'arrête-t-il justement à la croyance, c'est-à-dire plutôt, au sens où l'utilise J. Lévy, au jugement d'un chercheur ? À la lecture de Jacques Lévy et de nombreux autres chercheurs statuant sur cette notion/ce concept, on a souvent l'impression que chacun d'entre eux tend plutôt à territorialiser un espace de la pensée géographique. Et cette territorialisation n'a rien à voir avec l'emprise spatiale et sociale d'un quelconque territoire institutionnel ou administratif sur ses habitants mais bien plutôt avec la visée intellectuelle par laquelle chacun de ces chercheurs désire se positionner au vu de sa propre construction territoriale, de son *egogéographie* comme pourrait le dire justement Jacques Lévy (1995).

Pourquoi parler ainsi ? Parce qu'il y a nécessité de renverser les préoccupations que nous avons en tant que géographes, c'est-à-dire de ne pas retomber perpétuellement dans cette généralisation nomothétique qui met en avant l'espace à *produire* (celui qui est antérieur à l'être-au-monde, celui qui est contraignant de lui-même !) ou déjà *produit* (par la société toujours plus puissante que l'être qui vient y naître) sans jamais en référer aux actes et à la compréhension de ses actes de celui qui construit le territoire et y vit, c'est-à-dire l'habitant, l'être-au-monde. Le géographe parle de territoire institutionnel, des chamboulements des niveaux de compétences qui le régissent. Il parle de réseaux pour montrer combien ce territoire se structure aujourd'hui selon l'évolution du Monde en tant qu'entité globale. Entité globale qui vit sur elle-même dans des temporalités, des spatialités et des socialités multiples, en tant que le ici de toute entité partielle n'est plus rien en lui-même sans une prise en compte de ce qui se passe là-bas à l'autre bout du monde, dans une autre entité partielle.

Ainsi, la volonté des géographes, aujourd'hui, de s'impliquer corps et biens dans la réflexion globale sur les problèmes de « notre » temps (encore faudrait-il savoir de quel « notre » on parle) liés à la mondialisation<sup>1</sup> et liés à la restructuration *quasi* permanente, à l'heure actuelle, des niveaux de compétences des diverses entités institutionnelles qui s'en trouvent modifiées<sup>2</sup>, semble les éloigner d'une part, des préoccupations des habitants —

1 Voir les travaux du GIS-GEMDEV (Groupement d'intérêt scientifique Économie Mondiale, Tiers-Monde, Développement). On peut se reporter aux contributions de Dollfus O., Grataloup C. et Lévy J. 1999a et 1999b, et aux articles de Grataloup, 1999 et Lévy J., 1999b dans un numéro consacré à la mondialisation dans *L'espace géographique* (1999, n° 1). Numéro qui propose un débat sur le sujet entre les auteurs susmentionnés et Roger Brunet, Denise Pumain, Violette Rey, Claude Grasland, Thérèse Saint-Julien, Benoît Antheaume, François Durand-Dastès, Marie-Claire Robic et Rémy Knafou (pp. 36-48). Voir également les travaux du groupe de prospective « Industries, services et territoires en Europe » autour de Michel Savy et Pierre Veltz du LATT-ENPC et Alain Léry de la DATAR. On peut se reporter notamment à Michel Delapierre (1995), Pierre Veltz (1995) et Michel Savy (1995).

2 Il y a bien entendu une masse considérable de travaux sur le sujet. Contributions dont le ton va du plus libre au plus conventionnel. Sans porter ici de jugement de valeur, le lecteur peut se reporter entre autres aux travaux de Jean-Louis Guigou (1995), Jean-Paul Lacaze (1995), Pierre Veltz ([1996] 2000) et aux analyses critiques (déconstructionnistes ?) de Martin Vanier

alors même que ces géographes en appellent à leur réintroduction comme référentiel d'analyse et de décision — d'autre part, de l'application de ces grands principes conceptuels à l'habitant lui-même.

Jacques Lévy pose à cet effet à la fin d'un de ses articles sur la mondialisation la conclusion suivante : « D'où l'idée que les géographes, s'ils veulent essayer de comprendre où va l'espace du Monde, ne perdraient pas de temps à écouter les hommes qui le font » (Lévy J., 1999b). Encore faut-il vouloir les entendre et les comprendre. Car si Jacques Lévy désire réaliser une « géographie mondiale des lieux » en s'attachant sous ce concept aux travaux sur le lieu (*place*) effectués par des géographes tels qu'Edward Relph ([1976] 1980), Nicholas Entrikin (1991) ou John Agnew (1990), c'est-à-dire en s'attachant au moins pour partie aux sujets qui les fondent individuellement ou collectivement, ces lieux<sup>3</sup> débouchent vite *après filtrage* de la mondialisation, sur des entités anonymes, substantialisées par le point de vue économique, voire politique, mais sûrement pas par le point de vue de l'homme<sup>4</sup>. Les lieux sont en fait devenus des points mis en réseau, ce sont les grandes villes mondiales qui participent à ce que l'auteur

(1995, 1999 avec Frédéric Giraut) sur les recompositions territoriales à l'œuvre depuis une dizaine d'années en France. En conclusion d'une de ses réflexions sur les réaménagements territoriaux de la Région Rhône-Alpes, Martin Vanier se demande : « Stratégie lucide, ou faiblesse politique ? Vrai besoin social ou incohérence géo-économique ? Tout choix politique doit être soumis à l'épreuve de l'analyse critique. Celle-ci est l'affaire du scientifique, lorsqu'il veut comprendre comment fonctionne la petite fabrique de territoires. Elle est aussi celle du politique, par définition. Elle devrait, enfin et surtout, être celle du citoyen habitant. Mais malgré le système de la démocratie électorale, ou peut-être plutôt à cause de lui, ce dernier semble rester bien indifférent aux enjeux de la recomposition territoriale » (Vanier M., 1995, 103).

3 Pour Jacques Lévy, le lieu peut être défini comme un « espace où l'on considère, par hypothèse, que la distance séparant les différents phénomènes qui le composent est nulle. Dans un lieu (ou plus précisément : pour autant qu'un espace peut être considéré comme un lieu), la position relative des phénomènes les uns par rapport aux autres perd toute signification. Plus le nombre de phénomènes est grand, plus le fait de « faire lieu » prend de l'importance. Lorsque le lieu est une société, la suppression des distances internes est, plus ou moins efficacement, obtenue à l'aide d'instruments spécifiques : cadres éthiques et juridiques communs, contrôle policier en réseau dense, territorialité politique » (Lévy J., 1999, 396). Même si conceptuellement, on peut percevoir l'idée d'englobé, cette idée d'englobé, d'unité, n'est en rien rapportée à l'habitant, mais bien instituée en tant que telle comme entité multiscalaire, sans que l'on ne sache par qui et à partir de quel champ d'analyse ? Il semble que ce soit le chercheur lui-même qui institue les limites (celles d'une ville, d'une société, du Monde ?) mais est-ce que ces délimitations sont porteuses de significations et *a fortiori* de sens pour l'habitant qui y habite ?

4 Cela rejoint la remarque de Thérèse Saint-Julien dans le débat susmentionné (note 2) sur la mondialisation. Elle déclare : « J'ai été frappée que vous réduisiez (en parlant à J. Lévy et C. Grataloup) souvent le lieu à une catégorie précise de lieux, celle des grandes métropoles. On pourrait penser que, pour vous, tous les autres lieux n'existent plus. Vous éliminez les lieux dans la contiguïté, la continuité, vous regardez les réseaux et, dans les réseaux, vous ne regardez que les très grands centres. Vous appauvrissez nos savoirs sur les lieux en vous réduisant à ce que dit le sociologue Pierre Veltz, qui parle de l'« archipel des grandes métropoles ». C'est faire abandon de beaucoup d'objets géographiques. Il n'y a pas que les grandes métropoles dans le Monde » (Saint-Julien T., 1999, n° 1, t. 28, *L'Espace Géographique*, p. 40).

(avec Christian Grataloup et Olivier Dolffus) appelle l'AMM, l'Archipel Mégapolitain Mondial<sup>5</sup>.

Réseau dont peu de géographes conçoivent encore qu'il puisse s'appliquer au territoire de l'habitant lui-même<sup>6</sup>. Le Monde est en réseau, mais le monde de l'être semble toujours circonscrit à son ou ses mondes environnants qu'il pratique dans l'instant même de cette pratique. Moins bon qu'un ordinateur qui envoie les résultats de la bourse en temps réel de Tokyo, New York ou Londres, l'habitant perd la mémoire de ce qu'il a fait, n'a pas encore de pensées de ce qu'il fera et reste pragmatiquement attaché à l'espace-contrainte qui l'entoure. L'économie doit être conçue comme étant la mise en liaison de différents territoires considérés comme des îles en archipel dans l'entité Monde ; mais l'habitant, lui, semble n'avoir vécu que dans un seul lieu, dans un seul territoire circonscrit depuis sa naissance, et ne jamais entrer en liaison avec d'autres mondes.

Au-delà, l'explication socio-économique semble tendre vers l'idée que la mondialisation homogénéise les constructions territoriales de chaque habitant. Ces constructions paraissent se contenter d'un couple acceptation (en grand)-revendication (en petit). L'habitant *accepterait* de fait la mondialisation, la culture de la *World Company*<sup>7</sup>, car il ne peut rien contre son processus (économique, culturel), tout en *revendiquant*

5 L'Archipel Mégapolitain Mondial « est l'ensemble réticulaire de ces très grandes villes ou des espaces urbains très denses (de « type rhénan »), marqués par les accumulations de synergies successives [...]. Il représente la tête géographique du réseau qui structure et dirige le Monde. On ne le mesure pas seulement à l'aune du nombre d'habitants – il est bien évident que les grandes concentrations de population se développent maintenant dans des lieux qui ne sont pas les plus riches de la planète. Ce qui les distingue, c'est la multiplicité des commodités de tous ordres. La mondialisation a fait de ces grappes de villes, plus ou moins ancrées sur leurs continents ou sur les marges, un ensemble de chefs-lieux complémentaires et concurrents où se concentrent les activités de direction du Monde. C'est entre elles que les flux d'information sont les plus denses et les trafics aériens les plus intenses. La richesse des « îles de l'AMM » vient d'abord de leurs activités et échanges dans leur propre réseau. Ne joue que dans une faible mesure la « plus value », au sens marxien, extraite des portions les plus pauvres de l'espace mondial. Ce qui ne signifie pas pour autant que, pour vivre, l'« archipel » n'ait pas à faire son marché dans le Monde pour y trouver énergies, matières premières, produits transformés ou manufacturés dont il a besoin » (Dolffus O., Grataloup C. et Lévy J., 1999b, 89). [Sans tiers-mondisme affiché, je souligne quand même les termes de ce qui m'apparaît relever aujourd'hui d'une sorte d'amère et froide analyse !].

6 Voir cependant le chapitre « Réseaux sociaux et Territoires » écrits par C. Chivallon, B. Debarbieux, M. Grossetti, A. Lovell, M. Péraldi, X. Piolle et A. Tarrus dans l'ouvrage *Réseaux et Territoires : Significations croisées*, dirigé par Jean-Marc Offner et Denise Pumain, mais aussi les nombreux articles de Xavier Piolle (1989 ; 1990 ; 1994). Dans la contribution de Xavier Piolle (1989 ; 1990 ; 1994). Dans la contribution de Christine Chivallon et consorts, on retrouve d'ailleurs le même questionnement, en forme d'hypothèse, que celui d'une partie de la problématique de cette thèse : « Ne peut-on pas envisager le réseau social, non comme une alternative au territoire, mais comme un mode de fonctionnement qui instaure de nouveaux territoires ? Ne peut-on pas avancer l'hypothèse qu'il existe dans l'espace un potentiel de relations, qui, selon qu'elles sont activées ou non par des réseaux, conduisent à l'émergence de ces nouveaux territoires ? » (Chivallon et alii, 1996, 141).

7 N'est-il pas dit par certains chantres de l'analyse socio-culturelle que « dans le système-monde, la modernité et l'américanité forment, pour l'instant, le noyau autour duquel gravite la nébuleuse des valeurs » (Dupont L. et Lemarchand N., 1999) ?

sa particularité (notamment régionale) mais le plus souvent imaginée, voire imaginaire, car il ne peut pas faire plus ou seulement cela. Somme toute, pour les tenants de cette conception, la revendication est légitime mais insignifiante au regard du rouleau compresseur socio-économique et culturel.

Encore faut-il avoir une méthode adéquate pour montrer cela ou à l'inverse pour redonner sens à l'habitant comme « référentiel de contrôle ». Certes, il est plus simple de généraliser à partir de ce que l'on croit voir se dérouler dans le monde, de systématiser par des modèles le système qui toujours-déjà est dépassé, de s'attacher à la mode pour dire qu'il y en a une et que celle-ci est bien la preuve de nos changements de valeurs. Comme il y a eu la mode de la pierre taillée, de l'épée, de l'enclume et du marteau. Cette vue en surplomb est obsédante pour le géographe. Il ne veut plus être ce grand synthétiseur du rapport homme-nature ou culture-nature, mais cela ne l'empêche pas de formaliser tout à partir du tout, de la totalité du Monde qui devient l'objet unique, le lieu de l'existence de tous. Pour Jacques Lévy, « il n'y a qu'un seul Monde, et c'est probablement pour nous le seul objet dont on soit sûr qu'il est « unique ». Ce qui n'empêche pas de le connaître, contrairement à l'idée banale qui prétend que la scientificité exige de travailler sur plusieurs objets proches ou comparables »<sup>8</sup>. À côté de l'intérêt futile d'entrevoir cette explication de Jacques Lévy comme le signe d'une pierre jetée contre l'entreprise de la Géographie Universelle de Roger Brunet<sup>9</sup>, on peut remarquer que Jacques Lévy désire remplacer la totalisation (des différents objets que seraient les entités géographiques en tant que grandes régions du monde) par la totalité dans le « un » Monde !

Ce « un » Monde<sup>10</sup>, ce Lieu unique qui anime les sentiments, les affects, les discours, les pensées et les pratiques de l'habitant burundais comme de l'habitant chinois, comme de l'habitant inuit, comme de l'habitant français, américain, argentin, pétri des bonnes manières de la consommation, de la surconsommation économiquement productive, a un mérite, celui d'unifier, tout en se concentrant sur l'essentiel, en gros le monde qui est en marche, celui qui anime cette prétendue idéologie dominante ou y participe. Quant au chercheur, le principe de croire au « un » Monde est éthiquement valorisant puisqu'il pense *a priori* à tous les hommes qui sont sur Terre, à leur bien-être, mais aussi à la Terre en tant que contexte environnemental qui nous octroie une partie non négligeable de nos ressources. Encore faut-il

8 Phrase prononcée au débat sur la mondialisation (1999, n°1 de *L'Espace Géographique*, p. 38).

9 On territorialise comme on peut son monde même si c'est celui de l'Université !

10 J'utilise préférentiellement « un » Monde à « Monde un », car cela révèle mieux ma différence avec Jacques Lévy (qui utilise cependant aussi l'expression « il n'y a qu'un seul Monde »). En effet, même dans la conception d'une pluralité de mondes, au sens où chaque habitant du Monde (de la Terre faudrait-il plutôt dire d'ailleurs !) possède son monde, ce monde est également un monde « un », car il représente l'unité territoriale dans laquelle cet habitant se construit.

savoir si par ce principe, on ne se substitue pas à la seule réalité qui soit, celle de l'être-au-monde, celle de Jacques Lévy entre autres, comme celle de tous les habitants de ce Monde. Réalité qui interconnecte des mondes, les seuls qui soient au regard de ceux qui les font, et cela même s'ils sont possédés ou possédant !

À propos de cette totalité, Jacques Lévy déclare : « Le Monde nous invite à donner une grande place à la totalité (ou à des totalités plus ou moins articulées) mais, dans un même mouvement, à montrer le rôle que jouent des intentionnalités individuelles ou collectives, dont certaines sont spatialement structurées (par exemple : la stratégie d'une ville à l'échelle mondiale). Les systèmes que nous étudions sont des systèmes d'acteurs (systémisme dialogique), ce qui conduit à ne pas traiter leurs éléments constitutifs comme des choses inertes et leurs interrelations comme une mécanique » (Lévy J., 1999b, 28). Il est savoureux de considérer les intentionnalités individuelles chez J. Lévy au regard d'une ville. Le dialogue pour lui semble se résumer à ces considérations réticulaires à l'échelle macro.

Pour J. Lévy, le système dialogique n'est pas à comprendre dans la rencontre de l'être avec le monde, de l'être qui parle aux autres, à ses voisins, à ses parents, à ses idéaux. Ce n'est pas la préoccupation de l'être pour le monde dans le sens où cette préoccupation configure le territoire de l'être-au-monde selon les divers réseaux explicites et implicites qui le traversent. Non ce qui l'intéresse, c'est bien plutôt la complétude fonctionnelle dans un optimum territorial, dans cette totalité qu'est « le » Monde mettant en relation des entités configurées, les villes mondiales. Restant au niveau d'une interprétation théorique, cette analyse ne pose aucun problème, mais appliquée à la réalité du terrain, cela dérive parfois sur des logiques assez surprenantes.

### 3 De la théorie à la rhétorique : quand la stigmatisation d'un événement sert de surinterprétation territoriale

Ces logiques ont été dévoilées dans un article paru dans le quotidien *Le Monde* suite aux tempêtes de la fin décembre 1999. Y exposant de nouvelles conceptions dialectiques entre territoires<sup>11</sup> et réseaux<sup>12</sup>, Jacques Lévy tente de convaincre le lecteur de l'inanité du territoire français<sup>13</sup>. Pour lui, ce dernier est conçu comme un espace diffus, sous-peuplé, à réseaux faibles

11 « Territoire : Famille de métriques [voir note 15] à dominante topographique : les distances y sont continues et exhaustives, qu'elles soient ou non uniformes (territoires euclidiens ou non euclidiens). Entre deux points quelconques, il est toujours possible d'en trouver un troisième, situé à une distance mesurable des deux autres » (Lévy J., 1999, p. 398).

12 « Réseau : (adj. : réticulaire) : Famille de métriques [voir note 15] à dominante topologique : les distances y sont discontinues et lacunaires. Les seules distances mesurables sont celles des arêtes, qui séparent et relient les nœuds (ou sommets). Les autres points ne peuvent pas posséder des attributs de distance au sein de l'espace concerné » (Lévy J., 1999, p. 397).

13 Et cela en utilisant me semble-t-il ce que Jean-François Staszak, après d'autres, nomme des « prophéties autoréalisatrices ». Voir notamment la partie sur les « responsabilités de l'expert géographe » (Staszak J.-F., 2000, p. 115-116).

et exposés car en mailles larges, alors qu'il faudrait conforter les territoires denses à réseau intra-territorial et supra-territorial fort (entre les mégapoles de l'AMM), là où se trouvent la majeure partie des habitants mais surtout la *quasi totalité* des ressources (en termes de produits financiers) de l'économie. À la lecture des passages de l'article qui suivent, on peut être décontenancé par les affirmations et les conclusions qui y sont avancées.

« Deux constats s'imposent. D'abord la concentration protège. Dans les villes, les lignes électriques peuvent être enterrées à des prix abordables et, plus généralement, les actions d'équipement, de maintenance ou de reconstruction sont immédiatement plus faciles car, desservant à coût égal davantage d'utilisateurs, elles sont économiquement mais aussi socialement plus rentables. Avec ses immenses étendues sous-peuplées, la France marque une fois de plus sa différence, et la fragilité d'une partie importante de son territoire. Grâce à ses fortes densités, l'Allemagne peut, elle, enfouir les deux tiers de ses lignes moyenne et basse tension quand, en France, on en est au quart. Ensuite, ce qui ressort, c'est que le rural n'existe plus. Les petits pays ruraux atteignaient l'équilibre lorsqu'ils s'approchaient de l'autarcie, obtenue, pour l'essentiel, par la production agricole. Or il y a désormais dans ces campagnes très peu d'agriculteurs et, eux-mêmes comme les autres, vivent dans un univers pratique et mental où les échelles pertinentes se sont multipliées, et élargies, jusqu'à la planète. Ce que demandent ces populations dispersées mais urbaines par leur mode de vie, c'est simplement la possibilité reconfirmée d'un accès au monde de la ville, qui est devenu leur référent quotidien. Du coup, on voit mieux apparaître une opposition majeure de l'espace français entre territoires et réseaux. Les zones à faible densité constituent, plus que les autres, le domaine des réseaux, avec ses lignes et ses points. Lorsque le vent a soufflé, les routes et les voies ferrées, les lignes électriques et téléphoniques, les émetteurs de radio, de télévision et de téléphonie mobile ont soudain, par leur éclipse, coupé ces lieux du reste du monde. L'autre manière de fabriquer de l'espace, le territoire, offre continuité et contiguïté là où les réseaux sont discontinus et lacunaires. Les territoires permettent des cohésions et des sécurités plus faciles à produire et à maintenir. Dans les sociétés contemporaines, les territoires se trouvent dans les villes et plus spécialement dans les villes qui conjuguent le mieux densité et diversité. La ville a, elle aussi, besoin de réseaux, mais ceux-ci sont alors maillés, capillaires, redondants, en sorte que, à partir d'un point — un quartier, un îlot —, ils permettent des contacts sociaux fiables et stables dans toutes les directions : ils rendent justement possible une « territorialisation » alors même que, là où la population manque pour les activer, les réseaux sont peu connexes, tendus, soumis au moindre incident. Quand l'incident est majeur, c'est la catastrophe » (Lévy J., 2000, 17).

La démarche d'ensemble proposée par J. Lévy utilise constamment une logique *quasi* syllogistique : 1) Le rural vivait de l'agriculture ; il n'y a pratiquement plus d'agriculteurs ; donc le rural n'existe plus. 2) Les Allemands ont une forte densité, les Allemands enfouissent leurs lignes moyenne et



basse tension ; donc la forte densité permet d'enfourer les lignes à basse et à moyenne tension. 3) Les réseaux (au sens physique, concret, matériel de support de flux) apportent de la socialité ; les réseaux déjà habituellement lâches (routes, voies ferrées, téléphone, télé) dans le monde rural se sont cassés durant la tempête ; donc la socialité a disparu. 4) Les réseaux apportent de la socialité ; les réseaux denses en ville n'ont pas été touchés par la tempête ; donc la socialité en ville s'en trouve renforcée, etc., etc.

Tout cela paraît évident mais demeure bien simpliste car 1) Le «rural», cet habitant des campagnes (?) ne vit peut-être plus seulement de l'agriculture, mais cela n'empêche pas qu'il y ait de plus en plus de personnes qui souhaitent y habiter (et pas seulement au sens d'y résider) et donc qui y territorialisent des lieux par leurs pratiques corporelles et paysagères, ou par leurs pensées<sup>14</sup>. 2) Certains pays, comme la Belgique, à la densité de population bien plus forte que l'Allemagne n'ont pas leurs lignes d'électricité à basse et moyenne tension enterrées. Ce type de décision ne relève donc pas toujours d'un choix comptable, mais aussi de prérogatives techniques. Ce choix comptable n'apparaît d'ailleurs le plus souvent qu'au moment où le service public se soustrait à sa responsabilité d'équihabilité des lieux ou lorsqu'il a disparu au profit d'organismes privés. 3) Les réseaux ne doivent pas être compris au sens large comme de simples supports de flux. Les relations interpersonnelles ne sont pas quantifiables en tant que telles, en tant que l'on décompte des mains qui se serrent ou des bises qui se donnent. La socialité est apparue au contraire confortée dans la période de crise comme souvent en pareille occasion. La socialité (certes peut-être communautaire) a d'ailleurs été perçue par les géographes eux-mêmes et jusqu'à preuve du contraire comme étant plus forte dans le monde rural que dans le monde urbain souvent perçu à tort ou à raison comme l'assemblage d'individualités. 4) La concentration en ville ne protège de rien, n'apporte aucune sécurité en plus... ni *a priori* en moins d'ailleurs. Certains domaines peuvent apporter plus de dangers en ville, d'autres moins. Certes, il y avait moins de chances pour que des arbres tombent en nombre à Paris qu'en plein milieu du Massif Central, mais il n'y avait pas moins de risques qu'un arbre qui tombe tue à Paris plutôt qu'en pleine forêt.

Mais l'élément essentiel de l'article n'est pas là. Il réside dans une volonté concentrationnaire, au sens où tout doit être concentré sur un espace central, sur des espaces centraux hyper ramifiés à l'intérieur de chacun d'eux et entre eux. Concentration qui selon l'auteur ne doit pas être voulue d'en haut mais doit être comprise par chacun comme relevant de sa responsabilité, de sa liberté. Cette liberté que l'habitant doit choisir en toute

14 C'est ce que tend d'ailleurs à confirmer l'étude réalisée par Bertrand Hervieu et Jean Viard, 1996. Car même si les auteurs montrent que le renouveau de la campagne est avant tout un signe de l'urbanité, de la projection physique ou imaginée des urbains auprès de la campagne, il n'empêche que celle-ci participe de plain-pied aux constructions territoriales des habitants actuels. Nul ne peut nier d'ailleurs, statistiques à l'appui que le rural dit profond ou dit isolé, continue comme précédemment à avoir des soldes naturels et migratoires fortement négatifs.

conscience, c'est-à-dire en fait sous le couperet de la culpabilité sous-jacente qui pourrait sourdre de son refus de se rendre à cette évidence : « ces prochaines années [il faudra] puiser dans les finances publiques les dizaines de milliards nécessaires pour mettre à l'abri d'une prochaine tempête 5 % ou 10 % des habitants qui ont, pour une petite part au moins, choisi de vivre dans des zones à risque » (Lévy J., 2000, 17). Mais à l'inverse, quel géographe traitant de ces zones à risque de par le monde aurait l'audace de soutenir que l'ensemble des grands pôles urbains nationaux et internationaux se trouvent dans des régions qui sont hors de dangers !

Cette responsabilité revient donc à mettre en avant le « phénomène de précaution ». Ce phénomène de précaution noyé dans une sorte de sécurité mythique, inhérente à la cohésion sociale, semble devoir relever de la densité de population... mais aussi de l'immobilité de celle-ci. Car dans cette ère où les déplacements explosent (par les déplacements physiques de la population grâce à l'automobile, le train, l'avion) autant qu'ils implosent (par les déplacements immobiles, en pensées, que permettent Internet, la télévision ou le téléphone par exemple)<sup>15</sup>, on a du mal à comprendre que la sécurité réside dans la multiplication des déplacements entre les différents pôles métropolitains nationaux et mondiaux lorsque l'on connaît justement les statistiques de la mortalité en voiture, voire aujourd'hui en avion !

#### 4 Pour une éthique de l'aménagement du territoire à partir d'une meilleure prise en compte du « référentiel habitant »

Jacques Lévy conclut l'article en disant : « Nous sortons de l'âge des appartenances imposées et mécaniques pour entrer dans celui des solidarités discutées et délibérées<sup>16</sup>. La tempête apporte une «révélation» au sens photographique du terme : une image, devenue pour un instant hyperréaliste, de notre géographie commune, une invitation à réfléchir aux géographies

15 Cette distinction relève de l'opposition formalisée par J. Lévy et C. Grataloup entre les métriques topographiques et topologiques d'une part et les métriques hertziennes d'autre part. Elles sont clairement définies par C. Grataloup : « Les métriques topographiques sont celles d'un espace organisé par des déplacements matériels (des personnes et des biens) à la surface de la Terre (maritime ou continentale). On peut les différencier selon les instruments de transport (l'usage des moyens individuels ne produit pas les mêmes espaces que celui des moyens collectifs : le premier se traduit plus en aires, le second est plus réticulaire). [...] Les métriques topologiques sont évidemment celles des réseaux, dont les emprises au sol sont beaucoup plus ponctuelles. C'est, en particulier, le cas des transports aériens. [...] Enfin, avec les métriques que l'on pourrait qualifier d'hertziennes (terme à discuter), il n'y a plus de déplacement matériel des personnes ou des biens, mais recombinaison à distance (de voix, d'images ou de textes...) » (Grataloup C., 1999, 16).

16 Celles que les géographes appellent la nouvelle gouvernance. Voir notamment les ouvrages de Guy Saez, Jean-Philippe Leresche et Michel Bassand, 1997 et du GEMDEV (1999). Gouvernance qui relève plus encore aujourd'hui du vœu pieux que d'une réelle réforme de la démocratie participative, et cela autant du fait des institutions que des habitants eux-mêmes. Gouvernance qui se morfond alors encore souvent dans la *bien-pensance* démocratique et demeure encore trop soumise aux règles de quelques-uns (politiques, administratifs, chercheurs).

désirables » (Lévy J., 2000, 17). Mais ce désir n'est pas un désir de *chair*, mais un désir d'hyperréalité, un désir de grande personne raisonnable. Raison d'une géographie *commune* sans jamais que le commun (des mortels) ne soit interrogé quand à son désir d'être. En fait, toute l'analyse de Jacques Lévy consiste en une grande historicisation du territoire, avec souvent dans ce type d'approche une incommensurable réinterprétation de l'histoire<sup>17</sup>, avec ses oublis et ses mises en avant.

Le problème avec le poids de l'histoire, c'est que l'on vit au passé, on en perpétue les conditionnements, on en suit le mouvement inéluctable, ce processus auquel on ne réfléchit plus afin de savoir s'il peut être changé, mais dont on analyse froidement après-coup ce qu'il a changé. Jacques Lévy propose des perspectives mais elles sont entrevues à partir de la lorgnette d'une sécurité économique qui apporterait bonheur et félicité. Je ne disconviens pas des avantages que ce type de réflexion peut avoir, mais une géographie désirable ne relève pas (seulement) du bonheur financier. Le territoire ne se construit pas uniquement en vue de ce bonheur. Parler de sécurité ou de bien-être, ce n'est pas pour l'être-au-monde viser le confort et l'aisance, la solidarité et les rapports normalisés avec ses congénères, c'est bien plutôt entrevoir l'idée que chacun des actes qu'il pose, des plus sages aux plus violents, des plus gratuits aux plus réfléchis, concourent à structurer son territoire, en tant que ce territoire est l'extension même de son être-là qui est au-monde (Hoyaux A.-F., 2000), qui toujours prend et rend sens à ce monde non seulement à partir de ce qui est (dans une vision systémique de l'environnement naturel et social) mais aussi à partir de ce qu'il

17 En effet, qu'il a dû être coûteux, le temps des migrations de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et de la première moitié du vingtième ! Quel malheur qu'ait disparu cette chère sécurité de nos campagnes quand nous étions en nombre (en densité) au coin du feu ! Cette réinterprétation de l'histoire découle du fait que le chercheur ne peut jamais appréhender les conditions initiales à partir desquelles il juge les événements futurs qui se sont déroulés jusqu'à son analyse. Pourtant, il conçoit les effets de ces conditions initiales (alors même qu'il ne peut les déterminer) comme étant des réponses universelles dans le temps et l'espace. À ce propos, l'analyse épistémologique des sciences (physiques, sociales) établie par le célèbre philosophe anglais Karl Popper (1902-1994) montre que les historicistes confondent « lois générales » et « tendances générales ». Les historicistes « ne remarquent pas que les tendances générales dépendent de conditions initiales. Ils traitent les tendances comme si elles étaient aussi inconditionnelles que des lois. Leur confusion entre lois et tendances générales les fait croire en des tendances inconditionnelles (et par conséquent générales) ; ou, comme nous pouvons dire, en des tendances absolues ; par exemple, en une tendance historique générale vers le progrès — « une tendance vers un état meilleur et plus heureux ». Et, si tant est qu'ils considèrent une « réduction » de leurs tendances à des lois, ils croient que ces tendances peuvent être immédiatement dérivées de lois universelles seulement, telles que les lois de la psychologie (ou peut-être du matérialisme dialectique, etc.). Ceci, pouvons-nous dire, est l'erreur centrale de l'historicisme. Ses « lois d'évolution » s'avèrent être des tendances absolues ; tendances qui, comme des lois, ne dépendent pas de conditions initiales, et qui nous emportent irrésistiblement selon une certaine direction, vers l'avenir. elles sont le fondement de prophéties inconditionnelles, contrairement aux prédictions scientifiques conditionnelles » (Popper K., [1944] 1988, 161-162). Voir aussi chez Popper, les rapports éclairant entre d'une part, « pensée totaliste » et « théorie historiciste » ([1944] 1988, notamment section 24, 106-118), et d'autre part, « conception historiciste » et « activisme » ([1944] 1988, notamment section 1 et 17, 10-12 et 62-66).

est (dans une vision symbolique, dans une interprétation de ce système ou de certains éléments de celui-ci).

Il peut y avoir des habitants désirant vivre dans une hutte au fin fond de la forêt, dans un couvent, ou un immeuble délabré, comme il peut y en avoir d'autres qui aspirent à vivre dans un immeuble de standing ou une maison individuelle. Certaines personnes désirent se déplacer constamment, d'autres rester calées dans leur fauteuil. Certains ne peuvent plus bouger et s'évadent pourtant au loin dans leurs pensées. Une tempête ne change rien à l'affaire, ni la hausse, ni la baisse du dollar, ni la mondialisation substantifiée par une analyse macro-économique ou macro-culturelle. Car ce n'est pas parce que la mondialisation est un processus qui semble toucher les conditions de vie économiques, sociales, et culturelles de chacun que l'être-au-monde s'en trouve conditionné et existe (donc se projette au sens de Heidegger) dans ce Monde « mondialisé ».

Un Africain qui n'a accès à aucun des moyens de communication hyper-modernes d'aujourd'hui, qui ne « joue » pas à la Bourse, qui ne participe pas aux décisions politiques de son pays, peut comme tout européen moyen, en temps de paix (c'est-à-dire au moment où il peut construire ce qu'Anthony Giddens nomme sa « sécurité ontologique ») se sentir heureux et donner sens à son existence. De même, une personne âgée logeant dans une maison de retraite ne s'intéresse pas nécessairement à ce Lieu du Monde « Un », ni ne s'intéresse aux jugements, positifs ou négatifs, que des géographes ou des sociologues peuvent donner sur ses conditions de vie. Car ses relations en tant qu'être-au-monde ne peuvent se résumer à cela mais s'ouvrent au contraire sur des champs multiples quoique apparemment restreints. Relations à certaines personnes qui l'entourent, aux espaces de la maison de retraite, à tous ces lieux connus ou inconnus reparcourus par son imagination, mais aussi à toutes ces personnes vivantes, voire déjà mortes auprès de qui cette personne se rapproche au moins par ses souvenirs, qui certes sont peut-être perpétuellement ressassés mais tellement structurants dans le rendu présent de ses pensées.

La géographie désirable se passe donc des réseaux et des territoires, du choix de l'un plutôt que de l'autre. Elle n'est pas géo-référencable ni à l'un ni à l'autre, mais est toujours déjà référencée au monde de l'habitant qui se construit par le fait même de le construire. Monde qui devient explicitement alors un territoire, celui de l'habitant comme celui du chercheur. D'ailleurs ce dernier ne doit pas oublier qu'il n'est pas plus à même que n'importe quel habitant de s'extraire de ses propres intentions d'être-au-monde, celles d'un être désirant, par exemple, forcer les données pour les configurer à ses propres hypothèses théoriques.

Nonobstant, la fonction permet au chercheur de prendre la parole sur des sujets qui lui sont communs avec les habitants (aménagement du territoire, insécurité dans les villes, nouvelle gouvernance, etc.). Dès lors, cette implication, cette prise de parole qu'effectue le chercheur doit se garder autant que faire se peut de simplifier les analyses au regard de l'exemplifi-

cation d'une théorie générale. Car même s'il est tout à fait utile que les concepts, tels que ceux de territoire, de réseau, de métrique, soient investis de manière scientifique et demeurent un tant soit peu des éléments de la connaissance géographique pensés à l'écart de l'expérience du « simple » habitant, il reste qu'en retour le chercheur ne peut pas investir cette connaissance en interférant justement sur celle-ci par son seul investissement idéologique de... simple habitant. Soit le chercheur parle en tant que scientifique et alors il doit raison garder, soit le chercheur parle en tant qu'habitant et il n'a pas plus de vocation qu'un autre de donner son avis sur l'évolution du monde.

Université Joseph Fourier, Grenoble I  
Institut de Géographie Alpine  
14, avenue Marie Reynoard  
38000 Grenoble  
ahoyaux@iga.ujf-grenoble.fr

## Bibliographie

- Agnew John (1990), « Les lieux contre la sociologie politique », dans « Pouvoir, l'esprit des lieux: Visiter l'espace du politique », *Espaces-Temps : Réfléchir les Sciences Sociales*, n° 43-44, p. 87-94.
- Chivallon Christine et alii (1996), « Réseaux sociaux et territoires », in J.-M. Offner et D. Pumain (dir.), *Réseaux et territoires : Significations croisées*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. L'aube territoire, p. 137-171.
- Delapierre Michel (1995), « De l'internationalisation à la globalisation », in M. Savy et P. Veltz (dir.), *Économie globale et réinvention du local*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. Monde en Cours, p. 15-26.
- Dolffus Olivier (1999), « Mondialisation et gaz à effet de serre », *L'Espace Géographique*, n° 1, t. 28, p. 29-35.
- Dolffus Olivier, Grataloup Christian et Lévy Jacques (1999a), « Trois ou quatre choses que la mondialisation dit à la géographie », *L'Espace Géographique*, n° 1, t. 28, p. 1-11.
- Dolffus Olivier, Grataloup Christian et Lévy Jacques (1999b), « Le Monde : pluriel et singulier », in GEMDEV, *Mondialisation : Les mots et les choses*, Paris, Éditions Karthala, p. 81-120.
- Entrikin J. Nicholas (1991), *The Betweenness of Place: Towards a Geography of Modernity*, Macmillan Éducation, coll. Critical Human Geography, 196 p.
- Ferrié Christian (1998), *Pourquoi Lire Derrida ? essai d'interprétation de l'herméneutique de Jacques Derrida*, Paris, Éditions Kimé, coll. Philosophie-épistémologie, 220 p.
- GEMDEV (Groupe Mondialisation) (1999), *Mondialisation : Les mots et les choses*, Paris, Éditions Karthala, 358 p.
- Giddens Anthony ([1984] 1987), *La constitution de la société : Éléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, coll. Sociologies, trad. Audet M., 474 p.
- Giraut Frédéric et Vanier Martin (1999), « Plaidoyer pour la complexité territoriale », in F. Gerbaux (dir.), *Utopie pour le territoire : Cohérence ou complexité ?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. Société et Territoire, p. 143-172.
- Grataloup Christian (1999), « Représenter-penser un Monde mondialisé », *L'Espace Géographique*, n° 1, t. 28, p. 13-22.
- Heidegger Martin ([1927] 1964), *L'Être et le Temps*, Paris, Éditions Gallimard, coll. Bibliothèque de philosophie, trad. R. Boehm et A. De Waelhens, 324 p.

- Hervieu Bertrand et Viard Jean (1996), *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. Monde en cours, 157 p.
- Hoyaux André-Frédéric (2000), *Habiter la Ville et la Montagne : Essai de Géographie Phénoménologique sur les relations des habitants au Lieu, à l'Espace et au Territoire (Exemple de Grenoble et Chambéry)*, Grenoble, Institut de Géographie Alpine (Université Joseph Fourier), thèse de Doctorat, 780 p.
- Lacaze Jean-Paul (1995), « L'aménagement du territoire: faux débats et vrais enjeux », *Futuribles : analyse et prospective*, n° 199, p. 61-73.
- Lévy Jacques (1993), « A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire ? » dans « Les apories du territoire. Espaces, couper/coller », *EspacesTemps : Réfléchir les Sciences Sociales (Les Cahiers)*, n° 51-52, p. 102-142.
- Lévy Jacques (1995), « Paris métropolitains, réseaux et territoires de l'espace parisien », in J.-P. Leresche, D. Joye et M. Bassand (dir.), *Métropolisations : Interdépendances mondiales et implications lémaniques*, Genève, Georg Éditeur, coll. LUG, p. 57-73.
- Lévy Jacques (1999a), *Le Tournant Géographique : Penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Éditions Belin, coll. Mappemonde, 398 p.
- Lévy Jacques (1999b), « Une géographie visitée par le Monde », *L'Espace Géographique*, n° 1, t. 28, p. 23-28.
- Lévy Jacques (2000), « Après la tempête : territoires contre réseaux ? », *Le Monde*, mardi 11 janvier, p. 17.
- Piolle Xavier (1989), « Du territoire au réseau : Quel langage pour dire le mode de socialisation des espaces de proximité, l'articulation du micro-social à l'espace ? », in G. Zanetto (dir.), *Les langages des représentations géographiques (vol. 1)*, Venise, Università degli Studi di Venezia (Dipartimento di Scienze Economiche), Actes du Colloque International de 1987, p. 359-372.
- Piolle Xavier (1990), « Mobilité, identités, territoires », *Revue de Géographie de Lyon*, n° 3, vol. 65, p. 149-154.
- Piolle Xavier (1994), « Mobilités et territoires, le sens de l'espace en question ? », in P. Pellegrino (dir.), *Figures architecturales. Formes urbaines*, Genève, Anthropos-Economica, coll. La Bibliothèque des Formes, p. 135-143.
- Popper Karl R. ([1944] 1988), *Misère de l'historicisme*, Paris, Librairie Plon/Presses Pocket, coll. Agora, n° 22, trad. H. Rousseau, 214 p.
- Saez Guy, Leresche Jean-Philippe et Bassand Michel (dir.) (1997), *Gouvernance Métropolitaine et Transfrontalière : Action publique territoriale*, Paris/Montréal, L'Harmattan, coll. Logiques Politiques, 314 p.
- Savy Michel (1995), « Morphologie et géographie des réseaux logistiques », in Savy M. et Veltz P. (dir.), *Économie globale et réinvention du local*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. Monde en Cours, p. 85-94.
- Staszak Jean-François (2000), « Prophéties autoréalisatrices et géographie », *L'Espace Géographique*, n° 2, t. 29, p. 105-119.
- Vanier Martin (1995), « La petite fabrique de territoires, en Rhône-Alpes : acteurs, mythes et pratiques », dans « Les nouvelles mailles du pouvoir local », *Revue de Géographie de Lyon*, n° 2, vol. 70, p. 93-102.
- Veltz Pierre (1995), « Firmes globales et territoires : des rapports ambivalents », in M. Savy et P. Veltz (dir.), *Économie globale et réinvention du local*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. Monde en Cours série « Prospective et Territoires », p. 27-39.
- Veltz Pierre ([1996] 2000), *Mondialisation, Villes et Territoires : L'Économie d'Archipel*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Économie en liberté, 262 p.
- Vignaux Georges (1999), *L'argumentation : Du discours à la pensée*, Paris, Hatier, coll. Optiques Philosophie, n° 223, 79 p.





## Chapitre 3.2. Texte 5.

2004 : « La Nation et l'Etat belge existent-ils : Réflexions épistémologiques sur les constructions de l'objet géographique », *EspacesTemps.net - Le Journal*, Textuel, 17.02.2004, 14 p.

---

En théorie, ce texte avait été écrit pour un ouvrage collectif de notre laboratoire intitulé « L'effet géographique. Construction sociale, appréhension cognitive et configuration matérielle des objets géographiques » et dirigé par B. Debarbieux et M.-C. Fourny (2004). Ce dernier avait estimé que cela ne collait pas avec l'ouvrage et qu'il fallait retoucher sa construction. Chose sur laquelle je ne voulais pas revenir. C'est ainsi que je décidai de le proposer à une revue naissante tout au moins dans sa formule (d'édition sur le net), EspaceTemps.net, dirigée notamment par Jacques Lévy. Comme quoi la *disputatio* de 2002 dans *Les Annales de Géographie* avait eu du bon ! L'article fut quasiment accepté comme tel. Il est pour moi l'un des maillons importants de mon analyse des sociétés nationales contemporaines qui se racontent à travers un récit collectif (un storytelling dit-on aujourd'hui) plus ou moins partagé mais qui constitue pour les collectifs qui s'y réfèrent une sorte d'horizon mental proche d'une vérité « donnée » sur laquelle ces collectifs ne posent aucune critique réelle. S'y développe ainsi un manque de recul sur les déterminismes culturels que ces collectifs se donnent.

On retrouve bien alors cette idée de constitutivisme, à la fois au niveau individuel et collectif, les deux se générant mutuellement. En ce sens, *on* impose à la population (et elle s'impose alors) ce qu'Yves Barel appelle une société du vide (1984). Car ce « on » révèle et cache tout à la fois l'acceptation naïve et instinctivement identitaire des discours de quelques acteurs-porteurs de voix (*Fürsprecher*) qui savent proposer au bon moment un nouvel artefact territorial à travers la mise en fiction d'un ensemble de référents identitaires. Cette société se construit alors sans référence ou plutôt construit une référence artificielle sans se soucier de ceux qui sont les sujets mêmes vers qui elle est censée devoir évoquer voire provoquer quelque chose. Cette société du vide se définit alors par « l'autoréférence sans sujet », « celle qui ne fait appel à rien d'autre qu'elle-même pour s'exprimer. Mais "elle-même" n'existe pas, étant autoréférence sans sujet » (Barel Y., 1984, 216).

Dès lors l'histoire pourvoit à cette absence, à constituer de toute pièce un récit collectif qui fondera la nation ou au contraire la rendra aporétique. C'est notamment le cas de la phrase sur lequel démarre l'analyse de cet article : « *Il n'y a jamais eu de nation belge à proprement parler. La Belgique est un État artificiel* » (Hervé Hasquin, 2001). L'historien doit donc tenir lui aussi son rôle, comme le géographe, pour fonder les délimitations d'un imaginaire social, ne fût-ce qu'en incorporant à travers des personnages un espace légitime (Lévy J., 2004) de l'action de cette nation. En France, Ernest Lavisse impose ainsi l'idée que c'est « à l'enseignement historique [qu']incombe le glorieux devoir de faire aimer et comprendre la patrie [...] Nos ancêtres les gaulois et les forêts des druides, Charles Martel à Roncevaux, Godefroy de Bouillon à Jérusalem, Jeanne d'Arc, tous nos héros du Passé même enveloppé de légendes [...] Si l'écolier n'emporte pas avec lui le vivant souvenir de nos gloires nationales, s'il ne sait pas que nos ancêtres ont combattu sur mille champs de bataille pour de nobles causes, s'il n'a point appris ce qu'il a coûté de sang et d'efforts pour faire l'unité de notre patrie et dégager ensuite du chaos des institutions vieilles des lois sacrées qui nous ont faits libres, s'il ne devient pas un citoyen pénétré de ses devoirs et un

soldat qui aime son drapeau, l'instituteur aura perdu son temps » (1885, *Question d'enseignement national*, Paris, Colin, 210).<sup>3</sup>

Aujourd'hui, les récits sont toujours présents, comme le montre les contributions qui vont suivre et écrits en partie avec mes collègues du groupe ECOPOL. Mais ce récit dépasse les références au seul passé, il se projette aussi sur l'avenir, avec une certaine crainte sur la possibilité qu'il advienne. Le storytelling se déplace sur les champs de l'avenir du monde à travers le développement durable par exemple. Les évolutions des idéologies nationales pourvoient donc à la re-constitution d'un nouvel imaginaire national et l'ouvrage de Benedict Anderson ([1983]2002) a été un vrai choc théorique quant à l'appréhension de la mise en conformité, de l'institutionnalisation de cet imaginaire qui n'a en effet aucune volonté de demeurer dans le réel.

Yi-Fu Tuan en révèle déjà l'idée de manière intuitive dès les années 70 en évoquant le Québec. « *Le passé a fait ce qu'est aujourd'hui le Québec ; il lui a donné la province, ses paysages et sa culture distincte. Le géographe humaniste doit connaître le passé factuel de la province, mais le passé ne détermine pas l'identité actuelle du Québec. Son identité actuelle est en cours de création par les Québécois grâce à l'utilisation sélective de leur passé. Le passé, dans le sens d'une histoire reconstituée, est un arsenal pour la construction d'une conscience et d'une idéologie nationales. L'histoire reconstituée n'a pas besoin d'être réelle ; elle n'a besoin que d'un semblant de réalité* » (Tuan Y.-F., 1976, 272)<sup>4</sup>.

Au-delà de l'enjeu scientifique que j'ai voulu donner à ce texte, il faut rappeler également que mon intérêt était évidemment très généalogique puisqu'il me permettait de traiter d'un pays qui m'est cher, la Belgique (Voir HDR Tome 1 CV Détaillé). L'utilisation de la Belgique se voulait exemplaire, au sens premier du terme, c'est-à-dire représentatif des constructions référentielles qui s'effectuent autour des configurations territoriales imaginées et des identités induites qui leur sont associées.

Mon objectif était alors de poser une réflexion théorique sur les liens entre objet géographique, objet spatial et configuration territoriale, trois concepts rattachés de fait aux référents sociaux, spatiaux et temporels qui sont à la base de leurs constitutions (peuple, ethnie, langue, institutions, territoire, etc.). Il importait de bien différencier et de montrer les liens entre d'un côté les notions d'Etat et de nation comme objets géographiques, et la Belgique, l'espace wallon et flamand comme objets spatialisés, et de l'autre côté l'ensemble des configurations territoriales qui suivent et correspondent aux référents cités précédemment mais qui sont sans cesse en mouvement, réajustés en fonction du contexte. De l'analyse de leur dialectique, il m'importait de montrer que ces réajustements avaient un rôle sur la façon de penser les objets spatiaux, et que c'est par la transformation des référents du fait de la subjectivité de celles et ceux qui les manient que ces objets spatiaux peuvent être modifiés dans leurs substances à la fois idéelles et matérielles (Godelier). En cela, je pouvais de nouveau montrer l'effet performatif à travers l'étude des discours (Austin), qu'ils soient ou non scientifiques, sur l'objet géographique et le référent territorial. Car ils sont des produits de l'esprit humain plutôt que des éléments

---

<sup>3</sup> Je fais ici un clin d'œil amical au dur labeur de Michel Lussault comme président du comité des programmes du secondaire.

<sup>4</sup> « The past makes Quebec what it is today ; it has given the province its distinctive landscape and culture. The humanist must know the province's factual past, but the past does not determine Quebec's present identity. Its present identity is being created by the Quebecois through the selective use of their past. The past, in this sense of reconstituted history, is an arsenal for the forging of a national consciousness and ideology. Reconstituted history need not be real ; it needs only the semblance of reality ».

naturalisés qui les auraient générés : vallées ou plateaux géomorphologiques, comme sous-entendus par certains géographes belges contemporains.

En cela, je prolongeais mes travaux sur cet effet performatif au niveau de la parole des scientifiques eux-mêmes quand elle sort de leur crédo universitaire et s'applique à sa médiatisation plus ou moins politique. Après avoir analysé la portée constitutive sur l'imaginaire collectif des portées idéologiques des travaux géographiques de Jacques Lévy, j'opérais de la même manière sur les travaux de l'historien renommé Hervé Hasquin, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles, mais ayant aussi une place de choix sur l'échiquier politique de l'époque. Pour moi, si l'engagement politique et le raisonnement scientifique sont producteurs de deux discours distincts, obéissants à des codes et des attentes différentes, ce n'est néanmoins pas le couple objectivité-subjectivité qui les différencie : la subjectivité du chercheur est certes plus complexe à repérer que celle de l'acteur politique, mais elle existe, malgré les précautions instaurés par la méthodologie scientifique. A la rigueur, cela est plus dangereux, d'un côté pour ceux à qui le message s'adresse et qui fait autorité, mais aussi de l'autre, à celui qui le produit et à qui l'on demande de prendre de la distance avec lui-même.

Au-delà, cet article avait pour but de poursuivre mes travaux sur les constructions identitaires et territoriales. Celles-ci n'étaient plus analysées au niveau de l'habitant comme énonciateur des référents qui en constituent sa réalité mais au niveau de celles et ceux qui instituent des éléments, des objets comme référents pertinents à un moment de l'histoire de ce territoire imaginé ou de cette identité artefactuelle. Ce territoire et cette identité et l'ensemble des référents qui y sont associés pour en donner une cohérence ressortissent à la notion d'« appareil » chez François Flahault. Ce dernier rappelle ainsi qu'« il importe au bon fonctionnement d'un *appareil* que le plus grand nombre croit qu'il fonctionne essentiellement sur la base de règles et des critères qu'il promet en tant qu'*institution* : les individus qui ressortissent aux finalités et aux systèmes de places implicites d'un appareil s'y pliant d'autant mieux qu'ils se le représentent comme institution » (1978, 144-145). Et il n'y a rien de mieux que l'autorité scientifique pour « instituer » des critères à une réalité à travers la performativité du discours tenu. La part croissante de médiatisation de la parole scientifique et de ses argumentaires plus ou moins chiffrées qui en donnent un surplus de valeur, le démontre tous les jours. Il n'y a en effet rien de plus rassurant que de pouvoir se référer à des justifications objectives qui ne seraient donc pas critiquables. Cette objectivation permettant le classement le rangement de soi parmi les choses du monde. Je suis de quelque part (en tant qu'inscrit dans un espace et dans une identité) pour des raisons intangibles liées à des réalités généalogiques ou géographiques instituées par la science (cf les conflits idéologiques sur les programmes du collège en histoire-géographie). Être Français, c'est se reporter à ses substances spatiale et historique perpétuellement ré-énoncées comme réalités intangibles autour de personnages (Clovis, Charlemagne, Louis XIV, Napoléon, De Gaulle), d'évènements (La Révolution Française), d'éléments paysagers (le massif Central, les Alpes, les Pyrénées, la Beauce, la Brie, etc.) de régions, de limites (les mers, les fleuves, les montagnes).

Je voulais également lutter contre l'idée que cette période de mondialisation et de mobilité supposées plus intenses engendreraient des constructions identitaires et territoriales plus intenses que par le passé. La mondialisation impliquant soi-disant une fragmentation territoriale et identitaire plus importante qui se remarquerait à travers les replis régionaux « actuels ». Là encore, l'erreur serait de croire qu'il n'y a pas une substantialisation de l'interprétation que nous opérons sur la réalité. Certes, il est possible que nous l'interprétions et la vivions comme telle mais elle reste le moyen opératoire de faire advenir la configuration territoriale et identitaire que nous voulons constituer.

Les travaux de Michel Lussault nous permettent alors de garder l'esprit critique par rapport à ces configurations territoriales instituées car visibilisées. En effet, selon lui, il faut rapprocher les dimensions spatiales et les substances sociales des sociétés. Les spatialités développées par les différents substrats sociaux d'une société ne sont jamais là que pour offrir à un instant « t » une visibilité à ces mêmes substrats sociaux. Et c'est sur cette mise en visibilité que s'appuient les politiques pour légitimer leurs actions. « Cette advenue au visible, cette présentation aux regards, semble un processus-clef dans le fonctionnement des sociétés. Cela paraît particulièrement net dans le domaine politique, où le besoin de rendre visible l'action légitime sur l'espace légitime pousse à instrumentaliser sans cesse l'espace matériel : celui-ci, bien plus que la seule action sur le social, la culture, etc. est immédiatement signifiant des actes entrepris, constitue un matériau d'élection pour le pouvoir politique » (in Lévy J. et Lussault M., 2003, 997). Comme pour l'article précédent, on comprend tout l'intérêt que revêt pour le politique et dans une moindre mesure pour le scientifique l'instrumentalisation des référents identitaires et territoriaux. Et puisque la notion d'éthique fait florès, il serait bon que le chercheur en appréhende les contours et se sente imprégner de ses propres limites quant à son objectivité supposée par sa description prétendument distanciée. Travailler sur la Belgique n'en était pour moi que plus paradoxal.

# Espacestems.net

Penser les humains ensemble.

## La nation et l'État belge existent-ils ?

Par André-Frédéric Hoyaux. Le mardi 17 février 2004

« Il n'y a jamais eu de nation belge à proprement parler. La Belgique est un État artificiel. »

Hervé Hasquin, L'Express, 17 Juillet 2001.

Cette déclaration à l'hebdomadaire *L'Express* du Ministre-président de la Communauté Wallonie-Bruxelles a de quoi interpellier les géographes sur l'utilisation qui est faite des concepts de « nation » et d'« État » par les acteurs politiques dès l'instant qu'ils sont spatialisés. Loin des appréciations communément admises, une fois appliquées au contexte belge, cette déclaration semblait indiquer une transformation profonde, ou plus sûrement une interprétation jusqu'alors erronée de la part des acteurs censés participer de la compréhension de ces objets spatiaux « Belgique » et « nation belge ». Ces transformations profondes ou ces interprétations erronées interrogent alors sur l'évolution des configurations spatiales et sociales (le territoire, l'ethnie, le peuple, les institutions, etc.) qui matérialisent habituellement ces objets spatiaux (l'État, la nation)<sup>1</sup>.

Pour répondre à ces questionnements, et au-delà pour réfléchir au concept d'*objet géographique*, l'ensemble de la démarche proposée ici tournera autour d'une réflexion sur les liens efficaces entre *objet spatial* et *configuration territoriale qui interfère dans la construction de cet objet géographique*. En effet, l'objet géographique relève selon cette démarche d'une mise en tension entre l'objectivité a-temporelle de l'objet spatial et l'objectivation située, datée, socialisée de la configuration territoriale. Celle-ci concourt à réfléchir :

1. *aux relations entre les processus d'objectivation des objets spatiaux et d'auto-référence des configurations territoriales*. L'objet spatial est ici compris comme une catégorie scientifique hors du temps, hors des lieux et hors des groupes sociaux qui le constitue, alors que la configuration territoriale doit être interprétée comme la matérialisation tout à la fois, ou seulement partiellement, située, datée et socialisée d'une figure, qu'elle soit plutôt spatiale (un territoire) ou plutôt sociale (un collectif) ;



2. *aux transformations référentielles du champ sémantique associé habituellement et jusqu'à présent aux objets géographiques utilisés (ceux d'État et de nation belges) ; c'est-à-dire en quoi le sens des référents spatiaux se trouve déplacé par ce à quoi il réfère habituellement dans leur matérialité contextuelle, et en quoi la transformation de la référence rend obsolète ou non l'objet géographique qui le désignait jusqu'alors. C'est notamment le cas si l'on pense aux transformations des États souverains en des entités territoriales à forte subsidiarité ou à une nation une et indivisible qui se transforme en des collectivités territoriales multiculturelles. Les résultats efficients rendant abscons l'objet géographique jusqu'alors opératoire ;*

3. *aux structurations et aux agencements des configurations territoriales associées à ces objets géographiques, que cela soit dans leur forme spatiale, sociale ou temporelle. En effet, une fois l'objet géographique ré-ajusté au territoire qu'il représente communément pour ceux qui le manipulent (l'État souverain devenu États-régionaux ou la nation une et indivisible devenue multiple, nations-communautés), l'objectivation ne s'applique plus forcément aux mêmes objets : l'histoire n'a plus le même pas de temps, l'espace n'a plus la même étendue, la société n'a plus la même dimension agrégative.*

L'intérêt de la déclaration d'Hervé Hasquin, qui sera le fil rouge de ce développement, est qu'elle se place justement dans un entre-deux : se trouve d'une part *l'objectivation* des objets géographiques dans l'analyse de leur spatialité et de leur historicité contemporaine (la nation et l'État belge) ; d'autre part leur *politisation* en tant que configurations territorialisées, en tant que récits ajustés à une nouvelle conscience historique des uns et des autres au sein de la Belgique d'aujourd'hui. En effet, la carrière politique d'Hervé Hasquin fait suite à une carrière universitaire d'historien. Si son discours se veut objectivant et fondé sur une analyse scientifique du passé (marquée par de très nombreux ouvrages sur le sujet), son projet politique tend à impulser un futur ne prenant plus en compte les mêmes configurations territoriales (la région plutôt que l'État ; la communauté plutôt que la nation) et donc ne s'appliquant plus forcément aux mêmes objets géographiques. En quelque sorte, le contenu de son discours se veut l'effet de sa cause car, derrière celui-ci, *c'est moins la vérité scientifique qui s'énonce que le projet politique qui s'élabore.*

Pour lui, ce qu'il faut trouver pour comprendre le problème belge, celui des fractures et des tensions communautaires, est justement l'inverse de ce que l'on a toujours cherché et cela justement car on s'est trompé d'analyse. Ce sont moins les objets géographiques qui posent problèmes, puisque l'on peut penser qu'il y avait une nécessité de créer des États et des nations dans cet endroit de l'Europe, que les configurations territoriales auxquelles on s'est référé : un seul territoire là où deux, trois voire quatre auraient été nécessaires. Si l'État ou la nation interroge, c'est avant tout à travers l'étendue, la communauté et le pas de temps, qui en matérialisent la réalité spatiale, sociale et historique. C'est donc moins l'objet géographique qui doit nous aider à comprendre le territoire que les configurations territoriales qui doivent nous révéler la valeur, en forme et en sens, de l'objet géographique.

Cette mise en perspective, qui éclaire ce nouveau sens, n'est cependant pas anodine dans le contexte du discours d'Hervé Hasquin, car elle est le fait d'un acteur censé représenter politiquement un sous ensemble de la société, de la culture à laquelle il se

réfère. La Communauté Wallonie-Bruxelles correspond en effet ni plus ni moins à la communauté francophone de la Belgique et ses pouvoirs se sont progressivement étendus (notamment aux niveaux sociaux, culturels et éducatifs) et autonomisés vis-à-vis de l'État-nation « Belgique » depuis la nouvelle constitution élaborée par les divers parlements en 1993, puis mise en application depuis 1995<sup>2</sup>.

Le cas de la Belgique permet de réfléchir aux liens entre objet spatial et configuration territoriale car il met clairement en évidence<sup>3</sup> :

1. *le processus d'objectivation* qui a amené Hervé Hasquin à dématérialiser ces référents communément admis qu'étaient la nation et l'État belge, et à les rematérialiser en de nouvelles configurations de formes et de sens. Pour ce faire, j'étayerai mon discours à partir des travaux qu'il a lui-même effectués en tant qu'historien sur *L'historiographie et la politique en Belgique* ([1981] 1996) et je montrerai comment ses travaux s'inscrivent dans la transformation profonde d'un discours de l'intelligentsia francophone, et plus particulièrement wallonne (en tout cas auto-proclamée comme telle), qui traite de ce sujet en Belgique depuis une quinzaine d'années au sein de l'Institut Jules Destrée<sup>4</sup>. Le dernier objectif de cet Institut est de réfléchir, de façon similaire aux travaux de la DATAR, à la « Wallonie 2020 » à partir d'« une offre de réflexion citoyenne » et d'« une démarche participative ».

2. *le processus de transformation* des objets géographiques « État » (la Belgique) et « nation » (belge) non en tant qu'ils sont des objets spatiaux, des entités objectivées, mais en tant que leur spatialisation, la structuration de leur forme s'en trouve changée. Ainsi, que cela soit la Flandre, la Wallonie ou Bruxelles-Capitale, ces trois régions revendiquent toute leur progressive autonomie politique, les unes en tant qu'entité fédérée (la Wallonie), les autres en tant qu'entité confédérée voire *in fine* étatique (la Flandre). La Constitution de 1993-1995 a par exemple créé une séparation modifiant les contours territoriaux des anciens niveaux administratifs. C'est le cas des provinces et notamment celle du Brabant qui s'est vu découpée en une partie wallonne et une partie flamande. On peut donc remarquer que l'objet spatial n'a pas disparu mais sa structuration matérielle et culturelle s'est transformée. Et si le territoire et la nation s'en trouvent à chaque fois réduits dans leurs dimensions spatiales et sociales, cette transformation semble conforter l'unicité de ceux qui les fondent. Ce processus résulte d'une construction qui, bien qu'avant tout imaginée, se matérialise dans la réalité et transforme à son tour les façons de faire et d'être de ceux qui l'ont construite : les langues parlées, les légendes racontées, les drapeaux affichés... et jusqu'aux couleurs des mobiliers urbains utilisés (blancs et rouges en Wallonie ; jaunes et noirs en Flandre) !

### **Petite histoire des constructions référentielles de la nation belge et de ceux qui en parlent !**

Il est toujours hasardeux de réécrire l'histoire d'un pays et encore plus celle de sa (de ses) nation(s). Il est alors encore plus hasardeux d'écrire sur cette réécriture, de réaliser en quelque sorte une petite histoire (celle proposée ici) de la grande histoire (celle que propose Hervé Hasquin) ! Sauf peut-être si l'on s'attache seulement aux *constructions imaginées* dont cette réécriture a fait *l'objet* (par les historiens contemporains par exemple), c'est-à-dire à la question suivante : en quoi cet objet

spatial éclaire-t-il le processus de ces constructions imaginées à travers le temps (depuis que la Belgique existe, si toutefois elle existe !) mais aussi et surtout la conscience historique de celui qui opère cette historicisation de l'histoire, en l'occurrence l'historien lui-même ?

Parler de constructions imaginées, c'est alors concevoir d'une part que la nation est « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » (Anderson, 1996, p. 204) et qu'elle existe seulement « quand un nombre significatif de membres d'une communauté considère qu'ils forment une nation ou se conduisent comme s'ils en formaient une » (Seton-Watson, 1977, p. 5). D'autre part, c'est accepter l'idée que l'évolution de cette nation qui participe *de* et à « tous les profonds changements de conscience [de ceux qui la composent à travers le temps] s'accompagne d'amnésies caractéristiques. De ces oublis, dans des circonstances historiques spécifiques, naissent des récits » (Anderson, 1996, p. 204). De ce fait, il faut comprendre que si ces récits sont l'essence même des constructions imaginées de tous les acteurs à travers le temps, ils le sont aussi pour ceux qui font l'historicité de l'objet géographique (l'État, la nation). Car « une conscience historique, qui s'est proposée d'être vraiment concrète, doit se considérer elle-même déjà comme phénomène essentiellement historique » (Gadamer, [1963] 1996, p. 90).

L'intérêt de cette partie ne porte donc pas seulement sur l'objectivation de l'histoire de la Belgique, ou plutôt sur l'objectivation de son récit, mais également sur l'organisation référentielle qui en est faite par les historiens contemporains, et plus particulièrement par Hervé Hasquin, qui est justement l'un de ses plus éminents représentants. Cela permet alors d'un côté d'analyser les points d'inflexion des différentes périodes de constructions référentielles supposées des divers acteurs ayant participé à la fondation de la nation et de l'État belge à travers l'histoire, et d'un autre côté de comprendre comment Hasquin réinterprète l'histoire au travers de sa propre histoire.

### **De la Belgique zéro et déjà divisée...**

Dès l'introduction de son principal ouvrage sur l'historiographie de la Belgique, Hasquin pose les jalons d'une lecture dirigée de la fondation de l'État et de la nation belge. Cette lecture qui questionne répond pourtant avant l'heure à ce qui deviendra quelques années plus tard une certitude. En effet, si l'intitulé du premier chapitre de la première partie de son ouvrage datant de 1996 est en forme d'interrogation : « Un État artificiel ? », il y répond par l'affirmative quelques années plus tard dans sa déclaration à *L'Express* : « La Belgique est un État artificiel ». De même que la réponse était déjà dans la question de par sa formulation, on s'aperçoit que pour l'historien, comme pour le politique, qui se cache derrière l'auteur, c'est le chemin qui mène à la nécessité d'ouvrir un champ d'analyse, à défendre tel point de vue plutôt qu'un autre, qui interpelle et montre la pertinence d'accorder de l'importance à tel projet politique, autant qu'à la scientificité ou à la véracité des propos qu'il comporte implicitement. Car, en ouvrant ce champ critique, il *déconstruit*, *défigure*, progressivement une configuration territoriale instituée et *a contrario reconstruit*, *reconfigure* intentionnellement ou non d'autres configurations territoriales.

Ce choix est ici d'importance puisque qu'il a pour effet de dissoudre dès le début de

l'énoncé d'Hervé Hasquin les conditions intrinsèques de l'unité foncière de la nation et de l'État belge et d'établir alors leur séparation comme étant ontologiquement inévitable. Cette explicitation historique se transmet alors logiquement sur le plan de son investissement politique. Pour lui, il n'y a plus de nécessité aujourd'hui ni de perdurer dans l'erreur, dans le pastiche, ni de garder une quelconque nostalgie vis-à-vis de quelque chose qui n'a pas de fondements essentiels. Pour en arriver à cette conclusion d'une désunion foncière de la nation et de l'État belge, il est intéressant de montrer qu'il choisit, à l'inverse de nombreux historiens du 19<sup>e</sup> siècle, de commencer l'histoire de la nation et de l'État belge en 1830 sans resituer cette naissance dans le contexte de leur avènement potentiellement commun (la nation se surimpose à l'État) ou séparé (la nation ne se surimpose pas à l'État), sans expliciter, en quelque sorte, les conditions qui ont permis qu'ils se réalisent chacun à leur niveau.

Par exemple, au niveau de l'origine de la nation belge, il ne fait aucun cas, comme souvent dans les manuels, les dictionnaires (*Le Petit Robert*, *Le Larousse*) ou les encyclopédies contemporaines (*Encarta*, *Encyclopedia Universalis*), de l'histoire des peuples celtes, les *Belgae*, qui auraient donné le nom de Belgique et qui se seraient installés dès le 4<sup>e</sup> siècle avant JC sur les territoires correspondants à peu de chose près à la Belgique actuelle. Concernant l'État belge, il fait fi des périodes médiévales qui ont vu l'institution d'un véritable État, très proche du territoire actuel, mis en place par les Comtes de Flandre vers la fin du 12<sup>e</sup> et au début du 13<sup>e</sup> siècle ou plus encore des onze mois d'existence en 1790 des États-Belgiques Unis créés suite à la révolte brabançonne contre les Pays-Bas Autrichiens. Il ne parle de ce dernier événement qu'au chapitre 7 de son ouvrage consacré à Bruxelles et encore pour en démontrer immédiatement la prétendue logique d'édification originelle de l'État belge.

Hasquin revient également très peu sur l'édification des neuf Provinces que l'on connaissait en Belgique jusqu'à la nouvelle Constitution de 1993-1995 (qui a divisé la province du Brabant en deux : le Brabant-Wallon et le Brabant-Flamand) et qui résultait en grande partie de l'annexion de la Belgique à la France en 1794. Quasi tous les chefs-lieux des provinces correspondant d'ailleurs à ceux que l'on connaît aujourd'hui (sauf Hasselt et Arlon remplacé à l'époque par Maastricht et Luxembourg). Ces oublis sont essentiellement dus à une position de principe de la recherche en histoire contemporaine. Sa volonté est d'effacer toute lecture génétique ou ontologique dans l'analyse de la création d'un État ou d'une nation, et d'éviter alors d'interpréter ces créations comme relevant d'évidences logiques, comme si cet État et cette nation avaient toujours déjà été présents dans leurs fondements actuels et avaient en quelque sorte attendus le coup de pouce du destin pour se révéler dans leur réalité actuelle.

Cependant, on peut s'interroger sur la pertinence de cette position concernant Hasquin. En effet, en quoi un État artificiel (ce qu'Hasquin dit de la Belgique depuis qu'elle existe) a plus de poids que les artifices des lectures historiques communes que fournissent les littératures grises de moindre importance (manuels, dictionnaires, encyclopédies). Elles en ont plus si on balaie la force du mythe qu'elles supposent. Dès lors, le mystère de l'institutionnalisation de la nation et de l'État doit faire place à la contemporanéité de sa construction. Mais de ce fait, le flux et le reflux des limites spatiales et sociales de l'objet géographique sont conditionnés par le flux et le reflux des constructions territoriales qui s'élaborent au gré des consciences (des

inconsciences ?) historiques.

## De la Belgique une et indivisible...

Si la Belgique de la révolution de 1830 est une Belgique une et indivisible, c'est essentiellement, selon les historiens, parce que sa nation se construit de concert contre les anciens envahisseurs et l'idéologie qu'ils représentent : l'orangisme protestant des Pays-Bas de Guillaume 1<sup>er</sup> (empire auquel appartenait ce nouvel État) et l'anticléricisme de la France certes devenue monarchiste mais conservant, au regard des Belges, des idées républicaines datant de 1793 (empire auquel avait appartenu toujours ce même nouvel État de 1795 à 1815). Toutefois, il est clair que cette opposition commune, de façade et de principe, est déjà distincte, pour certains édiles de l'époque, entre ceux qui s'opposent fermement aux Pays-Bas et aimeraient se rattacher à la France (c'est le cas des Réunionnistes wallons de la Province de Liège) et ceux qui s'opposent fermement à la France et veulent se rattacher aux Pays-Bas (c'est le cas des Orangistes flamands de Gand et d'Anvers notamment). Cette opposition croisée qui paraît relever uniquement de considérations idéologiques a aussi et surtout des motivations économiques : l'ouverture des marchés français et hollandais pour les industriels et commerçants des régions wallonnes et flamandes les plus actives en ce domaine.

Pour nier cette dualité persistante, l'unilinguisme francophone reste de rigueur dans l'économie et l'administration belge. Les couches aisées de la Flandre parlent le Français et seuls les paysans de ces contrées utilisent encore un patois proche du Néerlandais. La préservation d'une seule langue nationale doit, selon les édiles du nord comme du sud de la Belgique, ancrer la nation dans une unité efficace. Ainsi, avant même sa formation en tant qu'État, Willems, chantre du mouvement flamand (mais à l'époque, et on l'oublie souvent aujourd'hui, plus pour son opposition aux Néerlandais qu'aux francophones), déclarait que « consacrer le principe d'une égalité de droit entre deux langues d'un même pays, c'est alimenter ces haines nationales [...] Aussi les gouvernements bien constitués de l'Europe se gardent-ils de suivre un principe si destructif de l'ordre public » (cité par Hasquin, 1996, p. 30).

Pour autant, il ne faut pas oublier que cet accord apparent entre les bourgeoisies francophone et néerlandophone, relève surtout de la position majoritaire des premiers sur les seconds au suffrage censitaire de l'époque. La bourgeoisie francophone ne pouvant concevoir qu'il y ait une autre langue officielle que le français. D'ailleurs, dès 1840, des pétitions dénoncent les injustices linguistiques et demandent un bilinguisme dans l'administration et l'enseignement en Flandre. Indépendamment des dialectes différents (langue thioise pour les Flamands et romane pour les Wallons) que parlent les uns et les autres, les arguments positifs de l'union ont également du mal à naître au sein de communautés socio-économiques très différentes : la Wallonie industrielle (bassin houiller et sidérurgique, textile) et la Flandre plus agricole. Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, cette dualité est pourtant niée par les historiens, fervents patriotes d'une Belgique unitaire, et cela en montrant le caractère racial et religieux unique des Wallons et des Flamands.

En ce qui concerne la race, en 1867, le comte de Liedekerke affirme : « Ainsi donc, la nation belge, dans ses limites actuelles, bien qu'elles ne soient pas exactement tracées

par des montagnes ni par des fleuves, constitue un être moral, vivant d'une vie qui lui est propre, formant un tout compact et homogène solidement attaché à sa dynastie, à ses institutions et à son indépendance. Si les Wallons et les Flamands diffèrent par la langue, ils sont frères par le sang, car les uns comme les autres sont issus de la même race germanique. Cette identité d'origine malgré les apparences contraires, est attestée par les documents historiques les plus irrécusables » (cité par Hasquin, 1996, p. 36-37).

En ce qui concerne la religion, il est clair que « dès l'origine de l'État belge, l'Église s'est affirmée comme le meilleur rempart contre l'irrégentisme français et l'orangisme, car elle ne voudra plus entendre parler des protestants hollandais ni de la France anticléricale. Ce rôle, l'Église continuera à le jouer. Les milieux qui lui sont favorables affirmeront que la spécificité de la "nation belge" est sa religion » (Hasquin, 1996, p. 38). Et cela alors que nombre de régions wallonnes sont infiltrées par les idées révolutionnaires de la France de 1789.

Ce caractère uniciste de la race et de la religion est raillé par Hasquin. Il en déconstruit très clairement l'idéologie faite selon lui de « convictions » émises non par des historiens mais par des « autodidactes ou des érudits sans formation scientifique, soucieux avant toute chose de trouver dans le passé des motifs d'exalter la fierté et l'unité nationales » (Hasquin, 1996, p.38). Pour lui, la construction imaginée de l'époque met en lumière la germanité supposée de l'ensemble de la Belgique et cela en exacerbant l'histoire des Comtés de Flandre et en minimisant celle des principautés wallonnes. Pour étayer son discours, il insiste sur les années 1875 qui voient selon lui naître l'objectivation de l'histoire. A cette époque, on assiste à une mise en perspective par les historiens d'une dualité raciale, linguistique, religieuse de la Belgique. Cette nouvelle conception va alors transformer profondément l'organisation socio-politique du pays. Mais Hasquin n'éclaire pas les effets induits des uns (le changement de point de vue des historiens sur l'histoire de la Belgique) sur les autres (le changement des représentations socio-politiques de la nation belge). Car si l'histoire affine ses recherches dès 1875, celle-ci se fonde également sur l'exacerbation de données immanentes ayant plus de rapport avec l'intuition qu'avec l'objectivation scientifique. Vanderkindere, l'un des plus éminents historiens de l'époque, en fait implicitement la démonstration : « En thèse générale, la distinction des deux fractions de la population belge est frappante, et ce qui le prouve avec évidence, c'est la différence de leurs mœurs, de leurs aspirations, de leur manière de penser et d'agir, en un mot, de tout leur caractère » (cité par Hasquin, 1996, p. 42).

Sans aller jusqu'à montrer que cette différenciation provient du cadre physique<sup>5</sup>, on peut se demander jusqu'à quel point Vanderkindere naturalise les différences entre Wallons et Flamands sur des caractères comportementaux impalpables, avant même de trouver les arguments qui en matérialisent la scientificité. C'est d'ailleurs l'un des *hiatus* de l'historiographie proposée par Hasquin car sa critique première des argumentations historiques n'est pas superposée avec une critique seconde sur sa propre argumentation. Plusieurs fois, Hasquin éclaire ainsi la scientificité de certains historiens plutôt que celle d'autres pour appuyer et dévoiler sa propre mise en scène de l'histoire – la vraie ! – mais aussi ses positions politiques.



## De la Belgique deux et unifiée...

A partir de 1875, les discours d'unicité immanente et « prétendue » de la race et de la religion catholique vont progressivement être abandonnés. L'unicité constitutive du peuple belge et de la Belgique va progressivement laisser place à l'union dans les différences. De ce fait, les référents territoriaux, ceux de la langue, de la race et de la religion vont se métamorphoser, de *l'unicité une et indivisible* en une *unité dans la dualité*. Tout d'abord, celle des langues, avec en 1873 « la reconnaissance au plan légal du caractère bilingue du royaume » (Hasquin, 1996, p. 41) jusqu'alors unilingue de langue française ; ensuite, celle des races, avec l'abandon de la généalogie prétendument germanique du peuple belge et sa substitution par une démonstration ethnologique que « *la population de la Belgique est en partie celtique [les Wallons], en partie germanique [les Flamands]* » (Vanderkindere, 1872) ; enfin celle des conceptions philosophiques, très religieuses en Flandre, mais plutôt laïques, voire athées dans la Wallonie industrielle.

Cette évolution institutionnelle vers un État bilingue va renforcer l'idée d'une dualité ontologique du peuple belge. De ce fait, les catégories explicatives de l'objet spatial se transforment et amènent certains historiens majeurs de l'époque comme Godefroid Kurth ou Henri Pirenne, à abandonner toute référence généalogique, historique, pour refonder l'unité par le projet commun qu'avait institué la constitution du royaume et les constructions territoriales des uns comme des autres sur les mêmes axiomes fondamentaux : « nulle part, en Belgique, l'on ne croyait qu'il fallût parler la même langue pour avoir la même patrie. Ce qui constituait la nationalité, ce qui reliait entre eux les citoyens d'un même pays, ce n'était pas l'idiome qu'ils parlaient, c'était l'attachement au même principe et aux mêmes institutions, c'était la jouissance des mêmes droits civils et politiques, c'était la profession du même culte et l'amour du même foyer » (Kurth, 1898, p. 15).

Cette époque inscrit donc l'unité de la nation sur un respect mutuel de l'État (ces principes, ces institutions) et non sur l'unicité supposée du sang, de la race, de la langue des différentes communautés.

## De la Belgique multiple et divisée...

Mais dès l'instant où l'État et ses institutions vont s'affaiblir, les conflits ethnolinguistiques vont progressivement redevenir des éléments d'achoppement entre les Flamands et les Wallons. Cet affaiblissement de l'État sera criant à partir de 1950, suite à « la question royale ». Celle-ci fait suite à l'attitude ambiguë de Léopold 3, roi des Belges, durant la seconde guerre mondiale. Celui-ci capitule sans condition le 28 mai 1940 et refuse de suivre le gouvernement belge en exil qui rompt politiquement avec lui. A la fin de la guerre, le parlement décide d'installer le frère de Léopold 3, le prince Charles, comme régent. Cette régence dure jusqu'en 1950 où un référendum national exacerbe les oppositions entre les Flamands favorables au retour de Léopold 3 et les Wallons qui y sont fortement opposés. La surreprésentation démographique des Flamands lui assure cependant la possibilité d'un retour mais le Parlement s'y oppose. Après de nouvelles élections, il peut enfin revenir mais des grèves, des manifestations bloquent progressivement le pays au bord de la guerre civile. Il doit donc abdiquer pour son fils Baudouin un mois après son retour.

Cette « question royale » est en fait le résultat d'un ensemble complexe de conditions qui prennent corps à la fois dans des ressentiments et des systèmes de valeurs différents. Tout d'abord, la différence de traitement des Allemands vis-à-vis des populations flamandes et wallonnes est stigmatisée par ces derniers qui la jugent à eux défavorable, du fait selon eux de la collusion des Flamands avec de nombreux mouvements fascistes pro-allemands. Ensuite, l'opposition socio-politique entre des Flamands monarchistes et catholiques et des Wallons républicains et athées s'exacerbe. En 1954, la mise en lumière de la collaboration avec les Allemands des partis traditionnels flamands participant au gouvernement belge finit de décrédibiliser le pouvoir de l'État unitaire. Les scissions communautaires se succèdent alors rapidement et une frontière linguistique sépare la Belgique dès 1962. Celle-ci modifie alors le statut linguistique des communes (notamment à Bruxelles) et entraîne la modification des tracés de deux provinces, celle du Hainaut (qui récupère la commune de Mouscron) et du Limbourg (qui récupère celle des Fourons). En 1968, suite à des affrontements entre Wallons et Flamands, l'Université de Louvain est scindée en deux universités, la partie francophone est délocalisée sur un site créé *ex nihilo* en Wallonie : Louvain-la-Neuve.

Jusqu'à la fin des années 1980, le pays s'évertuera tant bien que mal à conserver son identité fédérale née de la révision de la Constitution de 1972. Mais cette identité fédérale sera essentiellement liée à la souveraineté nationale représentée par la monarchie, l'armée et les relations internationales au sein des différentes organisations européennes ou mondiales. Car pour le reste, la stigmatisation des distinctions ethno-linguistiques, culturelles et économiques s'accroît. Tout ce qui peut renforcer le repli communautaire et l'unicité de la nation est instrumentalisé. Les remarques de Raymond Dubuisson, journaliste, au Premier Congrès *La Wallonie au Futur* organisé par l'Institut Jules Destrée, à propos de ce qu'il intitule « La voie sans issue du bilinguisme » montre combien l'argumentation soutient l'institutionnalisation d'une unicité référentielle entre langue, culture et nation et donc le rejet de tout autre forme de chaîne référentielle, celle de la diversité des langues, de l'interculturalité associée au sein d'une nation et d'un territoire commun : « La méconnaissance du français est unanimement déplorée en Wallonie. Elle est selon le corps professoral, la cause principale des échecs dans l'enseignement. [...] Le professeur Renard (Faculté de Langues à la Faculté polytechnique de Mons) était tout aussi catégorique : "Le plus essentiel n'est pas de savoir deux ou plusieurs langues mais bien de posséder celle qui servira toute la vie de véhicule à la pensée." [...] Le professeur Verheyen (Université de Gand) a démontré que les petits Bruxellois soumis au bilinguisme scolaire accusaient un retard considérable dans la connaissance de leur langue maternelle par rapport aux enfants unilingues du reste du pays. Constatation confirmée en Suisse, au Pays de Galles, au Canada... »

L'instrumentalisation est ici parfaite puisqu'elle associe références scientifiques (discours de professeurs d'universités), d'origines francophone (Mons), néerlandophone (Gand) et internationales. Cette association référentielle tend donc à légitimer l'absolu de cette position, bien que cette légitimation s'effectue à partir d'exemples de pays où les problèmes linguistiques se surimposent eux aussi le plus souvent à des querelles d'identité régionale, et qu'aucune relativisation ne soit effectuée à partir d'études dont les conceptions sont inverses et les résultats statistiques différents.

Mais cette scission a également besoin de naturaliser les fondements prétendument intrinsèques des distinctions entre Flamands et Wallons, d'historiciser en quelque sorte leurs valeurs particulières. Et cela sans tomber pour autant comme au 19<sup>e</sup> siècle dans l'affabulation historique. L'argumentation se doit d'être plus subtile et d'ajuster un double temps critique et ontologique. Ce passage de la déclaration de Jean-Louis Delaet, historien, archiviste de la Ville de Charleroi, au congrès *La Wallonie au Futur* de 1987 à propos de la construction de la mémoire collective wallonne est tout à fait explicite de ce double temps : « Le peuple wallon, de formation récente, présente la particularité de n'avoir pas de mémoire collective. C'est vrai, la Wallonie, en tant qu'entité politique, n'a pas de passé ; sa création date de la révision constitutionnelle de 1970 et du fameux article 107 Quater qui crée trois régions en Belgique. Il est aussi des régions riches en culture mais pauvres en sentiment culturel, tant leur environnement renvoie une image vide de sa réalité. Mais les Wallons, les pays wallons ont un long passé composé d'un riche patrimoine artistique, culturel, scientifique ».

On voit bien comment le passage d'un paragraphe à l'autre organise un transfert référentiel de la critique à l'ontologique. Le peuple wallon est de formation récente mais les Wallons ont un long passé. Le peuple wallon n'a pas de mémoire collective mais les Wallons ont un riche patrimoine artistique, culturel, scientifique. Ce passage du critique à l'ontologique relève en fait progressivement du tautologique : *Le peuple wallon n'est pas mais les Wallons existent en leur nation !* Tautologique car c'est le territorial qui se substitue à l'historicité.

Tautologique mais aussi doublement paradoxal car l'analyse objective contemporaine du passé doit faire place au récit mythique contemporain du présent : le peuple wallon n'existe pas car il devrait alors se subordonner et tirer sa substantifique moelle des lois constitutionnelles unicistes de 1970. En revanche, la nation et l'État wallon existent par le fait même de leur devenir en construction. Nation et État cherchent à bâtir leur légitimité dans la structuration unitaire de l'évanescence mythique du patrimoine de chacun de ses membres. Et cette nation existe car de plus en plus de Wallons s'inscrivent territorialement dans cette configuration sociale et spatiale imaginée. Certes, le « un » ontologique du peuple wallon a peu de légitimité historique mais le « un » qui se construit entre « les » Wallons, entre « les » pays wallons se donne enfin une conscience de son devenir historique. La Wallonie, c'est le futur, c'est 2020, c'est l'excellence de l'inventivité au revers de son passé glorieux qu'il faut oublier. Et cette inventivité, c'est tout simplement la construction de nouveaux nationalismes (celui des Wallons et donc de fait celui des Flamands que l'on construit par distinction) au sens où Ernest Gellner signale que « le nationalisme n'est pas l'éveil à la conscience des nations : il invente des nations là où il n'en existe pas » (1964, p. 169).

Pourtant, si l'unité dans la diversité se construit et se trouve préservée quand l'influence est proportionnelle à ce qui est dû à chaque communauté, à chaque nation, et à chacun de ses membres auto-proclamés, elle se détruit et se déstructure quand certains de ses membres n'ont plus l'impression de recevoir assez, en fonction de ce qui leur est dû, ou de ce qu'ils croient leur être dû (mais en l'occurrence cela revient au même). Dès lors, pour la retrouver, ils tendent à en modifier les fondations, c'est-à-dire à restructurer les référents territoriaux qui vont avec ce qu'ils conçoivent être

cette nation. Cette restructuration est essentiellement un renforcement matérialisé des distinctions, celle du territoire (dans ses limites), de la langue (dans l'exclusive linguistique), de l'économie (dans l'autonomie des budgets). Le recul démographique et l'affaiblissement économique de la Wallonie par rapport à la Flandre nourrissent aujourd'hui ce renforcement d'une autonomie politique, linguistique, économique. Par exemple, le partage des fonds publics pour la sécurité sociale est jugé défavorable par les Flamands. Ces derniers voudraient donc une régionalisation complète des matières budgétaires alors que pour les Wallons, celle-ci inscrirait la fin de l'État belge, voué à ne plus être pour eux qu'une coquille vide lors des représentations politiques sur la scène internationale.

### **Le cadre référentiel comme légitimation du territoire.**

Ce besoin de séparation qu'anime l'idée d'une confédération à la manière tchécoslovaque a réactivé d'anciennes catégorisations que l'on croyait oubliées et qui ne font que renforcer les discriminations, les distinctions chaque jour plus ontologiquement instituées, tout d'abord par une Constitution du Royaume qui se révisé partiellement depuis vingt ans à peu près tous les cinq ans, mais aussi par les discours et les pratiques des uns et des autres. Dans cette volonté séparatiste, la légitimité politique n'a plus cours car comme le rappelle Gilbert Larochelle : « l'idéologie ne sert à l'argumentation de la relation entre un problème et une solution qu'en limitant l'interrogativité du premier au profit de la seconde. Elle saborde la chance de son pluralisme et circonscrit la polyvalence de son historicité. Bref, l'idéologie ferme le problème en le posant » (1995, p. 119). C'était bien le cas du titre en forme de question déjà solutionnée de Hasquin dans son ouvrage sur l'historiographie de la Belgique : « Un État artificiel ? ».

La capacité à capter l'opinion fait donc fi d'une critique fondamentale des enjeux induits par ce qui est en train de se décider et de se faire. Car cette captation, qui réactive des sentiments contraires au bien-être des intéressés, mobilise plus que toute démonstration, la plus objective qui soit. La conscience de l'autre, dont on veut se séparer se recroqueville sur l'immédiateté des désagréments tout en oubliant la valeur des bénéfiques antérieurs ou à venir. On retrouve ces penchants séparatistes notamment en Espagne (Pays Basque, Catalogne) voire en France (Bretagne, Savoie). À l'inverse, ce n'est pas parce qu'économiquement le Nord-Pas-de-Calais est en déclin que le reste de la France veut s'en séparer. L'inhérence ontologique de la langue, de la race, de l'histoire s'impose en effet encore d'elle-même dans les discours politiques bien qu'elle soit comme tout autre élément d'appréciation liée à une construction imaginée.

Jusqu'à preuve du contraire bien sûr, tout message séparatiste semble saugrenu car nul ne peut détacher des éléments d'autorité qui construiraient cette différenciation territoriale. Pour autant, la Flandre française ou la partie française du sillon houiller (sillon qui va de Lens à Cologne en passant par Mons, Charleroi et Liège, les trois principales villes industrielles wallonnes), pourrait revendiquer l'union de leurs intérêts dans de nouvelles configurations régionales en instrumentalisant les référents communs que sont la langue (le flamand comme patois de la Flandre française) ou le tissu socio-économique de leurs habitants (même passé ouvrier des mines, de la sidérurgie ou de la construction automobile pour le Valenciennois). Nouvelles

configurations (que l'on nomme aujourd'hui transfrontalières) qui s'épanouiraient dans une Europe des Régions, polycentrique, ayant restructuré ses frontières mais qui ne transformeraient pas foncièrement les référents appliqués aux idées de nation et d'État. Pour certains prospectivistes wallons, il en est tout autrement. Dans son allocution intitulée « Quel statut pour la Wallonie » prononcée au Congrès *La Wallonie au Futur : Vers un nouveau paradigme*, Edgar Berger, ingénieur industriel, déclare à ce sujet : « Il est difficile et sujet à de faciles critiques sur des points particuliers, de préjuger ce que serait exactement la situation économique de la Wallonie intégrée à la France. On peut cependant souligner quelques points fondamentaux :

- l'identité de langue élimine le genre de problèmes que nous causent les Flamands et permet une mobilité totale des individus dans cet espace français ;

- la France reste une puissance mondiale, avec en conséquence le rôle qu'elle joue dans les instances internationales. La Wallonie, intégrée à celle-ci, participerait à cette puissance et même la renforcerait par ce qu'elle peut apporter de territoire, de population et d'activités tant économiques que culturelles ;

- le rattachement à la France permet de bénéficier de l'effet de taille ; ceci est particulièrement valable pour la politique industrielle de l'ensemble, la recherche, le soutien d'activités nouvelles, etc. »

En revanche, à l'idée même de séparation de la Belgique qui se fondait historiquement sur une opposition « légitime » entre Flandre et Wallonie, s'est adjoint depuis peu une nouvelle entité –la région Bruxelles-Capitale. Cette dernière ne possède pourtant pas *a priori* les bases de la légitimité « habituelle » pour pouvoir être considérée comme une région autonome. Elle n'a ni unité linguistique (les deux langues s'y parlent et cela même si le nombre de francophones y est bien plus important), ni unité de race (car au-delà du mythe racial consistant à dire que le Bruxellois est un Flamand francisé, le nombre d'étrangers de la Communauté Européenne ou du Maghreb est important), ni de mythes fondateurs pour en naturaliser l'unité historique (comme c'est le cas des Flamands qui voient dans la commémoration de leur victoire à la bataille des Éperons d'or (1302) les signes de leur autonomie politique et culturelle vis-à-vis de la France). Ses élus, appartenant initialement aux deux autres communautés, tentent donc, non d'objectiver l'unicité historique de la région, mais bien plutôt d'institutionnaliser l'efficace régional bruxellois au sein d'un projet européen. En effet, la légitimité régionale, que veut lui octroyer l'ensemble des acteurs politiques francophones et flamands, découle de l'idée de centralité européenne qu'entendent jouer ou plutôt lui faire jouer les édiles belges.

Ce consensus s'appuie sur l'impossibilité qu'ont les deux autres régions de concevoir la présence de ce joyau économique et politique comme pouvant appartenir à l'autre région. Cette région de Bruxelles-Capitale, auto-proclamée capitale des États-Unis d'Europe à l'image du district fédéral de Washington DC pour les États-Unis d'Amérique, joue donc progressivement de son autonomie, notamment par l'unicité figurative de son territoire autour de Bruxelles (aire d'influence) mais aussi par sa centralité supposée unificatrice de l'ensemble de l'Europe... politique tout au moins (aire d'attraction). Le récit proposé aux habitants est donc un récit d'avenir, celui du multiculturalisme européen certes mais d'abord... belge.

Cette nouvelle légitimité de Bruxelles-Capitale en tant que région a également induit une transformation récente de la dénomination politique de la Communauté Française de Belgique dont M. Hasquin est ministre-président et qui a pour vocation de s'occuper des compétences que recouvre l'unité linguistique francophone de la Belgique (éducation, culture). Celle-ci se nomme désormais « Wallonie-Bruxelles ». Elle confirme, s'il était encore nécessaire, la réalité de cette séparation par l'évolution du référent envers quoi se rapporte ce qui est désigné. « Depuis le 13 juillet 1999, Hervé Hasquin est Ministre-Président de la Communauté Wallonie-Bruxelles, chargé des Relations internationales. Il peut ainsi poursuivre son objectif d'épanouissement des francophones de son pays. Au terme Communauté française, le gouvernement qu'il préside privilégie désormais la terminologie Communauté Wallonie-Bruxelles, qui témoigne davantage de l'existence d'une solidarité forte entre les francophones des deux régions »

Il est intéressant de noter que c'est bien l'indexation qui fait le sens du référent et non l'inverse car sinon comment comprendre que « Wallonie-Bruxelles » témoigne de plus de solidarité que « Francophone ». Il y a reproduction des logiques argumentatives de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle sur l'utilité d'une solidarité entre la Flandre et la Wallonie. Il y a aussi de fait reconnaissance de deux entités autonomes pourtant historiquement communes. Reconnaissance qui performe la discontinuité des deux régions, non pas dans la mesure où l'on découvre de nouveaux éléments concrets qui permettent de mieux justifier cette dualité, mais bien plutôt au sens où la construction de la réalité semble inévitablement mener à ce dualisme et aux discontinuités qui en assurent physiquement l'expression.

Cette dualité voulue par les deux parties (Wallons et Bruxellois) s'inscrit d'ailleurs dans l'emplacement différent de leur capitale régionale, bien évidemment Bruxelles pour la région Bruxelles-Capitale, et Namur pour la Wallonie. Et cela alors que la Flandre a pris elle aussi Bruxelles comme capitale politique plutôt qu'Anvers (Antwerpen) ou Gand (Gent), villes qui symbolisent sûrement bien mieux leur région, mais qui internationalement n'ont ni la même représentation politique ni le même poids économique. Cela est d'autant plus surprenant que la Flandre est bien plus séparatiste que la Wallonie, et que cette sécession signifierait la mise hors territoire de sa capitale. Cette ambiguïté tient ainsi d'une volonté délibérée des politiques flamands de *reflamandiser* la capitale belge (essentiellement francophone quoique bilingue) et d'empêcher à terme la possibilité d'un rattachement à la Wallonie. Car enlever les conditions, c'est aussi enlever la possibilité qu'un effet puisse se produire !

La transformation du nom de la Communauté française en Communauté Wallonie-Bruxelles relève d'un principe identique. Car en changeant le nom, on transforme l'unicité matérielle du référent en une dualité ontologique. Celle-ci est d'autant plus pertinente qu'une autorité reconnue en institue la réalité et le sens. Cette autorité reconnue est ici instrumentalisée par Hasquin lui-même, président de la Communauté qui devrait pourtant *a priori* faire fi des distinctions régionales puisque s'établissant sur le catégorème linguistique (les Francophones). Autorité d'autant plus légitime qu'elle est portée par un personnage dont le pouvoir scientifique est reconnu par ses pairs (les historiens) mais aussi par l'ensemble de la communauté universitaire (Hervé Hasquin a été Recteur de l'Université Libre de Bruxelles pendant quatre ans).



C'est en ce sens que l'on peut se demander si les politiques, mais aussi les scientifiques et tous les acteurs s'auto-proclamant ou auto-proclamés porteurs d'une voix autre que la leur (*les « Fürsprecher » de Heidegger*), n'ont pas uniquement pour vocation de contrôler le sens, et dès lors d'historiciser des référents qui ne sont que territoriaux plutôt que d'objectiver les objets spatiaux qu'ils utilisent. Car à travers l'utilisation des référents qu'ils mobilisent, manipulent et instrumentalisent, ces acteurs légitiment des discrétisations, des discriminations, des délimitations que l'opinion embrasse avec plus ou moins de ferveur critique. Cette distance que chacun opère vis-à-vis de ce que l'on pourrait appeler la communication territoriale des *acteurs - porteurs de voix*, inscrit alors l'idée d'une dimension ontologique de l'appareillage référentiel. Une dimension d'autorité qui tente constamment de naturaliser les attitudes et le sens commun du plus grand nombre.

### **La construction de l'objet géographique est d'abord référentielle donc territoriale.**

Le référent territorial, c'est ce par quoi l'acteur situe son monde autour de lui, selon les différents ordres de réalités auxquels il accède. En cela le référent, par son utilisation, *conforme* le monde de l'acteur, c'est-à-dire le matérialise, lui donne chair et *informe* alors ceux qui coexistent avec lui des conditions de cette conformation, c'est-à-dire des délimitations et des différenciations fonctionnelles et symboliques dont il use, pour signifier son monde, lui donner du contenu, et discriminer l'idée même du monde des autres. En ce sens, par l'acte même de matérialiser l'objet géographique, l'acteur le rend *ipso facto* territorial. Par exemple, l'objet géographique –État– n'est plus un objet spatial en soi, dès l'instant où un acteur le manipule selon ses préoccupations et ses intérêts, et le matérialise en lui donnant une place au sein de son discours –l'État *belge*. Car cet objet spatial n'est plus « nulle part », il est territorialement situé, daté et socialisé.

Une fois qu'il est territorialisé, l'objet spatial devient l'artefact de la logique discursive de celui qui l'utilise, il se matérialise en objet géographique. En cela, il perd de sa substance idéale tout en gagnant de la substance matérielle. Car, si l'objet spatial porte en soi un champ sémantique qui tend à objectiver, à typologiser la diversité des phénomènes observés dans le réel, une fois qu'il est territorialisé, il n'est plus que l'apparaître de ce qui doit être compris au travers de celui qui s'exprime (le discours est situé, daté, socialisé) et l'apparaître de ce qui est compris par celui qui s'exprime au travers la relation que ce dernier effectue avec l'objet spatial (le discours situe le monde de celui qui s'exprime en le délimitant, le différenciant, le discrétisant).

Ainsi, l'intérêt d'une analyse en terme de constructions imaginées est de ne pas s'intéresser aux référents en tant que tels, mais de les considérer dans l'au-delà et l'en-deçà de la relation que peut effectuer potentiellement l'acteur avec eux par ses discours. Le problème est en fait de structurer l'idéalité, la valeur qui est assignée au référent et non pas d'émettre *ipso facto* par un principe normatif une valeur à ce référent. Si la Flandre et la Wallonie sont des référents, des constituants spatiaux qui paraissent aujourd'hui plus génériques pour les habitants que celui que constitue la Belgique, c'est avant tout parce que les politiques belges tendent justement à en renforcer la prégnance matérielle et idéale par la mise en place d'une législation confédérale poussant clairement au séparatisme. Pour autant, cela ne renforce pas

forcément la prégnance structurante sur les représentations territoriales de ces habitants. En découle l'aveu en forme de camouflet d'Hervé Hasquin : « L'opinion francophone reste unitaire et royaliste. L'homme politique doit donc être prudent » (2001).

Car s'il n'y a de référent que ce à quoi se rapporte un récit, pour l'instant, le récit politique semble ne pas encore avoir eu le temps de sédimenter les référents et les *habitus* qui lui correspondent dans l'opinion publique francophone. Il est cependant remarquable de voir comment les Wallons, anti-monarchistes et séparatistes après-guerre sont devenus au fil des ans monarchistes et unitaires, la monarchie restant pour eux le meilleur garant d'une unité représentant aujourd'hui la sauvegarde socio-économique de la Wallonie.

L'exemple de la Belgique s'inscrit pleinement dans une réflexion sur les configurations et les re-configurations des objets géographiques. Ils se nourrissent des liens entre les objets spatialisés (nation et État, dont parle Hervé Hasquin) et les référents territoriaux qui les ont matérialisés successivement au fil de l'histoire contemporaine. En effet, le référent de l'objet « État belge » s'est dématérialisé dans ses limites, ses institutions, sa représentation politique pour se rematérialiser dans de nouvelles limites, de nouvelles institutions et de nouvelles représentations politiques. De même, le référent de l'objet « nation belge » s'est successivement unifié puis différencié en trois (voire quatre ou cinq) nouvelles unités référentielles.

Transformation du référent de l'objet qui a transformé alors l'objet lui-même puisque l'État et la nation ne peuvent plus être pensés de la même manière qu'auparavant. De nouvelles formes politiques se font jour à mi-chemin entre un État fédéral, confédéral et des États autonomes et souverains. De même, de nouvelles formes sociétales remplacent l'idée de nation belge en se fondant sur le jeu protéiforme des langues (le français, le néerlandais, l'allemand), des patois (le picard de Tournai, le wallon de Charleroi, le wallon de Liège, le lorrain d'oïl d'Arlon) des cultures (agricole, industrielle, commerciale), des communautés (italienne, polonaise, turque, maghrébine), etc.

L'objet géographique joue donc des *matérialisations* –des processus de reconfigurations–, comme des *matérialités* –des configurations sédimentées– qui semblent toujours déjà instituées. Mais ce jeu ne relève pas simplement d'un rapport de causalité entre *ce qui est* et *ce qui est en train de se faire* puisque le système n'est jamais totalement fermé au point de n'offrir qu'un passage de l'un à l'autre. Les matérialités offrent simplement de nouvelles conditions potentielles et l'actualisation de l'une d'entre-elle ou de la composition de plusieurs d'entre-elles reconfigure à terme de nouvelles matérialités et potentialise de nouvelles conditions. Ce jeu entre matérialisation et matérialité démontre la performativité de penser l'objet géographique et le référent territorial, certes à des niveaux d'interventions différents, comme des artefacts.

Si la Belgique est un État artificiel, il en est aussi de la Flandre, de la Wallonie, de Bruxelles-Capitale comme de toutes les entités territoriales qui se construisent. Ces proto-États sont également des artefacts car ils sont la résultante des configurations territoriales qui les ont matérialisés au jour d'aujourd'hui. Ces artefacts sont datés,

situés, socialisés. Ils sont tout à la fois institués et constitutifs de raisons d'être et d'agir qui sont autant de « constructions imaginées ». Mais à côté de cela, le chercheur, qu'il soit géographe ou historien, investi politiquement ou pas, doit conserver à l'idée que le cœur de son objectivation est un artefact de la science dans laquelle il travaille, du contexte de son existence, de sa généalogie. Son objectivité ne peut donc ignorer ses propres constructions imaginaires. En elle, la raison d'être et d'agir scientifique participe déjà d'une construction imaginée du chercheur car ses référents sont d'un type et d'un mode situé, daté et socialisé de la science.

De ce fait, si l'objet géographique peut parfois sembler chevaucher le référent territorial et inversement, il faut comprendre que ce n'est pas bien entendu l'objet géographique qui chevauche le référent territorial mais bien plutôt celui qui l'utilise comme référent de sa construction scientifique qui l'institue plus ou moins comme tel et selon les circonstances, pour fonder le territoire et son cortège de références identitaires comme catégorie de l'entendement de ceux qui l'habitent. Philippe Destatte, historien, Directeur de l'Institut Jules Destrée, rappelle implicitement cette emprise territoriale qui peut surseoir à l'objectivité de l'objet spatial, lorsqu'il pose une réflexion sur les liens entre démarche historique et conscience collective : « Le Professeur Hervé Hasquin rappelait lors de l'inauguration officielle du Centre d'Histoire de la Wallonie et du Mouvement Wallon, à Namur, en juin 1987, que le discours de nombreux historiens allait s'adapter au grand tournant dans l'histoire politique contemporaine que constitue la fin de l'État unitaire belge et la reconnaissance de l'existence de communautés et de régions. Le premier titulaire d'un cours d'Histoire de la Wallonie dans une université concluait : "C'est évident que [...] tous les anciens complexes sont abandonnés et plus aucun historien n'a le sentiment de faire de l'histoire anti-scientifique, reproche qu'on formulait encore à leur égard il y a vingt ans, quand ils s'occupaient spécifiquement de problèmes d'histoire wallonne" (interview accordée à la RTBF le 3 juin 1987) »

En ce sens, on peut conclure avec Hervé Hasquin sur l'idée que la Belgique n'existe plus ni en tant qu'État, puisque son histoire officielle a disparu, ni en tant que nation, puisque plus personne n'en fait son récit. La Belgique est artificielle non parce qu'elle n'a pas d'histoire ni de conscience historique mais parce que ses hommes politiques créent l'artifice qu'un autre mode territorial, qu'un autre *artefact territorial* serait plus approprié au devenir historique de leurs concitoyens.

Article mis en ligne le mardi 17 février 2004 à 00:00 -

### **Pour faire référence à cet article :**

André-Frédéric Hoyaux, "La nation et l'État belge existent-ils ?", *EspacesTemps.net*, Travaux, 17.02.2004  
<http://www.espacestemp.net/articles/nation-etat-belge/>

© EspacesTemps.net. All rights reserved. Reproduction without the journal's consent prohibited. Quotation of excerpts authorized within the limits of the law.

## Bibliographie

- Benedict Anderson, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éditions La Découverte, 1996.
- Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1996.
- Roger Brunet et alii, *Les Mots de la Géographie*, Montpellier – Paris, GIP Reclus – La Documentation Française, 1992.
- Hans-Georg Gadamer, *Le problème de la conscience historique*, Paris, Éditions du Seuil, [1963] 1996.
- GEMDEV, *Mondialisation : Les mots et les choses*, Paris, Éditions Karthala, 1999.
- Ernest Gellner, *Thought and Change*, London, Weidenfeld and Nicholson, 1964.
- Hervé Hasquin, *Historiographie et politique en Belgique*, Bruxelles – Charleroi, Éditions de l'Université – Institut Jules Destrée, [1981] 1996.
- Hervé Hasquin, « La nation belge n'existe pas », *L'Express*, 19/7/2001, p. 36.
- Jean-Michel Hoerner, *Géopolitique des territoires : De l'espace approprié à la suprématie des États-Nations*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 1996.
- Godefroid Kurth, *La frontière linguistique en Belgique et dans le nord de la France*, Mémoires de l'Académie Royale des Lettres, tome XLVIII, vol. II, 1898.
- Gilbert Laroche, *Philosophie de l'idéologie : Théorie de l'intersubjectivité*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995.
- Marco Martiniello, « L'étrange bi-culturalisme belge », *Passerelles*, n° 18/19, 1999, p.159-168
- Henri Pirenne, *L'Histoire de Belgique*, 7 Tomes, Bruxelles, 1900-1932.
- Bernard Poche, « Citoyenneté et représentation de l'appartenance », *Espaces et Sociétés*, n° 68, 1992, p. 15-35.
- Bernard Poche, *L'espace fragmenté : Éléments pour une analyse sociologique de la territorialité*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- (dir.) Michel Quevit, *La Wallonie au Futur. Vers un nouveau paradigme*. Charleroi, Institut Jules Destrée, 1987.
- Hugh Seton-Watson, *Nations and States : An Inquiry into the origins of Nations and the politics of Nationalism*, Boulder, West View Press, 1977.
- Robert Sevrin, *Géographie des Pays du Benelux*, Paris, PUF, 1980.
- Léon Vanderkindere, *Recherches sur l'ethnologie de la Belgique*, Bruxelles, 1872.

## NOTES

[1] Je renvoie le lecteur pour la question de l'État et de la Nation aux ouvrages de Benedict Anderson, 1996 ; de Roger Brunet *et alii*, 1992 ; du groupe GEMDEV, 1999 ; de Jean-Michel Hoerner, 1996 ; et Hugh Seton-Watson, 1977.

[2] Depuis cette date, « la caractéristique du fédéralisme belge est de superposer, en principe du moins, un fédéralisme classique s'appliquant aux domaines de compétence qui relèvent de l'aménagement du territoire, des infrastructures et de l'économie et qui distingue trois "Régions" (Région flamande, Région wallonne, Région bruxelloise) et un fédéralisme "culturel" qui s'applique à ce que le vocabulaire officiel appelle "matières personnalisables" (la langue, la culture et l'éducation, partiellement la santé et la protection sociale) et qui distingue trois "Communautés" (Communauté flamande, française, germanophone) » (Poche, 1996, p. 237).

[3] Cet Institut a regroupé environ 350 personnes lors des divers congrès « La Wallonie au Futur » qu'il a organisé depuis 1987. Ces diverses intervenants « qui détiennent une capacité de réflexion ou d'action là où ils vivent, à travers leurs engagements et leurs responsabilités, qu'ils se situent dans la sphère de la société civile et du monde associatif, dans celle de l'économie et des entreprises ou dans celle de l'État, de l'enseignement et de l'Université » (Institut Jules Destrée : [www.wallonie-en-ligne.net](http://www.wallonie-en-ligne.net)), ont participé à 14 groupes de prospective qui traitent plus particulièrement des aspects sociaux-économiques (6 groupes), d'enseignement et de formation (2 groupes) et de culture (5 groupes).

[4] Comme le souligne hardiment un siècle plus tard le géographe Robert Sevrin à propos des langues : « La limite linguistique correspond à peu près avec la limite, soulignée par les alignements de buttes-témoins, entre les plaines au nord et les bas-plateaux du glaciaire plio-pléistocène, les régions hercyniennes et les cuestas lorraines au sud » (1980, p. 52).



### Chapitre 3.3. Texte 6.

2005 : *Échelles et Temporalités en géographie*, Paris, Editions Atlande (Diffusion Belin), coll. « Clé Concours Géographie » (avec A. Volvey), 239 p. (pl.part. pp.15-45 ; 160-164 & 229-239).

---

Ce texte a été écrit à quatre mains avec Anne Volvey. Il est le signe d'un travail non pas en 3X8 mais en 2x12. Même si j'exagère un peu, notre rythme de travail était totalement complémentaire. Je travaillais le soir et la nuit jusqu'à l'aurore, elle reprenait très tôt le matin et la journée. Ce texte avait pour finalité de servir les étudiants à l'Agrégation. S'il peut paraître très théorique, il tente surtout d'apporter une réflexion sur le constructivisme en géographie.

L'écriture m'a permis de poursuivre un champ ouvert par nos recherches au laboratoire TEO/TERRITOIRES de Grenoble sur les temporalités. J'ai ainsi poursuivi mes lectures et mes analyses à travers des auteurs comme Pomian, Hartog ou Ricœur. Derrière les idées de rythmicité, de régime d'historicité ou de temps raconté, il y avait chaque fois un éclairage en termes de récit collectif que les habitants se donnent. De la même manière que les sociétés se conformeraient à travers des échelles géographiques (le local, le global, le glocal), elles le feraient avec des types de temporalité plus ou moins longue. La portée temporelle (le millénarisme versus le présentisme) et l'horizon spatial se trouveraient ainsi différenciés selon les sociétés, les époques et les endroits du Monde. Les habitants ne se donneraient pas les mêmes objectifs en fonction du temps qu'ils ont à être, penser et faire le monde.

L'intérêt de traiter la question se situait moins selon moi dans le parallélisme différencié des deux catégories, mais dans leur entremêlement. A travers les idées de mémoires, de récits, de prospectives, de projets, l'effet du temporel semble n'être là que pour donner une trame à notre inscription spatiale au sein du monde. Mais au-delà, il y a surtout un jeu d'institutionnalisation d'une histoire à travers des récits qui révèlent des faits qui recourent à leurs propres effets. Pour créer une histoire commune, il faut constituer la trame de récits communs qui s'organisent selon une temporalité particulière au sein d'un espace commun, au sein finalement d'une configuration territoriale, ou au moins au sein d'une situation particulière et partageable qui a été tout bonnement constituée *ex-nihilo*. Ricœur nous dit ainsi que « c'est en racontant des récits tenus par le témoignage des événements fondateurs de sa propre histoire que l'Israël biblique est devenu la communauté historique qui porte ce nom. Le rapport est circulaire : la communauté historique qui s'appelle le peuple juif a tiré son identité de la réception même des textes qu'elle a produits » (1985). L'intérêt est de voir qu'au-delà, il n'y a pas que le collectif qui fonctionne de cette manière. L'habitant constitue lui aussi *ex-nihilo* un ensemble de situations qui lui permettent d'aboutir aux effets qu'il escompte provoquer. Derrière l'idée d'effets attendus, de finalités désirées, l'habitant anticipe donc les faits à mettre en œuvre pour les atteindre. Il met en scène un espace et une chronologie pour se faire jouer et faire jouer les autres.

Cette mise en scène s'exprime notamment par les images ou les cartes, ce que montrent avec pertinence les travaux respectivement de Michel Lussault et Denis Retaillé. Comme les récits, ils ont pour vocation d'institutionnaliser un ordre des choses, de constituer un monde prêt-à-porter pour l'habitant lambda, pas seulement pour le manipuler au sens négatif ou péjoratif du terme mais aussi pour donner une forme de sécurité collective aux récepteurs et/ou producteurs de ces mises en scène. En définitive, et sans jouer sur les mots, les constitutions habitantes peuvent déboucher sur des institutions collectives qui deviendront des constitutions communes à l'ensemble d'une population donnée. La mise en œuvre des Constitutions dans les Etats-Nations en sont souvent (pas toujours) de beaux exemples.





CLEFS CONCOURS

GÉOGRAPHIE THÉMATIQUE

Anne Volvey (dir.)

Anne Bretagnolle

Géraldine Djament

André-Frédéric Hoyaux

Michel Vrac

# Échelles et temporalités



Atlante

## QUELLES DÉFINITIONS ?

### QUELLES ÉCHELLES ?

Il est intéressant de comprendre la multiplicité sémantique des notions d'échelle et de temporalité, indépendamment de la pertinence heuristique et méthodologique de les coupler en géographie. Multiplicité que semble exprimer *a priori* le pluriel "Échelles et temporalités". Toutefois, il faut garder à esprit que l'analyse de cette multiplicité doit s'inscrire *in fine* au sein même du champ de la géographie et non pas au sein de l'ensemble des sciences humaines et sociales ou des sciences naturelles. Et cela même si la géographie, en tant qu'elle s'institue –au travers de ceux qui la pratiquent– comme l'une ou l'autre de ces sciences, ne peut s'abstraire totalement de ces environnements disciplinaires. Dans un premier temps, il paraît donc utile de remonter aux sources mêmes de la conception de ces notions pour tenter, dans un second temps, de comprendre leur(s) construction(s) sémantique(s) au cours de l'histoire. Ces deux temps permettront ainsi :

- de discerner les différentes significations produites par les champs disciplinaires qui ont apporté les principales inflexions épistémologiques à ces deux notions ;
- de voir ce que la géographie a apporté à la compréhension de ces notions et a retenu comme pertinent dans ses propres constructions scientifiques ;
- d'analyser les liens efficients entre échelles et temporalités au travers du couple espace et temps auquel renvoient implicitement, voire insidieusement, ces deux notions.

### L'échelle, un concept polysémique

L'histoire du mot français échelle, telle que permet de la retracer le *Robert historique de la langue française*, témoigne d'une diversification de ses usages, et de leur abstraction croissante. En effet, ce terme, provenant du latin *scala* (nom dérivé du verbe *scandere* qui signifie "monter, gravir") est mentionné en français pour la première fois vers 1150. Il désigne à la fois l'objet concret, qui permet, à l'aide d'une série de barreaux ou échelons, de gagner de la hauteur, mais aussi plusieurs abstractions qui découlent de cette représentation par analogie.

Ce n'est qu'à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle que le terme acquiert, avec les progrès techniques, ces derniers sens : en 1685, il désigne la ligne graduée des cartes marines, qui indique le rapport entre dimensions figurées et dimensions réelles ; en 1751 la série de divisions inscrites sur les instruments de mesure sous la forme d'une ligne graduée divisée en parties égales. À la même époque, l'échelle désigne aussi une hiérarchie abstraite fonctionnant par grades ou degrés successifs : le champ de signification du concept s'étend considérablement.

À partir de 1690, l'échelle peut signifier une série, continue ou progressive. C'est ce sens qu'on trouve dans les expressions "échelle des conditions", puis "échelle sociale", respectivement attestées en 1794 et en 1821. Ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle qu'apparaît l'expression "à l'échelle de", synonyme de "selon un ordre de grandeur".

Ce rapide examen linguistique nous met sur la voie de plusieurs champs d'application du concept : technique –qui comprend le cas type de l'échelle cartographique–, analogique en géographie –qui n'opère pas de transgression du sens initial, celui de la proportionnalité numérique– et métaphorique, dans les sciences sociales.

### L'échelle, un outil technique

#### • Un instrument de mesure gradué d'une réalité concrète ou abstraite

L'échelle conserve en géographie, et dans les sciences de la terre, son sens technique d'instrument de mesure gradué. Elle suppose une hiérarchisation en fonction d'une unité de mesure et d'une instrumentation. Cette disposition verticale peut prendre une valeur concrète ou abstraite.

Dans le premier cas, la verticalité de l'échelle traduit une dénivellation –l'échelle de marée (ou marégraphe) est une planche graduée communiquant avec la mer qui sert à mesurer sa hauteur– ou un empilement. Ainsi l'échelle (ou colonne) stratigraphique désigne une représentation verticale de l'empilement des différentes couches lithologiques. Notons que cette coupe dans l'espace constitue également une coupe dans le temps, les couches les plus anciennes se situant à la base, les plus récentes au sommet.

Dans le second cas, la géographie peut utiliser des échelles qui sont principalement utilisées par d'autres sciences de la terre. L'échelle de Beaufort, qui doit son nom à son inventeur, un amiral du début du XIX<sup>e</sup> siècle, mesure de 0 à 12 degrés la force du vent. Elle se fonde sur une discrétisation\* de la vitesse du vent, et permet de hiérarchiser ces manifestations météorologiques et le risque qui leur est lié. De même, l'échelle de Richter (du nom du sismologue qui la propose en 1935) mesure, sur une échelle logarithmique illimitée mais s'arrêtant traditionnellement à 9, la violence des séismes. Quant à l'échelle de Mohs, elle classe les minéraux en fonction de leur dureté, du talc, qui prend la valeur de comparaison 1, au diamant (10).

Au-delà des échelles qu'utilisent les géographes, on utilise, en astrophysique notamment, différentes échelles de temps (à distinguer des échelles temporelles sur lesquelles nous reviendrons par la suite). Leur mise en place initiale tentait, à partir de la rotation diurne de la terre autour de son axe, de calculer un *Temps universel* (v. Réseaux de transport) et ainsi de définir ou plutôt

d'établir (vu le poids idéologique sous-jacent), de même que le mètre étalon pour la distance, la durée d'une seconde. À l'origine, celle-ci avait une valeur égale à 1/86 400 du jour solaire moyen ou jour sidéral. Mais les astrophysiciens se sont vite rendu compte que le temps universel n'était pas une échelle de temps uniforme, et lui ont substitué progressivement, d'abord un *Temps des éphémérides*, fondé sur la révolution de la terre autour du soleil, puis un *Temps atomique international*, mesurant les fréquences des atomes et indépendant des mouvements célestes.

#### • L'échelle cartographique : un rapport de conversion entre réalité et représentation

Le terme d'échelle joue un rôle clef dans la représentation cartographique, en permettant de la lire comme mise en relation d'une image/figure et d'une réalité. Elle est l'expression graphique ou numérique de l'opération de miniaturisation nécessaire à la représentation d'une chose étendue (ou d'un ensemble de choses étendues) de la réalité sur un support, une feuille de papier par exemple, nécessairement réduit. Plus largement, elle est donc le signe d'une opération de dé-gradation (miniaturisation) ou de *re-gradation* (agrandissement) –c'est notamment le cas pour la sculpture monumentale–, qui a pour priorité de produire un objet représenté semble-t-il analogue à celui perçu dans la réalité. À l'inverse, la négation de ce principe scalaire se trouve exprimée par la réalisation d'une carte à l'échelle 1/1 –c'est-à-dire de même taille que la réalité. Cette idée, imaginée entre autres par l'écrivain Borgès et après lui par Umberto Eco, relève de l'utopie au sens plein du terme. En faisant fusionner le réel et sa représentation, le territoire et son pastiche [Eco, 1992], ces auteurs nient l'utilité et la raison d'être instrumentale de la carte : permettre l'appropriation cognitive du territoire auquel elle se réfère en le mettant à la dimension de l'homme –et partant toutes formes d'appropriation.

Sur la carte, elle désigne alors un *rapport* de similitude constant entre les dimensions sur le terrain et celles sur la carte, et constitue un outil permettant de les



convertir (conformément à la proportionnalité ou à la règle d'homothétie qui s'énonce de la manière suivante : "2 est à 4 sur la carte ce que 200 est à 400 dans la réalité, à partir du moment où la réalité a été réduite 100 fois pour être représentée" [BOUDON, 1991]).

Cet instrument d'écriture et de lecture de la carte peut être exprimé sous forme numérique : la fraction, dont le numérateur, pour faciliter la règle de trois, est 1 et correspond à l'unité de mesure sur la carte (par exemple un cm ou un pouce), et dont le dénominateur, variable pour sa part, renvoie à la mesure correspondante sur le terrain (en mètres, miles ou pieds), soit donc son multiple. C'est ce qu'on appelle l'échelle numérique. Mais il peut être aussi exprimé sous forme graphique : le dessin d'une règle graduée, soit un segment de droite étalonné qui représente son équivalent sur le terrain. C'est ce qu'on appelle l'échelle graphique. Une carte au 1/25 000 ("au vingt-cinq millième") est une carte sur laquelle un centimètre sur la carte représente 25 000 cm, soit 250 m sur le terrain ; de même, une carte au 1/100 000 ("au cent millième") représente sur 1 centimètre 100 000 cm ou 1 km. Techniquement cela signifie que les dimensions réelles ont été réduites 25 000 ou 100 000 fois pour être représentées.

L'échelle d'une carte constitue une discrétisation\*, c'est-à-dire qu'elle adopte un échelon parmi une infinité de valeurs possibles. Si les cartes françaises de l'Institut géographique national adoptent (ou ont adopté) traditionnellement les échelles au 1/50 000, 1/25 000, 1/100 000 et 1/250 000, ou si les cartes topographiques américaines ou *Quadrangles* de *The United States Geological Survey* sont établies au 1/24 000 (1 pouce *-inch-* équivaut 2 000 pieds *-feet-* sur le terrain) et au 1/100 000 (1 pouce équivaut 1,6 mile), on peut construire des cartes dont les échelles admettent un dénominateur qui ne soit pas "rond" ni entier. Par exemple, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la carte de Cassini est établie au 1/86 400, où une 1 ligne équivaut 100 toises (soit, convertie en système\* métrique, 2,25 cm pour 1,95 m) ! Troisième du nom, César François Cassini de Thury est issu d'une famille d'astronomes et de géodésiens

–promoteurs successifs de la première carte géométrique du royaume de France publiée en 1815. Son échelle topographique correspond spatialement au rapport de la durée d'une seconde par rapport à celle du jour solaire. En effet, la seconde représente 1/60<sup>e</sup> de minute, qui représente 1/60<sup>e</sup> d'heure, qui équivaut à 1/24<sup>e</sup> de jour. Ainsi, la seconde dure exactement le 1/86 400<sup>e</sup> d'un jour. Si cette conversion, qui fait suite à l'adoption du système métrique, se veut scientifique, elle est surtout symbolique, puisque la carte se doit alors d'être pour Cassini une représentation ontologiquement dimensionnée de la surface de la Terre, de même que la seconde serait la représentation "naturelle" du temps de celle-ci.

Notons également que l'échelle graphique peut s'exprimer sous forme semi-logarithmique. Par exemple, les graphiques représentant la population d'une ville en fonction du temps utilisent fréquemment les puissances de 10 en ordonnée. Ils facilitent la lecture d'une série de données très hétérogènes.

Enfin, si l'échelle cartographique met le plus souvent en relation deux distances ou dimensions spatiales, des procédés récents introduisent d'autres types d'échelles, conformément à la connotation hiérarchique du concept : la proportionnalité s'effectue désormais entre une superficie et un "poids" (par exemple démographique), ou entre une distance et une durée. Par exemple, les anamorphoses\* permettent de représenter la contraction de l'espace-temps en liaison avec les progrès des transports (v. De la théorie à la carte). On peut alors parler d'échelle spatio-temporelle.

La discrétisation opérée par l'IGN distingue trois types de cartes : les cartes à moyenne échelle, du 1/25 000 au 1/100 000 inclus ; les cartes à petite échelle, du 1/100 000 au 1/500 000 inclus ; les cartes à très petite échelle, inférieure ou égale au 1/1 000 000. Le choix de l'échelle est régi par deux principaux paramètres : le format du support de l'image et la superficie de l'espace envisagé, et réglé par le projet cartographique ou l'intention de représentation. Si le cartographe veut représenter un territoire étendu (un pays, un continent, etc.) sur une petite feuille de papier, il doit adopter une petite

échelle, c'est-à-dire lui faire subir une grande réduction. Par exemple, entre les cartes au 1/25 000 et celles au 1/100 000, le rapport de proportionnalité est 1/4, ce qui signifie que le passage de la plus grande à la plus petite de ces deux échelles divise la même aire, représentée sur le même support, par 16, ou plus simplement qu'un objet linéaire de 1 km dans la réalité fera une longueur de 4 cm sur la carte au 1/25 000 et 1 cm au 1/100 000. Ainsi, au même format, une carte à petite échelle représente un territoire référent "en plus petit" et "avec moins de détails" qu'une carte à grande échelle. Un bon moyen mnémotechnique pour retenir la petitesse ou la grandeur, de l'échelle découle du résultat d'une fraction : plus le dénominateur d'une fraction est grand, plus ce résultat est petit, ainsi que l'échelle ! Plus le dénominateur est petit, plus le résultat est grand et l'échelle également.

Si les déformations scalaires induites par la projection – l'échelle n'est exacte qu'à proximité du centre de projection de la carte (par exemple, près de l'équateur dans le cas d'une projection conforme de Mercator) – ne concernent véritablement que les planisphères (voir les "ellipses de Tissot" dans BRUNET [1987]), il faut néanmoins rappeler quelques disproportions inhérentes aux cartes topographiques. Ces cartes, couramment utilisées par les géographes, comportent des éléments qui ne sont pas "à l'échelle" : les routes, et souvent les villes, occupent une surface plus que proportionnelle afin de rendre visibles ces éléments structurants de l'organisation de l'espace. Ce problème est lié à la généralisation de l'information cartographiée, impliquée par toute échelle : l'utilisation d'un support plus petit que la réalité impose une sélection et une simplification de ce qu'il convient de représenter, une sorte de réduction à l'essentiel qui revient à supprimer de l'information présente aux grandes échelles et à la rendre proportionnelle à celle dont on dispose à la petite échelle. Les cartographes distinguent à cet égard schématisation structurale (des tracés) et schématisation conceptuelle (qui transforme le mode de représentation et les implantations).

### L'échelle géographique : un concept central et problématique

L'échelle géographique désigne pour sa part l'*ordre de grandeur* d'une étude et/ou d'une réalité, devenant en fait selon les mots de R. Ferras [in BAILLY *et al.*, 1992] "un rapport entre la réalité et son interprétation". Elle constitue alors pour le géographe l'outil, plus ou moins réfléchi ou objectivé, de la prise en considération de l'inscription effective des objets et des phénomènes analysés dans différents ordres de grandeurs spatiales et, partant, l'instrument du découpage de son objet d'étude. Au-delà, devenu un véritable "marqueur disciplinaire" [Lévy in LÉVY et LUSSAULT, 2003], elle fonde pour beaucoup une démarche, dite scalaire, à visée explicative. Ce que signale son emploi sous une forme substantivée ou dans l'expression "à l'échelle de".

L'échelle géographique propose donc une médiation d'une réalité à une autre en redimensionnant l'une à partir de l'autre. Car l'échelle est "médiatrice des configurations observées, médiatrice d'une pertinence, médiatrice d'une intention, médiatrice de l'action, médiatrice en définitive des valeurs, du pouvoir et des préoccupations humaines" [Racine in ISNARD, RACINE et REYMOND, 1981]. Cette médiation s'exprime ainsi à travers les objets conceptuels que les géographes utilisent, mais aussi à travers les objets matériels dont se sert chaque individu ou groupe social pour formaliser une entité spatiale et au-delà une identité territoriale de référence. Car c'est bien cette formalisation, cette configuration de l'espace qui fonde le territoire dans toutes ses dimensions rhétoriques.

#### • Du classement (dé)croissant des territoires à une naturalisation des échelles géographiques

Les échelles géographiques renvoient d'abord à un découpage de l'espace et constituent un classement (dé)croissant des entités spatiales en fonction de leur taille. Les échelons (le terme renvoie à la métaphore des barreaux d'une échelle) utilisés sont discrétisés\* tantôt en fonction de critères "géographiques" tantôt en fonc-



tion de critères administratifs, en tout cas à partir de prédécoupés et préclassés. Les premiers renvoient à des découpages reconnus par la communauté scientifique auxquels elle attribue traditionnellement une certaine dimension : la discrétisation opère soit à l'intérieur d'une série hiérarchisée continue de découps, de l'espace le plus restreint à l'espace le plus vaste –échelle locale, microrégionale, régionale, macrorégionale, etc.–, soit de manière moins ordonnée ou régulière –échelle du terroir, échelle interurbaine, échelle zonale, échelle du monde, etc. Les seconds renvoient aux découpages administratifs : échelle communale, cantonale, départementale, régionale, nationale. Certaines notions, comme la région, peuvent désigner l'un et/ou l'autre type de découpage. Notons également qu'une même échelle suppose des ordres de grandeur socialement comparables, mais pas nécessairement des superficies proches. Ainsi l'échelle nationale concerne aussi bien la Russie (17 millions de km<sup>2</sup>) que le Luxembourg (2 500 km<sup>2</sup>) ! Cette échelle nationale suppose en outre l'affirmation des États-nations, à laquelle est d'ailleurs liée l'institutionnalisation de la géographie. Le découpage des niveaux est soumis aux temporalités géopolitiques.

Ces découps, appelés échelons, ont servi et servent encore à définir le cadre dans lequel le géographe conduit son étude, tout en lui conférant un ordre de grandeur repérable dans un classement. Leur légitimité s'appuie d'une part sur l'expérience que tout objet ou phénomène est limité et a donc une taille, et que cette étendue est percevable ou observable à sa limite, mais aussi que tout objet/phénomène, doté d'une structure, est stable ou relativement. Ceci constitue des discontinuités\* qui peuvent être identifiées et servir de support au discours géographique. Cette légitimité s'appuie d'autre part sur un réalisme géographique qui tend à associer entre elles diverses dimensions des objets/phénomènes qui seraient non seulement dotés d'une taille mais aussi d'un contenu, en quelque sorte consubstantiels et réductibles l'un à l'autre. L'échelle géographique (outil du découpage) devient alors spatiale (attribut de l'objet géographique). Ainsi, d'un côté l'échelle indique le niveau auquel se situe l'étude géographique générale d'un

phénomène ou d'un objet. Cela suppose une discrétisation, c'est-à-dire le choix d'une échelle pertinente entre toutes les échelles intermédiaires imaginables pour conduire l'analyse géographique. La géographie urbaine, par exemple, distingue deux échelles, justiciables de deux types d'analyse et renvoyant à des problématiques distinctes : à l'échelle intra-urbaine, le géographe s'attache aux différenciations internes de la ville –à son plan, à sa morphologie, par exemple–, tandis que l'étude interurbaine considère les relations et la hiérarchie entre les différentes villes (v. Villes dans l'espace-temps). De l'autre, les échelons eux-mêmes sont conçus par les géographes comme des êtres géographiques (des objets ou phénomènes réels objectivés en objets scientifiques) : l'échelle géographique correspond nécessairement à la dimension d'une réalité. La région –c'est-à-dire l'objet géographique d'échelle méso– est le prototype de ce type de réalisme géographique qui contribue à naturaliser\* l'échelle géographique (voir à ce sujet le texte programmatique de BRUNET "Pour une théorie de la géographie régionale" [1972]). Ce réalisme est au fondement d'une idéologie de la discontinuité\* scalaire qui place les études de géographie, dites monoscales, dans la perspective de l'idée qu'il existe une échelle géographique finie et pertinente d'observation, de description et d'explication de la réalité phénoménale. Pour reprendre les termes de R. Ferras, l'emploi courant du mot échelle en géographie "indique le mode d'emploi d'un phénomène" [in BAILLY *et al.*, 1992].

"On ne peut plus accepter aujourd'hui qu'une recherche soit conduite sans que l'échelle soit clairement spécifiée. Plus encore, l'échelle, elle-même, en tant que phénomène consubstantiel de toute analyse mérite d'être étudiée de manière particulière. [...] L'échelle n'est que rarement introduite explicitement comme l'une des variables fondamentales qui va conditionner aussi bien la nature des observations que l'image qu'on en donnera au niveau descriptif et explicatif. [...] L'idée d'échelle s'impose dès que s'amorce le besoin de représenter ou de se représenter la réalité dans laquelle nous sommes immergés. L'échelle apparaît dès lors comme un filtre qui appau-

vrir la réalité mais qui préserve ce qui est pertinent par rapport à une situation donnée. C'est en valorisant ou en acceptant [...] un choix d'échelles que la problématique détermine, pratiquement, les sous-ensembles qui seront observés. C'est un découpage à l'intérieur d'un combinatoire."

[RACINE, RAFFESTIN et RUFFY, 1980]

#### • La démarche scalaire

Mais en parlant d'échelle géographique et, par conséquent, en "admettant qu'autre chose que la taille change quand on change de taille" [Lévy in LÉVY et LUSSAULT, 2003], les géographes ont progressivement troqué l'arrêt sur échelon (naturalisé en objet géographique), c'est-à-dire la perspective monoscalaire, pour le "changement d'échelle", c'est-à-dire des perspectives multi- et transscalaire. L'échelle est alors considérée dans son ensemble (une succession continue d'échelons, éventuellement discrétisés) comme la condition de possibilité d'une variation de focales autour d'un phénomène ou d'un objet, ou d'un emboîtement scalaire. Il s'agit de compléter l'idée qu'on observe pertinemment quelque chose à une certaine échelle –ce quelque chose qu'on veut observer, décrire et expliquer, fondant le choix d'échelle–, par l'idée qu'en changeant d'échelle on observe des choses différentes ou le phénomène/l'objet de manière différente –ce changement constituant le principe de la démarche géographique. L'échelle est alors géographique dans la mesure où elle permet de questionner l'insertion contextualisée de tout objet ou phénomène selon des ordres de grandeur géographique. La contextualisation des objets ou phénomènes en géographie se fait scalaire. Si cette nouvelle construction de l'échelle est généralement accordée au mouvement de la mondialisation\* que la géographie s'est donné comme objet ou contexte d'étude, le premier (historiquement) contexte épistémologique de l'évolution de la démarche géographique autour de la question de l'échelle correspond à la consolidation de la Nouvelle Géographie, qui, contre le fonctionnement de la production scientifique sous le régime de la monographie,

impose l'idée qu'"une région géographique ne vit jamais *in vitro* et ne peut être par conséquent considérée en tant qu'entité isolée" (J. Gottmann, *De l'organisation de l'espace. Considérations de géographie et d'économie*, 1950). Il sera ensuite renforcé par le développement d'une conception moins partitionnelle (par objets ou domaines d'étude) que dimensionnelle de l'approche scientifique (par croisement de points de vue partiels sur de vastes ensembles de phénomènes) [voir Lévy, in LÉVY et LUSSAULT, 2003] (v. Géométrie fractale).

Désormais, l'échelle ne correspond plus à un espace ou à l'étude d'un phénomène/objet, mais chaque espace ou chaque (ensemble de) phénomène doivent être envisagés à plusieurs échelles, comme en faisant varier les focales.

"En référence aux 'grandeurs scalaires' en mathématiques, qui suggèrent l'image d'une échelle de valeurs indépendamment de toute idée d'orientation, selon L. de Broglie, je propose le terme de multiscalaire pour désigner une structure spatiale (ou une démarche) qui pour un même objet montre la variation des fonctions selon l'ordre de grandeur pris en compte, selon l'échelle géographique."

[FOUCHER, 1988]

La perspective multiscalaire présuppose l'hypothèse suivante : un même phénomène, par exemple le phénomène d'agglomération, ne se manifeste pas de la même façon selon qu'il intervient dans un espace restreint ou étendu (les deux qualificatifs étant bien évidemment relatifs), un grand espace ne se distingue pas d'un petit uniquement par sa superficie. Par exemple, une ville n'est pas seulement un grand village (même si la périurbanisation brouille actuellement les frontières des deux notions) : à partir d'un certain nombre d'habitants –difficile à fixer et variable dans l'espace comme dans le temps–, une différenciation spatiale se produit (classiquement, la ville se distingue par ses fonctions non agricoles). Autrement dit, la taille et la substance ne sont pas indifférentes ; lorsque la grandeur change, le contenu finit par changer : cette idée porte le nom de "saut quali-



tatif\* –soit le changement de nature d'un phénomène qui intervient lorsqu'un seuil quantitatif est franchi.

Au-delà, la géographie insiste traditionnellement sur l'importance de l'emboîtement des échelles, ou, selon une définition canonique, "suite d'objets contenus successivement l'un dans l'autre" [BRUNET, 1992], qu'elle a converti en démarche cette fois transscalaire. Cette dernière impose l'examen d'un objet géographique à plusieurs échelles successives, à travers elles en quelque sorte. Le géographe doit appréhender l'ensemble des échelles pertinentes pour décrire et expliquer le sujet, l'échelle étant alors instaurée en instrument de l'intelligibilité de l'objet/phénomène. Souvent pratiquée comme une simple juxtaposition d'études à différentes échelles, suivant en cela la métaphore des *matriochkas* –poupées russes de bois emboîtées les unes dans les autres– qui l'éclaire, la démarche scalaire incite pourtant le géographe à faire le lien entre les différentes échelles, c'est-à-dire à traiter ce motif de l'inclusion ou de l'englobement comme une des formes possibles de l'interaction entre espaces, que ceux-ci soient des territoires ou des réseaux\*. Le simple emboîtement hiérarchique des échelles paraît insuffisant pour rendre compte de la complexité des rapports entre espaces –comme en témoignent les phénomènes d'interspatialité\*– et entre dimensions spatiales de phénomènes. D'une part, parce que les processus qui s'effectuent à une échelle peuvent déterminer ceux qui s'effectuent à une autre échelle. Aussi J. Lévy [in LÉVY et LUSSAULT, 2003] a-t-il proposé les concepts d'immanence\* et de transcendance\* pour désigner respectivement l'influence du petit espace sur le grand et celle du grand sur le petit. Par exemple, la géopolitique des États-Unis influence la géographie mondiale. Inversement, l'Europe renforce son pouvoir sur les États. Cette proposition conceptuelle est à replacer dans le processus de la mondialisation et dans le débat général portant sur local vs global. D'autre part, parce que "inclure ou englober n'équivaut pas à contenir" [Lévy in LÉVY et LUSSAULT, 2003] : "dans chaque grain, il y a une présence du Monde, que sa taille apparente ne suffit pas à indiquer, et un petit quelque chose en plus qui lui est propre" [ibid.].

Fondamentale en géographie, la notion d'échelle, qui constitue selon LÉVY [1995], avec ce qu'il appelle la métrique\* et la substance, un des trois "attributs de l'espace" –un attribut qui, selon lui, traduit l'impact de la distance–, ne lui est cependant pas spécifique, au point que GRATALOUP a proposé d'y voir un concept social transversal [1995].

#### • Échelles critiques

Cependant, des courants de la géographie contemporaine contestent, sur des bases philosophiques au demeurant très différentes, les modalités de l'usage de la notion d'échelle dans le raisonnement géographique, et contribuent à leur diversification.

Quelques géographes, parmi lesquels des géographes français DAUPHINÉ [1995], FRANKHAUSER [1994], Frankhauser et Pumain [in SANDERS, 2001], MARTIN [2000-1, 2000-2]), en s'appuyant sur des travaux mathématiques remontant pour les premiers à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> (ensemble de Cantor –1884–, courbe de Peano –1890–, courbe de von Koch –1904–, etc.), essayent d'introduire en géographie ce que MANDELBROT –son fondateur dans les années soixante– a appelé la "nouvelle géométrie de la nature" [1982], c'est-à-dire la géométrie fractale (v. Géométrie fractale).

Cette nouvelle approche formelle, statique et/ou dynamique, de l'espace ne se focalise plus sur une échelle (ou un niveau particulier) mais sur le rapport existant entre les échelles que quantifie la dimension fractale de l'objet considéré. Ce type particulier, mais ubiquiste, de morphologies (ou de dynamiques, comme l'évolution de la pluie par exemple) apparaît visuellement comme irrégulier (trait de côte, etc.) et/ou fragmenté (arbre digité, répartition en "peau de léopard", etc.), et cela à toutes les échelles, d'où l'évocation de l'idée d'autosimilarité (*self similarity*, soit la reproduction du dessin à l'identique à l'échelle près) ou celle, plus mathématique, d'homothétie. L'échelle utilisée dans le cadre récursif d'un déploiement d'une morphologie (ou d'une dynamique) fractale est un rapport de réduction (ou d'accroissement) généralement constant,

comme une fraction ( $1/3$  pour la courbe de von Koch, par exemple) : après chaque nouvelle itération (changement de niveau), chaque segment qui constitue l'objet considéré (dans notre exemple, la courbe) a une longueur qui est égale à  $1/3$  de la valeur (ici à  $1/3$  de la longueur) de n'importe lequel des segments obtenus lors de l'itération précédente. En conséquence, pour le géographe "fractaliste" un objet géographique, par exemple un réseau routier, est une morphologie qui se développe dans un continuum borné d'échelles liées entre elles par un rapport bien défini. Les limites de ce continuum constituent ce que l'on nomme généralement des échelles de coupure (soit le lieu où l'autosimilarité s'arrête). Elles sont significatives de la matérialité de l'objet considéré (il n'y a pas d'échelles de coupure pour une fractale théorique déterministe comme la courbe de von Koch par exemple), des contraintes spatiales et autres (interaction entre objets semblables, emboîtement, confrontation, etc.) qui pèsent sur lui, et de sa cohérence propre. En d'autres termes, ces échelles de coupure correspondent sur le terrain de l'observation géographique ou sur la carte à des limites, à des discontinuités\*.

Le concept d'échelles de coupure présuppose d'une part un rapport continu entre les échelles constitutives de l'objet, et d'autre part l'existence de limites ou discontinuités\* naturalisables (au sens où elles sont présentes dans la nature et sont de nature transcendantale). C'est sur la perception de ces limites que se fonde traditionnellement la géographie. Mais, pour les fractalistes, si l'échelle (continuum de rapports et échelle de coupure) constitue l'outil de la description de certaines morphologies non euclidiennes et de leur formalisation mathématique, la pratique de la discrétisation scalaire reste contestable, dans la mesure où il n'est pas logique de vouloir couper où que ce soit dans une entité fractale.

De son côté l'analyse phénoménologique qui s'intéresse à la question de l'échelle, pour autant qu'elle puisse être appréhendée avant la séparation sujet/objet, l'envisage en termes de dimensionnement (mise à dimension de) et d'expérience des dimensions d'un

phénomène rapporté au corps, et non plus en termes d'homothétie des objets du monde. Cette autre perspective épistémologique se développe dans l'ensemble des sciences de l'espace, d'une manière réflexive en architecture [BOUDON, 1991] par exemple et plus implicitement en géographie.

"Cette indispensable notion d'échelle [...] à côté de et différente de celle de 'proportion' [...]. Le paradoxe –et la difficulté– est que l'échelle dans son usage le plus courant est liée à la proportion qu'elle accompagne : pour le cartographe 2 est à 4 sur la carte comme 200 est à 400 sur le territoire du moment que la carte est au  $1/100$ . Paradoxe auquel il faut mettre un terme : avec l'échelle il ne s'agit pas d'une règle d'homothétie mais d'autre chose. Et –les architectes vous le diront– quand la taille change les choses changent. [...] La 'proportion' concerne les rapports entre les dimensions du monument, 'l'échelle' les rapports entre ces dimensions et celles du corps humain."

[BOUDON, 1991]

Cette définition de l'échelle, comme ordre de grandeur rapporté au corps humain qui en fait l'expérience, constitue un outil pertinent de l'analyse de l'espace construit des individus : l'attribution d'une dimension au monde dans lequel on est et on vit est une des manières de le tisser de signification. Comme le rappelle R. Daumal (in *Le mont Analogue*, 1952) : "Prenez une cathédrale et faites-en une réduction exacte de quelques décimètres de haut ; cet objet [...] ne produira plus du tout la même émotion... il ne sera plus 'à l'échelle'". Ce n'est plus alors la taille mesurée du contenant de l'expérience, de l'action ou de la pratique qui fait sens, mais le sens que l'individu lui donne qui fait l'importance de ce contenant. Il y a comme une anamorphose symbolique qui est créée dans l'environnement spatial des individus. Ainsi, une pièce peut avoir pour un individu une dimension plus importante que la maison dans laquelle elle se trouve pourtant. Ce paradoxe tient à la relation affective, charnelle, praxéologique (logique des pratiques) que l'individu a opérée ou opère avec tel ou tel lieu. Cette relation effective des discriminations partielles et



partiales de la réalité spatiale pour survaloriser des objets, des lieux plutôt que d'autres. Cet être ne se mesure donc pas aux lieux, il en prend chaque fois la mesure, c'est-à-dire qu'il en maîtrise le sens bien plus que la taille. Il déforme sa perception pour mieux focaliser son regard sur ce qu'il veut voir. En ce sens, les ordres de grandeur en pâissent et les comparaisons objectives cessent d'avoir une quelconque utilité.

• **Les jeux rhétoriques :  
une question d'échelle géographique**

Dans une dimension plus symbolique, les jeux d'échelles se formalisent autour des figures de rhétorique, notamment celles de la synecdoque (figure consistant à prendre la partie pour le tout) et de l'asyndète (suppression des mots de liaison d'une phrase), et relie par là même des espaces aux dimensions spatiales, sociales et temporelles variées, en particulier ceux du lieu et du territoire [DEBARBIEUX, 1995 ; 1996]. Ces liens sont agencés par les acteurs dans tous les actes de création qu'ils soient langagiers, artistiques, patrimoniaux. Ils permettent aux individus de redimensionner la réalité spatiale, de la fragmenter comme de l'englober, de la déplacer soit en la rapprochant ou en l'éloignant, pour lui donner (faire rendre) du sens. Ainsi, si la synecdoque permet d'évoquer le tout par la partie, l'asyndète tend elle à éluder des fragments de la réalité en omettant de les lier à leur continuum spatial, social ou temporel, comme si l'on supprimait "des mots de liaison, conjonctions et adverbes, dans une phrase ou entre les phrases" [DE CERTEAU, 1980]. Pour la synecdoque, on peut donner l'exemple des grandes capitales mondiales avec leurs constructions monumentales qui conjuguent "les effets de l'urbanisme et de l'architecture d'un côté (forme du lieu) et ceux de la déambulation consacrée de l'autre (l'inscription du citoyen dans le lieu). Ainsi, à Washington, le centre de la ville, le Mall et ses environs immédiats, est organisé autour de quelques points forts : le Congrès, la bibliothèque du Congrès, la Maison-Blanche, l'obélisque dédié à Washington, le mémorial de Lincoln et celui de Jefferson et la ribambelle de

musées disséminés de part et d'autre du Mall, qui sont autant de figures de la nation. Les grands hommes y sont vénérés, les institutions établies, et les valeurs nationales travaillées et exaltées par la muséographie" [DEBARBIEUX, 1995]. On peut donc percevoir que chaque lieu qui environne le Mall exprime et renvoie au territoire national, c'est-à-dire qu'il ne renvoie plus ni à l'individu ni au lieu, mais à la collectivité, la nation et au territoire américain. De même, pour l'asyndète, on peut analyser le résultat de la déambulation dans les rues : c'est observer certaines formes, certains objets et en éluder d'autres, c'est cheminer selon des routes toutes tracées ou prendre des sentiers de traverses [AUGOYARD, 1979 ; GRACQ, 1985]. Et à partir de ces déplacements, c'est aussi se trouver parfois transporté par la pensée sur d'autres lieux (connus ou imaginés), en d'autres temps (souvenirs ou projets), en présence d'autres personnes (seul ou en groupe). Ainsi, pour DE CERTEAU [1980],

"L'un [la synecdoque] dilate un élément de l'espace pour lui faire jouer le rôle d'un 'plus' (une totalité) et s'y substituer (le vélo ou le meuble en vente dans une vitrine vaut pour une rue entière ou un quartier). L'autre [l'asyndète] par élision, crée du 'moins', ouvre des absences dans le continuum spatial, et n'en retient que des morceaux choisis, voire des reliques. [...] L'une densifie : elle amplifie le détail et miniaturise l'ensemble. L'autre coupe : elle défait la continuité et déréalise sa vraisemblance. L'espace ainsi traité et tourné par les pratiques se transforme en singularités grossies et en îlots séparés."

La synecdoque tend ainsi à paysager les lieux en leur donnant des horizons qui les dépassent alors que l'asyndète tend à faire du territoire un monde en archipel. Mais cette configuration en archipels du territoire n'implique pas seulement une miniaturisation, une déréalisation comme semble l'exprimer De Certeau, car s'il y a déstructuration de la totalité paysagère (au sens restreint d'horizon visible), il y a également restructuration d'une unité territoriale qui renvoie à un au-delà, voire à une échelle plus vaste.

Ainsi, certains objets ou figures symboliques peuvent renvoyer à des totalités paysagères (la montagne, la mer) qui permettent d'extraire la personne de son individualité située pour l'inscrire dans une totalité collective et territoriale qui fait sens. Par exemple, les monuments commémoratifs, qu'ils soient réalisés par des particuliers ou par des acteurs institutionnels, peuvent renforcer la particularisation de l'espace et son identification par le ou les acteurs qui l'ont conçu, mais surtout réordonner (donc resignifier) leur participation dans une communauté et un territoire spécifique. C'est le cas, par exemple, des monuments qui figurent la montagne dans les lieux de mémoires et qui renvoient par redondance, par redoublement sémantique à la montagne environnante et à l'activité emblématique des gens qui y vivent. C'est le cas des monuments en l'honneur des premiers vainqueurs du Mont-Blanc ou des morts en montagne de la compagnie des guides de Chamonix (v. Balmat, Paccard, Saussure).

Ces réflexions à partir des figures de rhétorique montrent le poids heuristique de leur utilisation en géographie pour la compréhension de l'échelle comme ordre de grandeur. Cependant, elle soulève également, la problématique du rapport faussé entre l'invariance des significations et l'invariance de l'échelle d'analyse employée. En effet, comme le rappelle Bernard DEBARBIEUX [1996] :

“Une barre de grand ensemble fixe la crainte d'un dérèglement social d'autant plus facilement qu'elle est la seule de la ville. Elle est alors une forme spécifique et sert à différencier l'espace urbain et à assigner symboliquement un lieu à un groupe social présumé. Mais à une échelle supérieure, la barre collective devient une forme générique. Et ce d'autant plus facilement qu'il en existe de très similaires dans toutes les villes de France, occupant souvent des situations semblables.”

On en revient alors au début de notre problématique concernant la naturalisation des échelons. Ces derniers, chacun à leur niveau (local, régional, national, etc.), structurent la réalité des phénomènes et leur incompréhensibilité.

### **Les métaphores de l'échelle en science sociale : outil de construction de la réalité**

À la différence de la géographie qui propose habituellement un usage analogique de la notion d'échelle qui, en restant dans le registre de la mesure de taille et/ou d'ordre de grandeur, ne transgresse pas son sens technique premier de proportionnalité, c'est métaphoriquement que l'échelle est employée dans divers domaines des sciences humaines et sociales. Dans la mesure où l'analyse méthodologique se complexifie, du fait même des déplacements de sens du terme échelle qu'elle opère, et que ses interventions scientifiques au sein de la cité sont de plus en plus nombreuses, la géographie ne peut rester indifférente à leur sujet. Dans cet interstice interdisciplinaire, l'échelle devient alors un véritable outil de construction et de maîtrise de la réalité sociale, spatiale et temporelle. À la fois outil méthodologique et outil idéologique.

#### **• L'échelle temporelle, faux symétrique de l'échelle spatiale**

L'échelle temporelle est sans doute une métaphore dérivée de l'usage de l'échelle spatiale. Elle est souvent employée en sciences sociales et humaines comme synonyme de temporalité (voir plus loin), mais correspond de manière plus restreinte à la définition du cadre chronologique dans lequel est conduite une étude historique, soit donc à la périodisation du déploiement des phénomènes historiques. Elle renvoie à l'idée d'une durée quantifiable/mesurable (quotidienne, mensuelle, annuelle, séculaire, millénaire, etc.) ou d'un rythme (temps long, temps moyen, temps court). Elle a donc une finalité pratique et pédagogique. En histoire, l'échelle temporelle correspondrait donc aux fondements même de son écriture, qui découle peu ou prou des choix de la discrétisation de points de repère temporel dans le continuum.

Traditionnellement, la géographie régionale classique se réfère implicitement à plusieurs échelles temporelles en s'intéressant à la fois à l'échelle géologique et



à l'échelle historique, au temps long du paysage et au temps court de l'actualité, l'une renvoyant parfois à l'autre, en particulier à travers un temps moyen des héritages, pour naturaliser identité et activité de ceux qui y habitent. Du côté de la science historique, la pensée braudélienne, inspirée par la géographie vidalienne, propose non seulement une périodisation des phénomènes historiques en trois rythmes – temps long des structures, temps moyen des conjonctures et temps court des événements –, mais aussi une assimilation implicite entre échelles spatiales et échelles temporelles dans la mesure où l'histoire du temps long renvoie à une géographie des grands espaces (v. Géohistoire). Le jeu d'échelles y est néanmoins complexe, puisqu'un événement situé (temps court de la bataille navale de Lépante en 1571 au large du golfe de Patras, par exemple) peut révéler des structures (temps long) et condenser des conjonctures (temps moyen), comme l'analyse RICŒUR [1983] à propos de la thèse de Fernand Braudel. Mais, sans entrer ici dans le détail d'une critique épistémologique de ce positionnement historiographique, soulignons que selon l'historien Bernard Lepetit [in PUMAIN et LEPETIT, 1993], pour qui "le réalisme possible des échelles spatiales d'analyse ne trouve pas sa contrepartie dans l'ordre temporel", il n'existerait pas d'équivalents temporels des niveaux spatiaux. Une absence d'équivalence qui rendrait par conséquent leur articulation délicate. Des tentatives contemporaines, en histoire et en géographie (v. Géohistoire), nous convient toutefois à nous interroger sur la pertinence de cette relation entre types d'échelle, en particulier quand elle est appréhendée sous l'angle méthodologique.

Les analyses récentes de la microhistoire\* font de l'échelle, au sens d'une focale d'analyse ou d'un zoom, un outil méthodologique pour étudier les interactions qui construisent l'espace social et qui permettent d'identifier le champ des possibles ouverts aux acteurs sociaux (individus, familles, groupes humains – sorcières, élites, etc.). L'échelle est donc un choix méthodologique – il s'agit, en l'occurrence, de la limitation dans le temps (échelle biographique, transgénérationnelle, etc.) et l'espace (échelle du village, du quartier, etc.) du champ de

l'étude –, mais elle ne constitue pas le but de la recherche microhistorienne. Dès lors, on retrouve dans la démarche scalaire en histoire, à partir d'une assimilation de la durée (la quantité de temps écoulé) à la taille (la grandeur d'un objet), les mêmes attendus qu'en géographie, mais pour le coup objectivés dans une perspective constructiviste\* :

"ce que la notion d'échelle comporte de propre dans l'emploi qu'en font les historiens, c'est l'absence de commensurabilité des dimensions. En changeant d'échelle, on ne voit pas les mêmes choses en plus grand ou en plus petit, en grandes lettres ou en petits caractères [...], on voit des choses différentes. On ne peut plus parler de réduction d'échelle. Ce sont des enchaînements différents en configuration et causalité."

[RICŒUR, 2000]

Par exemple, l'analyse réalisée par Giovanni LEVI [1985] montre la construction minutieuse des représentations et des stratégies individuelles et familiales au sein d'un village du Piémont à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle face à l'écheveau des relations de pouvoir que le village entretient en son sein et avec les centres d'impulsion économique et politique de l'époque. La portée de ses analyses et de l'ensemble des travaux de la microhistoire tend à extirper, d'une tendance sociale lourde, homogène, que l'échelle du temps long met en exergue (par exemple la condition ouvrière et sa supposée culture), les mécanismes interactionnels entre les individus, qui ont certes participé de cette prétendue régularité évolutive, mais à travers des jeux interactionnels dont les différentes formes d'expression sont plus complexes et contradictoires qu'il n'y paraît à première vue, ou à première focale spatio-temporelle serait-on tenté de dire. Pour les microhistoriens, si le référent spatio-temporel de l'analyse change de dimension, il structure *de facto* un nouveau système\* d'appréhension, un nouveau contexte d'interprétation.

Quant à la géohistoire (v.) telle qu'elle est conduite en France par des géographes contemporains, elle s'efforce d'articuler les échelles spatiales et temporelles.

Christian GRATALOUP [2003] propose notamment de discrétiser l'espace-temps en périodes spatiales, c'est-à-dire en périodes dont l'ordre de grandeur et les bornes sont fixés par l'évolution de l'organisation de l'espace, et non pas par des événements, par exemple politiques, sans rapport avec la dimension géographique de la société.

• **L'échelle d'analyse, un outil transdisciplinaire**

L'échelle strictement métaphorique joue un rôle dans de nombreuses disciplines. L'échelle argumentative désigne plus généralement le niveau –individuel ou collectif, par exemple– auquel une argumentation se déploie.

C'est en économie que la distinction micro/macro est la plus connue. Les études se partagent entre deux grands niveaux d'appréhension : l'échelle micro –qui correspond à l'étude du comportement économique des individus isolés (acteurs isolés)–, et l'échelle macro –échelle des systèmes et des relations économiques globaux. Si, d'un point de vue institutionnel, il y a séparation des deux niveaux selon que l'on traite du champ macroéconomique ou microéconomique, d'un point de vue théorique, en revanche, le rapport des échelles a toujours été postulé par les approches orthodoxes qui l'envisagent et la travaillent sous la forme de l'agrégation des décisions individuelles. La façon dont le saut d'un niveau à l'autre est sous-tendu par une certaine représentation (libérale) de la société se trouve aujourd'hui très contestée en économie, et l'invention, à partir des apports de la sociologie des acteurs, d'une échelle méso –celle des organisations (acteurs organisés collectivement)– correspond à une tentative contemporaine pour repenser leur lien.

Le rapport entre échelle individuelle et échelle collective constitue de fait un problème majeur, théorique et méthodologique, pour l'ensemble des sciences sociales. L'ancien conflit entre géographes marxistes et behaviouristes en témoigne : tandis que les premiers privilégient l'approche par le collectif, les seconds valorisent les comportements individuels. De même, dans les

années quatre-vingt, le débat "*structure/agency*" qui a agité la communauté des géographes anglo-saxons a permis que soient envisagés et précisés les liens entre structure sociospatiale et action individuelle (v. *Time-geography*). Quels acteurs les sciences sociales doivent-elles étudier ? Comment articuler les études faites à chacune de ces échelles ? Et surtout peut-on agréger des analyses faites au niveau individuel pour comprendre le collectif, comme le prône l'individualisme méthodologique, ou inversement, selon les principes de l'holisme méthodologique, partir des structures et des sociétés prises comme un tout, et considérer les individus comme "agis" par celles-ci. Toute la difficulté réside dans les relations, les passages, les sauts plus ou moins efficaces entre les champs d'investigations. La manière qu'a la microhistoire, par exemple, constatant l'inadéquation entre les réalités dont la science historique fait la description et les catégories sociales construites par la pensée marxiste, de reconstruire le social à partir du micro (individuel), distingue néanmoins deux courants. Le premier, celui des radicaux, professe que l'individu construit le social et propose une circulation du raisonnement historique du micro vers le macro. Le second considère que le micro est une échelle à laquelle il est possible de tester la pertinence de constructions théoriques, et propose un va-et-vient entre micro et macro.

"L'opposition d'échelle nous lance sur une fausse piste. [...] S'il existe une opposition pertinente entre 'micro' et 'macro' dans la pratique de la recherche historique et, plus généralement, des sciences sociales, celle-ci doit essentiellement s'appréhender selon des modalités différentes de la formalisation causale des phénomènes sociaux et des évolutions historiques. On obtient, d'un côté, une image de l'histoire et du devenir social qui est celle d'un système ouvert, en perpétuelle transformation et déterminé par des dynamiques et des mécanismes microsociaux de type interactionnel ; de l'autre, une image plus évolutive, dans laquelle les processus historiques sont vus comme déterminés avant tout par des facteurs macrosociaux et extra-individuels."

[Gribaudi, in REVEL, 1996]



• **L'échelle sociale,  
une question qui concerne la géographie**

L'échelle sociale correspond à une application hiérarchique du terme. La notion y est ici métaphore d'un ordre (dé)croissant des conditions et des richesses. Ce sens concerne indirectement la géographie, dans la mesure où l'échelle sociale a souvent été articulée avec la question de l'organisation de l'espace dans différents modèles, notamment des modèles de répartition et d'organisation urbaines. Cette articulation est à l'origine des analyses menées en termes sociospatiaux.

• **L'échelle, mise en scène des concepteurs**

Au-delà de l'analyse de la réalité spatiale existante, "le concept d'échelle apparaît dans la détermination même de l'existence d'un possible espace de conception" [Engrand in BOUDON, 2002], qu'il soit architectural ou territorial. À ce niveau, l'échelle n'est plus un outil de mesure mais "est l'opérateur complexe permettant de donner des mesures à ce qui n'existe pas encore" [ibid.]. L'aménageur, qu'il soit architecte, urbaniste ou artiste contemporain, construit ainsi une nouvelle rhétorique de l'espace et du temps (voir plus loin). En effet, il imprime une nouvelle réalité et une nouvelle lecture de celle-ci puisque, par la mise en place d'objets formels ou d'habitation, il induit *de facto* des nouvelles façons de penser, d'être et de faire dans le monde. C'est le cas, par exemple, des *land artists* qui redimensionnent, à travers leur action artistique –inscrite dans l'espace public et ses modes de fonctionnement sociétal– en vue d'une expérience esthétique –fondée sur la conjonction du sentir et du se mouvoir–, l'espace dans lequel ils mettent en vue leurs objets d'art *outdoors in situ*\* [VOLVEY, 2002 ; 2005].

La conception même de l'espace renvoie alors à un vocabulaire hermétique, symbolique qui tend le plus souvent à générer un discours sur le monde et/ou à favoriser une construction territoriale. En amont, ce discours prend le plus souvent la forme d'un énoncé graphique, voire cartographique, dans la mesure où, d'une part le langage spatial est un opérateur adéquat de ce type de

dimensionnement du monde par mise en coexistence et en relation d'objets déjà là et d'objets à venir (projetés), mais où, d'autre part, il est un instrument pratique de leur formalisation dans la relation dialogique que les concepteurs entretiennent avec leurs interlocuteurs (administration et société civile). Le dessin, la carte sont à la fois objets de discours (ils sont à la fois conditions du dialogue, de la négociation et ce sur quoi ceux-ci s'appuient) et objets du discours d'aménagement (produits de la mise en forme du projet par le dialogue, dans la négociation). La question de l'échelle de la conception s'articule alors à celle de l'échelle numérique (échelle-fraction) dans le projet graphique : la réduction de l'espace référent, le site, et de l'objet projeté, est une condition de la conception et de la projection de l'objet en son site. Ainsi, par exemple, avant l'installation *in situ* des objets d'art, les projets graphiques du couple de *land artists* américains Christo et Jeanne-Claude associent dans des diptyques des cartes topographiques et des dessins (ou photographies peintes) en perspective linéaire, à partir desquels se déploie l'action artistique –en particulier les négociations avec les populations résidentes, les usagers et les administrations territoriales ou sectorielles concernées par les propositions artistiques des Christo, et les procédures techniques liées à l'ingénierie de leur adaptation aux sites d'installation. Chaque série de diptyques enregistre alors les modifications que le dialogue, la négociation (ceux-ci peuvent durer 10 ou 20 ans) font subir aux projets d'objet d'art. Dans cette perspective, la conduite des projets correspond à une "fabrique" du territoire –les projets graphiques sont ce sur quoi et à partir de quoi se construit collectivement un référent territorial partagé entre les membres du collectif d'acteurs–, tandis que leur réalisation constitue l'avènement de véritables projets de territoire sous la forme d'une mise en carte –les objets d'art signifient une interprétation et une construction sociale du territoire et mobilisent pour ce faire une sémiologie cartographique. Les diptyques constituent, par ailleurs, les modèles (au sens de *patterns* en anglais ou de patrons en français) de la mise à la mesure du site des projets dans la phase de fabrication industrielle des objets d'art [VOLVEY, 2002, 2005].

En aval, une fois le projet réalisé, l'échelle des bâtiments ou des ouvrages d'art, tant par la mise en scène de leur hauteur que de leur profondeur, mais aussi des axes de déplacements, des ensembles bâtis, etc., préfigure alors consciemment ou inconsciemment une ontologie de l'être et génère une conception normative de l'habiter, notamment dans l'utilisation induite de certaines métriques (topographiques ou topologiques) et de certaines temporalités. Par exemple, les objets d'art de Christo et Jeanne-Claude, dans leur apparentement à des produits ou semi-produits cartographiques, relèvent de cette catégorie d'objets qui sur la base d'un travail sur la mesure et sur la forme redimensionne en soi et pour celui qui en fait l'expérience (ou le pratique) l'espace vécu et le territoire [VOLVEY, 2002 ; 2004]. *The Umbrellas –Japan-USA, Ibaraki Prefecture, Kern and Los Angeles Counties, California, 1984-91*– disposées en champs au fond des bassins topographiques ou en lignes sur les crêtes et revers des collines, du fait de leur forme octogonale, évoquent un canevas géodésique de deux ordres ; *Running Fence –Sonoma and Marin Counties, California, 1972-1976*–

rappelle une chaîne d'arpentage recoupant les collines de la Californie du Nord ; *Surrounded Islands –Biscayne Bay, Miami, Floride, 1983*– figure un canevas en coordonnées orthogonales placé dans la baie de Miami ; tandis que *The Gates –Central Park, New York City, 1981-2005*– appliquent un étalonnage aux voies piétonnes et routières de Central Park. Installés à l'échelle du site dans des lieux ordinaires et usuellement fréquentés, ils deviennent ressources pour une expérience de placement et de déplacement (piétonnier, routier, fluvial, etc.), et agissent comme des éléments perturbateurs de la pratique et de l'expérience routinières des lieux. Cet *Art of Gentle Disturbance*, comme l'appellent les artistes, force les pratiquants de leurs objets d'art *in situ* à une réflexivité sur leurs manières préreflexives de se rapporter aux lieux de leurs usages, de leurs pratiques et de leurs expériences routinières. Retenons donc de cette partie l'omniprésence des métaphores scalaires dans notre vocabulaire, leurs richesses, mais aussi leurs déformations, qui forment autant de dimensions épistémologiques quant à leur utilisation en géographie ou dans les autres sciences sociales.



## QUELLES TEMPORALITÉS ?

Attesté aux environs de 1265, le terme de temporalité dérive du latin tardif *temporalitas*, nom formé par Tertullien de Carthage (III<sup>e</sup> siècle) sur l'adjectif *temporalis* pour désigner une durée limitée. Il se comprend donc tout d'abord par opposition à l'idée d'éternité et dans le droit religieux médiéval il est spécifiquement réservé au pouvoir ou domaine temporel d'un ecclésiastique. La temporalité englobe les possessions et les revenus de ce domaine au sens où ils appartiennent pour une durée limitée à un évêché, un chapitre ou une abbaye. En ce sens, l'adjectif s'oppose clairement à spirituel et à éternel.

À l'époque moderne, la temporalité acquiert un sens grammatical : une proposition temporelle est une subordonnée introduite par une conjonction indiquant le temps. En outre, les formes verbales se déclinent en fonction des temps et des modes : la temporalité constitue un principe de variation. Il convient de la préciser en lui ajoutant la notion d'aspect, qui désigne la façon d'envisager le verbe dans son commencement ou sa durée (aspect inchoatif), son développement (imperfectif ou duratif) ou son achèvement (perfectif). En quelque sorte, la temporalité est alors situative –au même titre que les adverbes de lieux–, c'est-à-dire qu'elle indique la portée temporelle du contexte de l'action –de même que l'ici, le là ou le là-bas indiquent sa portée spatiale. Elle est tout autant linéaire que dimensionnelle.

Il faut attendre le XX<sup>e</sup> siècle pour que la philosophie existentialiste inscrive la temporalité comme le révélateur de notre conscience du temps. En effet, à côté du temps dit universel, le temps est aussi vécu, raconté, pensé d'autant de manières différentes qu'il y a de statuts, d'identités, de projets de ceux qui en parlent, l'utilisent, l'interprètent, l'instrumentalisent.

Dès lors, la temporalité devient le ce pour qui et le ce pour quoi le temps fait sens, c'est en quelque sorte la structure du temps identifié par l'homme au sein de

sa dynamique existentielle (sa temporalisation), mais aussi au sein de la dynamique environnementale naturelle et socialisée.

L'histoire du mot assigne donc à une réflexion sur des champs diversifiés tels que la philosophie ou la narratologie, et l'histoire, avant même que l'on puisse évaluer son importance pour la géographie.

### La temporalité en philosophie

Pour la philosophie, la construction de la temporalité est la résultante de la question portant sur la réalité ou l'irréalité du temps [KAPLAN, 2004], et donc sur sa construction comme catégorie au même titre que l'espace. Cette catégorisation inscrit l'histoire même de la philosophie à l'intérieur de divers champs d'analyse qui tentent d'élucider chacun à leur manière le mystère du temps, et de lui donner en quelque sorte une "épaisseur" au même titre que l'espace possède ses "dimensions". Dans le livre XI de ses *Confessions*, Saint-Augustin se demande ainsi : "Qu'est-ce que le temps ? Si personne ne me le demande, je le sais, mais si on me le demande et que je veuille l'expliquer, je ne le sais plus". Pour certains philosophes, c'est justement l'obligation épistémologique de dépasser cette abstraction qui va progressivement construire chez eux l'idée substitutive de temporalité.

Une première analyse s'inscrit ainsi dans la relation dialogique entre le temps pensé comme ordre stato-structurel (continuum incommensurable) et le temps considéré du point de vue des temporalités définies comme résultantes de processus d'ordonnement temporel des réalités vécues (discrétisation, sériation de l'horizon temporel). Sur cette perspective dialogique se greffent alors d'autres formes de catégorisation : notamment celle de la concrétude ou de l'abstraction de l'épaisseur temporelle des êtres et des objets sur lesquels les chercheurs travaillent ; ou celle qui confronte l'objectivation et la subjectivation du temps, en tant qu'il s'exprimerait selon son aspect conditionnel ou son aspect construit.

#### • Du temps aux temporalités

Penser *a priori* le temps, c'est voir en celui-ci : "un être, une réalité en soi indépendante des objets qui sont en lui, et non un caractère de ces objets, puisqu'il peut agir sur eux, qu'il peut les détruire, les outrager et les flétrir, leur porter atteinte, leur apporter des changements ou, au contraire, les épargner. On s'adresse à lui comme à un être [...] On en a fait un dieu. On le conçoit [...] comme pouvant exister même si aucun objet du monde n'existait ; si le monde a été créé *ex nihilo*, il a existé ou a pu exister avant que celui-ci ne soit créé et pas simplement comme temps de Dieu, d'autant plus qu'un temps de Dieu signifierait que Dieu est dans le temps alors que Dieu est généralement considéré comme hors du temps." [KAPLAN, 2004]

Cet *a-priori* du temps absolu, homogène et uniforme de la physique newtonienne est conçu comme un "milieu" toujours déjà là d'où tout vient et où tout part. Mais si ce temps n'est qu'un milieu homogène, comment peut-il agir pour faire changer les objets qui se trouvent en son sein ? Et comment ces objets au sein d'un temps à l'épaisseur an-isotropique peuvent-ils créer un temps linéaire structuré autour du passé, du présent et du futur ? Cette structuration suggère en fait une pensée qui organise, qui interprète, qui compare, une pensée humaine intersubjective et non objective. Cette dernière, loin de demeurer dans l'essence atemporelle des êtres qui par principe ne peuvent évoluer, comme Dieu ou les vérités mathématiques, amène à différencier comme Sartre le temps absolu des temporalités [KAPLAN, 2004].

#### • Du temps statique aux dynamiques temporelles

Le temps vécu des hommes n'est pas le temps à vivre des objets. Si l'un renvoie à l'autre, les philosophes s'entre-déchirent pour savoir lequel des deux procède de l'autre. Deux champs principaux d'investigation s'opposent sur ce point, l'un plutôt à vocation substantialiste et déterministe, l'autre plutôt à vocation existentialiste voire possibiliste.

Pour les premiers, les composantes structurelles du temps s'échelonnent en instances temporelles rapportées à un ici-maintenant à la fois abstrait et naturalisé : Passé – Présent – Futur. Ces instances sont alors ancrées dans une sorte d'intemporalité que l'histoire et la physique éclairent puis fossilisent comme un creuset d'où tout provient et où tout va à terme.

Mais, il est possible d'argumenter que ces ancrages sont déjà des relations au temps pour celui qui existe. Ces relations sont donc des composantes dynamiques qui se déclinent en type de relations au temps de celui qui pense, raconte et pratique le monde. Si l'on retrouve déjà cette analyse en ébauche dans la tripartition de Saint-Augustin : Mémoire (présent du passé) – Vision (présent du présent) – Attente (présent du futur), l'aspect dynamique des temporalités est le plus clairement proposé par les existentialistes (Heidegger, Sartre). Leur interprétation est essentiellement contemporanéiste puisque toute relation au temps est rapportée non pas au contenant temporel (la date de l'événement), mais à son contenu sémantique – c'est-à-dire le sens qu'il prend pour l'action et la réflexion humaine qui, en tant que projet, s'inscrivent dans un temps toujours déjà dépassé. En effet, l'action et la réflexion doivent être pensées alors comme l'actualisation permanente par l'homme de sa réalité, puisqu'il est toujours déjà dans l'instant d'après. Ainsi, pour ces auteurs :

"Le passé n'est plus, l'avenir n'est pas encore, quant au présent instantané, [...] il n'est pas du tout. [...] Ainsi, toute la série s'anéantit et doublement, puisque le 'maintenant' futur, par exemple, est un néant en tant que futur et se réalisera en néant lorsqu'il passera à l'état de 'maintenant' présent. La seule méthode possible pour étudier la temporalité c'est de l'aborder comme une totalité qui domine ses structures secondaires et qui leur confère leur signification"

[SARTRE, 1943]

De ce fait, le temps naturel n'est pour eux qu'une représentation du temps qui découle de la réalité humaine. En ce sens, la temporalité, en tant qu'elle n'est pas le temps, doit être pensée étymologiquement comme la résultante d'une dynamique d'identification du temps. Elle



constitue l'identité du temps pour celui qui le vit, le raconte, l'utilise dans ses travaux scientifiques ou non. C'est une construction de sa réalité au regard des différentes dimensions du temps en tant qu'un réel que l'on se représente. C'est en quelque sorte la résultante d'une temporalisation, d'un dimensionnement pour soi du temps.

#### • Des temporalités comme vécu du temps

Chez Heidegger, la temporalité caractérise le déploiement de l'existence de l'homme, cet être de projet, au double sens temporel et spatial : "être en devenir", pour reprendre l'expression de Bergson ; et "être-là", c'est-à-dire hors du ici où il semble être. Ainsi l'homme est un être-là-qui-est-au-monde (les tirets indiquant qu'il est toujours déjà dès la naissance en relation avec un monde et le "là" que cette relation est vécue sur le mode du projet), ou, pour les puristes un *Dasein* (soit mot à mot "être là", concept inventé par le philosophe allemand Martin Heidegger), toujours-déjà porté vers le monde. Ce déploiement est donc la rencontre de l'être avec lui-même et avec ce monde. Rencontre qui s'établit autour de la temporalité fondamentale, celle des préoccupations et des intérêts qui jalonnent sa vie et notamment dans/du fait de la conscience de la finitude et de l'éphémère de celle-ci. Mais cette position se veut également teintée d'un essentialisme dont la portée idéologique induit de fait que la temporalité fondamentale, qui se réfère au *Dasein*, représente l'enveloppe temporelle totale et authentique de l'Être, de son être-là-qui-est-au-monde. De façon surprenante, cette enveloppe, qui n'a aucune portée personnalificatrice, se trouve naturalisée par sa description préontologique, au sens où tout est déjà en instance d'être et que toute relation au monde par l'être-là n'est qu'une mise en adéquation temporelle authentique ou non avec cette instance. En cela, la temporalité sartrienne est plus spécifiquement existentialiste et elle relève pleinement des relations temporelles au monde dans l'existence quotidienne de l'homme. Ainsi, toute pensée du passé n'est pas une pensée au passé, mais une pensée présente actualisée dans le projet d'être de l'être-au-monde. Penser ou parler de quelqu'un de cher qui a disparu, c'est le penser pour

soi dans l'actualité de son activité, de ses propres constructions identitaires, affectives. C'est peut-être y voir une relation au temps qui passe (dont la durée paraît plus ou moins longue) mais aussi y déceler une relation à un lieu qu'on aime ou a aimé ou comme une relation à d'autres personnes qui connaissaient cet être cher.

Dès lors, la temporalité devient l'unité dynamique et articulée du temps vécu par l'être-au-monde autour de l'avenir\*, de l'ayant-été et du rendu présent des choses et des êtres qu'il met à proximité par sa préoccupation. Cette unité dynamique est la bulle temporelle des relations avec des événements qu'ils soient passés, présents ou à venir que nous portons à chaque instant de notre existence. Ce temps est donc une contraction du temps dans le "rendre présent" préoccupé, dans toutes les relations car :

"la notion d'intervalle, reportée sur celle de date, engendre l'idée qu'on peut assigner une étendue temporelle à tout 'maintenant', à tout 'alors', à tout 'autrefois', comme quand nous disons : pendant le repas (maintenant), le printemps dernier (autrefois), l'automne prochain (alors). La question, si embarrassante pour les psychologues, de l'extension du présent trouve ici son origine et l'origine de son obscurité. C'est en termes de laps de temps que nous 'accordons' tant de temps, que nous 'employons' bien ou mal notre journée, oubliant que ce n'est pas le temps qui s'épuise, mais notre préoccupation elle-même."

[RICŒUR, 1985]

Le "rendre présent" est bien semblable au "sans échelle" du lieu (compris comme entité spatiale mise à proximité par la préoccupation de l'être) dont il participe. Car chaque "rendre présent" se préoccupe d'une entité de temps *dimensionnée* selon les valeurs assignées par la personne à ce/ceux à quoi/qui elle pense dans le rendre présent de son acte de penser. La durée de ce rendre présent n'est donc pas objectivement déterminée mais subjectivement construite. De ce fait, le rendre présent, de même que la superficie du lieu, ne rentre donc pas dans une logique de la mesure et de la proportion. L'un et l'autre n'ont pas d'extensivité. En cela, le "rendre présent", en son principe phénoménologique, ne peut être qualifié selon un

étirement temporel cosmique, et cela du fait que son irruption tient de l'instantanéité de l'acte du penser présent lui-même. En cela, on aborde les concepts d'utopie et d'uchronie dont les systèmes communicationnels (TGV, autoroutes) et télécommunicationnels (téléphonie mobile, Internet) sont friands (v. L'ubiquité publicitaire).

De ce fait, au-delà de l'aspect "situatif" du temps (avant-après), la temporalité exprime l'épaisseur du temps pour chacun d'entre nous et cela au travers de son vécu. Au sens où la temporalité est notre conscience du temps, la temporalité peut ne pas être identique pour deux personnes différentes pour une même durée. Ce phénomène est similaire d'ailleurs pour les relations à la distance ou à la superficie si l'on traite de l'espace vécu ou des représentations d'un territoire [FRÉMONT, 1976].

• **Des temporalités  
comme abstractions du temps naturel**

Dépourvues de réalité objective et mesurable, comme peut l'être le temps compris comme de l'espace –c'est-à-dire compris comme une distance ou un intervalle–, les temporalités peuvent néanmoins jouer le rôle métaphorique de facteur dans le processus de mise en place d'un phénomène –soit, par exemple, facteur naturel, facteur social ou facteur psychologique. C'est le cas lorsque les temporalités sont considérées comme des paramètres temporels inhérents aux conditions d'avènement d'un autre phénomène qui paraît, si ce n'est déterminé, tout du moins conditionné par des causes efficientes dans l'ordre de la succession et donc de l'apparition de l'un et de l'autre. Pour exemple, un enfant est forcément né du ventre de sa mère et non l'inverse. Son emploi insiste donc ici sur le temps propre des êtres considérés. La temporalité indique un ordre de succession, fondé sur la trilogie passé/présent/futur, au sein de laquelle l'ordre de succession devient principe de causalité. Dans le même ordre d'idée, on peut traiter des temporalités comme étant susceptibles d'une approche scalaire : un temps court s'oppose à et s'emboîte dans un temps moyen et long. L'échelle temporelle est synonyme de la métaphore du "pas de temps", équivalente à une période donnée plus ou

moins longue (la décennie, le siècle, le millénaire). Son utilité relève souvent plus d'une conception idéologique que purement philosophique. En effet un temps long n'enchâsse pas les temps courts comme on peut dire parfois de façon simpliste en géographie qu'un niveau global peut déterminer les niveaux locaux.

Pour autant, la philosophie s'imprègne de plus en plus, de par sa volonté de comprendre et d'influencer les conceptions idéelles de la société contemporaine, des catégories politico-historiques qui fondent l'histoire des idées. En ce sens, elle tente de comprendre les périodisations philosophico-morales qui ont jalonné son existence et celles des sociétés qui se sont succédé. C'est dans cette perspective qu'il faut envisager les analyses philosophico-géographiques de la géographe britannique Anne BUTTIMER [1993] qui montrent comment l'évolution au fil des siècles des langages métaphoriques de la géographie –c'est-à-dire autant rhétoriques, techniques que pratiques– suit l'évolution de la société dans son rapport poético-mythologique à la nature. Dans cette perspective, elle s'est particulièrement intéressée aux figures du Phoenix, de Faust et de Narcisse.

**Des temporalités comme catégories en histoire**

La temporalité est assez souvent synonyme d'échelle temporelle (voir ci-dessus), mais elle renvoie plus volontiers à la question de la discrétisation de niveaux temporels et pose celle de sa relativité. Les temporalités peuvent être classées soit en fonction de l'échelle temporelle (temps long, temps court...), soit en fonction du rapport entre le même et l'autre (temporalité cyclique, linéaire...), soit en fonction du rapport entre les trois dimensions du temps, passé, présent et futur. Si certains ont tenté de promouvoir une approche axiomatique du temps, impliquant un ensemble de moments, un ordre et une mesure de durée, il apparaît que la temporalité qui en ressort est elle-même soumise à la relativité temporelle. Cette relativité provient des différentes façons de vivre et de se représenter le temps, aussi bien pour ce qui concerne les acteurs historiques (des micro- aux



macroacteurs) que pour ce qui concerne les historiens : par exemple, la temporalité linéaire peut être “ascendante” ou “descendante” –on parle alors communément de progrès ou de déclin. De même, si les temporalités se structurent en périodes, séparées par des transitions ou des ruptures (l’apogée entre une période ascendante et descendante), et sont ponctuées d’événements, un même phénomène peut faire figure d’événement ou de période selon l’échelle temporelle adoptée. Ainsi la Révolution française est tantôt envisagée comme un tout, tantôt comme un complexe évolutif d’événements.

POMIAN [1984] a proposé le concept de *chronosophie\** pour rendre compte de la structuration symbolique du temps en fonction des époques.

“Par *chronosophie*, Pomian entend les grandes périodisations de l’histoire comme celles de l’islam et du christianisme et leurs tentatives de mise en correspondance avec la chronologie ; dans ce champ s’affrontent les *chronosophies* religieuses et les *chronosophies* politiques ; apparaît [par exemple] à la Renaissance une périodisation en termes d’‘époques’ de l’art et au XVIII<sup>e</sup> siècle en termes de ‘siècles’”

[RICŒUR, 2000]

D’une manière générale, cet auteur oppose ainsi une conception du temps qui privilégie le passé et se fonde sur l’idée cyclique et oscillatoire de renaissance corporelle et spirituelle, à l’idéologie du progrès, fondée sur un temps linéaire, une conception téléologique du monde, caractéristique du “futurocentrisme”. C’est donc en mobilisant les catégories d’opposés : continuité *vs* discontinuité\*, cycle *vs* linéarité, mais aussi la distinction en périodes ou en ères, qu’il propose de limiter et d’ordonner dans un temps de l’histoire le temps des sociétés pour rendre compte de son architecture.

Dans cette même articulation entre ordonnancement du temps en histoire et construction sociale du temps, Pierre Nora [in LE GOFF et NORA, 1974] s’est attaché dans les années soixante-dix à renouveler la pensée de l’événement pour réhabiliter l’histoire contemporaine. Il s’agit alors de s’opposer à la fois à la tendance profonde à l’histoire de la longue durée mise en œuvre par l’École

des Annales (v. Géohistoire) et à la conception de l’événement propre à l’école méthodique (fin du XIX<sup>e</sup> siècle) qui ne considérait sa pertinence historiographique qu’à la condition qu’il soit passé et en tant qu’elle l’instaurait en maillon causal de la chaîne constitutive de l’histoire. Si “le retour de l’événement” dans sa dimension présente peut relever de la problématique de l’échelle temporelle, dans la mesure où il s’agit bien de travailler sur une dimension micro de la chronologie –sur le moment, considéré comme point de repère dans l’ordre du temps et comme révélateur de significations éparées–, le questionnement principal de Nora portant sur ce qu’on pourrait appeler “la fabrique de l’événement” s’inscrit plutôt dans la problématique de la temporalité. Comment les faits historiques sont-ils construits socialement en événements, à travers leur réception, la variation de celle-ci et leur appropriation mémorielle, et comment l’historien peut-il en rendre compte ? Dans le prolongement de ce positionnement épistémologique et dans le cadre de l’Institut d’histoire du temps présent (IHTP), la fin des années quatre-vingt est marquée par une réflexion méthodologique et épistémologique qui conduit à ériger en champ historiographique particulier le “temps présent”. Parallèlement, dans le champ particulier de l’histoire politique, LABORIE [1990] propose d’analyser l’événement (mais aussi la période) dans la perspective des représentations du temps, et en particulier de l’avenir, des acteurs de sa réception/construction.

Cette proposition doit s’entendre dans la tentative plus large initiée par l’historien allemand KOSSELECK [1979] de penser le temps social à partir d’une évolution du rapport entre les dimensions temporelles du passé, du présent et du futur, et de leur signification respective. Pour ce faire, cet auteur articule les deux notions de “champ d’expérience” (soit le “passé actuel” ou le processus constant d’actualisation/sélection des faits historiques comparé à la perception des choses à travers le hublot d’une machine à laver) et d’“horizon d’attente” (projection et modalités de projection), et démontre que le temps historique est né de la tension-dissociation qui s’est opérée entre les deux dans la modernité. Sur ces bases, HARTOG [2003] a avancé le concept de “régime d’histori-

cité” pour rendre compte des types différenciés de relations qui unissent passé, présent, futur. Il distingue trois principaux régimes d’historicité. Un régime classique, dit “passéiste”, qui, en n’opérant pas de dissociation entre champ d’expérience et horizon d’attente, est non seulement tourné vers le passé mais fait de l’histoire passée une ressource pour comprendre l’histoire présente et prédire l’avenir, et préconise l’imitation des Anciens. Un régime moderne, dit “futuriste”, qui fait de l’horizon d’attente construit sur le mode de la nouveauté et de l’idée d’irréversibilité les principes organisateurs du rapport au temps (forme laïque du progrès). Un régime contemporain, dit “présentiste”, qui se caractérise par un déficit d’une vision de l’avenir (crise des grands récits) et par un encombrement mémoriel (commémoration et patrimonialisation tous azimuts) du champ d’expérience.

#### La temporalité en narratologie

La narratologie étudie au sens strict la logique des récits, c’est-à-dire la logique de tout ce qui relève du monde raconté par l’écrit et énonçant une suite de faits sous une forme littéraire ou historique [RICEUR, 1983]. Toutefois, elle peut étendre son champ d’application à toutes les formes de création qu’elles soient artistiques ou non, notamment à l’acte de création architectural [RICEUR, 2000] ; mais aussi à toutes les formes de discours qui racontent le monde, c’est-à-dire le *figurent* pour lui donner un sens particulier et matérialiser sa réalité comme représentation identifiée et identifiable en sa présence ou en son absence. L’analyse des récits permet de rendre compte de la temporalité de la conception, de la même manière que celle des énoncés graphiques ou cartographiques permettait d’analyser la question de son échelle (cf. ci-dessus).

##### • Maîtriser son temps : raconté, figuré, formalisé

Si l’on peut traditionnellement distinguer le récit comme monde raconté et le discours comme monde commenté [WEINRICH, 1973], selon LEROI-GOURHAN [1964] :

“langage et figuration relèvent de la même aptitude à extraire de la réalité des éléments qui restituent une image symbolique de cette réalité. Mais alors que les figures verbales, dans les mots et dans la syntaxe, sont comme l’équivalent des outils et des gestes manuels, destinés à assurer une prise efficace sur le monde de la matière et des relations, la figuration se fonde sur un autre champ biologique qui est celui de la perception des rythmes et des valeurs, commun à tous les êtres vivants.”

Ainsi, la narration comme monde raconté ou figuré permet à l’homme de contrôler son environnement, de lui donner une réalité symbolique, c’est-à-dire une réalité qui devient la sienne, selon les artefacts actualisés de sa compréhension du monde et les artefacts instrumentaux de sa construction. L’avènement de l’*homo sapiens* est caractéristique de cette évolution représentative et artefactuelle, elle coïncide en effet, selon Leroi-Gourhan, avec le “développement du symbolisme abstrait ainsi que la diversification intense des unités ethniques. Ces constatations archéologiques autorisent à assimiler, à partir du Paléolithique supérieur, les phénomènes d’insertion spatio-temporelle au dispositif symbolique dont le langage est l’instrument principal ; ils correspondent à une véritable prise de possession du temps et de l’espace par l’intermédiaire de symboles, à une domestication au sens le plus strict puisqu’ils aboutissent à la création, dans la maison et partant de la maison, d’un espace et d’un temps maîtrisables”.

Cette maîtrise est évidemment régie par les régimes d’historicité, dans la mesure où ceux-ci règlent le rapport instrumental et objectif (artificialisation de la nature et élaboration des outils de contrôle de sa réalité) que les sociétés entretiennent avec leur monde comme lieu du devenir et de préoccupation. Ainsi le passage pour les sociétés d’une rythmicité saisonnière à une rythmicité calendaire détermine pour les sociétés humaines des “métriques qui font du temps et de l’espace humanisés la scène sur laquelle le jeu de la nature est commandé par l’homme” [LEROI-GOURHAN, 1964].

L’intérêt pour le chercheur est alors d’appréhender les temporalités du récit selon deux niveaux d’interprétation :



celui qui relève du contenu même du récit et celui qui découle de toute mise en œuvre d'une création ou d'un projet, qu'elle soit littéraire, architecturale ou politique. Mise en œuvre qui s'élabore selon une triple temporalité : conception – exposition – réception ou pour reprendre les temporalités de la figuration exposées par le philosophe Paul Ricœur : préfiguration – configuration – refiguration. Ces deux niveaux d'interprétation inscrivent la relation permanente entre la structure et la dynamique temporelle. En effet, la dynamique de production constitue un contenu structurel, celui de l'œuvre, alors que ce contenu structurel élabore une dynamique temporelle, celle de la déformation des temps vécus tels qu'ils sont racontés dans le récit. La mise en perspective scientifique se doit donc de discerner ce temps du récit et le temps de sa réception. Et à partir de là, de conduire l'examen des procédures qui interpellent à la fois l'acte de création (pour l'œuvre littéraire, picturale) ou de mise en récit (pour un document d'urbanisme ou une carte par exemple), mais aussi les éléments qui en conditionnent la mise en place et ses conséquences escomptées (par le concepteur) ou efficientes (sur le récepteur). Car le récit a une fonction autojustificatrice, il raconte le monde tel que la personne qui crée le récit le voit, et la figuration produite par ce récit donne alors du contenu au monde tel que cette personne l'a raconté. L'exemple de la constitution du peuple juif est éloquent pour ce propos comme le montre RICŒUR [1985] :

“c'est en racontant des récits tenus par le témoignage des événements fondateurs de sa propre histoire que l'Israël biblique est devenu la communauté historique qui porte ce nom. Le rapport est circulaire : la communauté historique qui s'appelle le peuple juif a tiré son identité de la réception même des textes qu'elle a produits.”

• **Les formes architecturales comme récits des temporalités de l'habiter**

À côté de ces récits d'origine qui sont plus ou moins mythologiques, plus ou moins historiques, les constructions architecturales, en tant qu'objet déployé dans l'espace et à travers/dans le temps, constituent également une bonne lecture du récit que la société se donne d'elle-

même. Pour RICŒUR [2000], on retrouve dans l'acte d'habiter le déploiement unifié, similaire à celui de la narration, de trois temporalités, celle de la conception, de la construction et de l'habitation. Ricœur les nomme terme à terme : la “préfiguration”, la “configuration” et la “refiguration”. En effet, comme à la lecture d'un ouvrage, venir à être (au sens existentiel d'habiter) en un lieu construit (une maison, un musée, une gare), c'est pour chaque individu : s'y fondre avec ses valeurs, ses résistances et ses acceptations (refiguration), mais aussi et surtout entériner d'un coup l'aménagement de ce lieu (configuration) –sa mise en intrigue en quelque sorte si l'on reprend les termes de la narratologie–, et enfin entériner l'ébauche mentale de son concepteur (préfiguration) avec tous les prérequis idéologiques de ce dernier qui s'y inscrivent consciemment ou inconsciemment.

En ce sens, les temporalités de l'architecture relèvent de temps multiples : d'un côté parce que les bâtiments, les aménagements scandent la réalité spatiale. Ainsi, les réalisations sont effectuées au fil du temps avec plus ou moins de régularités liées aux temporalités de la puissance aménageuse –le Paris “configuré” des magistratures présidentielles de G. Pompidou et de F. Mitterrand, n'est pas le même que celui de V. Giscard d'Estaing ou de J. Chirac ; d'un autre côté parce que chaque scansion, chaque ensemble construit, déploie sa durée, depuis sa conception par l'architecte jusqu'à son habitation. On a donc les temporalités de la demande (besoins d'habitation ; de se représenter le monde ; de se représenter au sein du monde), du projet (avec ses possibilités et ses contraintes techniques, institutionnelles situées et datées), de la construction (selon les saisonnalités, le nombre de travailleur, la monumentalité), et de sa réception en tant qu'habitation et en tant qu'objet paysager. Formes architecturales produites qui n'ont donc pas pour seul objectif l'habitation mais aussi, à travers elle, par les figures qu'elle met en scène, l'identité politique du corps social. L'architecture, si elle n'implique pas forcément l'idéologie du régime politique où elle s'élabore, peut parfois en être cependant une figuration idéologique. C'est notamment le cas des architectures produites par les dirigeants des régimes totalitaires [ABENSOUR, 1997].

Au travers de ces architectures, on a comme toute temporalité du récit une déformation du temps vécu mais aussi une volonté de conformer l'habitant à une nouvelle temporalité. Or, si la réflexion porte ici spécifiquement sur l'architecture pour rendre compte de son origine, au-delà c'est toute la question des aménagements de lieu dans leur rapport avec la question de l'habiter qui est en jeu. Ce thème de l'habiter est en effet aujourd'hui au travail dans la géographie française comme une des déclinaisons de la question plus large de la dimension spatiale du social ou de l'humain, qu'elle soit élaborée par les phénoménologues dans une orientation écologique et cosmologique autour de l'expérience du lieu, de la terre ou de l'écoumène [DARDEL, 1952 ; BERQUE, 2000], ou dans une perspective plus territoriale autour de la pratique des lieux [LUSSAULT in LÉVY et LUSSAULT, 2003 ; STOCK, 2004 ; HOYAUX, 2003-2] (v. Moments de lieux).

### La temporalité en géographie

La notion de temporalité introduit en géographie l'idée de diachronie et de dynamique des configurations, des systèmes\* spatiaux et territoriaux. Elle permet de réévaluer de nombreux concepts qui rendent compte du déroulement dans le temps de phénomènes spatiaux ou à dimensions spatiales de natures extrêmement variées, telles que la diffusion, la différenciation, l'expansion, la concentration ; mais aussi, dans un autre registre, la mobilisation des acteurs, l'instrumentalisation des idées et la territorialisation qu'ils effectuent autour de la catégorie temporelle : la corporéité, la patrimonialisation, l'identité. L'intérêt est alors d'analyser les types de mise en œuvre du temps dans leur évolution ou trajectoire. Dans un premier temps, nous verrons que ces relations entre temps et objets de la géographie sont de deux ordres pour la géographie. Elles peuvent être pensées selon une temporalité inscrite dans un temps physique ou réel ou selon une temporalité construite dans un temps subjectif ou mental. Les unes sont de l'ordre du processus et insistent plutôt sur les relations temporelles d'objet à objet (ou

trop souvent des sujets pensés comme tels), les autres sont de l'ordre du procédural et impliquent des relations temporelles de sujet à sujet ou de sujet à objet.

Mais ces deux ordres d'analyse demeurent rivaux à des catégorisations épistémologiques qui relèvent de modèles culturels éminemment symboliques, entre autres ceux de la linéarité et de la cyclicité ; de la durabilité ou de l'irréversibilité ; ou ceux de la continuité et de la discontinuité\* [EspacesTemps, 2003]. Ceux-ci peuvent générer des façons de faire et de penser l'espace différentes en géographie, voire conflictuelles.

#### • Processus et procédure

Dans la lutte toujours ouverte entre les tenants d'une géographie environnementaliste et d'une géographie sociale et culturelle se trouve nichée une opposition épistémologique (et idéologique) de taille que révèle de façon surprenante non pas le rapport à l'espace mais au temps. En effet, il est important de mettre en exergue deux niveaux d'interprétation de la réalité géographique, l'un relevant du processuel, l'autre du procédural ; l'un plutôt utilisé par les sciences de la nature (géomorphologie, climatologie), l'autre plutôt mobilisé par les sciences sociales (géographie sociale, géographie culturelle, politiques d'aménagement des territoires). Si les premières incitent à penser les processus des systèmes\* spatiaux, notamment ceux de l'environnement naturel, dans leur "laisser-être" de système (v. Le karst), c'est-à-dire sans qu'il n'y ait *a priori* d'action de mise en ordre par l'homme (autre que conceptuelle bien entendu), les secondes appellent à une réflexion sur les procédures de contrôle plus ou moins explicites opérées par la société sur les configurations spatiales (les organisations territoriales, sociales, économiques, politiques).

—Les sciences de la nature, fondées sur l'abstraction du temps naturel, s'inscrivent en termes d'analyse de la situation en son contexte d'être causal et déterminé. En quoi la temporalité est constitutive de ce contexte et en quoi cette constitution ontogénétique d'un temps naturel agit sur l'environnement naturel et social.



–Les sciences sociales, fondées sur les temporalités comme vécu et construction du temps, s’inscrivent en terme d’argumentation et de justification de cette situation en son être contingent. En quoi, la temporalité est construite et en quoi cette construction agit sur le temps de l’action individuelle, sociale, économique, politique, et par là même met en ordre le monde pour lui donner du sens.

Le processuel est probabiliste alors que le procédural est possibiliste. Possibiliste au sens invoqué d’abord par Leibniz (on est toujours dans le meilleur des mondes possibles) mais aussi dans une certaine mesure par les vidaliens. En effet, sous le régime procédural, l’homme est bien un acteur géographique modifiant par son action son environnement naturel et social, tout en n’étant plus déterminé totalement par lui [BERDOULAY, 1981].

Si la géomorphologie a pu jouer dans la géographie classique le rôle d’une véritable “histoire naturelle” comme processus intégrateur des temporalités “naturelles” et sociales sous le couvert d’un scientisme ambiant [REYNAUD, 1971], aujourd’hui, les géographies ayant pris en compte le tournant épistémologique des sciences dans leur ensemble montrent que ces deux modalités d’interprétation ne peuvent se penser séparément. En effet, elles s’interpénètrent de plus en plus sans pour autant que ces géographies n’aient besoin de se recouvrir totalement tant au niveau méthodologique qu’au niveau épistémologique. En effet, il paraît difficile aujourd’hui d’analyser les processus naturels des systèmes\* fluviaux (v.) sans analyser en même temps les procédures d’aménagement qui en ont modifié l’organisation au fil de l’histoire. Pour autant, ces procédures, si elles contrôlent pour partie l’évolution naturelle, ne peuvent empêcher qu’un processus naturel se mette en place (l’ajustement naturel) suite à chaque transformation procédurale. Inversement, si la société procédurale tend à maîtriser tous les paramètres de son activité, elle ne peut totalement se départir de la réalité des processus naturels qui lui sont extérieurs, non pas qu’elle n’en soit pas parfois la cause, mais parce qu’elle ne peut justement pas prévoir dans l’absolu l’étendue et la durée de sa réalité, en un mot, leur contingence. C’est ce mixte de nature et d’artefact dans le mouvement conjoint de la

naturalisation de nos artifices et de l’artificialisation de la nature qui participe de la réfutation de la croyance moderne en l’extériorité de l’homme par rapport à la nature-objet, que la philosophe Catherine Larrère et l’ingénieur agronome Raphaël LARRÈRE [1997] appellent des objets et des phénomènes hybrides.

#### • Récits et images

Si la géographie est trop souvent présentée comme une science synchronique, c’est parce qu’elle est analysée au regard de l’étendue sur laquelle elle travaille, et non sur la mise en ordre dans un seul temps de cette étendue. En effet, dans son interprétation de ce qui est, la géographie interpelle le passé, le présent et le futur dans un temps où tout est contemporain et non pas successif. Cette géographie est plutôt contemporanéiste au sens où elle n’analyse pas le passé pour lui-même mais en tant qu’il est la condition de ce qu’il y a aujourd’hui ; de même qu’elle ne pense le futur que comme résultante possible de ce qui est. Elle s’intéresse donc aux patrimoines qui sont une fossilisation contemporaine des formes passées (v. Géographie et archéologie), comme elle s’intéresse aux perspectives de l’aménagement du territoire derrière les politiques publiques ou l’évolution des mobilités actuelles. Il n’y a donc pas de perspective historique et en cela elle travaille plus souvent sur les discours (monde commenté) que sur des récits (monde raconté) au sens précédemment évoqué de Weinrich et Ricœur.

C’est sans doute alors à travers l’historiographie des travaux des géographes que l’aspect diachronique du discours géographique se révèle le mieux [KNAFOU (dir.), 1997 ; BERDOULAY, 1981 ; BENKO et STROHMAYER, 2004 ; CLAVAL, 2001]. Ces travaux enregistrent des temporalités de la pensée scientifique et géographique qui recourent une nouvelle fois les régimes d’historicité. On observe alors que la géographie, à côté de sa propension contemporaine à construire les temporalités de la dimension spatiale du social ou des systèmes spatiaux, prête actuellement une attention croissante aux dynamiques d’évolution, aux sens et aux rythmes des pensées spatiales autres

que purement géographiques : celle de l'urbanisme ou de l'aménagement des territoires [DEBARBIEUX et VANIER (dir.), 2002]. Dans ce type d'ouvrage promu notamment par les groupes de prospective mis en place par la DATAR, l'aménagement du territoire semble plus souvent construit par sa déconstruction épistémologique que par l'assimilation d'observations de terrain. L'image y trouve une place stratégique non négligeable tout autant comme outil de (dé)monstration des politiques conçues par les acteurs de l'aménagement que comme objet du discours critique du géographe. Le géographe, en tant qu'acteur de ces politiques, notamment à travers les audits qui lui sont commandés, se retrouve ainsi placé sur la ligne ténue qui sépare l'implication scientifique prospective et la légitimation de projets déjà élaborés. Dans ce jeu, il est clair que la carte, dont il est le concepteur, permet à la fois d'intégrer les trajectoires territoriales des divers espaces représentés et d'éclairer par quelques signes savamment choisis les lignes directrices, les orientations des politiques d'aménagement territoriales qui doivent être conduites. Elle participe ainsi de :

“ce rôle crucial d'ordination du temps, tenu par l'image, on le retrouve dans la moindre pratique individuelle : un récit de qualification et de justification constitue pour celui qui l'énonce une mise en ordre qui intègre l'expérience dans une séquence causale –au moins *a minima*– désignant une (des) origine(s) à l'événement et ses aspects, l'encadrant dans un environnement doté de sens et traçant des perspectives. Bref, que cela soit pour une collectivité, par la voix d'un porte-parole, ou pour une personne, l'image assure que les ‘choses tiennent ensemble’ –et ‘que ça dise pourquoi’– donc que le monde soit envisageable et vivable, qu'il s'arrache de l'immonde.”

[Lussault in CALLENGE, LUSSAULT et PAGAND, 1997].

La carte est en effet un instrument de contrôle de l'espace indéfini ainsi que du temps indéterminé. Elle est datée mais elle représente surtout sous sa temporalité de production des temporalités d'énonciation qui relèvent de la construction idéologique du producteur.

#### • Texte et *praxis*

Cette approche par le récit dans son sens large draine aujourd'hui des axes importants de la recherche géographique qui travaillent à l'échelle de l'individu ou des collectifs, notamment ceux, inscrits dans le paradigme balisé par la sociologie des acteurs et la narratologie, qui traitent des “arts de faire spatiaux” qui entrent en jeu dans les politiques territoriales [LUSSAULT, 1996 ; BERDOULAY et ENTRIKIN, 1998], mais aussi ceux, inscrits dans les courants de la phénoménologie, qui analysent les relations d'intertextualité entre l'individu et le monde dans ses dimensions paysagères et/ou territoriales (voir ci-dessus) [DARDEL, 1952 ; BERQUE, 2000].

Dans cette deuxième perspective, l'individu écrit le texte en même temps qu'il le lit pour reprendre le titre d'un ouvrage de l'écrivain-géographe Julien Gracq (*En lisant, en écrivant*, 1992). Il est alors autant auteur qu'acteur de sa réalité spatiale et temporelle. Dans cette acception, “la géographie peut [alors] exprimer, inscrire dans le sol et le paysage, la conception même de l'homme, sa manière de se chercher, de se vouloir comme être individuel ou collectif” [DARDEL, 1952]. Cette recherche de l'homme même par lui-même postule un acte d'interprétation qui concerne son rapport au monde qui l'environne aussi bien que son rapport à lui-même. Mais cette perspective herméneutique n'est pas unidimensionnelle car les deux rapports –celui de l'homme à la Terre et celui de l'homme à l'homme en tant qu'il déchiffre la Terre– impliquent nécessairement de distinguer deux niveaux d'analyse dans l'appréhension des discours portant sur le paysage, l'un de nature sémiologique (interprétation des signes), l'autre de nature ontologique (interprétation de l'interprétation des signes). Le premier produisant des significations dans l'acte de communiquer le déchiffrement, le second créant du sens dans l'acte de le réfléchir ou d'en prendre conscience. En mettant au jour cette double interprétation, le but d'Éric Dardel est d'atteindre à l'explicitation de ce qu'il appelle la géographicité de l'homme, c'est-à-dire à l'explicitation de la “relation concrète [qui] se noue entre l'homme et la Terre” et qui intervient pleinement “comme mode de son existence et



de son destin" [*ibid.*]. En effet, pour Dardel, il existe réellement un lien ontologique entre l'homme et la Terre. Tout d'abord parce que la Terre fait sens pour l'homme, et en cela "la géographie [au sens ontologique du terme], sans quitter le concret, prête ses symboles aux mouvements intérieurs de l'homme" [*ibid.*]; ensuite parce que, par sa présence même, l'homme donne sens à la Terre –certes selon son point de vue, mais comment pourrait-il en être autrement ? Par ce principe, "la réalité n'est géographique que pour l'homme" [*ibid.*] : l'homme est le seul être vivant à pouvoir faire lien avec cette réalité, c'est-à-dire à être agi par elle autant qu'il agit sur elle... consciemment ou symboliquement. Ainsi, si "il arrive que la montagne "écrase", que la forêt vierge "[l']étouffe", que la lande [l']incline à la mélancolie" [*ibid.*], il faut interpréter cet "écrasement", cet "étouffement", cette "mélancolie" de l'homme en relation avec la Terre non pas uniquement comme des réactions biologiques à des influx de l'environnement réel, mais aussi prendre en compte tous les niveaux de significations que crée chaque être pour déterminer pour lui-même, mais aussi pour le monde extérieur, son paysage intérieur, imaginaire. Cette double interprétation, paradoxale, accrochée à un même milieu ne dénie en rien la réalité de certains faits qui peuvent s'y dérouler, bien au contraire, elle met en perspective l'hypothèse que le rapport aux faits qui se déroulent dans ces milieux est différent selon les individus et les sociétés, mais aussi selon les temps de la vie, l'historicité de ces derniers. Ainsi, le texte géographique, comme écriture de la Terre, renvoie par ces formes (assimilables à des mots) à des temporalités passées ou futures, à des souvenirs personnels ou à une mémoire partagée, et connote l'engagement ou l'attente selon les nécessités du moment de la part du lecteur.

"Habiter une ville, c'est y tisser par ses allées et venues journalières un lacs de parcours très généralement articulés autour de quelques axes directeurs. [...] Il n'existe nulle coïncidence entre le plan d'une ville dont nous consultons le dépliant et l'image mentale qui surgit en nous, à l'appel de son nom, du sédiment déposé dans la mémoire par nos vagabondages quotidiens. [...] Nantes. L'ancienne ville –l'ancienne vie–

et la nouvelle se superposent dans mon esprit plutôt qu'elles ne se succèdent dans le temps : il s'établit de l'une à l'autre une circulation intemporelle qui libère le souvenir de toute mélancolie et de toute pesanteur ; le sentiment d'une référence décrochée de la durée projette vers l'avant et amalgame au présent les images du passé au lieu de tirer l'esprit en arrière."

[GRACQ, 1985]

Cette sorte d'ego-géographie opérée par Julien Gracq montre combien la géographie doit faire fi des contingences des événements humains pour repenser "les différentes échelles temporelles impliquées dans les expériences quotidiennes de l'environnement" [BUTTIMER, 1993] des individus, et ainsi mieux prendre conscience dans nos analyses "des liens inextricables entre le temps et l'espace dans toutes les phases de la curiosité géographique" [*ibid.*].

Dans la première perspective, pour Michel Lussault notamment, on peut extrapoler les formes d'intelligibilité du récit proposées notamment par Ricœur –le récit en tant que structure narrative– à toute action spatiale. Dans la mesure où "tout *dire* est un *faire* social", l'action n'est qu'une figuration spatialisée du faire qui invite le géographe des politiques territoriales à analyser "*l'économie sémiotique* que chaque action spatiale (et toute action possède nécessairement une dimension spatiale) instaure" [Lussault in LÉVY et LUSSAULT, 1999]. Ce faisant, il propose une approche narratologique de la triple dimension constatative, justificatrice et performative des actes de langages portant sur l'espace donné à aménager, organisés par les acteurs en récits de qualification et de justification des êtres, des choses, de leurs relations, des événements. Ces récits sont en fait considérés et traités comme des mises en intrigue entre les acteurs pour ordonner leur réalité par rapport à l'hétérogénéité de leurs relations spatiales, sociales et temporelles. Cet ordonnancement de la réalité joue donc des échelles et des temporalités. Pour ce qui concerne les secondes, tout particulièrement quand les acteurs locaux s'engagent dans des politiques de patrimonialisation, comme c'est le cas de la ville britannique de Liverpool

pour l'inscription de son centre historique sur la liste du comité du Patrimoine de l'humanité de l'Unesco en tant que *Maritime Mercantile City*.

“Tout récit d'action met en scène une trajectoire temporelle, celle du destin de la ville-personnage ; fil du temps qui part des origines (registre *mythique*, *stricto sensu*, de la narration) se déploie ensuite, respectant les scissions des quelques épisodes emblématiques qui configurent la destinée locale (registre *légendaire*), jusqu'au présent vanté de l'action (registre *qualificatif* et *justificatif*) pour enfin envisager l'avenir radieux de la ville exhaussée par la *praxis* (registre *téléologique*) et/ou pour montrer la sinistre face du déclin qui ne manquerait pas de se profiler à l'horizon si la 'ville' délaissait les opportunités majeures, celles que le pouvoir en place, bien entendu, souhaite ne pas manquer.”

[LUSSAULT, 1996]

#### • Prév́ision et prospective

D'une manière générale, on assiste à la recrudescence des notions en phase d'“-isation”, comme si le mouvement perpétuel de notre société ne permettait plus de réfléchir les réalités géographiques en tant qu'objet et sujet mais seulement en tant que trajectoire dont on ne sait pas si elle n'a jamais commencé ou si elle va s'arrêter. Ainsi, *a contrario* de l'idée synchronique de la géographie, les notions scientifiques ainsi suffixées deviennent en quelque sorte des artefacts de notre incapacité à arrêter la machine à faire du processus. Pour se défaire de ce mouvement perpétuel, la géographie tente bien de réaliser par la prospective un saut temporel à visée lointaine pour en quelque sorte anticiper et peut-être avoir le temps de temporiser sa réflexion, de se retourner sur quelque chose qui n'existe pas encore. C'est sans doute pour cela que la géographie est autant intriguée aujourd'hui par les temporalités, celles sans doute de son propre cadre d'exploration géographique.

En géographie, on peut déterminer deux temporalités de l'anticipation : celle des prévisions et celle de la prospective, la première s'établissant dans le champ causal

quantitatif d'une flèche du temps métaphoriquement linéaire –le futur découle des paramètres et des conditions du passé (t-1), de la même façon que celui-ci (t-1) découle des paramètres et des conditions d'un passé plus lointain (t-2) ; la seconde s'orientant dans le champ causal opéré sous la forme symbolique de sauts qualitatifs. La problématique prévision vs prospective est en fait directement liée à la dialectique entre processus et procédure (voir ci-dessus). En effet, en extrapolant les mesures effectuées sur les processus, dont on a dit qu'ils renvoient essentiellement à la géographie conçue comme une science naturelle, les chercheurs peuvent construire des courbes statistiques qui permettent de lire les données du passé jusqu'à aujourd'hui et énoncer alors des prévisions pour les temps à venir. La géographie procédurale quant à elle ne peut se permettre de prévoir sous peine d'introduire dans le schéma d'anticipation les biais mêmes des conditions d'interprétation qu'elle développe. Si parfois les sciences de la nature se trompent dans l'interprétation des mesures et donc dans l'extrapolation qui en est faite, on leur pardonne volontiers. En revanche, l'interprétation procédurale ne peut qu'émettre une vision approximative et implicite de ce que sera la réalité en fonction du contexte territorial et donc idéologique où elle opère. Même si les paramètres qualitatifs des territoires peuvent être cernés, les systèmes d'acteurs ne sont jamais identiques. En cela, chaque prospective est peu ou prou singulière. Son échelle d'appréhension est par conséquent souvent bien plus restreinte que celle de la prévision qui, par principe, doit pouvoir être reproductible à n'importe quel endroit de la Terre. Néanmoins, même en ce cas, il faut considérer la possible apparition d'un hiatus épistémologique puisque cette reproductibilité n'est pas forcément celle du phénomène apparu mais bien celle du protocole d'étude. Et si l'étude n'a pas de nécessité à être faite car jamais le phénomène ne s'est déroulé, pourquoi vouloir prévoir pour les autres situations ? Cela n'a pas de sens si ce n'est de vouloir contrôler les phénomènes (migratoires, météorologiques, pathologiques, etc.) de cet autre lieu où est extrapolée la prévision, et empêcher leur diffusion par exemple. En cela, la mission scientifique apparaît à son tour sous des traits procéduraux.



• **La mémoire dans l'analyse des temps présents**

Dans la dialectique entre prévision et prospective se niche la question de la mémoire au sens où elle joue le double jeu du rappel : soit pour que la chose revienne (temps cyclique) soit pour qu'elle ne revienne pas (temps linéaire). Aujourd'hui, le nombre important de travaux en géographie sur les questions de la mémoire, du patrimoine, de l'identité (flèche du temps projetée dans le passé, sur des permanences) va paradoxalement de concert avec la recrudescence des travaux sur la prospective (flèche du temps projetée vers l'avenir, sur l'émergence). Mais si l'axe du temps semble se disjoindre de plus en plus dans l'analyse géographique, les travaux géographiques semblent organiser sa réflexion sur la conjonction entre ce qui relève d'une histoire territorialisée (le récit que se font les institutions et les habitants de ce qu'ils sont) et un territoire en quête d'un futur (les régions, les pays, les communautés d'agglomération, de communes, etc.). Cette tentative de conjonction n'est pas si anodine car elle permet un tant soit peu de créer un temps commun du territoire. Elle permet également de dépasser cette dichotomie entre temps circulaire et temps linéaire pour lui préférer l'idée de trajectoire centrée non plus sur un temps externe mais sur un temps interne aux hommes et aux territoires qu'ils fondent.

Au niveau de la géopolitique, la problématique peut parfois être plus complexe puisqu'un conflit n'est pas forcément la résultante d'un autre (comme on le dit souvent pour la Seconde Guerre mondiale par rapport à la Première) mais peut découler de celui que l'on ne voudrait pas avoir à faire après (parce que ce ne sera plus le moment : changement de gouvernement, moins de militaire, moins d'argent). On entre là dans toute la problématique argumentative et justificatrice de la prospective, celle de l'anticipation pro-active et non plus seulement dans l'anticipation de la prévision réactive. Cette différence fondamentale rejoint ainsi les enjeux de la dialectique entre temps naturel et temps vécu, l'un déterministe est réactif alors que l'autre constructiviste

est pro-actif. Car le temps vécu assume la déformation qu'il construit du temps, il accepte en cela son parti pris quant aux rythmes qu'il donne aux configurations sociales et spatiales qu'il génère. Les conflits entre peuples, entre nations, ne peuvent ainsi jamais se légitimer comme relevant de la naturalité des processus, se cacher derrière un ordre du temps qui ferait œuvre de justice ne vengeant, réparant, rétablissant toujours à terme "la" justice [HARTOG, 2003].

En cela, la mémoire ne relève pas seulement de la recension et de l'accumulation des événements du passé dans l'attente de la grande réparation du futur, c'est l'actualisation d'une justification de ce qui a eu lieu et non d'une justice, actualisation tournée soit vers le passé soit vers le futur, soit vers un horizon d'attente soit vers un nouveau champ d'expérience [DEBARBIEUX et FOURNY, 2004]. De ce fait, la prospective devient un effet géographique et historique. Et l'on assiste alors parfois à une inversion sémantique de la perspective au sein même de la prospective, celle-ci ne réfléchissant plus le futur avec des éléments nouveaux mais avec des éléments anciens. C'est le cas lorsqu'on fait du neuf pour ne pas oublier l'ancien (les pastiches architecturaux). Mais à l'inverse, le nouveau peut servir à instrumentaliser le patrimoine au sens où on le présente comme tel dans une orbite future donnée. Telle construction architecturale fera patrimoine dans cinquante ans car elle répondra à l'idée d'authenticité pour les habitants ou les touristes qui y viendront.

La mémoire peut être aussi prospective quand elle se donne le rôle d'anticiper toute nouvelle réapparition d'un phénomène, notamment catastrophique. Dès lors, les monuments doivent donner toute leur mesure pour donner l'échelle d'importance de cet événement dans l'histoire de la communauté, de la nation, de l'humanité. Ainsi, "afin de conserver leur souvenir et d'entretenir la mémoire de la catastrophe, une communauté peut décider d'ériger un monument, comme on le fait pour les soldats morts au champ d'honneur. Le mort ne peut pas être mort 'pour rien'" [JEUDY, 2001].

## QUELS ENJEUX POUR LE SUJET ?

La polysémie des termes du sujet, qui pourraient chacun constituer un sujet en soi, incite à la prudence. Elle pose également de nombreuses questions épistémologiques.

### La question des rapports entre histoire et géographie

Pris, comme nous l'avons vu (v. Quelles échelles ?, Quelles temporalités ?), dans une nébuleuse théorique, les deux concepts d'échelle et de temporalité ont à voir avec les catégories d'espace et de temps, sans se confondre avec eux. Le sujet incite donc à une réflexion sur les relations entre histoire et géographie [EspacesTemps, 1998-1 et 1998-2] (v. Programmes scolaires). En effet, les deux termes sont dissymétriques, d'une part parce que l'espace et le temps ne se situent pas sur le même plan théorique, d'autre part parce qu'ils n'ont pas le même statut en géographie.

Le sujet invite à une réflexion sur la spécificité de la géographie au regard de ce jeu interdisciplinaire. Il se décline en deux questions inverses :

–quelles sont les spécificités géographiques du traitement des concepts d'échelles et de temporalités ? Question que l'on peut radicaliser sous la forme : y a-t-il des échelles et des temporalités spécifiquement géographiques ? Ou historiciser sous la forme : quelles échelles et quelles temporalités la géographie a-t-elle privilégiées au cours de son histoire ?

–qu'apportent les concepts d'échelles et de temporalités à la géographie –le premier relevant de nombreux domaines, le second incitant plutôt à dialoguer avec l'histoire, sous la forme du transfert disciplinaire ?

### Une problématique relationnelle

Le sujet se caractérise par l'importance des relations, renforcées par l'emploi d'un double pluriel. Il pose donc, outre les deux questions précédentes, un certain nombre de problèmes épistémologiques.

### • Les relations entre échelles

La première question soulevée par la notion d'échelle réside dans les relations entre échelle cartographique et échelle géographique. Les mises au point sur celle-ci (v. Quelles échelles ?) imposent que l'échelle géographique soit distinguée de l'échelle cartographique, au nom de la différence entre l'échelle fraction et ce qu'on pourrait appeler l'échelle étendue (ou l'échelle portée). Car l'appréhension et la construction de la dimension spatiale d'un phénomène ne sauraient correspondre à une opération de réduction scalaire, qui en revanche se trouve au principe de la représentation cartographique. Soumettre un ensemble de phénomènes à la réflexion géographique ce n'est pas le soumettre aux règles cartographiques [BRUNET, 1992 ; Lévy in LÉVY et LUSSAULT, 2003]. Ainsi, l'expression "petite échelle" se réfère-t-elle (ou devrait-elle se référer) dans la littérature géographique à des découpés de petite étendue, soit des entités spatiales micros, tandis que "grande échelle" renvoie à des entités spatiales de grande étendue, soit des entités spatiales macros. L'échelle étendue est un opérateur de la réflexion géographique, et non pas un opérateur cartographique. La question reste cependant ouverte de savoir et d'évaluer dans quelle mesure la seconde (échelle cartographique) est venue informer la première (échelle géographique) à partir d'une méthode de terrain qui a longtemps mis la carte (topographique, thématique) et ses différentes discrétisations au cœur de la pratique scientifique.

La seconde concerne les relations entre différentes échelles géographiques. Elle se décline en deux versants :

–si, dans une perspective résolument constructiviste\*, on conserve le principe méthodologique de la discrétisation scalaire, quelles sont les échelles pertinentes pour l'analyse géographique ? Comment penser le rapport entre réalité et échelle d'analyse sans conforter un certain réalisme scalaire ? Comment construire les échelles de la pensée géographique ? En tout état de cause, ce questionnement devrait inciter le géographe à interroger ses catégories d'analyse et sa démarche.

–comment penser les liens entre les différents niveaux ? En termes de saut, d'influence, de rétroactions ? En



géographie urbaine, la polarisation induite par un équipement ou un monument intra-urbain participe de la centralité globale de la ville, qui elle-même conduit à construire de nouveaux équipements et monuments. En termes de contradictions ? Par exemple la construction européenne induit en France une contradiction entre axes conformes\* à l'échelle communautaire et axes conformes à l'échelle nationale (v. Système scalaire concentré, Système scalaire d'interface ; Réseaux de transport), contradiction qui éclate dans la frontière Alsace. Là réside toute la difficulté de l'emboîtement des échelles. Certains phénomènes sont trans-scalaires, alors que d'autres se manifestent différemment selon les échelles considérées. Ainsi, la construction européenne est source d'une relative homogénéisation à l'échelle communautaire, alors qu'elle accroît la différenciation entre régions.

#### • Les relations entre temporalités

Symétriquement se pose la question des temporalités : –doit-on tout d'abord tenir une position ferme pour distinguer l'échelle de temps –dont l'aspect quantitatif renvoie à une entreprise de mesure et de discrétisation de la durée de manifestation des phénomènes historiques sur un temps ordonné par l'écriture de l'histoire– de la temporalité –qui est caractérisée quant à elle par un aspect qualitatif et renvoie plutôt à la construction sociale et, par conséquent, plurielle du temps ?

–quels types de temporalités convient-il de définir ? peut-on se contenter de la trilogie du temps long, du temps moyen et du temps court ?

–comment s'articulent ces différents types de temporalités ? que signifie emboîter les échelles temporelles, véritable transfert notionnel ? ne faut-il pas plutôt penser les relations entre temporalités en termes de décalages, voire de télescopes ?

À un autre niveau, si l'on s'en tient à la construction sociale de la réalité géographique et historique, on ne peut disjoindre les temporalités individuelles et les temporalités sociales. En effet, "le temps social résulte d'un système\* social complet et complexe et d'une expérience commune à des groupes sociaux ou à une société tout entière, c'est en

cela un temps historique radicalement différent d'un temps unique produit d'une expérience individuelle non communicable" [BULÉON, 2002]. Mais si ce temps est historique, il n'en demeure pas moins contextuel, lui aussi unique mais non plus seulement singulier mais identitaire. Car il ne peut y avoir une histoire de l'humanité et en cela l'Histoire n'existe pas [POPPER, 1979], mais des récits historiques, sûrement ! Récits qui construisent leur propre temporalité (celle de leur contenu) et qui ont été construits selon des temporalités particulières (celles de leur mise en place). Ainsi, l'histoire du stalinisme ne s'écrit pas de la même manière en France qu'en Russie et la mise en place du projet même de traiter du stalinisme comme un événement de l'histoire a pu avoir certaines accélérations (et aussi certaines bifurcations\* ou stagnations) en France alors qu'elles ne sont toujours qu'à l'état d'ébauche en Russie, pourtant apparemment plus investie de la question.

De fait, "le temps social fléché, donc irréversible, n'est pas pour autant linéaire et les formes temporelles que prennent les évolutions de société sont affectées de rythmes, de scansions, de bonds, de brusques accélérations, de phénomènes ondulatoires qui sont bien réels et ne sont pas l'expression d'un artefact de l'interprétation. Ces rythmes sont le résultat d'une causalité complexe, non aléatoire, déterministe, mais englobant de si nombreux facteurs que leur entrecroisement génère plusieurs possibles. Son historicité résulte de cela. Elle n'est pas seulement un héritage passif produisant une suite obligatoire. Elle assure plusieurs possibilités que le jeu des acteurs sociaux conduit, au prix de conflits, dans une direction ou dans une autre" [BULÉON, 2002]. Ces directions peuvent ainsi amener à avoir l'impression de revenir dans des temporalités passées (celle de la guerre, de la famine) comme d'expérimenter à rebours les temporalités des autres (l'engorgement des villes).

#### • Les relations entre échelles et temporalités

Nous débouchons sur la question centrale des relations entre échelles et temporalités. Comme tout sujet à deux termes, celui-ci implique de comparer les deux notions, d'articuler les deux notions.

Les deux notions s'avèrent apparemment dissymétriques d'un double point de vue disciplinaire et conceptuel. L'une renvoie plutôt à l'espace et à la géographie, l'autre plutôt au temps et à l'histoire. De même que temps et espace ne sont pas symétriques, la temporalité ne forme pas le pendant ni le contraire de l'échelle. Pour autant on peut considérer l'une et l'autre de ces notions comme une mise en mesure de la réalité, soit en tant qu'outil d'analyse soit en tant que niveau d'analyse. Ainsi, la temporalité peut être considérée comme la possibilité offerte à l'homme –dans toute l'ampleur de ses configurations sociales– de mettre le temps à sa mesure, celle du monde dans lequel il vit et des activités qu'il y opère. De même, l'échelle est aussi une mise en mesure de la réalité, soit en tant qu'outil d'analyse (échelle fraction) soit en tant que niveau d'analyse (échelle étendue) d'un objet géographique.

Ainsi, les notions présentent quelques points communs fondamentaux. Tout d'abord, l'échelle comme la temporalité ne sont pas des choses, mais des rapports entre les choses, des façons de concevoir, d'ordonner et de classer les objets spatio-temporels, des éléments de localisation. Rappelons à cet égard l'apport de la philosophie kantienne, qui considère l'espace et le temps comme les formes *a priori* de la sensibilité, et de celle de Leibniz\*, qui les analyse comme des notions relatives aux objets. Dans leur essence relationnelle, l'échelle comme la temporalité impliquent une réflexion sur les ordres de grandeur en géographie. Elles renvoient en outre à un couple conceptuel : celui de la continuité et de la discontinuité\*. En effet, l'échelle pose la question des discrétisations adéquates, des seuils qui font les niveaux géographiques [Ferras in BAILLY, FERRAS et PUMAIN, 1992]. Quant à la temporalité, elle suppose à la fois des permanences et des ruptures –deux notions qui ne prennent sens que l'une par rapport à l'autre : il n'y a pas plus de "même" absolu que "d'autre" absolu. Elle peut se penser de façon linéaire, ou sur le mode de la coupure. Le sujet convoque également la notion de gradient\*, intermédiaire entre continuité et discontinuité\*.

Enfin, le rapprochement des deux termes se justifie surtout par la possibilité de les articuler, et ce sous

plusieurs formes. La plus évidente relève des échelles temporelles, qui induit une réflexion sur les transformations de l'espace. Mais l'on peut aussi traiter des temporalités spatiales [TIGR, 1999]. Il est également possible de s'interroger sur une "correspondance" (ou sur les décalages) entre une échelle spatiale et une temporalité, ou entre une échelle spatiale et une échelle temporelle. À chaque échelle sa temporalité ? Enfin, on peut travailler l'hypothèse selon laquelle une temporalité peut être productrice d'un nouveau niveau scalaire (ainsi l'histoire de l'Europe conduit-elle à la construction du niveau mondial à partir des grandes découvertes), et réciproquement, qu'un changement ou un jeu d'échelles peut produire une nouvelle temporalité.

#### Une problématique épistémologique

La problématique relationnelle qu'implique le sujet proposé, et que l'on peut également discerner au sein même des notions ainsi reliées, délimite un champ d'investigation pleinement constructiviste, au sens où, si "les épistémologies positivistes sont fondées sur l'omnipotence d'un critère de vérité objective qui s'applique à un monde donné et passif, les constructivistes font de la connaissance un 'projet' [...] où l'objet connaissable est construit et actif dans le processus constructif" [Lussault in LÉVY et LUSSAULT, 2003].

#### • Le constructivisme

Par-delà ces questions méthodologiques, le sujet pose en géographie la question du constructivisme\* : les échelles et les temporalités sont-elles données ou construites par le chercheur ? Le traitement du sujet oscille donc entre deux pôles :

–un pôle objectiviste, voire réaliste, qui considère qu'un objet impose son/ses échelle(s) et sa/ses temporalité(s), que le géographe doit retrouver ;

–un pôle subjectiviste, qui juge que tout objet peut s'étudier à n'importe quelle échelle spatiale et temporelle, et



qu'il revient au géographe d'adopter une échelle en fonction de son projet intellectuel.

Ce dilemme pose la question suivante : l'échelle géographique n'est-elle qu'un type d'échelle d'analyse (micro, macro) ? Et ne nous renvoie-t-elle pas par-là à la polysémie du concept ? En effet, une échelle est toujours relative à un objet, c'est un phénomène couplant l'un et l'autre, c'est-à-dire l'objet et sa mise en mesure par l'échelle, puisque l'objet n'a en soi besoin de rien, ni d'être mesuré ni d'être mis à l'échelle de quelque chose ou de quelqu'un.

Le sujet proposé à la réflexion soulève donc également le problème de la subjectivité des acteurs face aux processus dits naturels ou objectifs autant que face aux procédures qui par principe sont liées aux idéologies qui les mettent en place. L'analyse se déplace alors sur les constructions sociales et les déterminants qui peuvent les fonder : quelles échelles et temporalités construisent les acteurs ? Quelles échelles et temporalités peut-on identifier au niveau de l'expérience vécue ? Notons à ce propos que la notion même d'acteurs suppose une réflexion sur l'échelle d'analyse en géographie : faut-il se situer au niveau des systèmes spatiaux, des groupes sociaux et/ou des individus ?

Face à cette alternative épistémologique, une position intermédiaire est bien sûr possible : c'est celle que nous avons implicitement adoptée ci-dessus à l'aide de la double conjonction de coordination et/ou. À défaut de savoir se positionner face à ce problème métascientifique, il est fortement recommandé aux candidats d'en avoir conscience et d'avoir alors un double recul, celui face à sa propre construction argumentative et celui face aux arguments (de qui, d'où, de quand) que l'on utilise pour construire cette argumentation.

#### • La catégorisation

En tant que nouvelle mise en lecture du monde, le constructivisme\* entraîne une réflexion sur le jeu des concepts utilisés ainsi que sur les procédures de catégori-

sation employées pour éclairer tel phénomène, en l'occurrence au moyen des notions d'échelle et de temporalité. Cet éclairage requiert une attention toute particulière en ce qui concerne l'argumentation qui voudrait objectiver les réalités étudiées. Au mieux, on peut admettre que l'analyse des processus, qui déterminent l'organisation des systèmes\* spatiaux, voire l'interprétation des procédures de territorialisation, est en quête d'une interobjectivité. En effet, la singularité de l'objet dans ses fondements temporels et spatiaux n'est jamais atteinte, seulement son identité au double sens cartographique de contrôle et de mesure. La catégorisation des objets symboliques ou scientifiques a donc principalement un rôle de maîtrise de notre environnement spatial, social et temporel. Mais cette catégorisation est loin d'être univoque, bien au contraire, elle se base sur d'intenses relations sociales qui lui donnent forme au cours du temps et créent selon les lieux, les groupes sociaux et les périodes des champs d'intersubjectivité. En ce sens, l'échelle ou la temporalité n'est pas appréhendée ni comprise de la même manière dans chacune des sciences. En revanche, chaque science, ou chaque courant d'une science, produit, en fonction de ses différents tournants, son intersubjectivité sur chaque notion qu'elle utilise. Mais cet allant de soi scientifique a besoin de s'affronter avec la quête d'interobjectivité des autres sciences ou des autres courants de sa science pour ne pas tomber dans une forme de naturalisation\* de ses attendus épistémologiques. L'utilisation de telle échelle d'analyse plutôt qu'une autre a un sens, mais il est forcément situé, daté et intersubjectif. Ce sens est donc une construction idéologique car il a en lui-même un objectif, celui d'être focalisant et localisant, de créer une finalité d'objet dans le temps (quand l'objectif est atteint) et dans l'espace (par sa nature d'objet manipulable). L'objet est alors mis en calcul, en mesure, en catégorie reproductible, mutable, échangeable. Mais si l'échelle et la temporalité peuvent contenir l'objet, elles ne peuvent contenir la relation que suggère leur utilisation et donc épuiser les configurations épistémologiques et existentielles construites par le géographe et l'homme en général.

### Chapitre 3.4. Texte 9.

2009 : « Petits arrangements avec le développement durable. *Entre production scientifique et instrumentalisation médiatique* », in "Ethique et éducation à l'environnement", **Education Relative à l'Environnement**, vol. 8, Ifrée, pp. 163-183 (avec V.André et L.Couderchet).

---

Ce texte écrit à six mains, celle du groupe ECOPOL, fondée pour ce faire, relève d'une volonté commune de traiter des constructions idéologiques au sein de la sphère médiatique traitant du développement durable et de l'éducation à l'environnement. Il est la réécriture d'une proposition pour le colloque du même nom organisé en 2008 à La Rochelle. Pour l'instant, cette collaboration a permis la publication de 4 textes (Texte 9, 11, C et E) qui ont pour vocation de mettre en critique l'utilisation normative du sens donné

Ce texte nous a demandé, outre un travail sur l'univers de la publicité et sa capacité symbolique à vendre n'importe quel produit, d'apprécier comment, quelles que soient les limites légales ou morales qui peuvent entraver sa bonne marche économique, la publicité arrive toujours à incorporer ses marges pour en construire une légitimité. Pour ce faire, elle passe par la naïveté de ceux qui réceptionnent les messages mais aussi de ceux qui cautionnent ces mêmes messages sous des prétextes qui ne sont pas toujours que mercantile ou financier.

L'espace en tant qu'il est objet de conservation et de protection peut alors devenir une des ressources d'un nouveau marketing écologique ou patrimonial. Dans ce texte, j'ouvre avec mes collègues plusieurs pistes que nous continuerons à éclairer lors des écrits postérieurs. La question de l'interobjectivité, pendant « savant » à l'intersubjectivité « habitante », comprise comme le moyen de faire se rencontrer les points de vue. La question du dépassement du leurre scientifique autour des notions de processus. L'utilisation de ce vocable doit être réservée aux mouvements compris comme ne venant pas de notre décision, de nos choix personnels ou collectifs (la marée, la pomme qui tombe sur le sol, etc.). Tout autre élément de production matérielle ou idéale doit être compris comme relevant de procédures politiques, techniques, intellectuelles, qui révèlent nos valeurs et les orientations que l'on veut donner individuellement et collectivement à notre existence et au monde qui nous entoure. Ainsi, au lieu de maquiller nos procédures sous diverses formes de naturalisation, et d'allant de soi, l'éducation à l'environnement ou au Développement Durable ferait mieux d'éclairer les enjeux écologiques et les différentes possibilités qui peuvent être mises en œuvre pour sauvegarder l'habitation de l'être humain. Derrière cet article, nous avançons l'idée que « chaque citoyen est un faiseur de choix, de décisions, de procédures, c'est la base de l'idée de démocratie ».



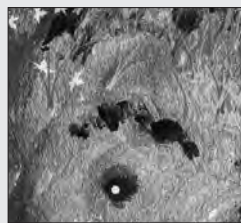


# Petits arrangements avec le développement durable

## Entre production scientifique et instrumentalisation médiatique

**Résumé :** Dans l'univers de la communication, l'enjeu environnemental est aujourd'hui recyclé en « argument commercial » par les stratégies de positionnement des organisations qui sont le plus souvent pointées du doigt par les écologistes. Cette tendance traduit la capacité du système à se dépasser par ses propres limites et à se protéger de ses contradictions successives en les intégrant à son discours. Ce projet est l'occasion d'étendre la question du marketing écologique aux slogans et à la mobilisation iconographique. Ce point de départ amène à confronter éthique de l'environnement, éthique de la communication et *in fine* éthique de l'éducation. Ainsi, comment déplorer le marketing écologique de tel groupe multinational lorsque les organisations territoriales et politiques utilisent les mêmes ressorts pour gagner l'adhésion des citoyens ? De même, comment critiquer les simplifications des discours publicitaires vantant les mérites de la durabilité d'un produit ou sa qualité environnementale quand les associations écologistes et parfois d'éducation à l'environnement brandissent elles aussi des slogans qui réduisent singulièrement la complexité des systèmes socio-environnementaux ? Ce texte tente de mettre en regard les discours argumentés qui ont pour vocation de faire autorité et les discours symboliques, via l'univers de la publicité, qui jouent tout à la fois de la rhétorique visuelle et textuelle pour construire les catégories et les références qui leurs sont associées sur la problématique du développement durable.

Véronique  
André-Lamat,  
Laurent  
Couderchet  
et  
André-Frédéric  
Hoyaux  
Université de  
Bordeaux



**Abstract :** Nowadays, ecological arguments are gaining in importance within marketing programs. This way, companies can catch people's attention and anticipate green reactions about their own environmental impacts. Studying a corpus of advertising messages, we show how ecological marketing spreads throughout the whole society. The phenomenon is of course effective in commercial advertising but also through non governmental organisations and local authorities. This text allows us to confront ethics of the environment, ethics of communication and *in fine* ethics of education.

Dans l'univers de la communication, l'enjeu environnemental, qui s'opposait jadis au productivisme économique, structure désormais l'ensemble des discours et des stratégies. Les industriels, pointés du doigt par les écologistes, transforment les contraintes environnementales en potentiels commerciaux ou les intègrent dans leurs systèmes de décisions opérationnels : en amont, à travers les comités d'éthique ou les « clubs de développement durable », voire les fondations d'entreprises ; en aval, à travers la mise en place de normes maquillées en externalités positives pour l'humanité. La question environnementale, devenue populaire et incontournable tandis que s'affirmait l'idée d'un développement durable, est ainsi devenue un produit d'appel, une ressource en elle-même. Les collectivités territoriales et les associations participent également de cette mobilisation, de cette convocation à l'environnement, qui s'organise suivant différentes modalités et différentes approches.

À l'occasion des travaux français du Grenelle de l'environnement décentralisé à Périgueux, la question de l'éthique en éducation à l'environnement a notamment porté sur le « marketing écologique », seul sujet sur lequel les participants de l'atelier consacré à la « démocratie écologique » ont envisagé de proposer un recours à la réglementation. Les partenaires réunis à cette occasion ont beaucoup insisté sur la nécessité d'un renforcement de l'éducation à l'environnement ou au développement durable, destiné à améliorer les capacités d'appréhension de problématiques complexes et incertaines pour une implication citoyenne éclairée dans le débat territorial participatif. L'article 8 de la *Charte de l'environnement* récemment intégré en préambule de la Constitution française au même niveau que la déclaration des droits de l'Homme de 1989 ne précise-t-il pas que : « L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte » ?

Dans cet article, nous proposons d'interroger et d'analyser la question du marketing écologique, en nous appuyant sur un corpus documentaire composé de slogans, d'iconographies, mais aussi d'extraits de sites Web ou de discours<sup>1</sup>. Ce point de départ amène ainsi à confronter éthique de l'environnement, éthique de la communication et *in fine* éthique de l'éducation.

L'éthique vise à examiner des questions et essayer de comprendre leurs implications, plus qu'à donner des solutions (Dolan, 1999). Ainsi, selon la circulaire n° 2004-110 du 8 juin 2004 de l'Éducation nationale relative à la « généralisation d'une éducation à l'environnement pour un développement durable », l'éducation à l'environnement et au développement durable renvoie à cette dimension éthique. Il s'agit tout d'abord de mobiliser l'approche systémique pour appréhender et faire comprendre la complexité des phénomènes et des réponses à apporter aux problèmes environnementaux. Il

s'agit également de développer une approche critique, de mettre « en valeur l'importance des choix et la responsabilité de chacun dans ses choix », d'intégrer « les valeurs associées à un développement solidaire ». En cela, l'éthique participerait d'un tournant herméneutique au sens où il n'y aurait plus d'interprétation « scientifique » univoque (une objectivité) réalisée par un interprétant unique (le scientifique qui objective) mais un ensemble de rapports entre constructions multiples du sens sur un même objet (interobjectivité) et une multitude d'interprétants plus ou moins constitués en collectifs sociaux (associations) ou professionnels (scientifiques).

Si l'on part du postulat qu'éduquer, c'est (en partie) apprendre à comprendre des modèles et tout autant apprendre à les construire, alors une éducation efficace suppose certes une transmission de connaissances mais aussi de valeurs qui s'établissent en référence aux modèles. Or l'éducation doit construire la capacité à critiquer : « Si jamais vous substituez dans son esprit l'autorité à la raison, il ne raisonnera plus ; il ne sera plus que le jouet de l'opinion des autres » (*Émile ou De l'Éducation* – Rousseau, repris par Philippe Meirieu, 2007). En ce sens, un des défis de l'éducation est bien d'apprendre à déconstruire des modèles, à décoder les discours qui les soutiennent, à gérer l'incertitude et acquérir la capacité de construire individuellement une responsabilité, un engagement envers un projet collectif pour un bien commun. Alors, « éduquer à l'environnement » puis « éduquer au développement durable »<sup>2</sup>, renvoie en partie à l'éthique de l'environnement<sup>3</sup>, qui préconise de la retenue dans l'exploitation de l'écosphère. De la même manière, dans le discours construit sur l'environnement, la démarche éthique relève certainement d'une retenue, tant les problématiques en cause ont parfois des fondements incertains. Dans sa démonstration d'un glissement vers la pensée unique, Georges Rossi (2000) fustige une pensée écologique qui « sous couvert de justifications morales et scientifiques, transforme l'hypothèse en vérité, la probabilité en certitude et en idée reçue ».

Au-delà de l'objectif de construire un modèle (éthique ?) de compréhension de l'environnement, voire d'approches et d'usages éthiques de l'environnement, l'éducation au développement durable a une double vocation. Elle vise tout d'abord à améliorer les capacités d'appréhension de problématiques complexes et incertaines. Le passage de l'environnement au développement durable a rétabli institutionnellement les interactions entre le système écologique et son environnement (au sens systémique) et il a réintégré les acteurs économiques dans les problématiques environnementales. Le degré de complexité à appréhender a été fortement accru par la notion de développement durable, notamment parce qu'elle impose de prendre en compte plusieurs interprétants de cette complexité. Elle introduit ensuite explicitement un précepte nouveau, celui de l'implication citoyenne dans les

projets, et fait émerger un besoin indispensable d'éducation. Cette éducation se déroule en formation continue. Aux plus jeunes, elle est dispensée en principe par l'éducation nationale qui propose des programmes et des instructions de plus en plus précis pour réduire la part d'interprétation qui pourrait naître de la diversité des intervenants. Aux plus grands, la formation passe par la compilation d'un ensemble d'informations produites par une palette médiatique de plus en plus conséquente. Pour autant, la chaîne d'information est très souvent circulaire et propose des liens qui se renvoient les uns aux autres : entre les types de média (Internet reprenant des informations des journaux télévisés reprenant des informations de quotidiens, par exemple) et à l'intérieur même d'un type de média (des sites Internet reprenant des informations d'autres sites Internet). Ces renvois mutuels créent une sorte de convergence sémantique qui freine la construction d'un esprit critique.

Or, une vraie participation nécessite un minimum de connaissances (ou d'expériences). En ce sens, l'éducation au développement durable devrait aussi s'appliquer à forger une implication citoyenne « éclairée » dans le débat territorial participatif, ce qui interroge : la participation doit-elle seulement intervenir *a posteriori*, dans l'action territoriale ? Ou doit-elle s'envisager dans le cadre même du projet d'éducation ?

L'éducation à l'environnement et, ou au développement durable ne concerne donc pas seulement les enfants, collégiens ou lycéens ; elle s'adresse aussi aux adultes citoyens et renvoie à une certaine conception du civisme. Une des questions clés est alors : qui participe à construire cette éducation et les modèles qui y sont associés ? Est-ce l'école ou l'université ? Est-ce les associations de défense ou d'éducation à l'environnement ? Ou est-ce la télévision et la publicité qui propose des modèles dont la légende implicite ou explicite génère dans un même package, discours et interprétation du discours ?

Au regard de l'idée que le spectaculaire (Debord, 1996) est l'instrument de médiatisation des enjeux environnementaux et que de nombreux agents et modes de communication s'en sont emparés, la question de l'éthique en éducation à l'environnement porte en particulier sur le « marketing écologique ». Lorsque le marketing écologique devient vecteur d'éducation (ou de pédagogie ?), que s'instaure via ce marketing une relation dominant/dominé (producteur du message/récepteur du message), que des enjeux économiques ou idéologiques se manifestent, alors le message se brouille au gré des intérêts des producteurs du message.

Notre analyse sémiotique de l'image de publicités et de discours (Sauvageot, 1987 ; Joly, 1993 ; Gervereau, 2004) fait le constat d'une production scientifique happée par des outils de communication qui conforment les regards sur le développement durable.

Deux catégories de slogans (d'approches ?) sont retenues ici : celle qui annonce la victoire de l'inventivité de l'industrie sur la crise écologique, celle qui recycle et réorientent les analyses et les points de vue sur les grandes questions scientifiques pour minorer, simplifier ou détourner la réalité.

### 1. Justifier le modèle social et économique, un certain regard sur le développement durable

La définition du développement durable proposée en 1987 par le rapport Brundtland est consensuelle, l'ensemble des catégories d'acteurs (politiques, économiques, associatifs, etc.) s'en est emparé. Ce consensus « mou » s'explique par les multiples interprétations qu'elle autorise. En simplifiant et sans rentrer dans les nombreux débats sur le sujet, des approches plus « économicistes » et des approches plus « écologiques » et normatives se distinguent<sup>4</sup>.

L'engouement pour l'environnement des grandes entreprises surfant sur la vague du développement durable se traduit dans les stratégies de communication. Le vocabulaire et l'iconographie renvoient à une nouvelle rhétorique, mobilisent de manière constante les mots « nature », « environnement », « équité », « responsabilité », « éthique ». Leur récurrence dans les discours a pris une telle ampleur que dès 1998 le Bureau de vérification de la publicité (BVP, de l'Association des professionnels pour une publicité responsable) puis le Conseil d'éthique publicitaire se penchent sur la question. Le BVP édite des recommandations sur l'argumentaire écologique, puis en 2007 sur l'argumentaire développement durable. En partenariat avec l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), un observatoire est monté et un rapport publié : *La publicité est-elle respectueuse du développement durable ?* (ADEME et BVP, 2007).

La teneur du message véhiculé par le biais des slogans, des mises en scènes et de l'iconographie est bien aujourd'hui le cœur d'une réflexion qui touche à la capacité de recevoir, décoder, interpréter un message publicitaire. Ce message est par nature simplificateur, mais dans quelle mesure peut-il s'avérer manipulateur, peut-il être instrumentalisé, peut-il générer voire justifier des comportements « non éthiques », dès lors qu'il participe (consciemment ou non) à construire une certaine vision des problèmes environnementaux et du « comment faire du développement durable » ?

Sur un marché devenu très concurrentiel, les entreprises considèrent manifestement que les thématiques de l'environnement et du développement durable constituent non seulement une opportunité commerciale mais aussi un facteur positif de leur image. Deux exemples sont ici analysés concernant les multinationales Véolia et Total, plutôt considérées comme de bons élèves par le BVP.



### « L'environnement est un défi industriel »

Véolia nous embarque dans le champ de l'environnement par la mobilisation d'une figure emblématique des problèmes environnementaux qui a fait ses preuves : l'arbre. L'arbre renvoie aux discours médiatisés sur la déforestation, l'Amazonie, le « poumon vert » de la planète. C'est un symbole immédiatement identifiable pour caractériser les enjeux environnementaux. Considérant qu'elle correspond à « la prise en compte des multiples liens sensibles à l'environnement » (Blanc, 2008), l'esthétique de l'image est irréprochable. Son organisation et la dominante de vert participent à produire une composition imaginaire d'un lieu qui a un sens écologique pour qui le contemple.

La figure de l'arbre est parfaite avec des axes de communication routiers constituant le réseau de branches, de nervures qui l'irrigue et le nourrit : message dont la clarté environnementale peut paraître paradoxale. Mais l'analogie est cohérente au regard du petit paragraphe explicatif. En effet, aucune remise en cause de l'augmentation de la consommation d'eau et d'énergie, de l'augmentation de la production de déchets etc., n'est envisagée. Pourquoi le seraient-elles puisque ces fameuses nervures ne sont que les représentations des « flux » nécessaires qui irriguent les villes (comme la sève pour l'arbre) et qui sont gérés avec tant de « naturel » par Véolia ! Un simple constat donc de « l'indispensable » nécessité de ces déplacements d'énergie, auquel il faut « simplement » trouver une solution grâce à une gestion efficace.

« L'environnement est un défi industriel ». Le slogan de Véolia réduit ainsi l'environnement à des solutions dont dispose l'entreprise grâce à des techniques et des métiers, et donne peut-être raison à ceux qui militent pour le maintien de l'expression « éducation relative à l'environnement » (Sauvé, 2002). Au-delà, il y a implicitement un positionnement singularisant, Véolia est l'arbre qui cache la forêt (les autres entreprises ?).

### L'environnement un bien économique à cultiver

Comme celui de Véolia, le message de Total vise à rassurer, et même à démobiliser le citoyen consommateur : ne changez pas de mode de consommation, Total assure et assurera l'approvisionnement. « Pour vous, notre énergie est inépuisable ».

Le parallèle entre la débauche d'électricité et le jaune infini d'un pseudo champ de colza est à ce titre édifiant. Les images se répondent, s'appuient sur la couleur chaude et réconfortante et participent par l'esthétique à construire finalement « une représentation de l'espace sensible dans lequel nous vivons et auquel nous aspirons » (Blanc, 2008). La stratégie n'est pas de nier mais de contourner le problème de l'énergie, de l'inscrire dans un paradigme qui ne remette pas en

cause le modèle de développement économique. L'enjeu pour Total est clairement économique : il s'agit de « répondre à la demande ». La référence aux carburants du futur renvoie à une utilisation de la nature qui peut paraître antinomique avec des objectifs de préservation de l'environnement, de limitation d'exploitation des ressources. Total entretient une vision du développement durable qui réconcilie la consommation et la nature, en proposant de remplacer des biens et services non renouvelables par des formes renouvelables (biocarburants et agrocarburants sans distinguo) : « pour mettre au point les carburants, nous faisons appel à la nature ». L'insecte butineur présent sur une fleur au premier plan est destiné à rassurer sur le caractère environnemental de l'agriculture fournisseur des carburants du futur. Total ne promeut-il pas la biodiversité à travers sa fondation ? Ici le positionnement est double, il s'agit de montrer : premièrement, à travers l'image de l'abeille, le changement des manières de faire, la substitution progressive d'une externalité négative (symbolisée par l'image du haut, une usine qui dans l'imaginaire pollue, fait du bruit) par une externalité positive (symbolisée par l'image du bas, cette abeille qui butine et dont la portée symbolique relève de la nature auto-productive, donc paradisiaque puisque l'Homme n'y a pas à faire d'efforts) ; deuxièmement, au-delà de cette substitution somme toute utopique, la nécessité de mettre en place quelque part des technologies pour transformer et amener cette énergie auprès des Hommes.

Enfin la publicité montre aussi la capacité des Hommes à faire du beau à travers ce déferlement technologique. Reprenant le titre du livre de Richard Bohringer et le modifiant quelque peu, comment ne pas se dire en voyant l'image que « c'est beau une usine la nuit » !

Comme dans les spots radio et télévision de tous les fournisseurs d'énergie, le message est assorti de la formule pudique réglementaire : « l'énergie est notre avenir, économisons-la ». À l'instar des formules « fumer tue » et « mangez au moins cinq fruits et légumes par jour » imposées aux marques de tabac et à l'alimentation, la puissance publique impose une formule dérisoire censée contribuer à la conscientisation des masses<sup>5</sup>. Sur l'affiche, la mention obligatoire écrite en caractères ridiculement petits est accolée à un slogan ambigu et contradictoire du message officiel, beaucoup plus visible celui-là : « notre énergie est inépuisable ». La multinationale qui se pose en organisation responsable (« carburants et produits respectueux de l'environnement »), pense le futur pour nous. Elle adopte une double stratégie : de culpabilisation et de sécurisation (inquiéter pour mieux sécuriser), l'objectif n'est pas de négation mais de contournement.

Plus globalement, Total a pris conscience de la nécessité de ne pas faire peur aux consommateurs sur l'éventualité qu'ils n'aient plus accès « facilement », c'est-à-dire en tout lieu et à tout moment, aux services énergétiques. Pour ce

faire, l'idée est de forcer le trait et de se positionner sur une symbolique ubiquiste (être partout en même temps) et uchroniciste (être en tout lieu sans qu'il n'y ait besoin de faire des efforts par rapport à une chronologie particulière : exploiter un gisement, transporter la matière première, travailler cette matière première jusqu'aux consommateurs). Ces spécificités qui hier encore étaient l'apanage de Dieu semblent donc maintenant partagées.

Comme la publicité Véolia, la publicité Total envoie, toujours dans un esprit de sécurisation, un message subliminal au consommateur. Sur la première image, un bosquet dessine la silhouette d'une girafe, sur la seconde, les fleurs sont butinées par une abeille surdimensionnée, ce qui doit nous rassurer sur les pratiques culturelles à l'origine de la matière première. L'analyse de ces deux exemples nous amène à constater la production d'un discours aussi flottant que la notion même de développement durable, qui s'appuie finalement sur la nature productive (Total), l'environnement submergé mais reconstruit par les productions humaines (Véolia). Il n'est cependant aucunement question de réviser un mode de consommation, un mode de développement mais plutôt de le conforter. On aurait d'ailleurs pu mobiliser de la même manière, pour étayer notre propos, une série de publicités sur les véhicules hybrides, produisant moins de CO<sub>2</sub>, Toyota ou Renault par exemple. Il s'agit clairement de préserver la capacité des sociétés à produire et non pas à conserver telle ou telle ressource. L'objectif est de remplacer des biens et services non renouvelables par des formes renouvelables, ce qui implique une confiance totale dans le progrès technique. La foi en la science et la technologie est ici structurante et conduit l'individu loin de toute évocation d'une crise quelconque de la modernité. La conception et la configuration des techniques organisent la société en la subordonnant à un certain ordre (Feenberg, 2004). On peut enfin se demander s'il n'y a une certaine forme d'ironie machiavélique dans ces publicités à l'adresse de la société : dites-nous vos représentations et vos lubies, nous arriverons toujours à les intégrer dans nos nouvelles technologies !

## 2. Interobjectivité et intersubjectivité en question

Le développement durable, comme l'environnement, a une dimension systémique, c'est un des fondements du rapport Brundtland. Parmi les grands préceptes de la systémique définis par Von Bertalanffy ([1968], 2002), la complexité est associée à l'incertitude. La méthode systémique justifie la simplification dans un but de compréhension des structures et dynamiques des systèmes, cette simplification produisant l'incertitude (Le Moigne, [1977], 2004). Lorsque « l'animation environnementale » devient communication, ce principe simplificateur devient slogan et l'hypothèse se fait conclusion.

En choisissant de communiquer sur l'environnement, l'univers de la publicité mobilise les grandes problématiques qui intéressent le monde

scientifique. Il opère ensuite des simplifications qui génèrent des affirmations. Celles-ci s'appuient sur différentes formes de vulgarisation scientifique qui ont percolé une grande part de la société aujourd'hui, par le biais de personnages emblématiques (non scientifiques) tels que Nicolas Hulot ou Yann Artus Bertrand, nouveaux héros de l'écologie citoyenne, et d'émissions télévisées dites « grand public ». Sans faire une défense de castes, ces personnages sont souvent hors champ des disciplines dont ils prétendent savoir quelque chose. De ce fait, il y a une sorte de connivence avec le public qui arrive alors à travers eux à se projeter lui aussi comme possible commentateur de l'actualité de la crise environnementale. Ces personnages présentent les mêmes symptômes que les nouveaux philosophes sur lesquels Pierre Bourdieu avait travaillé quand ces derniers avaient les faveurs des médias. Aujourd'hui, ces faveurs se tournent vers quelques « scientifiques » semblant avoir du « crédit » mais qui surtout apportent avec eux l'audimat, ce champ économique « très hétéronome » et donc « très fortement soumis aux contraintes commerciales » (Bourdieu, 1996, p. 62). Cette hétéronomie était traduite par Bourdieu comme la possibilité donnée à quelqu'un qui n'est pas spécialiste dans un champ de recherche de faire des commentaires en tant que spécialiste dans ce champ ou de pouvoir juger un spécialiste de ce champ comme s'il l'était lui-même.

Un jeu d'autorité se construit donc entre journaliste, spécialiste supposé et spécialiste tout court. Et la partie pédagogique n'est évidemment pas gagnée quand celle-ci s'inscrit dans le jeu du classement qui relève plus de l'affectif que de l'effectif ! Hier, Bourdieu relevait que « les hebdomadaires adorent ça : faire le bilan de la décennie, désigner les dix grands « intellectuels » de la décennie » (Bourdieu, 1996, p. 66-67). Aujourd'hui, l'*Express* dans un numéro spécial « Agissons maintenant. Urgence écologique » nous propose d'élire nos « héros écolos » : « Connus - ou non - du grand public, ces hommes et ces femmes se battent pour sauver la planète, chacun à sa manière. Que pensez-vous de leur action ? » Et de nous permettre ainsi au-delà des six stars en photos (Gore, Hulot, Bertrand, Vanier, Étienne et Di Caprio) de voter pour notre héros : « Vous voulez vous aussi proposer un nom ? Envoyez nous votre proposition par e-mail en cliquant ici [...] »<sup>6</sup>. Derrière ces images de héros écolos se glisse la personnalisation des héros légendaires qui rappelle les grands sauveurs de l'humanité et les histoires plus ou moins vraies, plus ou moins imaginées que nous racontaient au coin du feu nos grands-mères dans leur bonne sagesse... Histoires qui avaient toutes une morale, structurante et structurée depuis des siècles, évoquant en cela la durabilité du bon sens. Pour autant, nous verrons qu'il ne s'agit pas d'opérer une simplification visant à mieux faire comprendre la complexité, mais plutôt d'alimenter la construction de récits, susceptibles de nourrir l'imaginaire et les référentiels collectifs, de fonder de nouveaux mythes. Pour cela, et suivant les conceptions de

l'environnement et de l'écologie parfois assez radicale de la *Deep Ecology*, la planète sera assimilée à un « être vivant ». Cette fois, c'est la Terre qui se trouve personnalisée pour nous la rendre plus chaleureuse, plus proche, comme c'est le cas pour le *Gaïa* de James Lovelock, ou pour la lecture qu'en fait Jonas dans sa conception ontologique. Autant de systèmes de valeurs qui nourrissent de nouvelles orientations idéologiques et mentales pour les sociétés sur lesquels se positionnent les industriels.

### Éviter la reproduction de « l'écocide » de l'île de Pâques

Dans cette publicité, EDF (Électricité de France) nous raconte une histoire tragique et qui serait « vraie » : celle de la disparition d'un Éden, liée à la surexploitation des ressources par trop d'Hommes sur un petit espace clos. « Il y a bien longtemps, l'île de Pâques était un paradis. Ses habitants construisaient de grandes statues pour honorer leurs ancêtres. Ils les sculptaient dans la pierre et les transportaient sur des rondins de bois. On raconte qu'ils coupèrent tant d'arbres que leur petite île devint un désert. Notre planète est comme l'île de Pâques au milieu de l'océan : on peut la détruire ou la préserver, mais on ne peut pas la quitter [...] ».

Dans un premier temps d'analyse, le « on raconte » évoque la légende, l'historicité des choses, la morale, la pensée partagée, il permet aussi la déresponsabilisation derrière la masse et l'histoire. Le « il y a longtemps » sous-entend une histoire ancienne, qu'EDF assure comme un passé révolu. Mais dans un second temps d'analyse, le « on raconte » fait référence également à l'ouvrage *Effondrement - Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, de Jared Diamond (2005, traduit en 2006). Biogéographe renommé de l'Université de Californie, l'auteur est membre de la direction du WWF (*World Wildlife Fund*). EDF s'appuie sur cette idée essentielle de la responsabilité des Hommes, au travers de leurs actes et de leur choix, et montre une volonté d'engagement, un comportement responsable envers ceux qui n'existent pas encore « [...] pour les générations futures, EDF consacre 1 million d'euros par jour à la recherche » : deux idées que l'on retrouve chez Jonas. Pourtant l'ouvrage de Jared Diamond a été contesté et ses théories remises en causes dès 2006 par Jean-François Dortier (puis Duvoux en 2007). Plus globalement, les relations causales et linéaires entre population et environnement sont depuis longtemps critiquées et invalidées par de nombreux travaux scientifiques (entre autres, Boserup dès 1965 ; Tiffen *et al.*, 1994 - avec l'ouvrage au titre provocant *More people, less erosion*).

Ici, la question de l'interobjectivité n'est pas considérée, il n'y a pas de confrontations, d'ajustements, de ré-expérimentations avant d'autres conclusions, les interprétations étant proposées dans des temps différents. Mais au-delà, du fait que les processus à l'œuvre sont plus complexes, il est difficile de les comprendre sans rentrer dans l'explicitation de la méthode



utilisée et de ses conséquences sur les résultats proposés. L'action publicitaire ne peut reprendre quelque chose qui relèverait des choix du chercheur et *in fine* engagerait celui... du consommateur. EDF est le « leader européen des énergies de demain », mais pour que ce demain soit, il faut faire le bon choix aujourd'hui (celui d'EDF ?)<sup>7</sup>, d'autant que les Hommes doivent bien avoir conscience que comme les habitants de l'île de Pâques piégés sur leur île, ils sont tous piégés sur la Terre. La publicité nous rappelle d'ailleurs « on ne peut pas la quitter ». La finitude irrémédiable de la planète doit donc les inquiéter au regard de leurs choix. Et on peut faire avec le géographe britannique Denis Cosgrove (1994), le rapprochement entre la conception durabiliste actuelle de notre planète et la vue de cette dernière par les astronautes de la NASA posant le premier pas sur la Lune en 1969. Car, voir la terre en perspective, à une très petite échelle, c'est la voir dans son unicité organique indépassable.

Cette publicité d'EDF renvoie d'une part au conservationnisme et aux théories néo-malthusiennes qui caractérisent certaines conceptions de l'environnement ; d'autre part aux problèmes environnementaux les plus « populaires » (déforestation, surexploitation des ressources par des sociétés du Sud prédatrices de leur environnement). En revanche, dans notre société moderne de la connaissance et suivant le message d'EDF, miser sur l'exploitation de l'électricité permet de réguler plus rationnellement l'exploitation des ressources terrestres, d'assurer un développement durable et donc de garantir le maintien de la vie sur terre. EDF communique beaucoup sur la recherche, sans jamais évoquer la question du nucléaire, encore moins celle du recyclage des déchets radioactifs. Un tour de force qu'effectue également Areva en parlant du nucléaire comme d'une « énergie au sens propre ». De toutes les entreprises, elle est sans doute la plus aguerrie aux controverses environnementales. Dès le début des années 1970 en effet, l'électricien a dû intégrer à ses stratégies des contestations anti-nucléaires extrêmement virulentes. Sa grande expérience transparaît dans l'efficacité de son message publicitaire.

#### « Un bébé naît, Guigoz plante un arbre »

Cette entreprise joue d'une certaine manière sur le même registre de la déforestation et de la démographie, mais aborde la question des naissances de façon originale. Il s'agit tout de même du fondement de sa prospérité...

Le constat de la déforestation est ici finalement un préalable acquis, et Guigoz propose une forme de compensation, destinée à maintenir l'équilibre entre croissance démographique et ressource végétale : « 1 bébé, 1 arbre ». On peut également interpréter cette publicité dans une posture métonymique. En effet, on a ici un jeu de similitudes provoquées par la proximité enfant-arbre compris comme les dernières ressources de l'humanité dans son ensemble. La partie, l'arbre, mais aussi le bébé, doit être pensée pour le tout,

la forêt et au-delà l'environnement, et au-delà l'ensemble des personnes qui vivent sur notre planète. Donc nourrir un enfant, c'est sauver un arbre, et donc notre environnement, mais inversement, sauver un arbre, c'est aussi nourrir un enfant et notre planète. L'idée de transmission aux générations futures, d'équité intergénérationnelle aussi, inhérente au développement durable, est mobilisée en se fondant sur l'image forte du bébé.

La firme a tout de même le mérite d'associer l'Office National des Forêts et nous permet ainsi de penser que le reboisement sera effectué dans les règles de l'art. Ce n'est pas toujours le cas et le geste environnemental peut alors avoir des effets anti-écologiques. Dans un article intitulé « Tempête sur Versailles », Véronique Dassié (2002) explique que la tempête qui balaya la France en 1999 semble avoir changé le statut des arbres : « longtemps destinés à produire de la matière première, ils deviennent dans les discours, plus que des arbres, des êtres vivants qu'il faut protéger et conserver ». Le processus produit par l'événement de 1999 est compassionnel. L'émotion « qui s'enracine dans l'arbre est source d'un élan patrimonial » (Dassié, 2002), cet élan est irrationnel. Plus récemment, dans l'hebdomadaire *l'Express* (Olivier Le Naire, 2007), Laurent Choffé, adjoint à l'architecte en chef des Monuments Historiques chargé de la restauration du parc de Versailles, confesse qu'à sa manière, cette tempête fut une aubaine « car le public n'aurait jamais admis une campagne d'abattage radicale. Or ces abattages étaient indispensables, puisque les plantations des jardins de Le Nôtre étaient conçues pour être renouvelées tous les cent ans. Pour la plupart, elles en avaient 120. Il était temps d'agir ». Nombreuses sont les situations où une pensée écologique sommaire des riverains s'oppose désormais à la science des forestiers et empêche des abattages sanitaires d'arbres.

La traduction simpliste de la relation entre l'environnement et l'arbre est en effet récurrente dans le message écolisant. À l'occasion de la promotion de son récent ouvrage *C'est bon pour la planète*, Evelyne Dhéliat prétendait acheter des sapins de Noël en motte et les replanter par la suite. On ne peut demander à la présentatrice de la météorologie sur TF1 de connaître les programmes de restauration de la qualité écologique des milieux dans le Morvan, derrière les cultures de sapins de Noël<sup>8</sup>. On ne peut lui demander non plus de plonger dans les règlements d'urbanisme qui interdisent, au nom du paysage et du cadre de vie justement, les plantations d'arbres résineux à haute tige dans les quartiers résidentiels. Pourtant, ce type de raisonnement simpliste diffusé à heure de grande écoute, en transformant la cause écologique en niaiserie de consommation courante, peut avoir un effet sur les représentations des populations et donc rejaillir sur le sens de leur implication dans le débat public.

Qu'il s'agisse des slogans qui constituent des raccourcis vertigineux et gomment toute analyse systémique ou d'images chocs, la réduction de la

**174** Véronique André-Lamat, Laurent Couderchet et André-Frédéric Hoyaux

complexité des relations Homme-Nature articule de nombreux discours : ceux des grandes entreprises qui cherchent à valoriser leurs produits et leur image comme ceux des collectivités territoriales ou des associations écologistes. Tous visent un même but, l'efficacité de leur action. Que cette action soit mercantile, politique ou militante.

« **Évitons ça !** »

Les pouvoirs publics ne sont pas épargnés par le mouvement qui vise à toucher la corde émotionnelle du citoyen. Il ne s'agit plus là de vendre une énergie soi-disant plus propre, un petit-pot ou un livre, mais de faire la promotion d'une politique publique environnementale. Une campagne de communication du Conseil régional d'Aquitaine montrait récemment une série d'images chocs assorties d'un slogan simple : « évitons ça ! ».

La première photo rappelle le désastre de décembre 1999, décidément efficace pour susciter l'adhésion, laissant croire que les politiques régionales disposent d'une solution face aux ouragans. Un plan climat régional qui contribuerait à la lutte contre les gaz à effet de serre nous permettrait-il d'éviter de nouvelles tempêtes ? Il y a loin, semble-t-il, des moyens d'intervention d'une région française à la maîtrise des fureurs météorologiques. La seconde image montre la sécheresse et suggère un processus d'aridification en marche, à l'image des campagnes de sensibilisation sur la question du Sahel, dans les années 80. Ces campagnes, notamment celles de l'UNICEF, associaient l'argile craquelée par le soleil, à la famine et à l'image d'enfants mourant de faim. La dessiccation du lit d'une rivière bien de chez nous, doit nous alerter sur l'urgence de la situation en ce qui concerne le réchauffement climatique et la baisse des nappes phréatiques. Cette image doit nous inciter à adhérer aux politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics, notamment l'interdiction d'arroser pendant certaines périodes de l'année ou de la journée. Ce phénomène est pourtant récurrent sur les bords vaseux des cours d'eau, il n'est pas forcément catastrophique. C'est bien ici la mise en scène, associée à des référents qui se sont installés dans une culture commune, qui confère à la situation son caractère dramatique.

Les slogans et la dramaturgie peuvent être utilisés pour favoriser la mobilisation, et l'on pense aux campagnes actuelles du ministère de l'écologie et de l'aménagement durable pour inciter les citoyens français à éteindre la lumière lorsqu'ils quittent une pièce, ou à fermer le robinet lorsqu'ils se lavent les dents : projet politique ou aveu d'impuissance ? Le discours est normatif, la rhétorique actuelle de la durabilité produit un ensemble de prescriptions qui devraient faire effet dans quelques dizaines d'années, suffisamment longtemps pour que nos technologies aient changé. Ce genre de message peut paraître dérisoire voire stérile quant à son impact mais il n'est pas sans « performativité ». Cette dernière est en fait une conception étayée par le

philosophe John Austin ([1962], 1991) dans son ouvrage *Quand dire, c'est faire*. Pour lui, l'action du discours peut parfois être action tout court, même s'il peut y avoir découplage temporel entre les deux. Et ce que nous demandons en tant que citoyens, c'est justement que nos élus agissent. À défaut de faire, les élus peuvent dire et surtout rendre visible cette action de dire. Et quoi de mieux que la publicité pour compléter ces deux axiomes sociologiques et combler le vide politique : action et visibilité de l'action.

### La science participe

Le monde associatif n'est pas épargné par la nécessité de cette communication racoleuse. Sa légitimité est assise sur son désintéressement<sup>9</sup>, elle est parfois confortée par le soutien scientifique. Indépendamment de la justesse du combat de l'association et de son intégrité, le slogan du WWF (« Le Rhône : un désastre écologique ») pose au chercheur un problème éthique : quelle crédibilité accorder aux résultats d'une étude, fût-elle réalisée par 300 médecins, qui déclare ses conclusions avant d'être lancée ? L'opération coup de poing joue de notre crédulité : l'eau du Rhône serait en fait devenue un produit irritant ou nocif puisqu'elle est explicitement symbolisée par la croix au milieu de PCB. Croix plus directement compréhensible que le PCB (polychlorobiphényles) lui-même. Ce produit hautement toxique pour l'être humain en général (en bout de la chaîne alimentaire) et pour le milieu halieutique en particulier nous renvoie à l'idée d'empoisonnement qu'évoque la bouteille avec le squelette du poisson. Le slogan « Sommes-nous contaminés ? » induit une réponse affirmative. L'idée de cette contamination et de sa découverte par une association qui ne relève pas des pouvoirs publics tend à nous faire croire que l'administration publique dans son ensemble et sanitaire en particulier nous cache quelque chose. On joue ici du ressort d'un imaginaire qui a trait aux légendes urbaines, sorte de rumeurs fondées (ou infondées peu importe) qui traversent les discours de café du commerce, et qui s'étayent de jour en jour, en boucle, pour fonder une intersubjectivité latente qui ne demande qu'à se renforcer lors de nouvelles révélations.

Cette intersubjectivité trouve sa légitimité dans le poids pédagogique de l'autorité scientifique représentée non par WWF mais par les médecins préleveurs. Ces derniers sont entrés en résistance par rapport à l'administration sanitaire, les « collaborateurs » de l'État. Mais à force de rhétorique, le lecteur se perd dans ses propres capacités d'action. L'accusation existe mais elle n'a pas d'accusé direct à mettre dans le box, et comme les personnes lésées, le citoyen se retrouve sans comprendre pourquoi il en est ainsi, quel est le mobile, pourquoi et par qui l'acte a été commis.

### 3. Analyse cognitive de l'action

Dans ces exemples retenus parmi d'autres, les acteurs économiques, politiques et associatifs construisent des mythes ou des récits accessibles à

tous. Ils convoquent la science pour vendre ou pour justifier leur *a priori*, détournent des images pour interpeller les citoyens et ouvrir des fenêtres dans l'agenda politique. Dans cette démarche, il n'est plus question de l'incertitude consubstantielle des problématiques environnementales. Les thématiques accrocheuses de la déforestation, du désert qui avance ou de la surpopulation sont notamment utilisées car elles permettent de mobiliser l'heuristique de la peur. Pour éviter les catastrophes naturelles et humaines irréversibles (comme celle de l'île de Pâques), il faut suivre les préconisations soit des multinationales comme EDF ou Guigoz qui travaillent à notre bien commun, soit des collectivités territoriales qui contribuent à nous assurer un environnement quotidien vivable, soit enfin des associations qui réveillent en nous notre conscience de citoyen du monde responsable, ayant des devoirs envers la planète. Mais si la peur est un moyen historique, universel et sans faille pour orienter la conscience collective, elle renvoie à deux courants philosophiques différents : celui mobilisé ici qui considère la peur comme un outil heuristique et éthique (Jonas) ; un autre qui considère l'heuristique de la peur comme une manipulation politique terrorisante, susceptible de produire une dérive totalitaire au nom du bien (Huxley, [1932], 1977). Enfin, avec la peur, les publicités évoquées jouent aussi sur le grand classique qui constitue le sentiment de culpabilité et la culpabilisation. Culpabilité qui recourt à notre inconscient collectif occidental imprégné des conceptions religieuses dualistes (le bien et le mal, l'enfer et le paradis) qui nous amène à faire un choix, celui de l'action vers le bien. Actions vers le bien qui sont souvent prédéfinies par des autorités hiérarchiques, sortes de tutelles morales plus ou moins manipulatrices et elles-mêmes manipulables. Le Conseil Régional, qui nous amène à ordonner nos consciences par la publicité, ne l'est-il pas par divers lobbies industriels ou associatifs ?

Comment dépasser ce type de construction ? Comment passer d'une culpabilisation « passive » à une responsabilisation active ? Comment aussi construire quelque chose qui relève plus de l'éducation civique, c'est-à-dire développer les capacités du citoyen à s'investir et produire du projet collectif ? En changeant d'échelle peut-être, et en ciblant un niveau d'appréhension de l'espace pour l'individu, mais qui se construit à travers l'action de tous : l'espace de proximité. La réhabilitation du local est bien inscrite dans les orientations du développement durable, au sens de l'espace de vie, de l'espace du quotidien.

Finalement, à travers les différentes conceptions des modèles économiques (croissance ou décroissance), des idées demeurent, il faut instruire la mise en forêt des espaces. Il y a donc bien là un point d'ancrage de l'interobjectivité dans ce qu'elle a de plus normatif et en tant qu'elle se substitue à tout esprit critique !

#### 4. Pour conclure

Dans un contexte présenté « d'urgence environnementale », face à quelques scandales retentissants et à la pression sociétale, les entreprises ont connu une



fragilisation de leur image et se sont engagées dans des démarches dites éthiques : « La morale commande, l'éthique recommande » (Comte-Sponville, 1991). Mais l'aspect volontaire de ces démarches n'empêche pas leur instrumentalisation et « l'agir éthique » peut simplement coïncider avec un simple souci, très libéral, d'accroître des performances financières. La vraie distinction à faire et à analyser serait peut-être entre « l'agir éthique » très en vogue, visible et lisible et un « être éthique », révélateur de valeurs plus profondes qui guideraient un engagement de l'entreprise (Bossanne, 2006).

L'analyse que nous avons engagée montre comment des multinationales, des organisations non gouvernementales (ONG) ou des collectivités territoriales, ayant des objectifs divers (intentions mercantiles pour les premières, projet collectif pour les secondes) mobilisent les mêmes ressorts pour produire une communication sur le développement durable et l'environnement. Les projets sont différents mais les moyens iconographiques ou les slogans font tous appel à la fois à l'émotionnel et à des référents de morale quasi religieuse. Ils mettent en exergue, non pas un processus de responsabilisation de la société dans son ensemble qui pourrait aboutir à réfléchir, construire, produire un projet collectif partagé, mais la culpabilité. Et c'est au regard de cette culpabilité, que ces multinationales, ONG ou collectivités territoriales nous proposent un discours « prêt à penser », des méthodes « prêtes à appliquer » ou « prêtes à acheter ».

Faut-il alors prévoir une forme d'intervention publique destinée à contenir les excès du marketing écologique ? La réponse n'est pas simple tant les catégories de messages sont enchevêtrées les unes dans les autres. En outre, comment déplorer le marketing écologique de tel groupe multinational lorsque les organisations territoriales et politiques utilisent les mêmes ressorts pour gagner l'adhésion des citoyens ? De même, comment critiquer les simplifications de discours publicitaires vantant les mérites de la durabilité d'un produit ou sa qualité environnementale quand les associations écologistes brandissent elles aussi des slogans qui réduisent singulièrement la complexité des systèmes socio-environnementaux ?

Le développement durable, en réconciliant les sphères de l'économie, de l'écologie et du social a abouti à donner au système économique une capacité à intégrer le discours de la doctrine, sans que finalement ne soit remis fondamentalement en cause le modèle de développement. Étrangement cependant, alors que « l'agir humain » et la notion de travail (ou d'emploi ?) sont essentielles, une des trois dimensions du développement durable est absente dans l'ensemble du corpus documentaire que nous avons mobilisé : la dimension sociale. Comme si le registre du social disparaissait de l'intérêt collectif ou plutôt qu'il était induit aujourd'hui par l'économie. Ce prérequis idéologique (sans économie, point de social) s'impose aujourd'hui à l'ensemble des orientations politiques des États européens.

Le dernier titre de l'hebdomadaire *Le Monde 2* est explicite à ce propos : « La nature va sauver l'industrie » (n°216, Supplément au *Monde* n°19658 du 5 avril 2008). Dans un article du *Point* (n°1855, du 3 avril 2008, p. 165) intitulé « Le Vert est dans le fruit », Frédéric Lewino nous propose de redescendre sur terre : « Ce tapage cache-t-il un grand bluff commercial ou les premiers signes d'une révolution verte ? » questionne-t-il. « Pour en finir avec la pollution sans renoncer au développement, l'écologie industrielle propose de construire des villes et des usines qui s'inspirent de la nature ». Ainsi, la nature ne va pas nous permettre de mieux vivre, de mieux nous relier entre-nous, d'y trouver des joies communes, mais seulement de pouvoir mieux faire fonctionner les entreprises et, à la rigueur, leurs employés.

Le politique semble aussi faire les frais de cette évolution qui laisse aux forces économiques les leviers du projet de société : Total se joue ainsi des pouvoirs publics en affichant avec force, face à la formule obligatoire « l'énergie est notre avenir, économisons-la », son propre slogan qui ridiculise le premier « Pour vous notre énergie est inépuisable ». Véolia Transports fait peut-être mieux et plus subtil en s'attribuant, rien moins, les mérites des nouvelles politiques de la ville et du développement des transports en commun : « En transportant plus de 2,5 milliards de voyageurs chaque année, Véolia Transport libère l'espace urbain [...] » vante en effet une des publicités de la firme.

Ce sont enfin les instances éducatives qui sont touchées de plein fouet par cet écomarketing et cette prééminence des sphères de la communication sur celles de la connaissance. La mystification est totale, les éducateurs sont embarqués dans le tourbillon. Un manuel d'économie de terminale STG (sciences et technologies de la gestion) (Le Bolloch *et al.*, 2006) présente ainsi aux élèves des publicités de Carrefour, Véolia et Gaz de France comme une manifestation de l'engagement effectif des industriels dans le projet de développement durable : « Véolia nous incite à exiger du progrès qu'il préserve la vie. Gaz de France nous assure qu'il travaille « pour demain ». Et Carrefour veut nous faire prendre conscience de l'urgence qu'il y a à « mieux consommer » » écrivent les auteurs du manuel en présentant des publicités de ces entreprises comme explication de ce qu'est le développement durable, à côté d'un extrait d'ouvrage de Michel Edouard Leclerc, président d'une grande chaîne d'hypermarchés.

La connaissance académique est court-circuitée à l'école même : le comité national « l'école agit » (le Grenelle de l'environnement à l'école) est porté par le Ministère de l'Éducation nationale et hébergé sur le site du centre national de la documentation pédagogique ; c'est lui qui doit sélectionner des projets d'établissements exemplaires dans le domaine du développement durable. Cette instance est présidée par Nicolas Vanier, un de ces héros écolos de la sphère médiatique, et compte parmi ses membres éminents la présentatrice

de la météorologie de TF1 Evelyne Dhéliat, entre un professeur d'université et un député de la République : ouverture de l'école à la société civile ?

Au final, à travers l'ensemble de ces stratégies de communication, on aboutit à une conformation, un regard unique sur le développement durable. Cette conformation relève de deux compromissions. L'une plus individuelle et ciblée sur des personnages qui créent leur autorité scientifique dans la société à travers les médias, ce que Bourdieu appelait la complaisance à l'hétéronomie. Pour le développement durable, l'hétéronomie relève des « lois du commerce », « de l'économie » qui sortent du champ spécifique de la science et de sa critique par l'expérimentation, la réflexion, l'incertitude, la précaution, etc. L'autre, plus collective, autour de la mise en place d'une « novlangue », d'un nouveau langage apparemment partagé par tous et qui véhiculerait nos façons collectives d'être et de faire, ce que Eric Hazan (2006) à la suite des travaux du philologue Viktor Klemperer sur la LTI (*Lingua Tertii Imperii*) appelle la *Lingua Quintae Respublicae* (ou LQR) la langue de la cinquième République, celle du néolibéralisme qui vend et vante à travers « sa propagande du quotidien » et de la proximité, l'inventivité, l'innovation et la compétitivité. Les politiques de l'État suivent le mouvement, en France, la Délégation interministérielle à l'aménagement et la compétitivité des territoires a remplacé la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. L'action régionale est ainsi remplacée par la compétitivité des territoires. Pour Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire : « Le développement durable n'est pas une mode passagère ou un argument marketing, mais le fondement même de la compétitivité de demain » (*Le Point* n°1855, 3 avril 2008, p. 170). Mais qu'est-ce que la compétitivité, si ce n'est l'orientation de l'ensemble de notre démarche existentielle dans l'idée d'écraser l'autre au niveau économique voire social et politique. Autant de glissements sémantiques qui expriment notre nouvelle manière d'habiter le monde. Et pour reprendre les termes d'Émile Cioran (1995), « on habite sa langue comme on habite le monde ». L'éducation à l'environnement éthique doit critiquer ces fausses évidences (*Taken-for-granted*), ces naturalisations des processus sociaux et économiques actuels fournies par des penseurs à la sauvette et repris par l'intelligentsia politique et économique. Chaque citoyen est un faiseur de choix, de décisions, de procédures, c'est la base de l'idée de démocratie. Toutes les publicités semblent nous le rappeler, mais encore faut-il avoir accès à la prise d'information pour construire son opinion propre et non uniquement avoir accès à une information prédigérée qui mène à la conformation des esprits.

Enfin, cette capacité très performante des multinationales et des médias à s'emparer du développement durable et de l'environnement ne signe-t-elle pas, d'une certaine façon, la fin de l'engagement politique dans le développement durable et l'éducation à l'environnement et au

développement durable ? Véolia s'attribue les mérites du changement de mode de déplacement en ville, EDF construit des liens avec l'éducation nationale dans le domaine de l'éducation à l'environnement et au développement durable. Ce recul du politique est inquiétant. En donnant les clés du développement durable à l'entreprise et aux médias, le système déresponsabilise la société et le citoyen, l'investissement collectif et individuel dans le projet d'éducation civique ou d'EEDD (éducation à l'environnement pour un développement durable) et dans l'action collective. L'éducation constitue bien alors un enjeu et un défi majeurs dans l'espoir de construire des comportements éthiques et responsables. Les formes que prendront notamment l'EEDD seront peut-être déterminantes à l'heure d'un changement éventuel de modèle démocratique, voire de modèle de développement. Pour ce faire, l'éducation doit redonner toute sa place et son rôle à l'apprentissage de l'esprit critique et de la controverse, pour les jeunes et les moins jeunes.

Mais éduquer à la critique, c'est permettre une remise en cause des hiérarchies institutionnalisées, des autorités « naturelles » mais népotiques et ouvrir la porte à la fragilisation du pouvoir en place. Et quel pouvoir accepterait aujourd'hui cette remise en cause ? ❁

#### Notes

- <sup>1</sup> L'ensemble du corpus documentaire peut être consulté sur : <http://critiquesdepub.blogspot.com/>.
- <sup>2</sup> Circulaire n° 2007-077 du 29 mars 2007 de l'Éducation nationale relative à la « seconde phase de généralisation de l'éducation au développement durable ».
- <sup>3</sup> L'éthique de l'environnement, née dans le monde anglo-saxon, se divise en plusieurs courants plus ou moins radicaux, que nous ne détaillerons pas ici.
- <sup>4</sup> Là encore, on peut voir que l'objectivité du développement durable n'existe pas et qu'il y a une multitude de constructions sémantiques sur la question, ce que nous appelons une interobjectivation.
- <sup>5</sup> L'arrêté du 28 novembre 2006 a imposé la mention de ce slogan dans la publicité faite par une entreprise vendant de l'électricité, de la chaleur ou du froid, des combustibles solides, liquides ou gazeux, des carburants, ou par les services afférents à l'utilisation de ces énergies, à partir du 1<sup>er</sup> mars 2007.
- <sup>6</sup> Voir : [http://blogs.lexpress.fr/ecologie/ces\\_heros\\_ecolos.html](http://blogs.lexpress.fr/ecologie/ces_heros_ecolos.html).
- <sup>7</sup> Rappelons que cette question du choix réfère implicitement pour EDF à l'ouverture des marchés européens et à la perte du monopole que cette entreprise publique avait sur le marché français. Cette perte du monopole du fait de la dérégulation oblige les entreprises à prendre les devants en termes d'image pour inscrire durablement une sorte de monopole psychique. C'est le cas également pour France Telecom par exemple.
- <sup>8</sup> Dans le Morvan, le sapin de Noël soustrait près de 1500 hectares du territoire à la biodiversité pour couvrir un quart de la consommation française d'arbres de Noël. L'arbre de Noël est un produit de l'activité agricole et non forestière. Outre son impact paysager, l'utilisation massive de produits phytosanitaires a un impact sur la qualité du milieu.

Certaines de ces plantations, réalisées de façon opportuniste sont abandonnées avant d'être exploitées et se transforment en bosquets timbres-postes. La monospécificité des peuplements d'épicéas qui les composent et l'absence d'entretien dont ils sont l'objet dégradent alors leur état sanitaire, ils peuvent constituer des foyers de dissémination parasitaire en direction de peuplements forestiers sains voisins.

- <sup>9</sup> Dans un article de *Libération* du 3 avril 2008, le président du WWF France a cette réflexion de gestionnaire économique à propos de la relation de l'ONG (organisation non gouvernementale) avec les grandes entreprises donatrices de l'association (Total, par exemple) : « Il serait presque souhaitable qu'on ait un concurrent ». Cette formule démontre l'hégémonie économique de l'organisation et son inscription sur un véritable marché de la cause écologique. Elle tranche avec l'idéal de désintéressement attaché aux associations ou ONG en général.

### Notes biographiques

**Véronique André-Lamat**, agrégée de géographie est enseignante-chercheuse à l'UMR ADES CNRS / Université de Bordeaux. Ses travaux de recherches portent sur la construction des représentations de la nature et l'analyse de modes de gestion de l'environnement, et notamment sur les modalités d'élaboration de l'action publique environnementale.

**Laurent Couderchet** est enseignant-chercheur en géographie à l'Université de Bordeaux et à l'UMR 5185 ADES, CNRS. Ses travaux portent sur les paysages et la reconnaissance géomatique des états de la nature : diagnostics experts, diagnostics profanes partagés. Discours et politiques publiques de préservation de la biodiversité participent de ses centres d'intérêt.

**André-Frédéric Hoyaux** est enseignant-chercheur à l'UMR ADES CNRS / Université de Bordeaux. Il travaille avec des méthodologies qualitatives d'entretiens multiples soit de réactivation, soit d'explicitation sur support discursif ou iconique auprès de divers types d'acteurs. Ces méthodes permettent de mettre en lumière la capacité justificatrice des actions humaines dans l'espace et des conceptions idéologiques de l'espace.

### Références

- ADEME et BVP. (2007). *La publicité est-elle respectueuse du développement durable ?* Angers : ADEME.
- Austin, J. [1962] (1991). *Quand dire, c'est faire*. Paris : Éditions du Seuil.
- Blanc, N. (2008). Éthique et esthétique de l'environnement. *EspacesTemps.net*. Textuel, 31.01.2008. Consulté en avril 2009 sur : <http://espacestems.net/document4102.html>.
- Boserup, E. (1965). *The conditions of agricultural growth. The economics agrarian change under population pressure*. Londres : Allen and Unwin.
- Bossane, E. (2006). *L'éthique d'entreprise : quelle place pour l'environnement ?* Chambéry : ENSAM (École nationale supérieure des arts et métiers), Concours 2006 Promotion de l'éthique professionnelle. Consulté en avril 2009 sur : <http://www.cge.asso.fr/presse/Unesco/mentions/D-201780%20ENSAM%20Chamberry%20Emile%20Bossanne.pdf>
- Bourdieu, P. (1996). *Sur la télévision. Suivi de l'emprise du journalisme*. Paris : Raisons d'Agir Éditions.
- Cioran, E. (1995). *Œuvres*. Paris : Gallimard.
- Comte-Sponville, A. (1991). Morale ou éthique. *Lettre internationale*, 13, 10-17.



- Cosgrove, D. (1994). Contested global visions : One-World, Whole-Earth, and the Appolo-Space-Photographs. *Annals of the Association of American Geographers*, 84(2), 270-294.
- Dassié, V. (2002). Tempêtes sur Versailles. Chronique d'une émotion. *Ethnologies comparées*, 4. Consulté en ligne en avril 2009 sur : <http://alor.univ-montp3.fr/cerce/r4/v.d.htm>.
- Debord, G. (1996). *La société du spectacle*, 4<sup>e</sup> édition. Paris : Gallimard.
- Diamond, J. (2006). *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Paris : Gallimard.
- Dolan, K. (1999). *Ethics, Animals and Science*. Oxford : Blackwell Science.
- Dortier, J.-F. (2006). Île de Pâques : la catastrophe a-t-elle vraiment eu lieu ? *Sciences Humaines*, 174. Consulté en ligne en avril 2009 sur : [http://www.scienceshumaines.com/ile-de-paques--la-catastrophe-a-t-elle-vraiment-eu-lieu-\\_fr\\_14450.html](http://www.scienceshumaines.com/ile-de-paques--la-catastrophe-a-t-elle-vraiment-eu-lieu-_fr_14450.html).
- Duvoux, N. (2007). *Grandeur et décadence des sociétés humaines : à propos de Jared Diamond*. Consulté en ligne en avril 2009 sur : <http://www.laviedesidees.fr/Grandeur-et-decadence-des-societes.html>.
- Feenberg, A. (2004). *Repenser la technique, vers une technologie démocratique*. Paris : La Découverte.
- Gervereau, L. (2004). *Voir, comprendre, analyser les images*, 4<sup>e</sup> édition. Paris : La Découverte.
- Hazan, E. (2006). *LQR : La propagande du quotidien*. Paris : Éditions Raisons d'Agir.
- Huxley, A. [1932] (1977). *Le meilleur des mondes*. Paris : Plon.
- Joly, M. (1993). *Introduction à l'analyse de l'image*. Paris : Nathan Université.
- Le Bolloch P., Le Fiblec, Y. et Mouline, M.-C. (2006). *Manuel d'économie de Terminale STG*. Paris : Éditions Bertrand-Lacoste.
- Le Moigne, J.-L. [1977] (2004). *La théorie du système général, théorie de la modélisation*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Le Naire, O. (2007). Versailles, avant... après... et côté jardins. *Express*, 27 septembre 2007.
- Meirieu, P. (2007). *Qu'est-ce que la pédagogie ?* Cours à l'Université Lyon 2 Semestre 2007-2008. Consulté en avril 2009 sur : <http://www.meirieu.com/COURS/L3/coursL3.htm>.
- Rossi, G. (2000). *L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du nord au sud*. Paris : CNRS Éditions.
- Sauvageot, A. (1987). *Figures de la publicité, figures du monde*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Sauvé, L. (2002). L'éducation relative à l'environnement : possibilités et contraintes. *Connexion*, XXVII(1/2), 1-4.
- Tiffen, M., Mortimore, M. et Gichuki, F. (1994). *More people, less erosion : environmental recovery in Kenya*. New Jersey : John Wiley & Sons.
- Von Bertalanffy, L. [1968] (2002). *Théorie générale des systèmes*. Paris : Dunod.



### Chapitre 3.5. Texte 10.

2009 : « Comment voir ce qui n'existe pas ou comment faire exister ce qui ne se voit pas. La question de la transparence du savoir géographique », *e-migrinter*, n°4, Poitiers, pp.6-17.

---

Cette contribution fait suite à une invitation des jeunes coordinatrices (S. Bélouin, O. Bronnikova, A-L. Counilh et S. Mekdjian) des Journées d'étude *Le Visible et l'invisible dans le champ des études sur les migrations* organisées par le laboratoire MIGRINTER et qui ont eu lieu à la MSHS de Poitiers des 14 au 16 Avril 2009.

Elle me permettait de réfléchir aux avancées proposées par Michel Lussault sur la question mais aussi d'exposer mes travaux dans le cadre d'un autre champ de ma discipline, l'étude des migrations. Je pouvais ainsi montrer les implications d'une épistémologie phénoménologique sur la construction de la réalité, et notamment la construction des savoirs scientifiques. Ce colloque passionnant m'a amené à écrire ce texte de façon très structurée. A l'inverse de mes habitudes d'abstraction, j'ai tenté de me mettre en récit pour mieux analyser la partialisation et la partiellisation de nos comptes rendus de recherche qu'ils proviennent d'enquêtes bibliographiques ou de terrains. Car de ces expériences de terrain, je me posais la question de savoir : « Qu'est-ce que je prends, je garde, je rends visible, qu'est-ce que je jette, élimine... et qu'est-ce que je ne vois pas (parce qu'on ne m'a pas appris ou je n'ai pas voulu voir), qu'est-ce que je ne partage pas (car estime inutile, inintéressant pour l'autre du point de vue qui est le mien) ? Cela pose en fait un gros problème à la science, à sa transparence justement, celui de l'individualisation des corpus. Le corpus est un monde en soi construit par celui qui le produit mais il peut être un inter-monde par sa constitution partagée mais pourrait l'être aussi par sa lecture partagée, son déchiffrement partagé. Ici, on est face à une linéarité d'action qu'il faudrait tordre ».

J'évoquais ici quelque chose de neuf que les sciences sociales sont en train d'investir de manière plus systématique, la relecture et le partage de nos corpus pour permettre de nouveaux éclairages sur un même objet, pour permettre d'avoir une lecture non plus uniforme mais interobjective, ou pleinement constructiviste. C'est en effet, par la variation des regards portés par différents chercheurs que l'on peut espérer atteindre une forme de syn-gnostic (et non un diagnostic qui serait étymologiquement le signe d'une déstructuration de ce sur quoi l'on travaille, et que l'on espère mettre en cohérence, en éclairage, par exemple un espace) de connaissance commune, ou approchée comme telle.

Cette question est très importante car elle traite de la place du chercheur face à son travail mais aussi face à celles et ceux sur ou avec ou pour qui, il travaille. Elle interroge la neutralité axiologique de ce chercheur. Celle-ci enjoint la mise en visibilité de sa recherche à travers l'éclairage de ce qu'il est ou pense être. « Je ne suis neutre que parce que j'essaie au mieux de me décrire face aux autres, de me rendre visible face aux autres. Se rendre visible ne se fixe pas que sur les enveloppes perceptibles (les habits, les gestes, l'âge) mais aussi justement sur l'imperceptible, l'intériorité, le caché ». Cette optique rejoint les propos du sociologue Philippe Corcuff quand il précise que « Max Weber combat la thèse d'une science sociale "sans présuppositions", car "une *portion* seulement de la réalité singulière prend de l'intérêt et de la *signification* à nos yeux, parce que seule cette portion est en rapport avec les *idées de valeurs culturelles* avec lesquelles nous abordons la réalité concrète" (Weber M., [1904-1917]1965, 163). D'où l'idée d'un "rapport aux valeurs" dans "la sélection et la

formation de l'objet d'une recherche empirique" (Weber M., [1904-1917]1965, 434). [...] Max Weber offre une piste pour travailler cette tension. Ainsi il n'interdit pas complètement aux savants "d'exprimer sous forme de jugements de valeurs les idéaux qui les animent" (Weber M., [1904-1917]1965, 133). Mais cela suppose notamment de "porter scrupuleusement, à chaque instant, à leur propre conscience et à celles des lecteurs, *quels* sont les étalons de valeur qui servent à mesurer la réalité et ceux d'où ils font dériver le jugement de valeur" (Weber M., [1904-1917]1965, 133), [et d'éclairer alors également, nos métriques et le sens que chacun leur donne].

Réinterprétée dans le cadre des interrogations contemporaines sur la réflexivité sociologique (le retour réflexif sur les présupposés des chercheurs, sur les conditions socio-historiques de l'enquête, sur le rapport enquêteurs/enquêtés, etc.), cette piste pourrait déboucher sur un effort d'explicitation des dimensions axiologiques du travail sociologique contribuant à le rendre plus rigoureux. On entendrait alors la "neutralité axiologique" en un sens d'inspiration kantienne comme un *horizon régulateur* ; la démarche réflexive pouvant constituer un instrument d'orientation vers un tel horizon, se substituant aux tentations scientistes de négation ou d'illusoire purge définitive des aspects axiologiques » (Corcuff P., 2011, 4). Cet éclairage permettrait ainsi de donner à chaque habitant les clés de lecture d'une recherche non dans sa réalité propre mais bien dans sa réalité constituée et constitutive pour le chercheur qui l'a mise en place en interaction et en situation.

Mais il ne faut pas, par cet éclairage, s'imaginer naïvement être devenu totalement neutre pour autant. Comme le souligne P. Corcuff, il faut concevoir cet éclairage comme un horizon régulateur. Ou pour reprendre le terme de J.-P. Olivier de Sardan, comme un projet. « La neutralité axiologique est en effet, et avant tout, un *projet*, un projet à la fois nécessaire et impossible. Il n'est pas de science sociale sans adhésion à ce projet, comme il n'est pas de science sociale sans prise de conscience de ce que ce projet a d'utopique » (2008, 326). Un

## DOSSIER

## Préambule :

**« Comment voir ce qui n'existe pas ou comment faire exister ce qui ne se voit pas. La question de la transparence du savoir géographique »**

André-Frédéric Hoyaux

**C**ette contribution est construite comme une mise en abîme des concepts de visible et d'invisible dans le champ des sciences humaines et sociales. Si elle interpelle les éléments de leur dialectique, c'est surtout pour montrer que leurs différences tiennent plus des typicalités qui leurs sont associées selon les systèmes idéologiques qui les rendent lisibles, que de leurs radicalités propres en tant que concepts. Rien n'est visible ou invisible par lui-même, on rend visible ou invisible la chose, qu'elle soit objet ou sujet. C'est en effet à travers la relation que la chose mise en visibilité ou en invisibilité s'exprime. C'est donc sur cette relation qu'il faut porter notre intérêt, sur son apparition, sur sa mise en liens plus ou moins réifiés par les chercheurs, les politiques, la société dans son ensemble. Dès lors, toute invisibilité devient non pas un inexistant (non intentionnel) mais une visibilité cachée (intentionnelle). Il y a donc des régimes de visibilité et d'invisibilité comme il y a des régimes d'historicité (Hartog, 2003), qui sont autant de périodes qui structurent individuellement et/ou collectivement nos relations aux choses.

Cette contribution n'a pas de valeur dans le domaine spécifique des migrations mais pose plutôt une réflexion générale sur ce que l'on entend par visible et invisible dans le champ des sciences humaines et sociales. L'idée qui sera proposée ici est de dissocier non pas visible et invisible, mais au contraire ce qui existe et n'existe pas aux yeux de celles et ceux qui font la science. Pourquoi cette translation vers ce nouveau couple. Tout simplement parce qu'en phénoménologie, ce qui n'existe pas relève de l'impensé. Dès qu'une projection, une intention, se pose sur un objet de travail, de recherche, en quelque sorte s'énonce, même si apparemment cet objet est énoncé comme invisible, il existe.

Tout projet de recherche, toute énonciation constitue donc en quelque sorte la réalité, son scénario, que celle-ci soit pensée comme relevant du visible ou de l'invisible. Car comment penser quelque chose qui n'est pas existant pour le chercheur qui l'évoque ? Ainsi, de même que *l'invisible au cinéma ne se réduit pas au hors champ, au jeu des espaces in et off*, pour le géographe, *ce qu'on ne voit pas, dans ce qu'on voit, devient objet de scénarisation* (Leblanc, 1997, 164), objet de sa démonstration. En reformulant, cela veut dire qu'au-delà du visible et de l'invisible, qui tous deux existent, il y a ce qui n'existe pas dans le moment d'action de la recherche et qui est en train de se construire. Cela enjoint à dissocier deux postures scientifiques, l'une tirée vers le constructivisme, l'autre vers le

constitutivisme ou constitutionnalisme, idée soulevée par David Finkelstein et reprise selon deux traductions différentes par Honneth ([2005] 2007, 97) et Renaudie (2009, 13).

En effet, d'un côté, le constructivisme qui peu ou prou imagine que les individus peuvent toujours construire leur réalité géographique mais le font à partir d'un contexte géographique en un temps T qui les conditionnent dans ce qu'ils font ou disent dans le temps T+1 ; de l'autre, pour les constitutivistes, il faut comprendre que dans la réalité de l'activité de recherche, ces structures de l'ordre social ne préexistent pas, elles sont (mais c'est déjà beaucoup), - et seulement potentiellement - (et c'est cela la différence entre les deux postures), utilisées comme référence dans l'action, ou plutôt, elles sont éclairées au moment même de leur utilisation comme référant dans l'action, que ce soit par l'acteur interrogé ou par le chercheur lui-même, en un mot comme ce à quoi ces derniers se rapportent pour se construire dans la relation à l'autre et au monde dans le déjà dépassé de leur acte de parole. Il n'y a pas d'instant T, il n'y a que des construits en cours, des mises en relations qu'elles soient territoriales ou scientifiques au gré de nos interactions avec le monde (s.l.) c'est-à-dire avec tout ce qui en fonde à tout instant une configuration qui apparaît comme la réalité (ce que je vois mais aussi ce qui serait la cause efficiente selon moi de ce que je vois, c'est-à-dire pour les uns les structures sociales, pour les autres la lutte des classes, pour les troisièmes la mondialisation, *etc.*) dans laquelle nous vivons, entreprenons, inter-actifons.

C'est peut-être en ce sens que nous sommes des interacteurs ! (Hoyaux, 2008). Ou plus précisément, nous sommes acteurs parce que nous sommes toujours *a minima* dans l'interaction et maître de celle-ci. En ce sens aussi, nous *constituons* notre réalité plus que nous la construisons. Ainsi, la prise de recul qu'incite le constructivisme par son éclairage *a posteriori* des référents utilisés est

en quelque sorte, pour l'attitude phénoménologique, une supercherie car un ensemble de possibles aurait pu advenir dans ce T+1 et ce n'est pas parce qu'un autre est advenu dans ce T+1 que dans le T+2, on est sûr qu'il y aura continuité de l'action structurée par le T+1.

Ce qui est énoncé comme relevant du visible et comme relevant de l'invisible par le descriptivisme du constructivisme n'est qu'un visible plus ou moins éclairé ou occulté volontairement ou involontairement par les divers acteurs selon leurs rôles et leurs responsabilités dans la mise en scène. Tel homme politique peut vouloir cacher, rendre donc invisible (au sens premier) des éléments qui seront énoncés, dénoncés par quelques chercheurs ou associatifs qui mettront en lumière, donc rendront visibles (au sens second) ces dits éléments invisibles (au sens premier). Ce décalage d'appréciation entre acteurs politiques et chercheurs justifiera à lui seul une idéologisation de la recherche.

Pour tenter de démontrer l'intérêt de cette conception constitutiviste qui envahit le discours tenu par le sujet de recherche mais aussi par le chercheur lui-même, revenons-en aux prémisses théoriques, sémantiques et biographiques des termes de notre proposition : Comment **voir ce qui n'existe pas** (1) ou comment **faire exister ce qui ne se voit pas**, (2) **la question de la transparence du savoir géographique** (3).

#### Liminaires théoriques

« **Voir ce qui n'existe pas** » (1) pour le scientifique c'est se mettre en décalage par rapport à une habitude des acteurs (au sens large d'individus), celle de ne voir qu'un fragment de la réalité dans le champ possible du perceptible (champ quasiment infini). Ce qui est vu relève d'une connexion quasi insondable entre une intériorité (nourrie d'intentions) et une extériorité (des conditions). Cette connexion est une forme de projection auprès de ce fragment de la



réalité. Cette projection est inhérente pour les phénoménologues à l'existence même de l'acteur (*ek-sistere* : se jeter auprès de ou se tenir debout auprès de). Le chercheur serait donc celui qui peut voir sans être auprès, donc prendre de la distance (au sens fort du terme puisque pour les phénoménologues, l'existence, c'est forcément la proximité, l'annihilation de cette distance, c'est être toujours déjà auprès de).

« **Faire exister ce qui ne se voit pas** » (2) par d'autres que le chercheur, c'est donc éclairer par la rhétorique, par la description, par l'exemple, d'autres fragments non visibles par tout un chacun. C'est donc au plein sens du terme « informer », donner forme, inventer quelque chose de neuf pour celles et ceux qui n'en avaient pas connaissance (cf. les moyens de transcrire les pauses, les hésitations...). C'est donc rendre proche phénoménologiquement parlant des choses jusqu'alors inexistantes (même pas éloignées ici au sens strict) même si ces choses pouvaient être proches (spatialement parlant).

### Liminaires sémantiques

« **La question de la transparence du savoir géographique** » (3) nous amène à poser les termes du projet, et cela à partir de l'utilisation de trois définitions qui vont paraître encore complexifier le titre de cette communication. En effet, chacune des définitions proposées renvoie à un des termes du système sémantique. Et seule la troisième définition du dictionnaire nous renvoie explicitement à notre démarche :

- Définition 1 (en matière économique) : *Caractère de ce qui est visible par tous, public* [qui renvoie à la visibilité] ;
- Définition 2 (en matière informatique) : *Qualité d'un système avec un mode de fonctionnement qui peut être ignoré de l'utilisateur* [qui renvoie à l'invisibilité] ;
- Définition 3 (Connexe : Transparent) : *Qui laisse passer la lumière et paraître avec netteté les objets qui se trouvent derrière.*

La transparence est donc bien cette capacité d'éclairer (de laisser passer la lumière) pour éclairer, en tant que sujet, un objet qui se trouve « au-delà de ma bulle ». Ce principe est en soi réfuté par la phénoménologie existentielle post-sartrienne puisqu'elle dénie cette rupture du sujet et de l'objet, cette dialectique. Le sujet est à l'objet comme l'objet est au sujet. Il y a indissociabilité de l'un et de l'autre. D'où le problème du titre 1 par rapport au sous-titre. Pas plus que n'importe quel être-au-monde, le scientifique ne peut faire fi de sa proximité consubstantielle avec son objet de recherche et donc ce qu'il va en dire, ce qu'il va montrer. De ce fait, un paradoxe naît : tout en prenant de la distance avec son « objet » de recherche, il s'en rapproche, il s'en « déloigne » (*Ent-fernung*), c'est-à-dire qu'il le met à sa proximité (Heidegger, [1927] 1986, 145), en son monde d'idée !

Mais qu'importe, si l'acteur lambda est en son monde, si l'acteur scientifique est en son monde, il faut construire des intermondes, c'est-à-dire des zones de chevauchement de la représentation, de l'interprétation, de la compréhension. Et c'est ce que nous faisons tous les jours dans notre travail, qui est une vaste entreprise de mise en interaction. Cette vaste entreprise est aussi une entreprise idéo-logique qui est à la fois de tendre à rendre visible l'invisible (comment voir ce que l'on ne nous a jamais appris à voir !), et de tendre à rendre invisible certain visible (changement de paradigme, de philosophie, etc.).

Cela se construit aussi par un désir de voir. Non par l'obsession du voir de notre société de consommation ou soit disant d'information (qui est d'ailleurs plus une société de conformation proposée par l'imagerie), mais bien par l'apprentissage d'un voir au-delà de l'invisible, par la mise en possibilité de voir au-delà de l'invisible.

Pour voir, il faut en effet construire la prise de vue (pas seulement le point de vue qui certes est différent d'un individu à l'autre

mais qui renverrait à la dissociation sujet-objet). La prise de vue c'est ce vers quoi je veux fixer mon regard critique. Derrière ce désir de voir, il faut donc :

- Etre en capacité de voir (et donc de comprendre) ;
- Avoir la capacité de voir (et donc de comprendre).

### Liminaires biographiques

N'étant pas un spécialiste des migrations, je vais me reporter tout d'abord à la question du mouvement, le mien, puis de manière générale. Certes, cette question pourra paraître décalée par rapport au reste mais vous verrez qu'elle se connecte avec le liminaire théorique du début.

### Mon mouvement

Je ne suis pas un homme de terrain au sens courant du chercheur qui va au loin s'affronter à l'exotisme. Dès lors, je ne voyage pas (?), je ne migre pas (?), je regarde ce que j'ai autour de moi (conditions), ce que je suis autour de moi (projections). Dire cela, c'est peut-être avouer que je n'ai jamais appris à voir et à comprendre autrement qu'avec mes outils conditionnels, ceux construits par mon contexte social et intellectuel. C'est dire que je ne suis jamais sorti de mon monde, que je ne me suis pas déplacé dans le monde que je ne me suis pas offert à changer de point de vue si tant est que cela soit possible. Comme si j'avais refusé ostensiblement l'altérité et pire l'altération. Comme si j'étais resté figé dans ce que je pensais être mon identité, la seule visibilité sociale que je pense être au regard des autres.

Heureusement, je peux me sauver. En effet, reconnaissons que « spécialiste des migrations » veut dire souvent (mais ce sont mes représentations biaisées) déplacements sur des terrains. Pour ma part et les collègues me le rappellent assez régulièrement (dans leurs propres représentations) je ne suis pas un homme de

terrain, ce fameux géographe qui travaille avec ses pieds (plus uniquement aujourd'hui, heureusement !) donc j'ai semble-t-il peu de grains à moudre (pour faire une digression située et sûrement mal à propos sur le passé colonial de Bordeaux, mon port d'attache universitaire) mais j'essaie de moudre plus fortement les quelques grains que j'ai. Cela est un peu osé en termes d'affichage face à vous mais c'est évidemment une métaphore qui doit nous pousser à réfléchir aux choix de mise en scène et en récit de notre corpus.

Qu'est-ce que je prends, je garde, je rends visible, qu'est ce que je jette, élimine... et qu'est-ce que je ne vois pas (parce qu'on ne m'a pas appris ou je n'ai pas voulu voir), qu'est-ce que je ne partage pas (car estime inutile, inintéressant pour l'autre du point de vue qui est le mien) ?

Cela pose en fait un gros problème à la science, à sa transparence justement, celui de l'individualisation des corpus. Le corpus est un monde en soi construit par celui qui le produit mais il peut être un inter-monde par sa constitution partagée mais pourrait l'être aussi par sa lecture partagée, son déchiffrement partagé. Ici, on est face à une linéarité d'action qu'il faudrait tordre.

Cela renvoie d'ailleurs à l'idée du plagiat et donc indirectement du partage de la science en train de se faire. Faire et dire la même chose est toujours équivoque. Pour autant, a-t-on copié, singé ou est-on arrivé aux mêmes conclusions ou y a-t-il d'autres éléments qui nous sont cachés (Dieu, le commun) qui nous conforment à la reproductibilité de ce qui aurait déjà été dit ? L'intermonde se construit aussi par des logiques argumentatives, des rhétoriques, des interprétations certes déjà énoncées, mais qui sont réénoncées, réinventées au sens strict.

Mais en revenant à ma métaphore du café, est-ce que parce que je mous plus, donc plus fin, je rends mieux visible mon corpus, mes recherches, ma démarche ? Est-ce

j'affine réellement ou est-ce que je fais du moyen, du nivelé ? Vais-je vers la scientificité de la règle et de la loi face à un descriptivisme diffus ? Faut-il comme nous le propose Weber ([1922] 1992) plutôt aller vers la présentation d'idéaux types parfois construits à partir de très peu de grains qu'aller vers une généralisation moyenne, statistique homogénéisant tous les grains. Car au-delà de la science, de son objectivité, reste l'interprétation qui est elle-même un immuable cercle herméneutique pour reprendre les termes de Ricœur (1986).

### Le mouvement

Sans jeu de mot, proposer une réflexion sur le mouvement, c'est à la fois interroger l'état, la structure du mouvement, du déplacement au sens strict, d'un point A vers un point B ; mais aussi le mouvement de l'état, de cette structure, c'est-à-dire un déplacement sans bouger, une projection vers un point B sans bouger pourtant du point A. Ainsi, de manière trop caricaturale, on peut énoncer que la migration travaille à la fois sur un déplacement physique des corps (l'analyse des flux par exemple) mais aussi de manière plus large sur un déplacement (au sens métaphorique) des mentalités (l'analyse des évolutions des façons d'être, de faire et de penser de ceux qui se déplacent et de l'entourage de ceux qui se déplacent). Ce déplacement s'effectue en effet à travers des interactions spatiales et sociales qui ont toujours pour vocation de rendre possible les relations d'interfécondations entre un contexte situatif (spatial mais aussi économique, social et culturel donc idéologique) d'origine et d'arrivée.

Si initialement, le champ des migrations travaille moins sur le déplacement mental construit, aujourd'hui, de nouveaux travaux doivent permettre de montrer que ce déplacement mental ne relève pas seulement de représentations « imaginaires » mais bien aussi de représentations opératoires qui vont :

- soit s'effectuer dans l'énonciation même de la représentation ;
- soit font sens pour l'entourage ;
- soit vont se traduire dans les déplacements futurs des uns et des autres, dans l'action de migration potentielle.

Cela entraîne donc également une réflexion sur le paradoxe du mouvement. Le mouvement peut-être visible et invisible mais il y a aussi une invisibilité du visible et la visibilité de l'invisible, que chacun de ces deux actes contradictoires soit congruent (invisibilité du visible ou la visibilité de l'invisible) de manière immédiate ou différée. Pour approfondir ce fait, on peut dissocier les deux énoncés suivants :

- On peut se déplacer mentalement sans se mouvoir physiquement (mobilisation) ;
- On peut se déplacer physiquement sans se mouvoir mentalement (mobilité).

On peut évidemment également se déplacer mentalement tout en se déplaçant physiquement. Ainsi, les conditions sociales et spatiales (« paysagères ») peuvent impliquer un ensemble de renvois à autre chose « d'invisible » (d'absent donc) que ce/ceux qui est « visible » (présent). Tout comme on peut se déplacer physiquement tout en se déplaçant mentalement. Alors, c'est le projet, les intentions (invisibles aux autres) qui enjoignent la dynamique de mouvement (visible a posteriori dans un laps de temps réduit ou très long).

Mais *in fine*, si on veut être plus phénoménologiques que les phénoménologues, est-ce que la mobilité n'est pas le moyen de rester toujours soi-même si l'on conçoit que l'on emmène toujours son monde avec soi. Vais-je à la rencontre totale de l'altérité ou est-ce que je me déplace en bulle avec mon identité ?

Cette structuration intellectuelle permet juste de penser à la quête des migrants de construire autant que faire se peut ce qu'ils sont à travers ce qu'ils étaient et parfois de construire ce qu'ils étaient à

travers ce qu'ils sont. En cela, nous revenons aux conceptions des interactionnistes sur l'*accountability* qui traduisent clairement ces justifications produites par les acteurs (Le Breton, 2004, 149). Le récit étant le moyen de justifier le passé à travers ce que le migrant est devenu.

De là, la question éclaire un mouvement des auxiliaires, des verbes. Bouger/déplacer ce que j'ai (propriété), bouger ce que je suis (identité). Je bouge, je me déplace avec ce que j'ai, avec ce que je suis (cf. les déménagements, qu'est-ce que je garde, qu'est-ce que je laisse, qu'est-ce que je vais retrouver de ce que je suis, de ce qui me représente/terrait... métaphore de la recherche). Bouger parce que j'ai (peu ou pas... je dois aller là-bas qui n'est peut-être que la même chose qu'ici), parce que je suis (notamment un statut, une image pour moi et les autres, il faut que j'aie à tel endroit...). Bouger en tant que j'ai, en tant que je suis.

Dès lors et pour revenir à la pratique géographique (et suite à des travaux avec Romain Lajarge, 2008) on peut se demander si au « *tout bouge mais rien ne change* » de Renée Rochefort, rappelant que la domination, l'oppression et l'exploitation continuaient à exister et fondaient la légitimité, pour la géographie sociale, de travailler sur les causes, les déterminants et les conséquences des inégalités socio-spatiales, il serait peut-être dorénavant possible de proposer un « *tout change mais rien ne bouge* », reconnaissant à la fois que dans ces 45 années, non seulement les problèmes se sont déplacés mais qu'ils ont probablement changé profondément de nature. Cela n'invalide en rien la posture de la géographie sociale, ses approches, son utilité, sa pertinence. Cependant, la recherche continue de nouveaux ancrages, de nouvelles méthodes, de nouveaux objets a amené la géographie sociale, comme d'ailleurs presque toute géographie, à aller au-delà de ses thématiques classiques et à s'investir de plus en plus dans des champs connexes. Effectivement, tout paraît changer. La mondialisation change le rapport à la distance ; l'individualisation croissante de la société change le rapport aux autres ; la libéralisation économique

*change le rapport au travail ; la mobilité généralisée change le rapport au temps ; ... et d'autres métaphénomènes sont encore mobilisables pour dire que le changement semble bien devenu un état bien plus qu'une étape. Changement de domicile, de voiture, de travail, de religion, de look, d'habitudes de consommation, d'amis, de conjoints, d'enfants... ne sont plus des actes isolés, marginaux et exceptionnels. Pour autant, personne ne nous oblige toujours pour autant à changer de maison bien plus souvent que nos grands-parents, changer de voitures dès qu'un nouveau modèle nous fait envie.*

### La transparence du savoir

Il y a donc deux inquiétudes à avoir quand on travaille sur la transparence du savoir. Les choses vont-elles d'elles-mêmes, les choses sont-elles naturelles ? Le contexte de ce colloque pendant les périodes de Pâques nous permet de revenir sur l'exemple de l'œuf de Pâques. Pour l'enfant, la question demeure : qui envoie, qui met les œufs de Pâques ? Ces derniers sont visibles à une date donnée mais on ne sait comment ils sont arrivés là. Les idées que nous découvrons ne fonctionnent-elles pas de la même manière ? Portons-nous des intentions de recherche qui dans leurs constructions transcendantales permettent l'apparition d'un nouvel objet d'étude, de réflexion, de structuration ou y a-t-il vraiment une intentionnalité qui nous submerge et dépasse cette construction intentionnelle ?

Il peut être utile de faire un détour par l'interactionnisme symbolique des Goffman, Schütz, Garfinkel... et de Lussault quand il définit les régimes de visibilité (in Lévy et Lussault, 2003, 997). Ce dernier ne fait que reprendre implicitement nombre d'axiomes de l'interactionnisme. Mais les reprend-t-il *stricto sensu* ou a-t-il débouché à partir de certains points d'ancrages philosophiques ou théoriques aux mêmes conclusions (congruence des idées ?).

Il faut poser d'abord que comme tout discours, le discours scientifique se construit à travers des « implicites sociaux ». Les



concepts, les catégories sont autant de propriétés implicites du discours scientifique qui pourtant se veut explicite puisque transparent par les objets qu'ils manipulent (migration, territoire, genre, ethnie... quoique parfois certaines formulations sont à partager). Les chiffres, les cartes, les tableaux sont autant de visibilité qui légitime l'action politique avant même que l'on ait pu interpréter, relativiser ces données. Leur visibilité est d'ailleurs à la hauteur de leur autorité scientifique et donc politique car *le régime de visibilité de l'action politique ne s'établit pas sur le seul plan de l'espace matériel : les récits d'action, les figures, c'est-à-dire le matériau iconographique utilisé dans le moindre procès de projet spatial, concourent puissamment à la visibilisation et à la publicisation de l'action et de ses valeurs* (Lussault in Lévy et Lussault, 2003, 997).

Une fois visibilisée, l'information scientifique possède sa vie propre qui, si on n'y prend garde, sursoit longtemps à la mise en critique. Car toute mise en critique est une déstabilisation de l'ordre social établi, qui se fonde justement à travers les choix des régimes de visibilité dans un contexte, une situation donnée. L'information scientifique se naturalise donc petit à petit, elle prend forme et devient une compétence normale intégrée à la vie sociale, c'est-à-dire un élément de sécurisation des populations. Schütz montre que « *la vie sociale [et donc la vie scientifique qui y est intégrée] repose sur une somme infinie d'éléments tenus pour acquis' (taken for granted) [des allants de soi] construisant la normalité des circonstances. Dans la vie courante, les acteurs réagissent le plus souvent à la 'normalité perçue' des événements, celle-ci est décrite par Garfinkel selon les critères suivants : 'La perception formelle des figures que les événements environnants possèdent pour le percevant comme exemples d'une classe d'événements, c'est-à-dire leur typicalité ; leurs chances d'occurrences, c'est-à-dire leur vraisemblance ; leur comparabilité avec des événements passés ou futurs ; les conditions de leur occurrence, c'est-à-dire leur texture causale ; leur place dans une série de relations finalisées, c'est-à-dire leur efficacité instrumentale ; leur nécessité selon un ordre naturel*

*ou moral [mon fameux dieu caché]' (Garfinkel, 1963, in Harvey O.J., Motivation and social interaction, 188). Tout membre (en tant qu'il possède une compétence linguistique, cognitive et sociale des pratiques de la vie quotidienne ou de domaines spécialisées comme la science) en entrant dans un lieu, en prenant sa place dans une file, en se mêlant à une conversation, reconstruit implicitement le contexte et présume des comportements attendus de lui. S'il fallait expliciter la totalité des propos ou des remarques qui accompagnent une interaction, chaque instant d'échange serait inépuisable et insupportable* (Le Breton, 2004, 153).

Et puis les rajouts bibliographiques lorsque des questions poussent à se positionner par rapport aux questionneurs. Il y aurait donc dans le travail scientifique (comme dans tout travail d'interprétation) une « réciprocité des perspectives » évoqué par Schütz : on peut se mettre à la place de l'autre et d'envisager une série d'hypothèses sur ce qu'il pense quand il dit ce qu'il dit.

L'acteur (et le scientifique en particulier) est et fait avec le monde, « il agit », il a des intentions, il a des réflexions (stratégiques notamment), il se construit par son activité, sa corporalité, son corps. Sa visibilité est régie par des éléments d'inhérences (son sexe, son âge, etc.) et d'apparences (vestimentaires) qui varient selon les fluctuations des régimes, notamment idéologiques, avec lesquels elles s'associent. Il est disposé avec un espace, parmi d'autres acteurs, au sein de temporalités. Il est en interférence cognitive permanente tant dans la construction de l'objectivation et de la subjectivation du monde. En cela, l'acteur, quel qu'il soit, structure sa réalité à la fois de manière interobjective et intersubjective.

Interobjective quand il essaie de donner du sens à la réalité des choses à partir de concepts et de catégories qu'il définit « à distance » par la conformation à un savoir qui se veut et se dit savant (Cf. le choix de sociologie particulière : entrée par des points de vue différents). Intersubjective lorsqu'il construit au sein d'un groupe l'attitude

normale qu'il doit avoir au niveau des interactions de sens, que cela soit à travers ses façons d'être, de dire et de faire (Cf. Pourquoi se focaliser sur la question ethnique). Le problème étant la rencontre de ces interobjectivités et intersubjectivités conformatrices des attitudes et des pensées car justement les rendant visibles aux autres. C'est bien dans cette rencontre que naissent la critique de l'objectivité et la subjectivité absolue. C'est bien aussi dans cette rencontre que naissent des intermondes. Car chaque acteur, comme chaque chercheur, de par son existence, traverse différents collectifs porteurs de ces fameux allants-de-soi (*taken-for-granted*) et des typifications par lesquels et avec lesquels il s'est bricolé des façons d'être, de faire, de dire et de penser personnelles (Le Breton, 2004). C'est là qu'il constitue sa réalité, pour partie partagée. Pas besoin d'aller loin pour autant à partir du moment où on prend conscience de son propre enfermement dans un monde clos, que l'on ait eu l'esprit critique pour se faire.

En quelque sorte, le sens propre que nous donnerions aux choses (qui traduirait notre subjectivité) viendrait d'une intégration, – donc d'une compilation sélective – d'un ensemble d'attributs de sens commun, d'intersubjectivités provenant des différents collectifs que nous traversons dans nos activités quotidiennes : les différents groupes familiaux, les différents groupes liés à nos activités sportives ou culturelles, les différents groupes liés au travail, etc.

De même, l'objectivité des actions ne vient pas de ce qu'elles porteraient elles-mêmes leur descriptibilité (par essence) mais bien plutôt de l'intégration d'une multitude de points de vue de l'acteur lui-même comme de ceux qui l'entourent qui en construisent la réalité, ou plus judicieusement une réalité située, datée, et socialisée, celle produite par la combinaison des savoirs savants mais aussi produite des savoirs vernaculaires ou ordinaires tous autant pétrifiés qu'ils sont par des

typifications, des catégorisations, des réifications.

On rejoint en cela l'hypothèse d'une pluralité de niveaux d'objectivation (Lahire, 2001), partant d'une objectivité totale à une subjectivité totale en passant par les médiums interprétatifs et constructivistes (Watzlawick, [1981] 1988) que seraient l'interobjectivité et l'intersubjectivité. Objectivité et subjectivité totale ne pouvant se concevoir que dans une posture a-situationniste, c'est-à-dire qui ferait fi de l'implantation de tout chercheur dans une situation sociale, spatiale et temporelle donnée, un chercheur-machine ou un chercheur-auteur de sa propre vie, se vivant tous deux d'eux-mêmes, deux entités proches des dieux que notre société a inventé depuis des millénaires, ceux de la naturalité de la nature et de la culture (Larrère et Larrère, 1997).

Ces conceptions éclairent les positions de Sloterdijk quand il précise que la *spécificité de l'être humain est d'accomplir la sortie de l'environnement, la percée dans l'absence de cage ontologique, pour laquelle nous ne trouverons sans doute jamais meilleure caractérisation que le mot le plus trivial et le plus profond des langages humains, l'expression de "monde"* (2000, 27). Monde qui veut dire étymologiquement le mouvement (*mundus*), ce qui bouge et se déplace pour dépasser justement les *conditionnalités* de la vie et ouvrir sur les *possibilités* de l'existence (se tenir debout auprès de). Aller voir « ailleurs » pour être et se construire soi-même. Chaque forme de mondialisation est donc un signe, un discours, une pratique, une idéologie qui fait et donne sens à l'action humaine de dépasser ce donné qui paraît immuable.

Sans doute est-ce pour cela que les pouvoirs aiment tant maîtriser le mouvement des êtres humains ou de certains d'entre eux. Savoir où ils ou elles se trouvent, savoir où ils ou elles se rendent, ou appeler par diverses stratégies à les sédentariser, à les attacher, à les asservir en



les assignant à une place, à une nouvelle forme de cage ontologique.

Le chercheur est bien un inventeur puisqu'en statuant sur la date de l'émergence et la validité de cette émergence comme action sur l'environnement, c'est lui qui crée l'innovation de cette action non lisible par les individus qui pourtant l'ont fait émerger à un moment donné.

L'ensemble des sciences humaines et sociales et l'ensemble de la politique fonctionnent également sur ce principe, celui du contrôle de ce qui émerge par la mise en règles, en lois, en décrets qui font force de maîtrise de l'action ne se sachant pas encore active ! Le rôle de l'individu devient alors celui de prendre un rôle de metteur en scène d'un scénario qui s'est écrit sans lui. Sa légitimité provient de sa mise en visibilité catégorielle d'une action en train de se dérouler.

Pour les interactionnistes en effet le chercheur de par sa réflexivité opère à la fois une description mais aussi une constitution. En ce sens le chercheur par ce qu'il rend visible construit aussi un monde, pas seulement de visibilité, un monde ! D'où le problème de l'utilisation des entretiens, des bouts d'entretiens, en enlevant le contexte et donc en élevant comme typique (du discours de la personne elle-même), et donc comme générique (la personne comme représentative d'un collectif) un passage.

Tout cela montre la difficulté que le chercheur a de rester le plus neutre possible par rapport à un quelconque jugement de valeur sur le bien fondé ou le bien modifié d'une situation. Car l'identité du chercheur continue donc à se cristalliser autour du choix constant et non explicite d'une échelle de contexte déterminée. Tout se passe comme si, habitués à voir le monde à partir d'une distance particulière, les chercheurs ne voulaient pas brouiller, ne serait-ce qu'un temps, leur vue pour s'approcher ou s'éloigner. Et l'on peut être même un peu surpris par le fait que la simple curiosité expérimentale n'ait pas poussé

*jusqu'à davantage de chercheurs à observer ce que deviennent leurs objets, leurs problèmes ou leurs thèmes d'étude, comment ils se transforment ou se déforment sous l'effet de la variation de la focale de l'objectif» (Lahire, 2001, 370-371).*

### La question de la neutralité axiologique

Cela nous renvoie à nouveau à Weber ([1922] 1992) et sa fameuse neutralité axiologique constitutive de certains principes de l'ethnométhodologie. Celle de l'inscription du chercheur qui serait consubstantiel de sa description. Je ne suis neutre que parce que j'essaie au mieux de me décrire face aux autres, de me rendre visible face aux autres. Se rendre visible ne se fixe pas que sur les enveloppes perceptibles (les habits, les gestes, l'âge) mais aussi justement sur l'imperceptible, l'intériorité, le caché. Ce qui est rendu visible, c'est le plus souvent la conditionnalité des choses et/ou que les autres nous imposent. Comme le disait Sartre, *l'enfer c'est les autres*, cet enfer, c'est bien cette conditionnalité de l'existence. Refuser l'enfer, c'est accepter certaines conditionnalités, en refusant d'autres. Pour autant comme le rappelle Sartre lui-même : *« l'enfer c'est les autres » a été toujours mal compris. On a cru que je voulais dire par là que nos rapports avec les autres étaient toujours empoisonnés, que c'était toujours des rapports infernaux. Or, c'est tout autre chose que je veux dire. Je veux dire que si les rapports avec autrui sont tordus, viciés, alors l'autre ne peut être que l'enfer. Pourquoi ? Parce que les autres sont, au fond, ce qu'il y a de plus important en nous-mêmes, pour notre propre connaissance de nous-mêmes. Quand nous pensons sur nous, quand nous essayons de nous connaître, au fond nous usons des connaissances que les autres ont déjà sur nous, nous nous jugeons avec les moyens que les autres ont, nous ont donné, de nous juger. Quoi que je dise sur moi, toujours le jugement d'autrui entre dedans. Quoi que je sente de moi, le jugement d'autrui entre dedans. Ce qui veut dire que, si mes rapports sont mauvais, je me mets dans la totale dépendance d'autrui et alors, en effet, je suis en enfer. Et il existe une quantité de gens dans le monde qui sont en enfer parce qu'ils dépendent trop du jugement d'autrui. Mais cela ne veut nullement dire qu'on ne puisse*

*avoir d'autres rapports avec les autres, ça marque simplement l'importance capitale de tous les autres pour chacun de nous* (Sartre, [1964] 2004).

En cela, nous réfléchissons ce que les autres pensent de nous, c'est-à-dire que nous construisons une visibilité pratique à du discours invisible. Nous rendons donc performatif des non-dits. Mais ces non-dits existent alors de pleins droits pour notre propre action. Le chercheur ne fait-il pas de même lorsqu'il rencontre ses sujets d'études, projetant sur eux des discours que ces derniers lui renvoient en autant de boomerangs réifiant. Les non-dits imaginés par le chercheur nourrissent cet invisible qu'il pense pressentir et le dit au contraire parvient de par sa trop forte visibilité à devenir suspect. *Cette forme d'automanipulation émotionnelle, Lukács l'avait bien perçue lorsqu'il traitait du journalisme comme d'une manière de « prostituer » les « expériences vécues et les convictions » y voyant le comble de la réification sociale* (Honneth, [2005] 2007, 16).

Si société de l'information, cela veut dire que le signal est reçu par tous (moins de diffuseurs, plus d'auditeurs). Aujourd'hui, on s'aperçoit que la capacité d'écoute diminue du fait de la possibilité offerte aux auditeurs de choisir l'informateur. Ce dernier peut donner des signaux qui correspondent pour le moins à ce que l'auditeur a envie d'entendre. Où se trouve donc la transparence ? Nous sommes dans une société des mondes clos, des membres, des cages socio-ontologiques (différent des cages ontologiques naturelles) qui conditionnent routines, typifications des autres qui nous entourent et réifications du monde qui nous apparaît et dont nous sommes tous persuadés qu'il est la réalité visible. *Dès lors que l'on introduit un rapport pratique au monde, le sujet ne fait plus face au monde comme à quelque chose qu'il faudrait connaître ; il se rattache à lui en fonction d'intérêts existentiels qui font qu'il s'ouvre à ce monde selon une significativité particulière* (Honneth, [2005] 2007, 36).

La visibilité semble structurée par cette grande arme dialogique dont nous usons et abusons, celle de la séparation comme fonction d'unicisation catégorielle, conceptuelle (formation d'unité non séparable soit celle de l'individu ou du groupe). Séparation qui se traduit par la différenciation spatiale, la distinction sociale, la discrétisation temporelle et qui permet aux acteurs de se rendre amnésique d'une réalité devenue pour eux in-visible, donc inexistante.

En ce sens, ce n'est pas parce que l'on change de point de vue (être « ailleurs » pour mieux voir « l'autre ») que l'on change de regard sur cet ailleurs et sur cet autre ! La conditionnalité du point de vue ne cautionne en rien l'intentionnalité du regard. Ne voit-on pas toujours les mêmes visibles et invisibles et ne rendons-nous pas d'autorité en tant que chercheur les mêmes visibles et invisibles ! L'objectivité que nous construisons n'est en fait jamais qu'une réification, la mise en existence de ce que nous savons toujours-déjà. On ne voit jamais et donc on ne peut déceler que ce que l'on nous a appris à voir.

Ainsi, le chercheur doit travailler sur les régimes de relations. Pourquoi un objet de recherche existe (la migration) ? Pourquoi certains acteurs deviennent pertinents à analyser (les migrants) ? Comment analysent-ils leurs façons d'être, de faire et de penser le monde et leur réalité ? Et comment le chercheur est-il en capacité de dire ce qui doit être dit ? Est-il légitime pour rendre visible ce qu'il conçoit comme invisible. Est-il légitime de par la visibilité qu'il met en scène de rendre invisible d'autres éléments ? Quelles relations entretient-il donc avec lui-même à travers sa quête pour parler de son objet de recherche et des sujets qui le constituent ?

Ce sont donc bien les relations qui doivent intéresser le chercheur s'attachant à comprendre la construction territoriale des acteurs, des migrants et la nécessité de cette

construction pour la constitution ontologique de ces derniers. Car ces relations ont tout autant une vocation constructive sur le monde de l'acteur qu'une vocation constitutive pour l'acteur lui-même, dans sa singularité. Une meilleure compréhension de cette nécessité singulière qu'ont les acteurs dans les actes qu'ils posent dans leur rapport au monde (social, spatial et temporel) apparaît alors pertinente pour tenter d'aborder le « sens » de cette nécessité. Seul l'acteur lui-même peut entrevoir cette subjectivité en tant qu'elle est essentielle à sa constitution ontologique et en tant qu'elle peut l'être pour le monde. En fin de compte, seul l'acteur peut rendre visible à lui-même la visibilité et l'invisibilité de ses actes et de ses paroles. La mise en visibilité du chercheur dit plus sur ce qu'est le chercheur que sur ce qu'est son objet de recherche. Ou mieux encore, elle dit plus sur les régimes de réification de ce qui doit être visible ou invisible selon les types d'acteurs qui parlent et selon les époques et les lieux où ils parlent.

André-Frédéric Hoyaux  
Maître de Conférences  
ADES - UMR 5185 (CNRS)  
Université Michel de Montaigne Bordeaux 3  
UFR Géographie et Aménagement  
[afhoyaux@u-bordeaux3.fr](mailto:afhoyaux@u-bordeaux3.fr)

### Bibliographie :

- Garfinkel, Harold ([1967] 2007) *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF, 474 p. (Quadrige Grands Textes).
- Goffman, Erwin ([1971] 1973) *La mise en scène de la vie quotidienne tome 2: Les relations en public*, Paris, Les Editions de Minuit (Le sens commun).
- Hartog, François (2003) *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 258 p. (La Librairie du XXI<sup>ème</sup> siècle).
- Heidegger, Martin ([1927] 1986) *Etre et Temps*, Paris, Gallimard, trad. F. Vezin, 590 p. (Bibliothèque de Philosophie).
- Honneth, Axel ([2005] 2007) *La réification. Petit traité de Théorie critique*, Paris, Gallimard, 141 p. (nrf essais).
- Hoyaux, André-Frédéric (2008) Acteurs ou interacteurs ?, *Travaux et Documents ESO*, n°27, L'espace social : méthodes et outils, objets et éthique(s), Actes de l'Ecole d'été de géographie sociale 2006, pp. 25-37.
- Lahire, Bernard (2001) *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Hachettes Littératures – Éditions Armand Colin/Nathan, 392 p. (Pluriel Sociologie).
- Lajarge, Romain (2008) Activons les acteurs !, *Travaux et Documents ESO*, n°27, L'espace social : méthodes et outils, objets et éthique(s), Actes de l'Ecole d'été de géographie sociale 2006, pp. 18-25.
- Larrère, Catherine ; Larrère Raphaël (1997) *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier, 355 p. (Alto).
- Leblanc, Gérard (1997) *Scénarios du réel. Tome 2 : Information, régimes de visibilité*, Paris, L'Harmattan, 230 p.
- Le Breton, David (2004) *L'interactionnisme symbolique*, Paris, PUF, 249 p. (Quadrige Manuels).
- Lévy, Jacques ; Lussault, Michel (2003) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Éditions Belin, 1034 p.
- Renaudie, Pierre-Jean (2009) Expression et description : Remarques sur les limites linguistiques de la phénoménologie, *Bulletin d'analyse phénoménologique*, vol. 3, Disponible sur internet : <http://popups.ulg.ac.be/bap.htm>.
- Ricœur, Paul (1986) *Du texte à l'action : Essais d'herméneutique II*, Paris, Editions du Seuil, 452 p. (Points Essais n°377).

Sartre, Jean-Paul, ([1964] 2004), *Jean-Paul Sartre commente L'enfer c'est les autres en introduction à Huis-Clos*, Paris, Gallimard (CD à voie haute).

Schütz, Alfred ([1942] 1998) *Éléments de sociologie phénoménologique*, Paris, L'Harmattan, 156 p. (Logiques Sociales).

Sloterdijk, Peter (2000) *La domestication de l'Être*, Paris, Mille et une nuits / Librairie Arthème Fayard, 111 p.

Volvey, Anne ; Bretagnolle, Anne ; Djament, Géraldine ; Hoyaux, André-Frédéric et Vrac, Michel (2005) *Échelles et temporalités*, Paris, Atlande, 239 p. (Clefs Concours).

Watzlawick Paul ([1981] 1988) *L'invention de la réalité. Contributions au constructivisme*, Paris, Éditions du Seuil, 374 p.

Weber, Max ([1922] 1992) *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Librairie Plon, 478 p. (Pocket Agora n°116).

### **Chapitre 3.6. Texte 11.**

2010 : « Critique de la banalisation scientifique des magazines éducatifs à travers les publicités à caractère écologique », *Ecologie & Politique*, n°39, Décembre 2009, Editions Syllepse, pp.73-85 (avec V. André et L. Couderchet).

---

Cet article scientifique fait suite à notre collaboration commune avec Véronique André-Lamat et Laurent Couderchet. Il traite de la conformation des esprits des jeunes enfants et adolescents à travers des publicités à caractère écologique qui parsèment les magazines éducatifs comme autant de publi-reportages pseudo-scientifiques. Il révèle la désaffection du monde éducatif par rapport à la critique même des référents exposés dans ce type de support à caractère prétendument pédagogique. L'apprentissage de la réalité se trouve donc manipulée à travers des supports qui font autorité car ils sont justement à caractère pédagogique.

On entrevoit ainsi un principe fondamental de la publicité d'aujourd'hui, qui de ce fait ne touche pas uniquement les enfants, c'est d'être dans l'explicitation, le pédagogisme informatif pour donner plus de crédits aux propos tenus. La forme même du message au sein d'un type de support particulier a plus de poids que le contenu même du message transmis qui est pris dès lors comme réel ou efficient. Derrière cela, il y a une volonté, non dissimulée parfois, de mettre en abîme toute critique, c'est-à-dire toute contradiction possible, et d'apporter de manière performative la clé de toute décision à prendre.

Il y a donc un mélange des genres et nos travaux poursuivent certains attendus de l'information et la communication à partir d'une analyse sociologique (Bourdieu). Ils montrent la violence symbolique imposée aux plus jeunes. Violence car elle impose des cadres sémantiques là où la trame éducative appellerait la critique. Ainsi, si l'on peut accepter au sein de la mission dévolue à l'école de « la construction des connaissances » des effets de simplification ou de classement, ce genre de support sur lesquels nous avons travaillé dénie le droit à l'enfant voire même à l'enseignant de porter « l'esprit de la discussion ». « Le savoir n'est pas une imposition. Il implique tout individu qui se l'approprie et l'incorpore. S'il relève de la discussion, c'est précisément en ce sens. Il est une "mise en accord", la construction à partir de points de vue différents, d'un terrain commun qui, ensuite, fournit la condition de toute action rationnelle (technicienne) et aussi de tout développement de la connaissance elle-même. La méfiance à l'égard d'un enseignement unidimensionnel, c'est-à-dire ne sollicitant pas la participation de l'élève se trouve alors exactement fondée » (Porcher L., 1994, 77). Dans le cadre de ce sur quoi nous avons travaillé, cette méfiance n'est pas de mise car elle joue des phénomènes de redondances informatives que d'autres médias fournissent, au-delà des magazines éducatifs ou des manuels scolaires. Les spots téléés, les informations télévisées ou radiodiffusées sont autant d'arguments performatifs réitérés. C'est le cas à partir de certains critères qui deviennent des étendards que l'on agite pour cacher le reste de la problématique. Notre façon d'habiter, et celle de nos enfants plus particulièrement, doivent se borner à quelque pratique censée sauvegarder les intérêts de tous et de l'avenir.





## CRITIQUE DE LA BANALISATION SCIENTIFIQUE DES MAGAZINES ÉDUCATIFS À TRAVERS LES PUBLICITÉS À CARACTÈRE ÉCOLOGIQUE

Véronique André-Lamat *et al.*

Presses de Sciences Po | *Ecologie & politique*

2010/1 - N°39  
pages 73 à 85

ISSN 1166-3030

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2010-1-page-73.htm>

Pour citer cet article :

André-Lamat Véronique *et al.*, « Critique de la banalisation scientifique des magazines éducatifs à travers les publicités à caractère écologique », *Ecologie & politique*, 2010/1 N°39, p. 73-85. DOI : 10.3917/ecopo.039.0073

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.  
© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Critique de la banalisation scientifique des magazines éducatifs à travers les publicités à caractère écologique

VÉRONIQUE ANDRÉ-LAMAT, LAURENT COUDERCHET  
ET ANDRÉ-FRÉDÉRIC HOYAUX

### Publicité et conformation sociale des individus

La publicité est partout, elle tend tout à la fois à structurer nos modes de vie et nos modes de consommer, et à élaborer une « pédagogie sociale » favorable à certains lobbies qui relève plus souvent de la « propagande » que de la simple stratégie de communication. Mais dans une société qui tente d'aller à l'encontre du « trop » consommer, il faut contourner cet obstacle philosophico-morale et le substituer par l'idée d'un consommer utile et nécessaire, d'un consommer éthique, prétendument plus adapté à la survivance de nos sociétés et des individus qui les composent. Pour ce faire, la publicité évolue, à la demande de ses commanditaires, pour que les messages qu'elle développe s'adaptent mieux et de façon plus subtile aux attentes d'une société en demande d'informations dénuées de mensonges et de subjectivités, pourtant corps de métier des publicitaires qui se déclarent eux-mêmes des inventeurs d'imaginaires et de symboles<sup>[1]</sup>.

Le principe de réalité de la publicité l'oblige ainsi à se parer de nouveaux atours, plus encore si les sujets qu'elle évoque touchent à l'environnement et à la santé, c'est-à-dire de près ou de loin à un domaine scientifique, mais aussi si elle s'adresse à une population jeune, en cours de construction intellectuelle. De simple « pub », elle devient parfois publi-reportage ou publi-information, nouvelles formes publicitaires développées au sein d'un vaste panel de la presse écrite, selon un « plan média » permettant aux commanditaires de toucher leur cible avec le plus d'efficacité et de persuasion possible à court et à long terme<sup>[2]</sup>.

Le choix de s'attaquer à une population cible de jeunes individus relève alors d'une possibilité de les mettre plus facilement en conformité sociale du fait à la fois de leurs désirs de construire leur pro-

[1] B. Cathelat, *Publicité et société*, Payot, Paris, 2001 [1968], p. 43-45.

[2] D. Caumont, *La publicité*, Dunod, Paris, 2008, p. 64-72 et p. 110.

Les auteurs sont tous trois enseignants-chercheurs à l'UMR ADES CNRS – université de Bordeaux. Les travaux de recherche de Véronique André-Lamat portent sur la construction des représentations de la nature et l'analyse de modes de gestion de l'environnement, notamment sur les modalités d'élaboration de l'action publique environnementale. Ceux de Laurent Couderchet portent sur les paysages et la reconnaissance géomatique des états de la nature : diagnostics experts, diagnostics profanes partagés. À l'aide d'analyses qualitatives effectuées sur divers types de discours (verbaux, iconiques, filmiques), André-Frédéric Hoyaux travaille quant à lui sur les constructions idéologiques, identitaires et territoriales que les acteurs opèrent à partir et à travers différentes figures et catégories spatiales. Le Groupe ECOPOL, formé depuis 2008 de ces trois enseignants-chercheurs, inscrit son travail dans les relations d'information, de déformation et de « conformation » qui se construisent à travers le message publicitaire entre les sphères économique, politique et éducative.

pre identité et de leur incapacité à prendre une distance suffisante par rapport aux messages proposés. Le message est en effet capté « pour argent comptant » par l'enfant et cela plus il est jeune. Bien qu'il croie être en capacité de porter des critiques sur ce qu'il voit et entend, l'enfant n'est pas en position de comprendre les intentions persuasives de la publicité<sup>[3]</sup> et encore moins de prendre conscience qu'il est moins visé par les publicitaires comme l'acteur de ses choix que comme l'objet transactionnel des choix de ses parents<sup>[4]</sup>. On observe aussi que la cible enfantine, qui correspond à celle des organisations philanthropiques d'éducation à l'environnement, s'inscrit dans une stratégie de mise en conformité des esprits consommateurs futurs et amène en quelque sorte une garantie de développement durable pour les entreprises.

En effet, comme le rappelle Marie Bénilde : « *Un client enrichira d'autant plus une marque qu'il y aura été fidélisé plus jeune. Et, si possible, dès la cour de récréation. L'enfant joue en effet un rôle prescripteur très important*<sup>[5]</sup>. » Et cela d'autant que cette prescription va potentiellement être renforcée par l'apprentissage à l'école des enjeux de développement durable. Il y aurait donc mise en place progressive d'une concomitance conformatrice entre l'école et la publicité, via l'éducation au développement durable.

La performativité du message publicitaire constitue en cela un danger pour le système pédagogique dans son ensemble, à la fois parce que l'enfant croit parfois plus que tout autre message ce qui est dit par ces publi-reportages dans des mensuels à vocation éducative ou scientifique ; mais aussi parce que la capacité de poser une problématique de la complexité tend à diminuer dans la sphère éducative. Insidieusement, la publicité acquiert une autre fonction, celle de produire et de délivrer de l'information, sous-entendue une information empreinte de neutralité et, par voie de conséquence, d'objectivité. Elle se dote ainsi d'un autre statut, lié à l'incapacité du public à déconstruire l'information proposée, à en décoder les manipulations potentielles. Et c'est au regard de cette objectivité, qui par la force des choses est, pour l'enfant, le creuset même du savoir que le monde éducatif lui donne à ingurgiter, à structurer, à reproduire, qu'il va établir sa propre autonomie intellectuelle.

Parallèlement, le problème est que si les adultes possèdent des formes supérieures de compréhension des messages, ils sont de moins en moins souvent en capacité de construire leur propre plan de communication pédagogique pour leurs enfants. En effet, à une vérité qu'on a pu croire unique et totale se substitue aujourd'hui des ensembles d'arguments plus ou moins teintés d'idéologie, se recoupant parfois, s'opposant souvent, qui ne permettent plus, même aux scientifiques eux-mêmes, d'être sûrs des éléments qu'ils avancent. Pourtant, la « demande

[3] J. Brée, *Les enfants, la consommation et le marketing*, PUF, Paris, 1993, p. 206 et 51-54.

[4] N. Sapena, *L'enfant Jackpot. Protégeons nos enfants contre les abus de la société marchande*, Flammarion, Paris, 2005, p. 17-26.

[5] M. Bénilde, *On achète bien les cerveaux. La publicité et les médias*, Raisons d'Agir, Paris, 2008, p. 112.

sociale d'environnement» est régulièrement invoquée pour justifier le développement de modes de production respectueux de l'environnement<sup>[6]</sup>, et à ce titre elle est utilisée et instrumentalisée par les lobbies et les groupes d'intérêt qui s'opposent à toute sortie du modèle actuel de développement. Au cœur de cette communication qui médiatise quelques héros, sorte de Don Quichotte de l'environnement (N. Hulot, Y. Arthus Bertrand...), la problématique de l'environnement et/ou du développement durable s'arrime sur quelques «prêts-à-porter» intellectuels qui nourrissent nos bonnes consciences et déterminent pour partie nos pratiques du bien-consommer<sup>[7]</sup>. Pour autant, on peut se demander en quoi les formes publicitaires participent de l'éducation et de la construction de notre rapport au monde en général, ainsi que de notre sensibilisation aux problèmes d'environnement et de développement durable en particulier.

### **De la lutte des objectivités à l'interobjectivité**

L'éducation en France s'assoit sur l'idée que la science fonde la vérité. Elle est tirée d'un décodage caricatural du cartésianisme, ramené à des formes de rationalités et d'objectivités simplistes. Le front actuel des tenants politiques de l'éducation contre le pédagogisme n'arrange pas cette tendance. La mise en perspective de la complexité à travers les points de vue divergents est balayée au profit d'une vision «claire» et unidirectionnelle des choses liées à l'environnement, domaine alors défini comme relevant des seules «sciences de la vie et de la Terre». Cette vision claire est en outre confortée par l'idée politique et les discours selon lesquels l'urgence de la situation climatique appelle à des décisions rapides. Cette contrainte du temps sur la décision tend donc à minimiser les divergences que pourrait opérer une lecture de la complexité. De cela naît alors un principe de radicalisation de l'objectivité concernant les effets désastreux des modes de consommation de nos sociétés. Et la science de l'urgence, traduite au sein de la pédagogie, prend le pas sur des réflexions plus globales sur notre place dans le monde et notre rapport de moins en moins maîtrisé au progrès et à la croissance.

Ainsi le politique tranche, poussée par les lobbies industriels (mais parfois aussi écologistes), au lieu de fonder sa décision sur la confrontation de différentes visions, chacune construite selon des formes de recueil de données, des méthodes d'élaboration de l'information et de son interprétation. On assiste alors à une lutte des «objectivités»

[6] D. Salles, *Les défis de l'environnement. Démocratie et efficacité*, Syllepse, Paris, 2006.

[7] V. André-Lamat, L. Couderchet et A.-F. Hoyaux, «Petits arrangements avec le développement durable. Entre production scientifique et instrumentalisation médiatique», *Colloque international Éthique et éducation à l'environnement*, La Rochelle, 7-8 avril 2008, halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00352391/fr.

construites en fonction d'intérêts voire d'idéologies : ceux des industriels, celles des écologistes. Et de façon surprenante, ces luttes d'objectivités peuvent même se construire entre des associations dites de protection de l'environnement, comme c'est le cas très récemment à propos des nouvelles ampoules basse consommation (Sortir du nucléaire vs Agir pour la planète<sup>[8]</sup>) ou au sujet des voitures électriques (France nature environnement (FNE) vs Agir pour l'environnement).

Une interobjectivation des réalités environnementales devrait pourtant se substituer à cette lutte des objectivités pour éveiller à la critique par l'éducation. Elle permettrait d'inscrire « *une nouvelle méthode [...] en lieu et place de la méthode d'objectivation scientifique consistant à isoler et individualiser spatialement l'objet traité*<sup>[9]</sup> ». Malheureusement, même les récentes assises de l'éducation à l'environnement vers un développement durable, inscrites dans les objectifs du Grenelle français de l'environnement, n'ont pas levé l'hypothèque. Si un des défis de l'éducation est bien d'apprendre à déconstruire des modèles, à décoder les discours qui les sous-tendent, à gérer l'incertitude et acquérir la capacité de construire individuellement une responsabilité, un engagement envers un projet collectif pour un bien commun, toute vision unilatérale gomme cette possibilité.

Dans l'univers de la communication, l'émotion entretenue par des grandes figures médiatiques, s'appuyant sur des événements catastrophiques prétextes (tempêtes, tsunamis, cyclones) prend le pas sur le raisonnement scientifique, et l'action, même la plus brouillonne et désordonnée est plus visible que la réflexion. Peu à peu, c'est le dernier qui parle ou celui qui parle le plus fort qui a raison. Et la publicité, sa récurrence, à travers les magazines à vocation scientifique, profite de ce jeu. Sa visibilité touche sa cible la plus exposée, ceux parmi les jeunes qui se sentent intéressés par l'environnement, ceux aussi dont les parents disposent de capitaux économiques et culturels : futurs acheteurs, futurs entrepreneurs qui auront eux aussi la surface économique et décisionnaire au sein de la sphère domestique ou de l'activité d'entreprise.

### **De l'environnement à l'éthique du développement durable**

[8] Voir les arguments sur [www.sortirdunucleaire.fr](http://www.sortirdunucleaire.fr) et [www.agirpourlaplanete.com](http://www.agirpourlaplanete.com).

[9] H. S. Afeissa (dir.), *Éthique de l'environnement. Nature, valeur, respect*, Vrin, Paris, 2007, p. 12.

« éducation à l'environnement vers un développement durable », « éducation au développement durable »... On constate la poursuite du glissement sémantique des descriptions des politiques publiques<sup>[10]</sup>. L'article 8 de la Charte de l'environnement intégrée en 2005 en préambule de la Constitution française au même niveau que la Déclaration des droits de l'homme de 1789 ne précise-t-il pas que : « *L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte* » ? En moins de cinq années, le champ de l'environnement a été phagocyté par celui du développement (durable) faisant craindre à de nombreux observateurs l'accaparement de la cause environnementale par les puissances du marché et sa dénaturation<sup>[11]</sup>.

Dans ce mouvement, on peut se demander si la cause écologique ne s'est pas transformée en verni destiné à renforcer l'action économique à grand renfort de publicité. Le développement durable et la lutte contre le dérèglement climatique servent de support aux campagnes de promotion des grandes compagnies productrices d'énergie : extraordinaire pirouette alors que la consommation d'énergie des sociétés humaines est justement pointée du doigt comme responsable du réchauffement global. « *Pour vous, notre énergie est inépuisable* » matraque pourtant fièrement Total dans une de ses campagnes publicitaires. La croissance s'affiche au service de la cause environnementale.

Le paradoxe apparaît donc double : d'une part, la liberté d'entreprise et de consommation l'emporte dans une communication performative, l'action du discours devenant action tout court<sup>[12]</sup>. Pour Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (MEEDDAT), « *le développement durable n'est pas une mode passagère ou un argument marketing, mais le fondement même de la compétitivité de demain*<sup>[13]</sup> ». D'autre part, l'action publique semble dérisoire au vu des périls annoncés. L'impuissance ou la non-volonté de remise en cause de l'ordre établi se traduit par une incitation aux comportements individuels vertueux. C'est le sens des missions de l'éducation à l'environnement vers un développement durable qui doit sensibiliser chaque enfant puis l'ensemble des individus aux « bonnes pratiques », aux « gestes écocitoyens », selon des schémas assez semblables à ceux des leçons de morale de jadis, telle une nouvelle forme de mise en ordre. Cette démission du politique se traduit de même à travers les campagnes publicitaires incitant les individus à économiser l'énergie (« *L'énergie est notre avenir, économisons-la* »). Cela suffit-il à la constitution d'une politique ? Et en quoi faut-il utiliser les médias et la publicité en particulier pour transmettre ce message ?

[10] Citations extraites de J. Brégeon, S. Fauchoux et C. Rochet, *Rapport du groupe de travail interministériel sur l'éducation au développement durable*, MEEDDAT, Paris, 2008.

[11] Sur l'impact de ce phagocytage dans l'éducation, voir L. Sauvé, « L'éducation relative à l'environnement : possibilités et contraintes », *Connexion*, vol. 27, n° 1-2, 2002, p. 1-4.

[12] J. L. Austin, *Quand dire, c'est faire*, Seuil, Paris, 1991

[13] *Le Point*, n° 1855, 3 avril 2008, p. 170.



Cette privatisation de la question éducative recourt à la privatisation de toute la sphère publique censée ne plus coûter à ceux qui la composent. Cependant, la publicité et les slogans ne l'emportent-ils pas sur la sincérité des actions dans le domaine ? En quoi la publicité, poussée par ses commanditaires, ne va-t-elle pas biaiser jusqu'aux différentes objectivités évoquées plus haut ?

Jacques Séguéla, l'un des chantres de la publicité moderne, nous rassure ! « *La pub du 21<sup>e</sup> siècle sera éthique ou ne sera pas* ». Et d'ajouter « tout d'ego » que la publicité reprend un rôle vis-à-vis de l'éthique que « *ni les philosophes, ni les politiques, ni les médias ne jouent plus*<sup>[14]</sup> ». On peut cependant se demander si, à l'inverse de la conception « engagée » de ce publicitaire qui passe en revue tous les malheurs du monde actuel (faim, pollution, déforestation, misère, racisme) avec une certaine démagogie, l'éthique qu'il défend à travers la sphère économique dont la publicité serait la mise en visibilité, ne passerait pas plus justement par un éclairage interobjectif de la complexité des systèmes sociaux et environnementaux. L'existence d'un organisme censé donner des recommandations aux publicitaires et éviter des arguments mensongers concernant l'écologie et le développement durable, devrait pourtant nous conforter dans l'idée d'être protégés des arnaques intellectuelles. Sauf que cette Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP) est un organisme autoconstitué par les publicitaires eux-mêmes et qu'en matière économique les règles d'autodisciplines ont toujours des limites floues.

Mais au-delà de ces allégations, que les publicitaires diront sans fondements, la situation est plus subtile. Le cas d'Areva est à ce titre très instructif. En effet, sans aller jusqu'à épilucher les recommandations du MEEDDAT assignées aux publicitaires par la Charte d'engagement et d'objectifs pour une publicité écoresponsable (11 avril 2008) ou par la Nouvelle recommandation développement durable (26 juin 2009), on peut simplement suivre l'article L121-1 du Code de la consommation, qui indique très clairement qu'« *est interdite toute publicité comportant, sous quelque forme que ce soit des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur*<sup>[15]</sup> ». Dans ce contexte où des limites légales existent mais où la volonté politique de contrôle est faible et laissée aux soins d'organismes interprofessionnels (ARPP) évidemment partiels, Areva mobilise ce qui l'arrange de l'argumentaire scientifique pour trouver une légitimité à son activité : le réchauffement global est lié à l'effet de serre, or le nucléaire ne rejette pas de CO<sub>2</sub>, donc le nucléaire est bon pour la Terre. Areva surfe donc sur une vague médiatique (le changement climatique) pour faire passer sous silence un autre problème (le nucléaire) qui n'est plus médiatique,

[14] J. Séguéla, *Tous ego (Havas, moi et les autres)*, Jean-Claude Gawsewitch Éditeur, Paris, 2005, p. 323.

[15] [www.alliance.fr](http://www.alliance.fr).

notamment parce qu'il est appuyé par de fortes orientations politiques liées à l'autonomisation de la capacité énergétique nationale française.

Areva double sa démarche de protection en se cachant sur une présentation non publicitaire au sens strict, ni dans sa forme ni dans sa présentation au sein des supports choisis (*Sciences et Vie Junior*, *Les Clés de l'Actualité*, *Images Doc*). La mise en forme est aride, en multifeuillets, avec des photos relativement austères, un texte long et assez difficile en première lecture. Cela a pour vocation évidente de renforcer l'idée de l'intégration de ces pages au support choisi et la portée scientifique du dossier, au sein d'une revue considérée comme scientifique par ses lecteurs.

Areva a même, depuis quelques années, triplé sa démarche en modifiant son nom Cogema, trop associé à certains problèmes d'enfouissements des déchets nucléaires. Par ce nom qui évoque que « A » (alpha, qui exprime la totalité du monde) « rêve à », l'entreprise a réussi à inverser son image négative pour la transformer en une symbolique qui réfère aux projets les plus positifs, beaux et espérés par tout individu. Et c'est en ce domaine bien sûr, la symbolique, que les publicitaires sont les plus efficaces. Ils se jouent de nos peurs et de nos désirs, qu'ils soient ancrés au plus profond de nos structures anthropologiques de l'imaginaire<sup>[16]</sup> ou qu'ils surgissent selon les générations et les modes à travers une rencontre entre « habitus » et « cohérence mythique<sup>[17]</sup> ». Cette symbolique maximise notamment l'intérêt actuel de nos sociétés pour un retour à l'authenticité et au naturel. « *L'énergie nucléaire provient d'un phénomène naturel que l'homme sait produire et maîtriser, comme le feu* » (*Images Doc*). Cette phrase se construit sur une supercherie intellectuelle : un phénomène naturel produit par l'homme ne l'est forcément plus mais devient un artefact. Elle permet cependant de conserver l'axiome majeur, celui de la naturalité du phénomène et surtout de le comparer terme à terme. Ce qui fait peur aujourd'hui (le nucléaire) et ce qui faisait peur hier (le feu) mais que l'on a su maîtriser. Le message joue sur les mythes prométhéen et icarien, et ravive les désirs profonds de l'homme de dépasser les dieux ou d'en approcher la quintessence. Cela permet surtout de montrer que ces industriels maîtrisent et contrôlent l'ensemble de la chaîne de ce grand « cycle de l'uranium » (*Images Doc*) qui rappelle quelque chose de tellement plus positif et fortement travaillé dans les programmes scolaires : le cycle de l'eau. Une façon de montrer que, en ce domaine, la notion de risque et donc de précaution a peu d'utilité, voire de légitimité. Une volonté aussi, par la symbolique, de jouer sur l'objectif même de la publicité, celui de générer des détournements par des réassemblages signifiants.

[16] G. Durand, *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Bordas & Dunod, Paris, 1992 [1969].

[17] P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Fayard & Seuil, Paris, 2001 [1982], p. 329-342.

De manière surprenante, ces détournements sont aussi provoqués par l'autodiscipline de la publicité. En effet, l'idée qui ressort de la mise en place des codes de bonne conduite de l'ARPP est que les commanditaires doivent concevoir des contournements de plus en plus subtils. Soit les entreprises visent le long terme de la socialisation de l'individu : on modèle l'enfant en sachant que c'est un futur consommateur ; soit elles visent la subtilité éducative et la capacité que possède l'enfant à diffuser et donc à influencer l'ensemble des individus qui l'entourent. Dans une société vantant les mérites du dialogue intergénérationnel, il est de bon aloi de structurer l'enfant autour d'un discours pseudo-scientifique qui lui permet de modifier voire d'éduquer le regard et l'analyse de son entourage. L'aspect psychologisant de ce renversement de l'autorité éducative (parents vers enfants à enfants vers parents) est lui aussi valorisé pour la construction mentale de l'enfant.

Un autre aspect génère également cette emprise des publicités et repousse encore la fameuse exception culturelle de la société française, celle-ci se dirigeant tout doucement vers le modèle états-unien. M. Bénilde précise qu'«aux États-Unis, 8 millions d'adolescents âgés de 11 à 17 ans ont ainsi l'obligation de visionner chaque jour la chaîne Channel One, qui leur propose un journal télévisé de dix minutes, dont deux sont consacrées aux publicités pour des produits adaptés à leur âge. En échange, les établissements reçoivent un téléviseur, un magnétoscope et des dotations financières ou matérielles», puis ajoute : «Si la publicité est interdite dans les écoles françaises depuis le Front populaire, une circulaire de Jack Lang datée du 28 mars 2001 autorise des "actions de partenariat" avec des entreprises, à condition qu'elles s'inscrivent dans des programmes scolaires, qu'elles soient liées à l'éducation ou qu'elles favorisent un apport technique, notamment pour des réalisations multimédias<sup>[18]</sup>.»

On assiste à une forme d'«entrisme» de la part des entreprises, qui pénètrent l'école par tout une série de canaux directs et indirects, notamment en finançant des matériels pédagogiques<sup>[19]</sup> et en tant qu'employeurs potentiels. Les publicités d'EDF concernent la mise en place de la Fondation européenne pour les énergies de demain, l'entreprise devenant financeur de l'Institut de France. Ces publicités pervertissent toute la chaîne de l'esprit critique qui pourrait naître de l'amont (l'éducation des enfants) vers l'aval (l'emploi des futurs parents). Et ces entreprises ont un avantage sur la sphère éducative : le recours à des structures plus souples dans leur fonctionnement et leur réactivité. Face à l'inertie des programmes et de la formation continue des enseignants, l'entreprise possède cette capacité de toujours se dépasser par les marges d'un système de pensées. Elle sait toujours tirer profit des nouveaux

[18] M. Bénilde, *op. cit.*, p. 113. Voir également F. Amalou, *Le livre noir de la pub. Quand la communication va trop loin*, Stock, Paris, p. 99-116.

[19] V. André-Lamat, L. Couderchet et A.-F. Hoyaux, *op. cit.*

discours idéologiques ambiants. Les lourdeurs institutionnelles dans la modification des programmes éducatifs sont ainsi confrontées à des entreprises qui montrent leurs capacités de réaction face à l'urgence (de leurs intérêts).

La capacité financière est aussi au cœur des stratégies, elle intervient dans un circuit complexe par le biais d'intermédiaires associatifs. Les multinationales financent de grandes fondations qui viennent en soutien à des associations locales d'éducation à l'environnement. Ces organismes de droit privé sans but lucratif incorporent dans leur fonctionnement le bénévolat et l'enthousiasme, ils s'en trouvent parés de vertu même si leur mission éducative repose parfois plus sur des convictions profondes et militantes que sur des savoirs académiques. Soutenus par les pouvoirs publics, ils traduisent une de ces formes vantées du partenariat public-privé mais sont fragiles financièrement et donc vulnérables. Ils interviennent en bout de course dans des partenariats avec les établissements scolaires, notamment à l'aide de produits pédagogiques conçus par la fondation.

La question environnementale est alors défendue par ces fondations, s'abritant derrière les convictions de scientifiques. Encore faudrait-il que ces derniers aient des vues convergentes et que leur vulgarisation s'accorde sur les principaux enjeux. Ainsi, d'un côté James Lovelock conjure ses amis écologistes « *de renoncer à leurs convictions naïves : les énergies renouvelables et les économies d'énergies ne constituent pas un remède* ». « *Je les conjure d'ouvrir les yeux plutôt que de s'opposer aveuglément à l'énergie nucléaire et de dénoncer (à tort) ses dangers*<sup>[20]</sup>. » De l'autre, le nucléaire, même pour ceux qui ne s'y opposent pas, comme J.-M. Jancovici, n'est pourtant pas *la solution* : « *D'une certaine manière, nucléaire ou pas nucléaire, peu importe pour le long terme [...]. Cette technologie ne nous dispense en rien d'une réflexion plus profonde sur la voie que nous entendons suivre par ailleurs concernant la consommation de chaque individu*<sup>[21]</sup>. » Mais pour que la convergence se réalise, encore faudrait-il que la sphère économique ne fasse pas pression pour que ces scientifiques n'éclaircissent qu'un seul des points de vue : celui qui les arrange<sup>[22]</sup>.

### **Quand l'urgence inverse les temporalités entre construction de la science et action du politique**

Derrière la possibilité pour Areva de faire de la publicité sur cette question sensible du nucléaire, s'affiche l'urgence. Celle-ci est

[20] J. Lovelock, *La revanche de Gaïa*, J'ai Lu, Paris, 2008.

[21] J.-M. Jancovici, *L'avenir climatique. Quel temps ferons-nous ?*, Seuil, Paris, 2002.

[22] J. Stauber et S. Rampton, *L'industrie du mensonge. Lobbying, communication, publicité & médias*, Agone, Marseille, 2004, p. 28-30.

construite et pleinement justifiée par la science qui a tiré la sonnette d'alarme en multipliant ouvrages et articles sur la question. Mais aux rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) se joignent de nombreuses publications de vulgarisation, dont celles des présentateurs météo qui ne peuvent qu'interpeller les citoyens au quotidien, ou de personnalités qualifiées de spécialistes comme J.-M. Jancovici. Son avant-propos est remarquable quant à l'enjeu de la relation de la science au citoyen et du rôle ambigu que jouent les intermédiaires, notamment les experts. Il propose d'emblée un regard particulier, celui d'un ingénieur qui va transcrire et décoder pour le grand nombre un phénomène qui concerne tout le monde. Il pose le métier d'ingénieur en « *position d'intermédiaire entre le scientifique et le public le plus large* », un métier qui s'appuie sur « *la science du moment, sans être nécessairement en mesure d'en vérifier tous les fondements* ». Et de rajouter que la science ne constitue pas la seule matière première de l'ingénieur : « *Les souhaits d'un public, ou l'idée – nécessairement partielle – qu'il se fait du progrès sont aussi pris en compte*<sup>[23]</sup>. »

L'évidence scientifique de la crise environnementale et climatique qui s'est imposée ces dernières années pose de nouveaux enjeux à l'ensemble des acteurs, y compris ceux pour qui cette crise peut représenter un obstacle insurmontable. « *En quelques années, la conscience de la communauté de destin terrestre lié par notre environnement s'enracine*<sup>[24]</sup> » : l'idée d'un consensus sur l'évidence d'une nécessité de mieux gérer l'environnement s'est donc généralisée, mais des discordances persistent entre l'intentionnalité du discours commun (celui de l'opinion publique, considérée comme une somme de positions individuelles), la capacité et la volonté d'action publique, les lobbies qui s'y opposent tout en affirmant le contraire et les pratiques effectives quotidiennes.

Des éléments d'argumentaire scientifique sont omniprésents dans les discours et dans les campagnes de communication, au point qu'ils en deviennent suspects d'unanimité<sup>[25]</sup>. Dans le même temps, le décalage entre le temps long de la science et l'urgence de l'action semble insurmontable. Et dans cette course contre le temps, les politiques publiques semblent disqualifiées. La sphère médiatique devient alors prescriptive et les décisions d'agir peuvent être individuelles ou collectives. Le citoyen est un être responsable, qui s'éduque, et la publicité est performante dans ce processus de guidage, grâce à des raisonnements élémentaires (le nucléaire ne produit pas d'émissions de gaz à effet de serre, la question des déchets peu importants en volume est à régler, mais nous pouvons compter sur la technique et l'innovation) et des pro-

[23] J.-M. Jancovici, *op. cit.*

[24] N. Kosciusko-Morizet in S. Hauger (dir.), *L'environnement à la croisée des savoirs*, Vuibert & CIES Alsace, Paris, 2009.

[25] Voir le paragraphe « L'autorité et l'objectivité de la science en cause » dans l'article de P. Le Prestre et R. Taravella, « Pouvoirs et limites des réseaux d'expertise », in P. Jacquet, R. K. Pachauri et L. Tubiana (dir.), *Regards sur la Terre. L'annuel du développement durable 2009*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2009, p. 199-209.

positions simples: il s'agit de ne pas changer de pratiques, continuons à consommer. Au niveau collectif, l'histoire a montré trop souvent la lenteur et la pesanteur des décisions d'État ou de la coopération internationale. Quid donc de l'action publique face à une forme d'activisme de la sphère économique qui s'empare, via la publicité, de cette notion de crise et de la dramaturgie qui l'accompagne, pour l'utiliser à des fins marchandes. Dans ce contexte: «*Est-ce à dire que certaines fonctions classiques de l'État et du politique sont déléguées aux entreprises à but lucratif et aux ONG internationales? Entreprises et ONG sont-elles devenues des entités politiques d'un nouveau genre? Cette évolution peut-elle conduire à une prise en charge satisfaisante des biens collectifs, planétaires aussi bien que locaux, ou bien assistons-nous à un nouveau mouvement historique d'enclosure, c'est-à-dire d'appropriation privée des ressources et biens communs*<sup>[26]</sup>?» Areva constituerait-il alors un élément de cette nouvelle catégorie «politique» qui, fidèle à ses intérêts propres, propose à la fois une réponse, une action immédiate, efficace à un mal commun et à un besoin, sans que soit nécessaire une remise en cause du système, du modèle dans lequel on raisonne?

### **Comment réordonner le monde à travers la publicité écologique**

La question du financement des dispositifs culturels d'éducation et de formation est déterminante. La publicité est une manne indispensable à l'équilibre de la presse, elle peut alors imposer ses formats. Les associations sont parfois dans une situation comparable, la professionnalisation pouvant leur imposer d'intégrer des principes économiques qui ne participent pas de leur vocation initiale. Le soutien financier privé est gage de leur survie, aux dépens de leur indépendance et de leur absence d'intérêt lucratif originel. L'école n'échappe pas à ce processus. Quand ce n'est pas le pouvoir politique qui tolère l'entrée de l'entreprise privée à l'école (circulaire du 28 mars 2001), c'est le non-financement de programmes et d'orientations environnementaux et de développement durable qui lui impose de recourir aux services d'associations elles-mêmes liées directement ou indirectement aux financements des multinationales. Le comité national «L'école agit» (Grenelle de l'environnement à l'école), porté par le ministère de l'Éducation nationale, hébergé sur le site du Centre national de la documentation pédagogique, est présidé par Nicolas Vanier, un des «héros écolos» de la sphère médiatique, et compte parmi ses membres le pré-

[26] T. Hommel et O. Godard, «Que peut-on espérer des entreprises socialement responsables?», in P. Jacquet, R. K. Pachauri et L. Tubiana (dir.), *op. cit.*, p. 167-178.



sident de la Commission au développement durable du Medef, celui de FNE ou Evelyne Dhéliat, la présentatrice météo de TF1, citée entre un professeur d'université et un député. Le problème relève donc moins du contenu des discours que des détournements intellectuels et surtout financiers opérés de manière insidieuse. En effet, en jouant de la métaphore publicitaire, on peut se demander jusqu'à quel point la chaîne de privatisation de la sphère éducative n'est pas en train de constituer une forme de « blanchiment d'argent ». Cela s'effectue à travers la mise en place de fondation (EDF, Total) ou à travers des associations qui financent le milieu scolaire en distribuant des mallettes pédagogiques. Cette chaîne de détournement permet aujourd'hui aux industriels d'éviter que naisse dans l'esprit des habitants l'idée que ces financements relèveraient de la confusion des genres entre sphère économique et contrôle scientifique. Pourtant, cette démarche de marketing écologique se fait pour leur plus grand bénéfice puisqu'une étude récente montre *« que 40 % des actions des entreprises pour lutter contre le réchauffement climatique sont rentables ou du moins ne leur font pas perdre d'argent »*<sup>[27]</sup>.

La question de l'adaptation des esprits à l'importance du message écologique est donc moins philosophico-morale que politico-économique. Et on peut se demander avec Isabelle Stengers si *« ce à quoi les futurs citoyens auront affaire, ce par rapport à quoi les exigences de la démocratie imposent qu'ils deviennent partie prenante, n'a rien à voir avec les légendes dorées de la science faite. Ce à quoi ils devraient devenir capables de s'intéresser, c'est à la science "telle qu'elle se fait", avec ses rapports de force, ses incertitudes, les contestations multiples que suscitent ses prétentions, les alliances entre intérêts et pouvoirs qui l'orientent, les mises en hiérarchie des questions, disqualifiant les unes, privilégiant les autres. C'est à partir de tout cela que se construit leur monde. De même, le scientifique qui apprend "sur le tas" la nécessité de passer par les intérêts des autres, de rencontrer leurs objections, de créer des situations où les intérêts convergent, n'apprend que rarement à respecter ces dimensions cruciales de son activité. Même si c'est cette contrainte qui le force à inventer, il la vit comme ce par quoi il doit bien passer. C'est pourquoi il est, en tant qu'expert ou autorité scientifique, si vulnérable aux tentations du pouvoir qui lui propose d'éviter questions, difficultés et objections »*<sup>[28]</sup>.

L'analyse des publicités d'Areva amène aussi à constater que la production d'un discours aussi flottant que la notion de développement durable s'appuie finalement sur un environnement prétexte. Il n'est jamais question de réviser un mode de consommation ou de développement mais plutôt de le conforter. Il s'agit clairement de préserver la

[27] Voir [www.novethic.fr](http://www.novethic.fr) du 29 janvier 2007, in E. Bossanne, *L'éthique d'entreprise: quelle place pour l'environnement?*, École nationale supérieure d'arts et métiers, Concours 2006 « Promotion de l'éthique professionnelle », Chambéry, 2006, p. 4, [www.cge.asso.fr/presse/Unesco/mentions/D01780%20ENSAM%20Chamberry%20Emile%20Bossanne.pdf](http://www.cge.asso.fr/presse/Unesco/mentions/D01780%20ENSAM%20Chamberry%20Emile%20Bossanne.pdf).

[28] I. Stengers, *Sciences et pouvoirs. La démocratie face à la technoscience*, La Découverte, Paris, 2002 [1997], p. 113.

capacité des entreprises à produire et non pas à conserver telle ou telle ressource. L'objectif est de remplacer des biens et services non renouvelables par des formes renouvelables, ce qui implique une confiance totale dans le progrès technique : revendiquée chez Areva, mais très forte aussi chez EDF, Veolia ou Total<sup>[29]</sup>. Le recours à la science et à la technologie est ici structurant et conduit l'individu loin de toute évocation d'une crise quelconque de la modernité. La conception et la configuration des techniques organisent la société en la subordonnant à un certain ordre<sup>[30]</sup>. N'y a-t-il pas finalement une certaine forme d'ironie machiavélique dans ces publicités à l'adresse de la société : dites-nous vos représentations et vos lubies, nous arriverons toujours à les intégrer dans nos nouvelles technologies !

[29] V. André-Lamat, L. Couderchet et A.-F. Hoyaux, *op. cit.*

[30] A. Feenberg, *Repenser la technique*, La Découverte, Paris, 2004.

### Chapitre 3.7. Texte 13.

2010 : « La pensée géographique de la ville et de l'urbain en France », in Cailly L. et Vanier M. (dir.), *La France. Une géographie urbaine*, Paris, Armand Colin, Coll. « U », chap. 4, pp.75-87

---

Cette contribution d'ouvrage est une commande des deux directeurs d'ouvrage suite à la défection de ou des auteurs pressentis initialement. Ils ou elles (Berdoulay, Robic, Di Méo ?) étaient sans doute mieux à même de répondre rapidement aux cahiers des charges de cette commande liée à la nouvelle question de l'Agrégation. Une contribution à écrire vite donc pour être sur le marché avant les autres. Pour autant, une vraie fierté d'avoir été la quatrième ou la cinquième roue du carrosse sur ce créneau si particulier. Une grande envie aussi de faire plaisir à des collègues que j'apprécie et que j'ai eu l'occasion de fréquenter à Grenoble pour Martin Vanier et au sein d'un séminaire sur *Individu et Ville* organisé à Tours pour Laurent Cailly. Des personnes qui savent manipuler le père Hoyaux !

A travers cette production, je faisais un éternel retour à des amours enfouis aussi : l'histoire de notre discipline qui m'intéresse car elle interroge les courants idéologiques qui l'ont traversée et les grandes scissions qui l'ont ouverte ou parfois enfermée dans son savoir savant.

Comme toujours, mon côté perfectionniste a valu aux directeurs d'ouvrage quelques sueurs froides : retard dans le travail – je n'aime pas travailler vite, surtout quand j'ai l'impression que c'est sérieux – et puis taille de la contribution, deux fois plus importante que demandée (voir Texte H 2010). Mais au final, après les « coupures » exigées par Martin Vanier (pourtant quelqu'un qui a tant vanté les « coutures »), un texte que j'ai apprécié lire, loin de mes habituels écrits vers lesquels mes collègues me ramènent toujours. A croire que c'est moins l'auteur qui veut se répéter que la communauté dans lequel il se trouve qui veut l'enfermer dans ce qu'il sait soi-disant faire le mieux.

En tout cas, travailler sur un objet géographique aussi important que la ville rend bien compte des multiples constructions qui l'ont mise en exergue, qui l'ont à proprement parlé inventée, tant du point de vue des concepts créés pour elle que des méthodes qui l'ont mise en lumière à travers le temps, à travers des régimes d'interprétation particulier mais tellement contextuel à la société ! Cette idée d'invention des concepts et des objets me tarade car elle est l'expression de quelque chose qui nous dépasse. En quoi, un instant devient un événement, en quoi il fait innovation, en quoi il devient mémoire commune. En quoi l'idée pensée à cet instant fait ou non autorité partagée par la suite. Comment le chercheur conforme ou se conforme à l'idée émise. Conforme car c'est lui qui propose l'idée et se conforme car une fois l'idée établie, il doit en explorer, en expliciter le sens qui va en donner parfois la postérité.

Cela traverse, en transversalité devrais-je dire, mes propres travaux sur la construction des catégories (Texte O), notamment élaborées en situation. Cela renvoie à mes intérêts pour la sociolinguistique (Mondada L., 1997) et plus globalement pour l'interactionnisme symbolique traitant de la question. Cela rejoint mes analyses du triplet Information-Conformation-Déformation qui réfléchissent toujours sur les points d'inflexion entre liberté et aliénation.

Ce travail m'a permis de développer mes appréciations pédagogiques sur les objets géographiques. Il venait à point nommé pour entreprendre leur mise en lumière épistémologique au sein du cours de L1 que je reprenais, même si la complexité d'appréhension de notre discipline par cette entrée-là n'est point facile pour les étudiants de ce niveau-là.



GÉOGRAPHIE

collection



*Sous la direction de*  
Laurent CAILLY  
et Martin VANIER

# LA FRANCE UNE GÉOGRAPHIE URBAINE



ARMAND COLIN

SOUS LA DIRECTION DE  
LAURENT CAILLY ET MARTIN VANIER

DOMINIQUE ANDRIEU, FRANCIS BEAUCIRE, DANIEL BÉHAR,  
BRIGITTE BERTONCELLO, LAURENT CAILLY, NADINE CATTAN,  
EMMANUÈLE CUNNINGHAM-SABOT, LAURENT DEVISME, MARC DUMONT,  
JEAN-CHARLES EDOUARD, PHILIPPE ESTÈBE, VINCENT FOUCHIER,  
ISABELLE GARAT, MARIA GRAVARI-BARBAS, LUC GWIAZDZINSKI,  
LUDOVIC HALBERT, ANDRÉ-FRÉDÉRIC HOYAUX, OLIVIER LEGROS,  
JACQUES LÉVY, MICHEL LUSSAULT, FRANÇOIS MADORÉ,  
ANNABELLE MOREL-BROCHET, FRANÇOIS MORICONI-ÉBRARD,  
BENJAMIN MOTTE, DIDIER PARIS, FRANÇOIS TAULELLE,  
MARTIN VANIER, JEAN VARLET, HERVÉ VIEILLARD-BARON

# La France, une géographie urbaine

---

*Cartographie de Dominique Andrieu (MSH de Tours)  
et de Florence Troin (UMR CITERES)*

  
ARMAND COLIN



## Collection U

---

### *Géographie*

Illustration de couverture : Nouvelle ligne de tramway  
sur le boulevard périphérique de Paris, 2007.  
© Patrice Latron/Corbis.

Maquette de couverture : L'Agence libre

Maquette intérieure : Yves Tremblay

Cartographie : Dominique Andrieu et Florence Troin

© Armand Colin, Paris, 2010

ISBN 978-2-200-25579-4

Armand Colin  
21, rue du Montparnasse  
75006 Paris

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, réservés pour tous pays. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).

## Chapitre 4

# La pensée géographique de la ville et de l'urbain en France

ANDRÉ-FRÉDÉRIC HOYAUX

CONSTRUIRE une généalogie des champs épistémologiques et des courants géographiques qui ont investi le savoir géographique sur la ville est un chantier immense. La pensée géographique sur la ville et l'urbain n'est pas seulement produite par les géographes. La géographie s'est construite dans l'interdisciplinarité avec l'histoire, la démographie, la sociologie, etc., ou plus simplement s'est reconnue dans la reproduction de savoirs externes. Les géographes ont été des diffuseurs de nombreux apports, très variés : des travaux de Weber (1909) et de Christaller (1933) sur la localisation, à ceux de Crozier et de Friedberg (1977) sur les acteurs, en passant par la sociologie structuraliste et marxiste de Lefebvre (1973) et de Castells (1973) et tant d'autres. Aujourd'hui, toutes les géographies ne travaillent pas sur la ville et l'urbain, mais quasiment toute la géographie inscrit aujourd'hui ses champs d'investigation disciplinaire dans la cité. Devenu scientifique citoyen au sein de l'espace public, le géographe travaille de plus en plus sur la chose urbaine apportant à la fois données, informations et interprétations sur le système urbain.

## 1. Aux origines de la géographie urbaine

Les grandes tendances épistémologiques et conceptuelles de la géographie, et en son sein ce qui deviendra la géographie urbaine, se mettent en place dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en France. Elles se construisent à l'aune de la disciplinarisation de la géographie en France par son institutionnalisation de l'école primaire à l'université (notamment par la mise en place de chaires spécifiques à La Sorbonne, à l'École normale supérieure, au Collège de France et à l'École pratique des Hautes Études), mais aussi par sa reconnaissance auprès d'autres disciplines (histoire, sociologie) et par les pouvoirs publics. Enfin, elles se traduisent au sein de publi-

cations dans diverses revues naissantes (*Revue de Géographie*, *Les Annales de Géographie* [AG], *La Géographie*) ou maisons d'édition (Armand Colin, Masson, Delagrave, Hachette).

### 1.1. Contre certaines idées reçues

À l'inverse de la croyance habituelle qui situe la naissance de la géographie urbaine après la Seconde Guerre mondiale, le savoir sur la ville et l'urbain est ancien et remonterait plutôt à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Montigny, 1992 ; Robic, 2003). Dès la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, la ville intéresse les géographes (Reclus, 1895, *The Evolution of Cities* ; Brunhes, 1900, *Le boulevard comme fait de géographie urbaine* ; Vacher, 1904, *Montluçon. Essai de géographie urbaine* ; Clerget, 1910, *L'urbanisme. Étude historique, géographique et économique*), les historiens-géographes (Pasquet, 1899, *Le développement de Londres*), mais aussi les statisticiens (Levasseur et Meuriot, 1897, *Des agglomérations urbaines dans l'Europe contemporaine. Essai sur les causes, les conditions, les conséquences de leur développement*), les sociologues (Maunier, 1910, *L'origine et la fonction économique des villes* en 1910) et même les biologistes-urbanistes (Geddes, 1904, *City Development*). À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la ville est déjà le centre névralgique d'un nouveau récit collectif qui se construit autour du progrès et de la civilisation, attestant déjà d'une opposition très forte entre les espoirs des uns et les peurs des autres.

Mais, si certains essaient de réfuter cette croissance urbaine plus ou moins forte selon les continents, Brunhes (1869-1930) déclare cependant dès 1900 dans un des nombreux congrès qui structurent fortement la vie interdisciplinaire et internationale de la géographie que : « Les villes sont de plus en plus étudiées comme des faits géographiques : parmi les phénomènes qui affectent la surface du sol, ne sont-ils pas des plus caractéristiques et aussi des plus variés ? » [cité par Robic, 2003, p. 110]. Il y a donc une forme de mauvaise foi quand Beaujeu-Garnier et Chabot [1963, p. 4] signalent que « pendant longtemps la ville fut, en quelque sorte, objet d'intuition. On parlait de la ville, mais on laissait le soin de s'en occuper aux architectes et aux bourgmestres. Et les géographes ne lui faisaient une place que dans leurs tableaux régionaux. [...] Il y a quinze ans, sous la signature de l'un de nous [Chabot, 1948], paraissait pour la première fois en France un volume dû à un géographe et consacré à cette géographie urbaine ». Et c'est justement Brunhes qui semble être l'inventeur dès 1900 de ce champ nouveau : « la géographie urbaine », et cela bien avant la mise en place disciplinaire pour le moins de la « sociologie urbaine » (1930) et de la « géographie rurale » (1960) [Robic, 2003, p. 110].

Certes, avant-guerre, ce nouveau champ de la géographie tient plus de la reproduction d'une méthode mise en place par l'École française de géographie, celle de la monographie appliquée ici à la ville. Elle est inaugurée de manière anecdotique par Vacher (1873-1920) en 1904, mais systématisée à partir de 1911 par Blanchard (1877-1965) et l'école dite « de Grenoble » qu'il va inaugurer et structurer. Chaque ville est analysée de la même manière. Dans *Une méthode*

*de géographie urbaine* (1928), Blanchard propose humblement de répondre à « trois ordres de problèmes [qui] semblent s'imposer ici au géographe. D'abord l'étude des facteurs géographiques, éléments d'ordre physique ou humain sous l'influence desquels le noyau urbain s'est constitué et s'est fixé. Puis l'examen des réactions que l'organisme, né de ces éléments géographiques, présente sous le choc des événements historiques. Enfin, l'étude minutieuse des formes actuelles de la vie urbaine, confrontées avec les facteurs géographiques et politiques ; c'est là en quelque sorte une contre-épreuve qui éclaire mieux encore sur le véritable caractère de la ville, sur la nature occasionnelle ou éternelle des influences subies » (Blanchard, [1922] 1928, *Revue de Géographie alpine*, n° 1, p. 194).

Blanchard impose donc une structuration formelle à l'établissement de la recherche et, au-delà, de l'écriture. Des concepts encore opératoires aujourd'hui apparaissent comme prépondérants pour généraliser l'emplacement des villes à plusieurs échelles : ceux de situation (générale) et de site (local). Pour appréhender la situation, la monographie urbaine passe d'abord en revue les « facteurs physiques », les conditions du relief, du sol ; le climat ; la végétation ; l'influence des eaux ; puis les « éléments d'ordre humain » comme l'importance des contacts entre régions ; entre terre et mer ; la présence d'une grande voie ; les facteurs industriels ; les frontières politiques. Pour interpréter la localisation du site, l'analyse des facteurs physiques est encore plus prépondérante. Une fois les structures de « l'organisme » posées, c'est son évolution à travers le temps qui importe à Blanchard : « L'étude qui suivra celle des facteurs géographiques sera donc celle des réactions que l'organisme urbain, né en fonction des conditions de situation et de site, présente sous l'influence de réactifs très variés, les événements historiques. C'est la vie de la ville, vue et expliquée géographiquement. L'histoire tient donc ici un rôle de premier ordre ; pourtant [...] l'important n'est pas de considérer les événements historiques en eux-mêmes, mais dans leurs rapports avec la ville et les conditions géographiques » (*ibid.*, p. 206-207).

Il propose également un ensemble d'outils nécessaires pour appréhender ces divers facteurs et conditions. Tout d'abord, les plans ; ensuite les statistiques, notamment celles des recensements de population, mais aussi celles des « moyens de communication » (en terme de réseaux et de flux) et « des services publics ». Sans oublier travail d'archives et enquêtes sur le terrain (descriptions, « interrogations adressées à ceux qui savent »). Et, en fin d'article, Blanchard introduit alors les objets de son étude « le rôle que tient la ville, c'est-à-dire son mode d'existence, sa raison d'être, et, d'autre part, l'aspect qu'elle présente » (*ibid.*, p. 212). Les rôles des villes relèvent de ce qui deviendra quelques décennies plus tard une typologie des fonctions urbaines [Chabot, 1948].

Blanchard va appliquer cette méthode à de nombreuses villes (Lille et Nancy en 1914-1915, Annecy en 1916, Bordeaux en 1917, Nantes et Rouen en 1918, Alger en 1928, Québec en 1934, Montréal en 1947), et ses élèves ou proches collaborateurs grenoblois appliqueront à la lettre le chantier proposé par le Maître (Valence par Faucher en 1913, Albertville par Gex en 1921, Aurillac par Grosdidier de Matons en 1925, Voiron par Jouanny en 1927, Clermont-Ferrand par Arbos en 1929, Chambéry par Rivet en 1931, etc.).

## 1.2. De la construction des premières catégories de la géographie urbaine

De nombreux éléments de théorisation de la ville, relayés par Chabot en 1948, se trouvent donc déjà dans les premiers travaux que l'on peut considérer comme s'intéressant à la ville : ceux de Ratzel (1844-1904), au sein de son *Anthropogéographie* (T. II, 1891), ceux de Geddes (1854-1932), mais aussi ceux que fait paraître Reclus dans *The Contemporary Review* en 1895 et intitulé *The Evolution of Cities*, repris et amplifié ensuite dans *L'Homme et la Terre*, notamment dans son Tome 2 (1905). Bien que la période, comme le rappelle Pelletier, n'était pas propice à la théorie, il n'empêche qu'apparaissent déjà « les linéaments d'une théorie des places centrales, telles qu'elle sera réalisée plus tard par Christaller, à partir de 1933 » (Pelletier, 2007, « La grande ville entre barbarie et civilisation chez Élisée Reclus », *Réfractations*, n° 4, p. 18). En effet, Reclus écrit : « Si la terre était complètement uniforme dans son relief, dans la qualité du sol et les conditions du climat, les villes occuperaient une position géométrique pour ainsi dire : l'attraction mutuelle, l'instinct de société, la facilité des échanges les auraient fait naître à des distances égales les unes des autres. Étant donné une région plane, sans obstacles naturels, sans fleuve, sans port, située d'une manière particulièrement favorable, non divisée en États politiques distincts, la plus grande cité se fût élevée directement au centre du pays ; les villes secondaires se seraient réparties à des intervalles égaux sur le pourtour, espacées rythmiquement, et chacune d'elles aurait eu son système planétaire de villes inférieures, ayant leur cortège de villages » (Reclus, 1905, *L'Homme et la Terre*, p. 74).

Cet exemple permet également d'appréhender les relations intenses entre les enseignants-chercheurs français, britanniques, américains et germaniques. L'ensemble de ces chercheurs peut écrire dans de grandes revues étrangères et participer aux nombreux congrès internationaux, d'abord sur la géographie en général, puis progressivement sur la géographie urbaine à part entière.

Le début du xx<sup>e</sup> siècle est surtout une période d'ébauche dans la construction des catégories et des concepts géographiques. Plus que des définitions stables et instituées, un ensemble de termes nouveaux apparaît, qui structure encore notre terminologie actuelle. Vidal de La Blache insiste sur l'utilité de ramener les descriptions à « des types, de les définir, de les classer », car « les mots sont employés sans discernement, comme au hasard de la plume, pour désigner des choses qui nous paraissent différentes » (Vidal de La Blache, 1905, *AG*, n° 75, p. 198).

Le mot urbanisme ne fait pas exception à cette règle du tâtonnement dans l'invention des termes géographiques. Brunhes et Vallaux [1870-1945] précisent quelques années plus tard en 1921 que « Dans notre terminologie encore si mal fixée, le mot urbanisme a deux sens : il signifie, 1. la concentration des hommes dans les groupes urbains ; 2. la transformation des villes suivant des plans d'hygiénisme ou d'art. Nous employons ici le mot dans son premier sens, d'après le contexte, aucun lecteur ne s'y trompera » [cité par Robic, 2003, p. 112]. Les géographes conserveront essentiellement le premier terme, mais d'urbanisme ils passeront à « *fait urbain* » et à « *urbanisation* » pour exprimer plus clairement

l'aspect dynamique de l'extension de l'habitat vers les périphéries, mais aussi pour exprimer, dans le sillage des statisticiens-démographes, l'explosion de la population dite urbaine, le taux d'urbains dépassant les 50 % en Angleterre dès 1901.

Mais en perdant le terme urbanisme, ils ne font qu'entériner la naissance d'une branche spécifique des sciences de l'espace qui s'institue dès 1919 par la création de l'École des Hautes études urbaines (devenue en 1924 l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris), voulue par Sellier (1883-1943) et Poète (1866-1950).

Dans une conception constructiviste de la science, c'est-à-dire qui conçoit que chaque temps d'une discipline apporte sa pierre à l'édifice tant dans la construction que dans la réhabilitation ou la rénovation conceptuelle, on peut s'apercevoir que de nombreux termes usités aujourd'hui prennent naissance à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. C'est le cas de « *conurbation* », proposé par Geddes dès 1915 et approfondit ensuite par Soulas en 1939. Celui-ci tente de discriminer « *conurbation élémentaire* » (ville-centre et banlieue) et « *conurbation complexe* » (nommée également « *agrégat urbain* » et qui correspond en fait à l'agglomération de plusieurs villes et non, comme le souligne l'auteur, de plusieurs communes) (AG, n° 275-276, tome 48, p. 466-471). Si le second terme reste opératoire, notamment lorsque l'on évoque la Ruhr en Allemagne, il s'est vu cependant adjoindre bien plus tard un terme exprimant le changement d'échelle de l'urbanisation, celui de mégalopole proposé par Gottman (1961, *Megalopolis*) pour traiter de la Côte est américaine et de son chapelet de pôles urbains ; terme transposé 20 ans plus tard pour la mégalopole européenne pour traiter de l'axe Londres-Bénélux-Ruhr-Suisse-Nord de l'Italie, suite aux travaux de Brunet entrepris dès 1973 ; mégalopole renommée à la fin des années 1980 par J. Chérèque, ministre de l'Aménagement du territoire, la « *banane bleue* ».

On peut également s'arrêter sur le binôme « *site-situation* » conçu dès 1911 par Blanchard. Si, dans un premier temps, il n'avait pour vocation qu'une démonstration du déterminisme physique de la localisation des villes à petite (situation) et grande (site) échelles, ces deux concepts ont pu être réutilisés pour exprimer les avantages substantiels qu'une localisation peut avoir dans l'espace : effet de site, rente de situation – termes abordés par l'économie spatiale notamment. L'utilisation devient métaphorique mais exprime toujours l'idée que l'emplacement est finalement déterminé par une stratégie des hommes.

De nombreux éléments de définitions actuelles sont ainsi déjà bien ancrés dans la discipline. La lecture de l'ouvrage de Chabot de 1948 permet d'en résumer l'ampleur. Ils permettent également de voir les influences opératoires des diverses disciplines abordées par le champ de la géographie : statistique, histoire, droit, socio-économie. À lire aujourd'hui l'ensemble des définitions proposées pour la ville dans les dictionnaires récents, on s'aperçoit qu'en fait assez peu d'évolutions fondamentales apparaissent sur ces critères (Ciattoni, 2005, *La Géographie : pourquoi ? Comment ?*, chapitre 9 : « La ville et l'urbain »).

Comme Lussault [*in* Body-Gendrot *et alii*, 2000, p. 23-24], on peut regretter que l'ouvrage de Chabot reste rivé à une sorte d'économie urbaine n'ayant pas encore appréhendé les modèles spatiaux et mathématiques, mais tentant de jouer avec les échelles, sans pour autant faire intervenir l'habitant dans l'interac-



tion réelle qu'il opère avec la ville et la société. Certes, on pourrait croire qu'il y a une théorisation et une systématisation de l'objet ville, mais on est davantage dans une généralisation d'un mode de décryptage unique de la croissance urbaine et de son expression dans le monde. Un peu à la manière de George [1952], même si ce dernier accentue son effort sur une différenciation des types de villes du monde. Introduisant en cela les fameux modèles des villes américaines, européennes, soviétiques. Les villes soviétiques ayant toutes les vertus correspondantes à « une société sans classes, celle d'un urbanisme démocratique » [George, 1952, p. 338]. Ainsi, la lecture de la ville est-elle rivee à une lecture naïve et idéologique de la société.

## 2. De la géographie classique à la géographie appliquée

Comme le signale Robic [2007, p. 3-4], « l'après-guerre est une période où les géographes, comme nombre de leurs contemporains, se déclarent volontiers pro-urbains. [...] L'époque est à l'association de la ville avec le progrès, et le progrès est la norme partagée ». L'époque est également à la reconstruction et de nombreux géographes participent à la planification urbaine qui se met en place. Les géographes semblent être pris dans l'ambiance et entrent progressivement dans les organes administratifs chargés de cette reconstruction. Si la théorie était absente dans la géographie classique – bien qu'elle soit nourrie d'impensés idéologiques forts (unicité Homme-Terre, évolutionnisme, organicisme) –, cette période est à la mise en pratique raisonnée de l'urbanisation. Derrière cela, c'est moins l'aspect théorique que fonctionnel qui apparaît. Trois personnages en sont l'expression : Gravier (1915-2005), Philipponneau (1921-2008) et Bastié (1919-). Ils ont, chacun à leur manière, investi le champ de l'action en matière d'aménagement de l'espace urbain.

Les travaux de Bastié sur *La croissance de la banlieue parisienne* (1964) illustrent bien cet engagement dans l'action. Ils se déroulent dans le cadre d'une période d'intervention de l'État dans les affaires d'aménagement du territoire (création d'un ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ; vote de textes législatifs à caractère juridique et financier pour des projets de construction des villes). Des organes administratifs sont alors créés pour réaliser cette politique : le Service d'aménagement de la Région parisienne (SARP qui établit le Plan d'aménagement et d'organisation de la Région parisienne, PADOG) en 1958 ; création en 1960 de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne (IAURP) qui a pour vocation de proposer le premier Schéma directeur de la Région parisienne en 1965, avec l'apparition des fameuses villes nouvelles.

Cette géographie qui traite des problèmes pratiques de la société appelle de ses vœux l'applicabilité des travaux des géographes. « Par ses applications, la géographie contribue à construire un monde meilleur » (Philipponneau, 1960, *Géographie et action. Introduction à la géographie appliquée*). En cela, cette géographie appliquée introduit le champ de l'acteur en géographie (même si ce

terme n'est pas usité à l'époque) au sens de la prise en compte des interactions multiples avec les autres acteurs au sein du système sociétal. Le géographe n'est plus « neutre » mais revendique la pertinence (avec toutes les limites que cela comporte) de son expertise, et propose des choix cohérents pour l'action.

Cholley, qui commente l'ouvrage de Bastié, ne trouve rien à redire *a priori* : « L'action des géographes est donc logique et bien tracée et elle mérite qu'on s'y attache. Mais pourquoi lui a-t-on donné le nom de géographie appliquée, dont le sens est bien vague et qui prête même à confusion ? La lecture de la thèse de Bastié renforce la conviction que le terme de géographie politique exprimerait plus directement notre position. En de nombreuses circonstances (géographie des grandes agglomérations, géographie régionale, géographie des activités ou des entreprises, etc.), la géographie humaine s'achève dans une conception politique » (Cholley, 1965, *AG*, n° 404, p. 468-469).

Cholley a noté que l'application ou l'implication n'était autre que politisation de la recherche. Mais cette auto-référence des géographes de l'époque (Bastie, Philipponneau) ne doit pas cacher que toute géographie a une portée politique plus ou moins directe dans ses effets, comme le rappelle l'historiographie des travaux de Reclus (anarchisme), de Ratzel (national-socialisme), de Vidal de La Blache (colonialisme). Ainsi, cette remarque de Cholley est intéressante car elle montre que, jusqu'alors, la géographie a besoin de démontrer constamment que ce qui est décrit correspond bien à des conceptions idéologiques fortes (unicité Homme-Terre, organicisme, évolutionnisme). Après la Seconde Guerre mondiale, ces conceptions ne sont plus discutées pour leur pertinence dans le dispositif scientifique néo-positiviste. En effet, à l'inverse d'une lecture habituelle de la géographie classique, présentée comme une science inductive opérant par généralisation des descriptions, on s'aperçoit dans les nombreux écrits de Vidal de La Blache que ce sont les conceptions idéologiques qui coordonnent le sens de la description. En revanche, à partir des années 1930, on observe un grand appauvrissement de la dernière génération des géographies vidaliennes devenues avant tout utilitaires. Celles-ci proposent autant d'éléments d'appréciation sur les territoires notamment extra-métropolitains pour en récupérer les ressources. Cette géographie n'est plus intéressée par la ville même si les ouvrages de Chabot (1948) et de George (1952) pourraient indiquer le contraire. Car la période n'est pas à un positionnement théorique de la géographie. On pourrait dire que les géographes n'en ont pas le temps, trop occupés qu'ils sont par la pratique de leur métier pour reconstruire tout d'abord le pays sous la IV<sup>e</sup> République jusqu'en 1952, et impulser la croissance voulue par la V<sup>e</sup> République à partir de 1958. Les géographes sont dans l'action, ils participent à la transformation de la ville.

La période est à l'incursion de certains géographes et géographes-aménageurs dans les structures ministérielles repensant l'organisation des territoires et œuvrant explicitement pour une *planification urbaine*. Cette incursion s'effectue déjà au sortir de la guerre et sa figure emblématique en est Gravier. Celui-ci, pétainiste convaincu, pourtant recruté à l'administration du Plan sous la IV<sup>e</sup> République, publie dans la foulée son ouvrage programmatique *Paris et le désert Français* (1947). Outre ses penchants racistes (les Polonais, Italiens et

Espagnols sont comparés à des barbares), et totalitaires (déplacement des populations inutiles des grandes villes vers les campagnes et les petites villes de province), ce texte présente Paris comme ayant à la fois aspiré les richesses nationales et mis en dépendance son arrière-pays et l'ensemble du territoire. Mais il est surprenant, comme le signale Marchand [2007, p. 5] que la Reconstruction se soit effectuée à partir de ce pamphlet contre la ville-mère, Paris. En effet : « Son ouvrage est peu sérieux et parfois malhonnête, avec un choix partial des données utilisées, des raisonnements souvent faux, le truquage de certaines citations et une incroyable méconnaissance des rudiments de la sociologie comme de l'économie. Mais [...] il rencontra un écho étonnant dans l'opinion, qui montre clairement combien l'urbaphobie avait pénétré, après tant d'années de propagande, dans les esprits. Qu'un géographe ambitieux lançât un pamphlet d'extrême-droite peu sérieux n'aurait aucun intérêt si ce libelle n'était devenu depuis un demi-siècle la bible de l'aménagement en France », éprise selon les époques plutôt de déconcentration (années 1960-1970) ou de décentralisation (années 1980-1990). En cela, la géographie de Gravier devance d'une certaine manière cette géographie appliquée chère à Bastié et à Philipponneau.

La géographie appliquée devient, après l'intermède épistémologique des tournants géographiques [Lévy, 1999, p. 251], ce que l'on pourrait appeler une géographie « impliquée ». Elle apparaît cependant plus décomplexée que celle de ses prédécesseurs. D'experts, les géographes contemporains deviennent « des acteurs territorialisés » qui interviennent dans les instances de régulation de l'aménagement urbain et territorial. Ils participent à des groupes de prospective, notamment ceux de la DATAR, mais aussi ceux des communautés urbaines travaillant sur les questions du développement durable. Décomplexée, car ayant pris en compte la part éminemment située et socialisée de leurs recherches et donc de l'impossibilité d'acquiescer à la neutralité et à l'objectivité dans leurs actions auprès de la société. Ils sont pour la participation du scientifique à l'organisation politique du spatial, au gouvernement urbain au sein de l'espace public [Lévy, 1999, p. 267].

Pour autant, à la fin des années 1960, cette implication dans les structures d'aménagement va inaugurer une progressive dé-fonctionnalisation de la géographie théorique, même si de nombreux travaux s'orientent vers l'utilisation mathématique des modèles urbanistiques et/ou d'économie spatiale. Quant aux rescapés de la géographie classique, ils vont progressivement intégrer les nouveaux berceaux de la démarche scientifique.

### 3. Les tournants géographiques : en sens contraire, en double sens, en quête de sens

La période post-1968 a nourri une transformation lourde de la discipline géographique, ou pour le moins a permis à certains géographes de construire leur propre représentation, leur propre légitimité, à travers ce qu'ils ont voulu présenter comme une transformation lourde, ce que Lévy a appelé quelques années plus tard « *le tournant géographique* » [1999].

### 3.1. En sens contraire : le tournant quantitatif

Comme l'indique Claval, la nouvelle géographie a souvent été confondue avec un tournant quantitatif de la géographie. Ce tournant s'opposait très clairement aux techniques de la géographie classique, celle du terrain, pour progressivement atteindre la logique du laboratoire, celui de données que l'on pouvait compiler et travailler au loin des subjectivités pourtant inhérentes à tout individu donc au géographe. De façon surprenante en revanche, il allait appliquer à la lettre la programmation vidalienne de travailler sur les lieux et non sur les hommes. Ce tournant quantitatif qui, au vu des lectures des années 1970, semble être partagé par tous les champs de la géographie (Claval, qui sera plus tard le chantre de la géographie culturelle, en est un bon exemple) relève en réalité d'un courant qui va progressivement se construire autour de la figure tutélaire de Brunet : l'analyse spatiale.

L'analyse spatiale a la particularité de choisir une multiplicité d'échelles d'appréhension de l'espace et des phénomènes qui s'y déroulent et de les intégrer dans un système dit complexe fonctionnant en auto-organisation. Chaque entité spatiale (dont l'individu, le quartier, la ville) est considérée comme un individu statistique dans une matrice, un élément, une structure fonctionnant en interaction, en relation dans un ensemble plus grand, un système ouvert. L'ensemble de ce dispositif épistémologique se retrouve présenté dès 1972 en France dans le n° 3 de *L'Espace géographique* [EG], qui met à plat « la démarche globale de la connaissance géographique "informatique" » (Racine et Lemay, 1972, « L'analyse discriminatoire », EG, n° 3, p. 149) et revient surtout sur les origines de la *Théorie Générale des Systèmes* impulsée par Von Bertalanfy (1968) et Harvey en géographie (1969), mais aussi sur les origines anglo-saxonne (Berry, Haggett) et scandinave (Hägerstrand) de ce mouvement quantitatif. La figure de Racine, à l'époque enseignant à l'Université d'Ottawa, est intéressante car il est en quelque sorte l'importateur de ces nouvelles méthodes en France, mais plus tard, sans les renier, s'en détachera progressivement pour écrire un ouvrage autrement plus culturel – *La ville entre Dieu et les hommes* (1993) – travaillant plus les imaginaires et les idéologies que les analyses multivariées.

À travers ce jeu des échelles au sein de systèmes qui s'enchâssent les uns les autres, l'analyse spatiale va se différencier à la fois de la géographie classique, mais aussi progressivement de la géographie sociale et culturelle, voire même de l'urbanisme. Au départ, l'analyse spatiale est avant tout une géographie structurale éminemment dialectique tentant de mettre en perspective les différenciations de l'espace dans le monde à travers des modèles. C'est ensuite l'avènement d'un nouvel alphabet ou d'une nouvelle grammaire spatiale proposée par Brunet : la chorématique (Brunet, 1980, « La composition des modèles dans l'analyse spatiale », EG, n° 4). Depuis, ce courant en géographie s'impose autour des travaux de Saint-Julien, Sanders, Cattani, et Pumain. Pour cette dernière, « l'analyse spatiale met en évidence des structures et des formes d'organisation spatiale récurrentes, que résumant par exemple le modèle centre-périphérie (cas des rapports entre une ville-centre et sa banlieue), les champs d'interaction de type gravitaire

(lorsque l'intensité des échanges s'affaiblit très vite avec la distance au centre), les trames urbaines hiérarchisées (voir théorie des lieux centraux), les différentes organisations des réseaux ou des territoires, etc. Elle analyse les processus qui sont à l'origine de ces structures, grâce à des concepts comme ceux de la distance (distance-temps, distance-coût, distance sociale...), d'interaction spatiale, de portée spatiale, de polarisation, de centralité, de stratégie ou de choix spatial, de territorialité... Des lois de la spatialité relient ces formes et ces processus, et sont intégrées dans des modèles du fonctionnement et de l'évolution de systèmes spatiaux » [Pumain *et alii*, 2006, p. 16].

Ces positions sont parfois critiquées pour leur caractère « scientifique » car elles rendraient anonymes les acteurs mêmes sur lesquels elles travaillent, sous prétexte que cette anonymisation permet de neutraliser et d'objectiver les résultats (voir l'évolution des systèmes multi-agents). En effet, les habitants des villes sont considérés comme des objets élémentaires, les communes comme des agrégats spatiaux, les ensembles de communes comme des ensembles d'unités spatiales, chaque élément géocodé et « sociocodé » étant mis en relation de manière abstraite (Pumain et Saint-Julien, [1997], 2010, *L'analyse spatiale. Localisations dans l'espace*, Paris, Armand Colin, p. 38-39).

### 3.2. En quête de sens : les tournants interprétatifs

Un autre courant, constructiviste cette fois, apparaît alors. Il utilise à nouveau la figure du système, mais comme l'élément de base d'un ensemble d'interactions plus ou moins dialectique, plus ou moins dissymétrique activant en cela une quête de réflexions sur la complexité des causalités. En effet, si le déterminisme physique semble révolu, d'autres types de déterminismes plus ou moins voilés sont mis en avant : politiques, sociaux, historiques, psychologiques, cognitifs, économiques. Ils peuvent être lus comme autant de conditions à l'effectuation d'action des hommes dans l'espace urbain. Dès lors, les formes et les chiffres ne sont plus travaillés pour eux-mêmes mais en tant qu'ils sont l'expression d'un rapport de l'être humain à son espace. L'être humain est alors conçu comme acteur de sa réalité, par les mises en pratique qu'il opère mais aussi par les discours qu'il tient sur l'espace. Il est donc nécessaire de travailler, mesurer, enregistrer, interpréter les pratiques et les représentations de cet être humain, afin de voir en quoi elles sont « conditionnées par » ou « conditionnantes de » ses actions dans la ville.

Ainsi, au-delà d'une portée limitée au « quand » (histoire de sa croissance), au « où » (les types de villes), et au « quoi » (les fonctions) du phénomène urbain, cette approche tente de comprendre « pourquoi » (les raisons) la ville existe en l'état et en dynamique à partir des interactions sociales qui s'y déroulent, mais aussi « en vue de quoi » (les finalités) des jeux de pouvoirs, des idéologies se mettent en place et fondent les stratégies des acteurs au sein de l'espace urbain, qu'ils soient habitants, scientifiques ou institutionnels. Le géographe de la ville n'aspire plus à la neutralité, à l'extériorité et à l'objectivité, mais bien à la compréhension des jeux de placements que chaque acteur du système opère en fonction des déterminants (qui sont autant d'opérateurs spatiaux) qu'il utilise pour justifier de ses actions.



Cela amène le géographe lui-même à questionner sa pratique d'interprétation du monde puisque, comme tout acteur en situation, il sélectionne les déterminants qu'il va mettre en relation pour expliquer un phénomène : « D'où parlons-nous lorsque nous parlons ? » [Lévy, 1999, p. 45]. Ainsi, la complétude et l'exhaustivité deviennent difficiles à atteindre. Tout est fonction des outils et méthodes utilisés pour construire son corpus et proposer des éléments d'information, puis d'interprétation géographique.

À partir du tournant du début des années 1970, diverses orientations idéologiques vont diriger les études sur la ville. Elles sont en réalité en quête du sens incorporé à partir de, ou apporté à l'espace urbain par les individus. L'espace urbain devient une « *sémiosphère* » (Raffestin, 1986, in *Espaces, jeux et enjeux*). « La géographie française contemporaine est de plus en plus consciente de l'importance des faits de structure. Cela la conduit à prêter attention aux recherches que mènent, aux confins de la linguistique, de la sociologie et de l'urbanisme, tous ceux qui envisagent les paysages sous l'angle de leurs significations » (Claval, 1974, *EG*, n° 2, p. 113).

On retrouve un essai de compilation quasi encyclopédique de toutes ces entrées spécifiques dans l'ouvrage de Claval, *La logique des villes. Essai d'urbanologie* (1981). Le problème c'est qu'aucune mise en relation des différents types d'interaction n'est réellement tentée. Il n'y a pas confrontation mais simple classification des approches. On retrouve ainsi les questions d'économie urbaine et de réseaux urbains au sens de l'analyse spatiale à proximité des questions d'expérience vécue.

La ville est pensée à travers sa production dans l'histoire, mais aussi à travers la production de la pensée de la ville à travers l'histoire. Les modes de production de la ville sont à la fois organiques et organisés, déchiffrables et performatifs à travers la description qui en est faite. Ainsi, les savoirs géographiques sont partie prenante d'un décodage des diverses grammaires [Roncayolo, 1996] ou signes (Barthes, 1985, *L'aventure sémiologique*) qui jalonnent l'espace urbain à travers ces formes et celles et ceux qui les parcourent et les évoquent. Il existerait des cadres structurants, conditionnant les manières d'être et de faire en ville. Ce n'est plus la nature qui détermine cela mais l'ensemble du dispositif humain et non humain qui s'est progressivement mis en place. Dans l'ère de la dialectique, le matérialisme ou la symbolique reste éminemment structuraliste. De nombreux travaux traitent ainsi de la ville palimpseste, de la ville mémoire, de la ville patrimoine comme autant de signes là encore, à travers la construction de la ville sur elle-même, de son évolution au fil du temps, et des traductions sociales et idéologiques qui peuvent s'y lire [Veschambre, 2008].

Ces phases d'approfondissement vont progressivement donner de plus en plus de place aux savoirs situés, non plus conçus comme un savoir vernaculaire et purement informatif, mais au contraire comme participant réellement de la constitution du monde : « L'ensemble du réel social est marqué dans toute sa chair par la forte présence d'acteurs doués de parole » [Lévy, 1999, p. 45]. De nouvelles méthodologies qualitatives vont orienter diverses approches sur la ville tentant de rendre compte « d'une » ou de proposer « la » participation des habitants.



De nombreuses techniques en méthode qualitative fleurissent. Les géographes ne sont pas toujours les producteurs initiaux de ces méthodes (Grosjean et Thibaud, 2001, *L'espace urbain en méthodes* ; Mondada, 2000, *Décrire la ville*) mais en sont des dupicateurs ou des arrangeurs honnêtes. On assiste au retour à l'observation directe, mais aussi la mise en exécution de l'observation participante (qui un tant soit peu rejoint certains fondements de la géographie appliquée), à l'avènement des différentes formes d'enquêtes des plus fermées (questionnaires) aux plus ouvertes (entretiens). D'autres spécialisations procédurales s'effectuent à travers les parcours commentés pour analyser les rapports à l'espace et aux inflexions liées au contexte, mais aussi à partir des récits de vie pour prendre en compte les temporalités de l'action.

Toutes ces démarches ont pour vocation de mettre l'acteur et ses pratiques au centre de la situation analysée par le géographe. Il n'est plus celui qui interprète en survol comme la géographie classique le faisait du terrain à partir de sa clairvoyance scientifique supposée. Il n'est plus non plus ce laborantin des données qu'il aurait récupérées en toute neutralité. Il y a donc une remise en cause de l'idée que le géographe est un « expert distancé de l'attitude naturelle » des membres, affirmant la supériorité épistémique de sa description » face à la version des habitants [Mondada, 2000, p. 23]. Au-delà, cette posture constitutive précise qu'on ne peut aborder « cette vision d'un acteur qui construit la réalité par sa description tout en adhérent à la croyance [qu'une autre] réalité existe en dehors [de cette description] » (*idem*). Cette posture est parfois dite relativiste ou post-moderne. Elle s'oppose aux postures réalistes qui conçoivent justement « l'existence d'une réalité indépendante de l'observateur » [Lévy, 1999, p. 46].

Plus globalement, cette prise en compte de l'habitant, de l'acteur, entre en résonance avec deux orientations idéologique et politique de la société urbaine contemporaine : politique par une volonté prétendue d'une plus grande participation des populations à la « chose » urbaine (Verdier, 2009, *Le projet urbain participatif. Apprendre à faire la ville avec ses habitants*) ; idéologique par un changement de phase des objets travaillés en fonction de l'évolution mondiale, avec l'avènement de la ville durable (Mathieu et Guermond, 2005, *La ville durable : du politique au scientifique*) et pour qu'elle le soit, il est nécessaire que l'habitant agisse en son sein. Autre temps, autres mœurs, une nouvelle quête d'unicité Homme-Terre apparaît à travers l'habitation. La recrudescence des études sur l'habiter (Paquot, Lussault et Younès, 2007, *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*) semble liée à l'évolution des nouveaux moyens de communication. La proximité et la distance ne sont plus appréhendées de la même manière. La cospatialité (proximité topologique des réseaux) semble se confondre avec la coprésence (proximité topographique des territoires traditionnels). L'espace urbain peut alors déborder des limites mêmes de la réflexion démographique et économique de l'INSEE sur l'aire urbaine. L'investissement de l'habitant peut être aussi intense là où il réside que là où il a potentiellement des intérêts affectifs, culturels, économiques, touristiques. L'espace urbain fait alors face à la métropolisation des pratiques de la société (Leresche, Joye et Bassand, 1995, *Métropolisations*, n° 3). Le débordement du chez-soi par l'individualisa-

tion des actions ou plutôt des sites d'action pose alors le problème de la mise en place d'une « conscience d'intérêts collectifs » au sein d'un espace métropolitain [Ascher, 1995, p. 177].

## Conclusion

On peut toujours railler les premiers efforts de généralisation de la géographie urbaine du début du xx<sup>e</sup> siècle. Pour autant, certaines des catégories qui ont été développées lors de cette période demeurent encore des piliers de l'enseignement scolaire et universitaire. Certes, des changements récents dans l'organisation mondiale des villes semblent avoir permis de dépasser le seul déterminisme physique de leur emplacement. D'autres enjeux apparaissent : certains déjà anciens comme ceux liés à l'économie spatiale, aux réseaux matériels et immatériels ; d'autres, plus récents ou par principe plus changeants, telle l'évolution des imaginaires sociaux, nourrissent une relecture de l'ensemble des métriques – ces mises en mesure du monde – utilisées par les acteurs. Cette capacité de moduler la mesure des distances dans l'esprit de nos contemporains appelle à travailler le re-placement des êtres entre eux et des êtres avec les choses. Les acteurs de la ville d'aujourd'hui jouent et se jouent de ces déplacements et de ces re-placements sur des distances euclidiennes plus ou moins grandes. Le géographe se préoccupe ainsi des récits et des images qui sont porteurs des imaginaires individuels et collectifs dans leur lecture de leur pratique de la ville, mais aussi des intentions sociales, économiques et politiques.

---

## Perspectives.

---

Arrivé au bout de cet éclairage de mon parcours, il me reste à dessiner les perspectives de recherche pour les années futures. Elles sont en germes et poursuivent les pistes éclairées dans le Volume 1. Les chantiers prioritaires tournent autour de 3 axes : le premier se dessine autour de la question de la place ; le second prolonge mes interrogations concernant la mise en normes de l'habiter à travers les fabriques de l'espace ; le troisième réfléchit aux multiples jeux de constitution de la réalité spatiale par les divers acteurs.

Concernant le premier axe, je me suis aperçu, en cherchant dans mes archives, que j'avais déjà esquissé voire formalisé ce projet dès 2008 en envoyant notamment une proposition de numéro thématique aux Annales de Géographie, par l'entremise d'Olivier Lazzarotti, sur la question « de la lutte des places (ou autres titres qui traitent de la place, l'emplacement, le déplacement) ». Mais pour une fois, c'est mon interlocuteur qui n'était pas preneur et comme pour beaucoup d'autres choses, le temps m'était progressivement compté à cause de l'administration.

Il est temps aujourd'hui d'avancer de nouveau sur la question avec l'aide des collègues que nous avons déjà évoqués (Lussault, Lazzarotti, Petit) et d'autres qui sous différentes lumières travaillent la même problématique à travers divers objets (Anne Volvey autour de la danse ; Muriel Monnard autour des arts visuels en classe). Mais surtout de suivre le mouvement des jeunes que j'encadre et qui sont en train de monter leur projet autour de cette question : le jeu des places autour des militaires du plan Vigipirate (Arthur Oldra), ou autour du vêtement (Sophie Valenti) ; les conséquences du déplacement des jeunes « placés » en centre ou en famille d'accueil (Roman Rollin) ; le rôle des institutions publiques sportives, politiques et judiciaires sur la place des supporters dans et autour du stade (Gaël Rannou) ; la place du chercheur au sein de l'institution selon l'optique idéologique qu'il prend par rapport à la technique (Frédéric Sore).

Dans ce cadre, je vais prolonger mes propres recherches sur le rôle des mouvements du corps, à travers l'observation et l'enregistrement d'images vidéo de différents contextes types à échelle variable, sur l'appréhension des jeux de placement qu'effectuent les habitants. Ces derniers interprètent alors non plus des contextes objectivés mais des situations types qui engagent alors la place qu'ils se donnent et qu'ils donnent aux autres à travers le sens qu'ils produisent.

A propos du deuxième axe, je continuerai à penser, à partir des ressources bibliographiques et documentaires, le rôle des concepteurs de l'espace (les architectes et urbanistes particulièrement) sur la normalisation de l'habiter. En quoi ils produisent, à travers de prétendues meilleures qualités de vie, des façons de mieux être, de mieux penser, de mieux faire. De réfléchir alors en quoi la réification des contextes spatiaux derrière cette construction type de l'espace produit aliénation et liberté, bien-être et mal-être pour les habitants. Mes recherches entamées sur des personnages comme Ricardo Bofill, Le Corbusier ou Rem Koolhaas se poursuivront de manière encore plus détaillée.

Cette conception somme toute déterministe des architectes urbanistes sur la construction potentielle d'une situation qui apporterait en toutes circonstances un mieux vivre sera le recto idéal d'un verso idéal. Mais elle s'oppose à un verso idéal qui produirait de l'extérieur et se mettrait face à un recto idéal, celui des êtres qui ne perçoivent pas ou dont on pense qu'ils ne perçoivent pas forcément la situation à partir de cette rencontre avec l'extériorité, qui seraient dans un enfermement intérieur, autistique, sous différentes formes ou dans la folie. Ce champ prolongera des intérêts nés il y a plusieurs années autour des travaux d'Howard Buten (2009), et des films documentaires de Fernand Deligny sur la folie.

Ce recto et ce verso sont pour moi des cas limites qui encadrent alors toute la palette des observations que nous pouvons faire de l'habiter quotidien des êtres humains sur Terre. L'habitant est en effet lui-même générateur d'un espace conçu comme devant lui apporter de fait un bien-être (voir en cela les aménagements intérieurs effectués au sein des espaces domestiques) et à l'inverse, il s'enferme (mais plus seulement au sens spatial objectif) de lui-même dans un monde constitué au sein duquel ses sentiments, ses affects, ses émotions, partagés selon les circonstances, en situation, délimite la qualité de ce qu'il perçoit, ressent d'un contexte.

Enfin, dans le cadre du troisième axe, je poursuivrai mes travaux sur le constitutivisme et en quoi finalement il génère peu ou prou les deux autres axes d'investigation. Je le ferai à travers deux entrées.

D'un côté, à la lumière des pratiques scientifiques actuelles en sciences sociales de partage des corpus pour permettre une relecture et une réinterprétation des mêmes données, je vais réécouter/relire mes propres entretiens effectués pendant mes travaux doctoraux. Entretiens que j'ai utilisés de manière bien trop parcimonieuse et qui selon cette nouvelle perspective devrait pouvoir m'apporter de nouvelles compréhensions des habitants portant sur l'aspect constitutiviste de leur propos, en quoi ils révèlent justement des jeux de placement et le sens qui en détermine la légitimité.

De l'autre, à la suite de mon travail prospectif sur les œuvres filmiques, notamment dans le cadre de Géocinéma, mais aussi de mes activités pédagogiques (voir Volume 2 partie 1), je continuerai de réfléchir sur les œuvres filmiques comme des typologisations de la réalité constituée par les habitants. Certains supports filmiques, pas forcément les plus grands chefs d'œuvre, permettent en effet, à travers les caricatures scénaristiques, d'appréhender des réalités difficiles à prendre sur le fait dans la vie quotidienne. Les habitants répugnent à montrer leur intimité ou à révéler le sens de la constitution des situations qu'ils voient, construisent, anticipent. Par le jeu, les scénaristes et réalisateurs arrivent à exprimer alors des sortes d'autogéographie que les habitants ont du mal à apprécier (dans tous les sens du terme). Je voudrais mener l'expérience d'utiliser des extraits de film comme média d'une réflexion habitante sur le sens de leur propre constitution. En clair, de parler d'eux à travers le film. De réaliser leur autogéographie à travers la mise en question des personnages et des situations du film, de réaliser en quelque sorte une maïeutique filmique permettant d'exprimer au mieux la constitution habitante à travers les jeux de placement et le sens donné à ces derniers (voir Volume 1). Cette entrée confortera ainsi mon inscription pédagogique et de recherche pour le prochain quinquennal. Les nouveaux Masters proposeront en effet un parcours Image.





# Table des Matières

---

## **PARTIE 2 : Production scientifique et académique**

<b>Remerciements.</b>	<b>1</b>
<b>Introduction.</b>	<b>3</b>
Précisions de lecture.	<b>5</b>
Textes Jointes au Dossier Publications.	<b>9</b>
Un abécédaire des autres textes à paraître, publiés ou en accès Internet.	<b>11</b>
<b>Chapitre 1. Épistémologie et Méthodologie de l’habiter.</b>	<b>15</b>
1.1. Texte 1. « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l’habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d’habiter ».	<b>21</b>
1.2. Texte 3. « Les constructions des mondes de l’habitant : Eclairage pragmatique et herméneutique ».	<b>43</b>
1.3. Texte 7. « Pouvait-on habiter un camp de concentration sous le nazisme ? ».	<b>73</b>
1.4. Texte 8. « Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours habitants ».	<b>89</b>
1.5. Texte 15. « Géographie et phénoménologie. Perspectives théoriques et méthodologiques autour de la proximité et de l’authenticité ».	<b>107</b>
<b>Chapitre 2. Au-delà de l’habiter, la question des mobilités et des placements.</b>	<b>127</b>
2.1. Texte 4. « De la mobilité à la mobilisation : Les constructions territoriales à l’heure d’ <i>internet</i> ».	<b>131</b>
2.2. Texte 12. « De la <i>poïesis</i> comme expression et construction des mondes ».	<b>157</b>
2.3. Texte 14. « Matérialiser son monde à travers le corps. Réflexions phénoménologiques sur le passage du perceptuel à l’artefactuel ».	<b>183</b>

<b>Chapitre 3. Idéologies et constructions des savoirs géographiques.</b>	<b>207</b>
3.1. Texte 2. « La dérive du géographe. De la théorie à la rhétorique : où poser les limites de l'argumentation à propos de l'aménagement du territoire ? ».	<b>211</b>
3.2. Texte 5. « La Nation et l'Etat belge existent-ils : Réflexions épistémologiques sur les constructions de l'objet géographique ».	<b>231</b>
3.3. Texte 6. « Échelles et Temporalités en géographie ».	<b>253</b>
3.4. Texte 9. « Petits arrangements avec le développement durable. Entre production scientifique et instrumentalisation médiatique ».	<b>287</b>
3.5. Texte 10. « Comment voir ce qui n'existe pas ou comment faire exister ce qui ne se voit pas. La question de la transparence du savoir géographique ».	<b>311</b>
3.6. Texte 11. « Critique de la banalisation scientifique des magazines éducatifs à travers les publicités à caractère écologique ».	<b>325</b>
3.7. Texte 13. « La pensée géographique de la ville et de l'urbain en France ».	<b>341</b>
<b>Perspectives.</b>	<b>359</b>
<b>Table des Matières.</b>	<b>363</b>